

COMMUNE DE Mende

Département de la Lozère (48)

6.1.

Servitudes d'Utilité Publique



ADELE---SFI
434 rue Etienne Lenoir
30 900 Nîmes
Tél/Fax : 04 66 64 01 74
adelesfi@wanadoo.fr
www.adele---sfi.com

Approbation du P.L.U. : DCM du 28 mars 2012

Approbation de la révision du P.L.U. : DCM du 10 janvier 2018

Mise à jour du P.L.U. : Arrêté du Maire du 19 janvier 2026

Approbation de la modification simplifiée n°1 : DCM du 25 juin 2026

Mise à jour du P.L.U n°2 : Arrêté du Maire du 25 juin 2026

COMMUNE DE Mende

Département de la Lozère (48)

6.1.1.

Liste des Servitudes d'Utilité Publique



Approbation du P.L.U. : DCM du 28 mars 2012

Approbation de la révision du P.L.U. : DCM du 10 janvier 2018

Mise à jour du P.L.U. : Arrêté du Maire du 19 janvier 2026

Approbation de la modification simplifiée n°1 : DCM du 25 juin 2026

Mise à jour du P.L.U n°2 : Arrêté du Maire du 25 juin 2026

ADELE---SFI
434 rue Etienne Lenoir
30 900 Nîmes
Tél/Fax : 04 66 64 01 74
adelesfi@wanadoo.fr
www.adele---sfi.com

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L'INSTITUTION	ACTE Etablissant LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE				
AC1	Mesures de classement et d'inscription des monuments historiques <u>Immeubles classés :</u> Cathédrale de MENDE Pont Notre Dame Tour des Pénitents <u>Immeubles inscrits :</u> 25, rue Basse : façades, toitures, escaliers et calade de la cour. Hôtel de Ville : Façade sur Place du Général de Gaulle (anciennement Place d'Angiran), toitures, escalier intérieur Préfecture : Rue de la Rovère, porte du XVIIIème siècle Rue d'Aigues Passes et Boulevard Théophile Roussel, Fontaine d'Aigues Passes 5 Rue Basse : escalier à rampe en fer forgé 6 Place au Blé : porte du XVIIIème siècle, vantaux compris 3 rue de l'Epine Ancien Hôtel (usine électrique) : porte sur cour et escalier intérieur	Loi modifiée du 31 / 12/1913 articles 1 à 5 du Code du patrimoine	Arrêté ministériel du 9 Août 1906 Liste de 1840 Liste de 1889 reprise au J.O. du 18 Avril 1914 Arrêté ministériel du 19 Mars 1943 Arrêté du 9 Décembre 1985 Arrêtés des 13 Avril 1944 et 3 Novembre 1945 Arrêté du 9 Décembre 1985 Arrêté du 21 Mars 1946 Arrêté du 16 Octobre 1945 Arrêté du 17 Avril 1950 Arrêté du 5 Avril 1946 Arrêté du 19 Février 1946	Monsieur le directeur régional des Affaires culturelles (DRAC) 5, rue Salle l'Evêque 34967 MONTPELLIER cedex 2

CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L’INSTITUTION	ACTE ETABLISSANT LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
AC1	1 rue du Fournet Maison Béringer : porte du XVIIème siècle – vantaux compris	Loi modifiée du 31 / 12/1913 articles 1 à 5 du Code du patrimoine	Arrêté du 12 Juin 1946	Monsieur le directeur régional des Affaires culturelles (DRAC) 5, rue Salle l’Evêque 34967 MONTPELLIER cedex 2
	6, Rue du Fournet, à l'angle de la Rue Saint Privat : niche avec statue et lanterne à huile		Arrêté du 12 Juillet 1945	
	Rue du Fournet : niche en pierre et menuiserie avec statue et lanterne à huile		Arrêté du 12 Juillet 1945	
	13 Rue de la Jarretière Ancien Couvent des Ursulines --- Porte d'entrée		Arrêté du 17 avril 1950	
	10 Rue de la Jarretière portail sur rue et porte sur cours		Arrêté du 12 Juin 1946	
	Rue Saint Dominique, à l'angle de la rue du Fournet --- façades et toitures		Arrêté du 21 Janvier 1946	
	Place du Soubeyran : Fontaine de Soubeyran		Arrêté du 8 Mars 1946	
	Rue du Collège : Tour subsistant de l'ancien collège des Doctrinaires		Arrêté du 23 Novembre 1977	
	Rue du Soubeyran, Maison Ignon : porte du XVIIème siècle --- vantaux compris		Arrêté du 12 Juin 1946	
	Rue du Soubeyran, Maison Runel : porte du XVIIème siècle --- vantaux compris		Arrêté du 11 Avril 1946	
	Rue d'Aigues Passes : porte du XIIIème siècle, vantaux compris		Arrêté du 6 Février 1929	
	Boulevard Théophile Roussel : vestiges des Anciens Remparts		Arrêté du 18 Juin 1979	
	1 Rue d'Angiran : Lavoir de la Calquièrre avec ses voûtes		Arrêté du 22 Juillet 1980	
	Place du Chastel : Croix en pierre contre le mur de la Maison Laurent		Arrêté du 13 Juillet 1926	
	Rue du Collège à l'angle de la rue du Chastel : croix en pierre du XVIème siècle.		Arrêté du 13 Juillet 1926	

	Route de Mende à Badaroux, à l'angle du chemin des Bouès, Croix de Sirvens datée de 1639. 17 Rue Notre Dame : "Ancienne Synagogue", façades et toitures des bâtiments entourant la cour, à l'exception de la façade sur la rue Léopold Monestier ainsi que le sol de la cour et le passage de l'immeuble dit "Ancienne Synagogue" Maison forte de Bahours ainsi que le sol de la parcelle et le mur d'enceinte Ancien théâtre (cinéma "Le Trianon"), 5 bis Boulevard Lucien Arnault : façade et toiture Salle voûtée peinte, 8 rue de l'ancienne maison consulaire Ancien hôtel dit maison Pons, 10 rue basse. Ancienne chapelle des Pénitents blancs Chapelle Notre-Dame de la Providence	Loi modifiée du 31 / 12/1913 articles 1 à 5 du Code du patrimoine	Arrêté du 13 Juillet 1926 Arrêté du 30 mai 1996 Arrêté du 17 novembre 1995 Arrêté du 9 novembre 2011 Arrêté du 22/05/2012 Arrêté du 22 novembre 2013 Arrêté du 22 novembre 2013 Arrêté du 19 mars 2026	Monsieur le directeur régional des Affaires culturelles (DRAC) 5, rue Salle l'Evêque 34967 MONTPELLIER cedex 2
CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L'INSTITUTION	ACTE ETABLISSANT LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
AC2	Servitude de protection des sites et monuments naturels Site Classé Le Rocher de Moïse dans la forêt domaniale parcelle 995 section B	Arrêté du 18/09/1925	Arrêté du 18/09/1925	Monsieur le directeur régional des Affaires culturelles (DRAC) 5, rue Salle l'Evêque 34967 MONTPELLIER cedex 2
AC4	Site Patrimonial Remarquable (SPR) <i>(se reporter à l'annexe 6.1.4)</i>			Monsieur le directeur régional des Affaires culturelles (DRAC) 5, rue Salle l'Evêque 34967 MONTPELLIER cedex 2

AS1	Servitudes attachées à la protection des captages des eaux potables Commune de Mende : captage de la Vabre	Code de la santé publique, articles L1321---1 à 10	Arrêté Préfectoral du 8 février 2006	Délégation territoriale départementale de la Lozère de l'Agence Régionale de santé Languedoc---Roussillon (ARS---LR) Immeuble « Le Saint Clair » Avenue du 11 Novembre --- BP 136 48005 MENDE cedex
-------------------	---	---	---	--

SERVITUDES RELATIVES A L’UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS				
CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L’INSTITUTION	ACTE ETABLISSANT LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
I4	Servitudes relatives aux ouvrages de transport et de distribution d’électricité Liaison 63 kV NO 1 MENDE-MONASTER (LE) Liaison 63 kV NO 1 MENDE-TARNON Liaison 63 kV MARGERIDE-MENDE	Loi 15/06/1906 articles 12 et 12bis	Arrêté ministériel du 7 Décembre 1979	Madame la Directrice Régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement (DREAL) Service Aménagement 520, allée Henri II de Montmorency --- CS69007 34064 MONTPELLIER Cedex 2 Gestionnaire du Réseau de Transport d’électricité (RTE) GIMR TERA --- Pôle PSEC 5, rue des Cuirassiers TSA 32001 69399 LYON cedex 03
PT1	Servitudes de protection des centres de réception radio---électriques contre les perturbations électromagnétiques MENDE PREFECTURE (48 14 01) Rue de la Rovère MENDE SAINT PRIVAT (48 13 00) Les Baraques sur le Chastel Nouvel (0480220002) Aérodrome (0480240003) BALSIEGES/SIGNAL DE FLAGIT (048 014 0017)	Code des postes et des communications électroniques, articles L57 à L62 et R27 à R38	Décret du 10/03/1961 Décret du 07/11/1978 Décret du 24/04/1969 Décret du 19/04/1985 Décret du 08/06/2010 (N° IOCG1008835D)	TDF---DO Toulouse 2 rue de la Fontfroide 34094 MONTPELLIER cedex 05 SGAMI SUD 54, Bd Alphonse Allais 13014 MARSEILLE

CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L’INSTITUTION	ACTE ETABLISSANT LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
PT2	Servitudes de protection des centres radioélectriques d’émission et de réception contre les obstacles MENDE SAINT PRIVAT --- 48 13 001 BALSIEGES/SIGNAL DE FLAGIT (048 014 0017 MENDE CA --- 48 22 05 liaison hertzienne Mende--- Langogne Liaison hertzienne Mende---Balsièges Liaison hertzienne Balsièges---Mende Liaison hertzienne Balsièges---Fontanes MENDE Central Téléphonique Liaison hertzienne Mende---Nîmes --- Centre de Balsièges	Code des postes et des communications électroniques, articles L54 à L66 et R21 à R26	Décret du 15 mars 1978 Décret du 8 Juin 2010 N°IOCG1009327D Décret du 6/07/1976 Décret du 29/11/1979 Décret du 29/11/1979 Décret du 29/11/1979 Décret du 06/12/1991 Décret du 06/12/1991	TDF---DO Toulouse 2 rue de la Fontfroide 34094 MONTPELLIER cedex 05 SGAMI SUD 54, Bd Alphonse Allais 13014 MARSEILLE
T8	Relations Aériennes Protection des centres radioélectriques Relations aériennes MENDE aérodrome 48 24 003	Code des Postes et communications électroniques L.54 à L.64 --- R.21 à R.43	Décret du 19 Avril 1985	Aviation Civile – Sud Est, délégation Languedoc Roussillon, aéroport Montpellier Méditerranée, CS 10012, 34137 MAUGUIO Cedex
T5	Servitude Aéronautique de dégagement	Arrêté du 19 avril 1985		DGAC / SNIA Pôle d’Aix en Provence 1 rue Vincent Auriol CS 90890 3627 AIX EN PROVENCE
T1	Servitudes de protection du domaine public ferroviaire	Ordonnance 2021-444 du 14 avril 2021	Décret n°1772-2021 du 22 décembre 2021	SNCF Direction de l’immobilier Délégation territoriale de l’immobilier Méditerranée Pôle Pilotage des Actifs 31, bd Voltaire 13001 MARSEILLE

SERVITUDES RELATIVES A LA SALUBRITE ET A LA SECURITE PUBLIQUES				
CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTE LEGISLATIF PERMETTANT L'INSTITUTION	ACTE ETABLISSANT LA SERVITUDE	SERVITUDE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
PM1	Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de Mende <i>(se reporter à l'annexe 6.1.3)</i>	Loi n° 95---101 du 2 février 1995 Décret n°95---1089 du 5 Octobre 1995	Arrêté préfectoral n°98---2246 du 10 Novembre 1998, révisé par arrêtés du 09/04/09 (ferme des Armes) et du 14/04/2009 (Vernède), et modifié par arrêté préfectoral n°2011 272 0006 du 29/09/2011.	Direction Départementale des Territoires (DDT), 4 Avenue de la Gare, 48000 MENDE

SERVITUDES DE TYPE T1

SERVITUDES DE PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

Servitudes reportées en annexe des PLU et des cartes communales en application des articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme et figurant en annexe au Livre I^{er} dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D – Communications

c) Transport ferroviaire ou guidé

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

1.1.1 Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire

Définition de l'emprise de la voie ferrée

L'emprise de la voie ferrée est définie à l'article R. 2231-2 du code des transports, selon le cas, à partir :

- De l'arête supérieure du talus de déblai, ou du nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;
- De l'arête inférieure du talus du remblai, ou du nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;
- Du bord extérieur des fossés ;
- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien ;
- Du bord extérieur du quai ;
- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain ;
- De la clôture de la sous-station électrique ;

- Du mur du poste d'aiguillage ;
- De la clôture de l'installation radio.

A défaut, à partir d'une ligne tracée, soit à :

- 2,20 m pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée ;
- 3 m pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée.

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Servitudes d'écoulement des eaux (article L. 2231-2 du code des transports)

Les servitudes d'écoulement des eaux prévues par les articles 640 et 641 du code civil sont applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire. Tout déversement, écoulement ou rejet direct ou indirect, qu'il soit diffus ou non, d'eaux usées, d'eaux industrielles ou de toute autre substance, notamment polluante ou portant atteinte au domaine public ferroviaire, est interdit sur le domaine public ferroviaire.

Servitudes portant sur les arbres, branches, haies ou racines empiétant sur le domaine public ferroviaire (article L. 2231-3 et R. 2231-3 du code des transports)

Il est interdit d'avoir des arbres, branches, haies ou racines qui empiètent sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênant la visibilité de la signalisation ferroviaire. Les propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de respecter cette interdiction.

Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire.

Distances minimales à respecter pour les constructions (articles L. 2231-4 et R. 2231-4 du code des transports)

Sont interdites les constructions (autres qu'un mur de clôture) ne respectant pas les distances minimales d'implantation mentionnées ci-dessous :

- 2 mètres à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports ;
- 3 mètres à partir de la surface extérieure ou extrados des ouvrages d'arts souterrains ;
- 6 mètres à partir du bord extérieur des ouvrages d'art aériens.

Cette interdiction de construction ne s'applique pas aux procédés de production d'énergies renouvelables intégrés à la voie ferrée ou installés aux abords de la voie ferrée, dès lors qu'ils ne compromettent pas la sécurité des circulations ferroviaires, le bon fonctionnement des ouvrages, des systèmes et des équipements de transport ainsi que leur maintenabilité.

Distances minimales à respecter concernant les terrassements, excavations ou fondations (articles L. 2231-5 et R. 2231-5 du code des transports)

Des distances minimales par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique doivent être respectées.

Lorsque la voie se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, la distance est égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Il est interdit de réaliser, dans une distance inférieure à 50 mètres de l'emprise de la voie ferrée et sans la mise en œuvre d'un système de blindage, tout terrassement, excavation ou fondation dont un point se trouverait à une profondeur égale ou supérieure aux deux tiers de la longueur de la projection horizontale du segment le plus court le reliant à l'emprise de la voie ferrée.

Distances minimales à respecter concernant les dépôts et les installations de système de rétention d'eau (articles L. 2231-6 et R. 2231-6 du code des transports)

Une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'emprise de la voie ferrée doit être respectée concernant les dépôts, de quelque matière que ce soit, et les installations de système de rétention d'eau.

Obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure concernant les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire (articles L. 2231-7 et R. 2231-7 du code des transports)

Les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, envisagés à une distance de moins de 50 m par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou à une distance de 300 à 3000 m d'un passage à niveau, font l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière.

De plus, sur proposition du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière, le représentant de l'Etat dans le département peut imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière et des propriétés riveraines.

Le gestionnaire d'infrastructure est informé par le maître d'ouvrage d'un projet de construction, d'opération d'aménagement, ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, dès lors que le projet est arrêté dans sa nature et ses caractéristiques essentielles et avant que les autorisations et les actes conduisant à sa réalisation effective ne soient pris.

Le gestionnaire d'infrastructure dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'information pour proposer au représentant de l'Etat dans le département d'imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière ainsi que celle des propriétés riveraines.

Ces dispositions n'entreront en vigueur qu'à compter de la publication de l'arrêté du ministre chargé des transports listant les catégories de projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire soumis à cette obligation d'information ainsi que les distances à respecter.

Servitudes permettant la destruction des constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau existants (article L. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire, si la sécurité ou l'intérêt du service ferroviaire l'exigent, le représentant de l'Etat dans le département peut faire supprimer les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, de quelque matière que ce soit, ainsi que les installations de système de rétention d'eau, existants dans les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 du code des transports.

Entretien des constructions existantes lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire (article L. 2231-8 et R. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire les constructions existantes qui ne respectent pas les dispositions de l'article L. 2231-4 et dont l'état a été constaté dans des conditions précisées à l'article R. 2231-8, peuvent uniquement être entretenues dans le but de les maintenir en l'état.

Possibilité de réduire les distances à respecter concernant les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau (article L. 2231-9 du code des transports)

Lorsque la sécurité et l'intérêt du domaine public ferroviaire le permettent, les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 peuvent être réduites en vertu d'une autorisation motivée délivrée par le représentant de l'Etat dans le département, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. Cette autorisation peut éventuellement être assortie de prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et des propriétés riveraines.

1.1.2 Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les servitudes de visibilité s'appliquent à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée (article L. 114-6 code de la voirie routière).

Ces servitudes génèrent des obligations et des droits :

- L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement (1° de l'article L.114-2) ;
- L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement (2° de l'article L.114-2) ;
- Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes (3° de l'article L.114-2).

Un plan de dégagement détermine pour chaque parcelle les terrains sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité et définit ces servitudes. Ce plan est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale (article L.114-3).

Servitudes en tréfonds (SUP T3)

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-1 et suivants du code des transports, le maître d'ouvrage d'une infrastructure souterraine de transport public ferroviaire peut demander à l'autorité administrative compétente d'établir une servitude d'utilité publique (SUP) en tréfonds.

La servitude en tréfonds confère à son bénéficiaire le droit d'occuper le volume en sous-sol nécessaire à l'établissement, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport.

Elle ne peut être établie qu'à partir de 15 mètres au-dessous du point le plus bas du terrain naturel, est instituée dans les conditions fixées aux articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du code des transports.

Cette catégorie de SUP distincte de la catégorie de SUP T1, fait l'objet de la fiche SUP T3 disponible sur Géoinformations.

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques, abrogé par la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) et par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire) ;
- Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Titre Ier : mesures relatives à la conservation des chemins de fer (articles 1 à 11).

Textes en vigueur :

- Articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports ;
- Articles R. 2231-1 à R. 2231-8 du code des transports ;
- Articles L. 114-1 à L. 114-3, L.114-6 du code de la voirie routière ;
- Articles R. 114-1, R.131-1 et s.et R. 141-1 et suivants du code de la voirie routière.

1.3 Décision

- Pour les servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée : instituées de plein droit par les textes législatifs et réglementaires ;
- Pour les servitudes de visibilité : plan de dégagement approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal.

1.4 Restrictions de diffusion

Aucune restriction de diffusion pour cette catégorie de SUP. La SUP peut être diffusée, est visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation et de la publication

2.1.1 Précisions concernant le rôle des administrateurs locaux et des autorités compétentes

Les administrateurs locaux et les autorités compétentes jouent des rôles différents en matière de numérisation et de publication des SUP dans le portail national de l'urbanisme (<http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/presentation-des-roles-et-responsabilites-r1072.html>).

Il existe plusieurs possibilités d'organisation variant selon que la catégorie de SUP relève de la compétence de l'Etat, de collectivités publiques ou d'opérateurs nationaux ou locaux : http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/fichier/pdf/organisation_sup_cle1c4755-1.pdf?arg=177835277&cle=1076c598d70e410cc53a94b4e666b09f1882d6b5&file=pdf%2Forganisation_sup_cle1c4755-1.pdf.

◇ Administrateur local

L'administrateur local après avoir vérifié que la personne qui sollicite des droits de publication sur le portail national de l'urbanisme est bien gestionnaire de la catégorie de SUP, crée le compte de l'autorité compétente et lui donne les droits sur le territoire relevant de sa compétence (commune, département, région, etc.).

◇ Autorité compétente

L'autorité compétente est responsable de la numérisation et de la publication des SUP sur le portail national de l'urbanisme. Elle peut, si elle le souhaite, confier la mission de numérisation à un prestataire privé ou à un autre service de l'État. Dans cette hypothèse, la publication restera de sa responsabilité.

◇ Prestataire

Le prestataire peut tester la conformité du dossier numérique avec le standard CNIG. S'il est désigné par l'autorité compétente délégataire, il téléverse le dossier numérique dans le GPU.

2.1.2 Administrateurs locaux et autorités compétentes

Concernant le réseau ferré géré par SNCF Réseau, l'autorité compétente est : SNCF Immobilier / Département Systèmes d'Information.

2.2 Où trouver les documents de base

Recueil des actes administratifs de la Préfecture pour les plans de dégagement.

Annexes des PLU et des cartes communales.

2.3 Principes de numérisation

Application du standard CNIG SUP (Conseil national de l'information géolocalisée).

La dernière version du standard CNIG SUP est consultable et téléchargeable ici : <http://cnig.gouv.fr/ressources-dematerialisation-documents-d-urbanisme-a2732.html>

Création d'une fiche de métadonnées respectant les dernières consignes de saisie des métadonnées SUP via le [générateur de métadonnées en ligne sur le GPU](#).

2.4 Numérisation de l'acte

- Pour les servitudes instituées le long de l'emprise de la voie ferrée : copie des articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports et coordonnées du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire ;
- Pour les servitudes de visibilité : copie du plan de dégagement approuvé.

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Les informations ci-dessous précisent les types de référentiels géographiques et de méthodes d'acquisition à utiliser pour la numérisation des objets SUP de cette catégorie ainsi que la gamme de précision métrique correspondante. D'autres référentiels ou méthodes de précision équivalente peuvent également être utilisés.

Les informations de précision (mode de numérisation, échelle et nature du référentiel) relatives à chaque objet SUP seront à renseigner dans les attributs prévus à cet effet par le standard CNIG SUP.

Référentiels :	BD Ortho/PCI VECTEUR
Précision :	Métrique

2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Le générateur

Le générateur est l'infrastructure de transport ferroviaire. Il est défini de la manière suivante :

- La voie ferrée lorsqu'elle est localisée sur le domaine public ferroviaire (actifs fonciers de SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions) ;
- Le passage à niveau.

Le générateur est de type linéaire concernant la voie ferrée. Il est ponctuel lorsqu'il est relatif à un passage à niveau.

L'assiette

L'assiette des servitudes correspond à une bande de terrains dont la largeur varie en fonction du générateur :

- Ligne tracée à 50 m à partir de l'emprise de la voie ferrée correspondant à la distance de recul la plus importante visée à l'article R. 2231-7 du code des transports ;
- Distance de 300 à 3000 mètres autour des passages à niveau, selon l'importance des projets et celle de leur impact sur les infrastructures ferroviaires et les flux de circulation avoisinants (article R. 2231-7 du code des transports).

L'assiette est de type surfacique.

Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Le générateur

Les générateurs sont l'infrastructure de transport ferroviaire et la voie publique.

Les générateurs sont de type linéaire.

L'assiette

L'assiette correspond à la bande de terrains situés au croisement d'une voie ferrée et d'une voie publique sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité.

L'assiette est de type surfacique.

3 Référent métier

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Direction générale des infrastructures de transport et des mobilités
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Annexes

1. Procédure d'institution du plan de dégagement

Le plan de dégagement est soumis à une enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie. Elle est organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration dans le respect des formes prévues par les plans d'alignement.

Le plan est notifié aux propriétaires intéressés et l'exercice des servitudes commence à la date de cette notification (article R.114-1 et R.114-4 du code de la voirie routière).

Le plan de dégagement est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal selon que la route est nationale, départementale ou communale (article L.114-3).

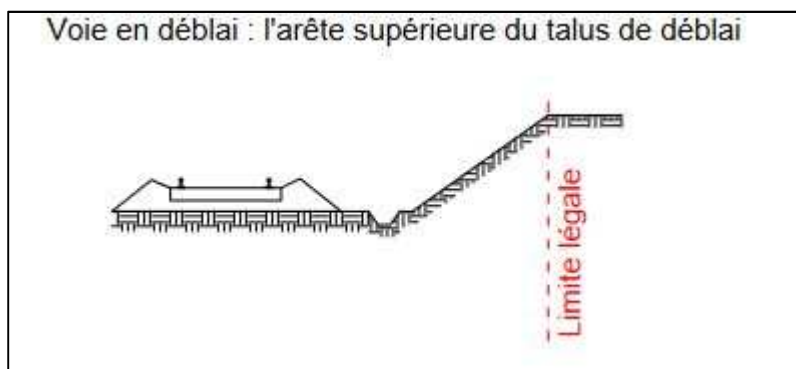
Lorsqu'un plan de dégagement a été institué par un arrêté préfectoral les propriétaires doivent se conformer à ses prescriptions.

2. Matérialisation de l'emprise de la voie ferrée pour le calcul des distances de recul à respecter

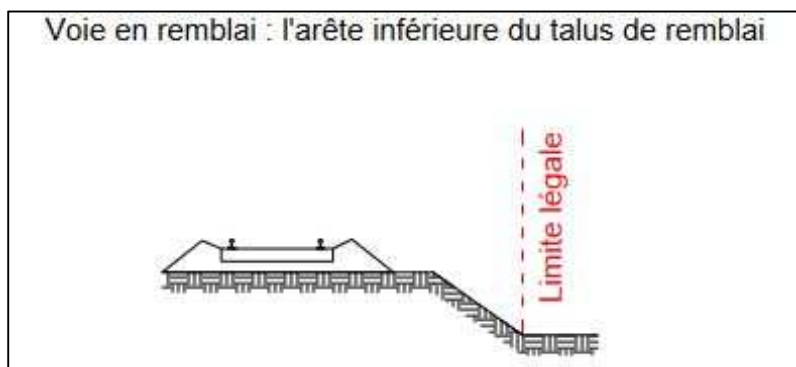
Les distances de recul précisées aux articles R. 2231-4 à R. 2231-6 du code des transports s'appliquent à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports et représentée à titre illustratif par SNCF Réseau dans les schémas ci-dessous figurant la limite légale*.

* la limite légale correspond à l'emprise de la voie ferrée.

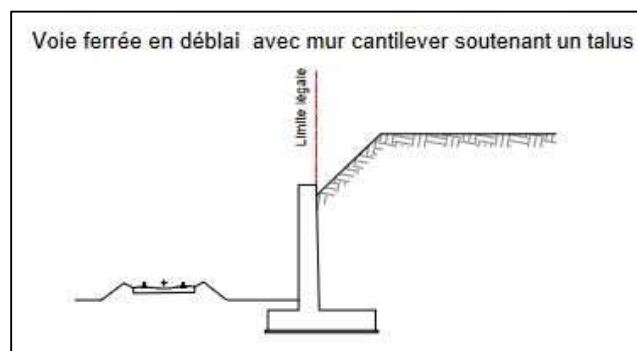
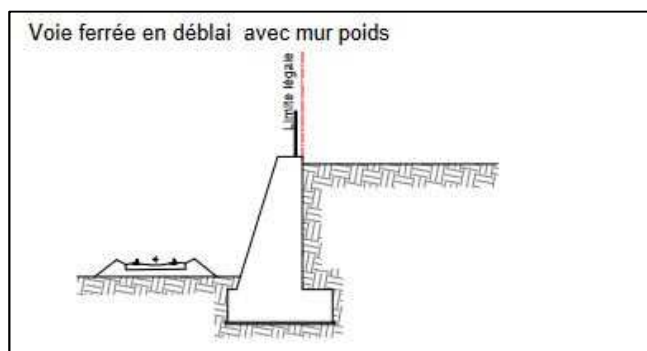
- Arête supérieure du talus de déblai :

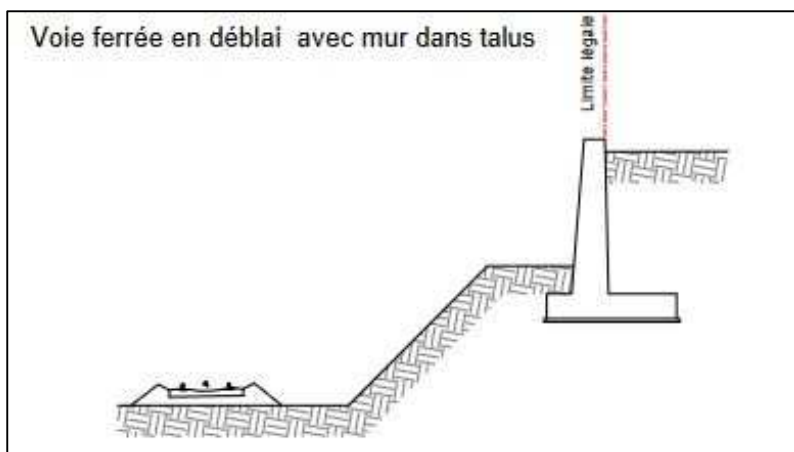


- Arête inférieure du talus du remblai :

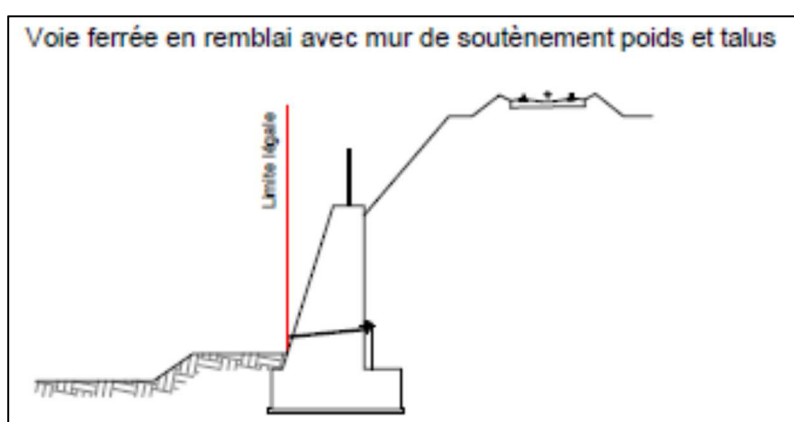


- Nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :

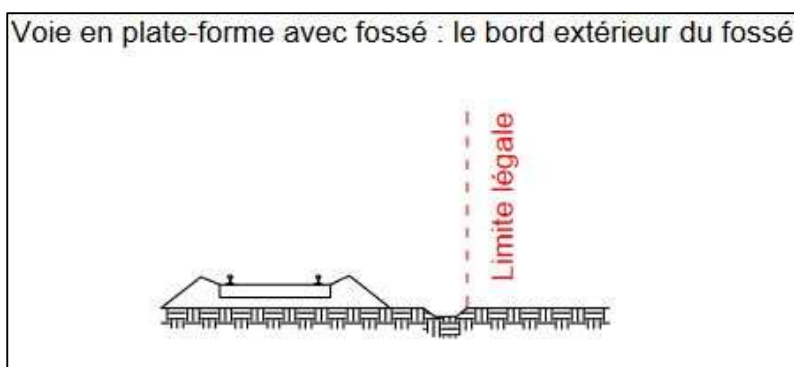




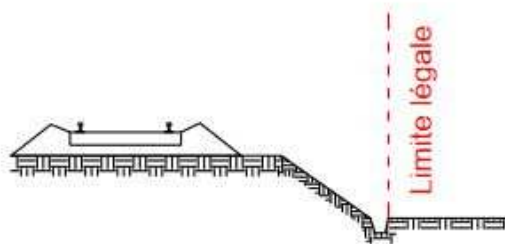
- Nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :



- Du bord extérieur des fossés :

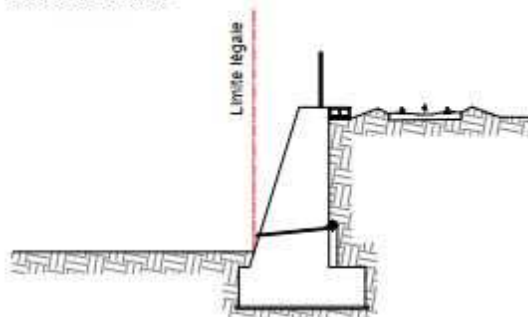


Voie en remblai : le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un

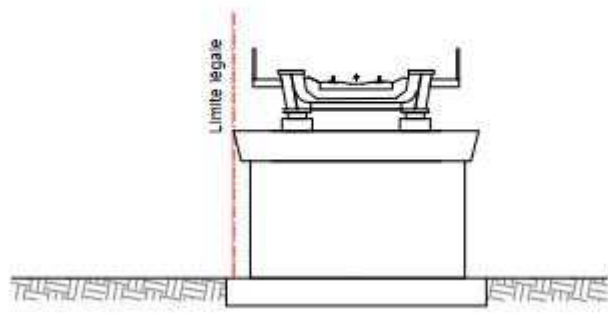


- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien :

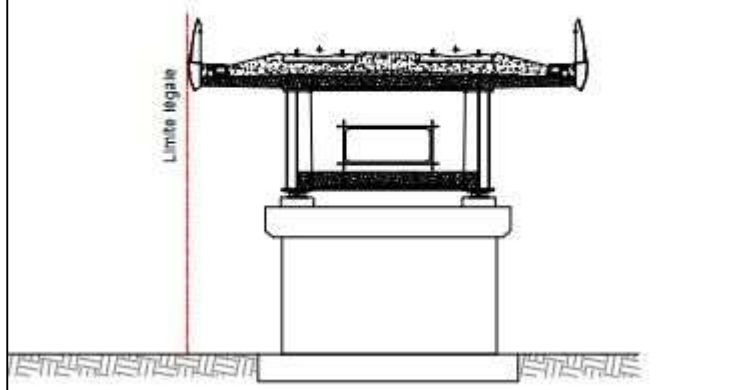
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement



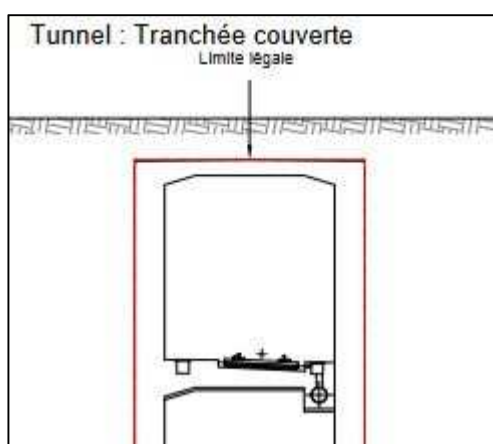
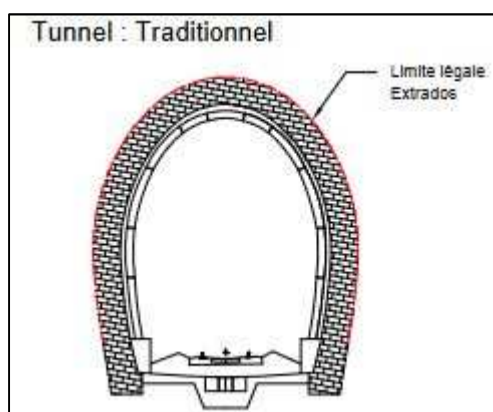
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec appui en saillie par rapport au tablier



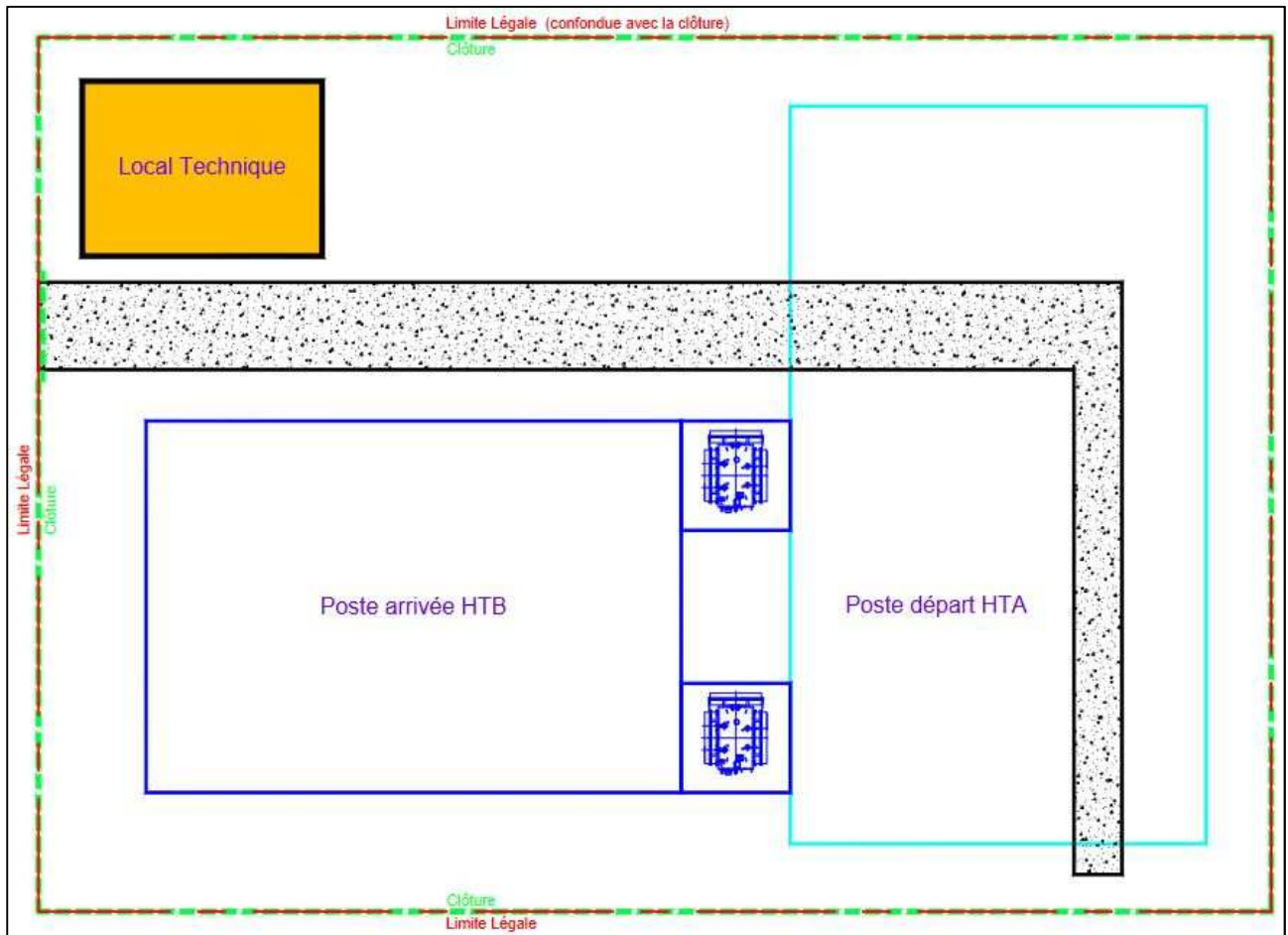
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier



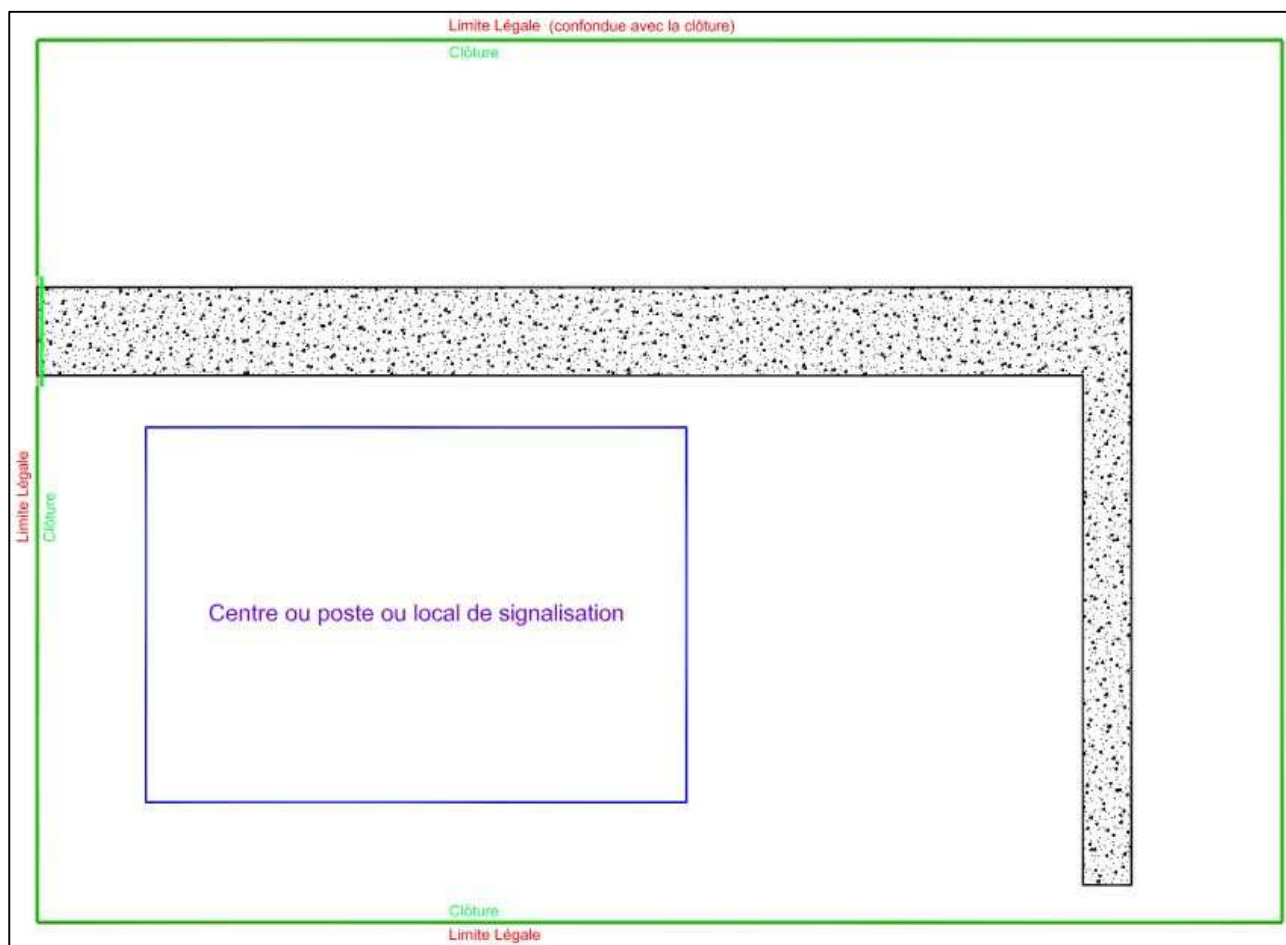
- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain :



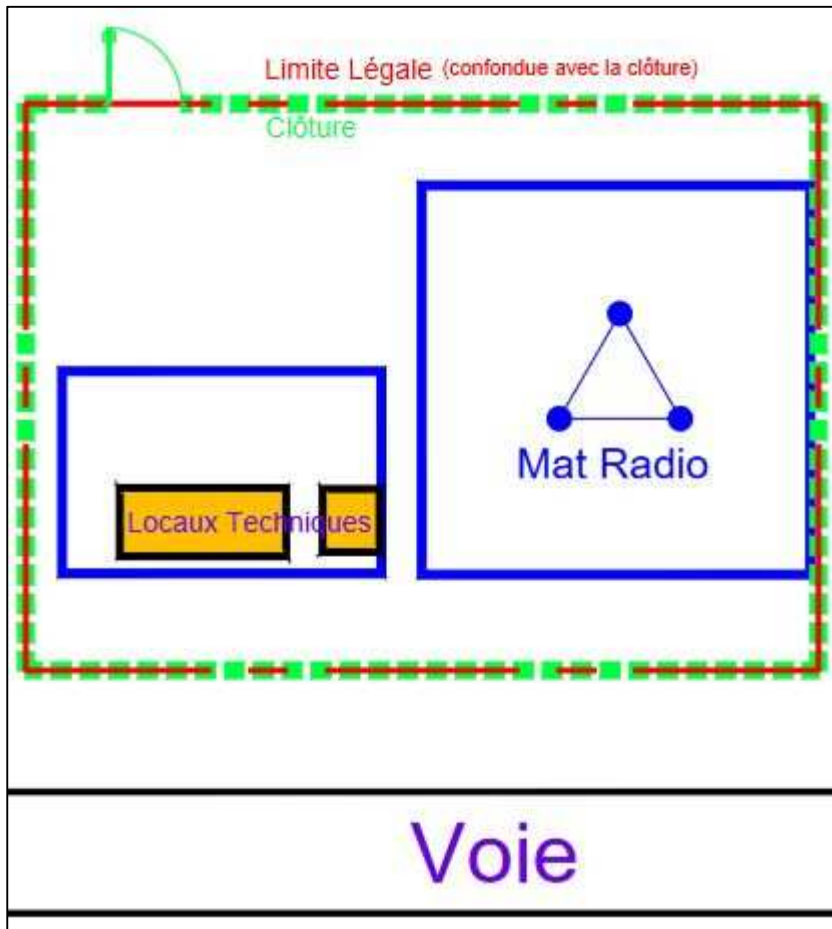
- De la clôture de la sous-station électrique :



- Du mur du poste d'aiguillage :



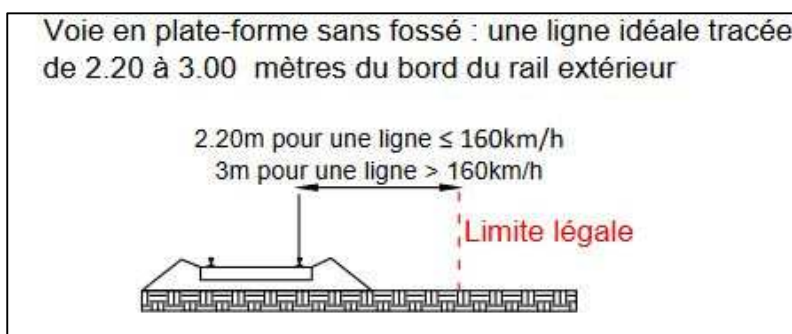
- De la clôture de l'installation radio :



- D'une ligne tracée à 2,20 mètres pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :

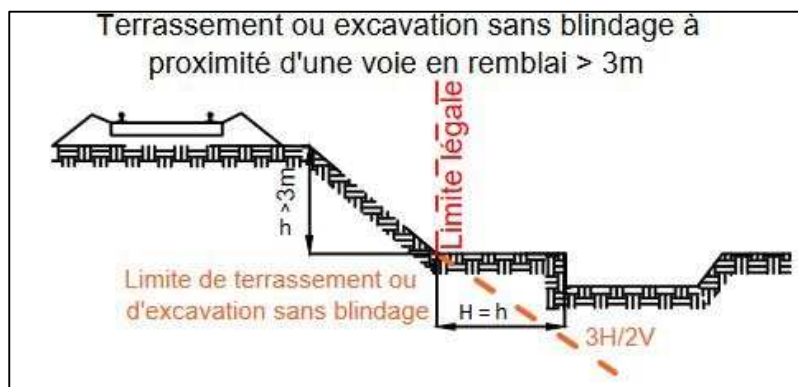
Ou

- D'une ligne tracée à trois mètres pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :



3. Exemples de matérialisation de la distance de recul définie à l'article R. 2231-5 du code des transports à respecter pour les projets de terrassement, excavation, fondation

Situation 1 : cas de la voie en remblai pour laquelle s'applique les distances de recul définies aux I et II de l'article R. 2231-5 du code des transports :



Nota : les remblais de plus de 3 mètres de hauteur (h) bénéficient d'une double protection :

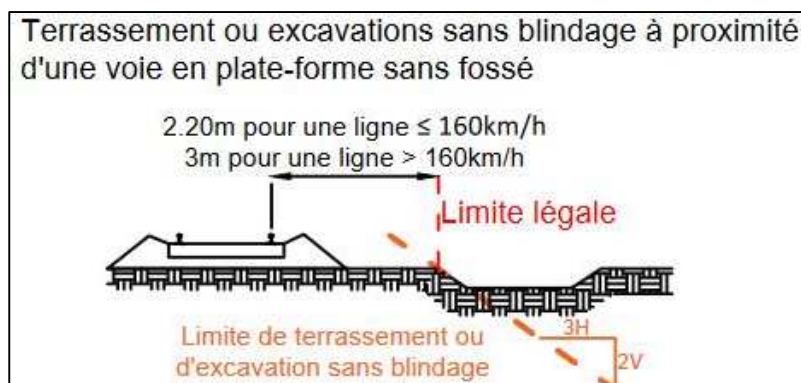
- une interdiction de terrasser dans une distance horizontale H inférieure à la hauteur du remblai h ;
- une interdiction de terrasser sans blindage sous un plan de 3 H (horizontal) pour 2 V (vertical), mesurée à partir de l'arrête inférieure du talus.

Situation 2 : cas des autres composantes de l'emprise de la voie ferrée pour lesquelles s'appliquent la distance de recul prévue au I de l'article R. 2231-5 du code des transports :

Pour tous les autres éléments composant l'emprise de la voie ferrée (article R.2231-2 du code des transports), il est interdit de réaliser des terrassements, des excavations, des fondations sans la mise en œuvre d'une solution de blindage sous un plan incliné à 3H pour 2V, positionné de telle sorte qu'il passe par le point d'intersection de la limite de l'emprise de la voie ferrée et du terrain naturel (II de l'article R.2231-5).

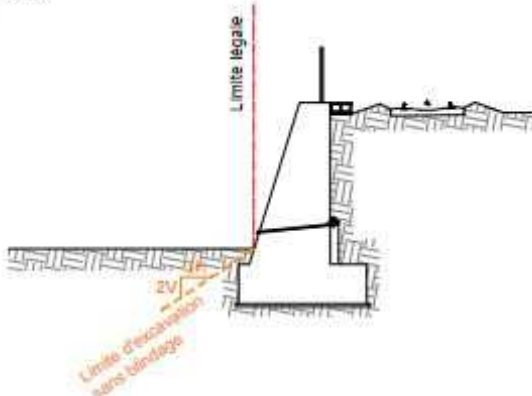
Le point de départ pour tirer ce trait correspondant au plan de 3H pour 2V, en dessous duquel une solution de blindage doit obligatoirement être mise en œuvre, est la limite de chaque composante de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports.

Exemple 1 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour la plateforme ferroviaire.

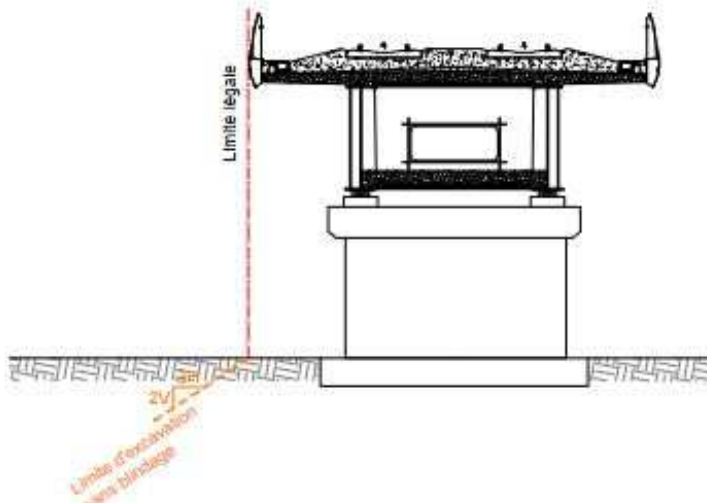


Exemple 2 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'ouvrage d'art aérien.

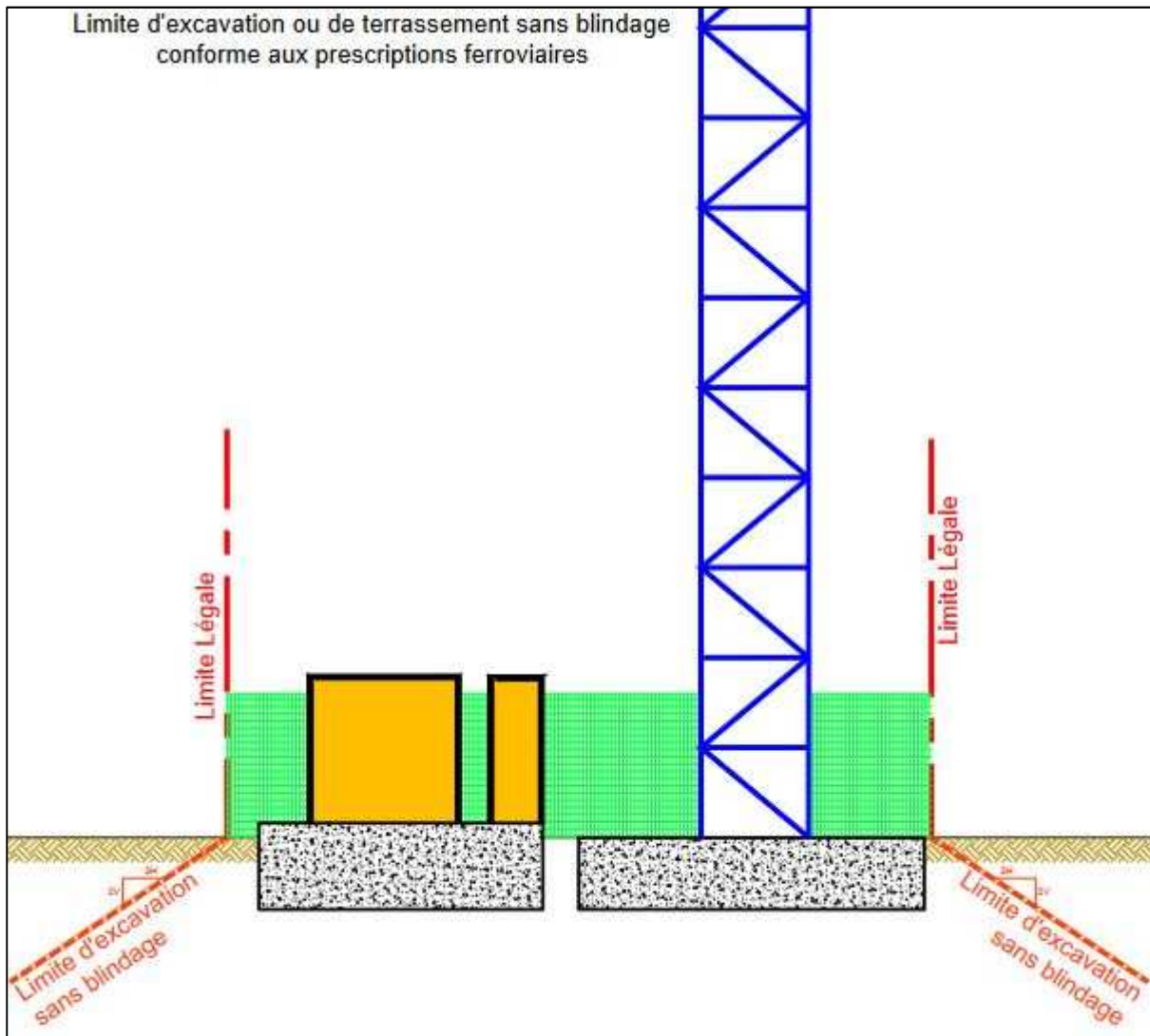
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement



Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier



Exemple 3 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'installation radio.



COMMUNE DE Mende

Département de la Lozère (48)

6.1.3

Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)



ADELE---SFI
434 rue Etienne Lenoir
30 900 Nîmes
Tél/Fax : 04 66 64 01 74
adelesfi@wanadoo.fr
www.adele---sfi.com

Approbation du P.L.U. : DCM du 28 mars 2012
Approbation de la révision du P.L.U. : DCM du 10 janvier 2018
Mise à jour du P.L.U : Arrêté du Maire du 19 février 2026
Approbation de la modification simplifiée n°1 : DCM du 25 juin 2026
Mise à jour du P.L.U n°2 : Arrêté du Maire du 25 juin 2026

PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE

Direction départementale de l'équipement
Service des Politiques de Prévention et d'Aménagement

ARRETE n° 2009-104-009 du 14 avril 2009
portant approbation de la révision n°2 (secteur de La Vernède)
du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Mende

La préfète
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L562-9, R562-1 à R562-12, et R123-1 à R123-23 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-269-002 du 25 septembre 2008 prescrivant la révision partielle du plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Mende ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-305-006, en date du 31 octobre 2008, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique en vue de l'établissement de la révision partielle du plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire de la commune de Mende ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-099-001 du 9 avril approuvant la révision partielle (révision n°1 : secteur de la Ferme des Armes) du plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire de la commune de Mende ;

Vu le dossier d'enquête publique contenant les conclusions de l'étude technique réalisée par le Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement (CETE) de Lyon/Laboratoire régional des ponts et chaussées (LRPC) de Clermont-Ferrand, et expertisée par le Centre d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales (CETMEF) ;

Vu la délibération en date du 18 décembre 2008 du conseil municipal de Mende émettant un avis favorable sur le projet de révision soumis à enquête publique ;

Vu la délibération en date du 4 décembre 2008 du comité syndical du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende émettant un avis favorable sur le projet de révision soumis à enquête publique ;

Vu l'avis de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Lozère en date du 26 novembre 2008 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 février 2009 ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental de l'équipement,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Est approuvée la révision n° 2 du plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Mende classant la parcelle AV n°316 en zones de risque d'inondation très fort (rouge) et fort (bleu) telles que reportées dans le plan de cartographie des zones inondables annexé au présent arrêté (annexe n°5).

ARTICLE 2 :

Le dossier afférent à cette révision du plan de prévention des risques d'inondation est annexé au présent arrêté et se compose :

- d'un rapport de présentation ;
- des annexes n° 1 à n° 5.

ARTICLE 3 :

En application de l'article L 562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques d'inondation révisé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il sera annexé au plan local d'urbanisme approuvé de la commune de Mende, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le département.

Une copie de l'arrêté sera affichée pendant un mois au moins à la mairie de Mende et au siège du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende.

ARTICLE 5 :

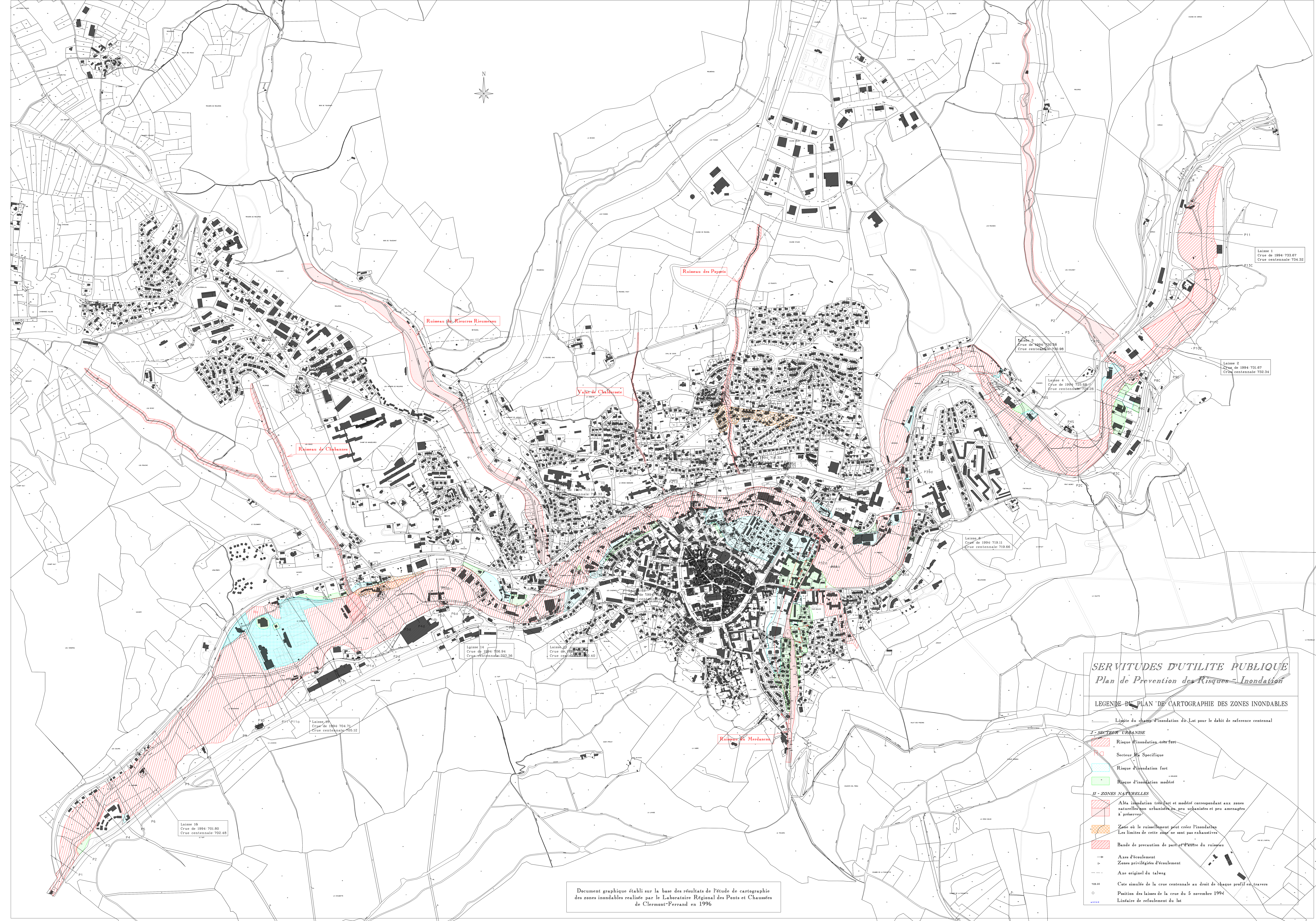
Le dossier de plan de prévention des risques révisé et le présent arrêté seront tenus à la disposition du public :

- à la mairie de Mende ;
- au siège du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende, 1 rue du Pont Notre-Dame 48000 Mende ;
- à la préfecture ;
- au siège de la direction départementale de l'équipement, 4 avenue de la gare 48000 Mende.

ARTICLE 6 :

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Mende, la présidente du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et à Monsieur le directeur des services d'incendie et de secours.


Françoise DEBAISIEUX



SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
Plan de Prévention des Risques - Inondation

LEGENDE DU PLAN DE CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES

- Limite du champ d'inondation du Lot pour le débit de référence centennal
- I - SECTEUR URBAINISE**
- Risque d'inondation très fort
 - Secteur Ris Spécifique
 - Risque d'inondation fort
 - Risque d'inondation modéré
- II - ZONES NATURELLES**
- Aléa inondation très fort et modéré correspondant aux zones naturelles non urbanisées ou peu aménagées et peu aménagées à préserver
 - Zone où le ruissellement peut créer l'inondation. Les limites de cette zone ne sont pas exhaustives
 - Bande de précaution de part et d'autre du ruisseau
- Axes d'écoulement
- Zones privilégiées d'écoulement
- Axe original du talweg
- Cote simulée de la crue centennale au droit de chaque profil en travers
- Position des laisses de la crue du 5 novembre 1994
- Linière de refoulement du lot

Document graphique établi sur la base des résultats de l'étude de cartographie des zones inondables réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en 1996

REGLEMENT

=====

SOMMAIRE

=====

<u>CHAPITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU P.P.R.</u>	3
I - Champ d'application	3
II - Portée du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols	3
<u>CHAPITRE II - DISPOSITIONS DU P.P.R.</u>	4
<u>CHAPITRE III - LES REGLES APPLICABLES</u>	5
I - Définitions et remarques préliminaires	5
II - Prescriptions communes à chaque zone inondable	7
III - Prescriptions applicables aux secteurs situés dans le champ d'inondation du Lot	11
III-1 - Prescriptions applicables aux secteurs urbanisés	11
III-1.1 - Prescriptions particulières aux zones de risque très fort (zones rouges)	11
III-1.2 - Prescriptions particulières aux zones de risque fort (zones bleues)	17
III-1.3 - Prescriptions particulières aux zones de risque modéré ou faible (zones vertes)	22
III-2 - Prescriptions applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges)	25
IV - Prescriptions applicables aux abords des axes d'écoulement périurbains	27
IV-1 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Rieucros de Rieumenou	27
IV-2 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Rieucros d'Alteyrac	27
IV-3 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau de Chabannes	28
IV-4 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Merdançon	28
IV-5 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau des Pousets	31
IV-6 - Prescriptions applicables aux abords du valat des Pigeons	32
IV-7 - Prescriptions applicables aux abords du valat de Chaldecoste	32
IV-8 - Prescriptions propres à la création de nouveaux lotissements	32
V - Les mesures de prévention préconisées	33
VI - Tableau récapitulatif des interdictions et autorisations réglementées	42

CHAPITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU P.P.R.

I - CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de MENDE concernée par le risque inondation du Lot et des bassins versants périurbains.

Il détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre pour lutter contre le risque d'inondation, seul risque naturel prévisible pris en compte.

Conformément à l'article 3 du décret n° 95-1089 du 5 Octobre 1995, le présent règlement précise, pour chaque zone délimitée sur les plans de cartographie des zones inondables, les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables, ainsi que les mesures de prévention et de protection.

Le territoire inclus dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques d'inondation a été divisé en plusieurs zones :

- les zones rouges correspondant aux secteurs urbanisés fortement exposés, aux zones naturelles à préserver de l'urbanisation pour maintenir les champs d'expansion des crues et aux bandes de précaution à préserver de part et d'autre des axes d'écoulements périurbains.
- les zones bleue et verte exposées à des degrés de risque moindre.
- enfin, les zones orange qui indiquent un possible ruissellement diffus.

Huit plans de zonage à l'échelle 1/2 000ème et 1/5 000ème indiquent la délimitation de ces zones.

II - PORTEE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS.

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre les dispositions du présent règlement s'imposent aux règlements particuliers notamment à celui des documents d'urbanisme.

Le non respect de certaines règles du P.P.R. donne la possibilité pour les assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation et/ou de couverture des catastrophes naturelles.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS DU P.P.R.

LES OBJECTIFS DU REGLEMENT

- 1) Prévenir le risque humain en zone inondable,
- 2) Maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant l'équilibre des milieux naturels,
- 3) Prévenir les dommages aux biens et aux activités en zones inondables.

Les trois principes fondamentaux à mettre en oeuvre sont les suivants :

- 1 - Veiller à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts à ce que soit interdite toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées.

Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, il conviendra de prendre les dispositions nécessaires pour :

- HORS AGGLOMERATION, maintenir le caractère naturel des zones inondables ;
- DANS LES ZONES URBANISEES, l'objectif concernant la sécurité des personnes conduit à réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront être éventuellement autorisées en édictant des prescriptions particulières en fonction de leur nature et des caractéristiques de l'aléa.

Des mesures adaptées seront prises également, si nécessaire, pour les habitations existantes.

- 2 - Le second principe consiste à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire, les secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important.

Ces zones qui correspondent à l'ensemble du champ d'inondation couvert par l'aléa de référence, à l'exclusion des secteurs urbanisés, jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval, mais en allongeant la durée d'écoulement. Dans ces espaces, la crue peut dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens situés à l'aval. Il convient donc de veiller fermement à ce que les constructions qui pourront éventuellement être autorisées soient compatibles avec les impératifs de la protection des personnes, de l'écoulement des eaux et avec les autres réglementations existantes en matière d'occupation et d'utilisation du sol. Ces zones d'expansion des crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.

- 3 - Le troisième principe est d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval, ainsi que sur la rive opposée.

Le règlement ne comprend pas à ce jour d'obligation d'intervention sur les biens existants, seules des recommandations sont édictées à ce sujet.

CHAPITRE III - LES REGLES APPLICABLES

I - DEFINITIONS ET REMARQUES PRELIMINAIRES

1) Choix de l'aléa de référence

Cet aléa est défini tel que chaque individu y sera confronté en moyenne une fois dans sa vie où que l'aléa ait été observé dans l'histoire de manière précise.

Il correspond donc, soit à la crue historique la plus forte connue, soit à la crue de période de retour 100 ans estimée théoriquement.

Pour la rivière du Lot et les bassins versants périurbains localisés au droit de la commune de Mende, la crue de fréquence centennale est prise en compte en raison de l'absence d'élément de connaissance suffisant sur les événements passés.

Le choix de l'aléa permet de déterminer, lorsque cela s'impose une cote de référence et de réaliser les plans des surfaces submersibles.

Dans tout ce qui suit, la hauteur d'eau à prendre en compte est celle correspondant à la "cote de référence".

La cote de référence est la valeur maximum atteinte par la crue théorique de temps de retour 100 ans, majorée de 20 cm.

L'évènement de référence pris en compte résulte de la crue théorique de période de retour 100 ans telle qu'elle est caractérisée :

- Pour le Lot :

Dans l'étude de cartographie de l'aléa inondation réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1996.

- Pour les bassins versants périurbains :

Dans l'étude intitulée "Programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles - Commune de Mende (Lozère) - Etude diagnostic" réalisée par le CETE MEDITERRANEE d'Aix en Provence et le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1995.

Lorsque la réglementation applicable aux zones inondables l'impose, les cotes de la crue théorique centennale, rattachées au Nivellement Général de la France (NGF) sont reportées sur les plans de cartographie des zones inondables joints au dossier de plan de prévention des risques.

Il convient donc de les majorer de 20 cm pour obtenir la cote de référence à appliquer.

2) Constructions et équipements existants

Les constructions et équipements existants sont ceux qui existent à la date d'approbation du présent règlement dans l'état où ils se trouvent ; la réalisation de travaux complémentaires d'entretien, d'adaptation sont soumis aux prescriptions applicables à l'ensemble des occupations et utilisations du sol admises.

3) Les études hydrauliques et de danger

Les études hydrauliques et de danger évoquées dans la suite du présent règlement, préalablement à la réalisation de certains aménagements, seront réalisées en faisant référence à l'étude de cartographie de l'aléa inondation réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1996, en ce qui concerne le Lot et aux débits de pointes fixés dans l'étude diagnostic élaborée par le CETE MEDITERRANEE d'Aix en Provence et le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1995 en ce qui concerne les petits bassins versants périurbains. Ces deux études sont consultables à la D.D.E. Lozère - cellule ENVIRONNEMENT à Mende, à la Subdivision territoriale de l'Équipement à Mende et à la Mairie de Mende. Ces études, élaborées à partir de profils en travers topographiques précis, rattachés au N.G.F. (Nivellement Général de la France), doivent permettre en outre :

- de définir avec précision l'impact de l'aménagement sur le régime d'écoulement des eaux, à l'amont, à l'aval et sur la rive opposée (variation du niveau de la ligne d'eau et des vitesses de courant en période de crue centennale...) par rapport à la situation initiale ;
- de définir, dans la mesure où l'aménagement n'a pas de conséquence néfaste sur le régime d'écoulement des eaux, les dispositions constructives à mettre en oeuvre pour garantir la protection de l'ouvrage contre les crues dites centennales.

4) Planchers habitables

Le terme "planchers habitables" regroupe l'ensemble des locaux habitables proprement dits, à savoir cuisine, salle à manger, chambre, salle de bain,... ainsi que les locaux aménagés pour recevoir des activités diverses (salle de cours, salle de sport, commerces et ateliers). L'objectif de "préservation des matériels et de sécurité des personnes" assigné au règlement du présent P.P.R. doit dicter cette définition.

5) Le remblaiement

Le remblaiement correspond à tout apport de matériaux de quelque nature que ce soit destinés à surélever un terrain.

6) Définition du niveau du Terrain Naturel

La cote du terrain naturel doit être considérée avant travaux de décapage de terre végétale, de déblaiement ou de remblaiement.

II - PRESCRIPTIONS COMMUNES A CHAQUE ZONE INONDABLE **(LOT et BASSINS VERSANTS PERIURBAINS)**

II - a : Lorsque les constructions nouvelles sont autorisées :

- 1 - Afin de favoriser la "transparence" hydraulique des bâtiments et limiter ainsi les entraves à l'écoulement des crues :
 - la plus grande longueur du bâtiment sera orientée dans le sens du courant,
 - les constructions devront être alignées, si besoin est, sur les bâtiments existants et ne pas constituer de saillie susceptible de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.
- 2 - Les sous-sols sont interdits. Le terme "sous-sol" s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel.
- 3 - Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les citernes sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.
- 4 - Les coffrets d'alimentation électrique et les chaudières individuelles et collectives devront être positionnés au-dessus de la cote de référence. Il en est de même pour les appareils électroménagers, électroniques et micromécaniques vulnérables à l'eau et difficilement déplaçables (ex : congélateurs...).
 Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir interrompre facilement l'électricité dans tout le niveau inondable sans qu'elle soit coupée dans les niveaux supérieurs.
- 5 - Les niveaux de planchers situés au-dessous de la cote de référence peuvent servir uniquement au stockage des biens aisément déplaçables ou pas vulnérables à l'eau. Ainsi, il convient notamment de veiller à limiter les effets susceptibles d'être induits par une montée des eaux (pollution, embâcle au droit des points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...) par l'implantation au-dessus de la cote de référence des stocks de matériels, des installations périssables, polluantes ou dangereuses. Le stockage sous la cote de référence dans des fosses étanches et arrimées doit être réalisé.
- 6 - Des dispositions constructives seront adoptées, notamment dans le choix de matériaux étanches et insensibles à l'eau (imputrescibles ou non corrodables) au niveau des locaux ennoyables par la crue de référence : menuiseries, revêtements muraux ou de sols, isolants thermiques et phoniques, portes, fenêtres...

II - b : Constructions existantes : Lorsque l'aménagement, la reconstruction, l'extension ou la rénovation sont autorisés

- 1 - Afin de favoriser la "transparence" hydraulique des bâtiments et limiter ainsi les entraves à l'écoulement des crues :
 - la plus grande longueur de l'extension projetée ou du bâtiment à reconstruire sera orientée dans le sens du courant,

- les constructions devront être alignées, si besoin est, sur les bâtiments existants et ne pas constituer des saillies susceptibles de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.
- 2 - La réalisation de sous-sols est interdite. Le terme "sous-sol" s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel.
- 3 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension et seulement **dans la mesure du possible**, à l'occasion d'un aménagement ou d'une rénovation :
 - Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les citernes sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.
 - Les coffrets d'alimentation électrique et les chaudières individuelles et collectives devront être positionnés au-dessus de la cote de référence. Il en est de même pour les appareils électroménagers, électroniques et micromécaniques vulnérables à l'eau et difficilement déplaçables (ex : congélateurs...).

Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir interrompre facilement l'électricité dans tout le niveau inondable sans qu'elle soit coupée dans les niveaux supérieurs.

 - Les niveaux de planchers situés au-dessous de la cote de référence peuvent servir uniquement au stockage des biens aisément déplaçables ou pas vulnérables à l'eau. Ainsi, il convient notamment de veiller à limiter les effets susceptibles d'être induits par une montée des eaux (pollution, embâcle au droit de points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...) par l'implantation au-dessus de la cote de référence des stocks de matériels, des installations périssables, polluantes ou dangereuses. Le stockage sous la cote de référence dans des fosses étanches et arrimées doit être réalisé.
 - Des dispositions constructives seront adoptées, notamment dans le choix de matériaux étanches et insensibles à l'eau (imputrescibles ou non corrodables) au niveau des locaux ennoyables par la crue de référence : menuiseries, revêtements muraux ou de sols, isolants thermiques et phoniques, portes, fenêtres...

II - c : Terrains non construits ou attenants à une habitation :

- 1 - Sont interdites toutes constructions de murs, murets et haies arbustives "serrées" pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues.

Cette interdiction s'applique également aux clôtures réalisées parallèlement au courant.

Toutefois :

- **Les clôtures de pâtures** seront, soit constituées de 4 fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins 3 mètres, soit réalisées avec du grillage à mailles larges. L'utilisation de clôtures actives (clôtures électrifiées avec piquets en fibre de carbone et 4 fils) est tolérée. Dans tous les cas les clôtures seront mises en oeuvre sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

- **Les plantations d'arbres** seront espacées d'au moins 6 mètres, à la condition expresse que ces arbres soient régulièrement élagués au moins jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence et que le sol entre ces arbres reste bien dégagé.

- **Les clôtures des constructions ou biens existants ou admis par le présent document** ne devront pas s'opposer à la libre circulation des eaux. Elles seront donc du type clôtures 3 à 4 fils, grillages à mailles très larges permettant d'éviter le colmatage, clôtures légères **sans mur de soubassement**, clôtures susceptibles de s'effacer sous la pression de l'eau.

- 2 - Les exhaussements de terrain (remblais, digues, ...) sont interdits sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Dans ce cas, ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs les légers remblais qui peuvent être tolérés aux abords immédiats des bâtiments compte tenu de l'élévation imposée au seuil des locaux habitables ne doivent pas constituer un obstacle important à l'écoulement des crues ni modifier les conditions d'écoulement.

- 3 - Les excavations de sol sont interdites sauf celles réalisées dans le cadre d'un projet d'aménagement visant à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Comme pour les exhaussements de terrain (point n° 2 ci-dessus), ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- En ce qui concerne la gestion des atterrissements, le service responsable de la police de l'eau sur le bassin versant du Lot est chargé d'apprécier l'urgence et le bien fondé qui justifient toute opération.

- 4 - Les piscines non couvertes sans exhaussement du sol peuvent être autorisées. Les bâtiments annexes à ces structures devront répondre aux prescriptions propres à chaque zone réglementaire définie ci-après. Afin de limiter les risques d'accident en période de crise (phénomènes de trous d'eau), les emprises des piscines seront matérialisées.
- 5 - Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les cuves sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.

- 6 - Tout stockage et dépôt de toute nature, notamment de matière ou produits polluants et/ou sensibles à l'humidité, d'objets flottants,... est interdit sauf s'il est, soit réalisé dans un conteneur étanche dont toutes les ouvertures sont étanches, arrimé et lesté de façon à résister à la crue de référence et notamment ne pas être entraîné lors de cette crue, soit implanté au-dessus de la cote de référence et s'il n'est pas susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des crues. Il conviendra particulièrement de veiller à ce que le stockage ne puisse être à l'origine d'obstacle à l'écoulement des crues (entraînement du stock et formation d'embâcles au droit des points singuliers...).
- 7 - Les biens non sensibles mais déplaçables, de toute nature, tels que le mobilier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements... devront être scellés et ancrés afin d'éviter tout risque d'entraînement et dégradations diverses et ne pas constituer un obstacle notable à l'écoulement des eaux.
- 8- L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches et conçus pour être submersibles.

II - d : Dispositions particulières :

- 1 - Certains équipements de sécurité, ouvrage ou outillage nécessaire au fonctionnement des services publics et/ou de gestion des cours d'eau, d'intérêt général pourront si nécessaire déroger aux dispositions communes précitées s'ils ne constituent pas un obstacle important à l'écoulement des crues.
- 2- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque "inondation" pour les bâtiments existants sont admis, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation du risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et fassent si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.
- 3 - Au-delà des règles d'urbanisme, l'attention des constructeurs est attirée sur leur responsabilité quant à la prise en compte de l'aléa inondation et du risque lié à celui-ci dans l'agencement de leurs locaux (stockage de produits polluants, dispositions des équipements vitaux des établissements sanitaires ou médicaux-sociaux comportant de l'hébergement, branchements électriques, ...).
- 4 - Les propriétaires et exploitants de terrains de camping, de parcs résidentiels de loisirs, de sports, d'établissements recevant du public, de commerces, d'activités industrielles, artisanales ou de services doivent:
 - Afficher le risque "inondation",
 - Informer les occupants sur la conduite à tenir,
 - Mettre en place un plan d'évacuation des personnes et des biens mobiles,
 - Prendre les dispositions pour alerter, signaler, guider.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX SECTEURS SITUES DANS LE CHAMP D'INONDATION DU LOT

III-1 - Prescriptions applicables aux secteurs urbanisés

III-1.1 - Prescriptions particulières aux zones de risque très fort (zones rouges)

Principe : Interdire toutes constructions nouvelles quelle que soit leur destination et améliorer la sécurité des habitations existantes.

A l'intérieur de cette zone rouge, dans le quartier de la ferme des Armes au Chapitre initialement constituée de bâtiments à usage d'habitation (un logement) et d'exploitation, il est identifié un secteur Ra. Compte tenu de la configuration topographique des lieux (possibilité d'évacuation directe au-dessus de la cote de référence sur un terrain situé en zone blanche non soumise au risque d'inondation) les réhabilitations des bâtiments existants, et notamment les changements de destination, peuvent être admises sous réserve de respecter des conditions permettant de prendre en compte les objectifs de sécurité des personnes et de limitation de la vulnérabilité de ces bâtiments.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Construction nouvelle :

Les abris ou mazets de jardins pourront être autorisés sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

- 1 - Surface au sol du bâtiment inférieure ou égale à 10 m²,
- 2 - Aucune ouverture autre qu'une unique porte ne devra être prévue,
- 3 - Réalisé en rez de chaussée, le niveau du terrain naturel constituera le niveau du seuil du local,
- 4 - Aucun aménagement annexe n'est toléré (ex : auvent, ...).
- 5 - Un seul abri sera toléré par unité foncière (ou même propriétaire).

En dehors de ces critères, aucune construction nouvelle ne sera autorisée.

b) Constructions existantes : (aménagement, reconstruction, extension et rénovation)

Peuvent être autorisés :

- l'aménagement des constructions existantes.

L'aménagement doit se faire sans création de surface hors oeuvre brute ou nette en deçà de la cote de référence.

- l'extension de la superficie au sol ou sur pilotis des constructions et activités économiques est donc interdite quelle que soit la nature du projet envisagé.

En revanche, une extension par surélévation dans le respect de l'emprise au sol du bâtiment (ex : création d'un étage supplémentaire) dont l'objectif est l'amélioration des conditions de sécurité des occupants et la réduction de la vulnérabilité des biens (ex : transfert des locaux ou partie seulement des locaux habitables en dessus le niveau de la cote de référence, création d'une zone refuge,...) peut être envisagée.

- l'extension des abris ou mazets de jardin se fera à l'emplacement du local existant, la surface totale de la construction ne pouvant excéder 10 m².

- la reconstruction d'un bâtiment sinistré, sous réserve :

- que la cause principale du sinistre ne soit pas l'inondation torrentielle,
- d'un renforcement de la sécurité des personnes et de la réduction de la vulnérabilité des biens.

Sont autorisés également :

- les travaux d'entretien et de gestion courants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée (Ex : augmentation de la capacité d'accueil, ou changement d'affectation des locaux).

Dans ce cas, les reconstructions et aménagements de constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti et donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

- * résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous-pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...
- * résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)
- * résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)
- * résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

- * résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...

- * fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.
- * vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.
- * drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

- * chainage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).
- * arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).
- * utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.
- * étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistant, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.
- * Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque encouru par les habitations existantes extérieures au projet.
- 3 - Dans le cadre d'une reconstruction, tout en ayant le souci d'intégrer au mieux le projet de construction dans son environnement, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. Les parties de bâtiment situées sous la cote ainsi définie, ne pourront servir de lieu d'habitation. **En ce qui concerne la surélévation des bâtiments existants, leur aménagement ou leur rénovation tels que précisés ci-dessus, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie seulement des locaux habitables.** Cette exception concerne notamment les centres bourgs anciens dont le rez de chaussée est bien souvent affecté aux activités des commerces et les bâtiments anciens. (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation,...).
- 4 - L'aménagement ou la reconstruction ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de surface habitable supplémentaire sous la cote de référence,...).
- 5 - Les reconstructions ou aménagements de constructions ne doivent pas contribuer à un accroissement du nombre de personnes résidentes potentielles (ex : création de logements supplémentaires,...).
- 6 - Un changement de destination ou d'affectation des biens et constructions peut être envisagé dans le cas où il n'a pas pour effet d'augmenter le nombre de personnes exposées (ex : création de logements supplémentaires), la vulnérabilité économique des

biens ou les risques de nuisance en cas d'inondation -installation classée notamment- (exemple : habitation transformée en atelier, ...).

Afin d'appréhender la notion de vulnérabilité économique des biens, les dispositions constructives prises dans le cadre de l'aménagement proposé, seront prises en considération.

Dans le secteur Ra, sont autorisés les changements de destination des bâtiments existants sous réserve :

- pour les planchers situés sous la cote de référence, les prescriptions générales ci-dessus de la zone rouge (III-1.1 b) continuent de s'appliquer intégralement.

- pour les planchers situés au-dessus de la cote de référence, le changement de destination, avec augmentation de la capacité d'accueil, pourra être autorisé sous réserve :

a) que l'évacuation des occupants puisse se faire directement au-dessus de cette cote sur un terrain situé en zone blanche non soumise au risque d'inondation pour la crue centennale de référence,

b) de ne pas avoir pour vocation à loger à titre temporaire ou permanent des personnes (exemple : interdiction dortoirs, logement de fonction, ...),

c) de la réalisation par des spécialistes d'un diagnostic de vulnérabilité du bâtiment vis à vis du risque inondation au regard de son état actuel et de la réalisation du projet envisagé. Le diagnostic devra, au regard en particulier de la capacité d'accueil du projet, justifier la prise en compte effective des objectifs de sécurité des personnes et de limitation de la vulnérabilité des bâtiments.

Ce diagnostic, à produire avec la demande de permis de construire, devra notamment traiter les points suivants : solidité de la structure et des fondations, possibilités d'affouillements du terrain, choix des matériaux, vulnérabilité des réseaux, ..., définition d'un plan d'actions et d'un recueil de recommandations pour la prévision et la gestion de la crise (information préventive, conditions d'alerte et d'évacuation, ...).

c) Prescriptions particulières :

- Camping et stationnement de caravanes :

* La création de camping, de caravanage, de parc résidentiel de loisirs (art. R. 444-2 et 3 du C.U.) et de garage collectif de caravanes (Art. R. 443-13 du C.U.) est interdite.

* L'implantation d'habitation légère de loisirs (H.L.L.), même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.

* L'extension et l'augmentation de la capacité d'accueil des campings et caravanages existants est interdite ainsi que la transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.).

* Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.

* Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.

- **Par dérogation au principe retenu pour les constructions existantes énoncé page 12** du présent règlement, un camping ou un parc résidentiel de loisirs pourra être réaménagé après sinistre par une crue torrentielle, sous réserve :

* que toutes les dispositions constructives et modalités d'exploitation soient prises pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

L'exploitant est donc tenu de définir l'ensemble des dispositions et mesures particulières à prendre pour garantir la sécurité des personnes et des biens matériels. Ces mesures pourront être définies sur la base d'une étude hydraulique et de danger spécifique, telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs, la sous-commission départementale pour la sécurité des occupants de terrain de camping et de stationnement de caravanes sera alors amenée à se prononcer à partir des éléments justificatifs présentés par l'exploitant.

- **Réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules**

Dans la zone urbanisée les aires de stationnement collectif pourront être autorisées dans la mesure où aucune solution alternative n'existe. Dans ce cas les mesures prises pour son exploitation devront garantir une occupation temporaire ou une évacuation rapide en période de crise. Par ailleurs elles ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et donc présenter de par leur emplacement et leur conception une vulnérabilité limitée (pas de remblaiement, respect des prescriptions liées aux clôtures...).

Dans tous les cas, des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du caractère inondable de la zone.

- **Les constructions, ouvrages et installations techniques** nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa très fort, qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés.
- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure seulement où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone d'aléa très fort n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'évènement de

référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- Pour les infrastructures de transport, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

- 1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.
- 2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :
 - d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;
 - de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;
 - toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-1.2 - Prescriptions particulières aux zones de risque fort (zones bleues)

Principe : Améliorer la sécurité des constructions existantes et prescrire des mesures pour rendre "acceptable" le risque encouru par les nouvelles constructions dont le développement reste sévèrement limité.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Toute construction nouvelle qui respectera les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti, donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

- * résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...
- * résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)
- * résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)
- * résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

- * résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...
- * fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.
- * bâtiments sur pilotis, avec maintien permanent de la transparence hydraulique sous le bâtiment.
- * vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.
- * drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

- * chaînage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).
- * arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).
- * utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.

* étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistante, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.

* Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

3 - Le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence.

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies aux alinéas 1 et 2 précités. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation accordée pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté au-dessus du niveau de la crue de référence.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies aux alinéas (1) et (2) précités, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Constructions existantes : (aménagement, reconstruction, extension)

L'aménagement, l'extension ou la reconstruction d'habitation existante peuvent être autorisés.

Dans ce cas, les constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti et donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

* résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...

- * résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)
- * résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)
- * résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

- * résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...
- * fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.
- * bâtiments sur pilotis, avec maintien permanent de la transparence hydraulique sous le bâtiment.
- * vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.
- * drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

- * chaînage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).
- * arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).
- * utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.
- * étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistante, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.
- * Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Dans le cadre de l'édification de construction en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes, la surface au sol des bâtiments projetés pourra être réduite par rapport à l'existant si l'écoulement des eaux le justifie.
- 3 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. **En revanche, en ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie seulement des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation,...).

- 4 - L'aménagement, la rénovation ou l'extension de construction existante ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de surface habitable supplémentaire sous la cote de référence,...).

c) Prescriptions particulières :

- Campings et stationnement de caravanes.

* L'extension et la création de terrain de camping et de caravanage sont autorisés sous réserve:

- de l'aménagement ou de l'existence d'une zone de refuge située au dessus de la cote centennale + 0.50 m. Cette zone doit en outre, être suffisante pour permettre le stationnement hors période estivale des caravanes présentes sur le camping.

* L'implantation d'habitations légères de loisirs (H.L.L.) même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.

* La transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.) est interdite.

* Dans le cadre de la création d'une nouvelle structure d'accueil (camping), les infrastructures fixes (bâtiment d'accueil, magasins, sanitaires, toilettes,...) devront être aménagées en dehors du champ d'inondation centennal. Dans la mesure de l'impossibilité de solution alternative pour une implantation hors zone inondable, la cote du plancher des bâtiments devra être située au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, l'accès au local de permanence permettant de donner l'alerte en cas d'inondation, doit être implanté en tout point au-dessus de la cote de référence.

* Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.

* Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.

- La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa fort, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées.
- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone d'aléa fort n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'évènement de référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- **Pour les infrastructures de transport**, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

- 1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.
- 2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :
 - d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;
 - de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;
 - toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-1.3 - Prescriptions particulières aux zones de risque modéré ou faible (zones vertes)

Principe : Améliorer la sécurité des constructions existantes et prescrire des mesures pour rendre "acceptable" le risque encouru par les nouvelles constructions.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Toute construction nouvelle qui respectera les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.
- 2 - Le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence.

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisées et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté au-dessus du niveau de la crue de référence.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Constructions existantes (aménagement, reconstruction, extension) :

L'aménagement, l'extension ou la reconstruction d'une habitation existante peuvent être autorisés.

Dans ce cas, les constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Dans le cadre de l'édification de construction en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes, la surface au sol des bâtiments projetés pourra être réduite par rapport à l'existant si l'écoulement des eaux le justifie.

- 2 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. **En revanche, en ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond ne permet pas d'imposer la surélévation,...).
- 3 - L'aménagement, la rénovation ou l'extension de construction existante ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de locaux habitables supplémentaires sous la cote de référence,...).

c) Prescriptions particulières :

- Campings et stationnement de caravane

* L'extension et la création de terrain de camping et de caravanage sont autorisés sous réserve:

- de l'aménagement ou de l'existence d'une zone de refuge située au dessus de la cote centennale + 0.50 m. Cette zone doit en outre, être suffisante pour permettre le stationnement hors période estivale des caravanes présentes sur le camping.

* L'implantation d'habitations légères de loisirs (H.L.L.) même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.

* La transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.) est interdite.

* Dans le cadre de la création d'une nouvelle structure d'accueil (camping), les infrastructures fixes (bâtiment d'accueil, magasins, sanitaires, toilettes,...) devront être aménagés en dehors du champ d'inondation centennal. Dans la mesure de l'impossibilité de solution alternative pour une implantation hors zone inondable, la cote du plancher des bâtiments devra être située au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, l'accès au local de permanence permettant de donner l'alerte en cas d'inondation, doit être implanté en tout point au-dessus de la cote de référence.

* Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.

* Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.

- La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation hors zone inondable, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées.
- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone inondable n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'événement de référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- **Pour les infrastructures de transport**, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

- 1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.
- 2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :
 - d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;
 - de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;
 - toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-2 - Prescriptions applicables aux zones peu ou pas aménagées (Zones rouges)

Ces zones correspondent à l'ensemble du champ d'inondation défini pour l'aléa de référence à l'exclusion des secteurs urbanisés.

Principe : Interdire tout aménagement, construction nouvelle ou mouvement de terre susceptibles d'induire des effets incompatibles avec la protection des personnes et des biens, et avec l'écoulement des eaux en cas de crue.

Ces zones doivent être impérativement préservées comme champ d'expansion des crues du Lot.

Ces zones à préserver impérativement sont assorties des mêmes restrictions en matière d'occupation du sol que les zones d'aléa très fort, sauf en ce qui concerne les bâtiments sanitaires ou vestiaires qui peuvent être liés à l'implantation de parcs urbains, squares, aires de jeux ou de sports.

Il paraît effectivement peu concevable d'interdire les bâtiments sanitaires ou vestiaires dès lors que l'on privilégie l'aménagement d'espaces de loisirs.

Dans ces zones, l'extension de l'urbanisation est donc strictement interdite. Toutefois, dans les champs d'expansion des crues, lorsque les inondations sont caractérisées par une montée lente des eaux et un faible risque pour les personnes, des espaces libres inondables à l'intérieur ou à proximité des périmètres urbains peuvent être réservés pour constituer des espaces naturels (parcs urbains, jardins, squares, aires de jeux et de sports, autres espaces de détente et de promenade...). Ces aménagements ne devront pas nuire à l'écoulement des eaux ni à leur stockage et devront par conséquent respecter les prescriptions suivantes :

- 1 - Les bâtiments **sanitaires ou vestiaires** liés à l'aménagement des espaces libres inondables peuvent être autorisés dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone inondable n'existe, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
 - la surface au sol du bâtiment sera réduite,
 - un seul bâtiment sera autorisé par unité de loisir aménagée,
 - les constructeurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le bâtiment résiste aux pressions de la crue de référence ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées et réduire ainsi leur vulnérabilité,
 - les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Il conviendra de rechercher un positionnement du bâtiment le mieux adapté.
 - le niveau du premier plancher devra être situé au-dessus de la cote de référence. Le projet ne devra donc pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre à ce critère d'éligibilité, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

- 2 - Sont interdites toutes constructions de murs, murets et haies arbustives "serrées" pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues.

Cette interdiction s'applique également aux clôtures réalisées parallèlement au courant.

Toutefois :

- **Les clôtures de pâtures** seront, soit constituées de 4 fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins 3 mètres, soit réalisées avec du grillage à mailles larges. L'utilisation de clôtures actives (clôtures électrifiées avec piquets en fibre de carbone et 4 fils) est tolérée.

Dans tous les cas, les clôtures seront mises en oeuvre sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

- **Les plantations d'arbres** seront espacées d'au moins 6 mètres, à la condition expresse que ces arbres soient régulièrement élagués au moins jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence et que le sol entre ces arbres reste bien dégagé.

- **Les clôtures des constructions ou biens existants ou admis par le présent document** ne devront pas s'opposer à la libre circulation des eaux. Elles seront donc du type clôtures 3 à 4 fils, grillages à mailles très larges permettant d'éviter le colmatage, clôtures légères **sans mur de soubassement**, clôtures susceptibles de s'effacer sous la pression de l'eau.

- 3 - Les exhaussements de terrain (remblais, digues, ...) sont interdits sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Dans ce cas, ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs les légers remblais qui peuvent être tolérés aux abords immédiats des bâtiments compte tenu de l'élévation imposée au seuil des locaux habitables ne doivent pas constituer un obstacle important à l'écoulement des crues ni modifier les conditions d'écoulement.

- 4 - Les excavations de sol sont interdites sauf celles réalisées dans le cadre d'un projet d'aménagement visant à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Comme pour les exhaussements de terrain (point n° 2 ci-dessus), ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- L'ouverture et l'exploitation de carrières peuvent en revanche être autorisées sous les conditions suivantes :

- L'impact hydraulique lors de l'exploitation ne doit pas aggraver les conséquences des crues, il devra être au moins neutre (par exemple, les terres de découverte conservées seront disposées en merlons longitudinaux, parallèlement à l'écoulement).
- Le réaménagement doit donner la préférence à une solution permettant de participer à la réduction des conséquences des inondations à l'échelle du bief ou de la vallée ; à défaut, l'impact hydraulique, après réaménagement sera au moins neutre.

En ce qui concerne la gestion des atterrissements, le service responsable de la police de l'eau sur le bassin versant du Lot est chargé d'apprécier l'urgence et le bien fondé qui justifient toute opération.

- 5 - Les biens non sensibles mais déplaçables, de toute nature, tels que le mobilier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements... devront être scellés et ancrés afin d'éviter tout risque d'entraînement et dégradations diverses et ne pas constituer un obstacle notable à l'écoulement des eaux.
- 6 - L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches et conçus pour être submersibles.
- 7 - Particulièrement pour les installations sportives, il y aura lieu de concevoir des installations adaptées et non couvertes, simples, limitées et robustes en prenant en considération notamment les prescriptions (1) à (6) ci-dessus.
- 8 - Par ailleurs, dans ces zones, des aménagements spécifiques visant à faciliter l'écoulement des eaux lors de crues ou à réduire leur impact pourraient être envisagés (ex : aménagement d'un chemin de promenade en bordure de rivière, dispositif freinant l'écoulement des eaux, etc...).

Ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée. Les conséquences sur le régime d'écoulement des eaux en période de crue pourront être appréhendées sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- 9 - En terrain agricole, il y aura lieu de veiller à stocker des matériaux (balles de foin) ou matériel en dehors du champ d'inondation afin d'éviter les phénomènes d'embâcle au passage des ponts ou passerelles.

Il conviendra également de procéder à l'évacuation de tous les dépôts anthropiques situés dans le champ d'inondation du Lot et des bassins périurbains dans le délai de un an qui suit l'approbation du présent P.P.R.

IV - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ABORDS DES AXES D'ECOULEMENT PERIURBAINS

IV-1 - Ruisseau du Rieucros de Rieumenou

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges) énoncées pages 25 et 27 du présent règlement, s'appliquent intégralement au droit du champ d'inondation du ruisseau du Rieucros de Rieumenou tel que défini sur le plan de cartographie n° 2-2.

IV-2- Ruisseau du Rieucros d'Alteyrac

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges) énoncées pages 25 et 27 du présent règlement, s'appliquent intégralement au droit du champ d'inondation du ruisseau du Rieucros d'Alteyrac tel que défini sur le plan de cartographie n°2-3.

IV-3- Ruisseau de Chabannes

Deux zones sont matérialisées sur le plan de cartographie n° 2-4.

- Une bande de précaution de 10 m de large minimum, comptée horizontalement de part et d'autre de l'axe d'écoulement, **sera impérativement préservée de tout aménagement** (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment,...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir les capacités hydrauliques du talweg. Une étude hydraulique pourra être alors envisagée afin de dimensionner l'ouvrage. Dans ce cas il est conseillé de prendre en compte les débits de référence fixés dans l'étude diagnostic réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE en prenant en considération les perspectives d'aménagement sur le bassin versant correspondant.

- Sur la zone de ruissellement portée sur le plan, la constructibilité y est autorisée. Il convient de veiller à traiter l'accès aux parcelles en tenant compte de ce risque de ruissellement.

IV-4 - Ruisseau du Merdançon

Trois zones sont matérialisées sur le plan de cartographie n° 2-5.

Les prescriptions particulières applicables sur chacun des secteurs sont les suivantes :

- Risque d'inondation très fort (zone rouge)

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées du Lot énoncées pages 25 et 26 du présent règlement s'appliquent intégralement.

- Risque d'inondation fort (zone bleue)

Dans cette zone les risques de ruissellement intense sont accompagnés d'importants stockages locaux.

Sur cette zone :

a) Toute construction nouvelle, aménagement, reconstruction ou extension devra respecter les prescriptions suivantes.

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations du bâti en cas de submersion.
- 2 - Dans le cadre d'une construction, reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé 1,00 m au-dessus du terrain naturel. **En ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations ou s'appliquer qu'en tout ou partie seulement des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation...).

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté à + 1,00 m au-dessus du terrain naturel.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence (+ 1,00 m par rapport au terrain naturel). Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Prescriptions particulières

La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

Les constructions, ouvrages, installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station de pompage, réseaux d'eau, d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa fort, que les équipements sensibles soient situés 1,00 m en dessus le niveau du terrain naturel. Par ailleurs, les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations des ouvrages et constructions en cas de submersion.

L'orientation spécifique du bâti imposé dans les prescriptions communes ne sera pas exigée dans cette zone.

Par ailleurs, cette zone est assortie des contraintes supplémentaires suivantes :

- Toutes modifications des murs de façades et entrées des bâtiments existants qui longent l'axe d'écoulement et notamment la rue du Torrent, devront prendre en compte le risque inondation. Il convient donc d'imposer de maintenir les ouvertures (porte, fenêtre...) en dessus la cote estimée des plus hautes eaux ou, en cas d'impossibilité, de mettre en place des systèmes de fermeture adaptés.

- Toute liaison de voirie sur cet axe devra être analysée de la même manière (la voirie doit rejeter l'écoulement et non l'appeler). Le graphe inséré dans le plan de cartographie simule les hauteurs d'eau au droit de la rue du Torrent pour le débit de pointe exceptionnel.

- Risque d'inondation modéré (zone verte)

Le risque de ruissellement par la voirie et au travers de certaines parcelles est important.

Sur cette zone :

a) Toute construction nouvelle, aménagement, reconstruction ou extension devra respecter les prescription suivantes.

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations du bâti en cas de submersion.
- 2 - Dans le cadre d'une construction, reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé 0,50 m au-dessus du terrain naturel. **En ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations ou s'appliquer qu'en tout ou partie seulement des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation...).

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté à + 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence (+ 0,50 m par rapport au terrain naturel). Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Prescriptions particulières

La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

Les constructions, ouvrages, installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station de pompage, réseaux d'eau, d'assainissement, réseaux EDF et PTT, et à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone inondable, que les équipements sensibles soient situés 0,50 m en dessus le niveau du terrain naturel. Par ailleurs, les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations des ouvrages et constructions en cas de submersion.

L'orientation spécifique du bâti imposé dans les prescriptions communes ne sera pas exigée dans cette zone.

Par ailleurs, sur cette zone il conviendra d'éviter de décaisser le terrain naturel de façon à ne pas créer des bassines.

Au droit de la confluence avec le Lot et légèrement en amont, il y a superposition des aléas liés à l'inondation par le Lot et par les ruissellements diffus du valat du Merdançon. Sur cette zone les prescriptions applicables aux zones situées dans le champ d'inondation du Lot définies par le présent règlement prédominent.

IV-5 - Ruisseau des Pousets

Au niveau de la rue du Causse d'Auge, les écoulements des crues ordinaires à exceptionnelles seront dispersés par la voirie avec des risques plus ou moins précis sur les habitations qui la bordent.

Deux zones sont matérialisés sur le plan de cartographie n° 2-6.

- Une bande de précaution **sera impérativement préservée de tout aménagement** (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment,...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir les capacités hydrauliques du talweg. Une étude hydraulique pourra être alors envisagée afin de dimensionner l'ouvrage. Dans ce cas il est conseillé de prendre en compte les débits de référence fixés dans l'étude diagnostic réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE en prenant en considération les perspectives d'aménagement sur le bassin versant correspondant.

- Sur la zone de ruissellement reportée sur le plan, la constructibilité y est autorisée. Il convient toutefois de prévoir des dispositions d'accès aux parcelles qui intègrent ce risque de ruissellement.

IV-6 - Valat des Pigeons

Les prescriptions particulières applicables aux zones de risque très fort du Lot énoncées pages 11 à 16 du présent règlement s'appliquent intégralement au droit de la zone délimitée sur le plan de cartographie n° 2-7.

IV-7 - Valat de Chaldecoste

Une bande de précaution est matérialisée sur le plan de cartographie n° 2-8 de part et d'autre du ravin. Cette bande a une largeur de 3 m comptée horizontalement de part et d'autre de l'axe d'écoulement.

Elle sera impérativement préservée de tout aménagement (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir la capacité hydraulique du talweg. Une étude hydraulique pourra être diligentée afin de dimensionner l'ouvrage.

IV-8 - Prescriptions propres à la création de nouveaux lotissements

Les résultats de l'étude diagnostic du risque d'inondation périurbaine, réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE ont mis en évidence les risques liés à une forte urbanisation et à des aménagements souvent peu respectueux des axes d'écoulement périurbains.

Les ravins des Pousets, de Chaldecoste, de Chabannes, du Merdançon et des Pigeons sont les principaux concernés.

Afin de ne pas accroître les risques de débordements en période de crue et dans l'attente du redimensionnement des réseaux et/ou de l'aménagement des ravins, il convient d'assortir toute demande d'autorisation pour la création de lotissements sur les versants drainés par les axes concernés, d'une analyse des incidences induites par l'imperméabilisation. Les mesures compensatoires seront alors énoncées dans le dossier de demande d'autorisation (ex : chaussée poreuse, micro-bassin de rétention,...) et reprises sur l'autorisation d'aménager.

V - LES MESURES DE PREVENTION PRECONISEES

V-1 - Pour les constructions et équipements existants situés en zone inondable

Hormis les cas exceptionnels où il y aurait menace grave pour les vies humaines, ces cas peuvent être traités par la procédure d'expropriation instaurée récemment par le décret n° 95-1115 du 17 Octobre 1995.

L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situées en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux.

Toutefois, compte tenu du risque d'inondation, il convient d'inviter les occupants à prendre des dispositions qui permettraient de limiter les dégradations.

1 - Accès et zone refuge

Pour les habitations existantes, situées en zone d'aléa très fort et desservies par un accès submersible, il est fortement recommandé aux propriétaires concernés de s'assurer que leurs locaux sont équipés d'une zone refuge hors d'atteinte de la crue centennale permettant, en cas de sinistre, d'attendre l'intervention des secours et que ceux-ci puissent y accéder de l'extérieur (fenêtre, terrasse, toit d'habitation...). Cette zone refuge peut permettre également la mise hors d'eau de certains équipements sensibles.

La zone refuge doit :

- être aisément accessible pour les personnes résidentes depuis l'intérieur du bâtiment : escalier intérieur, voire échelle,
- offrir des conditions de sécurité satisfaisantes (solidité, situation hors d'eau, surface suffisante pour l'ensemble des personnes censées y trouver refuge, niveau de "confort" minimal, possibilité d'appels ou de signes vers l'extérieur),
- être aisément accessible depuis l'extérieur pour l'intervention des secours (absence de grille aux fenêtres, ouvertures suffisantes en nombre et en taille, plate-forme sur terrasse pour intervention hélicoptère, ...) et l'évacuation des personnes.

Sous réserve des incidences hydrauliques potentielles liées à la réalisation de remblais ou ouvrages en zone inondable, la mise en sécurité des personnes peut localement (zone d'aléa très fort notamment) nécessiter de privilégier les accès par voie terrestre. Ces accès doivent permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées) de façon autonome ou avec l'aide des secours.

Ils doivent donc être :

- aisément praticables : itinéraire si possible hors d'eau pour l'événement de référence centennal ou à défaut, franchissable à pied compte tenu des caractéristiques hydrauliques locales (hauteur et vitesse d'écoulement). L'implantation de l'accès se fera de préférence côté opposé au courant.
- permanents : accès pérennes (passerelle, cote de plate-forme suffisante...) et non vulnérables (structure porteuse adaptée à l'ennoiment et apte à résister aux effets du courant, sous couche drainante facilitant le ressuyage de la structure, ...).

- suffisantes : leur nombre ou leur gabarit doivent permettre une évacuation d'urgence de l'ensemble des personnes concernées sur le site, voire des biens stockés (évacuation des produits dangereux si une telle procédure est prévue), ainsi que l'intervention des services de secours.

2 - Réseaux :

Limitation des risques d'accident pour la circulation des piétons et véhicules en zone inondée (phénomènes de "trous d'eau"), quel que soit le niveau d'aléa

- * matérialisation des emprises de piscines et de bassins existants situés en zone inondable. Implantation au-delà de la cote de référence pour les ouvrages nouveaux.
- * verrouillage des tampons d'assainissement en zone inondable (généralement pour les parties inférieures des réseaux pouvant être mises en charge).

Limitation des dommages aux réseaux, quel que soit le niveau d'aléa

- * installations de chauffage = chauffage urbain hors d'eau, rehaussement des chaudières des particuliers au-dessus de la cote de référence, calorifugeage insensible à l'eau ou caniveau étanche pour les conduites d'eau chaude...
- * installations électriques et téléphoniques individuelles = installation des coffrets d'alimentation et des tableaux de commande hors d'eau, étanchéité des branchements et des câbles sous la cote de référence, installation de coupe-circuits automatiques isolant uniquement les parties inondées, possibilités de mise hors d'eau des équipements électriques sensibles, borne d'éclairage extérieure fonctionnant en cas de crise...
- * réseaux électriques et téléphoniques = postes moyenne tension et basse tension montés sur poteaux ou mis hors d'eau et facilement accessibles en cas d'inondations, revanche suffisante des câbles aériens par rapport aux plus hautes eaux, branchements et compteurs des particuliers hors d'eau...
- * réseaux d'eau potable = conditions d'implantation des réservoirs par rapport à la cote de référence (trop pleins, orifices de ventilation, lestage des ouvrages...), mise hors d'eau des équipements sensibles (pompes, armoires électriques, ouvrages de traitement...), étanchéité des équipements.
- * réseaux d'assainissement = restrictions sur l'assainissement autonome (interdiction sauf pour l'habitat isolé, ou implantation sur tertre surélevé avec un regard de contrôle implanté au-dessus de la cote de référence), étanchéité des réseaux eaux usées, vannage d'isolement de certains tronçons en zones inondables, clapets anti-retour au droit des points de rejet, verrouillage des tampons sur les bouches d'égout, pompes pour mise hors d'eau...

3 - L'installation de groupes de secours pour les équipements collectifs névralgiques

(hôpitaux, centres d'intervention, stations de pompage, usines de traitement d'eau...)

4 - Protection et renforcement des installations de radiotélécommunication sur les centres opérationnels en cas de crise (services en charge de la protection civile, mairies...).

5 - Autres dispositions constructives envisageables, permettant de limiter les risques de montée des eaux dans le bâtiment.

Ces dispositions concernent aussi bien la sécurité des personnes que celle des biens dans les bâtiments.

- * calage des planchers (habitables, voire non habitables) au-dessus de la cote de référence.
- * arasement des ouvertures (portes, fenêtres) au-dessus de la cote de référence des plus hautes eaux.
- * réalisation de pignon aveugle en deçà la cote de référence sur la paroi amont du bâtiment. Cette disposition peut s'appliquer notamment au bâti confronté à des crues de type ruissellement périurbain.
- * possibilités d'obturation des ouvertures (portes, fenêtres) situées sous la cote de référence par des panneaux amovibles, résistants et étanches. Cette solution ne doit pas être considérée comme une protection des personnes si aucune zone refuge hors d'eau n'existe dans le bâtiment. Elle ne fonctionne que sur des durées de submersion très limitées.
- * mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la crue de référence.

6 - L'aménagement des sous-sols est fortement déconseillé.

7 - Limitation des dommages aux biens mobiliers dans ou hors des bâtiments

Il est recommandé aux habitants des zones inondables et, quel que soit le niveau de l'aléa, d'examiner toutes les possibilités de mise hors d'eau rapide des équipements sensibles (appareils électroménagers, chaudières, denrées précieuses, produits périssables, ...). Cette mise hors d'eau peut être valablement envisagée lors d'une réfection ou d'un remplacement.

8 - Limitation des effets induits

Afin de limiter les effets susceptibles d'être induits par une forte montée des eaux (pollution, embâcles au droit des points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...), il est fortement recommandé aux propriétaires et gérants d'entreprises de prendre en considération les éléments suivants :

- * installations flottantes (cuves, citernes) = implantation au-dessus de la cote de référence ou lestage et ancrage résistant à la pression hydrostatique, débouchés d'évents prolongés au-dessus de la cote de référence, maintien des citernes pleines pendant la période de crue "probable" ou à défaut installation de clapets de remplissage à ouverture automatique sous l'effet de la pression hydrostatique...
- * dépôts ou stocks périssables ou polluants = interdiction ou limitation des installations périssables, polluantes ou dangereuses présentant des risques potentiels pour la sécurité ou la salubrité publique (hydrocarbures, solvants organiques, peintures, produits chimiques, phytosanitaires, décharges...), implantation des stocks au-dessus de la cote de référence, installation en fosse étanche et arrimée, mesures d'évacuation des produits au-delà d'une cote d'alerte, conditions d'accès et de surveillance en cas d'impossibilité d'évacuation.
- * biens non sensibles mais déplaçables = scellement et ancrage (meublier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements d'espaces publics...) ou protections diverses (stocks de produits inertes).

V-2 - Pour la gestion du risque au droit des axes d'écoulement périurbains

Ces recommandations sont extraites de l'étude intitulée "Programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles - commune de Mende - Lozère - étude diagnostic" réalisée par le CETE MEDITERRANEE et le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand en août 1995.

V-2.1 - Ruisseau du Rieucros de Rieumenou

Les crues du Rieucros de Rieumenou ne sont pas dramatiques pour les riverains qui ont construit assez haut par rapport au fond du lit de la rivière. Les habitations inondables sont au nombre d'une dizaine.

Le risque d'inondation par refoulement est à prendre en considération compte tenu de son importance. Il peut être évité en prévenant les habitants d'une possibilité de débordement par refoulement lorsque le Lot est en crue.

La gestion du risque d'inondation pour les riverains du Rieucros de Rieumenou passe donc par la sensibilisation des populations concernées par les crues. La priorité doit aller au maintien du bon fonctionnement du ruisseau (entretien des berges) et surtout à l'arrêt total de construction dans la vallée du Rieucros. Celle-ci est trop étroite pour accueillir de nouvelles habitations hors du champ d'inondation.

V-2.2 - Ruisseau du Rieucros d'Alteyrac

Sur la partie étudiée, la vallée du Rieucros est trop étroite pour envisager des constructions. En amont du profil P1 (cf plan de cartographie n° 2-3), le terrain permet la construction de bâtiment. Celle-ci ne peut être envisagée qu'avec beaucoup de précaution.

A l'heure actuelle, le risque provient du remblai de la scierie. Le seul aménagement peu onéreux permettant de limiter le risque serait la mise en place d'une grille en travers du lit mineur du Rieucros, quelques mètres en amont du radier amont de la buse. Elle permettrait de limiter le risque d'embâcle de la buse.

Le remblai de la scierie s'étend progressivement le long du Rieucros en amont de la canalisation. Son extension doit être définitivement arrêtée car il réduit considérablement le volume de stockage de l'eau en cas de mise en charge de la buse.

Enfin la gestion du risque passe par la sensibilisation des responsables de la scierie aux risques de déversement par dessus le remblai et dans ce cas à la fermeture de la RN 88. La priorité doit aller bien entendu au maintien du bon fonctionnement du ruisseau et au nettoyage régulier des berges du ruisseau qui sont actuellement fort encombrées.

V-2.3 - Ruisseau de Chabannes

L'extension de la commune de Mende semble passer par l'urbanisation d'une partie du bassin versant du ruisseau (zone de la Combe). Dans un premier temps, il est important de limiter les constructions d'habitations en préservant **une bande naturelle de 10 m de large de part et d'autre des axes d'écoulement.**

Cette urbanisation entraînera un débordement plus fréquent au niveau des deux routes du quartier de la Tour. Par conséquent, il sera nécessaire de redimensionner les deux ouvrages de passage : 1 buse de diamètre 1,8 m permettrait, par exemple, le passage du débit de pointe décennal ($\approx 10 \text{ m}^3/\text{s}$).

Concernant les cinq ou six maisons déjà construites et régulièrement inondées, la gestion du risque passe par la sensibilisation des habitants aux risques de débordement important et au maintien du bon fonctionnement du ruisseau (particulièrement entre les deux ouvrages où le lit du ruisseau disparaît sous les herbes).

A l'amont de la route qui mène à Chabannes, il est possible de réaliser un bassin de rétention puisque les terrains sont encore vierges d'urbanisation et que la pente du thalweg est faible. Ce bassin peut être dimensionné pour un débit de pointe décennal de $10 \text{ m}^3/\text{s}$ avec :

- un volume de l'ordre de $30\,000 \text{ m}^3$
- un débit de fuite maximal de $1 \text{ m}^3/\text{s}$.

V-2.4 - Ruisseau du Merdançon

Il est clair que le busage du Merdançon est sous dimensionné. Il faudrait une canalisation de diamètre supérieur à 2 m pour évacuer sans encombre le débit décennal de $10,6 \text{ m}^3/\text{s}$ du ruisseau. Néanmoins les crues courantes du ruisseau ($< 10 \text{ m}^3/\text{s}$) n'affectent pas de manière dramatique les habitations. La rue du Torrent draine la totalité du débit jusqu'au Lot sans que des constructions fassent obstacle à l'écoulement.

Mais compte tenu de la vitesse de l'écoulement, le danger principal provient de l'entraînement dans les rues de corps flottants comme des voitures, poubelles...

Une crue exceptionnelle du Merdançon pourrait avoir un caractère dramatique également pour les habitations car la lame d'eau déborderait par dessus la rue jusque dans les maisons.

La gestion du risque de crue du Merdançon passe par la sensibilisation des habitants de la rue du Torrent. Ils doivent être en premier lieu avertis du risque afin qu'ils mettent en cas d'événements pluvieux intenses, tous les objets mobiles et flottants à l'écart de la rue.

La priorité doit également aller à la fermeture aux véhicules du boulevard Britexte qui, en cas de crue du Merdançon est coupé par le débordement du ruisseau.

Le risque inondation est aggravé à l'heure actuelle par de nombreux travaux qui ont percé ou détruit en partie les ouvrages maçonnés qui encadrent le ruissellement. Il est impératif de remettre en oeuvre ces dispositifs de protection.

V-2.5 - Ruisseau des Pousets

Dans l'état actuel d'urbanisation du bassin, le risque d'inondation périurbain n'est pas dramatique car le ruissellement en temps de crue se partage en plusieurs axes d'écoulement :

- le chemin des Pousets,
- la route du Causse d'Auge,
- le prolongement de la rue des Sorbiers.

L'extension des activités industrielles et commerciales de la commune de Mende semble passer par l'imperméabilisation de la partie encore rurale du bassin versant. Dans un premier temps, il est important de ne pas couvrir l'axe d'écoulement principal. **Une bande naturelle de 5 à 10 m de part et d'autre de cet axe devra être préservée.**

Cette urbanisation entraînera un débordement plus fréquent et plus important du ruisseau sur les routes du Causse d'Auge, de Bécamel et du chemin des Pousets. La canalisation Ø 300 parallèle au chemin des Pousets pourrait être remplacée par un Ø 1 400 qui permettrait de récupérer l'intégralité du débit décennal (débit de mise en charge d'un Ø 1 400 : environ $8 \text{ m}^3/\text{s}$).

Dans la partie sommitale du bassin versant, il est possible de réaliser un bassin puisque les terrains sont encore vierges d'habitation et que tous les écoulements transitent dans le talweg du ruisseau. De plus, il existe à ce niveau une carrière qui semble être un site privilégié pour l'emplacement du bassin de rétention.

Pour un débit de pointe décennal d'environ $4,5 \text{ m}^3/\text{s}$ (au droit de la carrière), le débit maximal d'évacuation du réseau à l'aval est d'environ $0,56 \text{ m}^3/\text{s}$, ce qui induit un volume de bassin de rétention d'environ $8\,000 \text{ m}^3$.

La gestion du risque passe par la sensibilisation des habitants de ces rues. Ils doivent être prévenus de la possibilité de ruissellement d'une lame d'eau de faible épaisseur (0,1 à 0,4 m) mais très rapide. Ils doivent également mettre tous les objets mobiles et flottants (voitures, poubelles...) à l'écart de leur rue en cas d'événement pluvieux intense.

V-2.6 - Valat des Pigeons

L'identification du busage du valat des Pigeons serait nécessaire pour déterminer sa capacité d'évacuation. Dans le cas où ce busage est sous-dimensionné, il faut envisager son remplacement par un collecteur permettant le passage du débit décennal ($5 \text{ m}^3/\text{s}$) sous le quartier du Villaret jusqu'à l'aval de la RN 88.

Les habitants situés dans le talweg du ruisseau ainsi que les responsables des bâtiments administratifs (archives et conseil général) doivent être prévenus de la possibilité de débordement du ruisseau.

En cas de ruissellement très important dans la rue perpendiculaire à l'impasse des Pigeons, la RN 88 en direction du Puy serait coupée. La circulation serait alors interdite.

Un bassin de rétention-infiltration (terrains supports perméables) est envisageable à l'amont de la zone urbanisée, par creusement. Pour un débit de pointe décennal de $5,5 \text{ m}^3/\text{s}$, le volume de ce bassin devrait être de l'ordre de $10\,000 \text{ m}^3$, le débit de fuite restant à déterminer.

V-2.7 - Valat de Chaldecoste

Ce ravin n'a pas fait l'objet d'une approche spécifique dans le cadre de l'étude du CETE et du L.R.P.C. Toutefois, compte tenu du potentiel de terrains constructibles sur la partie sommitale du bassin versant, comme pour les ruisseaux des Pousets et de Chabannes, une bande naturelle sera préservée de part et d'autre de cet axe.

Le ravin a été maintenu à ciel ouvert, le plus souvent ceinturé par des murs latéraux jusqu'en amont du Grand Séminaire.

Ensuite, plus en aval, la voirie communale a été constituée sur l'axe d'écoulement. Un regard à grille et un busage sur 20 à 25 mètres rejettent les eaux en aval du Grand Séminaire.

La densification de l'urbanisation en amont du bassin versant et les raccordements des eaux pluviales sur le ravin pourraient à terme rendre plus fréquent et important le ruissellement sur la voirie et le regard à grille s'avérerait insuffisant.

L'aménagement du tronçon artificialisé peut être envisageable. En attendant le regard à grille devra être régulièrement nettoyé.

ESTIMATION DU RISQUE ET PROPOSITION D'AMENAGEMENTS POUR LES PETITS BASSINS VERSANTS

RECAPITULATIF

1 - RIEUCROS DE RIEUMENOU

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 75 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 150 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant).
- * Estimation des risques : Risque de débordement pour les 500 derniers mètres de linéaires avant la confluence avec le Lot. Risque de refoulement par le Lot sur les 300 derniers mètres de linéaires.
- * Orientations préventives :
 - Arrêt des constructions dans la vallée à moins de 50 m du ruisseau
 - Entretien des berges
 - Information des riverains concernant le risque de refoulement.

2 - RIEUCROS D'ALTEYRAC

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 37 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 74 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant).
- * Estimation des risques : Risque de mise en charge de la canalisation (diamètre 2 m) sous le remblai de la scierie. Risque de débordement par dessus le remblai et par dessus la RN 88.
- * Orientations préventives :
 - Arrêt de l'extension du remblai de la scierie
 - Entretien des berges
 - Information des riverains concernant le risque de débordement sur la RN 88.
- * Aménagements à prévoir
 - Pose d'une grille à l'amont de l'entrée de la canalisation.

3 - RUISSEAU DE CHABANNES

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 9,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 29,7 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
 $Q_{i10} = 10,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 29,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant futur après urbanisation).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Arrêt des constructions dans la vallée à moins de 10 m du talweg du ruisseau
 - Entretien des berges.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage des ouvrages de franchissement des routes (1 buse de diamètre 1,8 m à la place des 2 buses de diamètre 0,6 m) ou bassin de rétention volume $\square 30\,000 \text{ m}^3$.

4- RAVIN DES POUSETS

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 6 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} 11,9 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
 $Q_{i10} = 11,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} 14,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant futur après urbanisation).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant. Déversement suivant plusieurs axes d'écoulements à partir de la route du Causse d'Auge.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Dans la partie amont, bande naturelle de 10 m de large à préserver de part et d'autre de l'axe drainant.
 - Limiter le risque d'entraînement des corps flottants dans les rues.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage des ouvrages de franchissement des routes (1 buse de diamètre 1,4 m permet l'évacuation du débit de pointe décennal) ou bassin de rétention à l'amont de la zone urbanisée.
 Volume $\square 8\,000 \text{ m}^3$.

5 - RUISSEAU DU MERDANÇON

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 10,6 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} 31,2 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
- * Estimation des risques : Risque de débordements dans la rue du Torrent sur toute sa longueur.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Limiter le risque d'entraînement des corps flottants dans la rue du Torrent
 - Fermeture du Boulevard Britexte en cas de débordement.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage de la canalisation de la rue du Torrent.

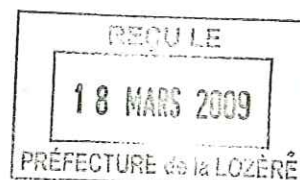
6 - VALAT DES PIGEONS

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 5 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} 12,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant. Inondations provoquées par les résurgences souterraines.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Identification du busage du ruisseau sous la zone urbanisée
 - Fermeture de la RN 88 en cas de débordement.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage de la canalisation ou bassin de rétention de volume $\square 10\,000 \text{ m}^3$.

7 - VALAT DE CHALDECOSTE

- * Appréhender les conséquences de l'urbanisation le long de cet axe pour en déduire les dispositions constructives à adopter.

REVISION N°2



DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION

DE LA COMMUNE DE MENDE

RAPPORT DE PRESENTATION

Vu et Annexe à l'Arrêté
Préfectoral N°2009-104-001
du 09 / 03 / 09
Le Préfet

Françoise DEBAISIEUX

1) La procédure de révision des plans de prévention des risques (PPR) :

La procédure de révision des plans de prévention des risques (PPR) se déroule selon les dispositions prévues par les articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 du code de l'environnement (voir annexe 1).

2) Rappel de l'historique du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Mende et des faits générateurs de la révision :

L'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) sur le territoire de la commune de Mende a été prescrit par arrêté du préfet de la Lozère le 8 novembre 1996. Après sa mise à l'enquête publique et au vu des avis recueillis, le plan a été approuvé par arrêté préfectoral du 10 novembre 1998.

Par jugement du 20 décembre 2002, le tribunal administratif de Montpellier a annulé le permis de construire n°09501G0078 délivré le 05 octobre 2001, au moyen de l'exception d'illégalité du zonage établi dans le PPRI sur la parcelle section AV n°316.

Par arrêt du 21 février 2007, la cour administrative d'appel de Marseille confirmait le jugement d'annulation du permis de construire.

En février 2008, le Conseil d'Etat a déclaré irrecevable le pourvoi contre l'arrêt rendu en second degré de juridiction.

Le prononcé de la déclaration d'illégalité du zonage ne retire pas le règlement du PPRI et le zonage réglementaire de l'ordonnancement juridique. Néanmoins, par analogie avec les principes développés par la jurisprudence en matière de document d'urbanisme, l'administration doit s'obliger à ne pas faire application des règles déclarées illégales par les juridictions administratives. De sorte que le PPRI continue à exister juridiquement mais ses dispositions déclarées illégales deviennent inopposables. L'administration a alors la possibilité soit de l'abroger, soit de procéder à la révision ponctuelle du document.

Depuis les jugements, de nouveaux éléments de fait sont intervenus, concrétisés par l'étude technique détaillée réalisée en mars 2008, par le laboratoire régional des ponts et chaussées (LRPC) de Clermont-Ferrand, à la demande de la commune de Mende (voir annexe 2). Approfondissant l'étude sur laquelle est basé le PPRI approuvé en 1998, cette nouvelle étude apporte des éléments complémentaires qui confirme la pertinence du zonage en aléa fort de la parcelle section AV n°316.

A la demande de la direction départementale de l'équipement, les conclusions de cette nouvelle étude ont été expertisées par le centre d'études techniques maritimes et fluviales (CETMEF), service technique central du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT), qui dispose de compétences en hydraulique fluviale, reconnues au plan national. Dans cette expertise (voir annexe 3), le CETMEF confirme que la nouvelle étude du LRPC de Clermont-Ferrand a été faite dans les règles de l'art et qu'elle confirme les résultats de l'étude de 1996.

En conclusion :

- compte tenu du jugement rendu par le tribunal administratif de Montpellier le 20/12/2002, confirmé par la cour administrative d'appel de Marseille le 21/02/2007, ayant prononcé par la voie de l'exception la déclaration d'illégalité du zonage au droit de la parcelle section AV n°316 qui impose à l'autorité administrative de ne pas faire application des dispositions réglementaires déclarées illégales ;
- compte tenu de l'étude technique détaillée, relative au niveau de l'aléa et à l'impact du Gymnase de La Vernède sur les écoulements du Lot, réalisée par le LRPC en mars 2008 et de l'expertise de cette étude par le CETMEF qui en confirme les conclusions, qui constituent des éléments nouveaux intervenus postérieurement aux décisions juridiques ;

la préfète, par arrêté du 25 septembre 2008, a prescrit la révision partielle du PPRI de la commune de Mende (voir annexe 4). Cette révision ponctuelle limitée à la parcelle section AV n°316 s'impose afin de tenir compte des nouvelles informations recueillies et relatives aux caractéristiques du risque inondation sur le secteur concerné.

3) Examen technique du secteur considéré vis à vis du risque d'inondation au regard des conclusions de l'étude du LRPC et de l'expertise du CETMEF:

Pour l'élaboration du PPRI de Mende, les surfaces submersibles correspondant à l'aléa de référence centennal, estimé par modélisation hydraulique, ont été subdivisées en zone plus ou moins exposées à l'inondation.

Trois zones ont été définies en fonction de la gravité des inondations à craindre en prenant comme critère la hauteur de submersion (H) et la vitesse du courant (V) conformément aux valeurs ci-dessous :

- Aléa très fort : $H \geq 1,00$ m ou $V \geq 1,00$ m/s
- Aléa fort : $1,00$ m > $H \geq 0,50$ m ou $1,00$ m/s > $V \geq 0,50$ m/s
- Aléa modéré ou faible : $H < 0,50$ m et $V < 0,50$ m/s

Sur ces bases et à partir des conclusions de l'étude hydraulique sur laquelle se fonde le PPRI de Mende (Laboratoire régional des ponts et chaussées de Clermont-Ferrand – juin 1996), la zone de la Vernède a été classée en zone d'aléa très fort (rouge), fort (bleu) et modéré (vert) - (voir annexe 5 : plan du zonage du PPRI approuvé le 10 novembre 1998).

Suite aux jugements intervenus remettant en cause la pertinence du classement retenu pour cette parcelle dans le PPRI approuvé le 10 novembre 1998, la mairie de Mende a demandé au LRPC de vérifier d'une part la cartographie de l'aléa inondation dans la zone de la Vernède et d'autre part d'estimer l'impact de la construction du gymnase sur les écoulements en période de crue. Ces nouvelles investigations ont été menées en fonction de nouvelles données topographiques précises mises à la disposition du laboratoire et sur la base d'une simulation des écoulements à l'aide d'un modèle de calcul bidimensionnel (2D) alors que l'étude initiale avait été menée avec un modèle unidimensionnel (1D).

Au final, le LRPC énonce dans son rapport (voir annexe 2) les conclusions suivantes :
« La prise en compte des données topographiques permet de confirmer qu'au droit des anciens tennis et pour la crue de référence :
•Que les hauteurs d'eau sont inférieures à 1,0m.
•Que les vitesses des écoulements sont inférieures à 0,5m/s.
•Que le classement de la zone se répartit entre aléa moyen (vert) et aléa fort (bleu) en fonction de la hauteur d'eau.
Les modélisations montrent que l'impact du bâtiment sur les écoulements est négligeable. »

L'expertise de l'étude du LRPC de mars 2008 menée par le CETMEF (voir annexe 3), à la demande de la direction départementale de l'équipement, permet de valider la méthode (modélisation bidimensionnelle en régime transitoire) et les résultats du LRPC.

En conclusion, le CETMEF précise :
« L'étude du LRPC de Clermont-Ferrand a été faite dans les règles de l'art. Elle confirme les résultats de l'étude de 1996 réalisée avec un modèle 1D.
L'analyse des hauteurs d'eau et des vitesses maximales calculées par le modèle 2D montre que celles-ci ne dépassent pas 1.0 m pour les hauteurs et 0.5 m/s pour les vitesses, ce qui conduit au classement de cette zone en « aléa fort », comme cela avait été fait dans l'étude de 1996.
Il faut souligner que les études du LRPC de Clermont-Ferrand sont confortées par des repères de la crue de 1994, estimée environ trentennale, qui ont permis un calage tout à fait satisfaisant du modèle 1D de 1996. Ces repères de crue permettent aussi de relativiser les cotes calculées pour la crue centennale, situées en moyenne 0.30 m au-dessus de celles de 1994, notamment dans la zone de la Vernède où plusieurs repères de crues ont été trouvés. »

En conclusion, l'étude technique détaillée, relative au niveau de l'aléa et à l'impact du Gymnase de La Vernède sur les écoulements du Lot, réalisée par le LRPC en mars 2008 et l'expertise de cette étude par le CETMEF qui en confirme les conclusions, permettent de valider la pertinence des choix de 1998 et donc de maintenir sur la zone de la Vernède le zonage initial du PPRI tel qu'approuvé le 10 novembre 1998 (voir annexe 5).

4) Les incidences sur le PPRI en vigueur :

Il n'y a pas d'incidence.

La parcelle section AV n°316 reste donc classée en zone de risque d'inondation très fort (zone rouge), fort (zone bleue), et modéré (zone verte) et relève des articles III-1 du règlement du PPR inondation approuvé le 10 novembre 1998 (voir annexe 5).

5) Le déroulement de la concertation :

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2008, prescrivant la révision du PPRI, définissait les modalités d'organisation de la concertation pendant la durée de la révision. Conformément aux dispositions de l'arrêté :

- les services de la DDE, chargés d'instruire le projet de révision, ont rencontré le 23 octobre 2008 des représentants de la mairie de Mende et du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende. Au cours de cette réunion, a été examiné le projet de dossier à soumettre à l'enquête publique;

- de la prescription de la révision jusqu'à l'enquête publique, les études pouvaient être consultées à la direction départementale de l'équipement avec mise à disposition d'un registre d'observations.

Le 28 octobre 2008, au moment de l'envoi du dossier à la préfecture pour préparer le lancement de l'enquête publique, le dossier avait fait l'objet d'une seule consultation, sans mention d'observation sur le registre, le 27 octobre 2008 par M. Gabriel BOFFETY.

Sur la base de l'ensemble des éléments exposés dans le présent rapport de présentation et conformément aux dispositions prévues par les articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 du code de l'environnement, le projet de révision partielle du PPRI a été soumis par la préfète :

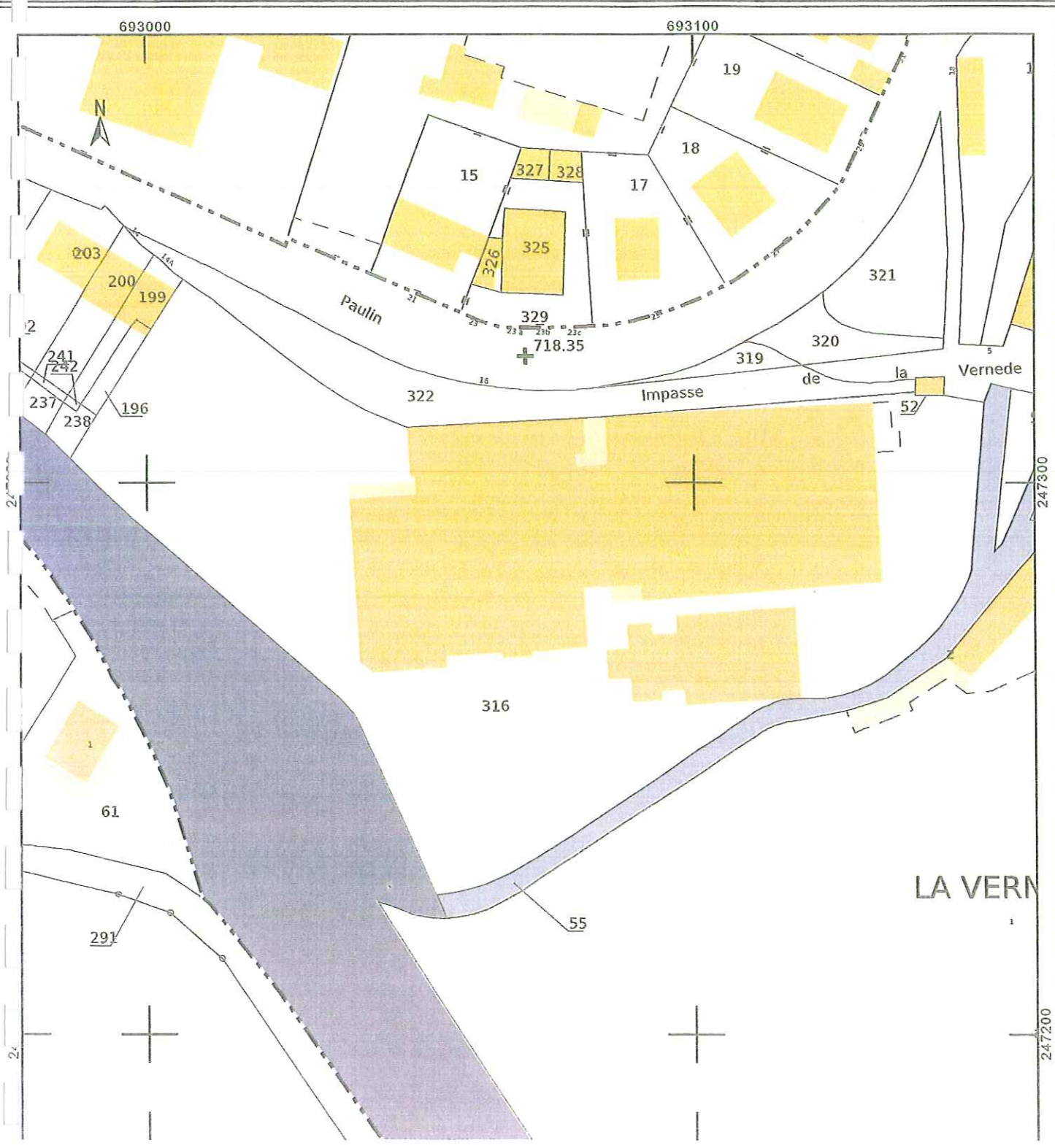
- à l'avis des collectivités et organismes mentionnés à l'article R562-7 du code de l'environnement,
- à une enquête publique dans les formes prévues par les articles 6 à 21 du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Cette enquête s'est déroulée du lundi 1er décembre 2008 au vendredi 9 janvier 2009.

6) L'approbation de la révision n°2 :

Au vu des résultats de l'enquête publique et en particulier du rapport du commissaire enquêteur, après examen de l'ensemble des observations émises par le public, les élus, les services ou acteurs concernés, la révision n°2 du PPRI de Mende a été approuvée par arrêté préfectoral, sans apporter de modification au dossier soumis à enquête publique.

Département : LOZERE	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ----- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ -----	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Commune : NDE		Cet extrait de plan vous est délivré par : cadastre.gouv.fr
Section : AV		
Echelle d'origine : 1/1000		
Echelle d'édition : 1/1000		
Date d'édition : 27/10/2008 (fuseau horaire de Paris)		
©2007 Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique	EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL	



21

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction départementale de l'équipement



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

DE LA COMMUNE DE MENDE

REVISION N°2

Dossier d'enquête publique

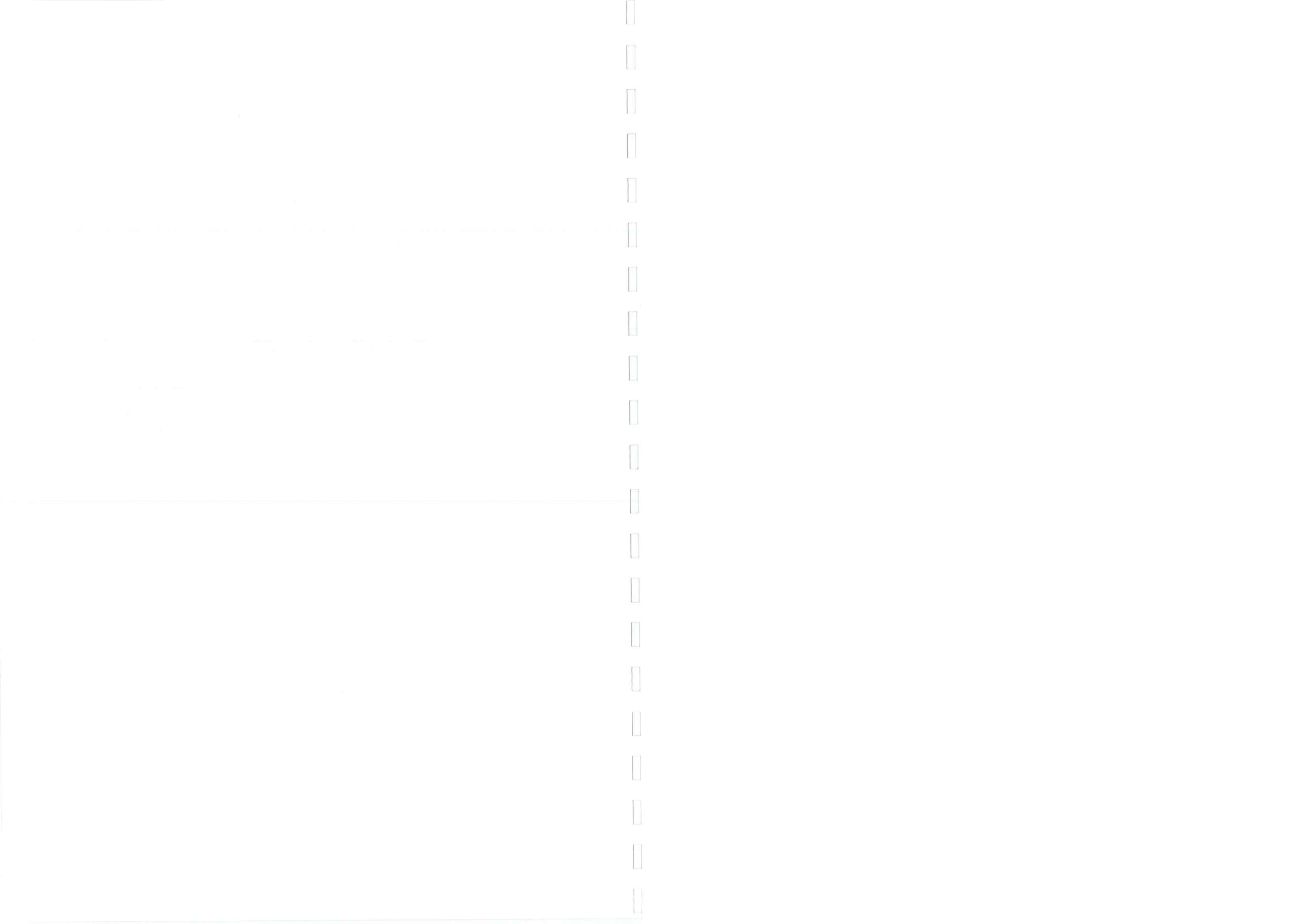
Vu et Annexé à l'Arrêté
Préfectoral N° du

Le Préfet

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Debaïseux'.

Françoise DEBAISIEUX

- Annexe n° 1 :
 - Extraits du code de l'Environnement.



Chapitre II : Plans de prévention des risques naturels prévisibles.

Article L562-1

I. - L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.

II. - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, dites "zones de danger", en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones, dites "zones de précaution", qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. - La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV. - Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V. - Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.

3° Le droit de visite prévu à l'article L. 461-1 du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente.

4° Le tribunal de grande instance peut également être saisi en application de l'article L. 480-14 du code de l'urbanisme par le préfet.

Article L562-6

Les plans d'exposition aux risques naturels prévisibles approuvés en application du I de l'article 5 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles valent plan de prévention des risques naturels prévisibles. Il en est de même des plans de surfaces submersibles établis en application des articles 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, des périmètres de risques institués en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme, ainsi que des plans de zones sensibles aux incendies de forêt établis en application de l'article 21 de la loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt. Leur modification ou leur révision est soumise aux dispositions du présent chapitre.

Les plans ou périmètres visés à l'alinéa précédent en cours d'élaboration au 2 février 1995 sont considérés comme des projets de plans de prévention des risques naturels, sans qu'il soit besoin de procéder aux consultations ou enquêtes publiques déjà organisées en application des procédures antérieures propres à ces documents.

Article L562-7

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application des articles L. 562-1 à L. 562-6. Il définit notamment les éléments constitutifs et la procédure d'élaboration et de révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles, ainsi que les conditions dans lesquelles sont prises les mesures prévues aux 3° et 4° du II de l'article L. 562-1.

Article L562-8

Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles définissent, en tant que de besoin, les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.

Article L562-9

Afin de définir les mesures de prévention à mettre en oeuvre dans les zones sensibles aux incendies de forêt, le préfet élabore, en concertation avec les conseils régionaux et conseils généraux intéressés, un plan de prévention des risques naturels prévisibles.

b) Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L. 562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° de ce même II. Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en oeuvre est obligatoire et le délai fixé pour celle-ci.

Article R562-4

I. - En application du 3° du II de l'article L. 562-1, le plan peut notamment :

1° Définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;

2° Prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;

3° Subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.

II. - Le plan indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si elle l'est, dans quel délai.

Article R562-5

I. - En application du 4° du II de l'article L. 562-1, pour les constructions, les ouvrages ou les espaces mis en culture ou plantés, existant à sa date d'approbation, le plan peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Toutefois, le plan ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à l'article R. 562-6, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

II. - Les mesures prévues au I peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans pouvant être réduit en cas d'urgence.

III. - En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Article R562-6

I. - Lorsque, en application de l'article L. 562-2, le préfet a l'intention de rendre immédiatement opposables certaines des prescriptions d'un projet de plan relatives aux

A l'issue des consultations prévues aux articles R. 562-7 et R. 562-8, le plan, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le département. Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans ces mairies et aux sièges de ces établissements publics de coopération intercommunale ainsi qu'en préfecture. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus à l'alinéa précédent.

Article R562-10

I. - Un plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié selon la procédure décrite aux articles R. 562-1 à R. 562-9.

Toutefois, lorsque la modification n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique mentionnées aux articles R. 562-7 et R. 562-8 ne sont effectuées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables.

Dans le cas énoncé à l'alinéa précédent, les documents soumis à consultation ou enquête publique comprennent :

1° Une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;

2° Un exemplaire du plan tel qu'il serait après modification avec l'indication, dans le document graphique et le règlement, des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

II. - L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

Section 2 : Dispositions pénales.

Article R562-11

Les agents mentionnés au 1° du II de l'article L. 562-5 sont commissionnés et assermentés dans les conditions fixées par les articles R. 216-1 à R. 216-6.

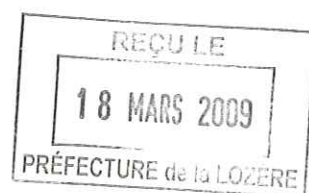
Section 3 : Dispositions diverses.

Article R562-12

Le décret du 20 octobre 1937 relatif aux plans de surfaces submersibles, le décret n° 92-273 du 23 mars 1992 relatif aux plans de zones sensibles aux incendies de forêt et le décret n° 93-351 du 15 mars 1993 relatif aux plans d'exposition aux risques naturels prévisibles, abrogés par le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, demeurent en vigueur en

PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction départementale de l'équipement

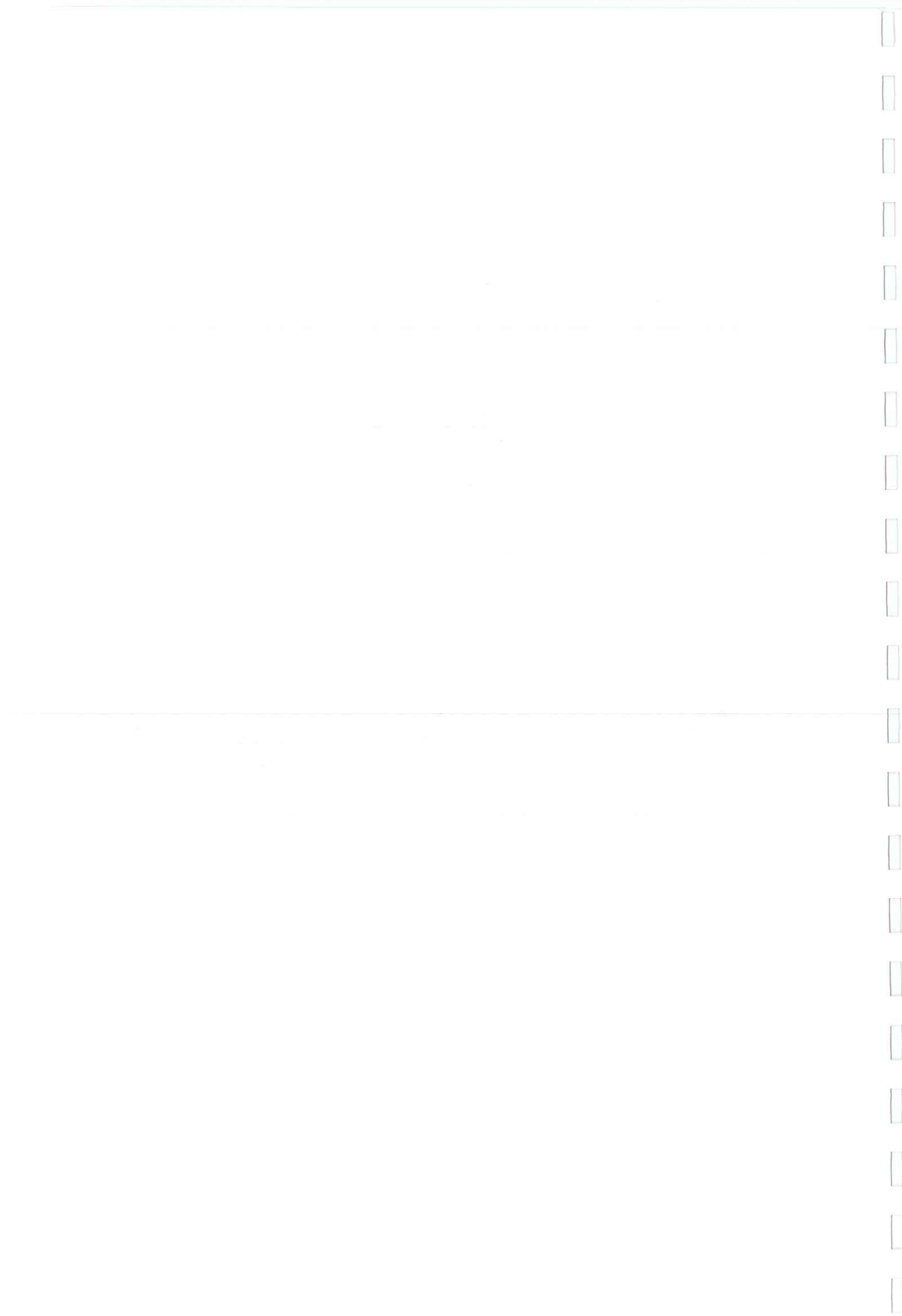


PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

DE LA COMMUNE DE MENDE

REVISION N°2

- **Annexe n° 2 :**
 - « Zone de la Vernède - Cartographie de l'aléa inondation – Impact du Gymnase sur les écoulements du Lot » - Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE) de Lyon – Laboratoire régional des ponts et chaussées (LRPC) de Clermont-Ferrand – 10/03/2008.



REÇU LE
18 MARS 2009
PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE

Vu et Annexé à l'Arrêté
Préfectoral N° 2009-101-009
du 14-03-09 Le Préfet

Maing
Françoise DEBAISIEUX

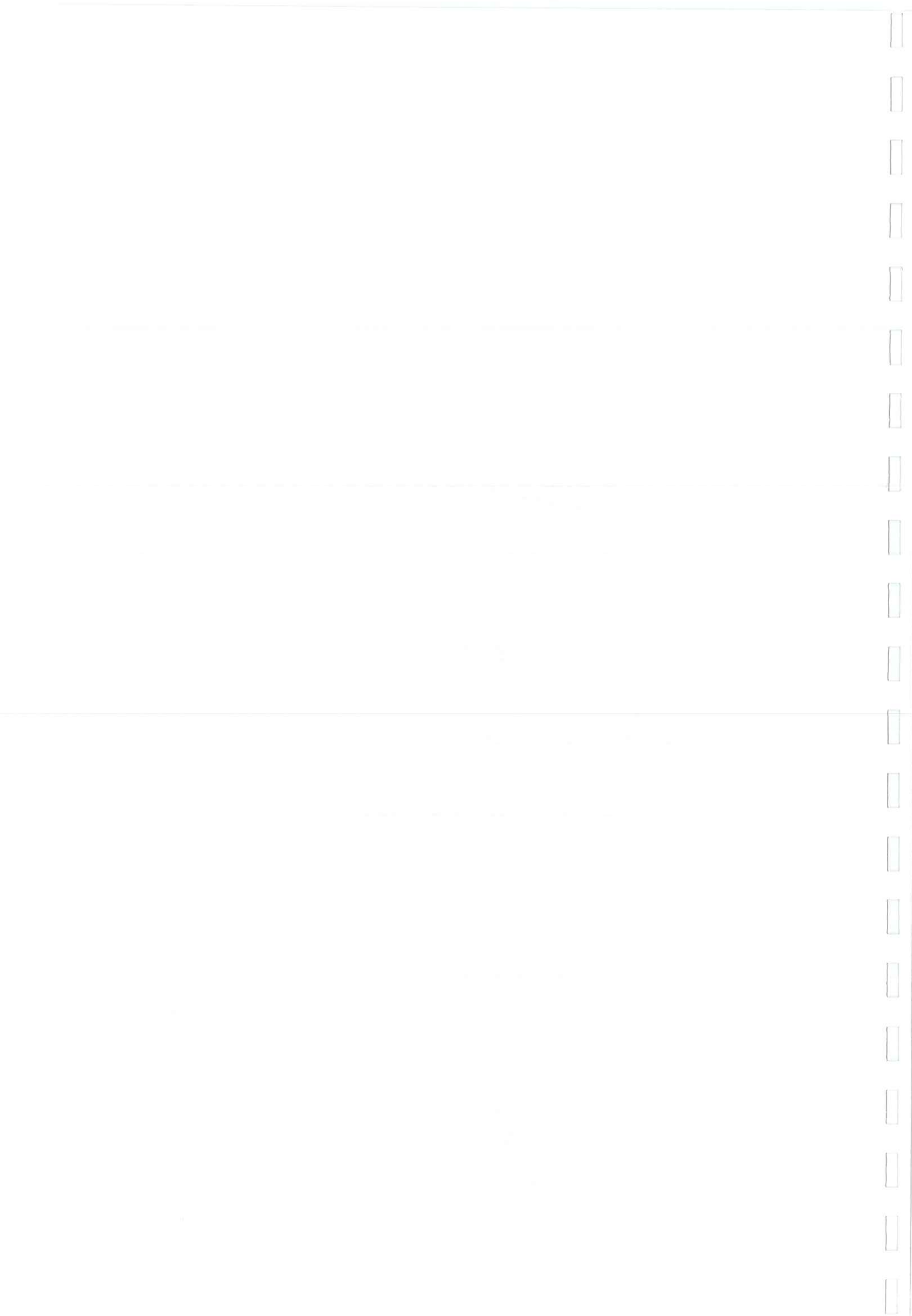
Ville de Mende

Zone de la Vernède

**Cartographie de l'aléa inondation
Impact du Gymnase sur les
écoulements du Lot**

Affaire N°48/07/19743
Date 10/03/2008





Ville de Mende



Ville de Mende

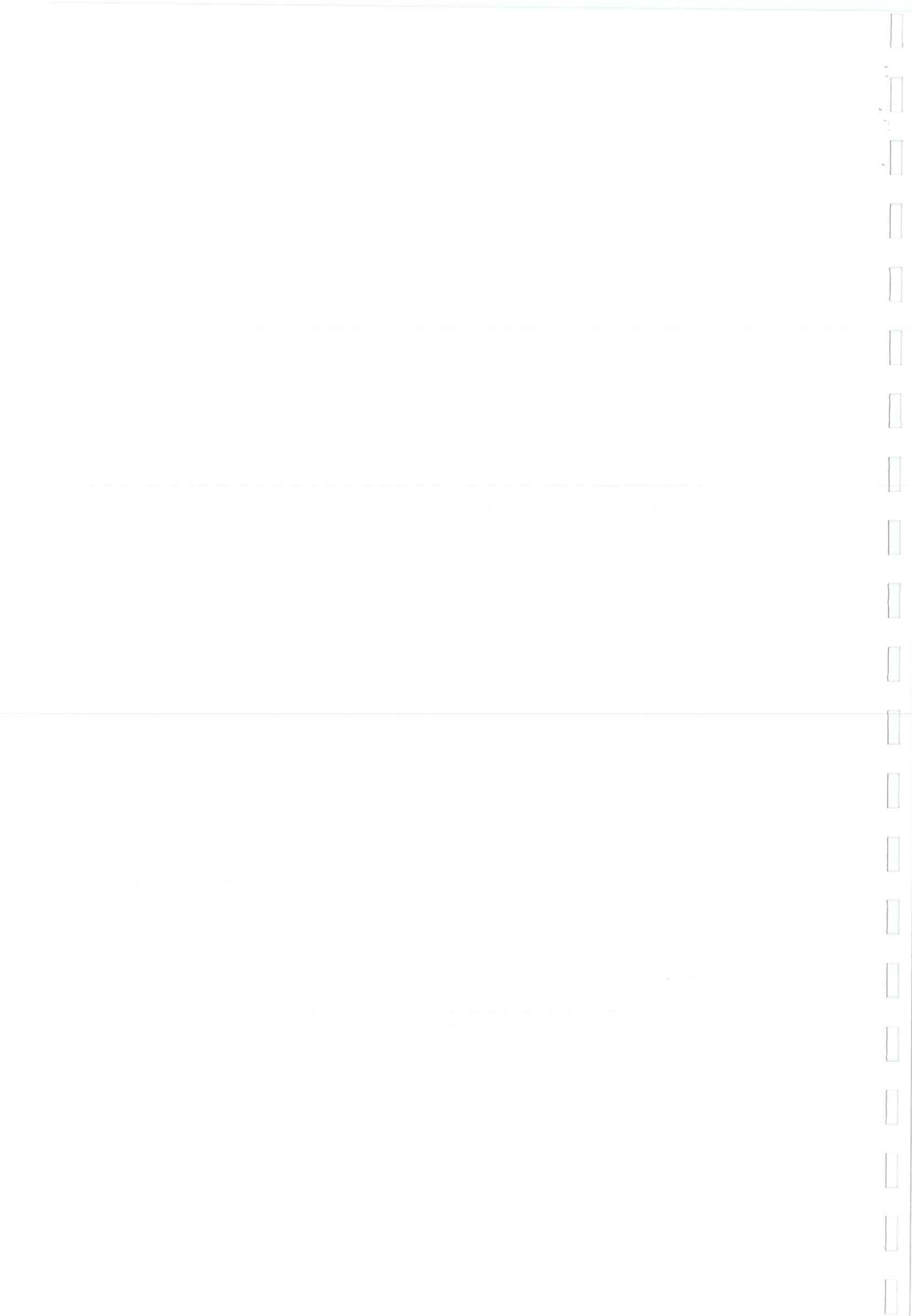
Zone de la Vernède

**Cartographie de l'aléa inondation
Impact du Gymnase sur les écoulements du
Lot**

Affaire N°48/07/19743
Date 10/03/2008

Présenté par
Le Directeur du Laboratoire
Le Directeur du Laboratoire p.i.
S. LESCOVEC
C. AUGÉ

CETE de Lyon/LRPC Clermont-Ferrand – ZI du Brézet– 8-10 rue Bernard Palissy
63017 Clermont-Ferrand – cedex 2
Mél : lrc.cete-lyon@developpement-durable.gouv.fr
Chargé d'étude : Jean Claude GUILLIN
Groupe : Eau Risque géotechnique Unité : Eau Risque Inondation
tél : 04 73 42 10 28, fax 04 73 42 10 01,
mél : jean-claude.guillin@developpement-durable.gouv.fr



Sommaire

1 CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA INONDATION..... 2

2 IMPACT DE LA CONSTRUCTION..... 6

2.1 HYPOTHÈSES 6

2.2 RÉSULTATS 7

3 CONCLUSIONS..... 10

4 ANNEXE PROFILS EN TRAVERS AU DROIT DES TENNIS..... 13

5 ANNEXE PHOTOGRAPHIES 19

Liste des figures

FIGURE 1 : CARTE DES HAUTEURS D'EAU CRUE CENTENNALE 3

FIGURE 2 : POSITION DES PROFILS EN TRAVERS AU DROIT DES EX TENNIS 4

FIGURE 3 : CARTE DES VITESSES À L'ÉTAT 1993 POUR UNE CRUE CENTENNALE 5

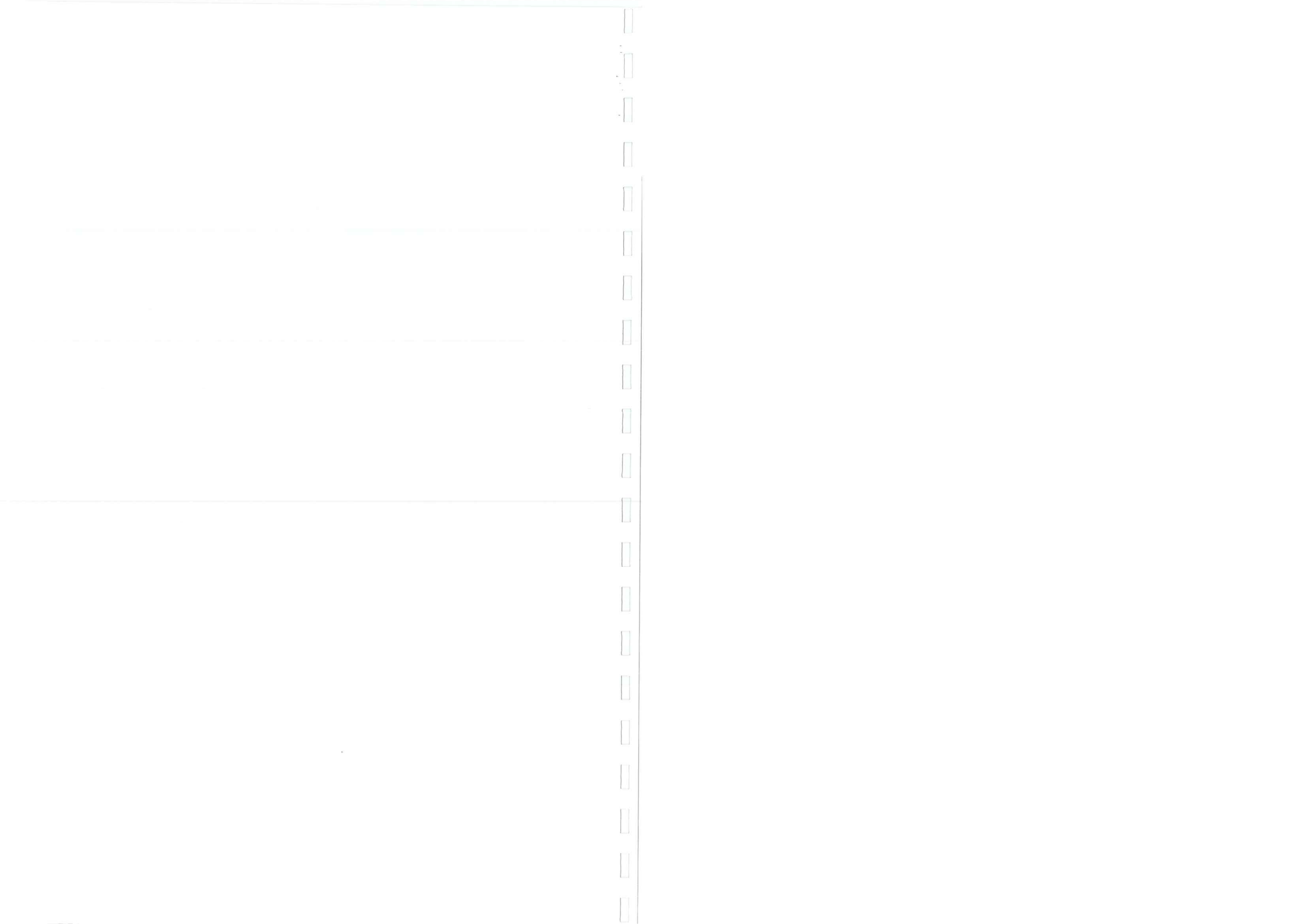
FIGURE 4 : MAILLAGE ÉTAT 1993 6

FIGURE 5 : MAILLAGE ÉTAT 2007 7

FIGURE 6 : CRUE DE 1994 REPÈRES DES CRUES..... 8

FIGURE 7 : IMPACT DU GYMNASSE SUR LES HAUTEURS D'EAU 11

FIGURE 8 : IMPACT DU GYMNASSE SUR LA DYNAMIQUE DES ÉCOULEMENT..... 12



Zone de la Vernède

Le présent document a pour objectif de vérifier en fonction des données topographiques mise à la disposition du laboratoire la cartographie de la l'aléa inondation dans la zone de la Vernède, et dans un deuxième temps d'estimer l'impact de la construction du gymnase sur les écoulements en période de crue. La crue de référence utilisée est la crue de période de retour centennale dont le débit a été estimé à $391\text{m}^3\text{s}^{-1}$. On rappelle que les crues de Septembre et Octobre 1994 avaient quant à elles un débit de pointe de 265 à $292\text{m}^3\text{s}^{-1}$.

1 CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA INONDATION

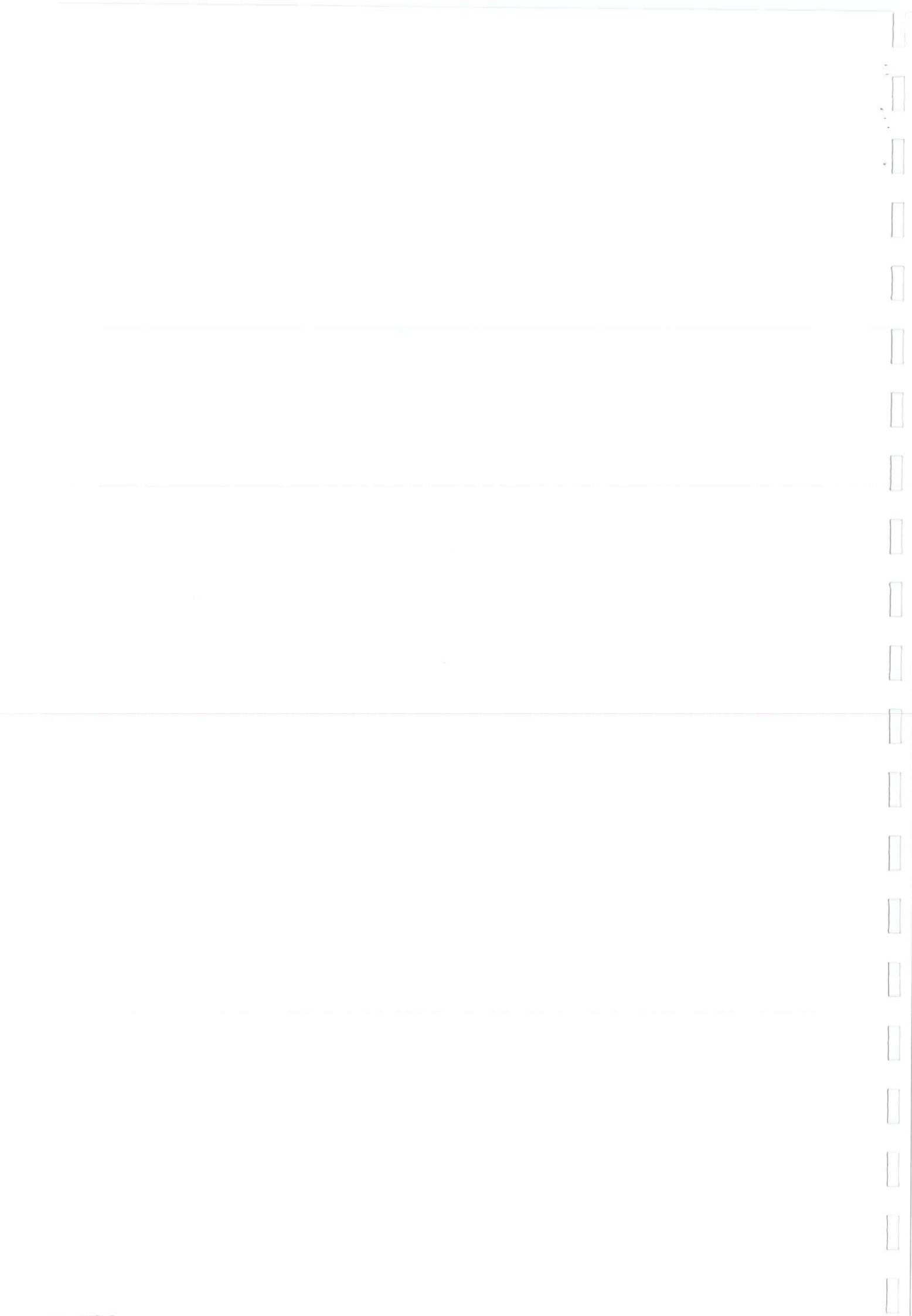
Dans un premier temps, nous avons repris en fonction des résultats de précédentes études hydrauliques, étude ayant conduit à la cartographie de l'aléa inondation sur la commune de Mende, la cartographie de l'aléa inondation en prenant en compte les éléments topographiques mise à notre disposition en décembre 2007. Ces éléments sont d'une part un levé topographique réalisé en Décembre 2007 pour les besoins propres de l'étude, et un levé topographique de 1993 représentant le terrain tel qu'il était lors des crues de Septembre 1994.

Les données de lignes d'eau sont celles établies par modélisation et faisant suite à un calage du modèle sur les laisses des crues de 1994. Le détail des procédures et des résultats est donné dans notre rapport 48/95/8642 du 10/09/1996.

La carte de la Figure 1 montre le découpage de la zone inondable au droit de la Vernède en fonction de la hauteur d'eau. Sur la zone du gymnase (les tennis) on observe une hauteur d'eau inférieure à 1.0m. Des profils en travers sur les ex terrains de tennis montrent avec plus de précision les hauteurs d'eau (cf. carte de la Figure 2 page 4 et l'annexe Annexe Profils en travers au droit des tennis en page 13).

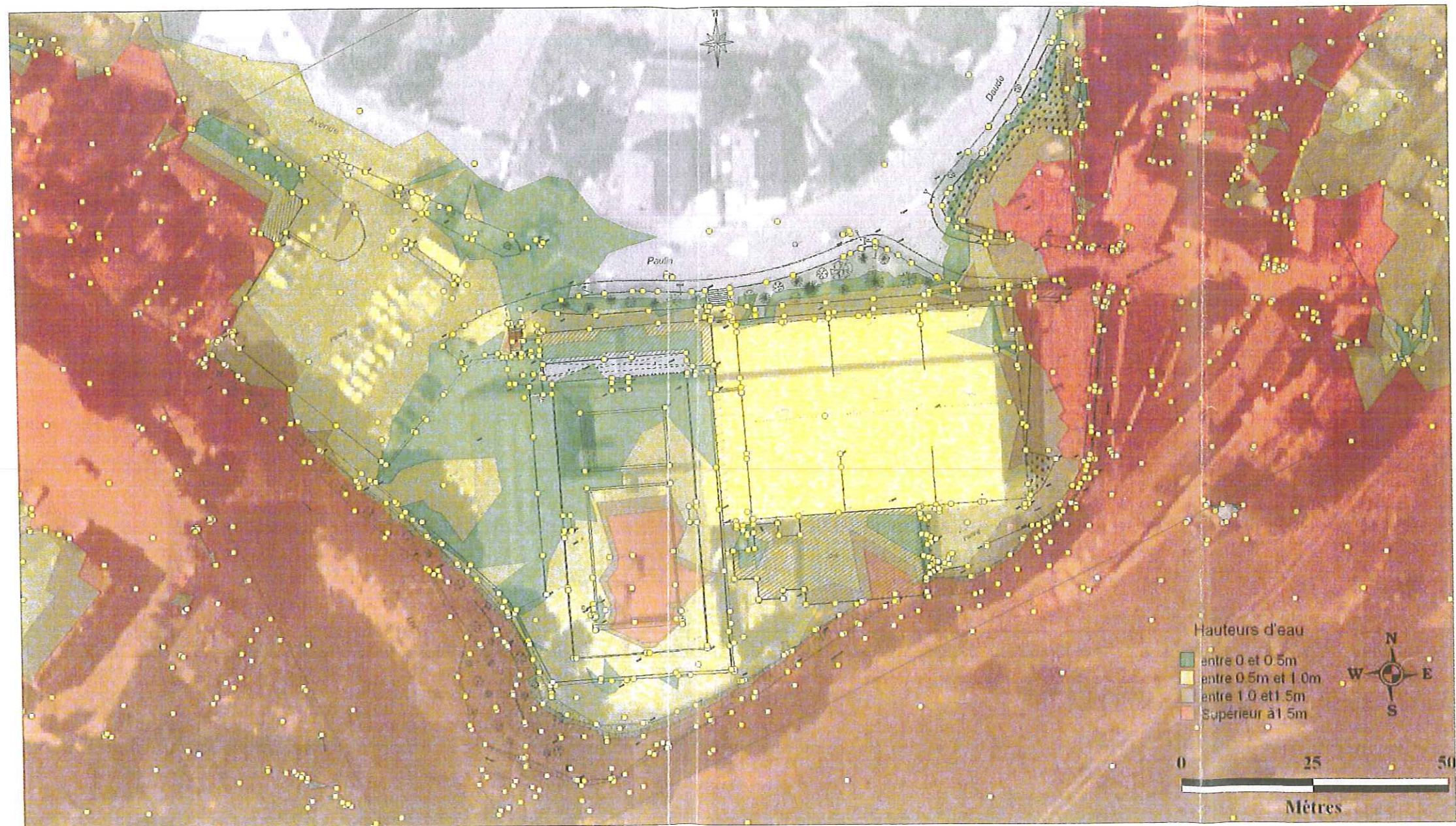
En ce qui concerne les vitesses (cf. Figure 3 page 5), la zone du gymnase ne présentait que des vitesses inférieures à 0.5m/s.

Par combinaison de ces deux classements, en fonction de la grille qui avait été définie, le classement de cette zone en aléa moyen (vert) et fort (bleu) se trouve confirmé.



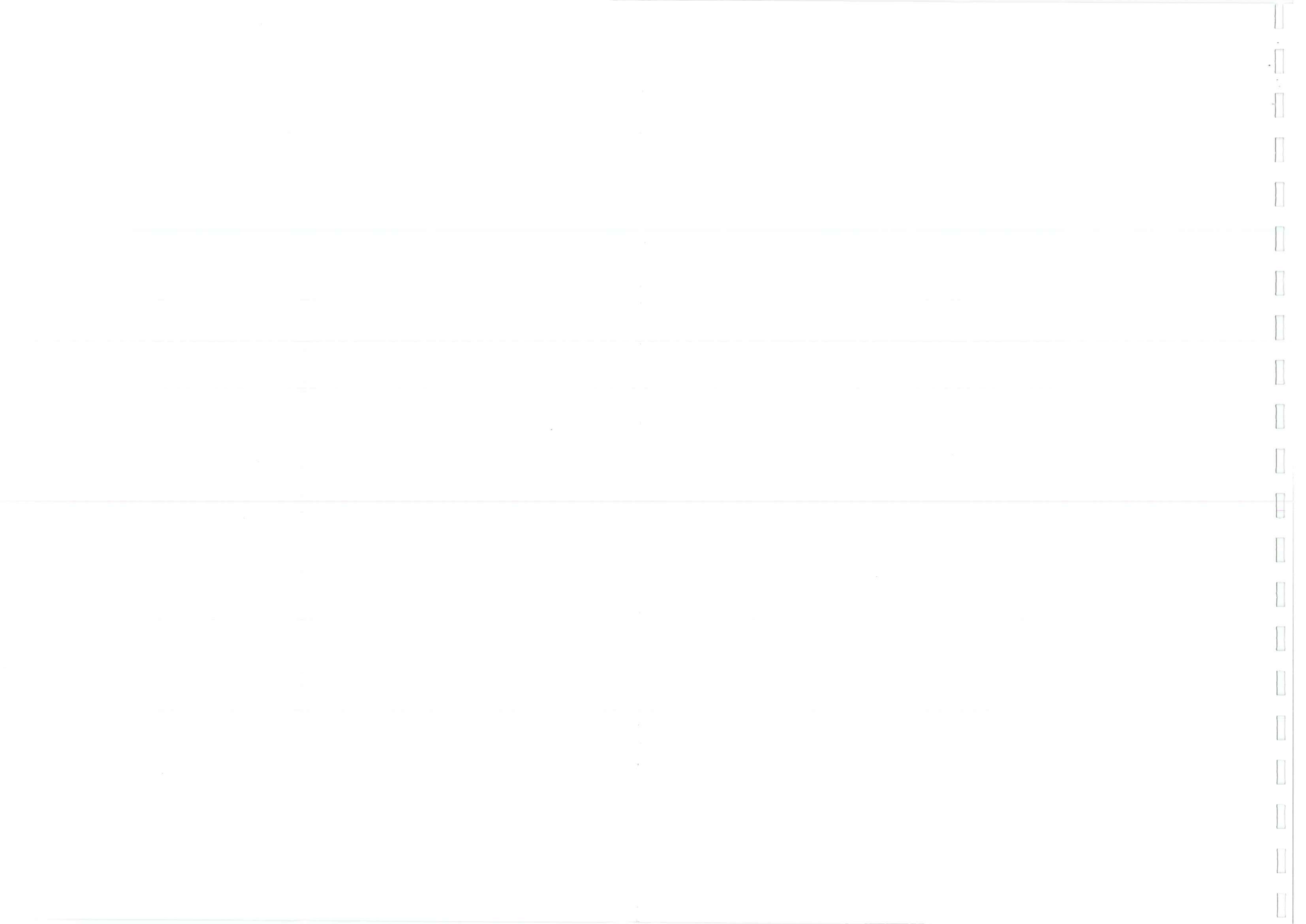
Zone de la Vernède

Cartographie de la hauteur d'eau pour la crue centennale



Conception : ERI LRPC Clermont-ferrand
Sources : BD ortho IGN
JCG / 9 janvier 2008

Figure 1 : Carte des hauteurs d'eau crue centennale



Zone de la Vernède

Position des Profils au droit des anciens tennis

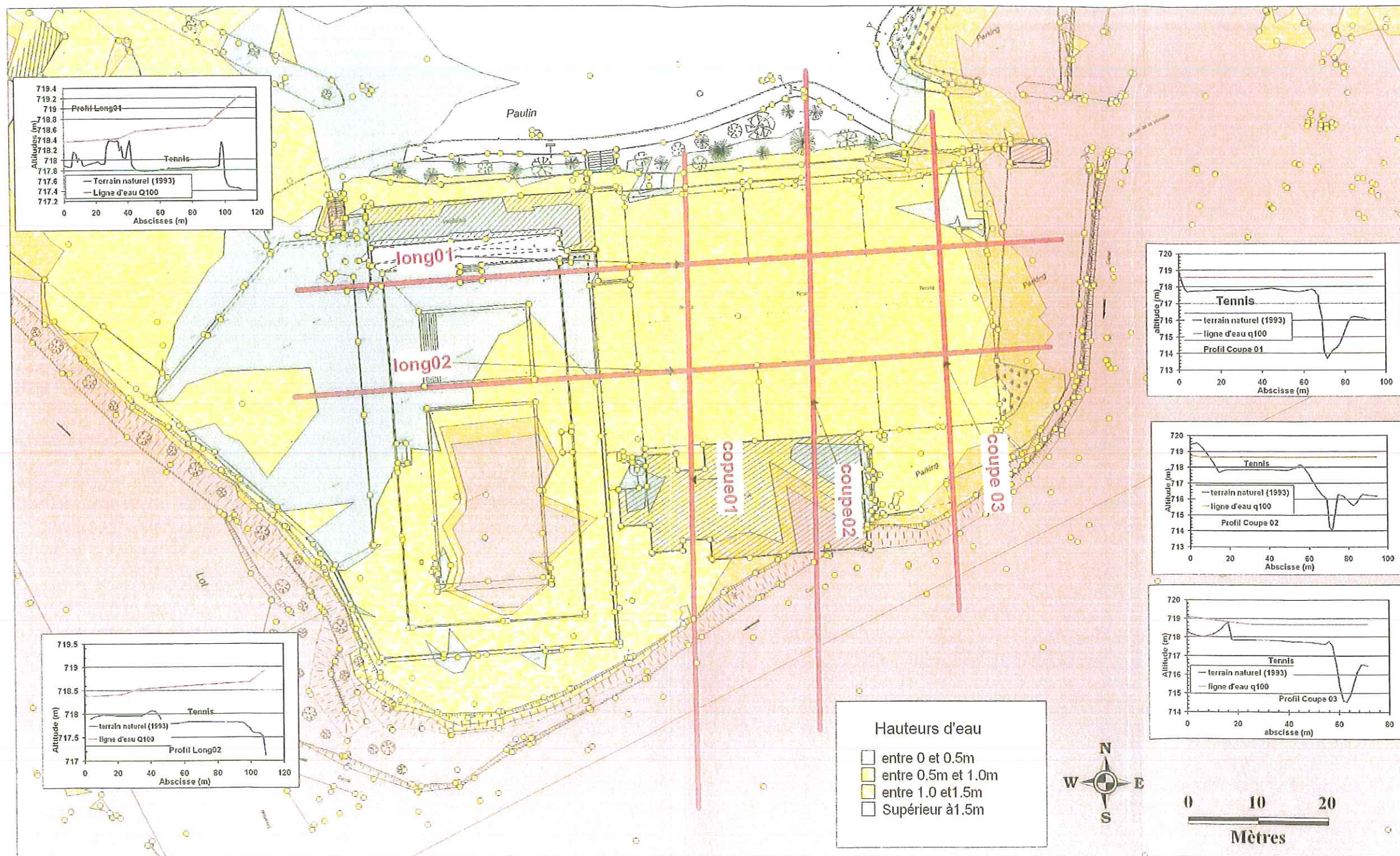
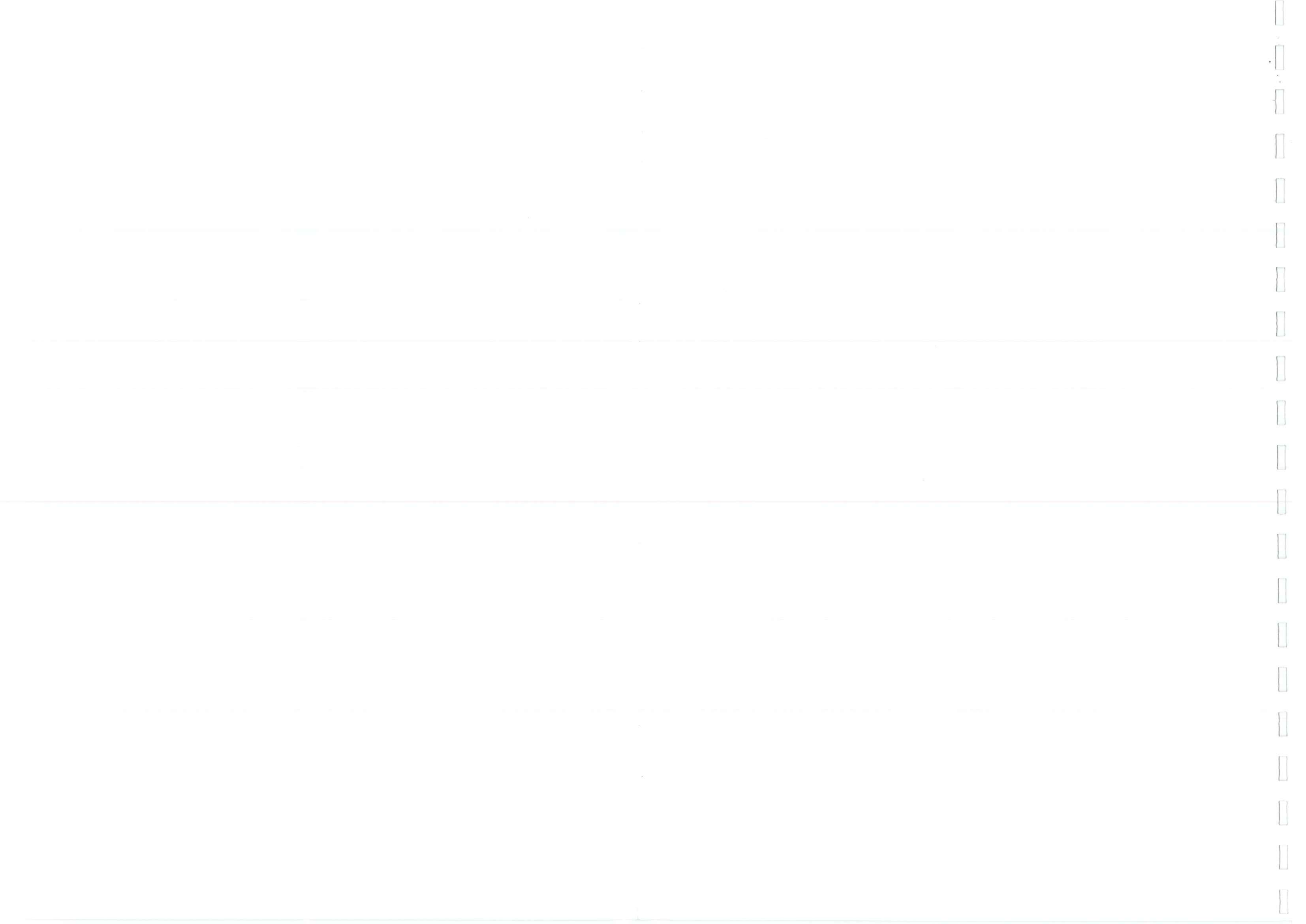
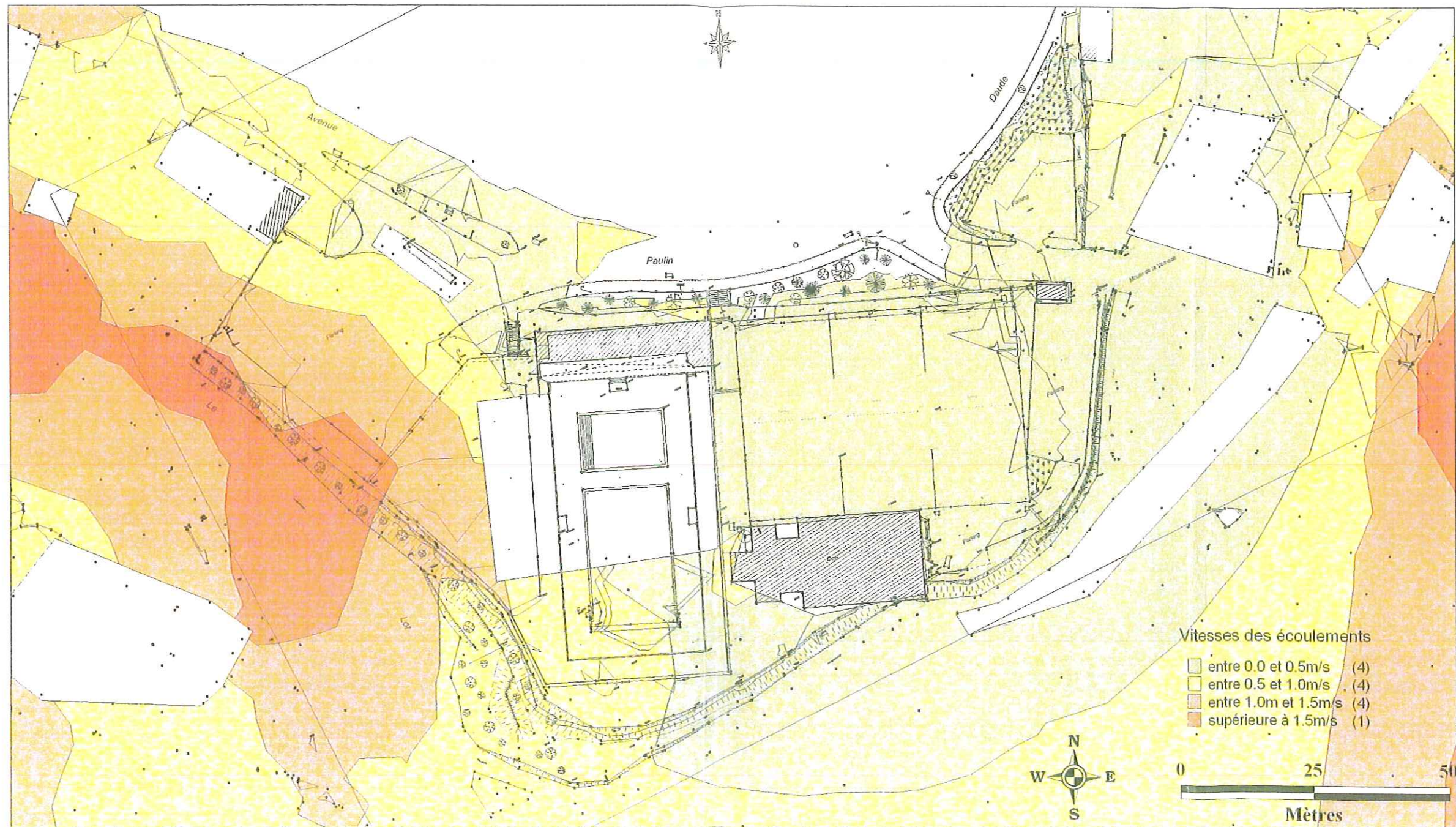


Figure 2 : Position des profils en travers au droit des ex tennis



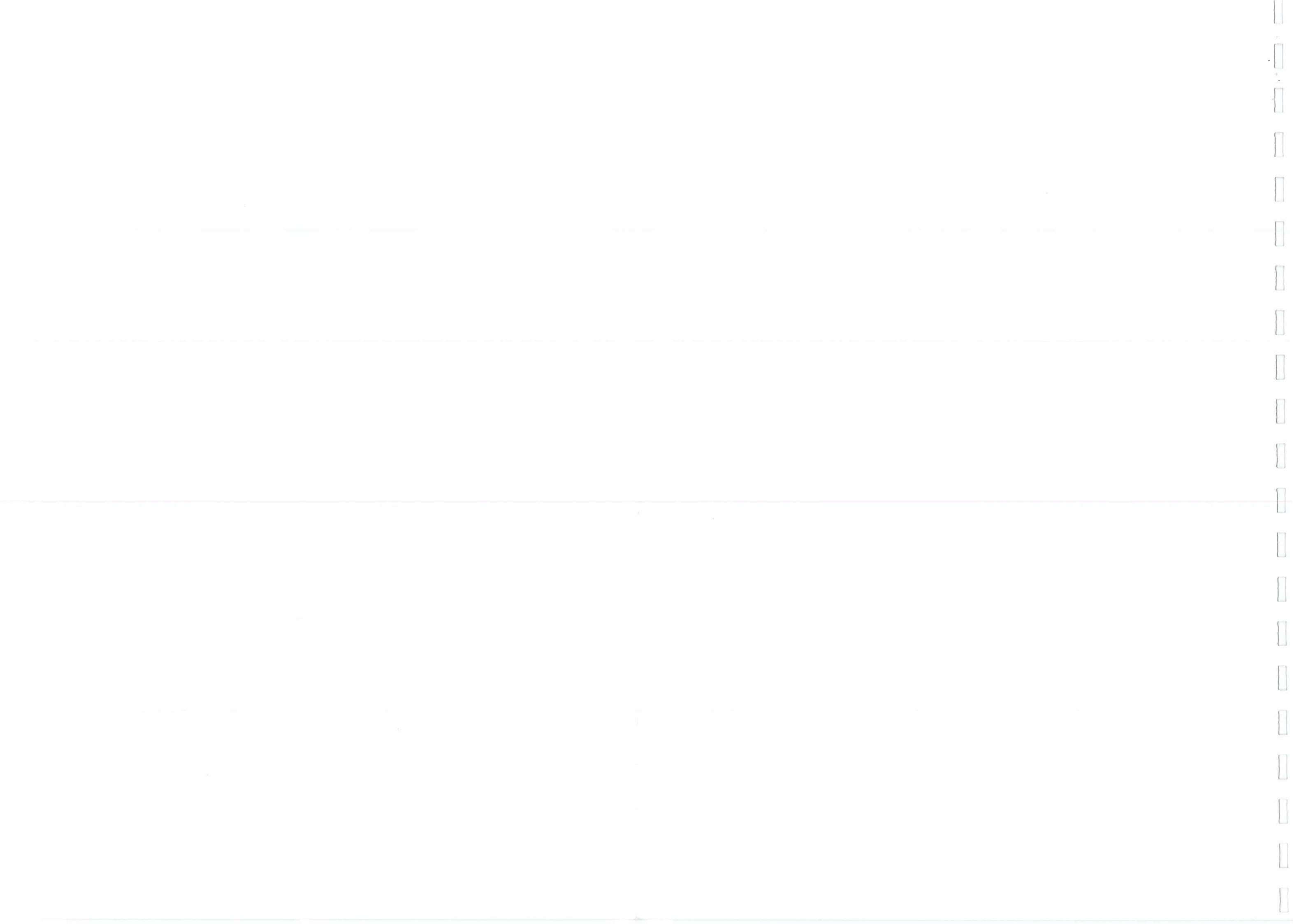
Zone de la Vernède Crue centennale Cartographie de la dynamique des écoulements



Conception : ERI LRPC Clermont-ferrand
Sources : BD ortho IGN

JCG / 9 janvier 2008

Figure 3 : Carte des vitesses à l'état 1993 pour une crue centennale



2 IMPACT DE LA CONSTRUCTION

2.1 Hypothèses

Compte tenu de la complexité des écoulements au droit de la zone de la Vernède, la mesure de l'impact de la construction du gymnase sur les caractéristiques des écoulements a demandé la mise en œuvre d'une simulation de ceux-ci à l'aide d'un modèle de calcul bi-dimensionnel. La topographie mise à notre disposition par la ville de Mende a servi de base à la création des modèles. Le premier modèle ne prend en compte que l'occupation du sol en 1993-1994, le second prend en compte l'occupation du sol actuel. Des vues synthétiques du maillage des deux modèles sont données Figure 4 page 6 pour le maillage utilisé dans l'état de l'occupation du sol 1993-1994 et Figure 5 page 7 pour l'état de l'occupation des sols actuel.

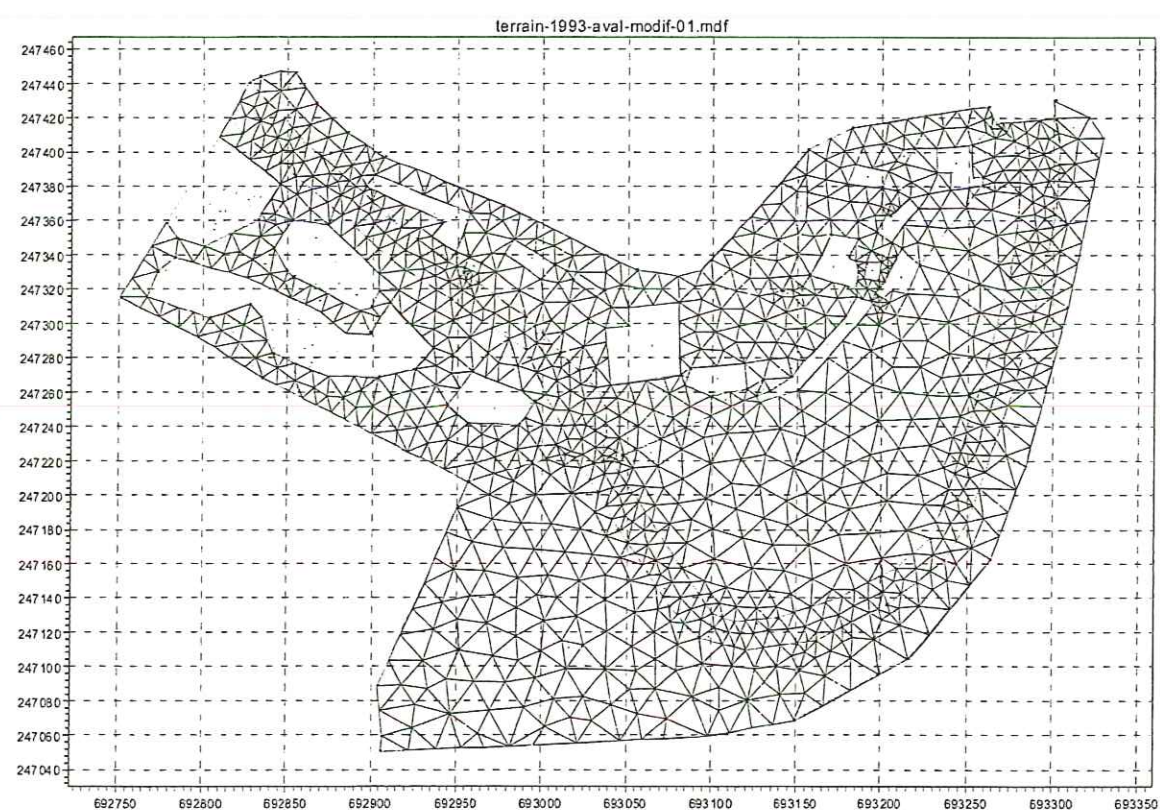
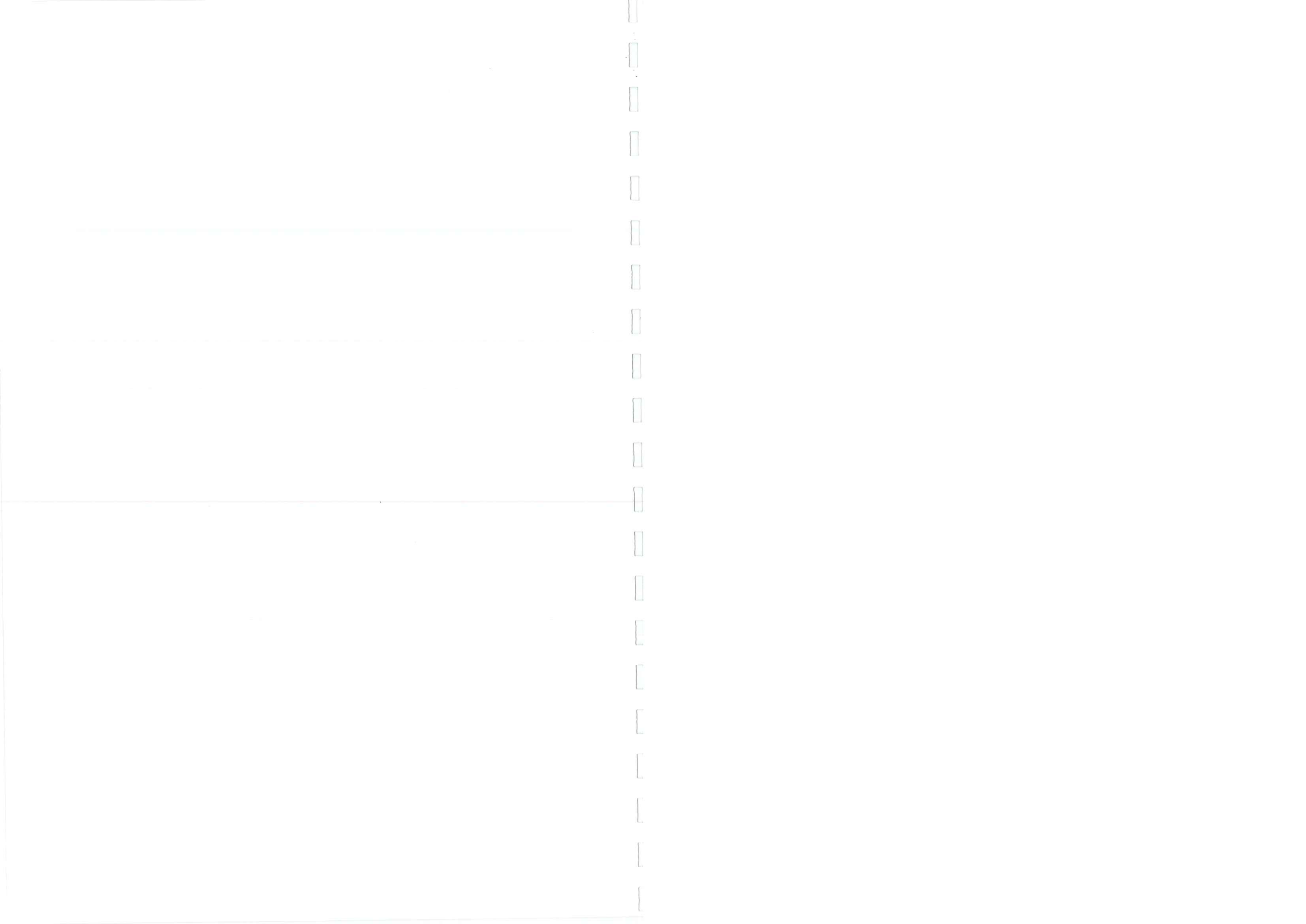


Figure 4 : Maillage état 1993



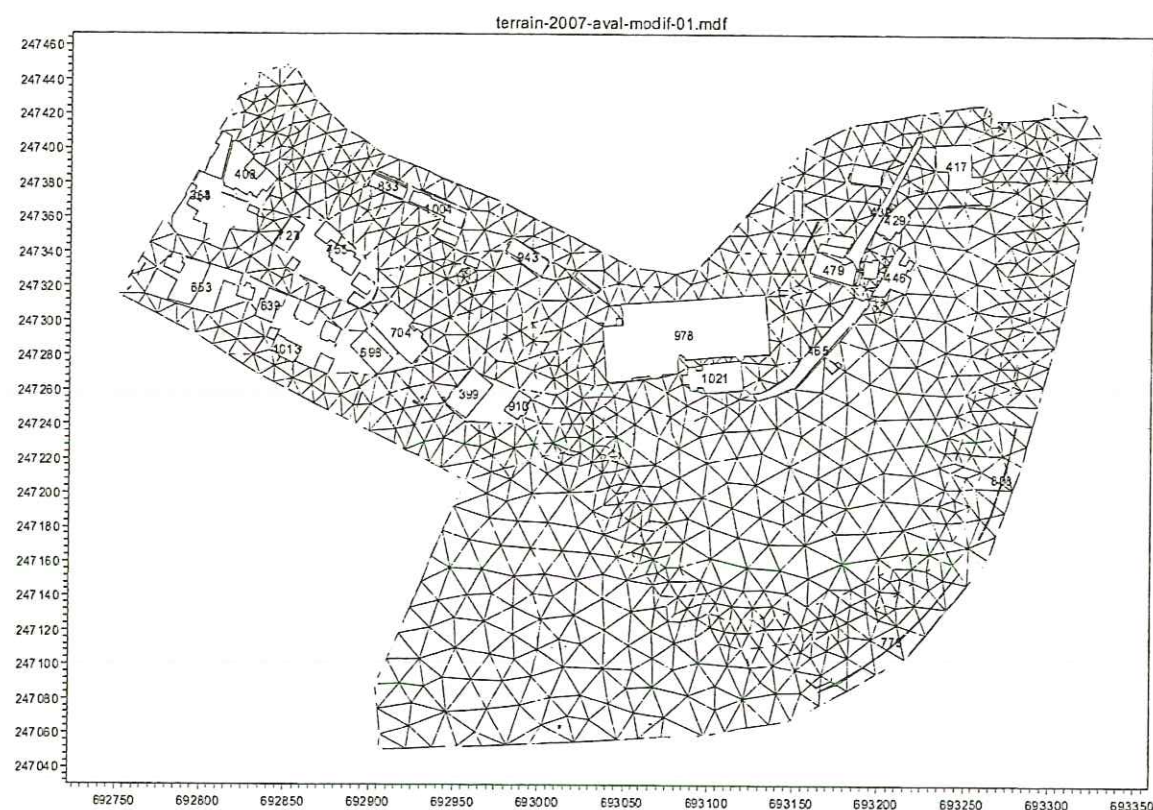


Figure 5 : Maillage état 2007

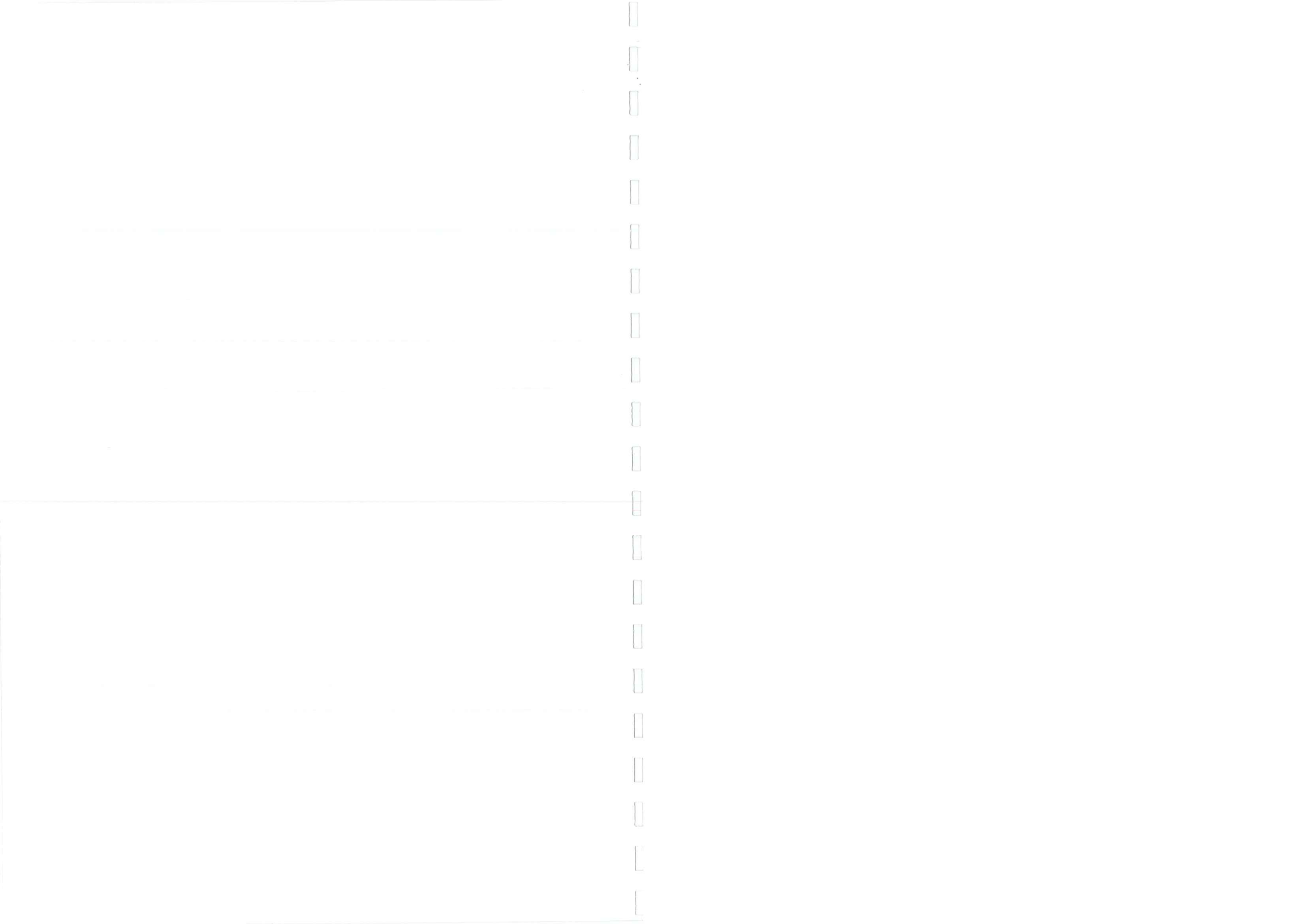
Les différents coefficients des modèles sont estimés de manière à reconstituer au mieux les lignes d'eau observées lors des événements de 1994. Dans le modèle, des coefficients de Manning Strickler différenciés ont été appliqués dans le lit mineur (32) dans les lits majeurs non occupés (22 car ce sont des prairies) et dans les parties plus urbanisées (20).

La condition limite amont des modèles est située au droit du Pont Paulin Daudé à l'amont. Les hydrogrammes des crues modélisées (crue de 1994 et crue de référence de période de retour centennale) y sont injectées. La condition aval des modèles est située au droit du pont Berlière et est constituée par un limnigramme (variation de la hauteur d'eau en fonction du temps) estimé à par des données des modèles des précédentes études.

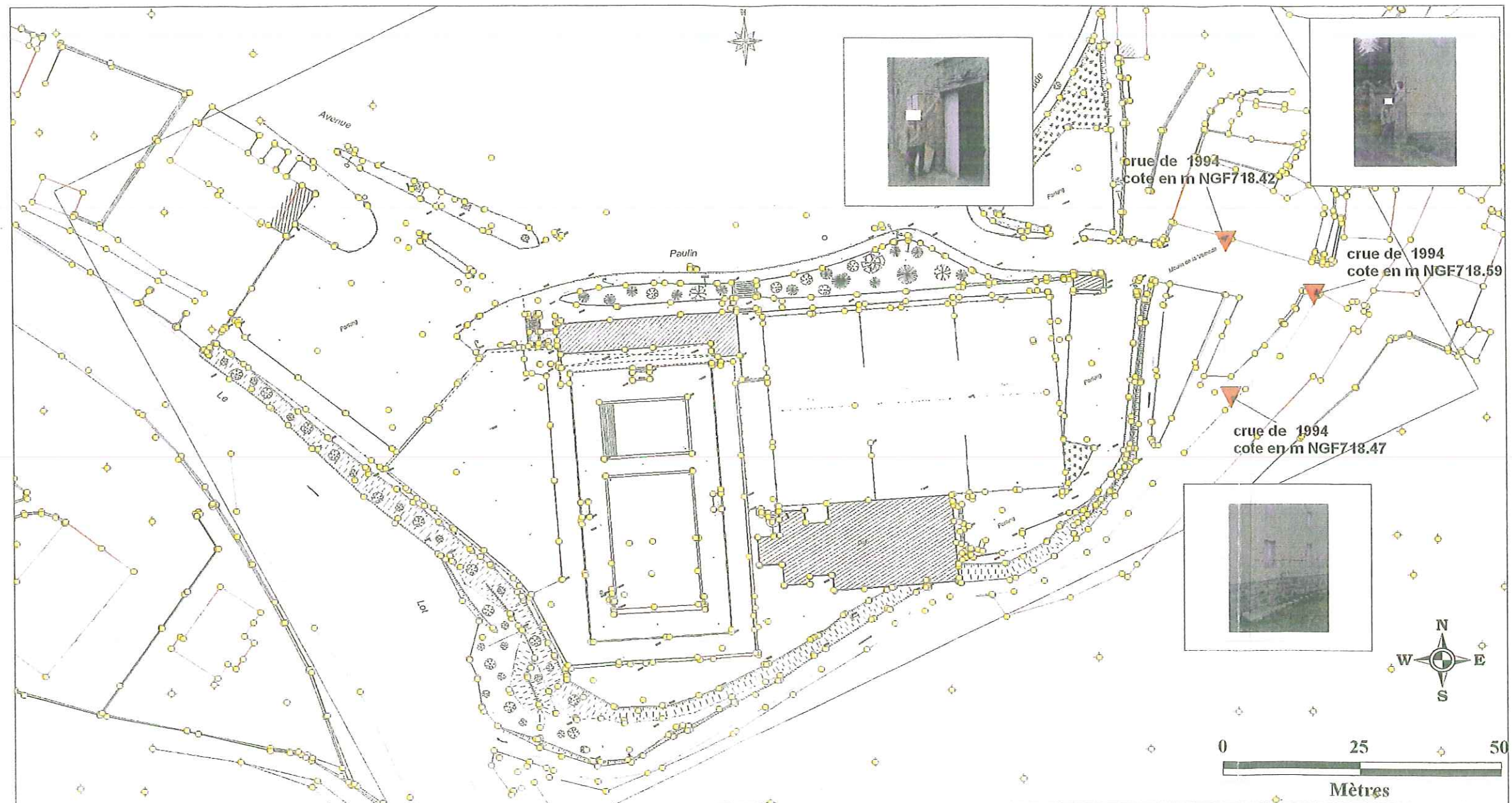
2.2 Résultats

Les paramètres des modèles étant calés de manière à reproduire au mieux les conditions d'écoulements de la crue de calage de 1993, en particulier avec un bon respect des laisses de cette crue sur le moulin et la maison de Mademoiselle Velay (cf. Figure 6 de la page 8 et l'Annexe Photographies en page 19).

Les modèles sont ensuite exploités avec les débits de la crue centennale et les résultats en terme de hauteur et de vitesses sont comparés, entre la situation 1993 et la situation 2007.



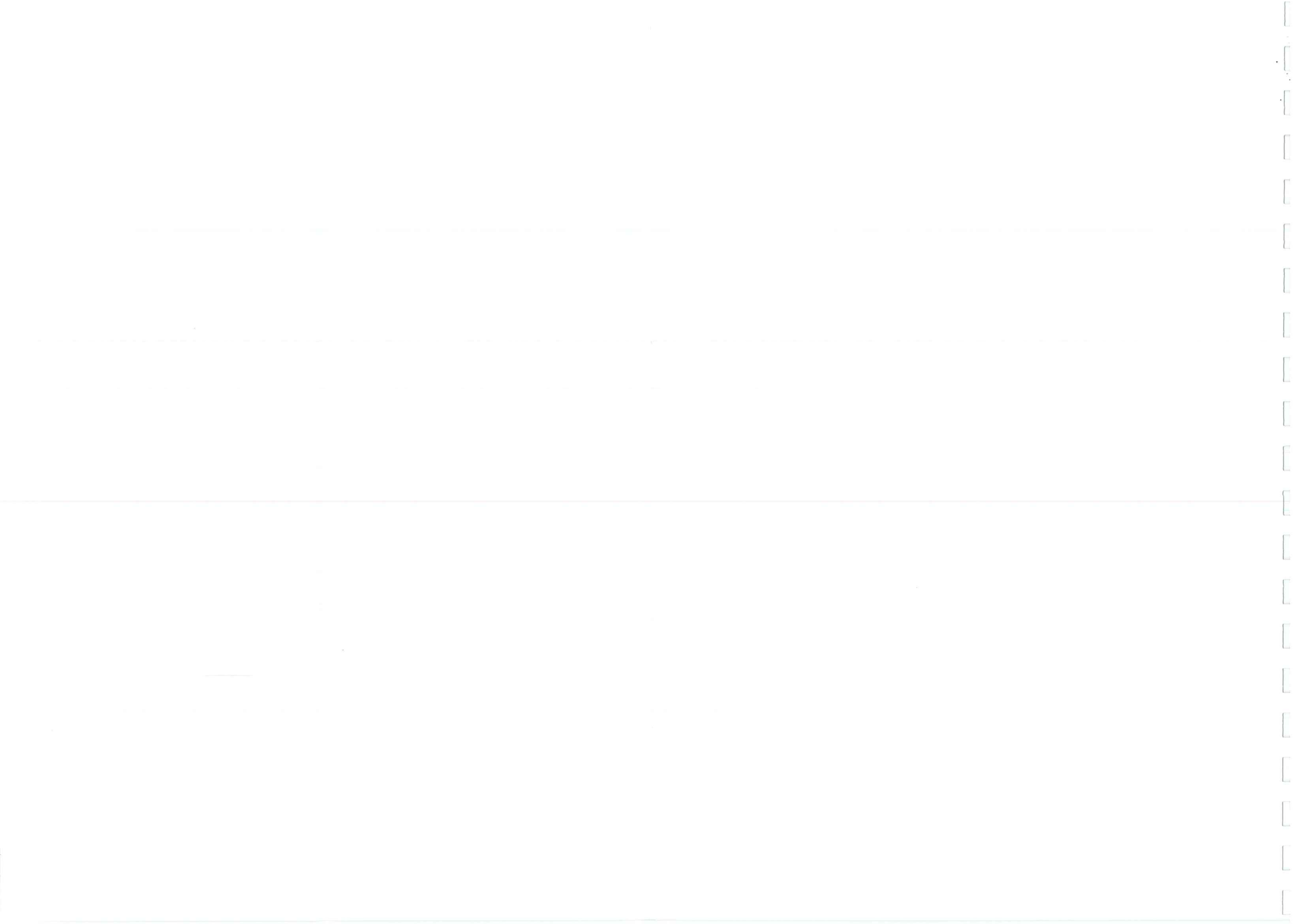
Zone de la Vernède Laisses des crue de 1994



Conception : ERI LRPC Clermont-ferrand
Sources : BD ortho IGN

JCG / 9 janvier 2008

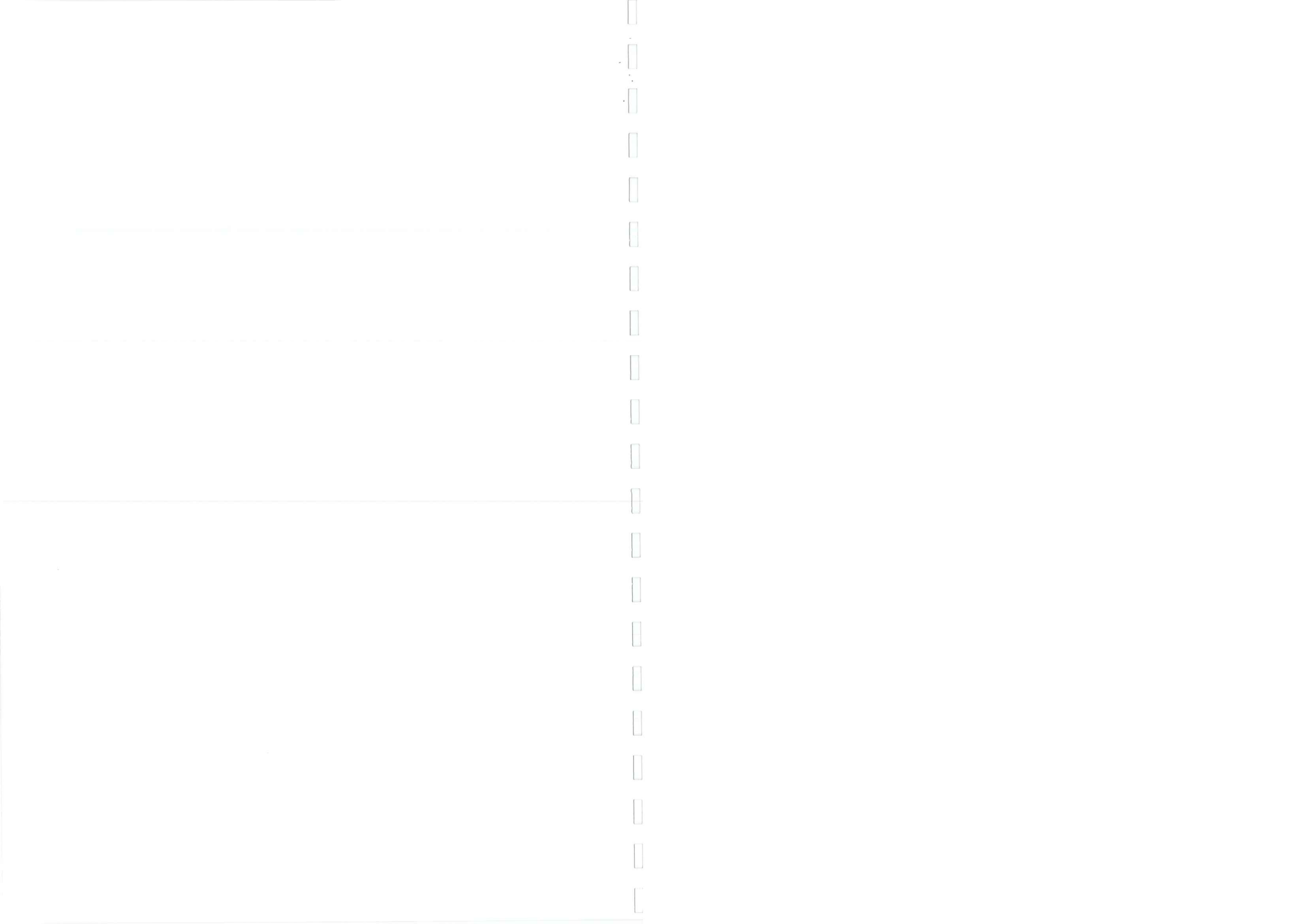
Figure 6 : Crue de 1994 Repères des crues



Les deux cartes Figure 7 page 11 et Figure 8 page 12 montre l'impact du gymnase sur les écoulements. Comme cela pouvait être envisagé compte tenu des très faibles vitesses des écoulements en l'état 1993, le gymnase n'a qu'un très faible impact sur les écoulements, en limite de ce que peuvent chiffrer des modélisations des écoulements à l'aide de code de calculs.

Les hauteurs d'eau ne seraient augmentées que de 0.04m au plus entre le gymnase et les bâtiments du moulin. Entre la rue Paulin Daudé et le gymnase les hauteurs d'eau sont même réduites de quelques centimètres. Ces valeurs sont dans les limites des précisions des modélisations, et l'on peut donc considérer l'impact sur les lignes d'eau comme négligeable.

Pour la dynamique des écoulements, l'impact est également très faible. Autour du bâtiment, les variations de vitesses sont généralement non significatives (inférieures en valeur absolue à 0.05m/s, une limite de sensibilité des modèles).



3 CONCLUSIONS

La prise en compte des données topographiques permet de confirmer qu'au droit des anciens tennis et pour la crue de référence :

- Que les hauteurs d'eau sont inférieures à 1.0m.
- Que les vitesses des écoulements sont inférieures à 0.5m/s.
- Que le classement de la zone se répartit entre aléa moyen (vert) et aléa fort (bleu) en fonction de la hauteur d'eau.

Les modélisations montrent que l'impact du bâtiment sur les écoulements est négligeable

Ø Ø

Le Chargé d'Étude
Unité Technique Eau et Risques Inondations

124

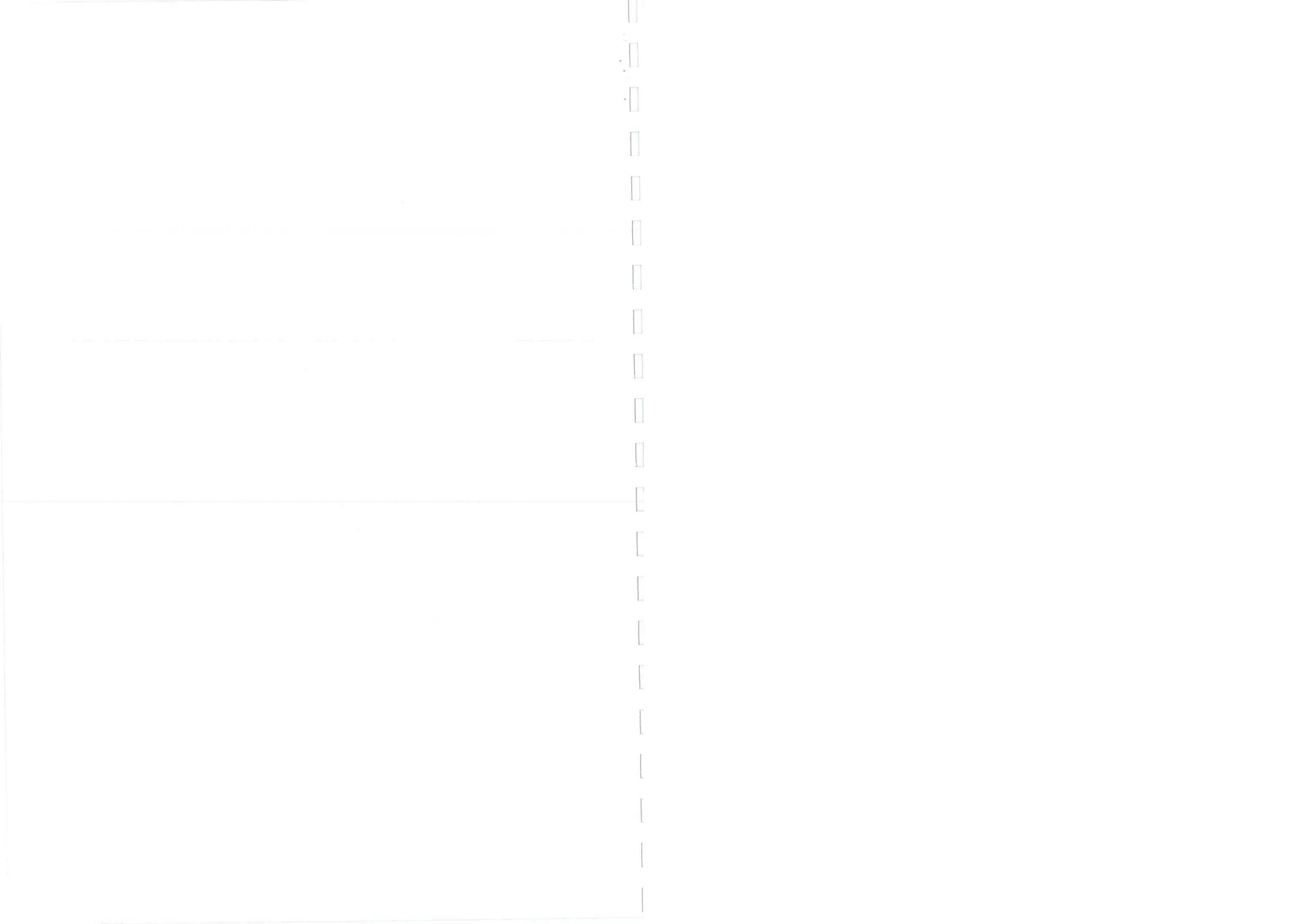
J.C. GULLIN

Le Chef du Groupe
Risques Géotechnique et Eau

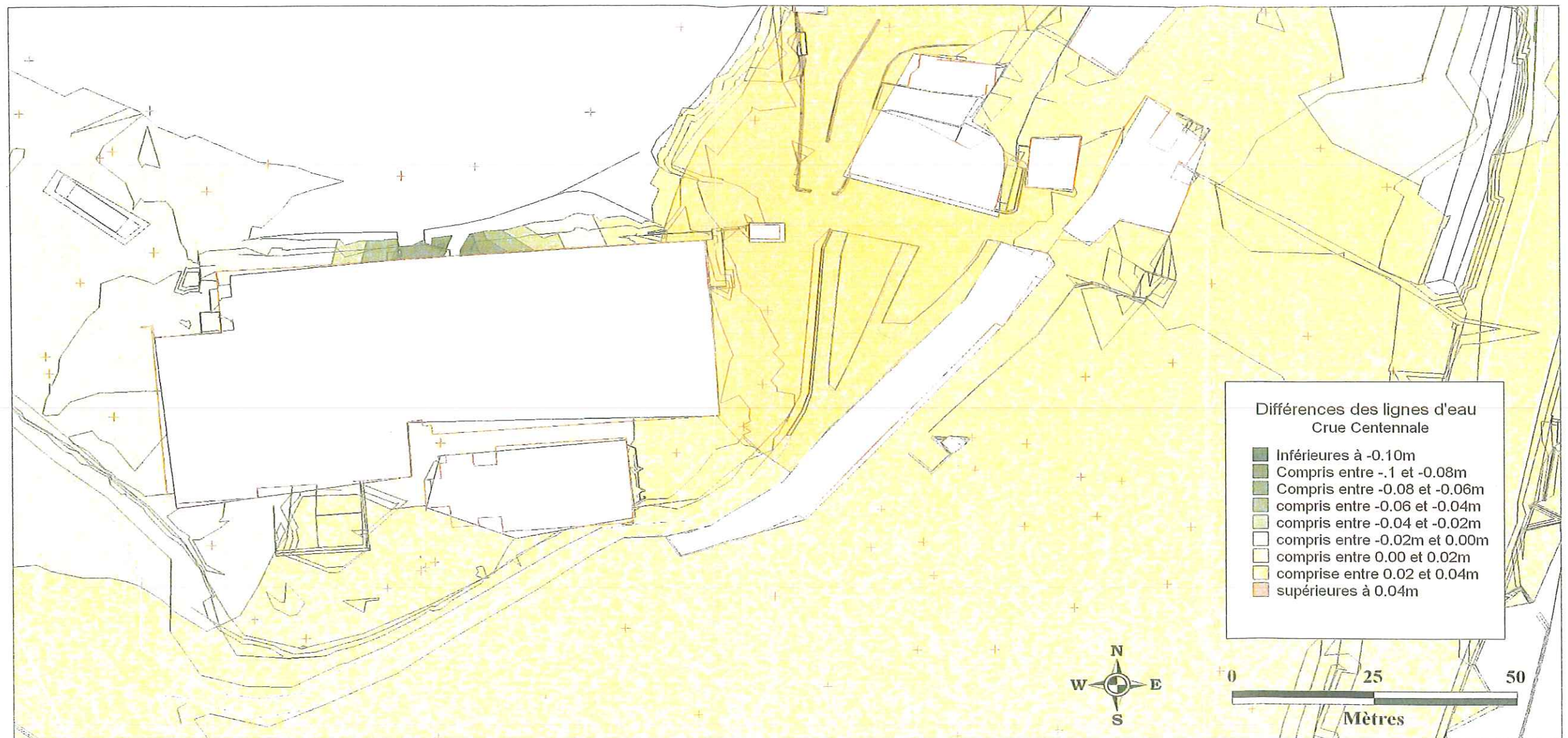
Le Directeur du Laboratoire p.i.

S. LESCOVEC

C. AUGÉ

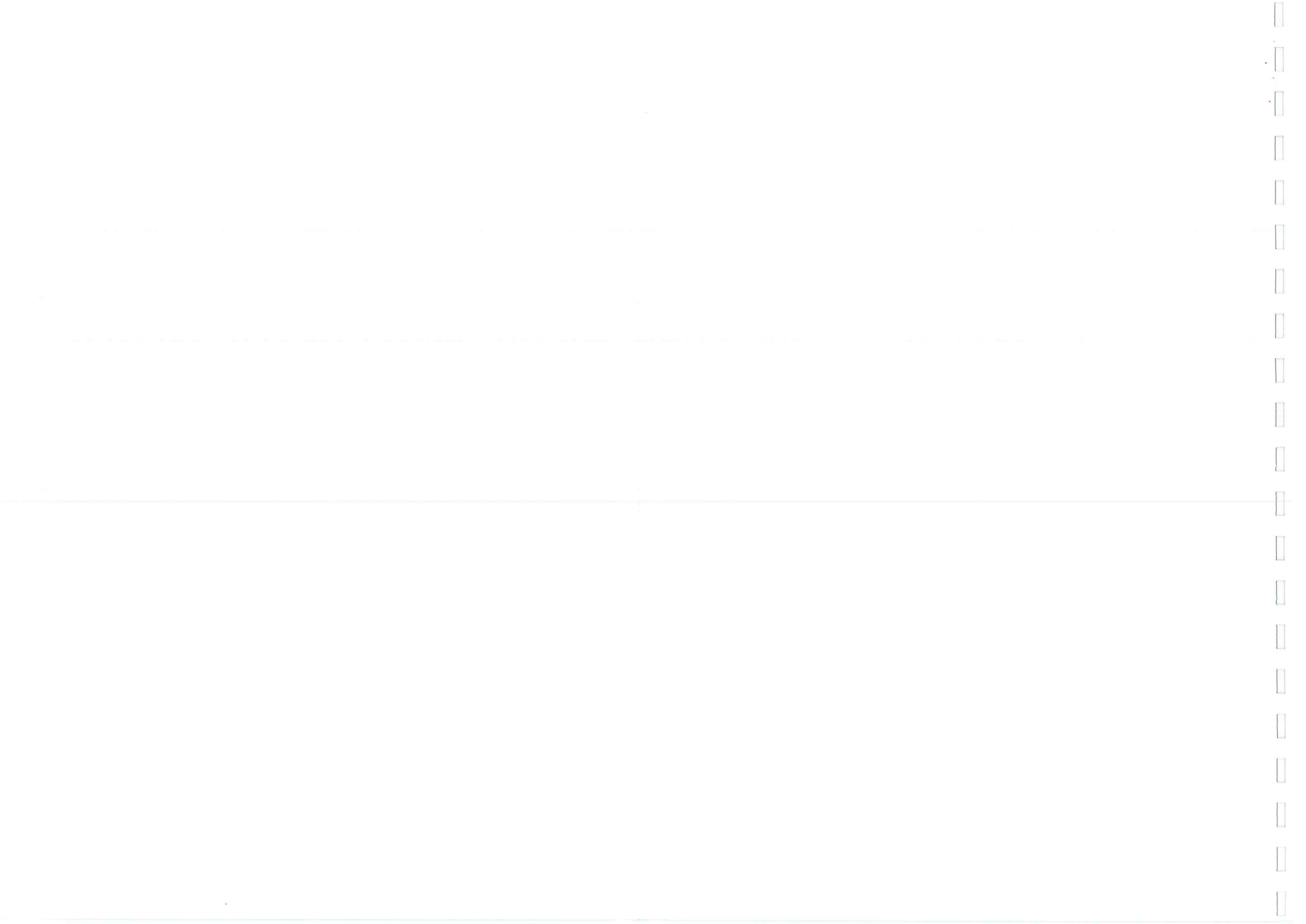


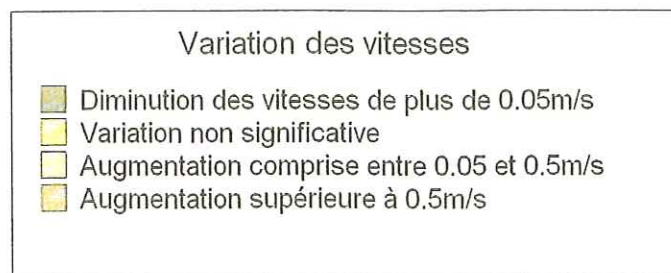
Zone de la Vernède Crue Centennale Impact du Gymnase sur les lignes d'eau



Conception : ER/GR LRPC de Clermont-Ferrand
Sources : non spécifiées
C:\Documents and Settings\GuillainJM\Mes documents\affaire\vernede-vernede\topo-vernede\vernede-difzeau.wor
JC / 31 janvier 2008

Figure 7 : Impact du gymnase sur les hauteurs d'eau

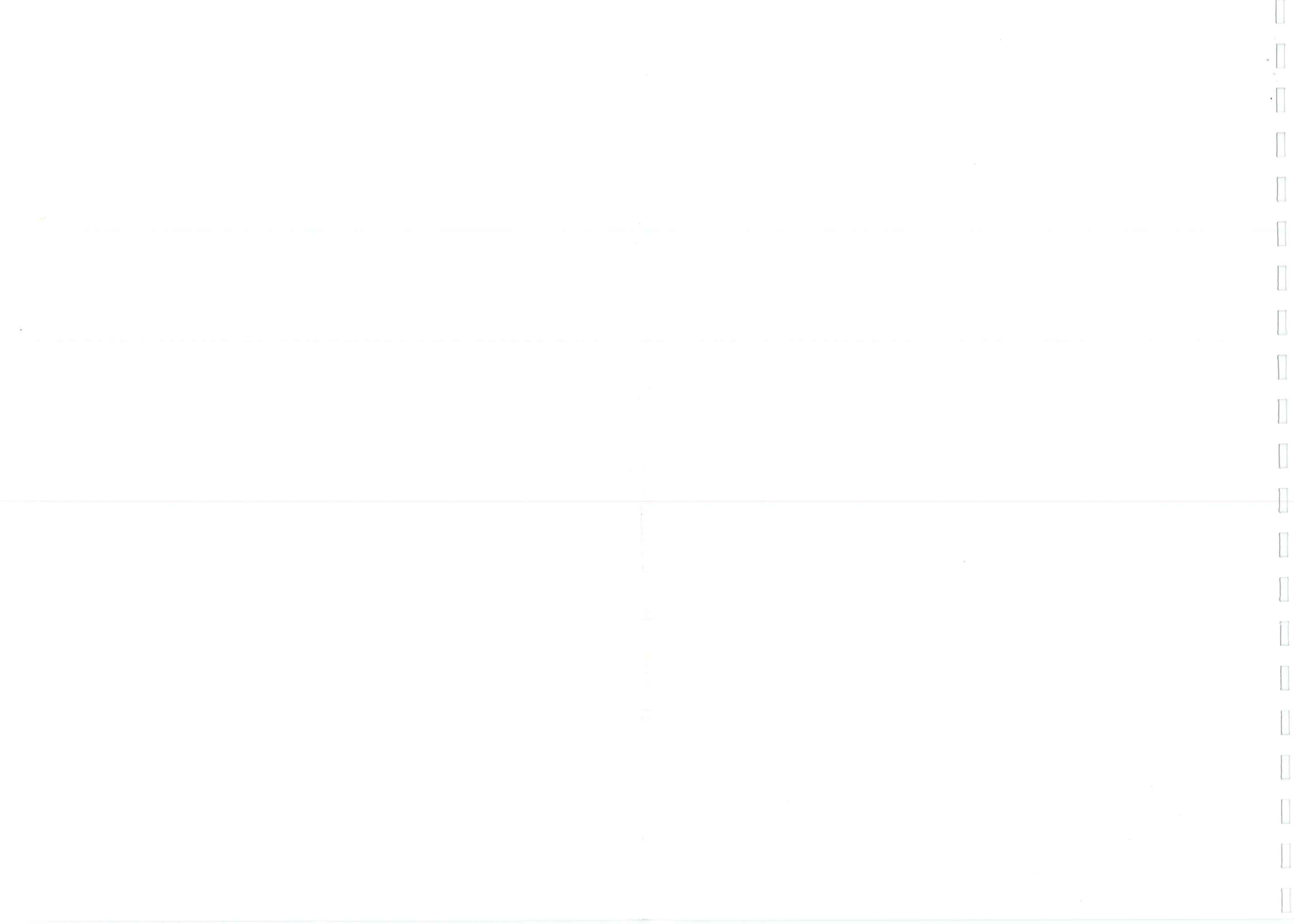




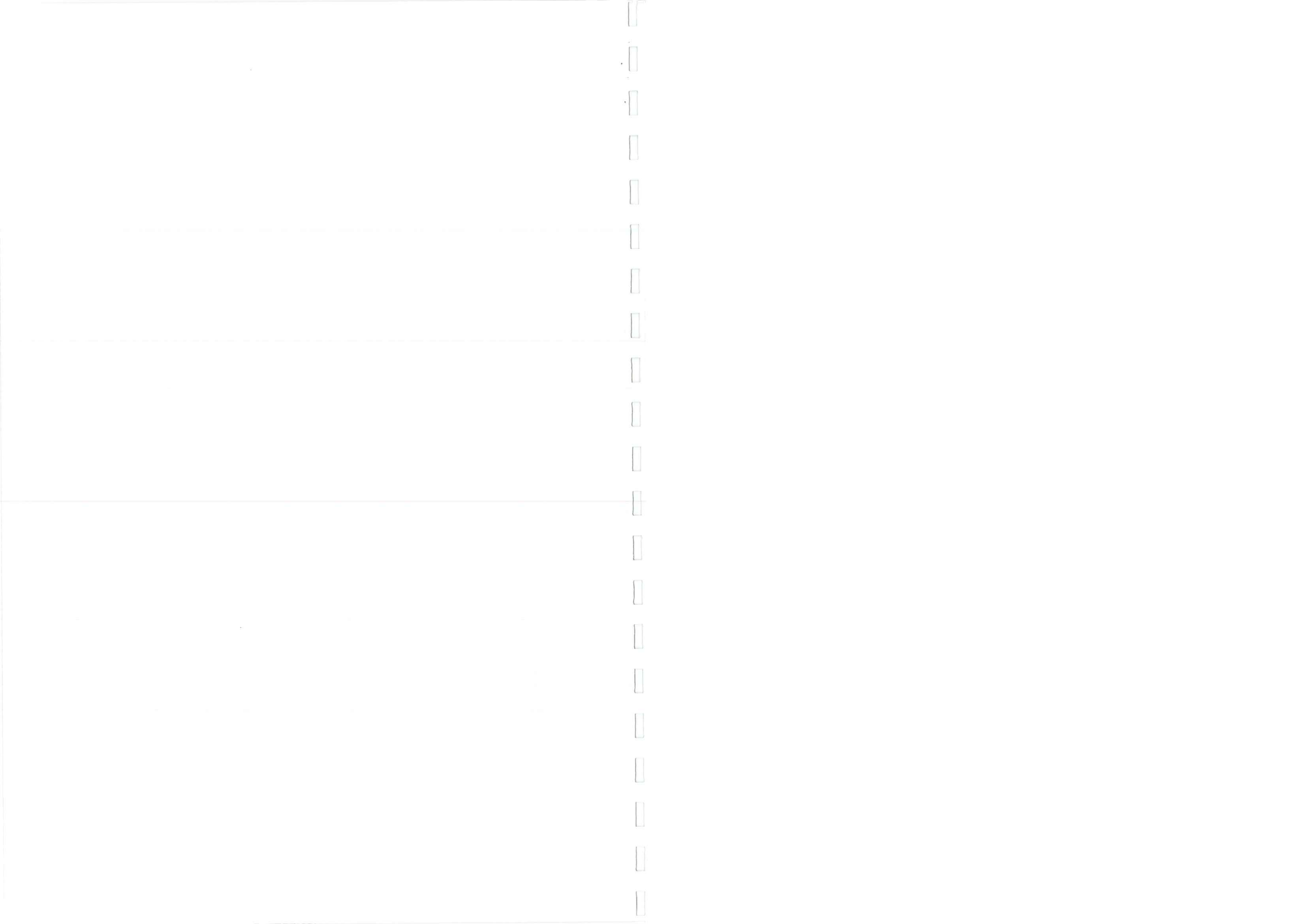
Zone de la Vernède Crue Centennale Impact du Gymnase sur la dynamique des écoulements

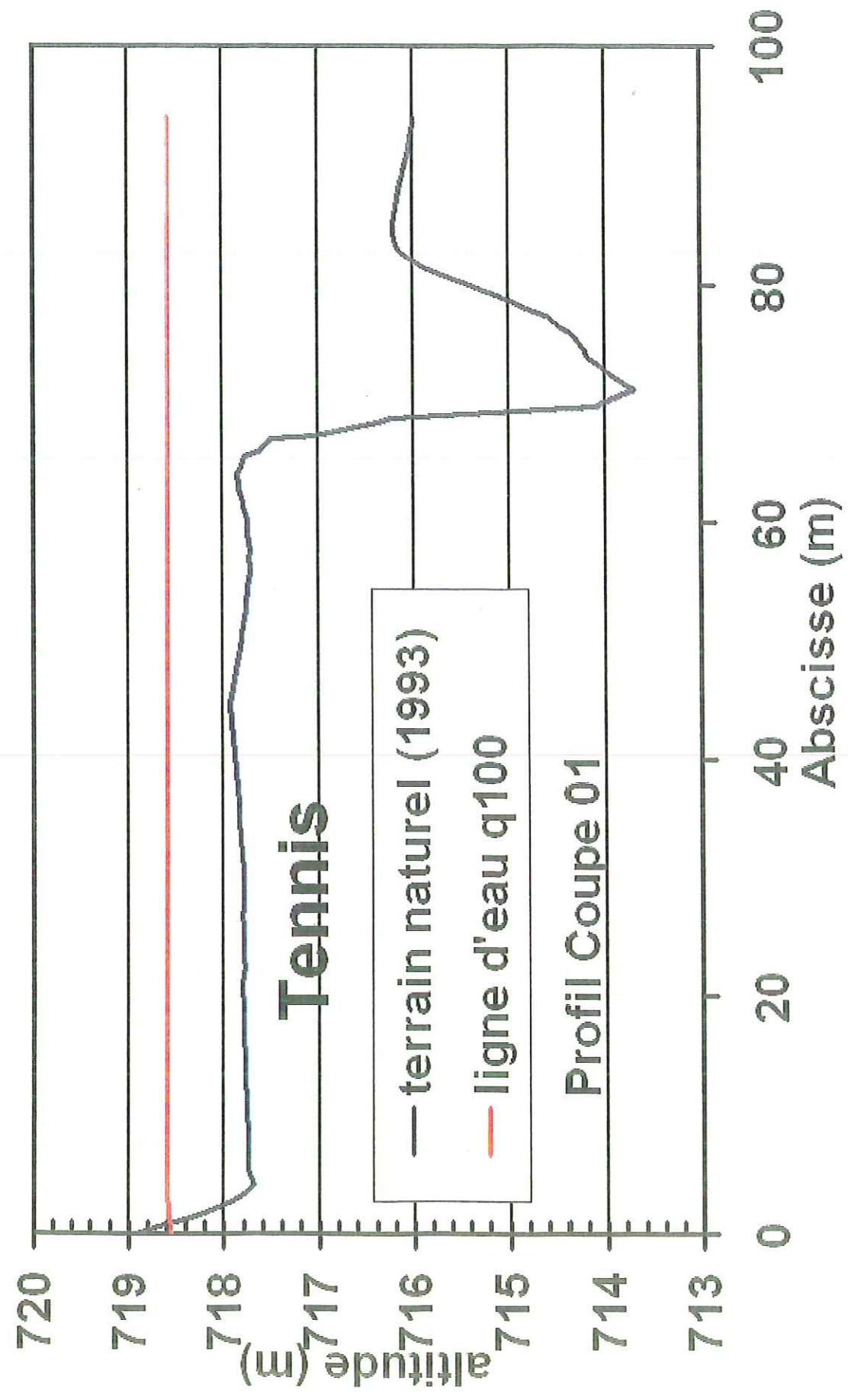


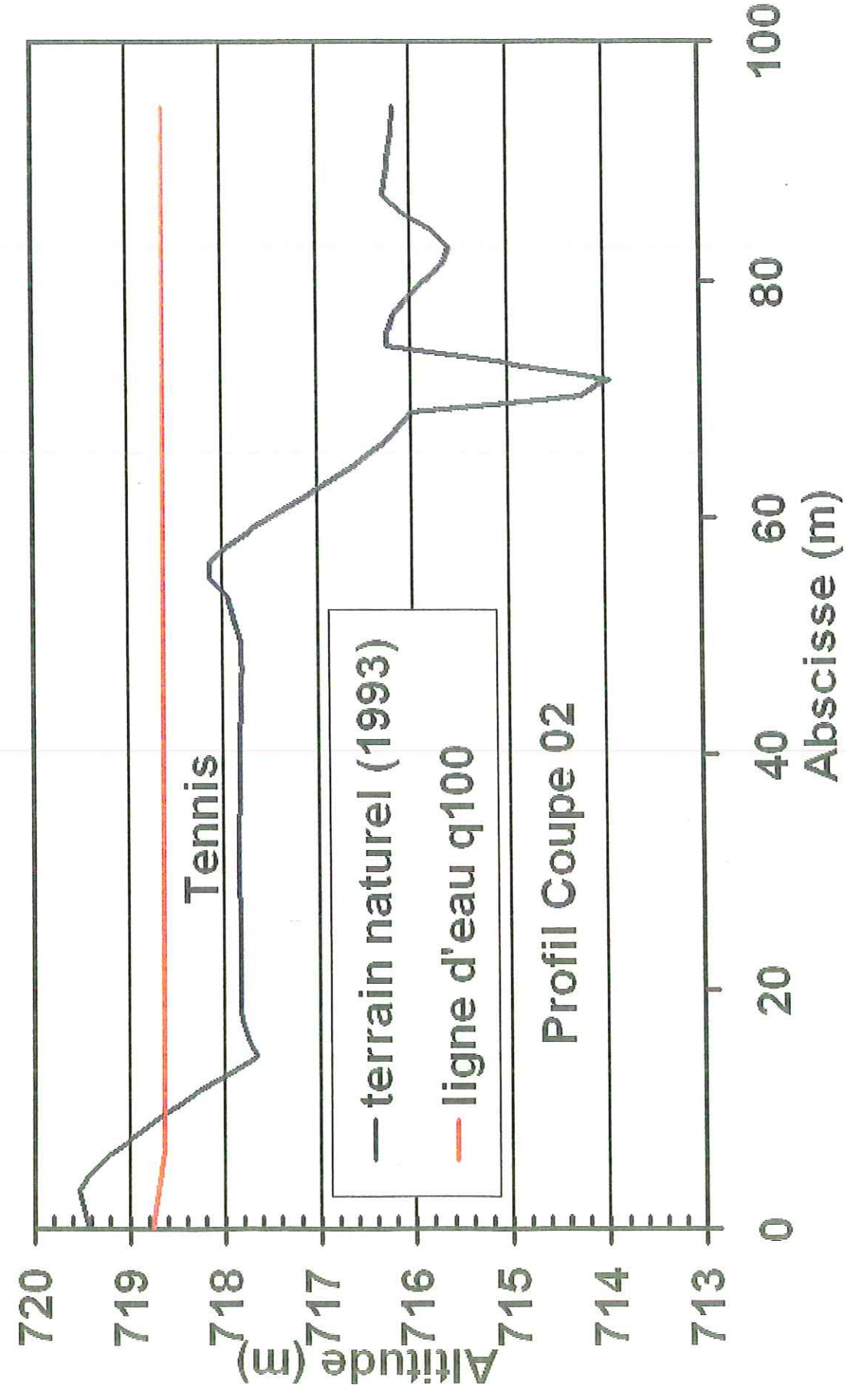
Figure 8 : Impact du gymnase sur la dynamique des écoulement

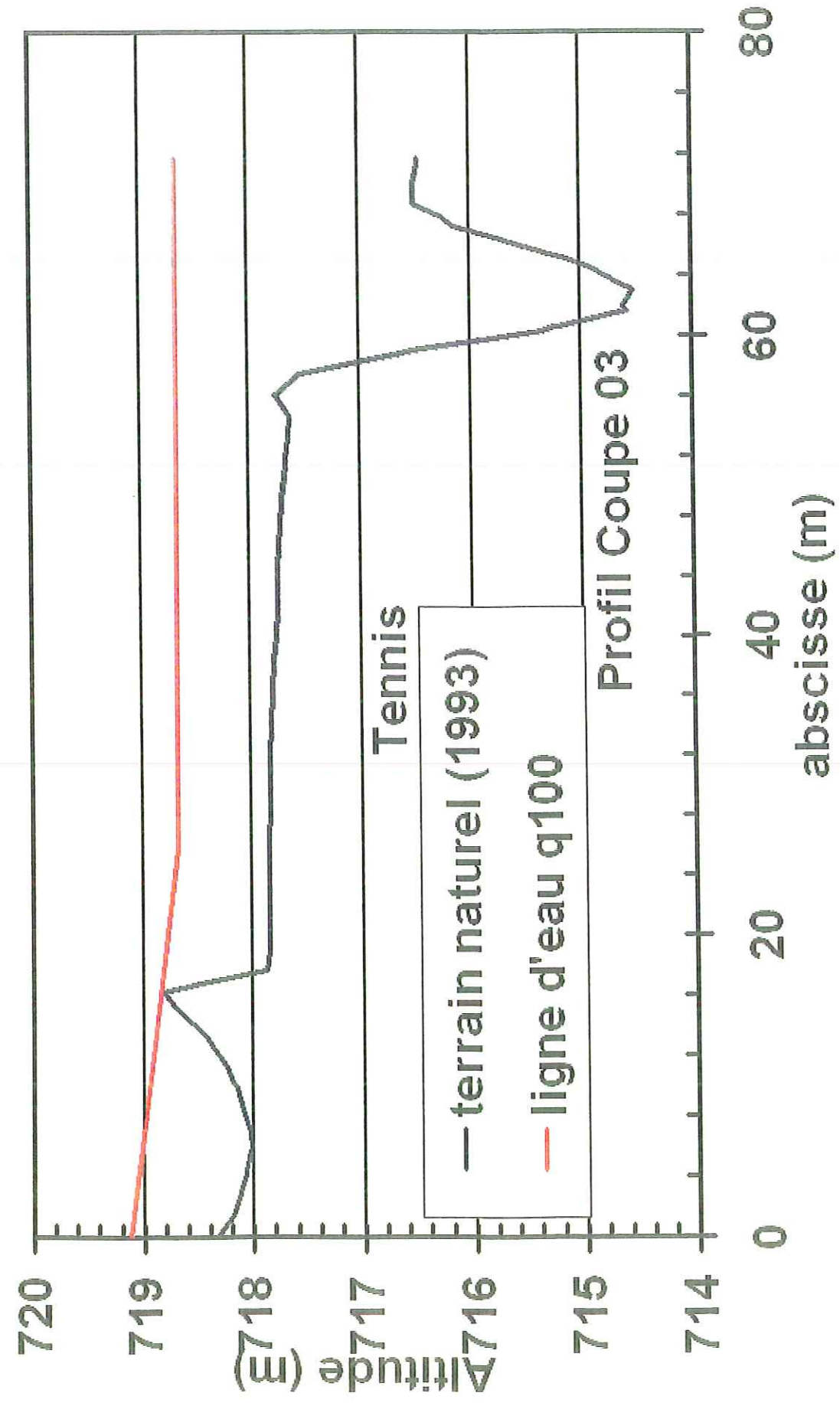


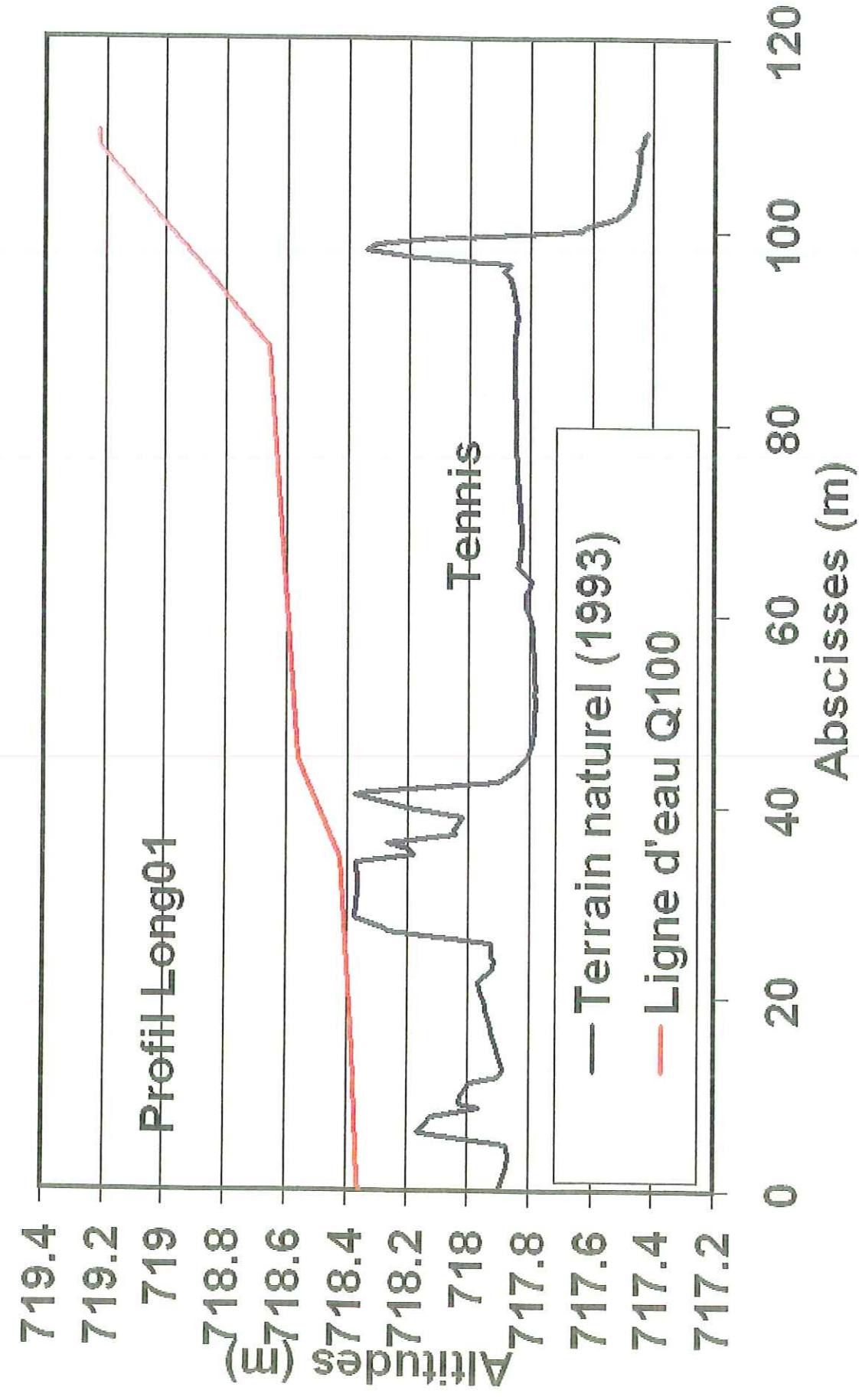
4 ANNEXE PROFILS EN TRAVERS AU DROIT DES TENNIS

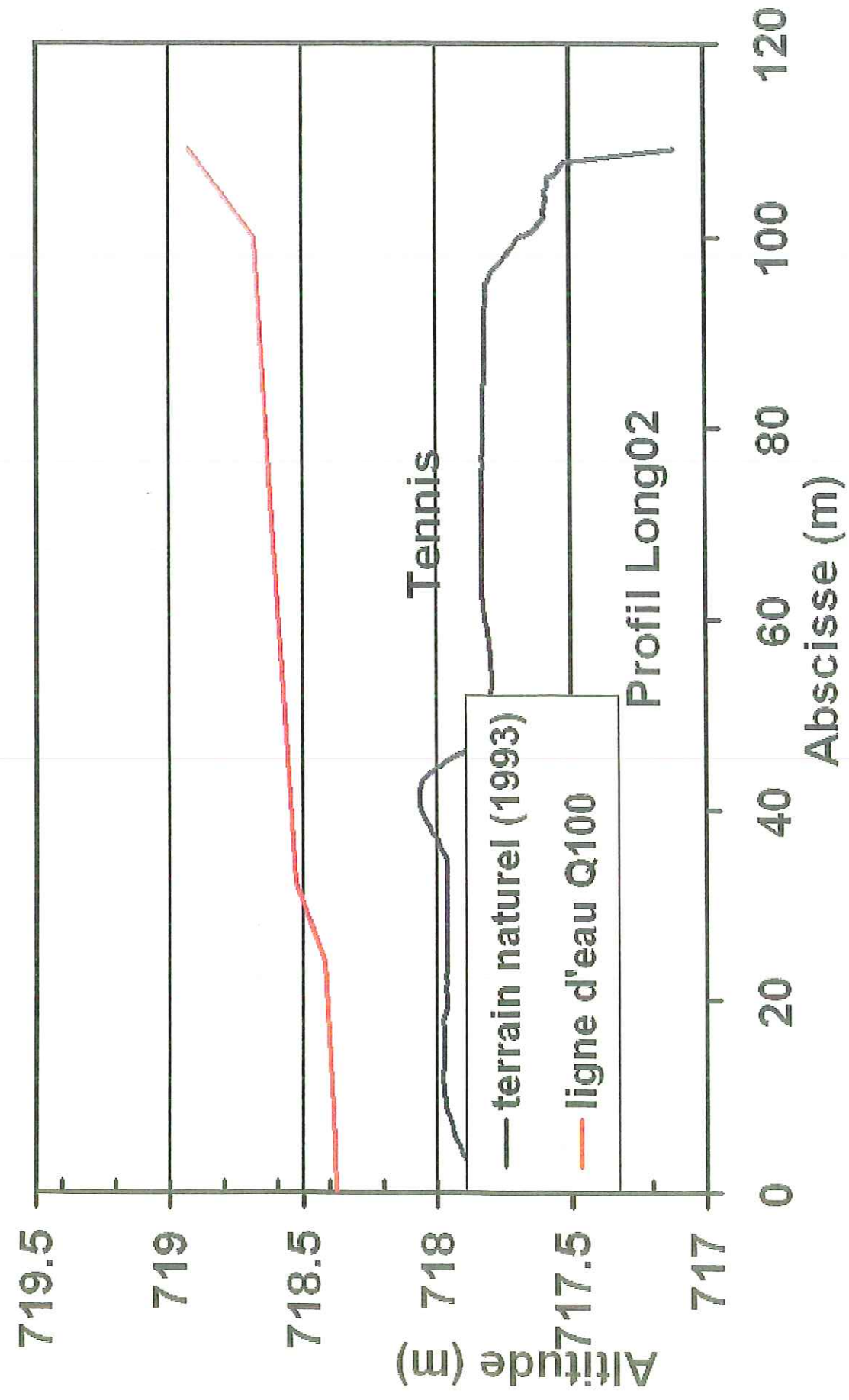


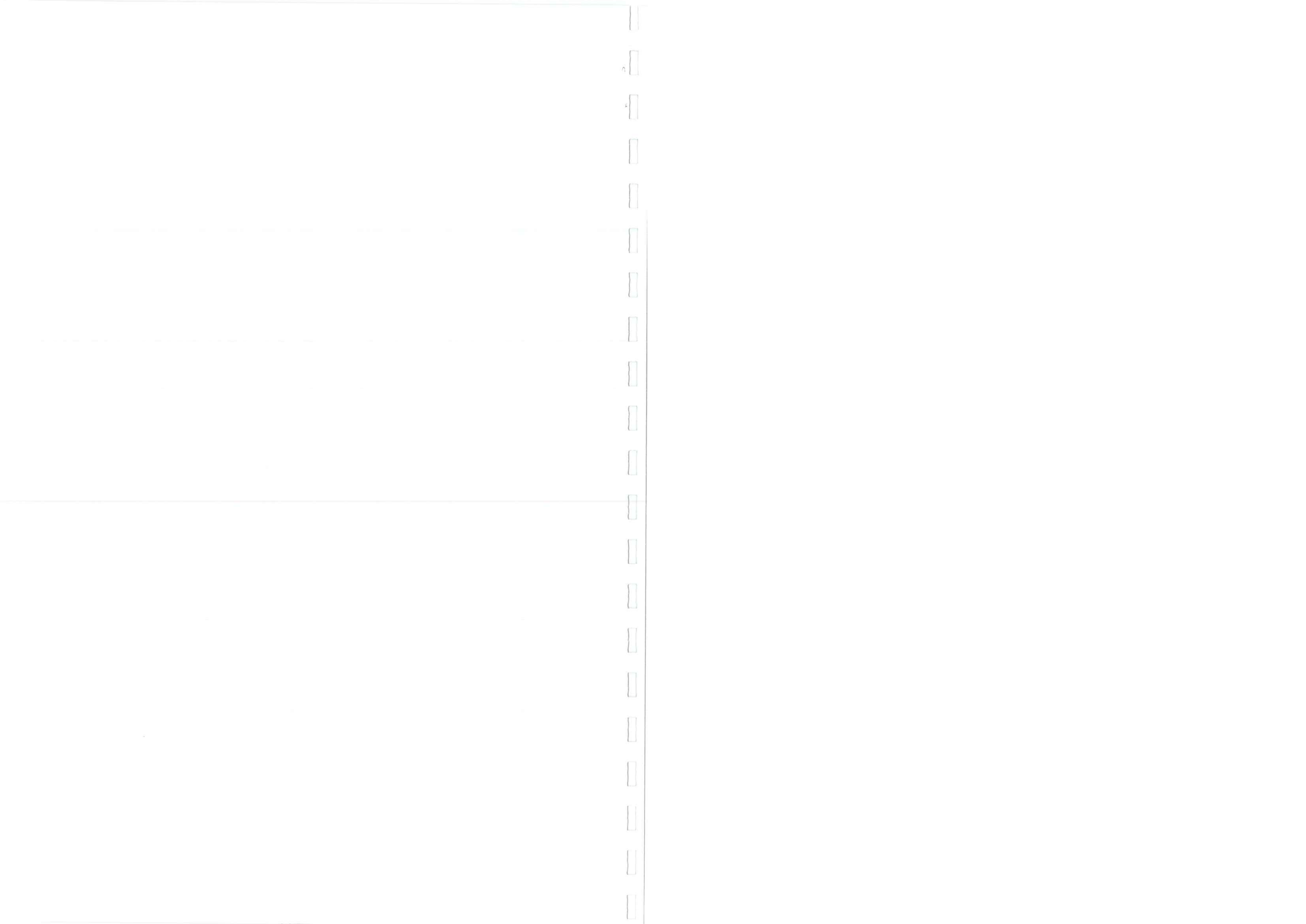




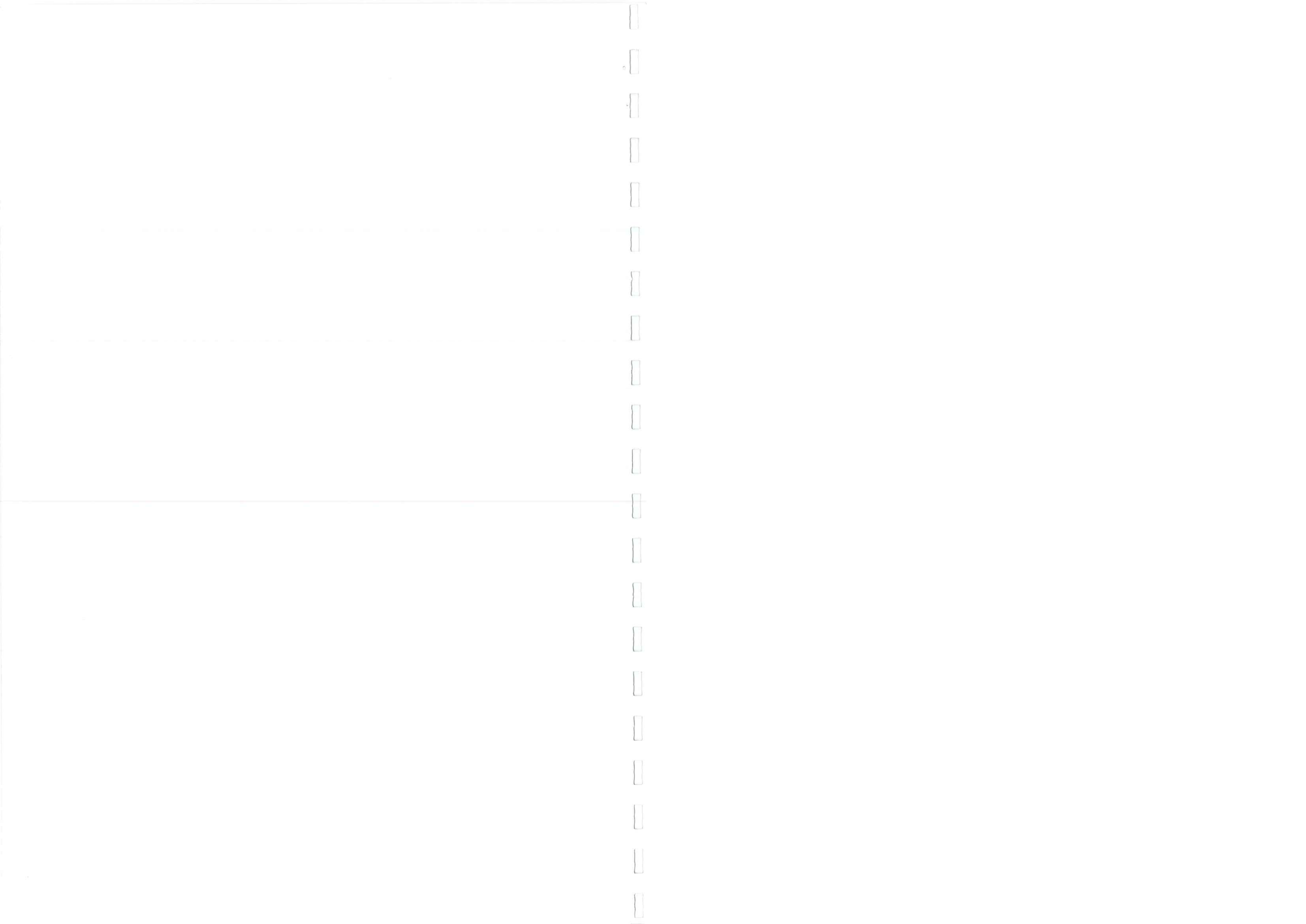


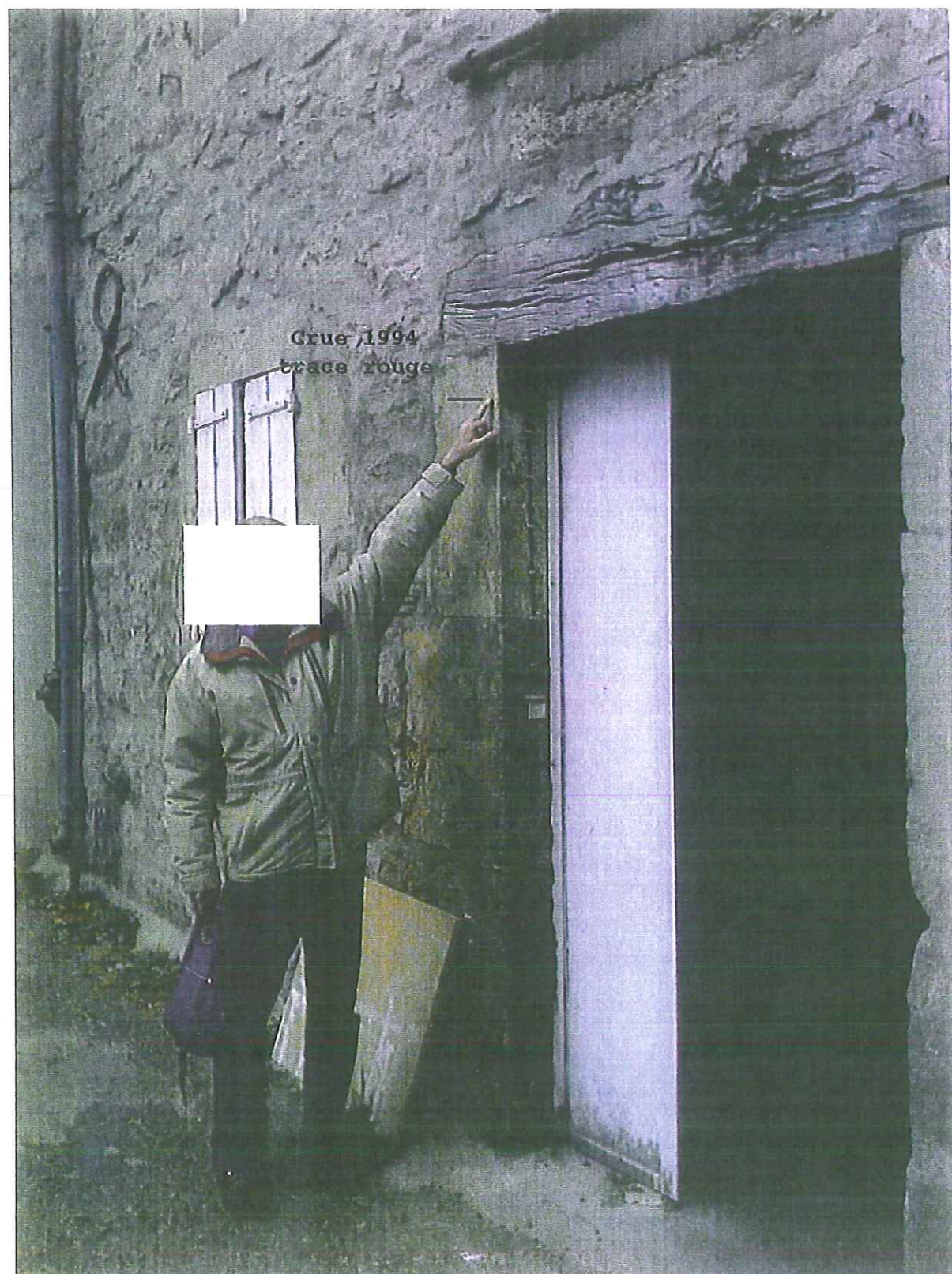




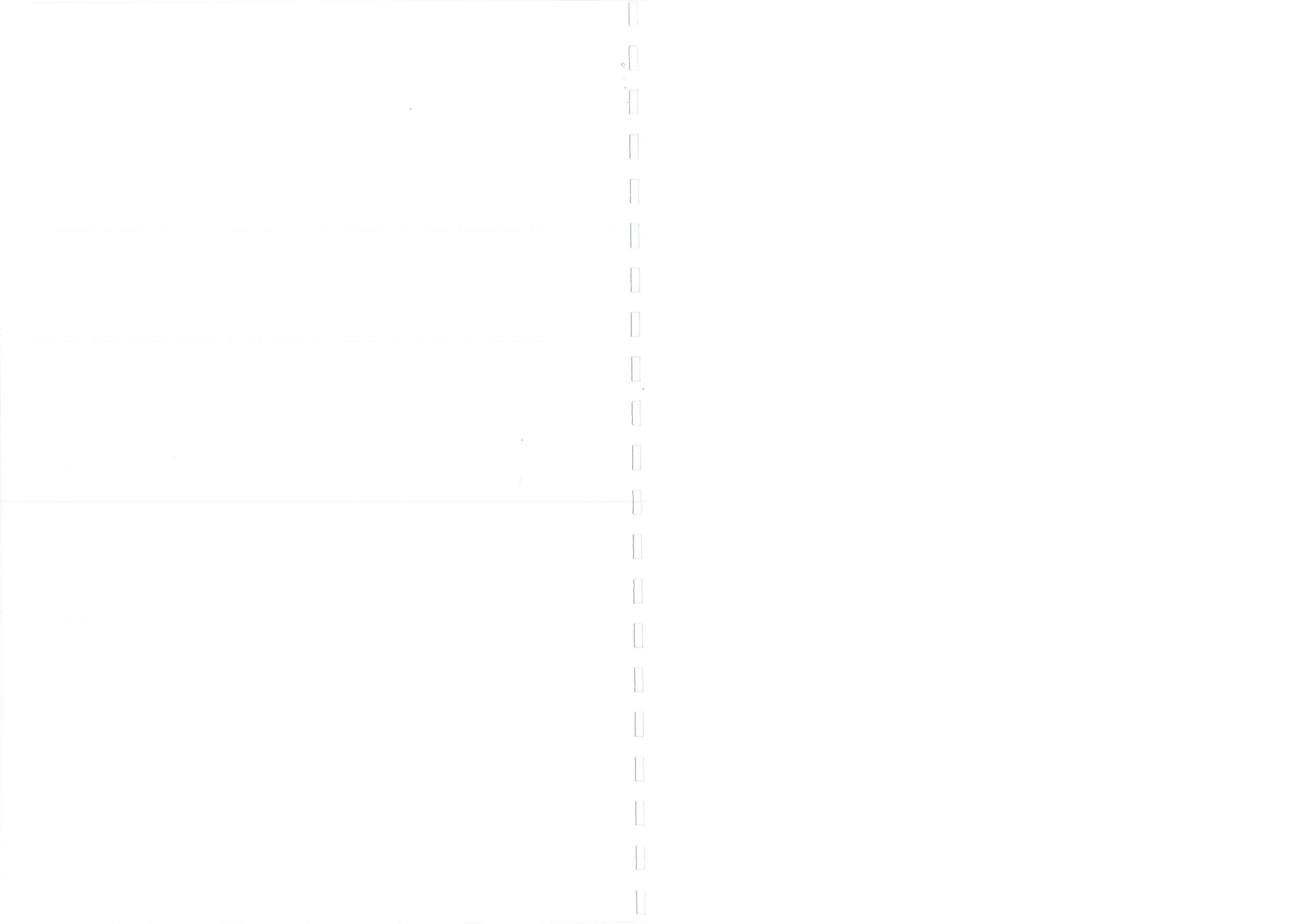


5 ANNEXE PHOTOGRAPHIES











PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction départementale de l'équipement

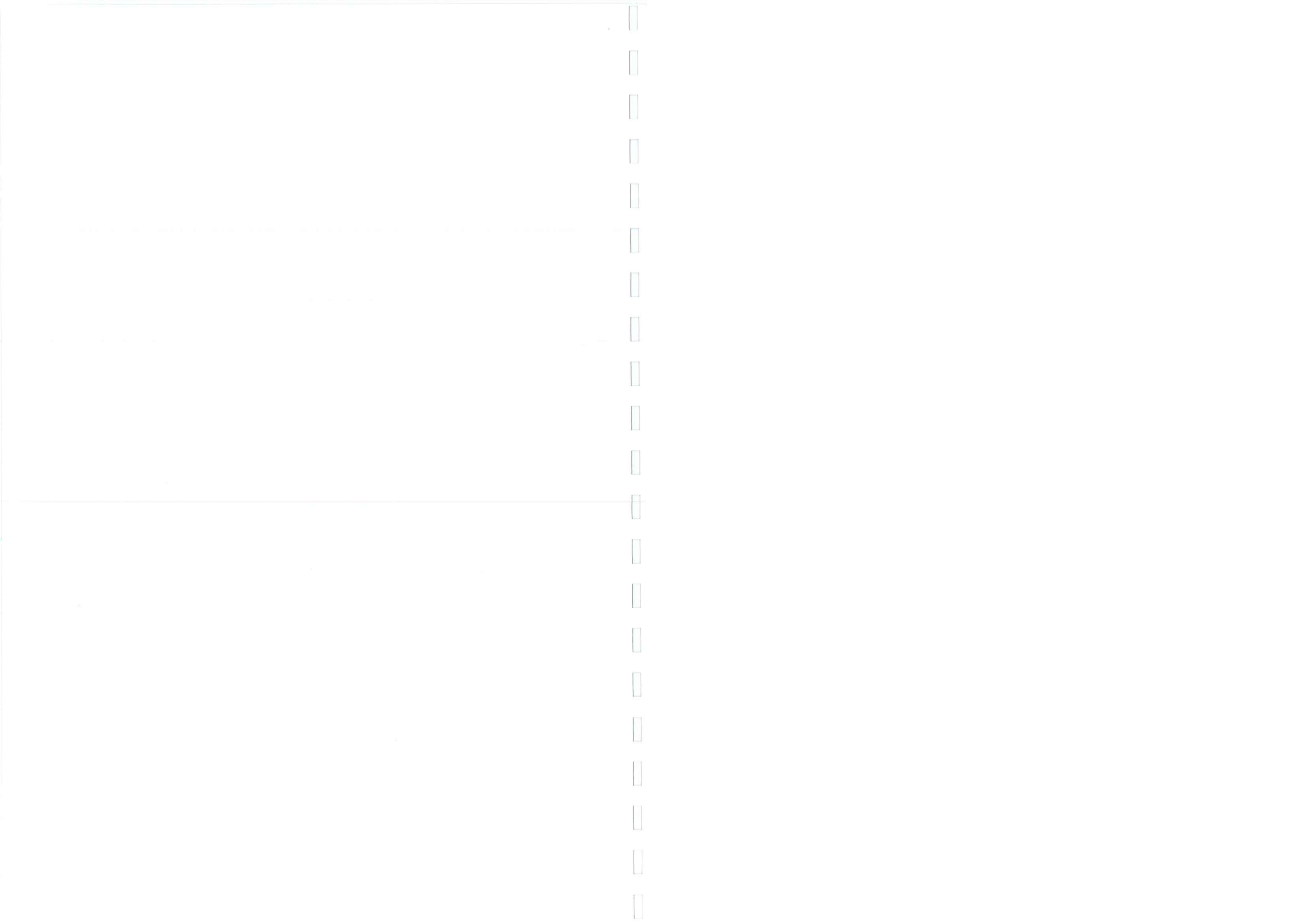


PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

DE LA COMMUNE DE MENDE

REVISION N°2

- **Annexe n° 3 :**
 - « Expertise de l'étude hydraulique du LRPC de Clermont-Ferrand sur la Vernède à Mende » - Centres d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales (CETMEF) – 25/08/2008.



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Centre d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales

Paris, le 25/08/08

Département Environnement Littoral Cours d'Eau

Note

à

Monsieur le Directeur Départemental de
l'Équipement de la Lozère

....

....

Référence : PPRI de Mende sur le Lot

Dos réf. : courriel du 3 avril 2008

Affaire suivie par : Patrick Chassé

patrick.chasse@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03.44.92.60.62 – Fax : 03.44.92.60.70

Objet : Expertise de l'étude hydraulique du LRPC de Clermont-
Ferrand sur la Vernède à Mende

Par courriel en date du 2 avril 2008, la DDE de la Lozère a demandé au CETMEF de réaliser une expertise de l'étude du LRPC de Clermont-Ferrand du 22/02/2008 intitulée « Ville de Mende – Zone de la Vernède – Cartographie de l'aléa inondation – Impact du Gymnase sur les écoulements du Lot ». Cette demande s'inscrit dans le cadre de la révision du PPR inondation du Lot à Mende en cours d'instruction. Il faut noter que l'étude du LRPC de Clermont-Ferrand n'a pas été réalisée pour la révision du PPR inondation et qu'elle a été commandée par la ville de Mende pour évaluer l'impact du gymnase sur les inondations du Lot.

Démarche de l'expertise

La démarche suivie pour cette expertise a consisté à consulter les documents produits par le LRPC de Clermont-Ferrand sur le Lot à Mende et à effectuer une visite de terrain (24 juin 2008) en présence du LRPC de Clermont-Ferrand (Marc Livet et Jean-Claude Guillin) et de la DDE de la Lozère (Dominique Guiraldenq).

Les documents consultés sont les suivants :

- « DDE de la Lozère - Commune de Mende – Cartographie de l'aléa inondation – Lot et bassins versants périurbains » - LRPC de Clermont-Ferrand – 10 septembre 1996
- « Note de Marc Livet – La Vernède » - LRPC de Clermont-Ferrand - 2003
- « Ville de Mende – Zone de la Vernède – Cartographie de l'aléa inondation – Impact du Gymnase sur les écoulements du Lot » - LRPC de Clermont-Ferrand – 22 février 2008

Copie à : F. AUTRIC (DDE), D. GUIRALDENQ (DDE), C.
AUGE (LRPC), M.. LIVET (LRPC), J.-C. GUILLIN (LRPC),
P. SERGENT (CETMEF), J. L'HER (CETMEF)

Analyse critique de l'étude 2008

L'étude de 2008, dont l'objet était d'évaluer l'impact du gymnase de la Vernède sur les crues du Lot, a été réalisée à l'aide d'une modélisation bidimensionnelle avec MIKE21. Le choix de cette modélisation a été motivé par le fait que la zone de la Vernède est située dans un méandre très marqué du Lot et que les écoulements dans le champ d'inondation sont relativement complexes pour une approche fine avec un modèle monodimensionnel.

L'emprise du modèle est relativement réduite et est comprise entre le Pont Paulin Daudé en amont et le Pont de Berlière en aval, soit un linéaire du Lot un inférieur à 1000 m.

La figure ci-dessous présente le maillage du modèle « état 2007 ».

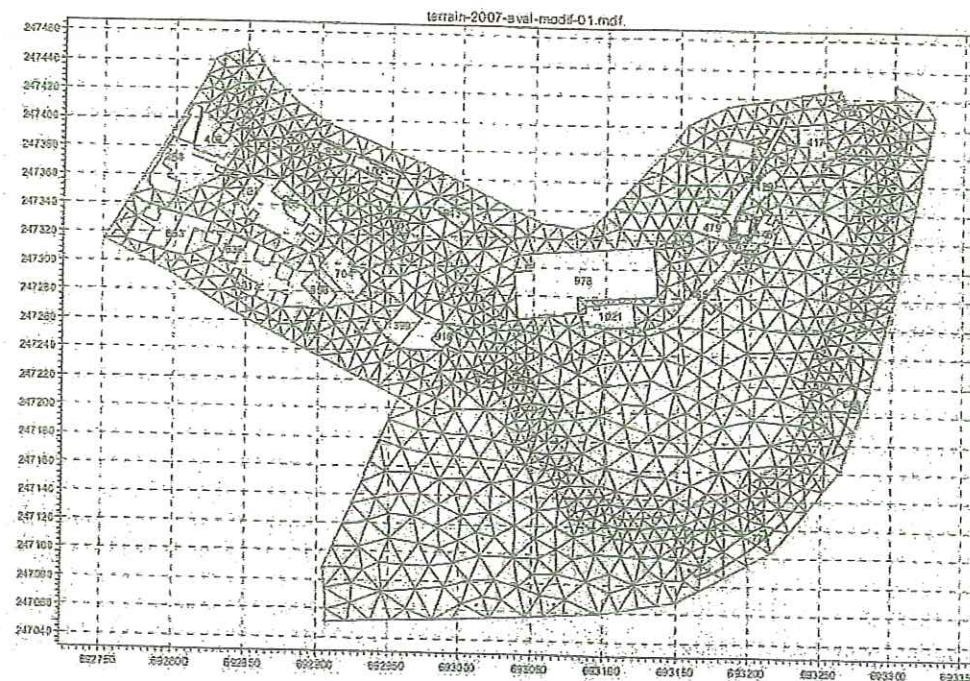


Figure 5 : Maillage état 2007

On notera qu'une partie du lit majeur rive gauche, en aval du modèle, n'a pas été prise en compte dans le maillage, mais que cela n'a pas d'influence significative sur les résultats, car il s'agit d'une zone entourée d'un mur qui ne participe donc pas à l'écoulement. En revanche, la digue rive droite du moulin de la Vernède a été intégrée, ainsi que les bâtiments présents en lit majeur.

Les conditions aux limites du modèle sont les suivantes :

- en amont, au Pont Paulin Daudé, un hydrogramme de la crue de 1994 et de la crue centennale (dédit par homothétie de celui de 1994);
- en aval, au Pont de Berlière, un limnigramme déduit des résultats du modèle 1D réalisé lors de l'étude de l'aléa inondation de 1996.

Concernant les conditions aux limites, le modèle 2D reprend comme condition aval les cotes d'eau calculées par le modèle 1D de 1996, qui lui-même a été calé avec une relativement bonne précision sur la crue de 1994, estimée environ trentennale.

Les calculs ont été réalisés en régime transitoire sur la totalité de la crue, même si un calcul en régime stationnaire au maximum de la crue aurait été suffisant, car le modèle 2D est relativement court pour admettre un état permanent au moment du pic de crue.

Le plan ci-dessous, qui présente l'emplacement où des coupes longitudinales et transversales ont été faites, indique aussi des résultats en hauteurs d'eau, qui correspondent au maximum de la crue centennale.

Données géométriques V02

Zone de la Vernède Position des Profils au droit des anciens tennis

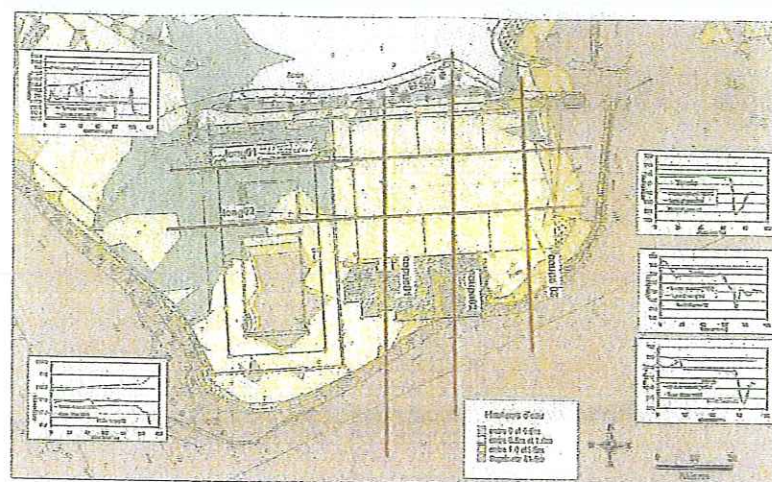


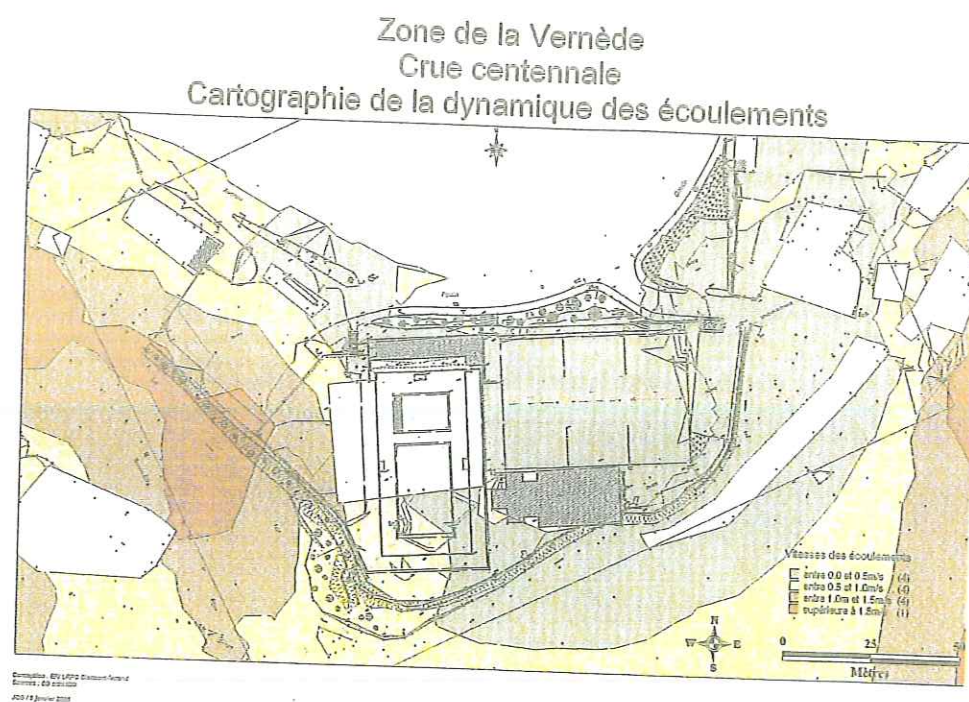
Figure 2 : Position des profils et hauteurs d'eau au droit des anciens tennis

CTE/EL/01/Urbanisme/Chasse Forest 6/04/17/01 - Page 4 sur 21

Cartographie des hauteurs d'eau de la crue centennale

On constate sur ce plan que les hauteurs d'eau ne dépassent pas 0.5 m au droit du gymnase (couleur verte) et 1.0 m au droit des anciens courts de tennis (couleur jaune).

La figure ci-dessous présente la cartographie des vitesses maximales de la crue centennale.



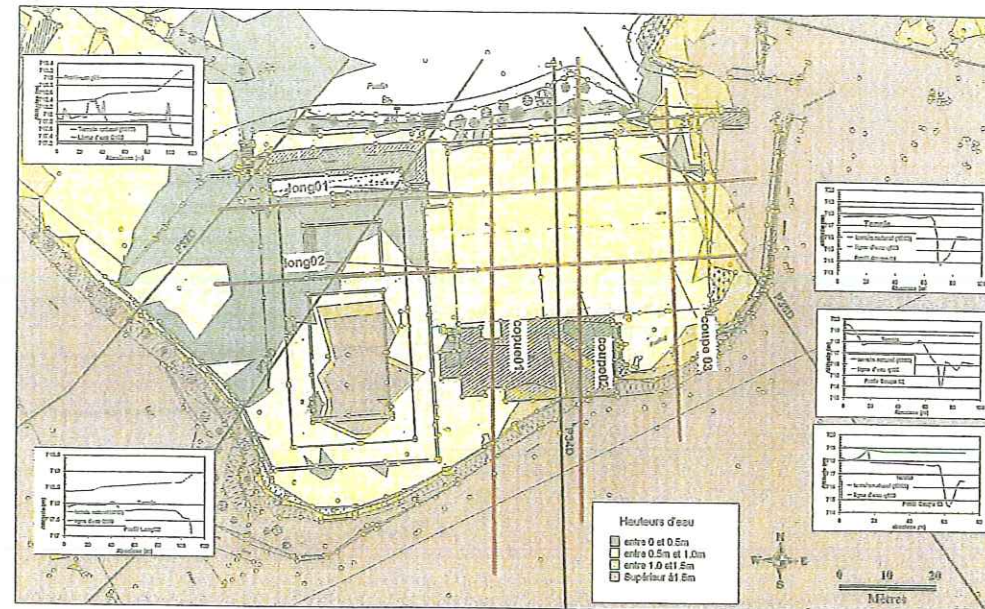
Cartographie des vitesses maximales de la crue centennale

On constate que le module des vitesses maximales de la crue centennale ne dépasse pas 0.5 m/s au droit du gymnase et des terrains de tennis (couleur verte).

Ce résultat confirme le classement de la zone en « aléa fort » dans l'étude de 1996, à savoir une hauteur d'eau inférieure à 1.0 m et une vitesse inférieure à 0.5 m/s.

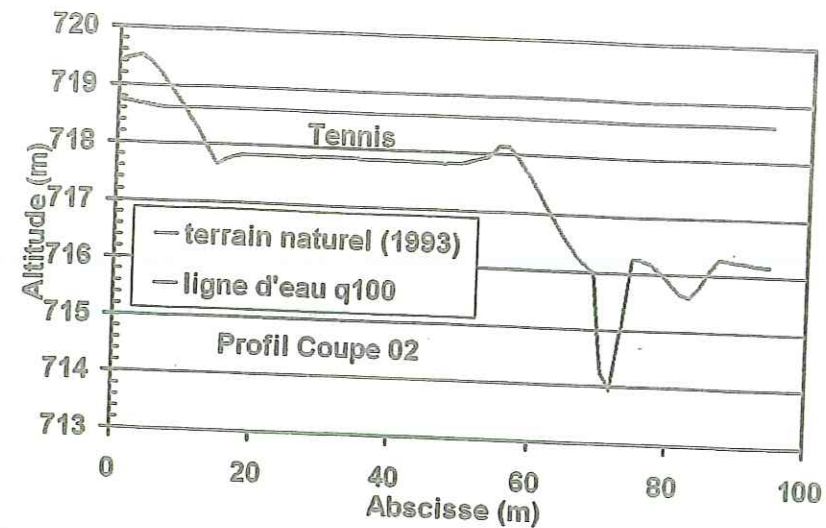
Les deux coupes transversales qui suivent, à savoir « coupe02 » et « coupe03 », que l'on peut rapprocher des profils en travers respectivement « P34d » et « P35d » du modèle 1D, permettent de comparer les résultats obtenus en cotes d'eau entre ces deux études.

Zone de la Vernède
Position des Profils au droit des anciens tennis



Localisation des coupes du modèle 2D et des profils en travers du modèle 1D

Dossier provisoire V03



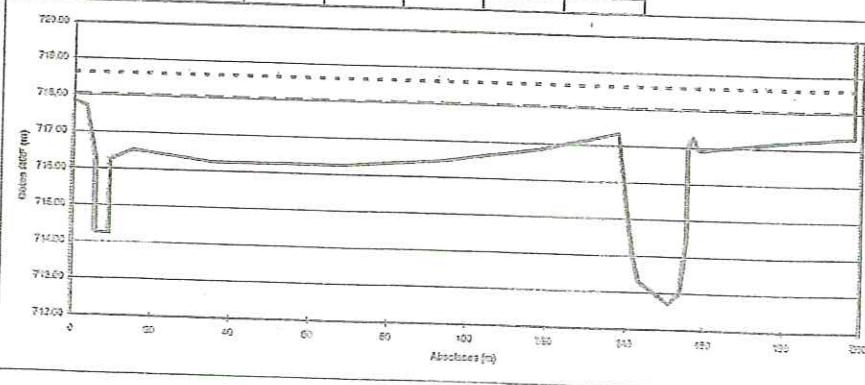
CBTE Lyon/Laboratoire du Clermont Ferrand 45/07/19743 - Page 15 sur 22

mande 85

PROFIL p34d

PK = 4783m

Crue	Usure d'eau (m HSP)	Q100 (m³/s)	L1 (m/s)				L1 major			
Crue 1894	716.02	292.00	136.41	1.78	185.60	0.63				
Crue Centennale	718.02	381.00	147.65	1.69	243.85	0.68				

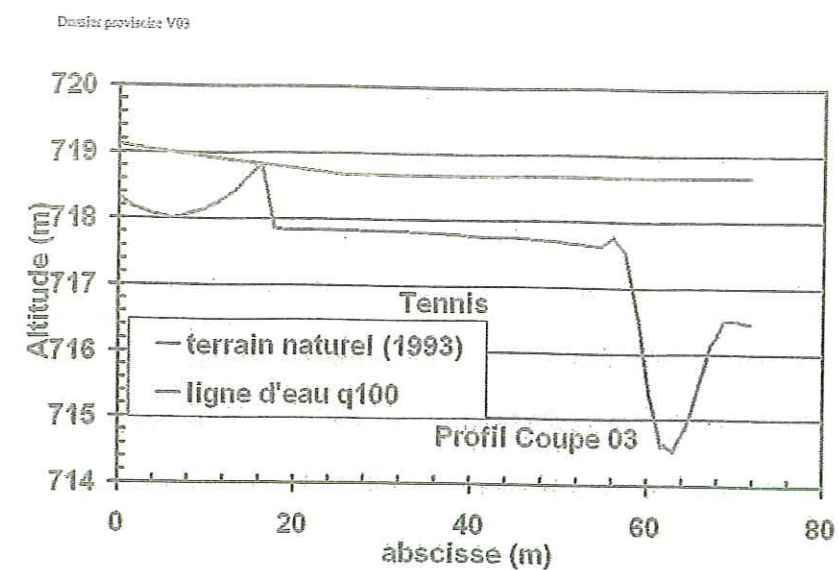


02/04/2003 12:02

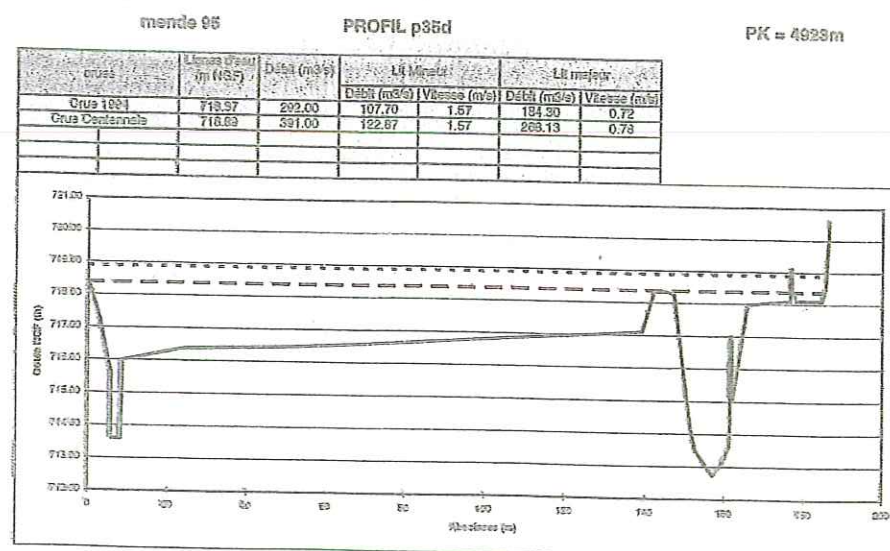
Topo CHARRAIRE/INDELS/MODEL/MEN/17
Hydro CHARRAIRE/INDELS/MODEL/MEN/21

4/25/2003
- 02 -

Comparaison de la coupe01 et du profil P34d



CETE Lyon/Laboratoire de Climat et Forme 48-03/19743 - Page 16 sur 22



02/04/2005 12:00

Topo D:\APPAREILS\MODELE\NCHT
Hydro D:\APPAREILS\MODELE\NCHT

ARJUS 5642
- 55 -

Comparaison de la coupe02 et du profil P35d

Les coupes 02 et 03 nous indiquent respectivement un niveau d'eau d'environ 718.60 NGF et 718.80 NGF pour la crue centennale calculée avec le modèle 2D, à comparer aux niveaux d'eau de 718.62 NGF au profil P34d et de 718.89 NGF au profil P35d pour la crue centennale calculée avec le modèle 1D. Ces résultats sont relativement cohérents et confirment que, compte-tenu du niveau du terrain au droit du gymnase, soit 717.83 NGF (cote des terrains de tennis), la hauteur d'eau est de l'ordre de 0.80 m, soit inférieure à 1.0 m qui correspond à la limite du critère « aléa fort » pour les hauteurs.

Conclusion

L'étude du LRPC de Clermont-Ferrand a été faite dans les règles de l'art. Elle confirme les résultats de l'étude de 1996 réalisée avec un modèle 1D.

L'analyse des hauteurs d'eau et des vitesses maximales calculées par le modèle 2D montre que celles-ci ne dépassent pas 1.0 m pour les hauteurs et 0.5 m/s pour les vitesses, ce qui conduit au classement de cette zone en « aléa fort », comme cela avait été fait dans l'étude de 1996.

Il faut souligner que les études du LRPC de Clermont-Ferrand sont confortées par des repères de la crue de 1994, estimée environ trentennale, qui ont permis un calage tout à fait satisfaisant du modèle 1D de 1996. Ces repères de crue permettent aussi de relativiser les cotes calculées pour la crue centennale, situées en moyenne 0.30 m au-dessus de celles de 1994, notamment dans la zone de la Vernède où plusieurs repères de crue ont été trouvés.

Pour le Directeur du CETMEF
empêché
Le Directeur Scientifique

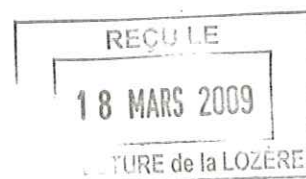

Philippe SERGENT

Le Directeur du CETMEF

Geoffroy CAUDE

PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction départementale de l'équipement



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

DE LA COMMUNE DE MENDE

REVISION N°2

Dossier d'enquête publique

- **Annexe n° 4 :**
 - Arrêté n° 2008-269 du 25/09/2008 prescrivant la révision partielle du plan de prévention des risques d'inondations de la commune de Mende.

PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

ARRETE n° 2008-269.009 du 25 septembre 2008.

Portant établissement de la révision partielle du plan de prévention des risques d'inondations
de la commune de Mende

La préfète
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12,

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU le décret n° 95-1089 du 5 Octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le plan de prévention des risques inondation (PPRI) de la commune de Mende approuvé par arrêté préfectoral du 10 novembre 1998,

VU le jugement rendu par le tribunal administratif de Montpellier le 20/12/2002, confirmé par la cour administrative d'appel de Marseille le 21/02/2007 ayant prononcé par la voie de l'exception l'illégalité du zonage au droit de la parcelle AV n° 316 ;

CONSIDERANT

- qu'il y a lieu de mettre en révision partielle le PPRI susvisé de la commune de Mende conformément aux dispositions des articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 du code de l'environnement,
- qu'il y a lieu de fixer les modalités de la concertation prévue à l'article L 562-3 du code de l'environnement

SUR proposition du directeur départemental de l'équipement,

Article 5 :

Le présent arrêté sera :

- affiché en mairie de Mende et au siège du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende pendant un mois minimum.
Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.
- publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de la Lozère.
- tenu à la disposition du public :
 - à la mairie de Mende
 - à la préfecture
 - à la direction départementale de l'équipement.

Article 6 :

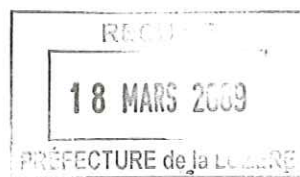
La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, le maire de la commune de Mende, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Françoise DEBAISIEUX

PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction départementale de l'équipement

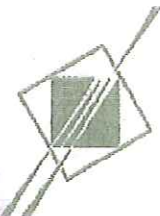


PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

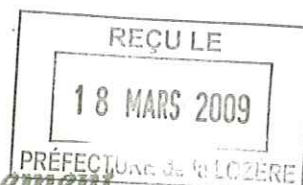
DE LA COMMUNE DE MENDE

REVISION N°2

- **Annexe n° 5 :**
 - Extrait du plan de cartographie des zones inondables
 - règlement du PPRI.



Préfecture de La Lozère
Direction départementale de l'Équipement



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

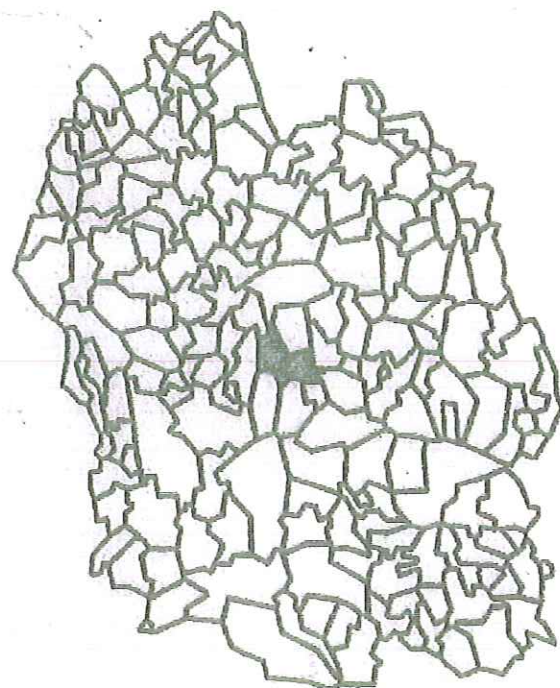
P.P.R.

VOLET "INONDATION"

Copie certifiée conforme
Pour le Préfet et par délégation

L'Attaché, Chef de Bureau

Marie-Claire VIOULAC



COMMUNE

DE

MENDE

Vu et Annexé à l'Arrêté
Préfectoral N°36/2246 du 10 NOV. 1998
Le Préfet

Alain WEIL

LE LOT

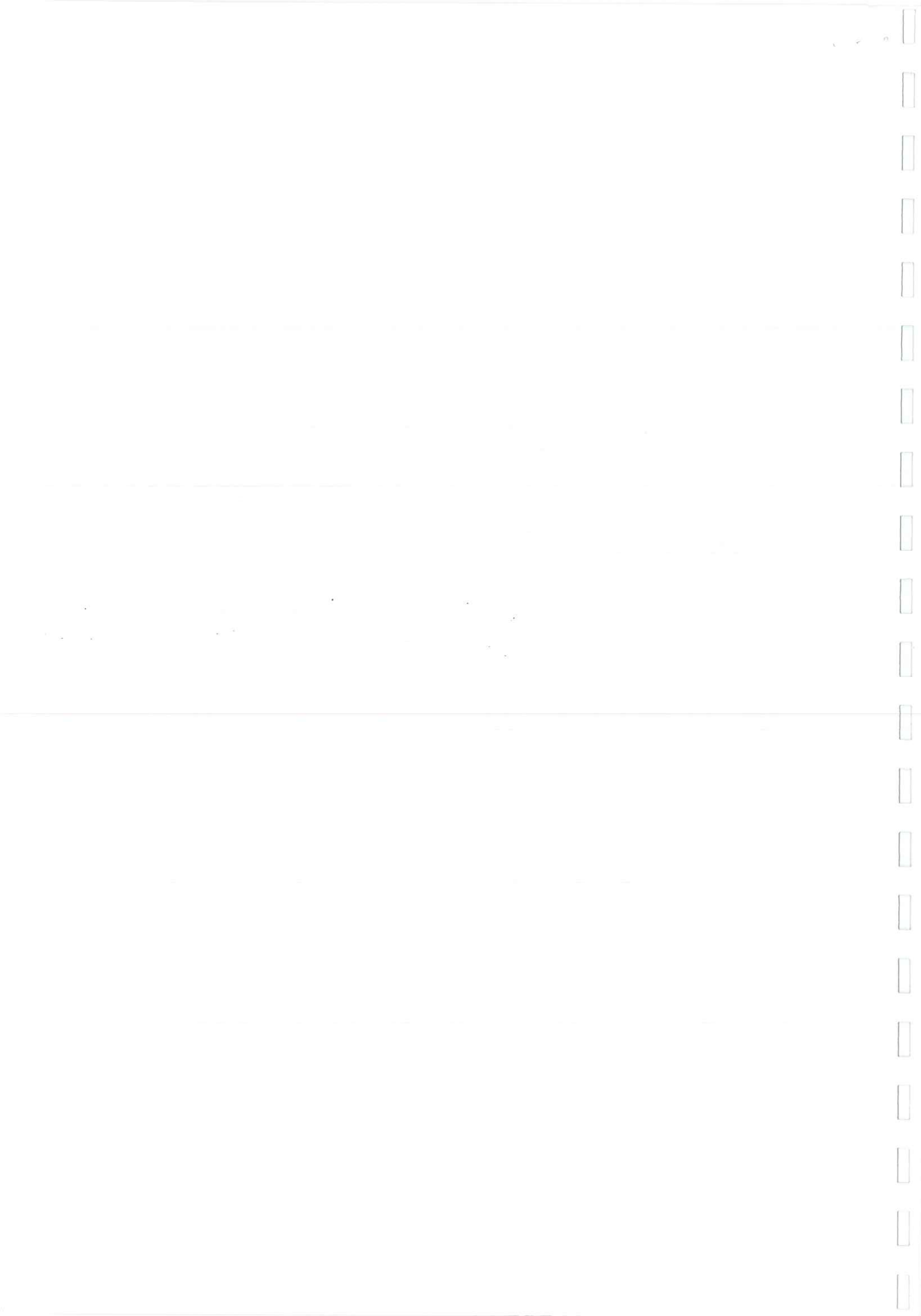
PROJET DE
DELIMITATION

PLAN DE CARTOGRAPHIE
DES ZONES INONDABLES

2-1

L'ensemble de ces documents tenu au sous forme de fichiers informatiques,
à une copie imprimée, dans les documents papier déposés
auprès des services de l'équipement, consultables en ligne,
à la direction départementale de l'équipement ou à la préfecture,
sont les documents de référence opposables aux tiers.

MENDE 2-1



LEGENDE DU PLAN DE CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES

— Limite du champ d'inondation du Lot pour le débit de référence centennal

I - SECTEUR URBANISE



Risque d'inondation très fort



Risque d'inondation fort



Risque d'inondation modéré

II - ZONES NATURELLES



Aléa inondation très fort et modéré correspondant aux zones naturelles non urbanisées ou peu urbanisées et peu aménagées à préserver

702.67

Cote simulée de la crue centennale au droit de chaque profil en travers



Position des laisses de la crue du 5 novembre 1994

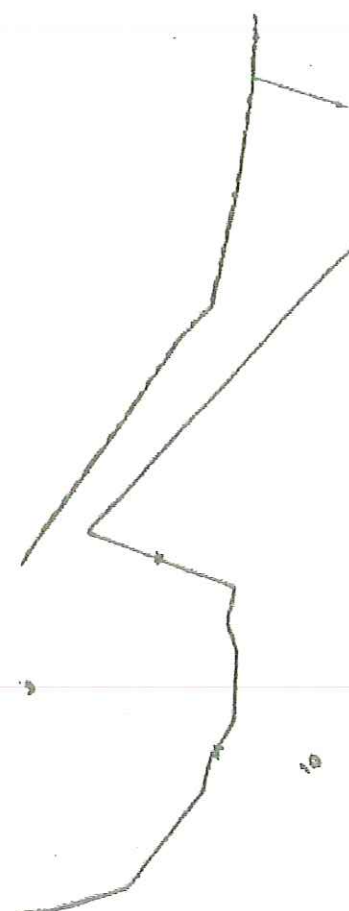
Préfecture de la Lozère
Direction Départementale de l'Équipement de la Lozère

Limite du champ d'inondation du LOT

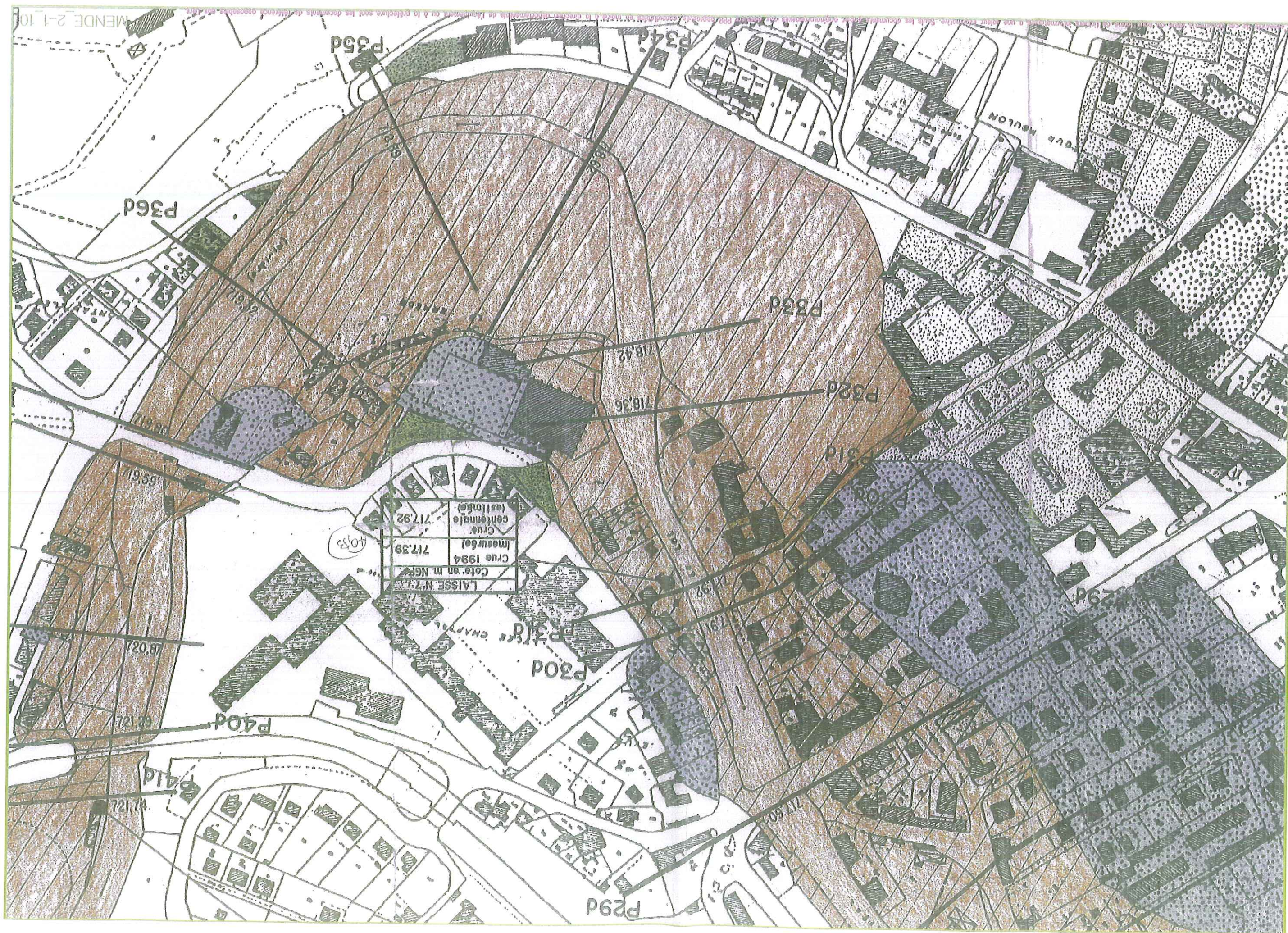
Cartographie au 1/2000 de l'aléa inondation

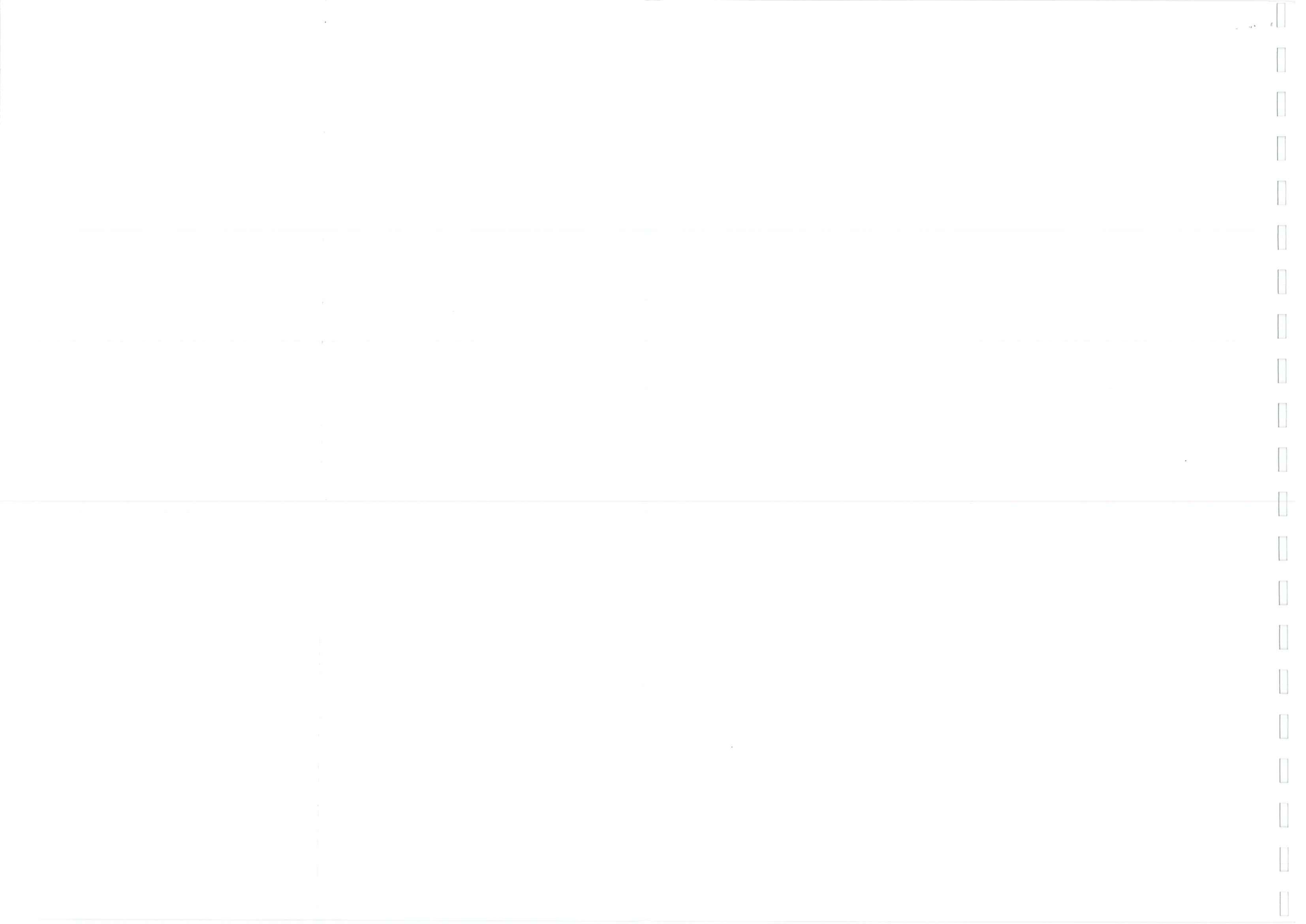
Document graphique établi sur la base des résultats de l'étude de cartographie des zones inondables réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en 1996

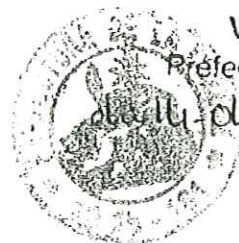
L'ensemble de ces documents légal ou sous forme de fichiers informatiques a une valeur informative, seuls les documents papier originaux ou les fichiers informatiques, conservés en double, à la direction départementale de l'équipement ou à la collectivité, sont les documents de référence opposables aux tiers.









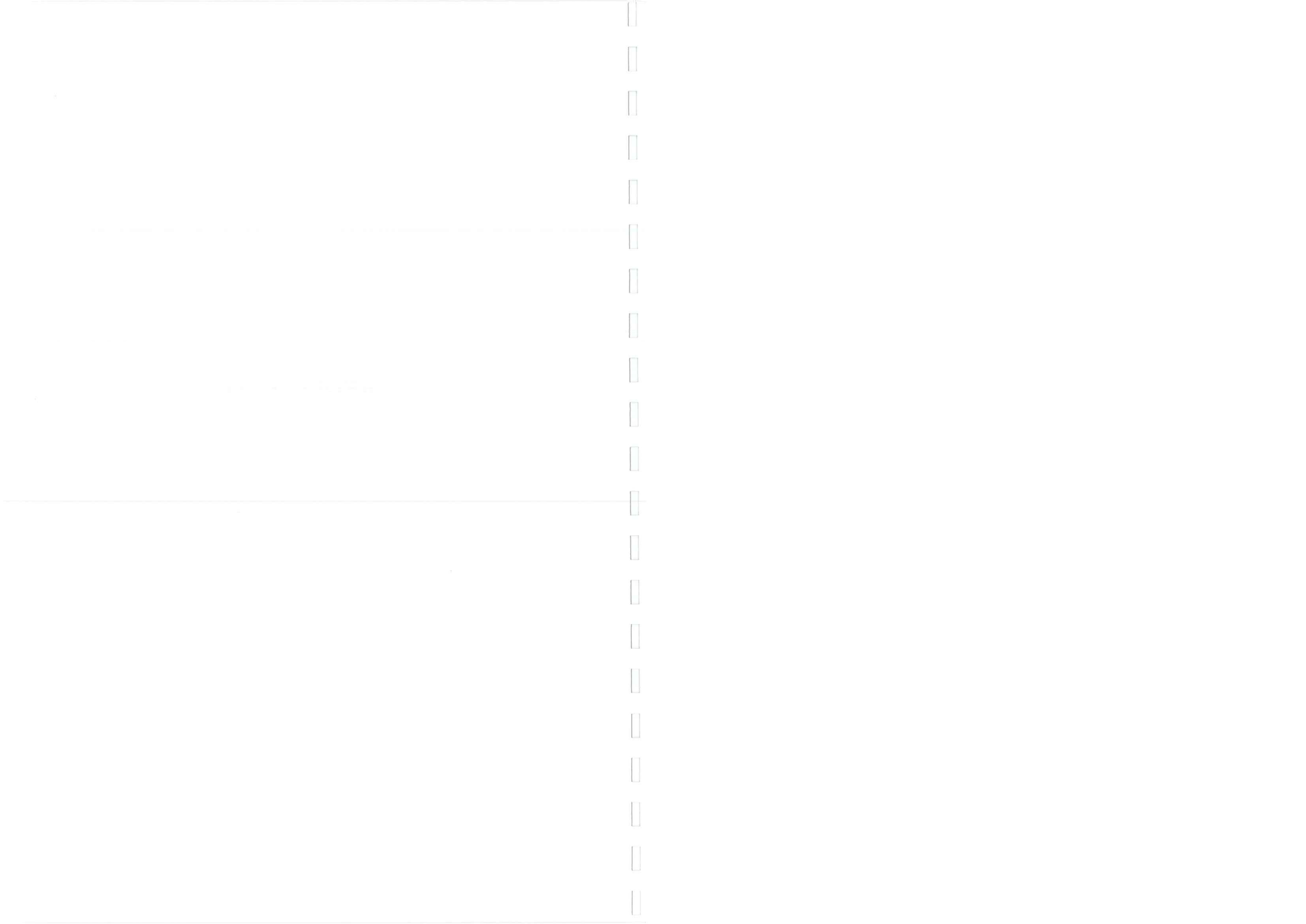


Vu et Annexé à l'Arrêté
Préfectoral N° 2009-~~del~~-009
~~del~~-01-09 Le Préfet

Françoise DEBAISIEUX

REGLEMENT

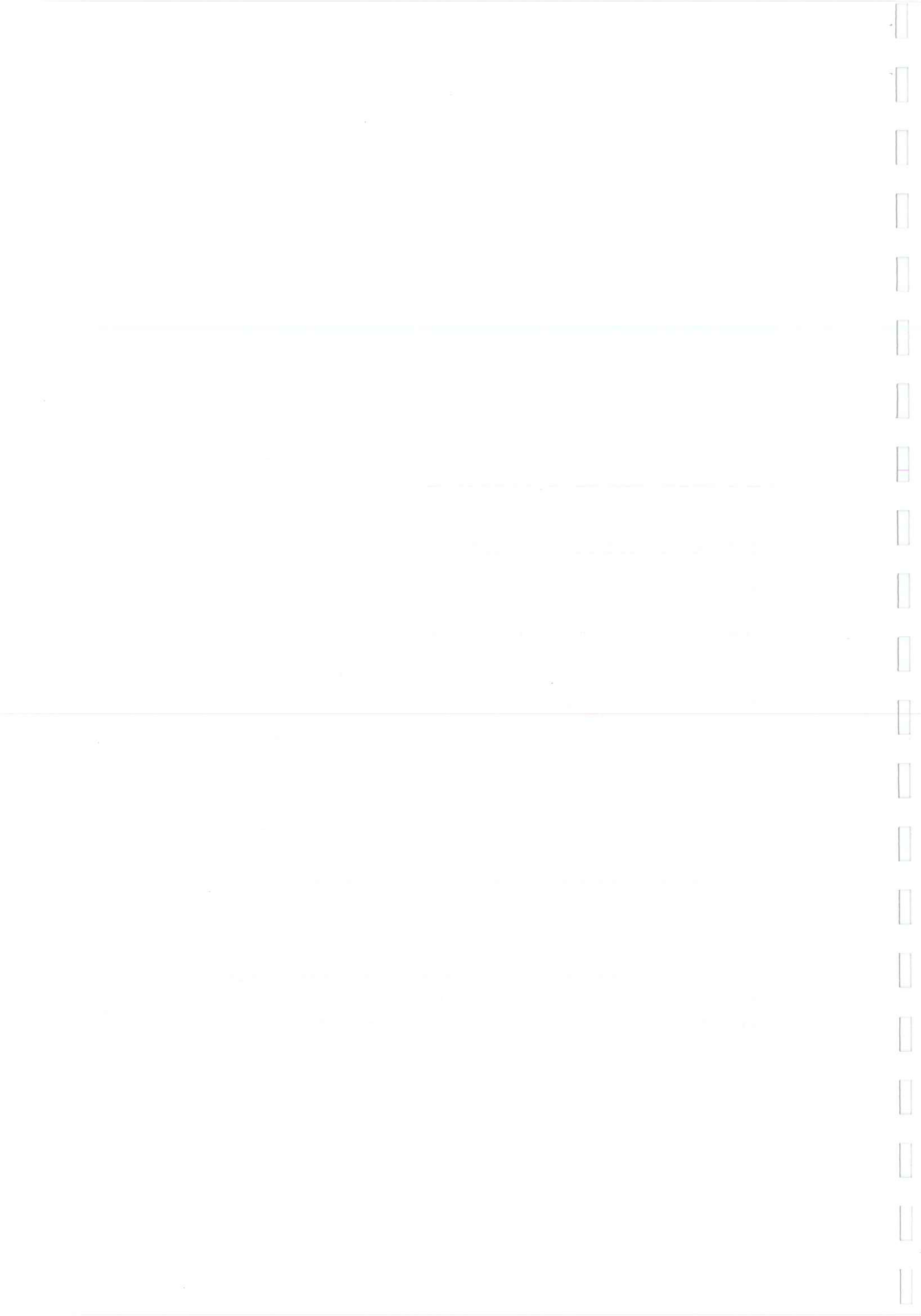
=====



SOMMAIRE

=====

<u>CHAPITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU P.P.R.</u>	3
I - Champ d'application	3
II - Portée du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols	3
<u>CHAPITRE II - DISPOSITIONS DU P.P.R.</u>	4
<u>CHAPITRE III - LES REGLES APPLICABLES</u>	5
I - Définitions et remarques préliminaires	5
II - Prescriptions communes à chaque zone inondable	7
III - Prescriptions applicables aux secteurs situés dans le champ d'inondation du Lot	11
III-1 - Prescriptions applicables aux secteurs urbanisés	11
III-1.1 - Prescriptions particulières aux zones de risque très fort (zones rouges)	11
III-1.2 - Prescriptions particulières aux zones de risque fort (zones bleues)	17
III-1.3 - Prescriptions particulières aux zones de risque modéré ou faible (zones vertes)	22
III-2 - Prescriptions applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges)	25
IV - Prescriptions applicables aux abords des axes d'écoulement périurbains	27
IV-1 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Rieucros de Rieumenou	27
IV-2 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Rieucros d'Alteyrac	27
IV-3 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau de Chabannes	28
IV-4 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau du Merdançon	28
IV-5 - Prescriptions applicables aux abords du ruisseau des Pousets	31
IV-6 - Prescriptions applicables aux abords du valat des Pigeons	32
IV-7 - Prescriptions applicables aux abords du valat de Chaldecoste	32
IV-8 - Prescriptions propres à la création de nouveaux lotissements	32
V - Les mesures de prévention préconisées	33
VI - Tableau récapitulatif des interdictions et autorisations réglementées	42



CHAPITRE I - PORTEE DU REGLEMENT DU P.P.R.

I - CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de MENDE concernée par le risque inondation du Lot et des bassins versants périurbains.

Il détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre pour lutter contre le risque d'inondation, seul risque naturel prévisible pris en compte.

Conformément à l'article 3 du décret n° 95-1089 du 5 Octobre 1995, le présent règlement précise, pour chaque zone délimitée sur les plans de cartographie des zones inondables, les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables, ainsi que les mesures de prévention et de protection.

Le territoire inclus dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques d'inondation a été divisé en plusieurs zones :

- les zones rouges correspondant aux secteurs urbanisés fortement exposés, aux zones naturelles à préserver de l'urbanisation pour maintenir les champs d'expansion des crues et aux bandes de précaution à préserver de part et d'autre des axes d'écoulements périurbains.

- les zones bleue et verte exposées à des degrés de risque moindre.

- enfin, les zones orange qui indiquent un possible ruissellement diffus.

Huit plans de zonage à l'échelle 1/2 000ème et 1/5 000ème indiquent la délimitation de ces zones.

II - PORTEE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS.

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre les dispositions du présent règlement s'imposent aux règlements particuliers notamment à celui des documents d'urbanisme.

Le non respect de certaines règles du P.P.R. donne la possibilité pour les assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation et/ou de couverture des catastrophes naturelles.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS DU P.P.R.

LES OBJECTIFS DU REGLEMENT

- 1) Prévenir le risque humain en zone inondable,
- 2) Maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant l'équilibre des milieux naturels,
- 3) Prévenir les dommages aux biens et aux activités en zones inondables.

Les trois principes fondamentaux à mettre en oeuvre sont les suivants :

- 1 - Veiller à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts à ce que soit interdite toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées.

Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, il conviendra de prendre les dispositions nécessaires pour :

- HORS AGGLOMERATION, maintenir le caractère naturel des zones inondables ;
- DANS LES ZONES URBANISEES, l'objectif concernant la sécurité des personnes conduit à réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront être éventuellement autorisées en édictant des prescriptions particulières en fonction de leur nature et des caractéristiques de l'aléa.

Des mesures adaptées seront prises également, si nécessaire, pour les habitations existantes.

- 2 - Le second principe consiste à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire, les secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important.

Ces zones qui correspondent à l'ensemble du champ d'inondation couvert par l'aléa de référence, à l'exclusion des secteurs urbanisés, jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval, mais en allongeant la durée d'écoulement. Dans ces espaces, la crue peut dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens situés à l'aval. Il convient donc de veiller fermement à ce que les constructions qui pourront éventuellement être autorisées soient compatibles avec les impératifs de la protection des personnes, de l'écoulement des eaux et avec les autres réglementations existantes en matière d'occupation et d'utilisation du sol. Ces zones d'expansion des crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.

- 3 - Le troisième principe est d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval, ainsi que sur la rive opposée.

Le règlement ne comprend pas à ce jour d'obligation d'intervention sur les biens existants, seules des recommandations sont édictées à ce sujet.

CHAPITRE III - LES REGLES APPLICABLES

I - DEFINITIONS ET REMARQUES PRELIMINAIRES

1) Choix de l'aléa de référence

Cet aléa est défini tel que chaque individu y sera confronté en moyenne une fois dans sa vie où que l'aléa ait été observé dans l'histoire de manière précise.

Il correspond donc, soit à la crue historique la plus forte connue, soit à la crue de période de retour 100 ans estimée théoriquement.

Pour la rivière du Lot et les bassins versants périurbains localisés au droit de la commune de Mende, la crue de fréquence centennale est prise en compte en raison de l'absence d'élément de connaissance suffisant sur les événements passés.

Le choix de l'aléa permet de déterminer, lorsque cela s'impose une cote de référence et de réaliser les plans des surfaces submersibles.

Dans tout ce qui suit, la hauteur d'eau à prendre en compte est celle correspondant à la "cote de référence".

La cote de référence est la valeur maximum atteinte par la crue théorique de temps de retour 100 ans, majorée de 20 cm.

L'évènement de référence pris en compte résulte de la crue théorique de période de retour 100 ans telle qu'elle est caractérisée :

- Pour le Lot :

Dans l'étude de cartographie de l'aléa inondation réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1996.

- Pour les bassins versants périurbains :

Dans l'étude intitulée "Programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles - Commune de Mende (Lozère) - Etude diagnostic" réalisée par le CETE MEDITERRANEE d'Aix en Provence et le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1995.

Lorsque la réglementation applicable aux zones inondables l'impose, les cotes de la crue théorique centennale, rattachées au Nivellement Général de la France (NGF) sont reportées sur les plans de cartographie des zones inondables joints au dossier de plan de prévention des risques.

Il convient donc de les majorer de 20 cm pour obtenir la cote de référence à appliquer.

2) Constructions et équipements existants

Les constructions et équipements existants sont ceux qui existent à la date d'approbation du présent règlement dans l'état où ils se trouvent ; la réalisation de travaux complémentaires d'entretien, d'adaptation sont soumis aux prescriptions applicables à l'ensemble des occupations et utilisations du sol admises.

3) Les études hydrauliques et de danger

Les études hydrauliques et de danger évoquées dans la suite du présent règlement, préalablement à la réalisation de certains aménagements, seront réalisées en faisant référence à l'étude de cartographie de l'aléa inondation réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1996, en ce qui concerne le Lot et aux débits de pointes fixés dans l'étude diagnostic élaborée par le CETE MEDITERRANEE d'Aix en Provence et le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand en août 1995 en ce qui concerne les petits bassins versants périurbains. Ces deux études sont consultables à la D.D.E. Lozère - cellule ENVIRONNEMENT à Mende, à la Subdivision territoriale de l'Équipement à Mende et à la Mairie de Mende. Ces études, élaborées à partir de profils en travers topographiques précis, rattachés au N.G.F. (Nivellement Général de la France), doivent permettre en outre :

- de définir avec précision l'impact de l'aménagement sur le régime d'écoulement des eaux, à l'amont, à l'aval et sur la rive opposée (variation du niveau de la ligne d'eau et des vitesses de courant en période de crue centennale...) par rapport à la situation initiale ;
- de définir, dans la mesure où l'aménagement n'a pas de conséquence néfaste sur le régime d'écoulement des eaux, les dispositions constructives à mettre en oeuvre pour garantir la protection de l'ouvrage contre les crues dites centennales.

4) Planchers habitables

Le terme "planchers habitables" regroupe l'ensemble des locaux habitables proprement dits, à savoir cuisine, salle à manger, chambre, salle de bain,... ainsi que les locaux aménagés pour recevoir des activités diverses (salle de cours, salle de sport, commerces et ateliers). L'objectif de "préservation des matériels et de sécurité des personnes" assigné au règlement du présent P.P.R. doit dicter cette définition.

5) Le remblaiement

Le remblaiement correspond à tout apport de matériaux de quelque nature que ce soit destinés à surélever un terrain.

6) Définition du niveau du Terrain Naturel

La cote du terrain naturel doit être considérée avant travaux de décapage de terre végétale, de déblaiement ou de remblaiement.

II - PRESCRIPTIONS COMMUNES A CHAQUE ZONE INONDABLE (LOT et BASSINS VERSANTS PERIURBAINS)

II - a : Lorsque les constructions nouvelles sont autorisées :

- 1 - Afin de favoriser la "transparence" hydraulique des bâtiments et limiter ainsi les entraves à l'écoulement des crues :
 - la plus grande longueur du bâtiment sera orientée dans le sens du courant,
 - les constructions devront être alignées, si besoin est, sur les bâtiments existants et ne pas constituer de saillie susceptible de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.
- 2 - Les sous-sols sont interdits. Le terme "sous-sol" s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel.
- 3 - Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les citernes sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.
- 4 - Les coffrets d'alimentation électrique et les chaudières individuelles et collectives devront être positionnés au-dessus de la cote de référence. Il en est de même pour les appareils électroménagers, électroniques et micromécaniques vulnérables à l'eau et difficilement déplaçables (ex : congélateurs...).
 Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir interrompre facilement l'électricité dans tout le niveau inondable sans qu'elle soit coupée dans les niveaux supérieurs.
- 5 - Les niveaux de planchers situés au-dessous de la cote de référence peuvent servir uniquement au stockage des biens aisément déplaçables ou pas vulnérables à l'eau. Ainsi, il convient notamment de veiller à limiter les effets susceptibles d'être induits par une montée des eaux (pollution, embâcle au droit des points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...) par l'implantation au-dessus de la cote de référence des stocks de matériels, des installations périssables, polluantes ou dangereuses. Le stockage sous la cote de référence dans des fosses étanches et arrimées doit être réalisé.
- 6 - Des dispositions constructives seront adoptées, notamment dans le choix de matériaux étanches et insensibles à l'eau (imputrescibles ou non corrodables) au niveau des locaux ennoyables par la crue de référence : menuiseries, revêtements muraux ou de sols, isolants thermiques et phoniques, portes, fenêtres...

II - b : Constructions existantes : Lorsque l'aménagement, la reconstruction, l'extension ou la rénovation sont autorisés

- 1 - Afin de favoriser la "transparence" hydraulique des bâtiments et limiter ainsi les entraves à l'écoulement des crues :
 - la plus grande longueur de l'extension projetée ou du bâtiment à reconstruire sera orientée dans le sens du courant,

- les constructions devront être alignées, si besoin est, sur les bâtiments existants et ne pas constituer des saillies susceptibles de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.

2 - La réalisation de sous-sols est interdite. Le terme "sous-sol" s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel.

3 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension et seulement **dans la mesure du possible**, à l'occasion d'un aménagement ou d'une rénovation :

- Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les citernes sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.

- Les coffrets d'alimentation électrique et les chaudières individuelles et collectives devront être positionnés au-dessus de la cote de référence. Il en est de même pour les appareils électroménagers, électroniques et micromécaniques vulnérables à l'eau et difficilement déplaçables (ex : congélateurs...).

Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir interrompre facilement l'électricité dans tout le niveau inondable sans qu'elle soit coupée dans les niveaux supérieurs.

- Les niveaux de planchers situés au-dessous de la cote de référence peuvent servir uniquement au stockage des biens aisément déplaçables ou pas vulnérables à l'eau. Ainsi, il convient notamment de veiller à limiter les effets susceptibles d'être induits par une montée des eaux (pollution, embâcle au droit de points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...) par l'implantation au-dessus de la cote de référence des stocks de matériels, des installations périssables, polluantes ou dangereuses. Le stockage sous la cote de référence dans des fosses étanches et arrimées doit être réalisé.

- Des dispositions constructives seront adoptées, notamment dans le choix de matériaux étanches et insensibles à l'eau (imputrescibles ou non corrodables) au niveau des locaux ennoyables par la crue de référence : menuiseries, revêtements muraux ou de sols, isolants thermiques et phoniques, portes, fenêtres...

II - c : Terrains non construits ou attenant à une habitation :

1 - Sont interdites toutes constructions de murs, murets et haies arbustives "serrées" pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues.

Cette interdiction s'applique également aux clôtures réalisées parallèlement au courant.

Toutefois :

- **Les clôtures de pâtures** seront, soit constituées de 4 fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins 3 mètres, soit réalisées avec du grillage à mailles larges. L'utilisation de clôtures actives (clôtures électrifiées avec piquets en fibre de carbone et 4 fils) est tolérée. Dans tous les cas les clôtures seront mises en oeuvre sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

- **Les plantations d'arbres** seront espacées d'au moins 6 mètres, à la condition expresse que ces arbres soient régulièrement élagués au moins jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence et que le sol entre ces arbres reste bien dégagé.

- **Les clôtures des constructions ou biens existants ou admis par le présent document** ne devront pas s'opposer à la libre circulation des eaux. Elles seront donc du type clôtures 3 à 4 fils, grillages à mailles très larges permettant d'éviter le colmatage, clôtures légères **sans mur de soubassement**, clôtures susceptibles de s'effacer sous la pression de l'eau.

- 2 - Les exhaussements de terrain (remblais, digues, ...) sont interdits sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Dans ce cas, ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs les légers remblais qui peuvent être tolérés aux abords immédiats des bâtiments compte tenu de l'élévation imposée au seuil des locaux habitables ne doivent pas constituer un obstacle important à l'écoulement des crues ni modifier les conditions d'écoulement.

- 3 - Les excavations de sol sont interdites sauf celles réalisées dans le cadre d'un projet d'aménagement visant à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Comme pour les exhaussements de terrain (point n° 2 ci-dessus), ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- En ce qui concerne la gestion des atterrissements, le service responsable de la police de l'eau sur le bassin versant du Lot est chargé d'apprécier l'urgence et le bien fondé qui justifient toute opération.

- 4 - Les piscines non couvertes sans exhaussement du sol peuvent être autorisées. Les bâtiments annexes à ces structures devront répondre aux prescriptions propres à chaque zone réglementaire définie ci-après. Afin de limiter les risques d'accident en période de crise (phénomènes de trous d'eau), les emprises des piscines seront matérialisées.
- 5 - Les citernes de toute nature ou cuves à mazout, à gaz, ..., devront être lestées afin de résister à la pression hydrostatique et leurs orifices non étanches devront être situés au-dessus de la cote de référence. Lorsque les cuves sont enterrées, donc submersibles, leurs orifices doivent être étanches.

- 6 - Tout stockage et dépôt de toute nature, notamment de matière ou produits polluants et/ou sensibles à l'humidité, d'objets flottants,... est interdit sauf s'il est, soit réalisé dans un conteneur étanche dont toutes les ouvertures sont étanches, arrimé et lesté de façon à résister à la crue de référence et notamment ne pas être entraîné lors de cette crue, soit implanté au-dessus de la cote de référence et s'il n'est pas susceptible de constituer un obstacle à l'écoulement des crues. Il conviendra particulièrement de veiller à ce que le stockage ne puisse être à l'origine d'obstacle à l'écoulement des crues (entraînement du stock et formation d'embâcles au droit des points singuliers...).
- 7 - Les biens non sensibles mais déplaçables, de toute nature, tels que le mobilier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements... devront être scellés et ancrés afin d'éviter tout risque d'entraînement et dégradations diverses et ne pas constituer un obstacle notable à l'écoulement des eaux.
- 8- L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches et conçus pour être submersibles.

II - d : Dispositions particulières :

- 1 - Certains équipements de sécurité, ouvrage ou outillage nécessaire au fonctionnement des services publics et/ou de gestion des cours d'eau, d'intérêt général pourront si nécessaire déroger aux dispositions communes précitées s'ils ne constituent pas un obstacle important à l'écoulement des crues.
- 2- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque "inondation" pour les bâtiments existants sont admis, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation du risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et fassent si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.
- 3 - Au-delà des règles d'urbanisme, l'attention des constructeurs est attirée sur leur responsabilité quant à la prise en compte de l'aléa inondation et du risque lié à celui-ci dans l'agencement de leurs locaux (stockage de produits polluants, dispositions des équipements vitaux des établissements sanitaires ou médicaux-sociaux comportant de l'hébergement, branchements électriques, ...).
- 4 - Les propriétaires et exploitants de terrains de camping, de parcs résidentiels de loisirs, de sports, d'établissements recevant du public, de commerces, d'activités industrielles, artisanales ou de services doivent:
 - Afficher le risque "inondation",
 - Informer les occupants sur la conduite à tenir,
 - Mettre en place un plan d'évacuation des personnes et des biens mobiles,
 - Prendre les dispositions pour alerter, signaler, guider.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX SECTEURS SITUES DANS LE CHAMP D'INONDATION DU LOT

III-1 - Prescriptions applicables aux secteurs urbanisés

III-1.1 - Prescriptions particulières aux zones de risque très fort (zones rouges)

Principe : Interdire toutes constructions nouvelles quelle que soit leur destination et améliorer la sécurité des habitations existantes.

A l'intérieur de cette zone rouge, dans le quartier de la ferme des Armes au Chapitre initialement constituée de bâtiments à usage d'habitation (un logement) et d'exploitation, il est identifié un secteur Ra. Compte tenu de la configuration topographique des lieux (possibilité d'évacuation directe au-dessus de la cote de référence sur un terrain situé en zone blanche non soumise au risque d'inondation) les réhabilitations des bâtiments existants, et notamment les changements de destination, peuvent être admises sous réserve de respecter des conditions permettant de prendre en compte les objectifs de sécurité des personnes et de limitation de la vulnérabilité de ces bâtiments.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Construction nouvelle :

Les abris ou mazets de jardins pourront être autorisés sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

- 1 - Surface au sol du bâtiment inférieure ou égale à 10 m²,
- 2 - Aucune ouverture autre qu'une unique porte ne devra être prévue,
- 3 - Réalisé en rez de chaussée, le niveau du terrain naturel constituera le niveau du seuil du local,
- 4 - Aucun aménagement annexe n'est toléré (ex : auvent, ...).
- 5 - Un seul abri sera toléré par unité foncière (ou même propriétaire).

En dehors de ces critères, aucune construction nouvelle ne sera autorisée.

b) Constructions existantes : (aménagement, reconstruction, extension et rénovation)

Peuvent être autorisés :

- l'aménagement des constructions existantes.

L'aménagement doit se faire sans création de surface hors oeuvre brute ou nette en deçà de la cote de référence.

- l'extension de la superficie au sol ou sur pilotis des constructions et activités économiques est donc interdite quelle que soit la nature du projet envisagé.

En revanche, une extension par surélévation dans le respect de l'emprise au sol du bâtiment (ex : création d'un étage supplémentaire) dont l'objectif est l'amélioration des conditions de sécurité des occupants et la réduction de la vulnérabilité des biens (ex : transfert des locaux ou partie seulement des locaux habitables en dessus le niveau de la cote de référence, création d'une zone refuge,...) peut être envisagée.

- l'extension des abris ou mazets de jardin se fera à l'emplacement du local existant, la surface totale de la construction ne pouvant excéder 10 m².

- la reconstruction d'un bâtiment sinistré, sous réserve :

- que la cause principale du sinistre ne soit pas l'inondation torrentielle,
- d'un renforcement de la sécurité des personnes et de la réduction de la vulnérabilité des biens.

Sont autorisés également :

- les travaux d'entretien et de gestion courants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée (Ex : augmentation de la capacité d'accueil, ou changement d'affectation des locaux).

Dans ce cas, les reconstructions et aménagements de constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti et donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

*résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous-pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...

*résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)

*résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)

*résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

*résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...

*fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.

*vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.

*drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

*chainage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).

*arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).

*utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.

*étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistant, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.

*Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

3 - Dans le cadre d'une reconstruction, tout en ayant le souci d'intégrer au mieux le projet de construction dans son environnement, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. Les parties de bâtiment situées sous la cote ainsi définie, ne pourront servir de lieu d'habitation. **En ce qui concerne la surélévation des bâtiments existants, leur aménagement ou leur rénovation tels que précisés ci-dessus, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie seulement des locaux habitables.** Cette exception concerne notamment les centres bourgs anciens dont le rez de chaussée est bien souvent affecté aux activités des commerces et les bâtiments anciens. (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation,...).

4 - L'aménagement ou la reconstruction ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de surface habitable supplémentaire sous la cote de référence,...).

5 - Les reconstructions ou aménagements de constructions ne doivent pas contribuer à un accroissement du nombre de personnes résidentes potentielles (ex : création de logements supplémentaires,...).

6 - Un changement de destination ou d'affectation des biens et constructions peut être envisagé dans le cas où il n'a pas pour effet d'augmenter le nombre de personnes exposées (ex : création de logements supplémentaires), la vulnérabilité économique des

biens ou les risques de nuisance en cas d'inondation -installation classée notamment- (exemple : habitation transformée en atelier, ...).

Afin d'appréhender la notion de vulnérabilité économique des biens, les dispositions constructives prises dans le cadre de l'aménagement proposé, seront prises en considération.

Dans le secteur Ra, sont autorisés les changements de destination des bâtiments existants sous réserve :

- pour les planchers situés sous la cote de référence, les prescriptions générales ci-dessus de la zone rouge (III-1.1 b) continuent de s'appliquer intégralement.

- pour les planchers situés au-dessus de la cote de référence, le changement de destination, avec augmentation de la capacité d'accueil, pourra être autorisé sous réserve :

- a) que l'évacuation des occupants puisse se faire directement au-dessus de cette cote sur un terrain situé en zone blanche non soumise au risque d'inondation pour la crue centennale de référence,
- b) de ne pas avoir pour vocation à loger à titre temporaire ou permanent des personnes (exemple : interdiction dortoirs, logement de fonction, ...),
- c) de la réalisation par des spécialistes d'un diagnostic de vulnérabilité du bâtiment vis à vis du risque inondation au regard de son état actuel et de la réalisation du projet envisagé. Le diagnostic devra, au regard en particulier de la capacité d'accueil du projet, justifier la prise en compte effective des objectifs de sécurité des personnes et de limitation de la vulnérabilité des bâtiments.

Ce diagnostic, à produire avec la demande de permis de construire, devra notamment traiter les points suivants : solidité de la structure et des fondations, possibilités d'affouillements du terrain, choix des matériaux, vulnérabilité des réseaux, ..., définition d'un plan d'actions et d'un recueil de recommandations pour la prévision et la gestion de la crise (information préventive, conditions d'alerte et d'évacuation, ...).

c) Prescriptions particulières :

- **Camping et stationnement de caravanes :**

*La création de camping, de caravanage, de parc résidentiel de loisirs (art. R. 444-2 et 3 du C.U.) et de garage collectif de caravanes (Art. R. 443-13 du C.U.) est interdite.

*L'implantation d'habitation légère de loisirs (H.L.L.), même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.

*L'extension et l'augmentation de la capacité d'accueil des campings et caravanages existants est interdite ainsi que la transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.).

*Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.

*Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.

- **Par dérogation au principe retenu pour les constructions existantes énoncé page 12** du présent règlement, un camping ou un parc résidentiel de loisirs pourra être réaménagé après sinistre par une crue torrentielle, sous réserve :

* que toutes les dispositions constructives et modalités d'exploitation soient prises pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

L'exploitant est donc tenu de définir l'ensemble des dispositions et mesures particulières à prendre pour garantir la sécurité des personnes et des biens matériels. Ces mesures pourront être définies sur la base d'une étude hydraulique et de danger spécifique, telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs, la sous-commission départementale pour la sécurité des occupants de terrain de camping et de stationnement de caravanes sera alors amenée à se prononcer à partir des éléments justificatifs présentés par l'exploitant.

- **Réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules**

Dans la zone urbanisée les aires de stationnement collectif pourront être autorisées dans la mesure où aucune solution alternative n'existe. Dans ce cas les mesures prises pour son exploitation devront garantir une occupation temporaire ou une évacuation rapide en période de crise. Par ailleurs elles ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et donc présenter de par leur emplacement et leur conception une vulnérabilité limitée (pas de remblaiement, respect des prescriptions liées aux clôtures...).

Dans tous les cas, des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du caractère inondable de la zone.

- **Les constructions, ouvrages et installations techniques** nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa très fort, qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés.
- 2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure seulement où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone d'aléa très fort n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'évènement de

référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- **Pour les infrastructures de transport**, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.

2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :

- d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;
- de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;
- toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-1.2 - Prescriptions particulières aux zones de risque fort (zones bleues)

Principe : Améliorer la sécurité des constructions existantes et prescrire des mesures pour rendre "acceptable" le risque encouru par les nouvelles constructions dont le développement reste sévèrement limité.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Toute construction nouvelle qui respectera les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti, donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

*résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...

*résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)

*résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)

*résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

*résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...

*fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.

*bâtiments sur pilotis, avec maintien permanent de la transparence hydraulique sous le bâtiment.

*vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.

*drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

*chaînage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).

*arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).

*utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.

*étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistante, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.

*Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

3 - Le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence.

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies aux alinéas 1 et 2 précités. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation accordée pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté au-dessus du niveau de la crue de référence.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies aux alinéas (1) et (2) précités, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Constructions existantes : (aménagement, reconstruction, extension)

L'aménagement, l'extension ou la reconstruction d'habitation existante peuvent être autorisés.

Dans ce cas, les constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés et réduire ainsi leur vulnérabilité.

Parmi les dispositions permettant d'assurer la résistance de la structure du bâti et donc la sécurité des biens et surtout des personnes qui s'y trouvent, il convient de vérifier en outre :

*résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux sous-pressions = clapets de sous pression, lestage d'ouvrages, armatures de radier, cuvelage extérieur par membrane étanche (un étage sous l'eau peut supporter trois étages au dessus), pompage en sous sol...

*résistance des murs aux pressions hydrostatiques (hauteur d'eau maximum supportable)

*résistance des murs aux chocs (charriage notamment en cas de crues torrentielles ou de ruissellement urbain)

*résistance des murs à l'immersion (étanchéité et résistance des matériaux de construction utilisés).

L'adaptation des fondations des bâtiments aux contraintes hydrauliques :

*résistance des fondations ou des remblais aux affouillements, tassements différentiels ou érosions = protections des talus, mise en place de matériaux filtrants, drainage et pompage, fondations sur pieux ou sur puits, liaisons d'ancrage entre les fondations et les murs...

*fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact.

*bâtiments sur pilotis, avec maintien permanent de la transparence hydraulique sous le bâtiment.

*vide sanitaire étanche, aéré, vidangeable et non transformable.

*drainage périphérique et/ou système d'épuisement maintenu en état de marche.

L'adaptation des structures porteuses de bâtiment (gros oeuvre) :

*chaînage vertical et horizontal de la structure (résistance aux tassements différentiels, notamment pour les sols gonflants ou affouillables).

*arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus de la cote de référence (limitation des remontées capillaires dans les murs).

*utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables (risques de dégradation progressive) sous la cote de référence.

*étanchéification des murs extérieurs = choix d'une structure non sensible à l'eau et résistante, application d'enduits, traitement de joints, traitement de surface imperméabilisant.

*Il est à noter que l'ensemble de ces règles techniques ne sont pas limitatives et sont données ici à titre d'exemples.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Dans le cadre de l'édification de construction en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes, la surface au sol des bâtiments projetés pourra être réduite par rapport à l'existant si l'écoulement des eaux le justifie.

3 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. **En revanche, en ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie seulement des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation,...).

- 4 - L'aménagement, la rénovation ou l'extension de construction existante ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de surface habitable supplémentaire sous la cote de référence,...).

c) Prescriptions particulières :

- Campings et stationnement de caravanes.

* L'extension et la création de terrain de camping et de caravanage sont autorisés sous réserve:

- de l'aménagement ou de l'existence d'une zone de refuge située au dessus de la cote centennale + 0.50 m. Cette zone doit en outre, être suffisante pour permettre le stationnement hors période estivale des caravanes présentes sur le camping.

* L'implantation d'habitations légères de loisirs (H.L.L.) même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.

* La transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.) est interdite.

* Dans le cadre de la création d'une nouvelle structure d'accueil (camping), les infrastructures fixes (bâtiment d'accueil, magasins, sanitaires, toilettes,...) devront être aménagées en dehors du champ d'inondation centennal. Dans la mesure de l'impossibilité de solution alternative pour une implantation hors zone inondable, la cote du plancher des bâtiments devra être située au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, l'accès au local de permanence permettant de donner l'alerte en cas d'inondation, doit être implanté en tout point au-dessus de la cote de référence.

* Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.

* Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.

- La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa fort, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone d'aléa fort n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'évènement de référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- **Pour les infrastructures de transport**, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.

2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :

- d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;

- de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;

- toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-1.3 - Prescriptions particulières aux zones de risque modéré ou faible (zones vertes)

Principe : Améliorer la sécurité des constructions existantes et prescrire des mesures pour rendre "acceptable" le risque encouru par les nouvelles constructions.

Peuvent toutefois être autorisées sous réserve :

a) Toute construction nouvelle qui respectera les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.
- 2 - Le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence.

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisées et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté au-dessus du niveau de la crue de référence.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Constructions existantes (aménagement, reconstruction, extension) :

L'aménagement, l'extension ou la reconstruction d'une habitation existante peuvent être autorisés.

Dans ce cas, les constructions devront respecter les prescriptions suivantes :

- 1 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle supplémentaire à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Dans le cadre de l'édification de construction en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes, la surface au sol des bâtiments projetés pourra être réduite par rapport à l'existant si l'écoulement des eaux le justifie.

- 2 - Dans le cadre d'une reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé au-dessus de la cote de référence. **En revanche, en ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations, ou s'appliquer qu'à tout ou partie des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond ne permet pas d'imposer la surélévation,...).
- 3 - L'aménagement, la rénovation ou l'extension de construction existante ne doit pas avoir pour effet de conduire à une augmentation du risque lié aux inondations (ex : augmentation de la vulnérabilité du bâtiment, création de locaux habitables supplémentaires sous la cote de référence,...).

c) Prescriptions particulières :

- Campings et stationnement de caravane

- * L'extension et la création de terrain de camping et de caravanage sont autorisés sous réserve:
 - de l'aménagement ou de l'existence d'une zone de refuge située au dessus de la cote centennale + 0.50 m. Cette zone doit en outre, être suffisante pour permettre le stationnement hors période estivale des caravanes présentes sur le camping.
- * L'implantation d'habitations légères de loisirs (H.L.L.) même dans l'enceinte de camping et caravanage existants est interdite.
- * La transformation de place de camping en habitation légère de loisirs (H.L.L.) est interdite.
- * Dans le cadre de la création d'une nouvelle structure d'accueil (camping), les infrastructures fixes (bâtiment d'accueil, magasins, sanitaires, toilettes,...) devront être aménagés en dehors du champ d'inondation centennal. Dans la mesure de l'impossibilité de solution alternative pour une implantation hors zone inondable, la cote du plancher des bâtiments devra être située au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, l'accès au local de permanence permettant de donner l'alerte en cas d'inondation, doit être implanté en tout point au-dessus de la cote de référence.
- * Dans les terrains de camping et caravanage aménagés, le stationnement des caravanes est interdit en dehors de la période d'ouverture autorisée.
- * Le camping et le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés sont strictement interdits.
- **La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules** peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.
- **Les constructions, ouvrages et installations techniques** nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station d'épuration, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés, sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation hors zone inondable, que les équipements sensibles soient situés au-dessus de la cote de référence et qu'ils répondent aux exigences suivantes :

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les bâtiments, ouvrages et constructions résistent aux pressions de la crue de référence, ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées.

2 - Les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet.

- **En ce qui concerne les stations d'épuration et les équipements importants** et dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone inondable n'existe, une étude spécifique définie page 6 du présent règlement, pourra définir le type d'aménagement ou de protection à mettre en oeuvre pour l'événement de référence centennal, ainsi que les dispositions constructives particulières à respecter. Par ailleurs, à proximité d'un lieu urbanisé l'aménagement ne devra pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée.

- **Pour les infrastructures de transport**, sans institution de procédure spécifique, on veillera particulièrement à ce que les opérations nouvelles répondent aux conditions suivantes :

1 - La finalité de l'opération rendant impossible toute implantation hors zone inondable.

2 - Le parti retenu (gabarit, tracé en plan, profils en long et en travers, ouvrages hydrauliques) parmi les différentes solutions représente le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Il est impératif à cet égard :

- d'éviter la possibilité de franchissement en remblai dans le champ d'inondation décennal de la rivière, ainsi que dans les chenaux d'écoulement des lits majeurs ;
- de limiter l'emprise des ouvrages dans les zones d'expansion des crues afin d'en préserver la capacité de stockage ;
- toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.

Ces travaux ne devront pas conduire à une augmentation du risque en amont, en aval et sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact du projet et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

III-2 - Prescriptions applicables aux zones peu ou pas aménagées (Zones rouges)

Ces zones correspondent à l'ensemble du champ d'inondation défini pour l'aléa de référence à l'exclusion des secteurs urbanisés.

Principe : Interdire tout aménagement, construction nouvelle ou mouvement de terre susceptibles d'induire des effets incompatibles avec la protection des personnes et des biens, et avec l'écoulement des eaux en cas de crue.

Ces zones doivent être impérativement préservées comme champ d'expansion des crues du Lot.

Ces zones à préserver impérativement sont assorties des mêmes restrictions en matière d'occupation du sol que les zones d'aléa très fort, sauf en ce qui concerne les bâtiments sanitaires ou vestiaires qui peuvent être liés à l'implantation de parcs urbains, squares, aires de jeux ou de sports.

Il paraît effectivement peu concevable d'interdire les bâtiments sanitaires ou vestiaires dès lors que l'on privilégie l'aménagement d'espaces de loisirs.

Dans ces zones, l'extension de l'urbanisation est donc strictement interdite. Toutefois, dans les champs d'expansion des crues, lorsque les inondations sont caractérisées par une montée lente des eaux et un faible risque pour les personnes, des espaces libres inondables à l'intérieur ou à proximité des périmètres urbains peuvent être réservés pour constituer des espaces naturels (parcs urbains, jardins, squares, aires de jeux et de sports, autres espaces de détente et de promenade...). Ces aménagements ne devront pas nuire à l'écoulement des eaux ni à leur stockage et devront par conséquent respecter les prescriptions suivantes :

- 1 - Les bâtiments **sanitaires ou vestiaires** liés à l'aménagement des espaces libres inondables peuvent être autorisés dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation en dehors de la zone inondable n'existe, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
 - la surface au sol du bâtiment sera réduite,
 - un seul bâtiment sera autorisé par unité de loisir aménagée,
 - les constructeurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le bâtiment résiste aux pressions de la crue de référence ainsi qu'à des tassements ou érosions localisées et réduire ainsi leur vulnérabilité,
 - les constructions ne devront pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues susceptible de créer un exhaussement de la ligne d'eau et de modifier les conditions d'écoulement de nature à augmenter le risque collectif encouru par les habitations existantes extérieures au projet. Il conviendra de rechercher un positionnement du bâtiment le mieux adapté.
 - le niveau du premier plancher devra être situé au-dessus de la cote de référence. Le projet ne devra donc pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit en deçà le niveau de la cote de référence. Pour répondre à ce critère d'éligibilité, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

- 2 - Sont interdites toutes constructions de murs, murets et haies arbustives "serrées" pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues.

Cette interdiction s'applique également aux clôtures réalisées parallèlement au courant.

Toutefois :

- **Les clôtures de pâtures** seront, soit constituées de 4 fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins 3 mètres, soit réalisées avec du grillage à mailles larges. L'utilisation de clôtures actives (clôtures électrifiées avec piquets en fibre de carbone et 4 fils) est tolérée.

Dans tous les cas, les clôtures seront mises en oeuvre sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

- **Les plantations d'arbres** seront espacées d'au moins 6 mètres, à la condition expresse que ces arbres soient régulièrement élagués au moins jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence et que le sol entre ces arbres reste bien dégagé.

- **Les clôtures des constructions ou biens existants ou admis par le présent document** ne devront pas s'opposer à la libre circulation des eaux. Elles seront donc du type clôtures 3 à 4 fils, grillages à mailles très larges permettant d'éviter le colmatage, clôtures légères **sans mur de soubassement**, clôtures susceptibles de s'effacer sous la pression de l'eau.

- 3 - Les exhaussements de terrain (remblais, digues, ...) sont interdits sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Dans ce cas, ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

Par ailleurs les légers remblais qui peuvent être tolérés aux abords immédiats des bâtiments compte tenu de l'élévation imposée au seuil des locaux habitables ne doivent pas constituer un obstacle important à l'écoulement des crues ni modifier les conditions d'écoulement.

- 4 - Les excavations de sol sont interdites sauf celles réalisées dans le cadre d'un projet d'aménagement visant à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Comme pour les exhaussements de terrain (point n° 2 ci-dessus), ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée et feront si besoin est l'objet de mesures compensatoires. L'impact et les mesures compensatoires pourront être définis sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- L'ouverture et l'exploitation de carrières peuvent en revanche être autorisées sous les conditions suivantes :

• L'impact hydraulique lors de l'exploitation ne doit pas aggraver les conséquences des crues, il devra être au moins neutre (par exemple, les terres de découverte conservées seront disposées en merlons longitudinaux, parallèlement à l'écoulement).

• Le réaménagement doit donner la préférence à une solution permettant de participer à la réduction des conséquences des inondations à l'échelle du bief ou de la vallée ; à défaut, l'impact hydraulique, après réaménagement sera au moins neutre.

En ce qui concerne la gestion des atterrissements, le service responsable de la police de l'eau sur le bassin versant du Lot est chargé d'apprécier l'urgence et le bien fondé qui justifient toute opération.

- 5 - Les biens non sensibles mais déplaçables, de toute nature, tels que le mobilier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements... devront être scellés et ancrés afin d'éviter tout risque d'entraînement et dégradations diverses et ne pas constituer un obstacle notable à l'écoulement des eaux.
- 6 - L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches et conçus pour être submersibles.
- 7 - Particulièrement pour les installations sportives, il y aura lieu de concevoir des installations adaptées et non couvertes, simples, limitées et robustes en prenant en considération notamment les prescriptions (1) à (6) ci-dessus.
- 8 - Par ailleurs, dans ces zones, des aménagements spécifiques visant à faciliter l'écoulement des eaux lors de crues ou à réduire leur impact pourraient être envisagés (ex : aménagement d'un chemin de promenade en bordure de rivière, dispositif freinant l'écoulement des eaux, etc...).

Ces travaux ne devront pas conduire à modifier les conditions d'écoulement des crues de manière à augmenter le risque en amont, en aval ou sur la rive opposée. Les conséquences sur le régime d'écoulement des eaux en période de crue pourront être appréhendées sur la base d'une étude hydraulique détaillée telle que définie page 6 du présent règlement.

- 9 - En terrain agricole, il y aura lieu de veiller à stocker des matériaux (balles de foin) ou matériel en dehors du champ d'inondation afin d'éviter les phénomènes d'embâcle au passage des ponts ou passerelles.

Il conviendra également de procéder à l'évacuation de tous les dépôts anthropiques situés dans le champ d'inondation du Lot et des bassins périurbains dans le délai de un an qui suit l'approbation du présent P.P.R.

IV - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ABORDS DES AXES D'ECOULEMENT PERIURBAINS

IV-1 - Ruisseau du Rieucros de Rieumenou

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges) énoncées pages 25 et 27 du présent règlement, s'appliquent intégralement au droit du champ d'inondation du ruisseau du Rieucros de Rieumenou tel que défini sur le plan de cartographie n° 2-2.

IV-2- Ruisseau du Rieucros d'Alteyrac

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées (zones rouges) énoncées pages 25 et 27 du présent règlement, s'appliquent intégralement au droit du champ d'inondation du ruisseau du Rieucros d'Alteyrac tel que défini sur le plan de cartographie n°2-3.

IV-3- Ruisseau de Chabannes

Deux zones sont matérialisées sur le plan de cartographie n° 2-4.

- Une bande de précaution de 10 m de large minimum, comptée horizontalement de part et d'autre de l'axe d'écoulement, **sera impérativement préservée de tout aménagement** (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment,...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir les capacités hydrauliques du talweg. Une étude hydraulique pourra être alors envisagée afin de dimensionner l'ouvrage. Dans ce cas il est conseillé de prendre en compte les débits de référence fixés dans l'étude diagnostic réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE en prenant en considération les perspectives d'aménagement sur le bassin versant correspondant.

- Sur la zone de ruissellement portée sur le plan, la constructibilité y est autorisée. Il convient de veiller à traiter l'accès aux parcelles en tenant compte de ce risque de ruissellement.

IV-4 - Ruisseau du Merdançon

Trois zones sont matérialisées sur le plan de cartographie n° 2-5.

Les prescriptions particulières applicables sur chacun des secteurs sont les suivantes :

- Risque d'inondation très fort (zone rouge)

Les prescriptions particulières applicables aux zones peu ou pas aménagées du Lot énoncées pages 25 et 26 du présent règlement s'appliquent intégralement.

- Risque d'inondation fort (zone bleue)

Dans cette zone les risques de ruissellement intense sont accompagnés d'importants stockages locaux.

Sur cette zone :

a) Toute construction nouvelle, aménagement, reconstruction ou extension devra respecter les prescriptions suivantes.

1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations du bâti en cas de submersion.

2 - Dans le cadre d'une construction, reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé 1,00 m au-dessus du terrain naturel. **En ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans**

certaines situations ou s'appliquer qu'en tout ou partie seulement des locaux habitables (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation...).

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté à + 1,00 m au-dessus du terrain naturel.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence (+ 1,00 m par rapport au terrain naturel). Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Prescriptions particulières

La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

Les constructions, ouvrages, installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station de pompage, réseaux d'eau, d'assainissement, réseaux EDF et PTT, ou à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone d'aléa fort, que les équipements sensibles soient situés 1,00 m en dessus le niveau du terrain naturel. Par ailleurs, les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations des ouvrages et constructions en cas de submersion.

L'orientation spécifique du bâti imposé dans les prescriptions communes ne sera pas exigée dans cette zone.

Par ailleurs, cette zone est assortie des contraintes supplémentaires suivantes :

- Toutes modifications des murs de façades et entrées des bâtiments existants qui longent l'axe d'écoulement et notamment la rue du Torrent, devront prendre en compte le risque inondation. Il convient donc d'imposer de maintenir les ouvertures (porte, fenêtre...) en dessus la cote estimée des plus hautes eaux ou, en cas d'impossibilité, de mettre en place des systèmes de fermeture adaptés.

- Toute liaison de voirie sur cet axe devra être analysée de la même manière (la voirie doit rejeter l'écoulement et non l'appeler). Le graphe inséré dans le plan de cartographie simule les hauteurs d'eau au droit de la rue du Torrent pour le débit de pointe exceptionnel.

- Risque d'inondation modéré (zone verte)

Le risque de ruissellement par la voirie et au travers de certaines parcelles est important.

Sur cette zone :

a) Toute construction nouvelle, aménagement, reconstruction ou extension devra respecter les prescriptions suivantes.

- 1 - Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations du bâti en cas de submersion.
- 2 - Dans le cadre d'une construction, reconstruction ou d'une extension, le niveau du premier plancher habitable doit être situé 0,50 m au-dessus du terrain naturel. **En ce qui concerne l'aménagement ou la rénovation, cette disposition ne pourra pas s'appliquer dans certaines situations ou s'appliquer qu'en tout ou partie seulement des locaux habitables** (ex : rénovation à l'identique d'une maison dont les locaux habitables sont implantés sous la cote de référence et dont la hauteur sous plafond disponible ne permet pas d'imposer une surélévation...).

En revanche, seuls les locaux ou les constructions annexes des habitations affectés au garage des véhicules, les mazets et abris de jardin, ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente pourront être autorisés et leur seuil implanté au niveau du terrain naturel, sous réserve du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité. Dans ce cas et afin de se prémunir contre tout risque d'aménagement à terme, aucune ouverture autre que la porte d'accès ne devra être prévue.

A noter que cette dérogation pour l'implantation du seuil des locaux faisant office de garage doit être appréciée en fonction des possibilités de garages déjà disponibles au sein d'une même unité foncière (ou même propriété). Le seuil est fixé à deux véhicules maximum. Pour l'habitat collectif, il conviendra de ramener ce seuil à un garage d'une place par logement au maximum. Cette solution ne doit être envisagée que dans la mesure où aucune solution alternative permettant une implantation des garages au-dessus de la cote de référence n'existe. Au-delà de ces seuils, le niveau du plancher du bâtiment ou de l'extension à construire devra être implanté à + 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

Ainsi la construction d'un bâtiment spécifique ou d'une extension d'un bâtiment existant faisant office, à l'intérieur d'une même unité foncière ou même propriété, de

garages multiples ou collectifs, susceptibles d'abriter plus de deux véhicules, en sus du respect des prescriptions définies à l'alinéa 1 précité, devra ne pas avoir pour effet de contribuer à l'aménagement de locaux, de quelle que nature que ce soit ou de places de stationnement en deçà le niveau de la cote de référence (+ 0,50 m par rapport au terrain naturel). Pour répondre aux critères d'éligibilité fixés, seul un aménagement sur pilotis ou vide sanitaire est envisageable.

b) Prescriptions particulières

La réalisation d'une zone de stationnement collectif de véhicules peut être autorisée. Des panneaux seront alors apposés sur les lieux pour informer les usagers du risque potentiel d'inondation.

Les constructions, ouvrages, installations techniques nécessaires à l'exploitation des captages d'eau potable, au fonctionnement des services publics, station de pompage, réseaux d'eau, d'assainissement, réseaux EDF et PTT, et à la mise en valeur des ressources naturelles sont autorisés sous réserve de l'impossibilité de solution alternative d'implantation en dehors de la zone inondable, que les équipements sensibles soient situés 0,50 m en dessus le niveau du terrain naturel. Par ailleurs, les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les dégradations des ouvrages et constructions en cas de submersion.

L'orientation spécifique du bâti imposé dans les prescriptions communes ne sera pas exigée dans cette zone.

Par ailleurs, sur cette zone il conviendra d'éviter de décaisser le terrain naturel de façon à ne pas créer des bassines.

Au droit de la confluence avec le Lot et légèrement en amont, il y a superposition des aléas liés à l'inondation par le Lot et par les ruissellements diffus du valat du Merdançon. Sur cette zone les prescriptions applicables aux zones situées dans le champ d'inondation du Lot définies par le présent règlement prédominent.

IV-5 - Ruisseau des Pousets

Au niveau de la rue du Causse d'Auge, les écoulements des crues ordinaires à exceptionnelles seront dispersés par la voirie avec des risques plus ou moins précis sur les habitations qui la bordent.

Deux zones sont matérialisées sur le plan de cartographie n° 2-6.

- Une bande de précaution **sera impérativement préservée de tout aménagement** (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment,...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir les capacités hydrauliques du talweg. Une étude hydraulique pourra être alors envisagée afin de dimensionner l'ouvrage. Dans ce cas il est conseillé de prendre en compte les débits de

référence fixés dans l'étude diagnostic réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE en prenant en considération les perspectives d'aménagement sur le bassin versant correspondant.

- Sur la zone de ruissellement reportée sur le plan, la constructibilité y est autorisée. Il convient toutefois de prévoir des dispositions d'accès aux parcelles qui intègrent ce risque de ruissellement.

IV-6 - Valat des Pigeons

Les prescriptions particulières applicables aux zones de risque très fort du Lot énoncées pages 11 à 16 du présent règlement s'appliquent intégralement au droit de la zone délimitée sur le plan de cartographie n° 2-7.

IV-7 - Valat de Chaldecoste

Une bande de précaution est matérialisée sur le plan de cartographie n° 2-8 de part et d'autre du ravin. Cette bande a une largeur de 3 m comptée horizontalement de part et d'autre de l'axe d'écoulement.

Elle sera impérativement préservée de tout aménagement (clôture, stockage de matériaux, remblais, canalisation, busage, bâtiment...) afin de conserver le caractère naturel du talweg et ne pas modifier ses capacités d'écoulement. Pour les infrastructures de transport et de desserte locale nécessitant la création d'ouvrage de franchissement, il y aura lieu de veiller particulièrement à maintenir la capacité hydraulique du talweg. Une étude hydraulique pourra être diligentée afin de dimensionner l'ouvrage.

IV-8 - Prescriptions propres à la création de nouveaux lotissements

Les résultats de l'étude diagnostic du risque d'inondation périurbaine, réalisée en août 1995 par le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand et le CETE MEDITERRANEE ont mis en évidence les risques liés à une forte urbanisation et à des aménagements souvent peu respectueux des axes d'écoulement périurbains.

Les ravins des Pousets, de Chaldecoste, de Chabannes, du Merdançon et des Pigeons sont les principaux concernés.

Afin de ne pas accroître les risques de débordements en période de crue et dans l'attente du redimensionnement des réseaux et/ou de l'aménagement des ravins, il convient d'assortir toute demande d'autorisation pour la création de lotissements sur les versants drainés par les axes concernés, d'une analyse des incidences induites par l'imperméabilisation. Les mesures compensatoires seront alors énoncées dans le dossier de demande d'autorisation (ex : chaussée poreuse, micro-bassin de rétention,...) et reprises sur l'autorisation d'aménager.

V - LES MESURES DE PREVENTION PRECONISEES

V-1 - Pour les constructions et équipements existants situés en zone inondable

Hormis les cas exceptionnels où il y aurait menace grave pour les vies humaines, ces cas peuvent être traités par la procédure d'expropriation instaurée récemment par le décret n° 95-1115 du 17 Octobre 1995.

L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situées en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux.

Toutefois, compte tenu du risque d'inondation, il convient d'inviter les occupants à prendre des dispositions qui permettraient de limiter les dégradations.

1 - Accès et zone refuge

Pour les habitations existantes, situées en zone d'aléa très fort et desservies par un accès submersible, il est fortement recommandé aux propriétaires concernés de s'assurer que leurs locaux sont équipés d'une zone refuge hors d'atteinte de la crue centennale permettant, en cas de sinistre, d'attendre l'intervention des secours et que ceux-ci puissent y accéder de l'extérieur (fenêtre, terrasse, toit d'habitation...). Cette zone refuge peut permettre également la mise hors d'eau de certains équipements sensibles.

La zone refuge doit :

- être aisément accessible pour les personnes résidentes depuis l'intérieur du bâtiment : escalier intérieur, voire échelle,
- offrir des conditions de sécurité satisfaisantes (solidité, situation hors d'eau, surface suffisante pour l'ensemble des personnes censées y trouver refuge, niveau de "confort" minimal, possibilité d'appels ou de signes vers l'extérieur),
- être aisément accessible depuis l'extérieur pour l'intervention des secours (absence de grille aux fenêtres, ouvertures suffisantes en nombre et en taille, plate-forme sur terrasse pour intervention hélicoptère, ...) et l'évacuation des personnes.

Sous réserve des incidences hydrauliques potentielles liées à la réalisation de remblais ou ouvrages en zone inondable, la mise en sécurité des personnes peut localement (zone d'aléa très fort notamment) nécessiter de privilégier les accès par voie terrestre. Ces accès doivent permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées) de façon autonome ou avec l'aide des secours.

Ils doivent donc être :

- aisément praticables : itinéraire si possible hors d'eau pour l'événement de référence centennal ou à défaut, franchissable à pied compte tenu des caractéristiques hydrauliques locales (hauteur et vitesse d'écoulement). L'implantation de l'accès se fera de préférence côté opposé au courant.
- permanents : accès pérennes (passerelle, cote de plate-forme suffisante...) et non vulnérables (structure porteuse adaptée à l'ennoiment et apte à résister aux effets du courant, sous couche drainante facilitant le ressuyage de la structure, ...).

•suffisantes : leur nombre ou leur gabarit doivent permettre une évacuation d'urgence de l'ensemble des personnes concernées sur le site, voire des biens stockés (évacuation des produits dangereux si une telle procédure est prévue), ainsi que l'intervention des services de secours.

2 - Réseaux :

Limitation des risques d'accident pour la circulation des piétons et véhicules en zone inondée (phénomènes de "trous d'eau"), quel que soit le niveau d'aléa

*matérialisation des emprises de piscines et de bassins existants situés en zone inondable. Implantation au-delà de la cote de référence pour les ouvrages nouveaux.

*verrouillage des tampons d'assainissement en zone inondable (généralement pour les parties inférieures des réseaux pouvant être mises en charge).

Limitation des dommages aux réseaux, quel que soit le niveau d'aléa

*installations de chauffage = chauffage urbain hors d'eau, rehaussement des chaudières des particuliers au-dessus de la cote de référence, calorifugeage insensible à l'eau ou caniveau étanche pour les conduites d'eau chaude...

*installations électriques et téléphoniques individuelles = installation des coffrets d'alimentation et des tableaux de commande hors d'eau, étanchéité des branchements et des câbles sous la cote de référence, installation de coupe-circuits automatiques isolant uniquement les parties inondées, possibilités de mise hors d'eau des équipements électriques sensibles, borne d'éclairage extérieure fonctionnant en cas de crise...

*réseaux électriques et téléphoniques = postes moyenne tension et basse tension montés sur poteaux ou mis hors d'eau et facilement accessibles en cas d'inondations, revanche suffisante des câbles aériens par rapport aux plus hautes eaux, branchements et compteurs des particuliers hors d'eau...

*réseaux d'eau potable = conditions d'implantation des réservoirs par rapport à la cote de référence (trop pleins, orifices de ventilation, lestage des ouvrages...), mise hors d'eau des équipements sensibles (pompes, armoires électriques, ouvrages de traitement..), étanchéité des équipements.

*réseaux d'assainissement = restrictions sur l'assainissement autonome (interdiction sauf pour l'habitat isolé, ou implantation sur tertre surélevé avec un regard de contrôle implanté au-dessus de la cote de référence), étanchéité des réseaux eaux usées, vannage d'isolement de certains tronçons en zones inondables, clapets anti-retour au droit des points de rejet, verrouillage des tampons sur les bouches d'égout, pompes pour mise hors d'eau...

3 - L'installation de groupes de secours pour les équipements collectifs névralgiques

(hôpitaux, centres d'intervention, stations de pompe, usines de traitement d'eau...)

4 - Protection et renforcement des installations de radiotélécommunication sur les centres opérationnels en cas de crise (services en charge de la protection civile, mairies...).

5 - Autres dispositions constructives envisageables, permettant de limiter les risques de montée des eaux dans le bâtiment.

Ces dispositions concernent aussi bien la sécurité des personnes que celle des biens dans les bâtiments.

*calage des planchers (habitables, voire non habitables) au-dessus de la cote de référence.

*arasement des ouvertures (portes, fenêtres) au-dessus de la cote de référence des plus hautes eaux.

*réalisation de pignon aveugle en deçà la cote de référence sur la paroi amont du bâtiment. Cette disposition peut s'appliquer notamment au bâti confronté à des crues de type ruissellement périurbain.

*possibilités d'obturation des ouvertures (portes, fenêtres) situées sous la cote de référence par des panneaux amovibles, résistants et étanches. Cette solution ne doit pas être considérée comme une protection des personnes si aucune zone refuge hors d'eau n'existe dans le bâtiment. Elle ne fonctionne que sur des durées de submersion très limitées.

*mesures d'étanchéité du bâtiment sous le niveau de la crue de référence.

6 - L'aménagement des sous-sols est fortement déconseillé.

7 - Limitation des dommages aux biens mobiliers dans ou hors des bâtiments

Il est recommandé aux habitants des zones inondables et, quel que soit le niveau de l'aléa, d'examiner toutes les possibilités de mise hors d'eau rapide des équipements sensibles (appareils électroménagers, chaudières, denrées précieuses, produits périssables, ...). Cette mise hors d'eau peut être valablement envisagée lors d'une réfection ou d'un remplacement.

8 - Limitation des effets induits

Afin de limiter les effets susceptibles d'être induits par une forte montée des eaux (pollution, embâcles au droit des points singuliers, entraînement de matériaux et d'équipements...), il est fortement recommandé aux propriétaires et gérants d'entreprises de prendre en considération les éléments suivants :

*installations flottantes (cuves, citernes) = implantation au-dessus de la cote de référence ou lestage et ancrage résistant à la pression hydrostatique, débouchés d'évents prolongés au-dessus de la cote de référence, maintien des citernes pleines pendant la période de crue "probable" ou à défaut installation de clapets de remplissage à ouverture automatique sous l'effet de la pression hydrostatique...

*dépôts ou stocks périssables ou polluants = interdiction ou limitation des installations périssables, polluantes ou dangereuses présentant des risques potentiels pour la sécurité ou la salubrité publique (hydrocarbures, solvants organiques, peintures, produits chimiques, phytosanitaires, décharges...), implantation des stocks au-dessus de la cote de référence, installation en fosse étanche et arrimée, mesures d'évacuation des produits au-delà d'une cote d'alerte, conditions d'accès et de surveillance en cas d'impossibilité d'évacuation.

*biens non sensibles mais déplaçables = scellement et ancrage (meublier urbain, mobilier de jardin ou de sport, équipements d'espaces publics...) ou protections diverses (stocks de produits inertes).

V-2 - Pour la gestion du risque au droit des axes d'écoulement périurbains

Ces recommandations sont extraites de l'étude intitulée "Programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles - commune de Mende - Lozère - étude diagnostic" réalisée par le CETE MEDITERRANEE et le L.R.P.C. de Clermont-Ferrand en août 1995.

V-2.1 - Ruisseau du Rieucros de Rieumenou

Les crues du Rieucros de Rieumenou ne sont pas dramatiques pour les riverains qui ont construit assez haut par rapport au fond du lit de la rivière. Les habitations inondables sont au nombre d'une dizaine.

Le risque d'inondation par refoulement est à prendre en considération compte tenu de son importance. Il peut être évité en prévenant les habitants d'une possibilité de débordement par refoulement lorsque le Lot est en crue.

La gestion du risque d'inondation pour les riverains du Rieucros de Rieumenou passe donc par la sensibilisation des populations concernées par les crues. La priorité doit aller au maintien du bon fonctionnement du ruisseau (entretien des berges) et surtout à l'arrêt total de construction dans la vallée du Rieucros. Celle-ci est trop étroite pour accueillir de nouvelles habitations hors du champ d'inondation.

V-2.2 - Ruisseau du Rieucros d'Alteyrac

Sur la partie étudiée, la vallée du Rieucros est trop étroite pour envisager des constructions. En amont du profil P1 (cf plan de cartographie n° 2-3), le terrain permet la construction de bâtiment. Celle-ci ne peut être envisagée qu'avec beaucoup de précaution.

A l'heure actuelle, le risque provient du remblai de la scierie. Le seul aménagement peu onéreux permettant de limiter le risque serait la mise en place d'une grille en travers du lit mineur du Rieucros, quelques mètres en amont du radier amont de la buse. Elle permettrait de limiter le risque d'embâcle de la buse.

Le remblai de la scierie s'étend progressivement le long du Rieucros en amont de la canalisation. Son extension doit être définitivement arrêtée car il réduit considérablement le volume de stockage de l'eau en cas de mise en charge de la buse.

Enfin la gestion du risque passe par la sensibilisation des responsables de la scierie aux risques de déversement par dessus le remblai et dans ce cas à la fermeture de la RN 88. La priorité doit aller bien entendu au maintien du bon fonctionnement du ruisseau et au nettoyage régulier des berges du ruisseau qui sont actuellement fort encombrées.

V-2.3 - Ruisseau de Chabannes

L'extension de la commune de Mende semble passer par l'urbanisation d'une partie du bassin versant du ruisseau (zone de la Combe). Dans un premier temps, il est important de limiter les constructions d'habitations en préservant **une bande naturelle de 10 m de large de part et d'autre des axes d'écoulement.**

Cette urbanisation entraînera un débordement plus fréquent au niveau des deux routes du quartier de la Tour. Par conséquent, il sera nécessaire de redimensionner les deux ouvrages de passage : 1 buse de diamètre 1,8 m permettrait, par exemple, le passage du débit de pointe décennal ($\approx 10 \text{ m}^3/\text{s}$).

Concernant les cinq ou six maisons déjà construites et régulièrement inondées, la gestion du risque passe par la sensibilisation des habitants aux risques de débordement important et au maintien du bon fonctionnement du ruisseau (particulièrement entre les deux ouvrages où le lit du ruisseau disparaît sous les herbes).

A l'amont de la route qui mène à Chabannes, il est possible de réaliser un bassin de rétention puisque les terrains sont encore vierges d'urbanisation et que la pente du thalweg est faible. Ce bassin peut être dimensionné pour un débit de pointe décennal de $10 \text{ m}^3/\text{s}$ avec :

- un volume de l'ordre de $30\,000 \text{ m}^3$
- un débit de fuite maximal de $1 \text{ m}^3/\text{s}$.

V-2.4 - Ruisseau du Merdançon

Il est clair que le busage du Merdançon est sous dimensionné. Il faudrait une canalisation de diamètre supérieur à 2 m pour évacuer sans encombre le débit décennal de $10,6 \text{ m}^3/\text{s}$ du ruisseau. Néanmoins les crues courantes du ruisseau ($< 10 \text{ m}^3/\text{s}$) n'affectent pas de manière dramatique les habitations. La rue du Torrent draine la totalité du débit jusqu'au Lot sans que des constructions fassent obstacle à l'écoulement.

Mais compte tenu de la vitesse de l'écoulement, le danger principal provient de l'entraînement dans les rues de corps flottants comme des voitures, poubelles...

Une crue exceptionnelle du Merdançon pourrait avoir un caractère dramatique également pour les habitations car la lame d'eau déborderait par dessus la rue jusque dans les maisons.

La gestion du risque de crue du Merdançon passe par la sensibilisation des habitants de la rue du Torrent. Ils doivent être en premier lieu avertis du risque afin qu'ils mettent en cas d'événements pluvieux intenses, tous les objets mobiles et flottants à l'écart de la rue.

La priorité doit également aller à la fermeture aux véhicules du boulevard Britexte qui, en cas de crue du Merdançon est coupé par le débordement du ruisseau.

Le risque inondation est aggravé à l'heure actuelle par de nombreux travaux qui ont percé ou détruit en partie les ouvrages maçonnés qui encadrent le ruissellement. Il est impératif de remettre en oeuvre ces dispositifs de protection.

V-2.5 - Ruisseau des Pousets

Dans l'état actuel d'urbanisation du bassin, le risque d'inondation périurbain n'est pas dramatique car le ruissellement en temps de crue se partage en plusieurs axes d'écoulement :

- le chemin des Pousets,
- la route du Causse d'Auge,
- le prolongement de la rue des Sorbiers.

L'extension des activités industrielles et commerciales de la commune de Mende semble passer par l'imperméabilisation de la partie encore rurale du bassin versant. Dans un premier temps, il est important de ne pas couvrir l'axe d'écoulement principal. **Une bande naturelle de 5 à 10 m de part et d'autre de cet axe devra être préservée.**

Cette urbanisation entraînera un débordement plus fréquent et plus important du ruisseau sur les routes du Causse d'Auge, de Bécamel et du chemin des Pousets. La canalisation Ø 300 parallèle au chemin des Pousets pourrait être remplacée par un Ø 1 400 qui permettrait de récupérer l'intégralité du débit décennal (débit de mise en charge d'un Ø 1 400 : environ 8 m³/s).

Dans la partie sommitale du bassin versant, il est possible de réaliser un bassin puisque les terrains sont encore vierges d'habitation et que tous les écoulements transitent dans le talweg du ruisseau. De plus, il existe à ce niveau une carrière qui semble être un site privilégié pour l'emplacement du bassin de rétention.

Pour un débit de pointe décennal d'environ 4,5 m³/s (au droit de la carrière), le débit maximal d'évacuation du réseau à l'aval est d'environ 0,56 m³/s, ce qui induit un volume de bassin de rétention d'environ 8 000 m³.

La gestion du risque passe par la sensibilisation des habitants de ces rues. Ils doivent être prévenus de la possibilité de ruissellement d'une lame d'eau de faible épaisseur (0,1 à 0,4 m) mais très rapide. Ils doivent également mettre tous les objets mobiles et flottants (voitures, poubelles...) à l'écart de leur rue en cas d'événement pluvieux intense.

V-2.6 - Valat des Pigeons

L'identification du busage du valat des Pigeons serait nécessaire pour déterminer sa capacité d'évacuation. Dans le cas où ce busage est sous-dimensionné, il faut envisager son remplacement par un collecteur permettant le passage du débit décennal (5 m³/s) sous le quartier du Villaret jusqu'à l'aval de la RN 88.

Les habitants situés dans le talweg du ruisseau ainsi que les responsables des bâtiments administratifs (archives et conseil général) doivent être prévenus de la possibilité de débordement du ruisseau.

En cas de ruissellement très important dans la rue perpendiculaire à l'impasse des Pigeons, la RN 88 en direction du Puy serait coupée. La circulation serait alors interdite.

Un bassin de rétention-infiltration (terrains supports perméables) est envisageable à l'amont de la zone urbanisée, par creusement. Pour un débit de pointe décennal de 5,5 m³/s, le volume de ce bassin devrait être de l'ordre de 10 000 m³/s, le débit de fuite restant à déterminer.

V-2.7 - Valat de Chaldecoste

Ce ravin n'a pas fait l'objet d'une approche spécifique dans le cadre de l'étude du CETE et du L.R.P.C. Toutefois, compte tenu du potentiel de terrains constructibles sur la partie sommitale du bassin versant, comme pour les ruisseaux des Pousets et de Chabannes, une bande naturelle sera préservée de part et d'autre de cet axe.

Le ravin a été maintenu à ciel ouvert, le plus souvent ceinturé par des murs latéraux jusqu'en amont du Grand Séminaire.

Ensuite, plus en aval, la voirie communale a été constituée sur l'axe d'écoulement. Un regard à grille et un busage sur 20 à 25 mètres rejettent les eaux en aval du Grand Séminaire.

La densification de l'urbanisation en amont du bassin versant et les raccordements des eaux pluviales sur le ravin pourraient à terme rendre plus fréquent et important le ruissellement sur la voirie et le regard à grille s'avérerait insuffisant.

L'aménagement du tronçon artificialisé peut être envisageable. En attendant le regard à grille devra être régulièrement nettoyé.

ESTIMATION DU RISQUE ET PROPOSITION D'AMENAGEMENTS POUR LES PETITS BASSINS VERSANTS

RECAPITULATIF

1 - RIEUCROS DE RIEUMENOU

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{110} = 75 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{1100} 150 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant).
- * Estimation des risques : Risque de débordement pour les 500 derniers mètres de linéaires avant la confluence avec le Lot. Risque de refoulement par le Lot sur les 300 derniers mètres de linéaires.
- * Orientations préventives :
 - Arrêt des constructions dans la vallée à moins de 50 m du ruisseau
 - Entretien des berges
 - Information des riverains concernant le risque de refoulement.

2 - RIEUCROS D'ALTEYRAC

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{110} = 37 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{1100} 74 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant).
- * Estimation des risques : Risque de mise en charge de la canalisation (diamètre 2 m) sous le remblai de la scierie. Risque de débordement par dessus le remblai et par dessus la RN 88.
- * Orientations préventives :
 - Arrêt de l'extension du remblai de la scierie
 - Entretien des berges
 - Information des riverains concernant le risque de débordement sur la RN 88.
- * Aménagements à prévoir
 - Pose d'une grille à l'amont de l'entrée de la canalisation.

3 - RUISSEAU DE CHABANNES

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{110} = 9,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{1100} 29,7 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
 $Q_{110} = 10,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{1100} 29,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant futur après urbanisation).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Arrêt des constructions dans la vallée à moins de 10 m du talweg du ruisseau
 - Entretien des berges.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage des ouvrages de franchissement des routes (1 buse de diamètre 1,8 m à la place des 2 buses de diamètre 0,6 m) ou bassin de rétention volume » 30 000 m³.

4- RAVIN DES POUSETS

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 6 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 11,9 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
 $Q_{i10} = 11,9 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 14,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant futur après urbanisation).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant. Déversement suivant plusieurs axes d'écoulements à partir de la route du Causse d'Auge.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Dans la partie amont, bande naturelle de 10 m de large à préserver de part et d'autre de l'axe drainant.
 - Limiter le risque d'entraînement des corps flottants dans les rues.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage des ouvrages de franchissement des routes (1 buse de diamètre 1,4 m permet l'évacuation du débit de pointe décennal) ou bassin de rétention à l'amont de la zone urbanisée.
 - VOLUME » 8 000 m³.

5 - RUISSEAU DU MERDANÇON

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 10,6 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 31,2 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
- * Estimation des risques : Risque de débordements dans la rue du Torrent sur toute sa longueur.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Limiter le risque d'entraînement des corps flottants dans la rue du Torrent
 - Fermeture du Boulevard Britexte en cas de débordement.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage de la canalisation de la rue du Torrent.

6 - VALAT DES PIGEONS

- * Résultats de l'étude hydrologique : $Q_{i10} = 5 \text{ m}^3/\text{s}$ et $Q_{i100} = 12,8 \text{ m}^3/\text{s}$ (à l'exutoire du bassin versant actuel).
- * Estimation des risques : Risque de débordements sur routes et inondation d'habitations dans la partie aval du bassin versant. Inondations provoquées par les résurgences souterraines.
- * Orientations préventives :
 - Information des riverains concernant les risques de débordements
 - Identification du busage du ruisseau sous la zone urbanisée
 - Fermeture de la RN 88 en cas de débordement.
- * Aménagements à prévoir
 - Recalibrage de la canalisation ou bassin de rétention de volume » 10 000 m³.

7 - VALAT DE CHALDECOSTE

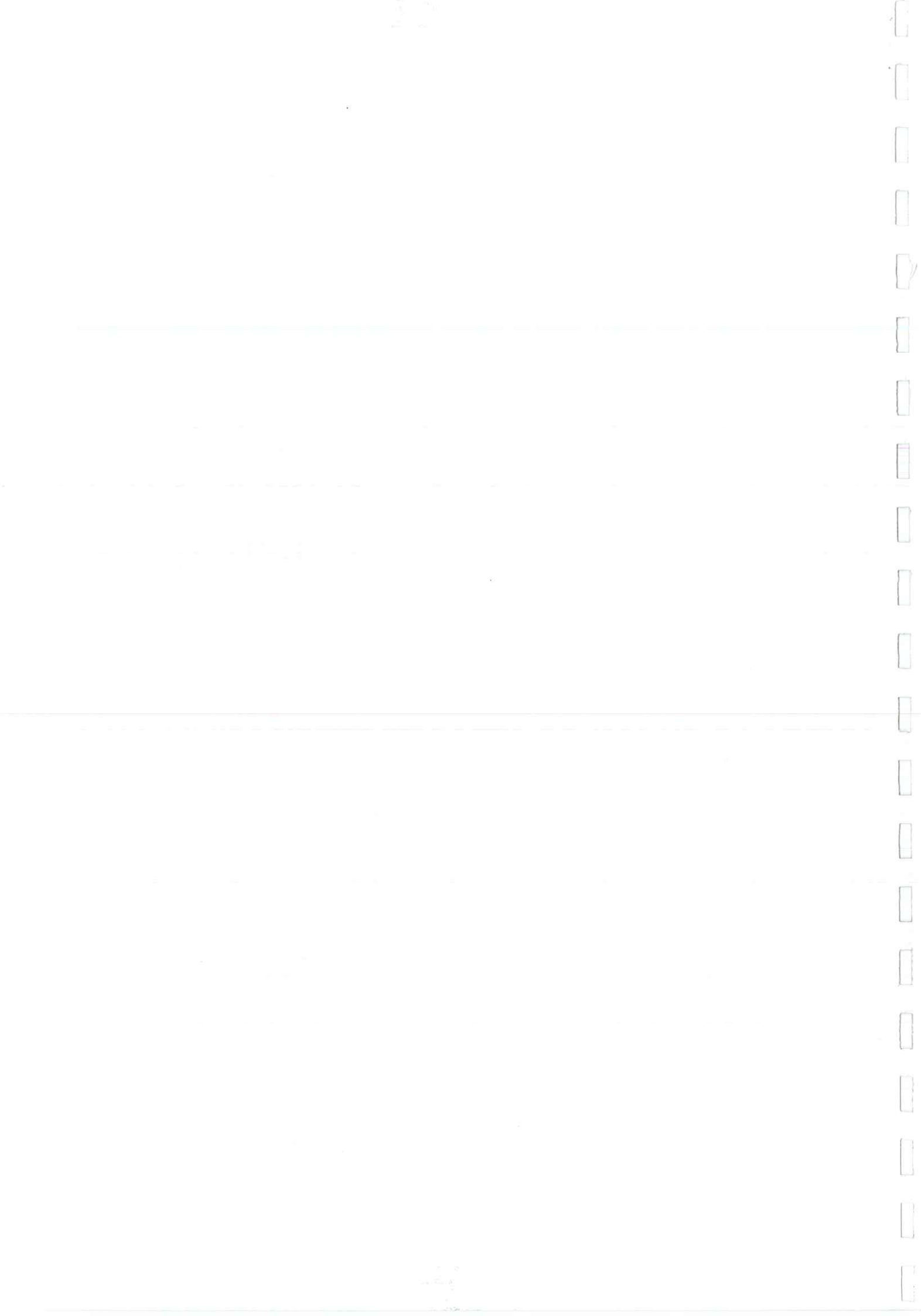
- * Appréhender les conséquences de l'urbanisation le long de cet axe pour en déduire les dispositions constructives à adopter.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INTERDICTIONS ET AUTORISATIONS REGLEMENTEES
DE CONSTRUIRE ET D'OCCUPATION DU SOL DES SECTEURS SITUES EN ZONE INONDABLE

Nature des bâtiments et équipements	Constructions nouvelles (individuelles, collectives, lotissements...)	Bâtiments à usage d'hébergement (hôtels, foyers, hôpitaux...)	Bâtiments industriels et artisansaux, entrepôts commerciaux	Bâtiment dont l'aménagement peut provoquer le rassemblement de personnes (E.R.P., commerces...)	Bâtiments agricoles ou liés à une activité forestière d'extraction de granulats	Espaces de loisirs, aires de jeux, parcs	Abris ou mazets de jardin	Stationnement multiple et collectif	
								Bâtiment Garages de + de 2 véhicules	de plein air
Zone d'aléa	Constructions ou aménagements nouveaux (1)	interdit (4)	interdit	interdit	interdit	autorisation réglementée	autorisation réglementée	interdit	autorisation réglementée
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	interdit (4)	interdit	interdit	interdit	autorisation réglementée	autorisation réglementée	interdit	autorisation réglementée
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Reconstruction après sinistre par une inondation torrentielle	interdit (4)	interdit	interdit	interdit	autorisation réglementée	autorisation réglementée	interdit	autorisation réglementée
Zone bleue	Reconstruction après sinistre	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Constructions, reconstructions aménagements ou occupation du sol nouveaux	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
Zone verte	Constructions, reconstructions aménagements ou occupation du sol nouveaux	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Constructions, aménagements ou occupations du sol nouveaux	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Bande de précaution bassins péri-urbains de Chabannes, des Pousets, de Chaldecoste	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée
	Reconstruction après sinistre par une inondation torrentielle	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisation réglementée
	Reconstruction après sinistre	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée

DE CONSTRUIRE ET D'OCCUPATION DU SOL DES SECTEURS SITUÉS EN ZONE INONDABLE

Nature des bâtiments et équipements		Camping et stationnement de caravanes				Bâtiments et équipements (eau, assainissement, STEP, infrastructure de transport)	Murs de clôture	Remblais	Excavation de sol	Observations
		Aménagement de camping, parc résidentiel, de garage collectif de caravanes	Camping et stationnement de caravanes hors terrain aménagé	Stationnement de caravanes sur terrain aménagé hors période d'ouverture						
Zone d'aléa	Constructions ou aménagements nouveaux (1)	interdit	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	(1) S'applique également aux projets de constructions édifiées en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes	
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	interdit	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée	(2) Peut s'appliquer également à la surélévation des bâtiments dont l'aménagement a comme objectif d'améliorer les conditions de sécurité des occupants (ex : transfert de tout ou partie des locaux habitables en dessus le niveau de la ligne d'eau centennale, création d'une zone de refuge...).	
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée				autorisation réglementée				
	Reconstruction après sinistre par une inondation torrentielle	autorisation réglementée(3)				autorisation réglementée (3)			(3) Sous réserve notamment que des dispositions constructives particulières soient prises pour réduire la vulnérabilité du bâti.	
Zone bleue	Reconstruction après sinistre	autorisation réglementée				autorisation réglementée	autorisation réglementée		(4) Dans les zones à caractère naturel, les bâtiments sanitaires ou vestiaires liés à l'aménagement d'espaces libres inondables pourront être autorisés moyennant les prescriptions énoncées dans le règlement.	
	Constructions, reconstructions aménagements ou occupation du sol nouveaux	Autorisation réglementée	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée		
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	Autorisation réglementée	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée			
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée				autorisation réglementée	autorisation réglementée		Autorisation réglementée : les bâtiments, ouvrages, structure d'accueil touristiques... devront respecter les prescriptions communes applicables à chaque zone inondable et les prescriptions particulières afférentes à la zone d'aléa considérée.	
Zone verte	Constructions, reconstructions aménagements ou occupation du sol nouveaux	autorisation réglementée	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée		
	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	autorisation réglementée	interdit	interdit		autorisation réglementée	autorisation réglementée	autorisation réglementée		
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée				autorisation réglementée	autorisation réglementée			
	Constructions, aménagements ou occupation du sol nouveaux	interdit	interdit	interdit		interdit	interdit	interdit		
Bande de précaution bassins périurbains Chabannes, des Pousets, Chaldecoste	Extension de la surface au sol des bâtiments, installations ou ouvrages	interdit	interdit	interdit		interdit	interdit	interdit		
	Aménagement des bâtiments ou ouvrages (2)	autorisation réglementée				autorisation réglementée	autorisation réglementée			
	Reconstruction après sinistre	autorisation réglementée(3)				autorisation réglementée (3)	interdit			
	Reconstruction après sinistre	autorisation réglementée				autorisation réglementée	interdit			



COMMUNE DE Mende

Département de la Lozère (48)

6.1.4

Site Patrimonial Remarquable (SPR)



ADELE---SFI
434 rue Etienne Lenoir
30 900 Nîmes
Tél/Fax : 04 66 64 01 74
adelesfi@wanadoo.fr
www.adele---sfi.com

Approbation du P.L.U. : DCM du 28 mars 2012

Approbation de la révision du P.L.U. : DCM du 10 janvier 2018

Mise à jour du P.L.U. : Arrêté du Maire du 19 février 2026

Approbation de la modification simplifiée n°1 : DCM du 25 juin 2026

Mise à jour du P.L.U n°2 : Arrêté du Maire du 25 juin 2026



VILLE DE MENDE

Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère



A.V.A.P.

AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

Devenue

SPR : Site patrimonial remarquable

loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)

Dossier d'approbation

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

I - INTRODUCTION	3
Procédure d'élaboration de l'AVAP.....	3
Rôle de l'AVAP	3
Documents constitutifs de l'AVAP	4
Motifs qui ont conduit à l'élaboration de l'AVAP	5
Présentation.....	5
II - SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC	6
Protections et zonages existants.....	6
Protections au titre des monuments historiques	6
Site Classé :	7
Sites archéologiques recensés	7
Zonages environnementaux	8
Synthèse historique	8
Éléments d'intérêt patrimonial repérés au titre de l'AVAP	10
Patrimoine architectural et urbain	10
Patrimoine paysager	10
Prise en compte du PADD	10
III - ENJEUX	13
Enjeux de protection du patrimoine	13
Protéger et valoriser le patrimoine historique, architectural et paysager urbain.	13
Enjeux environnementaux.....	13
Protéger et valoriser le patrimoine paysager	13
Protéger les espaces naturels du territoire	13
Objectifs de la Trame verte et bleue	14
Encadrer l'installation d'équipements pour l'exploitation des énergies renouvelables	15
IV - TRADUCTION REGLEMENTAIRE	16
Délimitation du périmètre et découpage en zones	16
La modification des protections existantes (M.H. et sites)	16

I - INTRODUCTION

Procédure d'élaboration de l'AVAP

Les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ont été instituées par l'article 28 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national sur l'environnement, repris dans les articles L.642-1 à L.642-10 du Code du Patrimoine.

Elles sont régies par le décret n° 2011 -1903 du 19 décembre 2011 (articles D. 642-1 à R.642-29 du code du patrimoine), complété par la circulaire d'application du 2 mars 2012.

Ce dispositif se substitue à celui des Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP),

Les ZPPAUP et les AVAP sont devenues Site Patrimonial Remarquable (SPR) conformément à la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) du 7 juillet 2016.

L'élaboration de l'AVAP se poursuit conformément à l'article 112, titre II, de la loi LCAP, pour les dispositions transitoires.

La mise à l'étude et la création d'une AVAP sont élaborées à l'initiative et sous la responsabilité de la commune, qui en est maître d'ouvrage.

L'AVAP est réalisée par des bureaux d'étude, avec l'aide et l'expertise de l'architecte des bâtiments de France, et les membres d'une commission locale créée spécialement. Cette dernière est composée d'élus représentant la commune, de personnes qualifiées au titre du patrimoine et au titre d'intérêts économiques locaux et de représentants de l'état. Elle est présidée par le Maire.

Elle a pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP.

La décision finale de la création de l'AVAP appartient au préfet de département, après l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) et après enquête publique prévue à l'article L.642-3 du code du patrimoine.

L'AVAP est ensuite annexée au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, comme servitude d'utilité publique, selon les articles L 126-1 et R 126-1 à 3 du Code de l'urbanisme.

Rôle de l'AVAP

L'AVAP a pour objet la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces, dans le respect du développement durable. Elle est en revanche sans incidence sur le régime

de protection des immeubles inscrits ou classés au titre des monuments historiques situés dans son périmètre.

Elle a pour ambition de développer une nouvelle approche de la gestion qualitative des territoires. Elle intègre approche architecturale, urbaine, paysagère et enjeux environnementaux en prenant en compte les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Elle détermine un périmètre de protection adapté aux caractéristiques propres du patrimoine de la commune, établit les règles de protection et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager. Elle établit des règles relatives à l'insertion des constructions neuves dans leur contexte.

Documents constitutifs de l'AVAP

Le dossier de l'AVAP se compose de trois éléments réglementaires :

- le présent rapport de présentation qui expose les motifs qui ont conduit à la création de l'AVAP, récapitule les orientations à partir de la synthèse du diagnostic et justifie les mesures prises pour la protection et la mise en valeur du patrimoine. A ce document sont annexés les diagnostics architecturaux et environnementaux qui présentent les éléments d'histoire et détaillent les enjeux patrimoniaux, architecturaux, urbains, paysagers et environnementaux.
- les plans de zonage et de protection qui sont une présentation graphique des prescriptions énoncées dans le règlement. Ils font apparaître les limites de l'aire et sa division en zones ainsi que l'ensemble des éléments protégés au titre de l'AVAP.
- le règlement qui, après avoir rappelé les effets juridiques et les objectifs de l'AVAP, énonce les règles et les recommandations différentes selon les zones, la catégorie de protection et la nature des travaux projetés.

Article 114-II de la loi LCAP :

"Les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la présente loi sont instruits puis approuvés conformément aux [articles L. 642-1 à L. 642-10 du code du patrimoine](#), dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

Au jour de leur création, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine deviennent des sites patrimoniaux remarquables, au sens de l'article L. 631-1 du code du patrimoine, et leur règlement est applicable dans les conditions prévues au III de l'article 112 de la présente loi. Ce règlement se substitue, le cas échéant, à celui de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager applicable antérieurement."

Motifs qui ont conduit à l'élaboration de l'AVAP

La ville de Mende, chef-lieu du département de la Lozère, située dans la haute vallée du Lot en zone de moyenne montagne, aux portes du Parc National des Cévennes, dont le cœur historique recèle un patrimoine architectural et urbain riche et varié, a approuvé le 5 octobre 2000 sur une partie de son territoire, une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZZPAUP), cette dernière a été révisée le 22 février 2008.

Depuis 15 ans, l'application de ce document a permis la réalisation de très nombreuses opérations de restauration du bâti et de traitement des espaces publics.

Ces actions nécessitent cependant une connaissance plus approfondie de l'histoire et du développement de la ville, de son bâti, de son architecture et de ses espaces centraux ou périphériques que l'étude d'AVAP devra apporter.

La loi du 12 juillet 2010 a modifié le régime des ZPPAUP, en leur substituant celui des Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

La ville de Mende a décidé, par délibération du 25 novembre 2013 de mettre en place, sur son territoire, une AVAP qui lui permettra au travers d'outils de gestion, de protéger et de valoriser ce patrimoine dans le cadre d'un véritable projet de développement urbain.

Présentation

Ville de 13 212 habitants (insee 2014), elle s'étend sur un territoire de 36.6 km². La commune de Mende se situe à cheval entre le plateau granitique de la Margeride et le massif calcaire des Grands Causses. Elle s'est développée en fond de vallée, au bord du Lot, le ruisseau Rieucros s'y jette sur sa rive droite au pied des quartiers résidentiels qui s'étendent jusqu'au plateau. La ville est surplombée (côté rive gauche du Lot) par le Mont Mimat (1035 m) accessible par la côte de la Croix de Saint-Privat. Située sur l'axe Lyon-Toulouse, la ville a longtemps été un carrefour commercial entre l'Auvergne, le Rhône et le Languedoc.

Sur ce territoire, de nombreuses protections existent au titre du code du patrimoine et du code de l'environnement.

L'étude doit apporter au travers de son diagnostic, de son règlement et de son zonage, les éléments qui permettront à la ville et à l'UDAP de gérer qualitativement tant les restaurations d'immeubles et aménagements d'espaces publics ou privés que l'intégration de nouvelles constructions dans les périmètres ainsi définis.

Elle intégrera les critères du développement durable et des économies d'énergie instaurés par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

II - SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic (architectural et environnemental) figure en annexe du présent rapport de présentation. Il dresse un état des lieux de la commune en répertoriant l'ensemble des protections existantes au titre des monuments historiques ainsi que les inventaires et zonages au titre de l'environnement. Le diagnostic répertorie l'ensemble des éléments architecturaux, urbains et paysagers d'intérêt patrimonial, puis détermine les enjeux de protection et de mise en valeur sous le double aspect patrimonial et environnemental.

Le diagnostic permet d'orienter le résultat de l'étude vers des objectifs à atteindre en matière de protection et de mise en valeur, tout en prenant en compte les orientations de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) devenu SPR conformément à la loi, et du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Protections et zonages existants

Protections au titre des monuments historiques

- Fontaine d'Aigues-Passes (réf. PA00103862): ISMH 16/10/1945
- Maison, ancien hôtel de Montesquieu (réf. PA48000017) : ISMH 22/05/2012, salle voûtée peinte
- Hôtel de ville (réf. PA00103864) ISMH 13/04/1944 : façades sur rue et toitures
ISMH 03/11/1945 : façades sur place et escalier intérieur
- Lavoir de la Calquière (réf. PA00103866) : ISMH 22/07/1998
- Ancien hôtel dit maison Pons (réf. PA48000019) : ISMH 22/11/2013
- Immeuble, 25 rue Basse (réf. PA00103865) ISMH 09/12/1985
- Maison, 5 rue Basse (réf. PA00103867) ISMH 17/04/1950 : escalier à rampe en fer forgé
- Maison, 6 place au Blé (réf. PA00103868) ISMH 05/04/1946 : porte du 18ème, vantaux compris
- Croix en pierre, place du Chastel (réf. PA00103861) ISMH 13/07/1926
- Ancien collège des Doctrinaires (réf. PA00103857) ISMH 23/11/1977 : tour subsistante
- Croix en pierre, rue du Collège (réf. PA00103859) ISMH 13/07/1926
- Usine électrique, 3 rue de l'Épine (réf. PA00103882) ISMH 19/08/1946 : porte sur cour et escalier intérieur
- Niche en pierre et menuiserie (réf. PA00103875) ISMH 12/07/1945
- Maison, 1 rue du Fournet (réf. PA00103869) ISMH 12/06/1946 : porte du 17ème, vantaux compris
- Maison, rue du Fournet (réf. PA00103870) ISMH 21/01/1946 : façades et toitures
- Niche avec statue et lanterne à huile (réf. PA00103876) ISMH 12/07/1945
- Maison, 10 rue de la Jarretière (réf. PA00103871) ISMH 12/06/1946 : portail sur rue et porte sur cour
- ancien couvent des Ursulines (réf. PA00103858) ISMH 17/04/1950 : porte d'entrée
- Ancien théâtre, actuellement cinéma le Trianon (réf. PA00103880) ISMH 09/11/1984 : façades et toiture

- Immeuble dit ancienne synagogue (réf. PA48000002) ISMH 30/05/1996 : Façades et toitures des bâtiments entourant la cour, à l'exception de la façade sur la rue Léopold-Monestier, ainsi que le sol de la cour et le passage
 - Préfecture (réf. PA00103878) ISMH 21/03/1946 : porte du 18ème
 - Fontaine du Griffon de Soubeyran (réf. PA00103863) ISMH 08/03/1946
 - Maison, rue du Soubeyran (réf. PA00103873) ISMH 12/06/1946 : porte du 17ème
 - Maison, rue du Soubeyran (réf. PA00103872) ISMH 11/04/1946 : porte du 17ème, vantaux compris
 - Anciens remparts, boulevard Théophile Roussel (réf. PA00103879) ISMH 18/06/1979 : vestiges
 - Maison, rue Théophile-Roussel (réf. PA00103874) ISMH 06/02/1929 : Porte du 13e siècle, vantaux compris
 - Croix de Sirvens (réf. PA00103860) ISMH 13/07/1926
 - Ancienne chapelle des Pénitents Blancs (réf. PA48000018) ISMH 22/11/2013
 - Maison forte de Bahours (réf. PA00135397) ISMH 17/11/1995 : Maison forte, ainsi que le sol de la parcelle et le mur d'enceinte
-
- Tour des Pénitents (réf. PA00103881) MH 19/03/1943
 - Pont Notre-Dame (réf. PA00103877) MH 1889
 - Cathédrale Notre-Dame et Saint-Privat (réf. PA00103856) MH 09/08/1906

Site Classé :

Rocher de Moïse, dans la forêt domaniale, parcelle n° 995, section B du cadastre (20 juin 1936)

Sites archéologiques recensés

Sites archéologiques protégés au titre des monuments historiques :

- cathédrale Saint-Privat ainsi que la crypte Sainte-Thècle (n° 48 095 0005 et 48 095 0008)
- Tour Cavalier (n° 48 095 0009)
- Tour des Pénitents (n° 48 095 0011)

Liste des sites archéologiques

- Saint Ilpide, lieu-dit cadastral : Saint Ilpide (48 095 0001)
- Villa d'en Crouzas (48 095 0002)
- Nécropole médiévale du quartier Saint-Jean, lieu-dit cadastral : quartier Saint-Jean (48 095 0003)
- Pierres tombales - cour jeunesse et sports (48 095 0004)
- Pierres tombales de la rue Chaptal, lieu-dit cadastral : La Ville (48 095 0006)
- Rue Léon Boyer, lieu-dit cadastral : Ville (48 095 0007)
- Rempart Tour Cavalier (48 095 0009)
- Place Urbain V, lieu-dit cadastral : En Ville (48 095 0010 et 48 095 0014)
- Cimetière de la Place Urbain V, lieu-dit cadastral : En Ville (48 095 0012)
- Rempart place Urbain V, lieu-dit cadastral : voie publique (48 095 0013)

Zonages environnementaux

- (Identifiant national : 910007420) - (Identifiant régional : 48090000)

Causses de Marvejols et de Mende

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II

- (Identifiant national : 910015719) - (Identifiant régional : 48094068)

Ubac du Causse de Mende

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1

Synthèse historique

La ville, citée au VI^e siècle par Grégoire de Tours dans l'Histoire des Francs, fut fondée autour des reliques du premier évêque des Gabales du V^e siècle, saint Privat, évangéliste du Gévaudan. Réfugier au mont Mimat, l'évêque fut martyrisé par le chef des Alamans, Chrocus. L'arrivée des pèlerins autour de son tombeau furent à l'origine de la formation d'un bourg au pied du mont Mimat. La basilique funéraire érigée en cathédrale entre le VI^e et le X^e siècle fut reconstruite à l'époque romane et consacrée en 1105.

Le développement de la petite cité fut cependant bloqué par la rivalité des feudataires (l'évêque, le vicomte de Barcelone, le baron de Canilhac, et les seigneurs de Cabrières et de Dolan). L'évêque retourna la situation en faisant prévaloir son autorité et son indépendance. En 1161, la signature de la Bulle d'Or entre le roi de France et l'évêque, Aldebert, donna les pleins pouvoirs à ce dernier qui, en redécouvrant les reliques de saint Privat en 1170, assura la revitalisation de sa cité qu'il dota d'une enceinte fortifiée après avoir racheté les domaines urbains des baronnies.

A partir d'un noyau urbain initial, le plan de la ville fondé autour de la cathédrale, la ville se constitua peu à peu de quartiers, pans d'Auriac, d'Aigues Passes, du Chastel et de Champnau qui furent inclus dans le rempart d'Aldebert. Deux ordres mendiants s'installèrent aux portes de la ville, les Cordeliers en 1220 et les Carmes vers 1260. Dès la fin du XII^e siècle l'accroissement démographique entraîna l'accroissement urbain des quartiers. En 1307, l'acte de paréage conclu entre Philippe le Bel et l'évêque de Mende Guillaume VI Durand, fit celui-ci comte du Gévaudan. La terre fut divisée en deux domaines, celui du roi et celui de l'évêque.

Durant la guerre de Cent Ans, les fortifications de la ville furent renforcées mais ne purent la préserver des pillages. C'est dans ces temps de guerre que Mende se dota d'une cathédrale gothique grâce à Grimoald de Grisac, élu pape en Avignon en 1362 sous le nom d'Urbain V.

Après la guerre, la reprise des activités des pareurs de draps et du négoce permit relance l'économie locale. Les reconstructions et la création de trois nouveaux collèges témoignent du renouveau de la ville dont les activités principales demeuraient la manufacture des laines et du cuir, le négoce, la culture intensive et l'administration épiscopale.

Durant les guerres de Religion, deux clans divisèrent le Gévaudan : les catholiques avec Nicolas Dangu, évêque et comte, et les protestants sous le commandement d'Astor de Peyre. Mende assiégée en juillet 1562 résista mais les biens hors les murs furent détruits. La ville capitula avant d'être libérée le 4 août et mise en défense par le gouverneur civil Bertrand de Cénaret. Mathieu Merle régisseur d'Astorg de Peyre s'arma et pris Mende en 1579.

Le démantèlement de la citadelle protestante marqua le début d'un siècle moins agité : L'évêque Silvestre Crusy de Marcillac (1628 – 1659), chargé de la « reconstruction » du Gévaudan, fixa les Carmes dont le couvent avait été détruit à l'intérieur des murs, installa les Capucins et facilita la création d'une confrérie de Pénitents Blancs. L'un de ses successeurs, Monseigneur François de Piencourt (1677-1707), fit ouvrir de la porte Royale d'Angiran en direction de Paris une allée plantée de peupliers d'Italie, participa à l'extension de l'hôpital et reconstruisit le collège.

A partir de la Révocation de l'Edit de Nantes en 1685, les luttes religieuses reprirent. La guerre des Camisards dura jusqu'en 1704. Bien que la ville ne fut pas touchée, on s'employa à renforcer ses fortifications.

Le XVIII^e siècle fut le temps de la prospérité malgré la peste qui fit, en 1721, 1078 victimes dans la ville. Le travail de la laine avec la fabrication et le commerce des serges et cadis donnaient du travail à plus d'un tiers de la population. Dans la seconde moitié du siècle pourtant la concurrence des grands centres industriels amorça le déclin de l'activité. En 1768, la destruction de l'enceinte fut autorisée par le roi, ce qui fut favorable au développement périphérique.

A la Révolution la suppression des couvents et la constitution civile du clergé heurtèrent la foi paysanne et tourna la majorité de la population du côté de la Contre-révolution. La Terreur fit nombre de victimes dans la ville. Les biens ecclésiastiques furent affectés aux services publics. Dans la ville des travaux de voirie rationalisèrent l'espace (plan géométrique de 1812 : ouverture de nouvelles rues, aménagement de places...) mais maintinrent la quasi-totalité de la morphologie urbaine ancienne.

Bien qu'au cœur d'un pays de production lainière, Mende souffrait de la difficulté d'approvisionnement et continua son déclin économique et démographique malgré quelques efforts pour suppléer au tissage familial. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les bâtiments à

fonction publique calqués sur le modèle national furent nombreux : casernes, écoles des filles et des garçons, gare, abattoirs, musée, théâtre, préfecture.

La chute démographie s'est traduite jusque dans les années 1925 par une taudification importante du centre ancien (remplissage des cours, exhaussement des maisons). Dès 1925, grâce au solde migratoire la ville connut une certaine croissance qui donna lieu à l'aménagement de nouveaux équipements (jardin public, gendarmerie, halle au blé, bains-douches, lotissements en périphérie...).

Eléments d'intérêt patrimonial repérés au titre de l'AVAP

Patrimoine architectural et urbain

Ville à trame médiévale dans remparts

Plans de repérage de la qualité architecturale des bâtiments

Cimetière de la Vabre, situé rue St Gervais, il constitue un site remarquable formant une terrasse en promontoire au-dessus de la vieille ville.

Patrimoine paysager

Rocher de Moïse : dans la forêt domaniale, site classé 20 juin 1936.

Mont Mimat : surplombe la ville

Géologie marquée par la présence du granit et du calcaire

Une rivière et ses affluents, PPRI (plan de prévention des risques d'inondations), déterminant dans le paysage

Une ville au cœur d'espaces végétalisés

Prise en compte du PADD

Les dispositions de l'A.V.A.P. sont compatibles avec les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) de la ville de Mende, sur ses principales orientations stratégiques :

Orientations 1 - Une Ville Attractive et Rayonnante.

- Assurer une mise en synergie des potentialités locales
- Conforter le développement culturel et touristique
- Soutenir les activités agricoles, forestières et favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement

Pour assurer la mise en synergie des potentialités locales, l'A.V.A.P. ne concerne pas les zones de développement économique et participe au maintien de la cohérence de l'organisation des fonctions urbaines.

La valorisation du patrimoine est encouragée par l'A.V.A.P. et doit permettre de conforter le développement culturel et touristique.

Le zonage autour des hameaux, notamment, facilite l'exploitation des petits espaces agricoles situés en limite des zones urbaines.

Le règlement élaboré permet et encourage l'entretien et la réutilisation du bâti rural pour participer pleinement aux objectifs du PADD.

Le respect et la valorisation des façades commerciales en centre ancien permet de maintenir le maillage commercial et renforce l'attractivité touristique.

Orientations 2 - Une Ville Solidaire

- Faire la ville
- Poursuivre un accès aux services et aux équipements pour tous
- Développer une offre d'habitat diversifiée

Pour "Faire la Ville" l'AVAP est un outil qui encourage la réhabilitation du bâti (défiscalisation par exemple), le zonage limité au centre historique et à son environnement immédiat permet de densifier la ville.

L'A.V.A.P. met en avant la qualité des espaces du centre-ville et révèle les potentialités du bâti ancien en milieu urbain. Elle encourage les réhabilitations / restructurations pour une diversité de typologies de logements.

L'AVAP renforce la volonté de développer une offre d'habitat diversifiée.

Orientations 3 - Une Ville Fluide

- Optimiser le fonctionnement et faciliter les liaisons entre les communes
- Améliorer les mobilités dans la ville
- Développer les modes de déplacement doux

La qualité des aménagements souhaitée par l'AVAP pour le cœur historique de la cité renforce la volonté de créer des aménagements, stationnements par exemple, autour pour profiter pleinement des espaces publics.

La réutilisation d'un bâti existant de qualité en centre-ville et la démarche de requalification de certains espaces urbains favorisent la densification urbaine au bénéfice de la fréquentation des équipements publics avec une limitation des déplacements pour la population.

L'A.V.A.P. exclue de son périmètre les quartiers à développer et évite l'étalement urbain pour ne pas consommer d'espaces naturels.

Orientations 4 - Une Ville de Nature

- Valoriser les espaces naturels
- Protéger et gérer les ressources, prévenir les risques et les nuisances
- Préserver les continuités écologiques

Prise en compte des enjeux paysagers dans l'A.V.A.P. pour la valorisation des espaces naturels.

Enjeux dans les hameaux

- Réduire l'imperméabilisation des sols
- Rationaliser l'emprise des voies de circulation
- Mettre en valeur l'espace public
- Préserver les jardins en terrasses et les réseaux de murs en pierres.

Enjeux pour le paysage agricole

- Préserver et développer le maillage des haies arborées (bocage)
- Préserver les terrains agricoles de l'urbanisation.
- Réduire l'impact des zones de stockage et des aménagements extérieurs autour des bâtiments agricoles

Enjeux pour le grand paysage

- Intégrer l'implantation des bâtiments agricoles (prise en compte de la topographie, matériaux, orientation, visibilité)

Les secteurs définis par l'AVAP reprennent les points forts du PADD de la ville de Mende, pour protéger et maintenir l'articulation entre urbain et naturel.

III - ENJEUX

Enjeux de protection du patrimoine

Protéger et valoriser le patrimoine historique, architectural et paysager urbain.

- conserver et valoriser l'ensemble du centre historique et de ses abords immédiats
- préserver les éléments architecturaux accompagnant le bâti (portails, clôtures, fontaines...) garant de la qualité de l'espace public
- préserver les vues depuis la ville vers le paysage et depuis les points de vue sur la ville et le grand paysage.

Enjeux environnementaux

Protéger et valoriser le patrimoine paysager

- conserver la trame urbaine et l'implantation du bâti du centre historique et des faubourgs adjacents
- valoriser le traitement des espaces publics, des places et des rues en favorisant un traitement sobre par l'emploi de matériaux locaux
- préserver les éléments paysagers remarquables participant à la mise en valeur du bâti et à la compréhension de la ville
- préserver les plateaux et les vues depuis et vers la ville

Protéger les espaces naturels du territoire

Les espaces naturels du territoire sont protégés de l'urbanisation dans le cadre du PLU où ils font l'objet de zonages spécifiques.

A : zone agricole :

La zone correspond à l'ensemble des espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Cela concerne à la fois les terres cultivées et celles faisant partie intégrante de l'activité agricole.

N : Zone naturelle et forestière.

La zone N couvre la zone naturelle, équipée ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturel.

La zone N correspond à une zone naturelle fortement protégée. Les constructions et aménagements des bâtiments existants sont interdits, seules les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être autorisées. Sont ainsi protégés les talwegs périurbains de Chabannes, Alteyrac, Chaldecoste (dans sa partie amont), Rieumenou (dans sa partie amont) et les Pousets (dans sa partie amont), actuellement vierges de toute occupation humaine et qu'il importe de conserver à l'état naturel.

Objectifs de la Trame verte et bleue

Le code de l'environnement (article L. 371-1 I) assigne à la Trame verte et bleue les objectifs suivants :

1. Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
2. Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
3. Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
4. Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
5. Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
6. Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

La Trame verte et bleue doit également contribuer à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau (article R. 371-17 du code de l'environnement) et l'identification et la délimitation des continuités écologiques de la Trame verte et bleue doivent notamment permettre aux espèces animales et végétales dont la préservation ou la remise en bon état constitue un enjeu national ou régional de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation (article R. 371-18 du code de l'environnement).

Energies renouvelables

La covisibilité entre le Causse de Mende, le Causse de Changefège et le centre historique rend difficile l'intégration d'installations d'exploitation d'énergies renouvelables classique (photovoltaïque, éolien, panneaux solaire.)

Mais la recherche d'économies d'énergies dans un contexte patrimonial pourra s'appuyer sur des techniques novatrices et intégrables dans le bâti ancien, la prescription doit donc rester prudente et ouverte.

Encadrer l'installation d'équipements pour l'exploitation des énergies renouvelables

- Encadrer les implantations d'équipements d'exploitation des énergies renouvelables en fonction des situations architecturales et urbaines.

- Adapter les systèmes au type ou à la qualité patrimoniale du bâti sur lesquels ils s'implantent.

Ces enjeux conduisent par exemple aux règles concernant l'implantation des panneaux solaires visant la meilleure intégration dans leur environnement. Ils conduisent également à limiter l'usage des climatiseurs encombrants, disgracieux et bruyants ou à les dissimuler à la vue depuis l'espace public.

Ces enjeux conduisent également à l'interdiction d'implantation d'éoliennes sur l'ensemble de l'AVAP, tant leur impact dans le paysage est fort et dommageable.

IV - TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Délimitation du périmètre et découpage en zones

Le plan ci-contre présente le périmètre de l'A.V.A.P. avec ses trois secteurs.

Dans le cadre de l'étude A.V.A.P. la démarche de protection et de mise en valeur a pris en compte la diversité du patrimoine.

Il a donc été retenu des protections sectorisées et adaptées aux différents thèmes identifiés, réunis en trois secteurs distincts :

- Z1 : centre historique.
- Z2 : secteur de zone bâtie de transition
- Z3 : Secteur de paysages naturels

La modification des protections existantes (M.H. et sites)

Après création de l'A.V.A.P :

- le site inscrit du centre disparaît, mais des prescriptions spécifiques y sont désormais attachées dans le règlement de l'A.V.A.P. ;
- les parties des périmètres M.H. non couverts par le périmètre de l'A.V.A.P. sont maintenue, pendant la période transitoire (Loi LCAP).
- la ville souhaite la disparition de ces parties résiduelles de périmètres M.H. situées hors de l'AVAP, elles feront l'objet d'une étude de périmètre délimité des abords (P.D.A.) supprimant leurs effets.



Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère



A.V.A.P. AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

Devenue

SPR : Site patrimonial remarquable

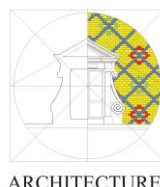
loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)

DIAGNOSTIC ARCHITECTURAL

Dossier d'approbation

Étude réalisée par :

PRONAOS



SARL d'Architecture PRONAOS
Philippe BLONDIN, Architecte spécialiste du Patrimoine
Rue du Castellas - 12330 VALADY
Tél : 05 65 71 86 95
Courriel : philippe.blondin@pronaos.fr
Site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET
Archéologue du Bâti
16, rue Saint Maurice - 46000 CAHORS
Tél : 05 65 21 44 74 – 06 74 18 05 94
Courriel : valerie.rousset3@wanadoo.fr

Amélie Vidal
Ingénieur Paysagiste
Aujals - 46120 Saint Maurice en Quercy
Tél. : 09 75 22 86 23 - 06 16 09 00 86
Courriel : amelievidal.paysagiste@gmail.com
Blog: <http://vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.com/>

A - LE CONTEXTE HISTORIQUE ET L'EVOLUTION DE LA MORPHOLOGIE URBAINE **4**

I – LA VILLE MEDIEVALE	5
1 - Saint Privat, premier évêque du Gévaudan - la fondation de la cité.....	5
2 - La « Paix de Dieu » et la « Bulle d'or »	5
3 - La guerre de Cent Ans	6
4 - Le pape Urbain V (1309- 1370)	6
II – LA VILLE MEDIEVALE ET SA FORTIFICATION (XIIE SIECLE – 1768)	6
III – L'ORGANISATION DE LA VILLE MEDIEVALE INTRA-MUROS	9
1 - La cathédrale Notre-Dame et Saint-Privat et le palais épiscopal.....	9
2 - La ville	9
3 - Les quartiers hors les murs	11
IV – LE XVIIIE SIECLE – LES GUERRES DE RELIGION	14
V – LE XVIIIIE SIECLE	14
1 – La Contre Réforme : l'implantation des nouveaux ordres religieux.....	14
2 – L'aménagement urbain : un nouvel axe vers la rivière, les allées Piencourt.....	15
VI – LE XVIIIIE SIECLE	15
1 – L'activité lainière	15
2 – Les aménagements urbains.....	15
VII – LE XIX ^{EME} SIECLE	17
1 – Les aménagements urbains sur les boulevards	17
2 – Nouveaux édifices et voies dans l'intra-muros	18
3 – Le développement des quartiers extérieurs	19
VIII – LES MONUMENTS HISTORIQUES	22

B - ANALYSE URBAINE **29**

I – LE BÂTI	30
II –LES ESPACES PUBLICS	31
1 – Les Places	31
2 - Les arbres d'alignements.....	32
3 - Le boulevard Soubeyran.....	33
4 - Les Allées Piencourt.....	34
III – LES ESPACES EXTERIEURS – COURS & JARDINS	35
IV – LES REMPARTS	36

C - LA TYPOLOGIE DU BATI – L'ARCHITECTURE RURALE **37**

I – LES MAISONS-FORTES, REPAIRES ET LES MANOIRS	40
II – LES CORPS DE LOGIS DES FERMES	41
III – LES DEPENDANCES	43
1 - Les granges - étables	43
2 - Les aires de battage ou simple dallage de cour	43

3 - Les pigeonniers	43
4 - Les enclos	44
5 - Les fours à pain	45
6 - Les couvertures	45
7 - Les croix de chemin	46
8 - Les lavoirs - fontaines	47

D - LA TYPOLOGIE DU BATI – L'ARCHITECTURE URBAINE **48**

I – LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LEUR MISE EN ŒUVRE	49
II – LA MAISON URBAINE	52
1 - Maison urbaine et immeuble en maçonnerie.....	52
2 - La maison urbaine à façade en pan de bois en encorbellement.....	54
3 - La maison urbaine à façade en pan de bois sans encorbellement	55
III – LES ELEMENTS SPECIFIQUES	55
1 - Les colonnes.....	55
2 - Les cages d'escalier	55
3 - Les portes et portails.....	56
4 - Les fenêtres en pierre	57
5 - Les fenêtres en bois.....	58
6 - Les devantures et leurs menuiseries.....	59
7 - Les menuiseries des fenêtres	60
8 - Les menuiseries des portes, portails et baies charretières	60
9 - Les couvertures, souches de cheminées et les avant-toits.....	61
10 - Les ferronneries	62
11 - Les lucarnes	63
12 - Les escaliers sur rue	63
13 - Les jardins, les cours et leurs clôtures	64

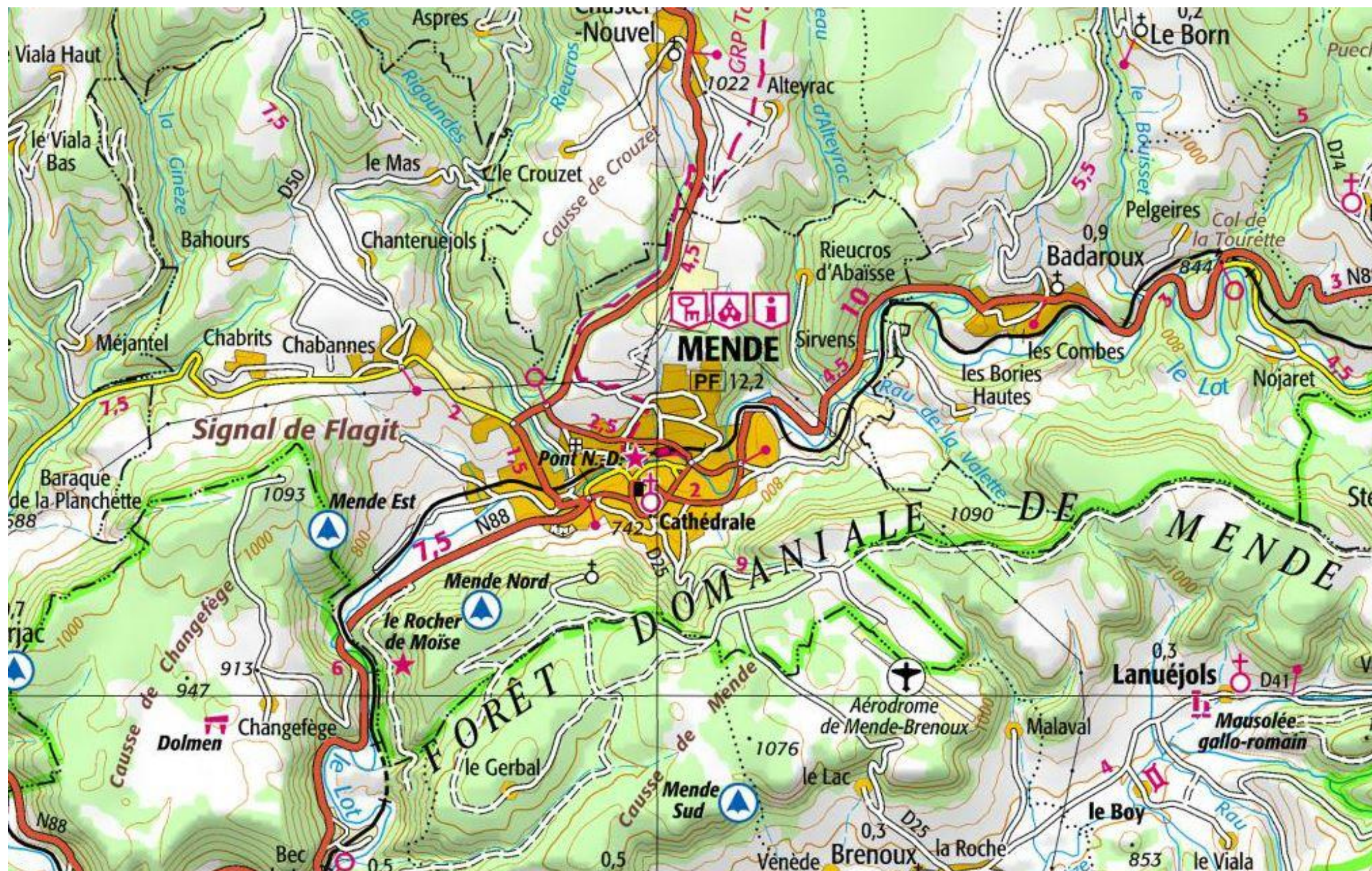
E - ANALYSE ARCHITECTURALE **65**

I – LE BÂTI	66
II – DATATION DU BÂTI	67
III – HAUTEUR DU BÂTI	68
IV – QUALITE ARCHITECTURALE	69
V – SENS DES FAÎTAGES	70

F - ANNEXES **71**

1 - Bibliographie sommaire	72
2 - plan de la ville de Mende en 1789.....	73
3 - Plan cadastral de 1809	74
4 - Plan de la ville.....	75
5 - Plan géométrique de la ville de Mende	76

L'étude doit apporter au travers de son diagnostic, de son règlement et de son zonage, les éléments qui permettront à la commune et à l'UDAP de gérer qualitativement tant les restaurations d'immeubles et aménagements d'espaces publics ou privés que l'intégration de nouvelles constructions dans les périmètres ainsi définis.
Elle intégrera les critères du développement durable et des économies d'énergie instaurés par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

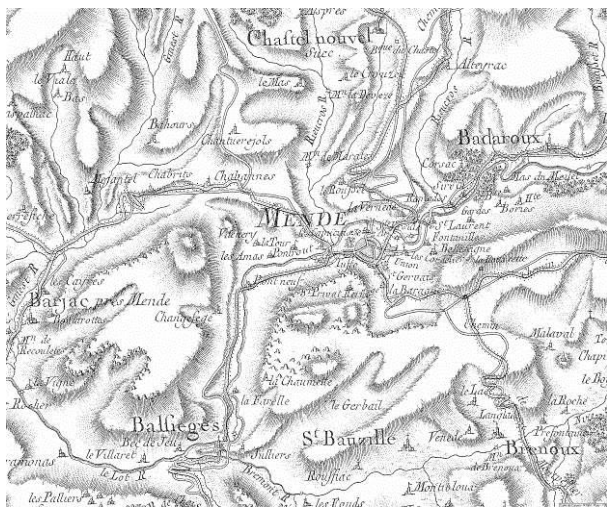


A - LE CONTEXTE HISTORIQUE ET L'EVOLUTION DE LA MORPHOLOGIE URBAINE

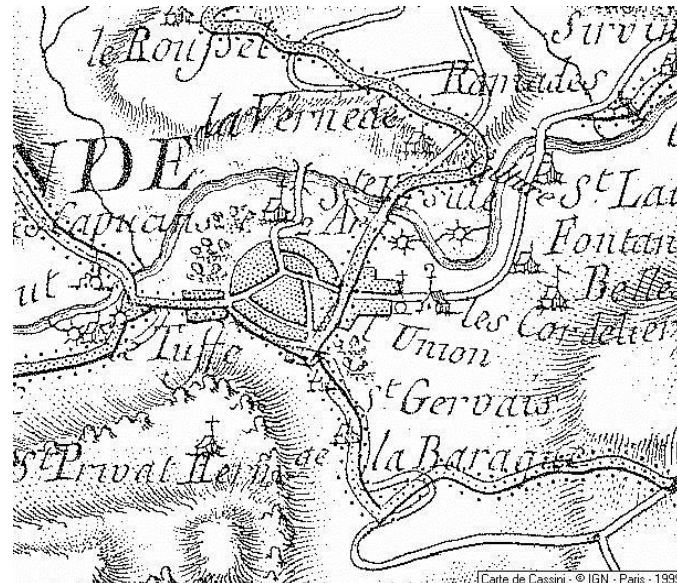
I – LA VILLE MEDIEVALE

La ville de Mende, carrefour entre Auvergne, Rhône et Languedoc, s'est développée sur la rive du Lot, au contact des Causses et de la Margeride. A sud, la ville est dominée par le mont Mimat (1 035 m) accessible par la côte de la Croix de Saint-Privat, où fut édifié un ermitage dans lequel se serait retiré Privat. Au pied du mont, se situe le quartier de la Vabre riche de fontaines fournissant la ville médiévale en eaux potables par un réseau souterrain. C'est le massif granitique de la Margeride qui après le Lot enserre la cité.

La cité naquit du pèlerinage sur les reliques de saint Privat. Siècle de l'évêque- comte du Gévaudan elle sut entretenir une économie prospère grâce à l'activité lainière. Elle est aujourd'hui le chef-lieu du département de la Lozère.



Carte dite « de Cassini ». A gauche, détail sur Mende. Seconde moitié du XVIIIe siècle.



1 - Saint Privat, premier évêque du Gévaudan - la fondation de la cité

La fondation de la ville de Mende est liée au pèlerinage en l'honneur de saint Privat martyrisé par les Alamans au début du Ve siècle. Fuyant Javols (*Anderitum*), capitale du Gévaudan, les Gabales se replièrent dans la forteresse de Grèzes près de Marvejols ; l'évangéliste des Gabales, Privat, se rendit dans une grotte du Mont de Mende, probable petit « vicus », pour y prier. Découvert par les Alamans et se refusant de livrer la place de Grèze, il fut martyrisé et enseveli dans une crypte au-dessus de laquelle on édifia le premier lieu de culte chrétien de Mende. Autour de la basilique funéraire abritant les reliques naquit un pèlerinage attesté au VIe siècle selon la *Vita sancti Hilari*.

La basilique fut érigée en cathédrale entre le VIe et le Xe siècle et dès le XIe siècle, on venait vénérer les reliques enfermées dans sa crypte. L'édifice, reconstruit au cours de la période romane, fut consacré en 1105 par l'évêque Aldebert II de Peyre.

Un ermitage, dominant la ville et auquel fut adjoint au XVIIe siècle, après les guerres de Religion, une chapelle, commémore le lieu de prière du martyr.

L'essor de la ville est revitalisé au XIIe siècle avec la redécouverte des reliques de saint Privat par Aldebert, évêque de Mende en 1170 lors du creusement d'un puits dans la résidence épiscopale.

Le siège épiscopal est attesté à Mende au milieu du Xe siècle – l'évêque Etienne y résidait en 951. Les évêques détiennent alors une partie seulement de Mende, le reste de la cité étant partagé entre les barons de Peyre, les seigneurs de Canillac, Dolan et de Cabrières.



Martyre de St Privat, 1er évêque de Mende en 264. Dessin composé et lithographié par H. Reybeaud de Mende en 1837. Dans Un siècle d'images mendoises, Ville de Mende, Imp. Maury, 1974, Rééd. 1986.

2 - La « Paix de Dieu » et la « Bulle d'or »

Entre 1102 et 1112, l'application de la « Paix de Dieu » permit à l'évêque d'asseoir son autorité sur le Gévaudan.

Pour affirmer son autorité face aux barons et au comte de Barcelone, vicomte de Gévaudan, l'évêque Aldebert rendit hommage en 1161 au roi de France Louis VII, par l'acte de la « Bulle d'or » en échange des droits régaliens sur le Gévaudan. La révolte des barons ne se fit pas attendre et durera de 1163 à 1170, année où la redécouverte fortuite des ossements de saint Privat et leur transfert dans la cathédrale par l'évêque confirmèrent le pouvoir de ce dernier. Fort de l'appui royal, et après avoir écarté les barons, l'évêque, désormais chef spirituel et temporel, récupéra les biens de Pierre II, vicomte de Gévaudan et roi d'Aragon, allié au comte de Toulouse dans la croisade des Albigeois en 1211. Le roi d'Aragon prêta hommage à l'évêque en 1225.

Mende, désormais protégée de remparts et bénéficiant du pèlerinage au tombeau de saint Privat, fut une ville de commerce, de marché et de productions artisanales parmi lesquelles le travail de la laine et du cuir tenait bonne place.

A la fin de la croisade contre l'hérésie cathare, les terres royales en Gévaudan dépendaient de la sénéchaussée de Beaucaire.

En 1276, l'évêque Etienne d'Auriac octroyait des « coutumes nouvelles » : il conservait les clefs de la ville, possédait les droits de péages et de cens de poivre.

Par l'acte de paréage conclu en 1307 entre le roi de France Philippe le Bel et l'évêque, Guillaume Durand II reçut le titre de comte de Gévaudan. Désormais comté, la province se divisait en trois domaines : celui du roi, comprenant la vicomté de Grèzes et les fiefs cévenols de Pierre Bermond d'Anduze, celui de l'évêque (vallée du Lot) et celui de la terre commune prise sur les possessions des huit barons. Le roi et l'évêque disposaient ainsi dans leur domaine du droit de justice ; un bayle épiscopal fut installé à Mende, un bayle royal à Marvejols.

3 - La guerre de Cent Ans

Devant la menace des compagnies anglaises et des bandes de « routiers », le comte évêque convoqua les états particuliers du Gévaudan en 1360 afin de financer la défense du diocèse. Quelques années avant, en 1351, on avait creusé les fossés, prit un impôt supplémentaire sur l'entrée des vins pour réparer les murailles défensives. Mende ne connut pas d'assaut mais fut touchée, comme l'ensemble du Gévaudan, par la peste noire en 1348. Le roi Louis XI accorda aux mendois, en quête d'indépendance par rapport à l'évêque, une charte de coutume en 1469.

4 - Le pape Urbain V (1309- 1370)

Célèbre pour avoir ramené la papauté d'Avignon à Rome en 1367, Guillaume de Grimoard naquit en 1309 au château de Grizac (commune de Pont-de-Montvert) et devint bénédictin au prieuré Saint-Sauveur de Chirac. Après ses vœux, il entama des études de droits canon et de théologie à Montpellier et à Toulouse, matières qu'il enseigna dans différentes universités. Nommé abbé de Saint-Victor de Marseille en 1361, il fut élu pape le 28 septembre 1362 sous le nom d'Urbain V. Originaire du Gévaudan, il favorisa et permit dès 1368 la reconstruction de la cathédrale de Mende alors en ruine.

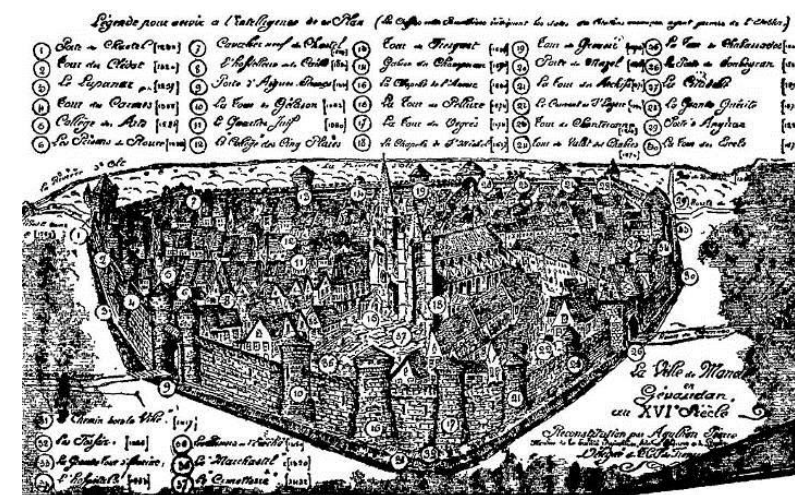


La statue du pape Urbain V implantée sur le parvis de la cathédrale. Œuvre de Dumont érigée en 1874. A droite, la cathédrale Notre-Dame et Saint-Privat.

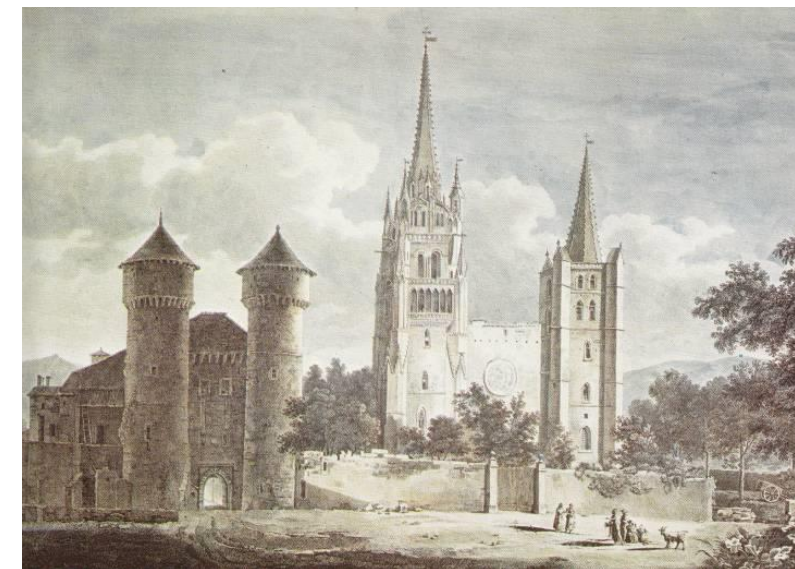
II – LA VILLE MEDIEVALE ET SA FORTIFICATION (XIIe SIECLE – 1768)

Au cours de la révolte des barons (1163-1170) la ville fut enclose, sous l'autorité de l'évêque Aldebert, dans une enceinte ponctuée de tours semi-circulaires et d'un fossé. La muraille possédait cinq portes de ville : la porte du Chastel, au nord-ouest, la porte d'Aigues-Passes à l'ouest (détruite en 1819), la porte de Soubeyran au sud, d'Angiran à l'est détruite en 1805 (sur le revers de sa courtine se situait l'hôpital) et du Mazel au nord-est (disparue dès la fin du XIVe siècle). Les courtines étaient flanquées d'une quinzaine de tours semi-circulaires dont seule la tour d'Auriac (tour dite « des Pénitents ») porte aujourd'hui encore le témoignage.

Le fossé qui doublait la ligne de défense pouvait être mis en eaux grâce aux fontaines du quartier de la Vabre. Durant la guerre de Cent Ans, l'enceinte fut consolidée et réparée grâce à un impôt levé sur les vins. En 1370, une tour fut ajoutée au pan (quartier) de Claustre. En 1396, les portes d'Aigues-Passes et du Soubeyran furent renforcées. Pendant les guerres de Religion le système défensif fut complété d'un bastion au nord.



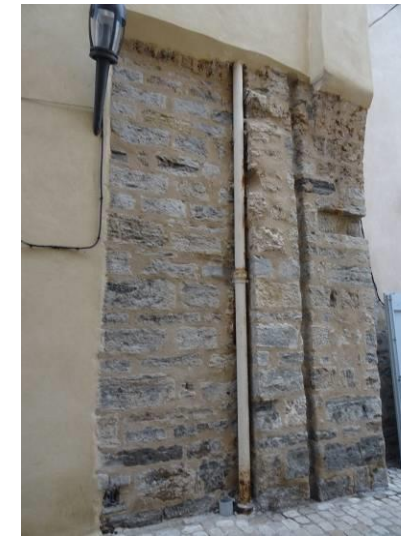
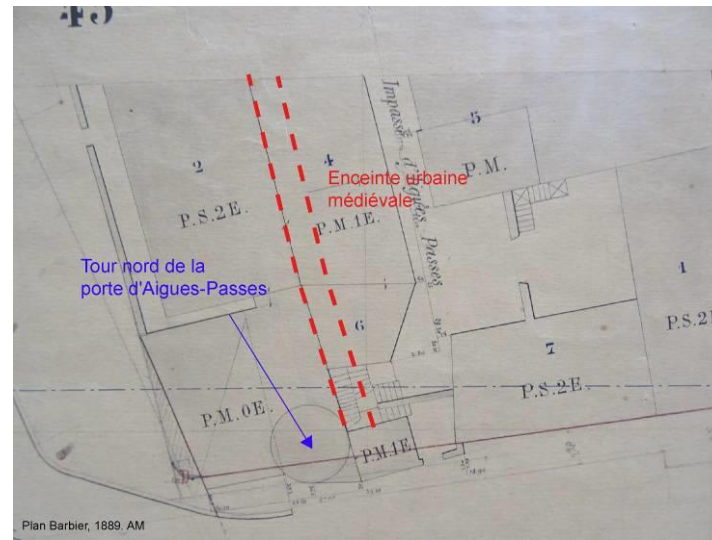
La ville de Mende en Gévaudan au XVIe siècle. Reconstitution par Aguhlon Pierre.



Lithographie d'après un dessin de Bance, fin XVIIIe siècle. La cathédrale et la porte d'Aigues-Passes cantonnée de deux tours semi-circulaires. La porte fut détruite en 1819.



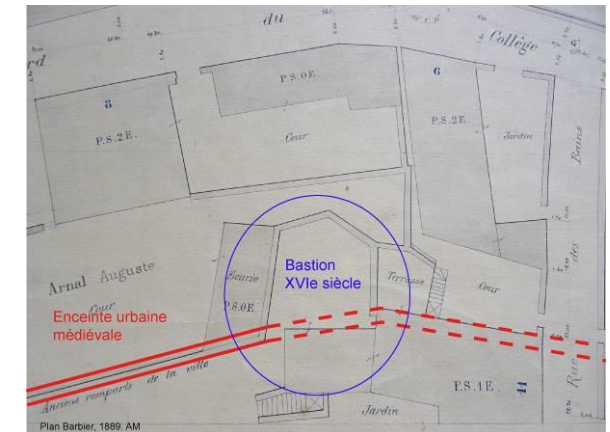
Plan de la ville de Mende. 1814 ? STAP. Détail sur la porte d'Aigues-Passes. A droite, la tour nord de la porte d'Aigues-Passes détruite en 1819, figurée sur le plan Barrier, 1889, AM.



Vestiges de la porte du Chastel. L'arcade était dotée d'une herse dont la rainure est conservée. A droite, Plan de la ville de Mende. 1814 ? STAP. Détail sur la porte du Chastel dont subsistent les piédroits.



Plan de la ville de Mende. 1814 ? STAP. Détail sur la porte d'Angiran. A droite, la maison 5, rue d'Angiran sans doute construite sur l'emprise de l'ancienne porte d'Angiran dont les vestiges apparaissent sous la forme d'un arrachement de maçonnerie (à droite).



Tronçon de l'enceinte médiévale et bastion, place Théophile Roussel. Détail sur l'une des canonnières du bastion. A droite, en bas, plan du bastion. Détail du plan Barrier, 1889, AM.



Vestiges de l'enceinte (?) dans une maison, rue du Chou vert.



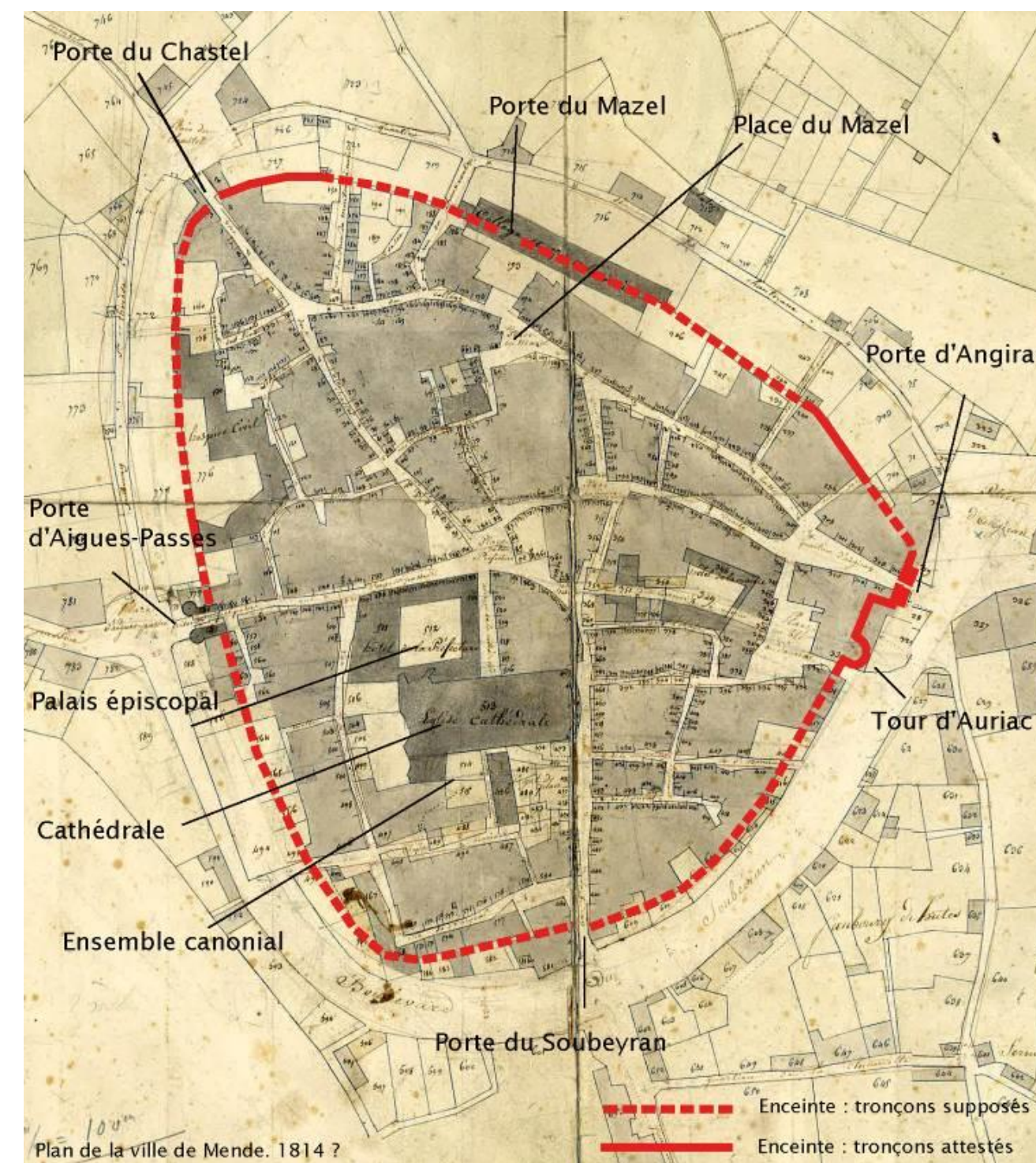
Vestiges de l'enceinte (?) à l'arrière d'une maison de la rue d'Aigues Passes.

La tour d'Auriac, dite « des Pénitents » depuis 1657 après l'édification contre son revers de la chapelle des Pénitents blancs, protégeait la porte d'Angiran qui fut complétée comme la porte du Chastel au XVI^e siècle d'un pont-levis. Le bâtiment servit de clocher à la chapelle des Pénitents.



Vue du flanc droit de la tour d'Auriac (tour des Pénitents). La tour d'Auriac vue de la place au Blé.

Avec le retour à la paix civile, l'enceinte urbaine fut peu à peu laissée à l'abandon. En 1768, année où le roi autorisait la démolition de la muraille « pour que l'air circule mieux », ne subsistaient que trois portes, celles d'Aigues-Passes (démolie en 1819), du Chastel (détruite en 1793) et celle d'Angiran détruite en 1805 – la porte du Soubayran ayant déjà disparu. Le 5 septembre 1768, le premier consul, Daudé, prit la décision de démolir la muraille accordant aux propriétaires des constructions adossées à l'enceinte d'en détruire à leur guise la portion correspondante.



Plan de la ville de Mende. 1814 ? STAP.

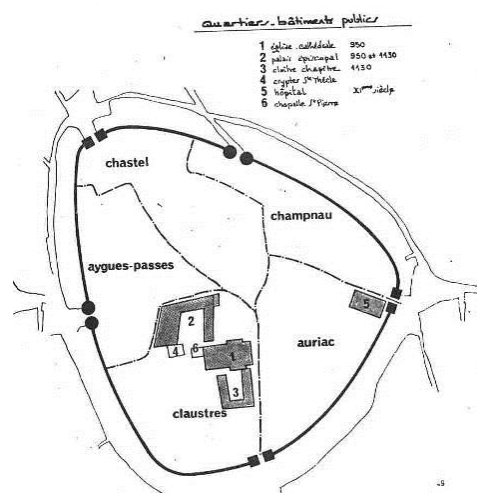
III – L'ORGANISATION DE LA VILLE MEDIEVALE INTRA-MUROS

1 - La cathédrale Notre-Dame et Saint-Privat et le palais épiscopal

L'ensemble canonial, mis en œuvre dans la seconde moitié du XIIe siècle, se composait du palais épiscopal sis au nord de la cathédrale, du cloître et des maisons des chanoines au sud. Au sud-ouest se situait le cimetière de Saint-Blaise, à l'ouest un second cimetière. La cathédrale romane fut reconstruite sous les auspices du pape Urbain V à partir de 1368 sous la conduite de l'architecte Pierre Poral auquel succéda à partir de 1372 Pierre Juglar. La guerre de Cent Ans compromit l'avancement des travaux qui ne furent relancés qu'en 1452 sous l'impulsion du prévôt du chapitre, Pons Gaspar. En 1467, l'évêque Gui de la Panouse consacrait le maître-autel. Vingt plus tard, l'évêque Clément de la Rovère agrandit l'édifice vers l'ouest de deux travées ; son neveu, François de la Rovère, fit élever en 1508 le grand clocher. Les piliers sud de ce dernier furent abattus en 1579 par le capitaine huguenot, Mathieu Merle. De 1896 à 1905, l'architecte des Monuments historiques fit élever un porche d'entrée et aménager le parvis devant la façade occidentale. La cathédrale renferme trois cryptes. La crypte romane Saint-Privat dans laquelle auraient été déposées les reliques du saint au Xe siècle est sise sous l'actuel parvis. Une deuxième crypte, dite « crypte de saint Privat » installée sous la cathédrale aurait été le lieu d'inhumation du martyr. La troisième crypte, la crypte Sainte-Thècle, disposée sous le parvis, est celle des évêques. Le palais épiscopal cantonnait la cathédrale au nord. La partie sud fut détruite en 1855 libérant ainsi le flanc septentrional qui fut alors doté de portails de style gothique flamboyant. Détruit par un incendie en 1887, le palais n'est aujourd'hui connu que par une gravure qui atteste de son état médiéval.

2 - La ville

Mende, constituée dès le Xe siècle, était une ville prospère grâce à l'activité artisanale du drap et des étoffes ; elle se composait au Moyen Age de cinq quartiers, dénommés « pans ». Le pan de Claustres, près du cloître de la cathédrale, occupait le sud-ouest, le pan d'Aigues-Passe, l'ouest, le pan du Chastel, le nord-ouest, d'Auriac le sud-est et de Champnau le nord-est. Le pan de Champnau (champ nouveau) fut inclus dans l'enceinte d'Aldebert comme réserve foncière et agricole et ne fut urbanisé que progressivement. Ce quartier bénéficiait de sources-fontaines (Angiran et Calquières) dont les eaux étaient utilisées par les tanneries installées dans et hors les murs.



Situation des pans, vers 1200. Causse Louis, Ville de Mende. Histoire d'une forme urbaine et directions d'avenir.



Plan de la ville de Mende en 1789. Restitution de 1822 (détail). AD 48, 1 Fi 140.

La communauté juive, avant que les juifs ne soit bannis par le roi de France en 1306 et expulsés de la ville, était installée dans le pan du Chastel dans la rue de la Juytarie, actuelle rue Notre-Dame. Ici, la maison la plus remarquable est celle que l'on nomme « la Synagogue ».



Le portail de la seconde moitié du XVe siècle de la « Synagogue », 17, rue Notre-Dame.

Dès 1469, des consuls furent associés à l'administration de la ville jusque-là réservée à l'évêque. D'abord installés dans l'une des tours de la ville, ils acquirent en 1579 la maison de noble Jean Orlhac dans laquelle ils siégèrent jusqu'à la Révolution.



L'ancienne maison consulaire. Rue de l'Ancienne maison consulaire.

L'eau était abondante dans la ville. La fontaine du Soubeyran (ou du Griffon) mentionnée dès le XVe siècle servait à la population mais aussi à laver les rues. La fontaine Notre-Dame était réputée pour sa pureté (elle est citée en 1461). Sous une marquise en ferronnerie abritant un petit oratoire à la Vierge, elle fut ornée au début du XXe siècle par le peintre Gauthier d'une peinture représentant un ange et trois femmes en prière sous le verset d'Isaïe *Nigra sum sed formosa*.

Rue du Collège, la fontaine du Four du Mouton fut refaite en 1839. La fontaine-lavoir des Calquières fut couverte d'une voûte en 1701. Ses eaux, qui couraient au-delà du rempart, alimentaient un moulin où l'on dégraissait les peaux pour le cuir et le parchemin ainsi que pour les tanneries implantées hors les murs dans la partie nord-est de la ville.



Fontaine Notre-Dame, rue Notre-Dame. A droite, la fontaine-lavoir de la Calquière et son voûtement élevé en 1701. Rue d'Angiran.

C'est sur la place du Mazel, desservie depuis la porte d'Angiran par la rue Basse, que se tenaient les marchés et les foires



Maison du XVe siècle place du Mazel.

3 - Les quartiers hors les murs

3.1 - Le pont Notre-Dame (MH, 1889)

Le pont de pierre qui franchit le Lot est cité pour la première fois en 1229. Il remplaça vraisemblablement un gué assurant le passage dès la fondation de ville. Il se compose de trois arches et d'avant-becs bâtis en pierres calcaires. Une chapelle dédiée à Notre-Dame fut élevée au XVe siècle sur l'un des avant-becs mais disparut en 1562 lors des guerres de Religion. Le pont fut, jusqu'à la construction du pont de Berlière, l'unique ouvrage sur le Lot.



Plan du pont Notre-Dame. Plan Barbier, 1889. AM Mende.



Vue du pont Notre-Dame depuis la rive gauche du Lot.

3.2 - Les rives du Lot et ses moulins

Avec l'activité lainière, la meunerie constituait au Moyen Age l'une des principales activités de la ville épiscopale ; au XIIIe siècle, on recensait 7 moulins sur la rivière Lot.

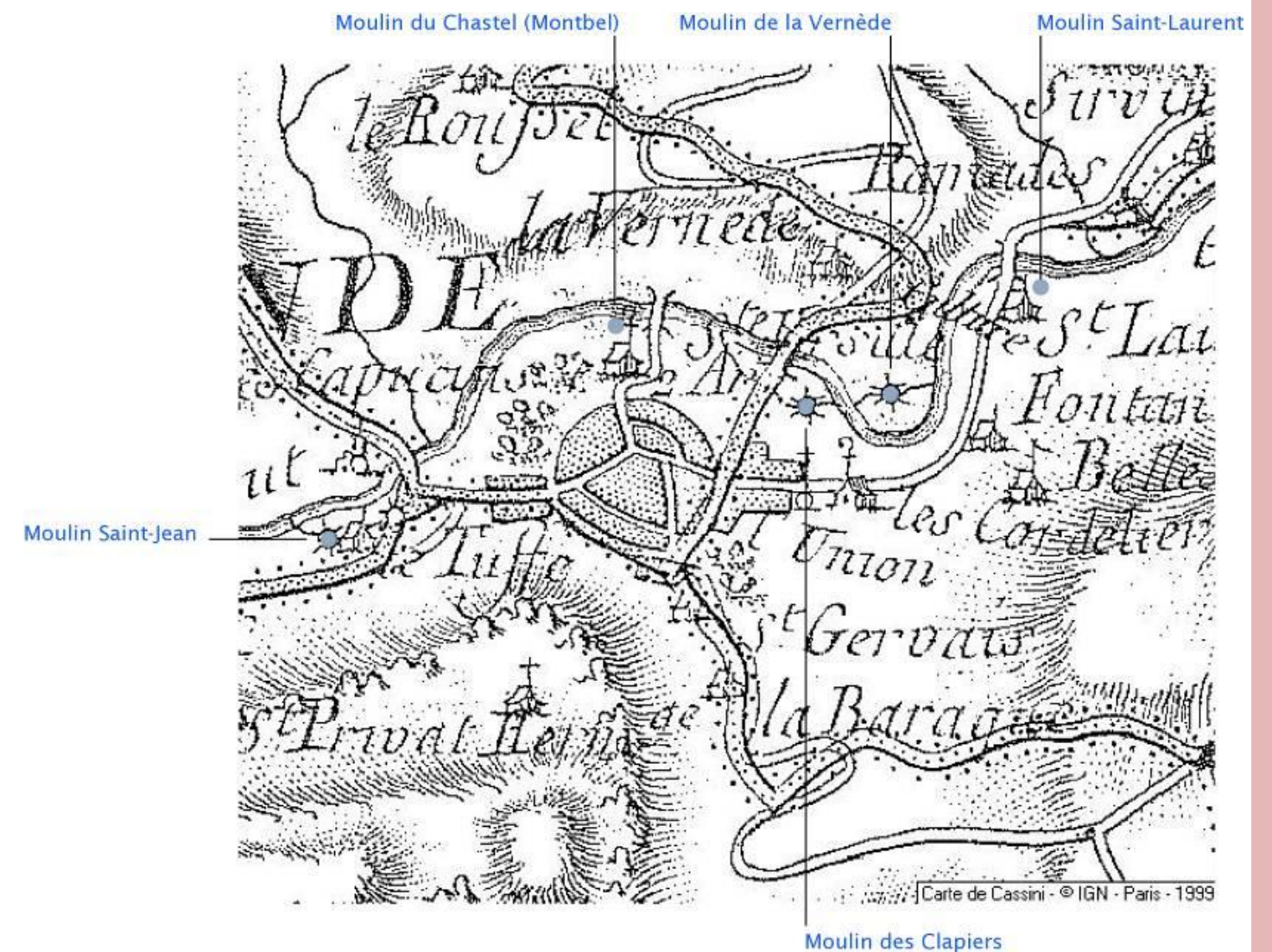
Le plus ancien semble être le moulin de la Vernède ; cité en 1162, il était la propriété de Bertrand Charaix qui en fit don à l'hôpital. En 1378, l'évêque reçut le droit d'y moudre le blé. Le moulin fut reconstruit en 1856 lors de sa reconversion en minoterie.

Le moulin bladier des Clapiers est cité dès le XIIe siècle. Il fut associé en 1862 à une peignerie de laine remplacée en 1872 par la filature Lavignole. Le moulin Méjean, possession de l'évêque, se situait près du moulin des Clapiers dont il usait du même béal. Sans doute victime de l'inondation de 1378, le moulin ferma en 1383 obligeant l'évêque à moudre son blé au moulin de la Vernède.

Le moulin du Chastel (de Montbel) connu dès 1258 a disparu et seule sa digue est conservée en aval du pont Notre-Dame. Le moulin Saint-Jean était possession de la haute bourgeoisie. C'est ici que François-Xavier Bourrillon établit une filature de laine. Le moulin du Martinet au quartier Saint-Laurent servit de foulon.



Vue de l'ancien canal de fuite du moulin médiéval du Chastel (détruit).



Situation des moulins médiévaux sur le Lot à partir de la carte de Cassini (seconde moitié du XVIIIe siècle).

3.3 - Le quartier Saint-Gervais et de la Vabre

L'église paroissiale, placée sous le double vocable de saint Gervais et saint Protais, se situait hors les murs au sud de la ville au pied de la montagne Saint-Privat. Elle fut détruite par les flammes lors de la prise de Mende par les protestants en 1562, ne conservant que son abside. Ce quartier, riche de fontaines recevant les eaux souterraines du mont Mimat, ne fut urbanisé qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle.



L'église de la Vabre.



Fontaine du quartier de la Vabre (rue des Ecoles) alimentée par les eaux provenant du mont Mimat. La fontaine fut construite en 1803.



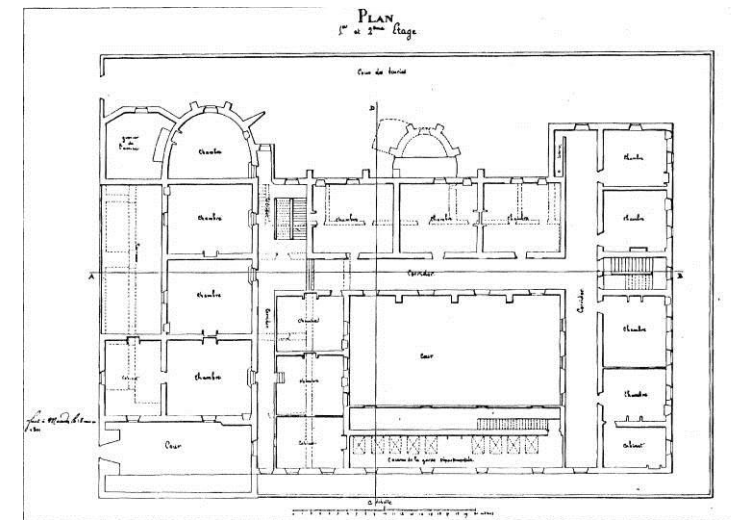
Fontaine et lavoir, rue du Faubourg la Vabre.

3.4 - Les établissements religieux

A l'image des villes médiévales, Mende accueillit les ordres mendiants qui s'implantèrent hors les murs : les Franciscains (Cordeliers) et les Carmes occupèrent ainsi des terrains à l'est et au nord-ouest de la ville déjà constituée.

- Le couvent des Cordeliers

Les Cordeliers s'installèrent en 1220 à l'est sous la volonté de l'évêque. Leur couvent couvrait alors 5 hectares. Non loin, les Ursulines ouvrirent leur maison en 1651 après avoir été installées dans la ville (actuelle rue de la Jarrière), les sœurs de l'Union chrétienne s'implantèrent en 1734. A la Révolution, le couvent fut vendu puis transformé en tribunal et prison avant de devenir gendarmerie.



Plan du couvent des Cordeliers. 1844.



Le site de l'ancien couvent des Cordeliers.

- Le couvent des Carmes

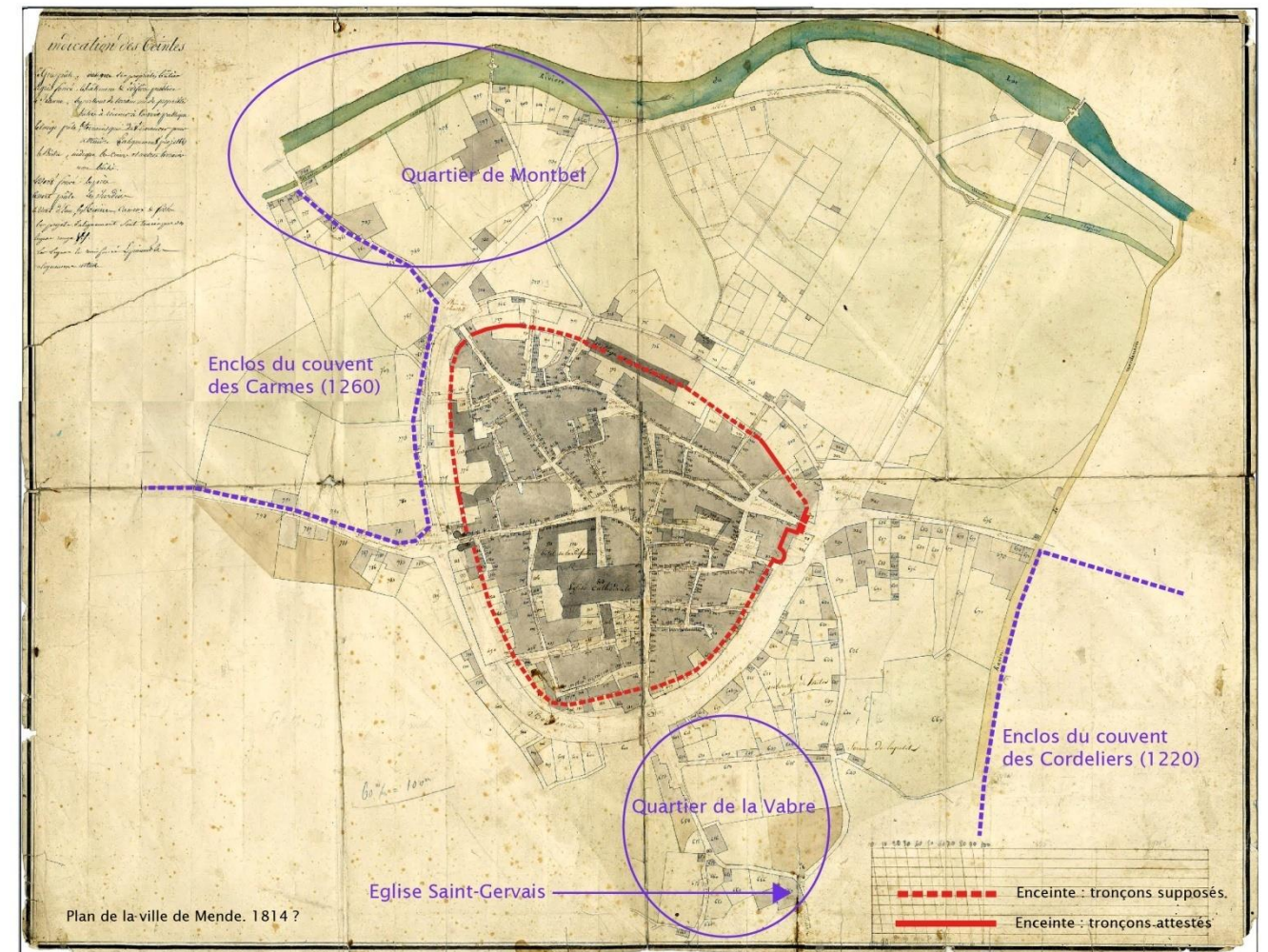
Les Carmes s'installèrent en 1260 au nord-ouest de la ville en bordure immédiate du rempart d'Aigues-Passes. En 1562, leur couvent qui se développait sur 7 hectares fut incendié par les protestants.

3.5 - Le quartier Montbel sur la rive gauche du Lot

Comme les quartiers précédents, celui de Montbel s'est vraisemblablement développé tardivement. Quelques maisons ont pu cependant se regrouper au Moyen Age auprès du pont Notre-Dame comme en témoignent quelques demeures.



Maison de la seconde moitié du XVe siècle – début XVIe siècle, rue du Faubourg Montbel. A droite, maison des XVe – XVIe siècle, rue du Pont Notre-Dame, sise sur la rive gauche du Lot.



Plan de la ville. Non daté, non signé. 1814 ? Coll. STAP de Lozère.

Il semble que les implantations des couvents n'aient pas généré de véritables faubourgs avant la seconde moitié du XIXe siècle, période au cours de laquelle se constituèrent des quartiers linéaires de part et d'autre de la route du Puy (actuel boulevard Britexte), de l'avenue du Maréchal Foch, de la rue des Ecoles et de la rue du Pont Notre-Dame.

IV – LE XVII^E SIECLE – LES GUERRES DE RELIGION

La première partie du XVI^e siècle bénéficia d'une économie prospère. Au niveau institutionnel, la ville se dota de nouveaux collèges : le collège des Cinq plaies, le collège de la Trinité, et le collège des Arts (1554). A partir des années 1560 cependant, cet élan de vitalité tant économique qu'intellectuel fut brisé par la guerre civile entre protestants et catholiques.

Le 21 juillet 1562, 4 000 protestants menés par le baron de Peyre prirent la ville restée fidèle à la foi catholique en pillant d'abord les couvents des Carmes et des Cordeliers, l'église Saint-Gervais et les canalisations d'eau potable.

Le capitaine protestant Mathieu Merle, bailli et gouverneur pour le roi à Marvejols, Chirac et Grèzes, s'empara de Mende dans la nuit de Noël 1579 avec l'aide de Bonicel consul de la ville converti à la religion Réformée. Deux ans plus tard, il détruisit en partie la cathédrale dont la nef et le chevet s'effondrèrent partiellement avant que la ville ne soit rendue aux catholiques. Une citadelle fut construite par les protestants en 1593 à l'emplacement de l'hôpital médiéval sis contre la courtine de la porte d'Angiran – elle fut démantelée quatre ans plus tard sur ordre d'Henri IV. Rendue aux catholiques, la ville devint le siège d'une sénéchaussée.

V – LE XVII^E SIECLE

1 – La Contre Réforme : l'implantation des nouveaux ordres religieux



Gallia Braccata seu narbonensis in tres provincias distributa. Nolin, Jean-Baptiste (1657-1708), cartographe. Bérrey, Claude-Auguste (1651-1732). Graveur. Paris. 1650-1700. BNF

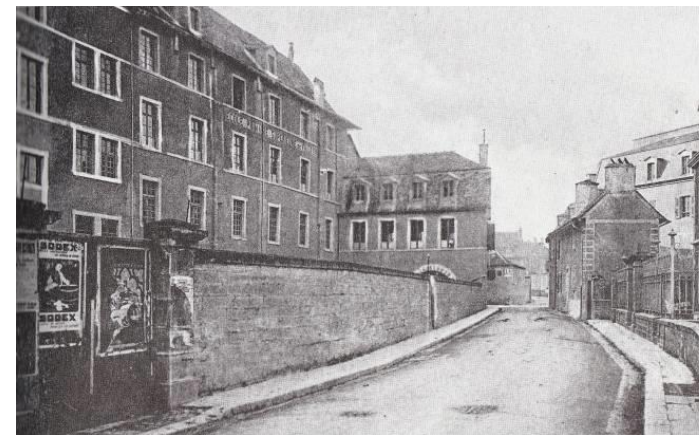
A Trente en Italie, le pape et les cardinaux réagirent avec force à la diffusion du protestantisme en affirmant à nouveau les fondements de la foi. Le mouvement initié par le concile de Trente prit le nom de Contre-Réforme et impulsa dès le début du XVII^e siècle un grand élan de ferveur religieuse en promouvant l'implantation de nouveaux ordres religieux (Capucins, Jésuites, Ursulines...)



Portail de l'ancien couvent des Ursulines, chargées de l'éducation des jeunes filles. Installées en 1635 rue de la Jarretièrre, les religieuses s'installent en 1651 dans le faubourg, actuelle avenue du Père Coudrin.

L'évêque de Mende fit appel aux Capucins qui s'installèrent en 1620 près du pont Notre-Dame. Leur prieur fonda une confrérie des Pénitents en 1626 d'abord installée dans la chapelle Saint-Jean du cimetière près de la cathédrale. En 1653, une nouvelle église fut bâtie à l'emplacement d'un ancien hôpital détruit en 1593.

Le collège de Mende, fondé en 1554 sous la direction des Carmes, fut confié en 1638 aux Pères de la Doctrine chrétienne qui le conservèrent jusqu'à la Révolution. Le petit séminaire fut ainsi installé en 1668 au nord de la ville sur une grande parcelle recoupant le tracé de l'enceinte urbaine (boulevard Lucien Arnault). A la Révolution, il servit de caserne au bataillon de l'Ardèche et d'hôpital militaire (1794). En 1796, il fut annexé à l'école centrale puis au collège municipal jusqu'en 1911. Le bâtiment fut détruit au XX^e siècle pour être remplacé par l'actuel parking du Mazel.



Le petit séminaire sur le boulevard Lucien Arnault. A droite, l'actuel parking du Mazel bâti à l'emplacement du séminaire du XVII^e siècle.



La chapelle des Pénitents et son maître-autel.

2 – L'aménagement urbain : un nouvel axe vers la rivière, les allées Piencourt

Grâce au don d'une partie du Pré épiscopal (le Pré-Vival) par l'évêque de Mende, Monseigneur de Baudry de Piencourt, fit aménager en 1694 une allée plantée de peupliers noirs d'Italie. Cette promenade, partant de la place d'Angiran au pont de Berlière, perdit en 1956 ses arbres qui contribuaient à sa qualité urbaine.



Les allées Piencourt vers 1900 vues du pont de Berlière. A droite, les allées Piencourt en 2015.

VI – LE XVIII^E SIECLE

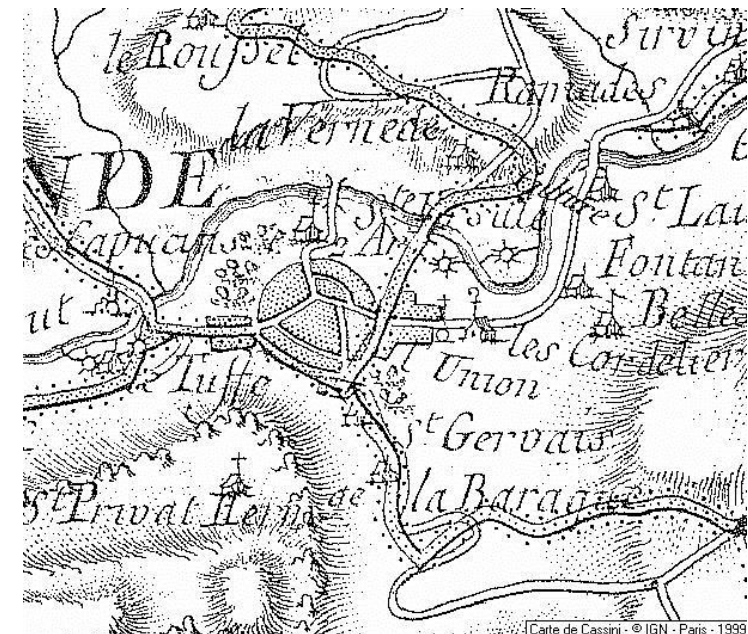
La conversion des protestants et l'enseignement furent les objectifs de Monseigneur de Piencourt dès son arrivée en 1678. Jean-Baptiste de la Salle ouvrit en 1707 l'école chrétienne dans la maison consulaire.

En 1720, la peste était aux portes de la ville mise alors sous surveillance par les consuls. L'intendant du Languedoc limita puis interdit la circulation et le commerce des étoffes du Gévaudan entraînant la paupérisation d'une grande partie des habitants de la ville, notamment les tisserands. L'année suivante, la peste était dans la ville mise sous quarantaine avant que la maladie ne régresse dès le printemps 1722. Mende avait alors perdu 1 078 habitants de ses 5 000 habitants estimés.

1 – L'activité lainière

L'activité lainière qui était depuis le Moyen Age la principale richesse économique de la cité, comptait au début du XVIII^e siècle 146 tisserands soit un tiers des artisans. La plupart des tisserands habitait dans la ville ceinte de murs, les autres dans les quartiers extérieurs. Ils fabriquaient majoritairement des serges et en plus faibles quantités des escots et des cadis dont la matière première était produite par l'élevage ovin local. Les pièces étaient vendues en blanc et exportées vers la Suisse, l'Allemagne et le Midi où elles étaient teintées.

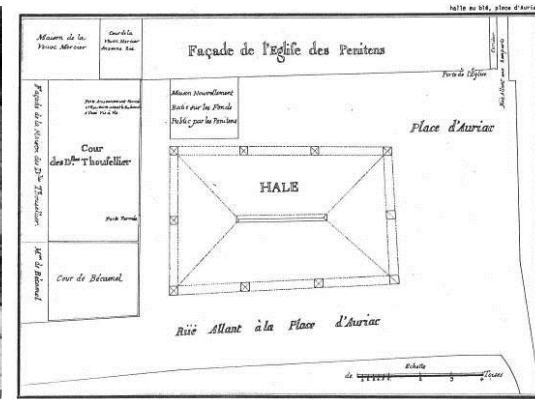
Dès les années 1770, le marché s'effondra face à l'installation de nouvelles filatures de coton, puis à la fin du siècle devant la concurrence des tissus anglais.



Carte de Cassini, seconde moitié du XVIII^e siècle.

2 – Les aménagements urbains

Une halle au blé fut construite sur la place au Blé en 1745. Elle fut détruite en 1922 et remplacée par l'actuelle structure métallique. Le blé, les moutons et les brebis y étaient vendus par les paysans des Causses, les produits laitiers par les éleveurs venus de l'Aubrac et de la Margeride.



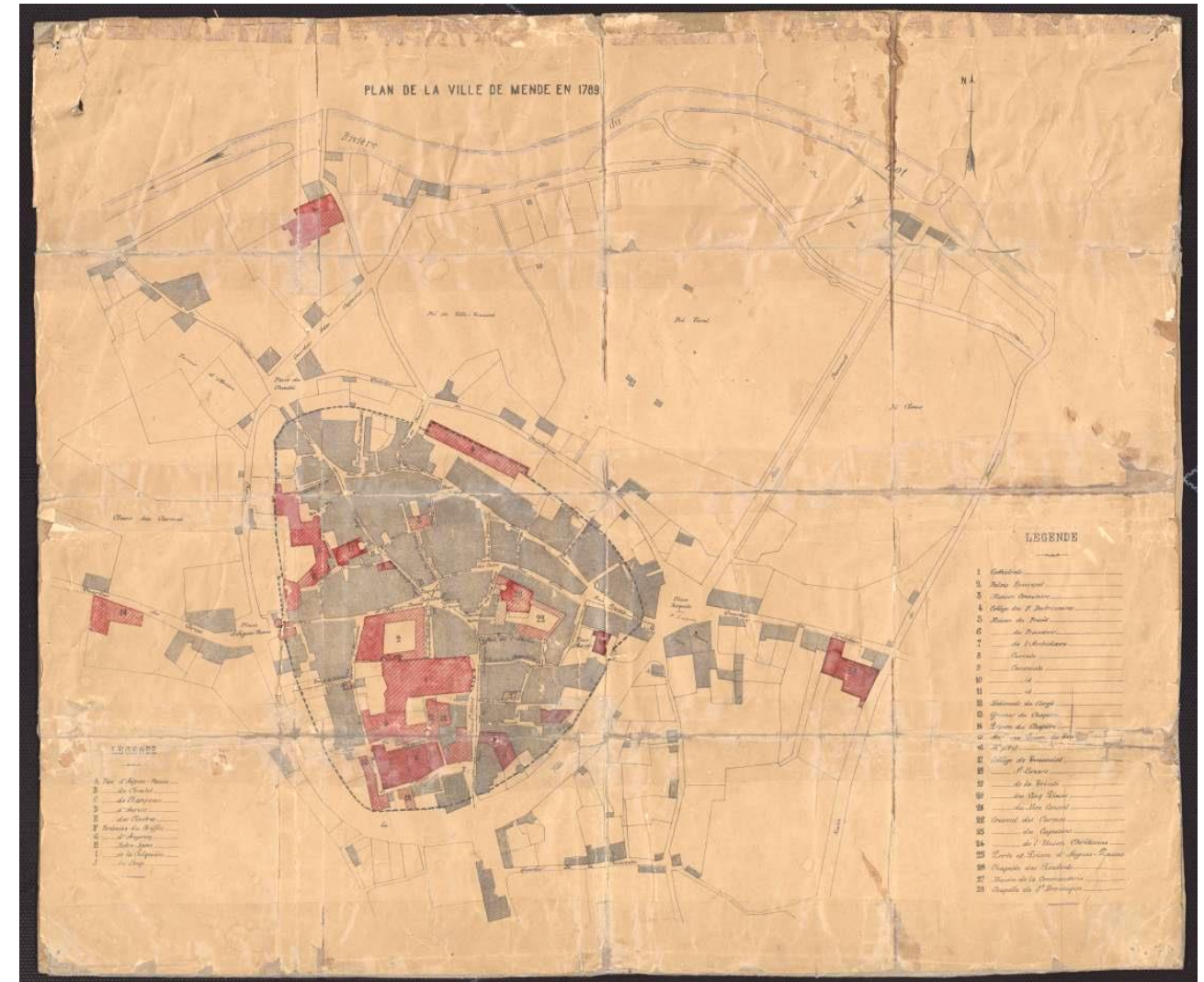
La halle de 1745, en pierre, vers 1900. A droite, le plan de la halle du XVIIIe siècle. AD, G 294. Dans Causse Louis, Ville de Mende.



La halle métallique vers 1900 et de nos jours.



Chapelle Saint-Dominique, couvent des Carmes, place de la République.



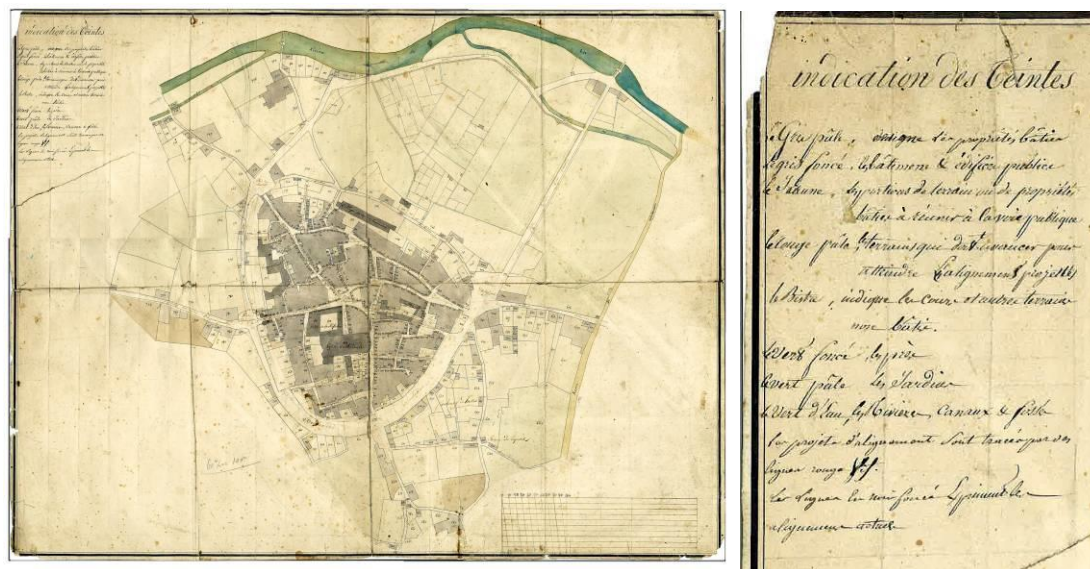
Plan de la ville de Mende en 1789. Restitution de 1822. AD 48, 1FiMende, 141.
Le document montre la faible occupation des quartiers extérieurs à la ville.

VII – LE XIX^{ème} SIECLE

Avec la Révolution, la suppression des couvents et la constitution civile du clergé entraînent la majorité du pays du côté de la contre-révolution. Les troubles apparurent à Mende en 1792 avec l'arrivée des Compagnies patriotes des régiments lyonnais pris à partie par la majorité royaliste. La terreur fit nombre de victimes. Devenue chef-lieu du département de la Lozère en 1790, la ville réunit les services de l'administration naissante, modeste compensation d'une économie lainière en déclin. Elle se développa hors de la trame médiévale. Contenue dans son enceinte jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Quelques efforts furent tentés pour revitaliser l'activité lainière en déclin depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle. La société Bourrillon-Lavignole fonda une filature au moulin Saint-Jean en 1834 ; elle fut reprise par la maison Mely qui ferma ses portes en 1892. Jaffard ouvrit une fabrique de papier en 1837 reconvertie en filature en 1852 mais celle-ci cessa son activité en 1877. En 1850, de Charpal et Bonnefons créèrent une filature dans l'ancien moulin à foulon Saint-Laurent qui ferma à son tour ses portes en 1881.



Plan cadastral de 1809. Section D 1. AD 48, 3 P 1786



Plan de la ville. Non daté, non signé. 1814 ?. Coll. STAP de Lozère.



Plan de la traverse de la ville de Mende et du faubourg d'Aigues-Passes, routes royales n°106 et 127, 1822. AD 48, 1Fi197.

1 – Les aménagements urbains sur les boulevards

Le fossé, une fois comblé, fut transformé en boulevards formant un grand axe circulaire planté de platanes en 1865-1867 (Capucins, Théophile Roussel, Bourillon, Soubeyran, Lucien Arnault) où prirent place les bâtiments des nouvelles institutions. Palais de justice et théâtre trouveront ainsi une place privilégiée sur l'axe nouveau de la ville avant que celui-ci ne se ceinture d'hôtels de tourisme, de maisons et d'immeubles bourgeois. Le palais de justice, de style gréco-romain, fut élevé en 1832-1836 sur les plans de l'architecte départemental Boivin dans le quartier des Carces en face de l'ancienne porte d'Aigues-Passe – il fut reconstruit en 1853-1856.



Le palais de justice.

Le théâtre le Trianon fut bâti de 1896 à 1898 sur le boulevard du Collège à l'emplacement des anciens abattoirs (1886) pour assurer deux fonctions : celle de lavoir (en sous-sol) et celle de théâtre. Son architecte, Armand, prit le parti d'une façade néoclassique (inscrite MH en 1984). La salle de spectacle fut utilisée dès le début du XXe siècle comme salle de cinéma avant de devenir le cinéma le Trianon en 1932. Tombé à l'abandon, l'édifice fut rénové en 1984 par la Ville et son architecte, Harvois.



La façade du Trianon, 1893. Dans *Mende, 2000 ans d'histoire*, Ed. Privat, 2003, p. 101.

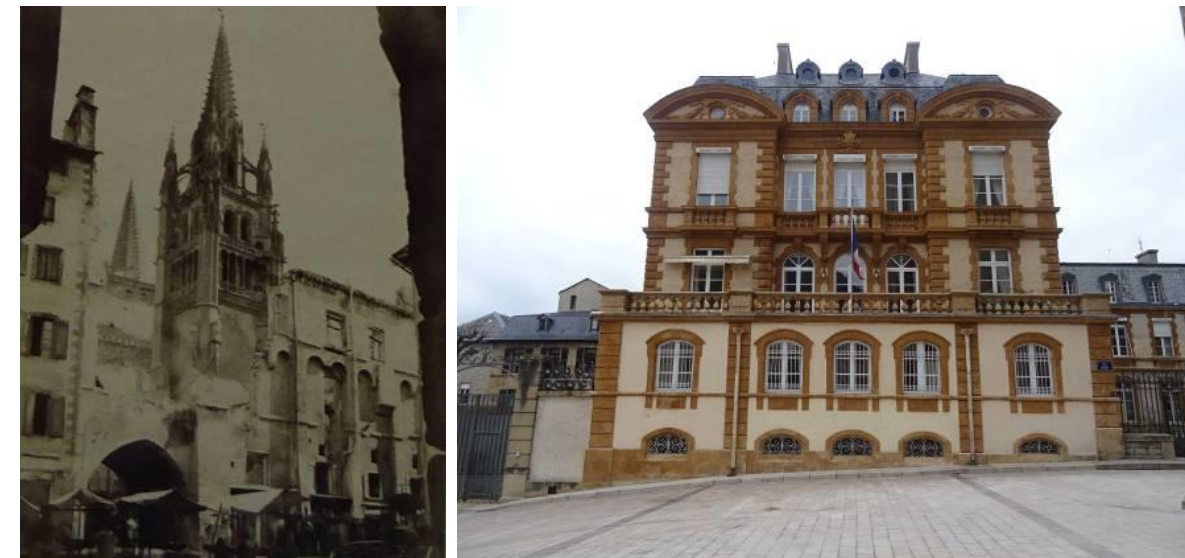
- La Caisse d'épargne fut construite en 1900 par l'architecte voyer Lyonnet sur l'actuel boulevard Lucien Arnault.



La Caisse d'Épargne.

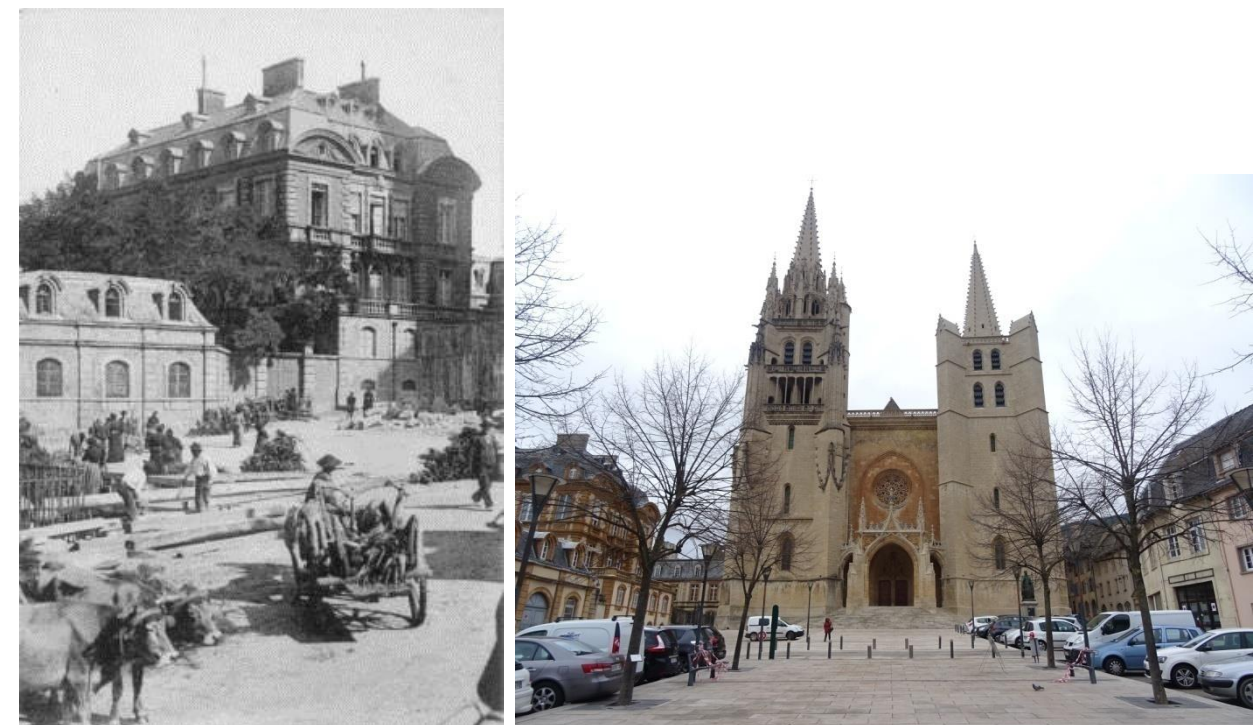
2 – Nouveaux édifices et voies dans l'intra-muros

Dans la ville, les mutations furent grandes en raison de l'abandon du patrimoine ecclésiastique comprenant depuis le Moyen Âge la cathédrale, le palais épiscopal, les maisons canoniales, les couvents, les collèges, les hôpitaux et les prisons. Le percement de la rue Nationale (actuelle rue de la République) et de la place du même nom eut lieu en 1821. Ce nouvel axe est-ouest constitua une traverse dans la ville ancienne pour relier par la rue d'Aigues-Passes les routes royales n°106 et 127. L'évêché accueillit la préfecture en 1804. Le bâtiment situé au nord de la cathédrale, jugé vétuste, fit l'objet d'une reconstruction complète en 1858 sur les plans de l'architecte Tourette. Ravagé par un incendie en 1887, la préfecture fut rebâtie en 1889 par l'architecte départemental Germer-Durand qui conserva au rez-de-chaussée la « salle de billard » et le « salon jaune ».

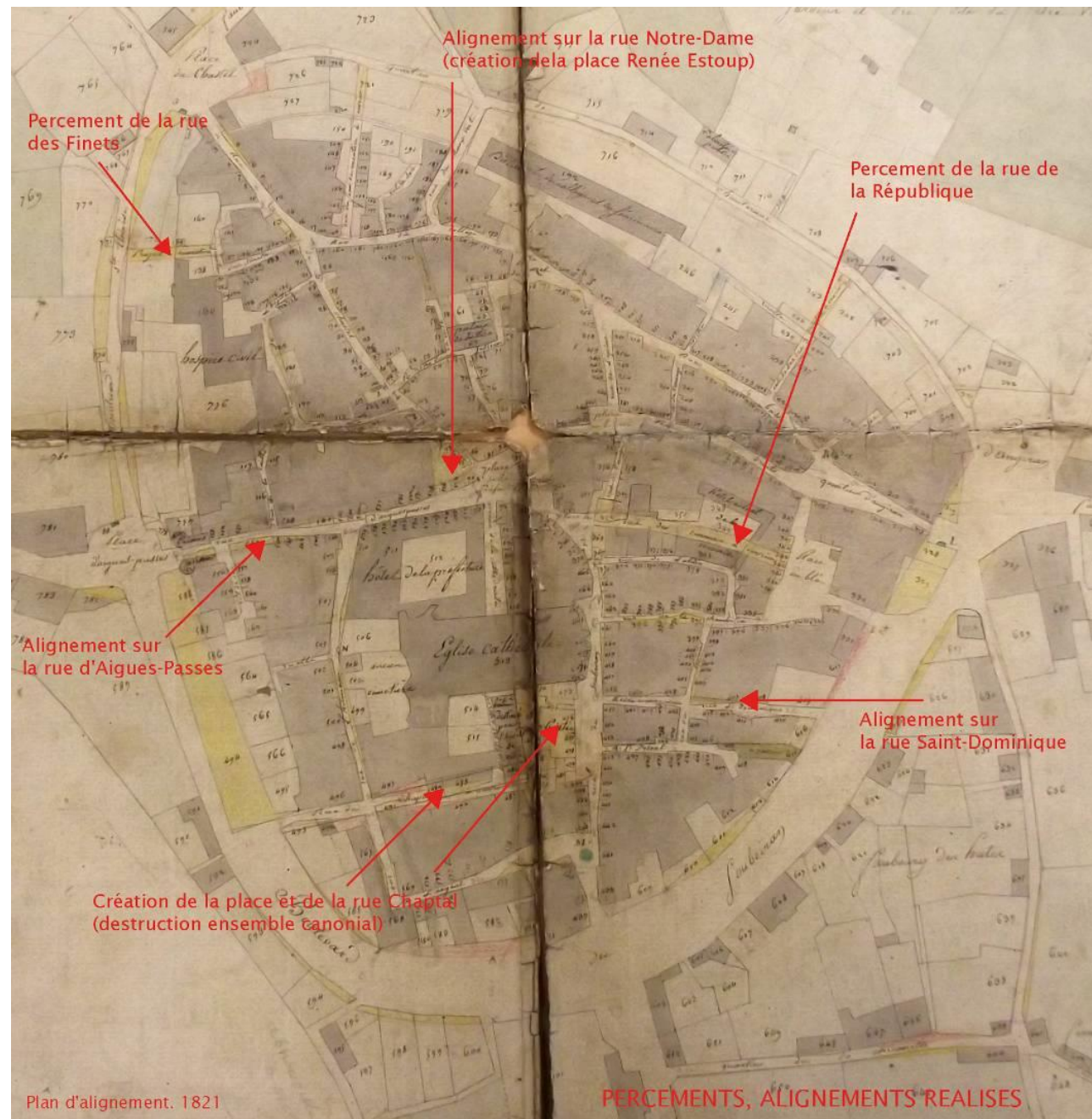


La préfecture, implantée à l'emplacement de l'ancien palais épiscopal, après l'incendie du 20 mai 1887 (photo Conseil général de la Lozère). A droite, la préfecture aujourd'hui.

La place Urbain V fut aménagée devant la façade occidentale de la cathédrale après démolition de l'îlot bâti entre la rue de l'Ormeau et le boulevard Bourillon.



La préfecture et la place Urbain V vers 1900. La place Urbain V en 2015.



Plan géométrique de la ville de Mende contenant projet général d'alignement et d'ouverture de rues, places, boulevards dressé en exécution de la loi du 15 juillet 1807. C. Dumazel, commissaire voyer. 1821. AM, 1 O 6.



La place et la rue de la République créées en 1821.



3 – Le développement des quartiers extérieurs

A partir des années 1850, les zones extérieures à la cité enclose et réservées majoritairement aux espaces libres furent l'occasion d'une importante phase d'urbanisation consécutive à l'implantation des équipements publics. De nouveaux quartiers virent ainsi le jour.

3.1 - L'ermitage de Saint-Privat et le chemin de croix

La chapelle reconstruite au XVIIIe siècle fut restaurée à plusieurs reprises à partir de 1850. Le chemin de croix dont les 14 stations en pierre de taille abritent des personnages en terre cuite fut inauguré en 1881.

3.2 - Le quartier Ouest (Route nationale 88 - avenue Foch –quartier Saint-Jean)

L'avenue Foch dans l'axe de l'ancienne porte d'Aigues-Passe assura l'entrée ouest de la ville. Cet axe (Route nationale 88 vers Rodez) urbanisé au XIXe siècle fut occupé côté nord par la Banque de France édifée en 1877, côté sud par les casernes construites en 1875. Maisons de ville prirent ensuite selon une urbanisation linéaire.



La Banque de France, 1877. Avenue Foch. Les casernes de 1875, avenue Foch.

3.3 - Place d'Angiran (actuelle place Charles de Gaulle)

Le conseil municipal installé dans l'ancienne maison consulaire quitta le lieu annexé de 1836 à 1895 au Musée de la Société d'Agriculture, industrie, sciences et arts, pour occuper la maison Pagès en 1850 sur la place d'Angiran, hôtel particulier construit en 1774.



L'hôtel de ville. Ancien hôtel particulier du XVIIIe siècle (MH 3 novembre 1945). Place Charles de Gaulle.

3.4 - Le quartier Est (boulevard Britexte)

Le quartier se développa le long du boulevard Britexte où se situe depuis le XVIIIe siècle le couvent de l'Union fondée au début du XVIIIe siècle



Le couvent de l'union, XVIIIe siècle, boulevard Britexte. A droite, le front bâti le long du boulevard Britexte au XIXe siècle.

3.5 - Quartier Nord et le faubourg Montbel

Le quartier fut urbanisé entre les rues du Pont Notre-Dame et du Faubourg Montbel. On comptait ici le couvent de la Miséricorde (XVIIe siècle), rue du Pont Notre-Dame, le couvent des Jésuites construit en 1859, et l'Ecole normale (1884-1887).



L'ancienne Ecole normale.

3.6 - Le quartier de la Vabre

En 1825, le couvent de « La Vieille Providence » est installé au quartier de la Vabre.



Ancien couvent de « La Vieille Providence », rue des Ecoles.

3.7 – Chaldecoste

L'expansion nord de la ville au-delà du Lot se fit tardivement. Chaldecoste, qui bénéficiait d'une exposition plein sud, était voué jusqu'au XIXe siècle à la culture et à l'élevage. Malgré le percement au XVIIIe siècle de la nouvelle route de Paris, le prolongement de l'allée Piencourt et la construction du Pont de Berlière, cette zone n'attira pas particulièrement la population. Le grand séminaire y fut installé de 1897 à 1901 par Mgr Ligonès (devenu évêché). A partir des années 1875 et la construction d'équipements publics et de travaux de viabilisation, cette première occupation donna lieu à une urbanisation importante dominant la ville et la rivière bordée sur sa rive droite par la ligne de chemin de fer inaugurée en 1884.



Le quartier de Chaldecoste sur les hauteurs.



Le grand séminaire.

3.8 – Bellevue

Dans zone nord-est, à droite du pont de Berlière, se situe l'ancien petit séminaire construit en 1926 (actuel lycée Chaptal).



Le petit séminaire

3.9 - Les aménagements sur le Lot

La passerelle du pont de la Planche fut installée en 1824 pour relier le faubourg de Montbel à la rive droite du Lot.



La passerelle vue du pont Notre-Dame.



Le pont de Berlière. Reconstitué en 1870, il fut détruit en 1973 pour être une nouvelle fois rebâti plus large. A droite, le pont sous sa forme XIXe siècle (carte postale vers 1900).

3.10 - Les fontaines

Plusieurs fontaines furent aménagées au XIXe siècle : la fontaine des Pères Carmes, place de la République, en 1840 (remodelée en 1990), la fontaine de la Vabre (1803), la fontaine rue du Collège (1839), les fontaines rue Basse et place des Quatre Coins (1823), la fontaine du Griffon connue dès le XVe siècle et rebâtie en 1848.



Fontaine du Four du Mouton. 4, rue du Collège. A droite, la fontaine du Griffon (1847), place du Griffon.

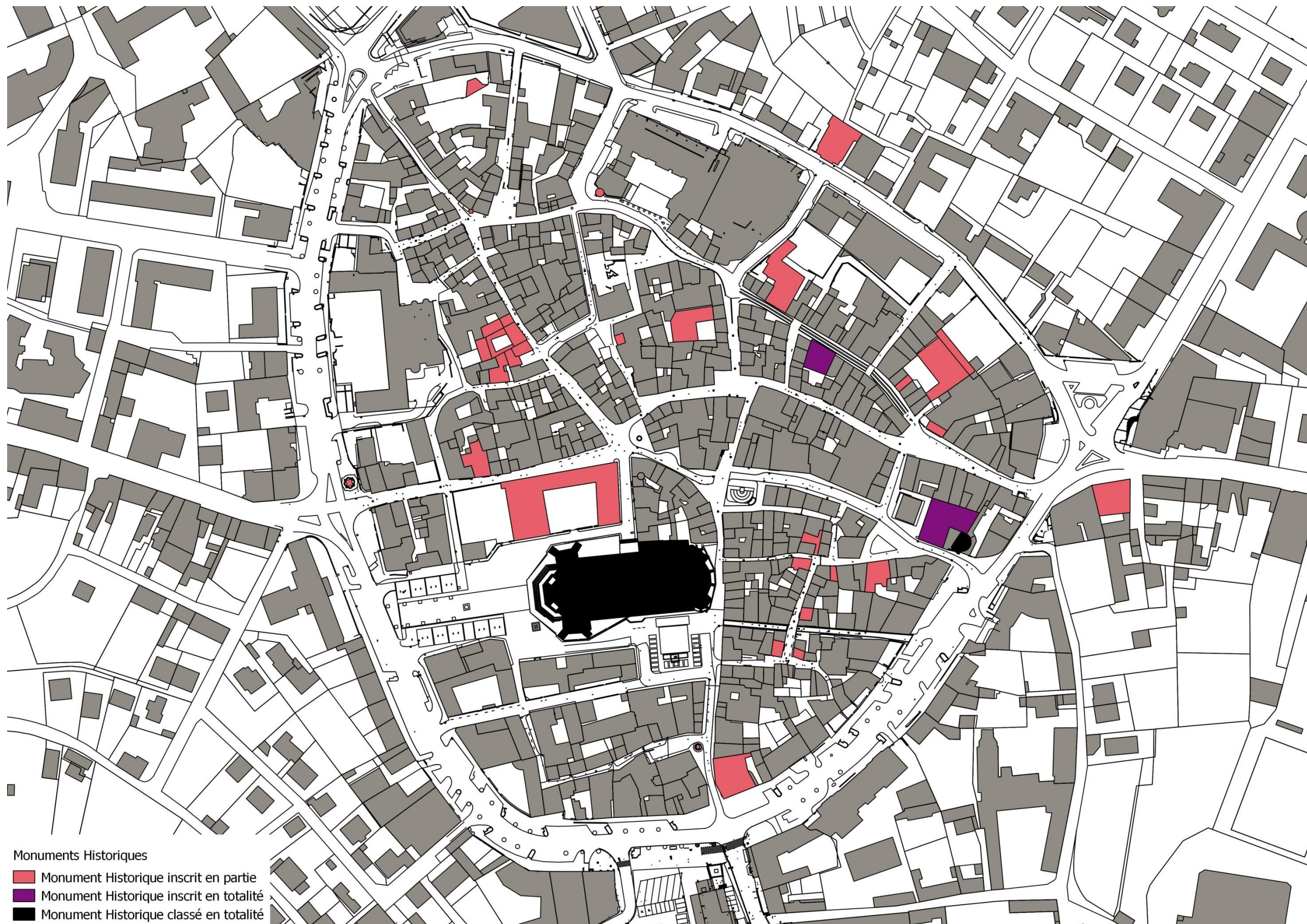
3.11 - La ligne de chemin de fer et la gare

La ligne du chemin de fer de Mende à Séverac – Le Château fut ouverte à la circulation en 1884.



La gare de Mende (1884).

VIII – LES MONUMENTS HISTORIQUES



Fontaines d'Aigues-Passes

Rue d'Aigues-Passes et Boulevard
Théophile Roussel

Inscrit MH, 16/10/1945

Fontaine construite vers 1825, présentant un bassin de forme carrée avec, au centre de chaque face, un renflement demi-circulaire. C'est au centre de ces parties circulaires que viennent aboutir les canalisations du déversoir. Ce bassin est surélevé d'une marche. Un pavage circonscrit la forme de la fontaine et de la marche avec, à l'intersection des parties circulaires et droites, des boules en pierre casse-roues.



Maison, ancien hôtel de Montesquieu

8 Rue de l'Ancienne-Maison-Consulaire

Inscrit MH, 22/05/2012 : la salle voûtée au premier étage

Le premier étage de l'aile sud de cette demeure abrite une salle voûtée peinte. Il s'agit de peintures à l'huile sur enduit au mortier de chaux : on peut voir des bandeaux décoratifs séparant la voûte des murs, des paysages dans les ébrasements de fenêtres, des guirlandes de fruits, un médaillon de feuilles de laurier imitant le bois doré sur la cheminée ainsi qu'une grande scène allégorique sur la voûte. L'ensemble de ces décors peints semble dater de la fin du 17^e siècle.



Hôtel du 18^e siècle – Hôtel de ville

Place Charles de Gaulle

Inscrit MH, 03/11/1945 : façades sur rue et toiture, escalier intérieur

Ancien hôtel du 18^e siècle, ayant appartenu à la famille Morée de Charaix, et devenu hôtel de ville en 1851. Il présente une architecture classique ayant conservé un caractère régional. La façade nord se compose de trois travées et un fronton. La porte d'entrée est encadrée de pilastres et couronnée d'un entablement. Les fenêtres du rez-de-chaussée et du premier étage sont arrondies à la partie supérieure et rectangulaire pour celles du second étage. La clef des baies est ornée. L'intérieur conserve un escalier en pierre rampe sur rampe ou à limon superposé, constitué de deux volées droites par étage entre paliers. Le limon est contrebuté, au droit de chaque palier, par un grand arc à clé pendante formant deux arcs plus petits sans support. Une cheminée du 18^e siècle est surmontée de glaces à trumeaux à la partie inférieure et de motifs peints au-dessus.



Lavoir des Calquières

Rue d'Angiran

Inscrit MH 22/07/80 : Lavoir avec ses voûtes (cad. AS 166).

L'appellation de la "calquière" vient de ce que les tanneurs et les blanchiers y utilisaient autrefois la chaux pour préparer les cuirs et les étoffes de laine. La première mention du lavoir date de 1701. Le lavoir butte contre l'emplacement de l'ancien rempart en-dessous duquel s'écoulaient les eaux. Un escalier à l'air libre conduit à la première salle voûtée dont le bassin est alimenté par sept tuyaux. De ce premier bassin, une conduite débouche dans le lavoir principal. Cette salle est formée de deux travées voûtées d'arêtes, la plus proche de l'entrée étant plus basse que la seconde. Un bassin étroit occupe la partie médiane de la salle. Au bout de ce bassin, un canal de fuite passe sous l'ancien rempart. Parallèlement au bassin, le long des deux murs principaux, courent deux bancs de pierre.



Hôtel du 18e siècle

25, rue Basse

Inscrit MH, 09/12/85 : Façades et toitures ; escalier ; calade de la cour (cad. AS 304, 360)



Hôtel du 18e siècle

5, rue Basse

Inscrit MH, 17/04/50 : Escalier à rampe en fer forgé

Hôtel particulier puis imprimerie, la maison conserve des restes de fortifications dans le jardin, ainsi qu'une ancienne poterne du "Gabion de Champnou" par laquelle la tradition fait passer le capitaine Merle en 1580. L'édifice conserve un escalier rampe sur rampe en pierre avec rampe en fer forgé. Le limon en pierre appareillée repose sur des piliers doriques. Les rampants de l'escalier sont constitués par des voûtes d'arêtes.



Hôtel dit Maison Pons. 17e – 18e siècles

10, rue Basse

Inscrit MH 22/11/13 : en totalité (cad. AS 465)

Cet édifice, rebâti au 17ème siècle, a conservé des éléments structuraux de la construction précédente. L'hôtel, implanté sur rue et ouvrant sur une cour arrière, se distingue par la qualité de son bâti et des ses décors intérieurs. Il convient, à ce titre, de noter le plafond peint, situé au second étage, figurant l'aspect de la marqueterie avec de grands motifs géométriques. Les poutres sont peintes d'un décor de rinceaux et le panneautage imite la ronce ou la loupe de noyer. Ce type de décor est rare et date de la reconstruction de l'hôtel au 17ème siècle. Cet édifice est un témoin précieux du cadre de vie de la bourgeoisie mendoise sous l'Ancien Régime.



Maison, 18e siècle

6, place au Blé

Inscrit MH, 05/04/46 : Porte du 18e siècle, vantaux compris

Cette maison servait autrefois d'habitation au premier consul de Mende. Elle s'ouvre par une porte en anse de panier, à bossages en têtes de diamant à facette et intercalés avec des parties plates. La clé et les deux voussoirs voisins sont taillés, la première en pointe de diamant, les seconds en têtes à facette. La menuiserie à grand cadre est à panneaux en parties droites avec, pour les panneaux du milieu, des courbes et des contre-courbes.



Croix, 16e siècle

Place du Chastel

Inscrit MH : 13/07/1926

Croix en calcaire, n'ayant qu'une face sculptée. Les extrémités des bras et du sommet de la croix sont terminées en pointe de diamant. La face sculptée présente, à l'intersection des bras, un quadrilobe qui sert de cadre au monogramme du Christ gravé en creux et en gothiques minuscules.

Croix, 16e siècle

Rue du Collège, à l'angle de la rue Chastel

Inscrit MH : 13/07/1926

Croix en calcaire, constituée d'un socle hexagonal mouluré dont la face supérieure présente une section arrondie. Sur ce socle s'élève une colonne à base dorique qui supporte la croix proprement dite. Les bras de la croix sont soutenus et reliés au corps par une volute. Les extrémités des bras et le croisillon haut sont terminés par un fleuron entouré d'un encadrement carré mouluré. L'ensemble est Renaissance.



Tour de l'ancien collège des Doctrinaires

Inscrit MH, 23/11/77 : Tour subsistante

Le bâtiment, fut construit sur l'emplacement de l'ancien château de Mende dont il restait une tour à l'angle sud-est, et celui des remparts médiévaux, fut élevé en 1668 et affecté à l'enseignement religieux, d'abord collège des doctrinaires puis laïc. La tour (15e siècle) à l'angle sud-est abritait un escalier à vis. A l'est, un corps de bâtiment présentait une élévation à deux étages côté sud et un comble à trois étages côté nord. La porte d'entrée, au sud, était surmontée d'un fronton interrompu, orné d'armoiries. La façade nord fut surélevée au 19e siècle. L'intérieur conservait, au rez-de-chaussée et au premier, des salles voûtées. Les voûtes du rez-de-chaussée reposaient sur des colonnes à chapiteaux ioniques ; celles du premier sur des pilastres. L'ancien collège a été démoli dans les années 1970.



Usine électrique

3 rue de l'Epine

Inscrit MH, 19/08/1946 : Porte sur cour et escalier intérieur

La demeure aurait abrité le reliquaire de la Sainte Epine qui avait été envoyée à l'Eglise de Mende par le pape Urbain V. De la restauration subie en 1665 subsistent la porte d'entrée et un escalier Renaissance. La porte est d'ordre dorique avec frise. Entre le fronton à volute se trouvent les armoiries des Buisson de Ressouches. L'escalier rampe sur rampe est en pierre, ainsi que la balustrade et la rampe. Le mur d'échiffre de l'escalier est remplacé par des arcs appareillés reposant sur des pilastres au bout de chaque demi-volée.



Niche en pierre et menuiserie

Angle de la rue du Fournet et de l'impasse Saint Privat

Inscrit MH, 12/07/45 : Niche en pierre et menuiserie avec statue et lanterne à huile

Vestige des Lucerna gallo-romaines. La niche en menuiserie est appliquée sur le mur et constituée de deux montants et d'une ouverture en forme de voûte. Une lampe à huile mobile est suspendue sur l'un des côtés. Le système de fonctionnement de montée et descente est protégé par un coffret.



Maison, 17e siècle – Porte et vantaux compris

1, rue du Fournet

Inscrit MH, 12/06/46 : Porte du 17e siècle, vantaux compris

Porte encadrée d'un boudin et décorée, dans sa partie supérieure, d'une sorte de frise composée de trois motifs, le motif central étant plus important que ceux qui l'encadrent. Le tout est couronné d'une corniche classique.



Maison, 15e siècle

Rue du Fournet

Inscrit MH, 21/01/46 : Façades et toitures

Maison en pan de bois à double encorbellement.



Niche avec statue et lanterne à huile

Angle des rue du Fournet et de la Jarretière

Inscrit MH, 12/07/45 : Niche avec statue et lanterne à huile, à l'angle des deux rues

Vestige des Lucerna gallo-romaines. La niche en menuiserie est appliquée sur le mur et constituée de deux montants et d'une ouverture en forme de voûte. Une lampe à huile mobile est suspendue sur l'un des côtés. Le système de fonctionnement de montée et descente est protégé par un coffret. La niche contient une statue de Notre-Dame de la Paix.



Maison, 18e siècle

10, rue de la Jarretière

Inscrit MH, 12/06/46 : Portail sur rue et porte sur cour

De 1914 à 1940, la maison abrita la loge maçonnique. Le porche d'entrée est en plein cintre, avec claveaux à bossages alternant avec claveaux plats. Une corniche le couronne. La maison située au fond de la cour s'ouvre par une porte plein cintre, comportant une corniche et quelques motifs sculptés.



Ancien couvent des Ursulines, 17e siècle

13, rue de la Jarretière

Inscrit MH, 17/04/50 : Porte d'entrée

Le couvent a été fondé en 1635. Un incendie le détruisit en 1905. La porte de l'ancien couvent est une porte dorique dont l'architrave offre cette particularité d'être remplacée par une balustrade. Cette balustrade est surmontée par un fronton triangulaire interrompu, dans l'axe duquel se trouve un balustre isolé.



Ancien théâtre, actuel cinéma le Trianon

5 bis, boulevard Lucien Arnault

Inscrit MH, 09/11/84 : Façades et toitures (cad. AY 112)

Façade à ordonnance classique, divisée en trois parties par un avant-corps central en légère saillie, lui-même coupé de trois travées que séparent deux colonnes médianes. L'élévation est à deux niveaux, soulignée par une corniche moulurée et, au centre, une balustrade. L'avant-corps présente, en son centre, un entablement surmonté d'un fronton triangulaire nu. Au premier étage, la travée axiale est marquée par le cintre de baie médiane, encadré de médaillons nus.



Immeuble, dit ancienne synagogue, 15e siècle

17, rue Notre-Dame

Inscrit MH, 30/05/96 : Façades et toitures des bâtiments entourant la cour, à l'exception de la façade sur la rue Léopold Monestier, ainsi que le sol de la cour et le passage (cad. AS 261, 263 à 265, 268, 269, 367, 426, 427)

Edifice médiéval qui a conservé une distribution par trois étages de galeries sur cour. Présence d'une communauté juive attestée à Mende entre 1229 et 1306 (expulsion des juifs du royaume de France par Philippe le Bel). Après 1310, la synagogue est affectée à une communauté de prêtres qui y demeurera jusqu'à la Révolution.



Préfecture

4 Rue de la Rovère

Inscrit MH, 21/03/46 : Porte du 18e siècle

Le palais épiscopal, devenu en 1804 hôtel de préfecture, reconstruit en partie en 1859, a été incendié en 1887 puis rebâti sur les plans de Germer Durand, architecte départemental. La préfecture se compose d'un pavillon principal et d'un second à l'est. La porte est en chêne et noyer. Elle se compose de deux vantaux mobiles et, dans l'un de ceux-ci, un portillon. Motifs sculptés représentant deux têtes de lion, feuillages.



Fontaine du Griffon de Soubeyran

Place de Soubeyran

Inscrit MH, 08/03/46

Elle est mentionnée en 1341 et servait de déversoir aux sources de la Vabre. Un bassin en pierre, de forme circulaire, possède en son centre sur un socle en pierre, un motif en bronze d'où partent cinq tuyaux supportés par des esses en fer forgé.



Maison

2 Rue Soubeyran

Inscrit MH, 12/06/46 : Porte du 17e siècle

Porte en calcaire de Mende, à plate bande en pierre appareillée. Elle est constituée par des bossages intercalés avec des parties plates, et surmontée d'une corniche. Au-dessus se trouve une ouverture composée de deux jambages et d'un arc tendu pour l'éclairage du couloir.



Ancien rempart

Boulevard Théophile Rousset

Inscrit MH, 18/06/79 : Remparts (vestiges des anciens) (cad. AS 4)

L'enceinte fut élevée vers 1160 par l'évêque Aldebert du Tournel contre les attaques des seigneurs locaux de Canillac, Cabrières et Dolan. Ces remparts étaient flanqués de treize tours et percés de cinq portes, le tout entouré de fossés. La guerre de Cent ans fut l'occasion de nouveaux travaux : agrandissement des fossés en 1351, réparation des murailles. Au 16e ou 17e siècle, l'enceinte fut adaptée aux progrès de l'artillerie (bastion, canonnières). La fin du 18e siècle voit la disparition de la quasi totalité de l'enceinte. En 1769, le roi accorda l'autorisation de démolir les remparts, les matériaux étant réutilisés pour combler les fossés. Il n'existe actuellement que peu de vestiges : une courtine longue de seize mètres dans sa partie visible, prolongée vers l'est par un petit bastion polygonal. Les deux faces principales du bastion présentent chacune une canonnière.



Maison, 13e-14e siècles

9, rue d'Aygues-Passes

Inscrit MH, 06/02/29 : Porte du 13e siècle, vantaux compris

Porche gothique avec vantaux Renaissance. Le porche en arc brisé est encadré de deux colonnettes encastrées formant boudins. Il est surmonté d'un autre boudin formant corniche et suivant le même dessin en arc brisé. La porte est en bois, divisée en trois vantaux, décoré en pointe de diamant, et surmontées d'un tympan divisé en deux par un arc en anse de panier, soutenu par des colonnettes encadrées d'un panneau au décor en pointe de diamant et supportant un autre panneau en bois plein au même décor.



Croix de Sirvens

Sur la route de Mende à Baradoux, à l'angle du chemin des Boués

Inscrit MH, 13/07/1926

Croix en calcaire dont le fût est octogonal et porte, au bas, quatre congés gothiques pour rendre la base carrée. Lors de la restauration menée dans les années 1898-1899, le Christ a été refait. Seules ses jambes sont d'origine. Sur le revers, une Vierge est posée sur un cul de lampe en forme de pomme de pin, des stries formant les écailles. A l'extrémité supérieure du fût, un tore fait corps avec le croisillon dont la section est ronde. Les extrémités des bras se terminent en demi-sphère. Des gouttes les encerclent en couronne.



Ancienne chapelle des Pénitents blancs, 1657

Place au Blé

Inscrit MH, 22/11/13 : L'ancienne chapelle en totalité (cad. AS 469)

La chapelle et la tour des remparts qui la jouxte constituent les vestiges des anciennes fortifications de Mende, détruites à la fin du 18ème siècle. La chapelle fut construite en 1657 par les Pénitents Blancs qui s'approprièrent l'ancienne tour pour servir de logement au sacristain. Un mur-clocher fut bâti sur la tour en 1724. A l'intérieur, le maître-autel est encore en place, scandé par quatre colonnes torsadées. Cette chapelle, modeste construction, constitue un témoin important de l'histoire religieuse de la ville.



Tour des Pénitents

Boulevard du Soubeyran

Classé MH, 19/03/43 : Tour des Pénitents

La tour faisait partie des anciennes fortifications de Mende. Edifiée en 1161 par l'évêque Aldebert, elle est connue jusqu'en 1655 sous le nom de grande tour d'Auriac. En 1593, elle est restaurée par le gouverneur de Mende, Montmorency Fosseuse. Au 17e siècle, une chapelle est édifiée pour la confrérie des Pénitents Blancs et la tour servit de clocher,



Pont Notre-Dame

Classé MH, 1889 : Pont Notre-Dame

Un acte de 1229 mentionne le pont qui servait depuis longtemps à la traversée des voyageurs. L'ouvrage semble avoir été reconstruit en 1421. Pont à deux arches, en dos d'âne.



Cathédrale Notre-Dame et Saint-Privat

Classé MH, 09/08/1906 : Cathédrale

Construit à l'initiative du pape Urbain V, l'édifice actuel s'élève à l'emplacement d'une église romane ayant elle-même remplacé une église plus ancienne mentionnée en 951. Les travaux débutent en 1369. Le gros œuvre est achevé en 1466. En 1487, la nef est agrandie de deux travées. En 1508, un nouveau clocher est élevé. En 1512, le second clocher est achevé. En 1581, le chef protestant Merle endommage l'édifice (destruction des grosses piles de l'édifice, entraînant l'effondrement du vaisseau central, des collatéraux et de la majorité des chapelles méridionales). La nouvelle cathédrale est consacrée en 1620.



BAHOURS

Maison forte, 17e siècle

Bahours

Inscrit MH, 17/11/95 : Maison forte, ainsi que le sol de la parcelle et le mur d'enceinte (cad. AB 8)



B - ANALYSE URBAINE

I – LE BÂTI



II – LES ESPACES PUBLICS

1 – Les Places



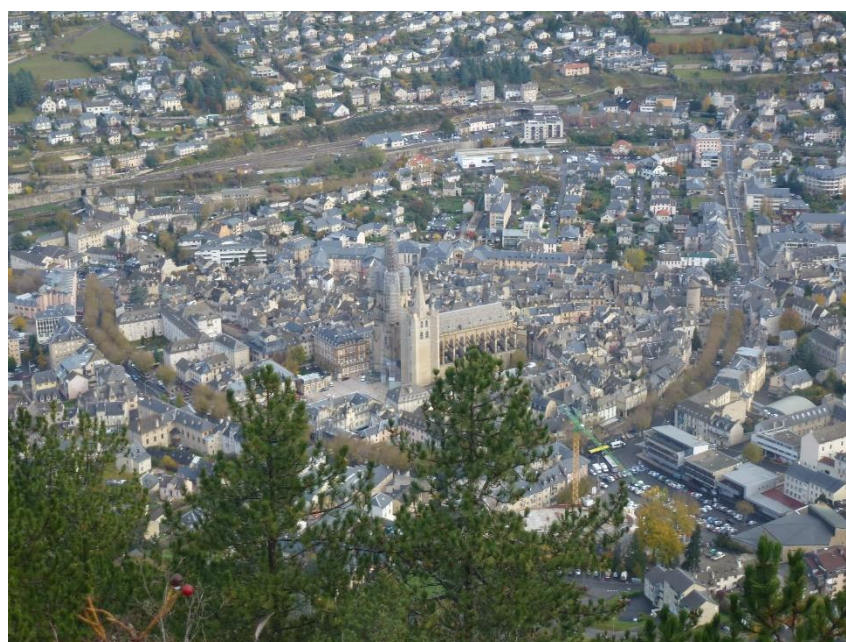
2 - Les arbres d'alignements

Les arbres et les plantes rafraîchissent l'air ambiant, les rues, les zones de stationnement, les immeubles... et contribuent à réduire l'effet d'îlots de chaleur en milieu urbain.

Les platanes sont largement présents dans la ville de Mende. En ornement le long des boulevards, ils forment un anneau végétal autour du centre ancien et contribue à la qualité des espaces public du tour de ville.

Le long de l'allée Piencourt un alignement discontinu d'érable a remplacé les peupliers noirs historiques

Rappel :



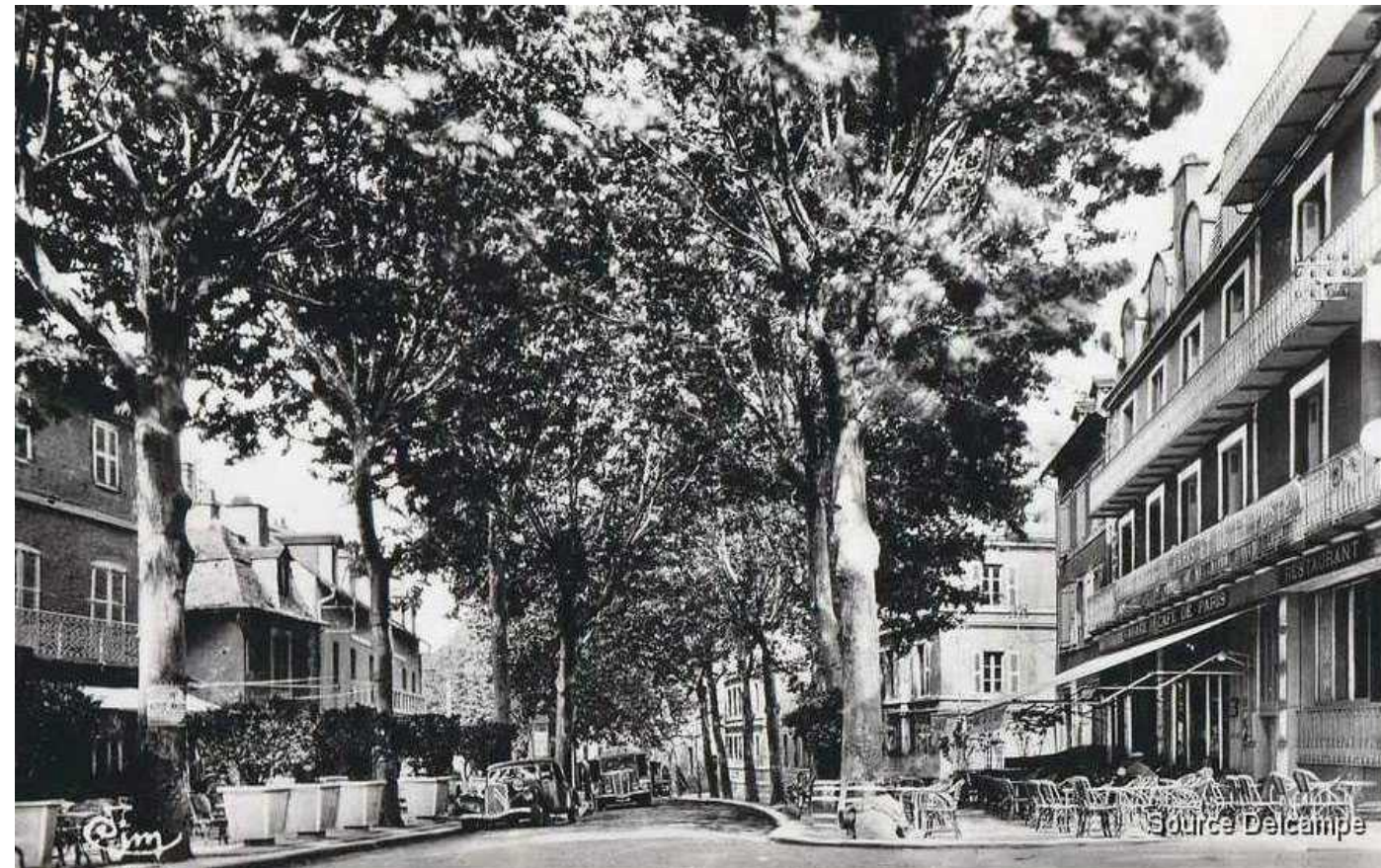
3 - Le boulevard Soubeyran



Enjeux : Lors des projets d'aménagements urbain sur le boulevard Soubeyran préserver et conforter l'alignement de platanes.

- Maintenir les platanes qui peuvent l'être.
- Remplacer les platanes impossible à conserver (pour cause de maladies, ou implanter dans des jardinières).

Les sujets remplacés devront l'être par des platanes de dimension suffisante pour maintenir la continuité visuelle de l'alignement et le couvert ombragé sur le boulevard.

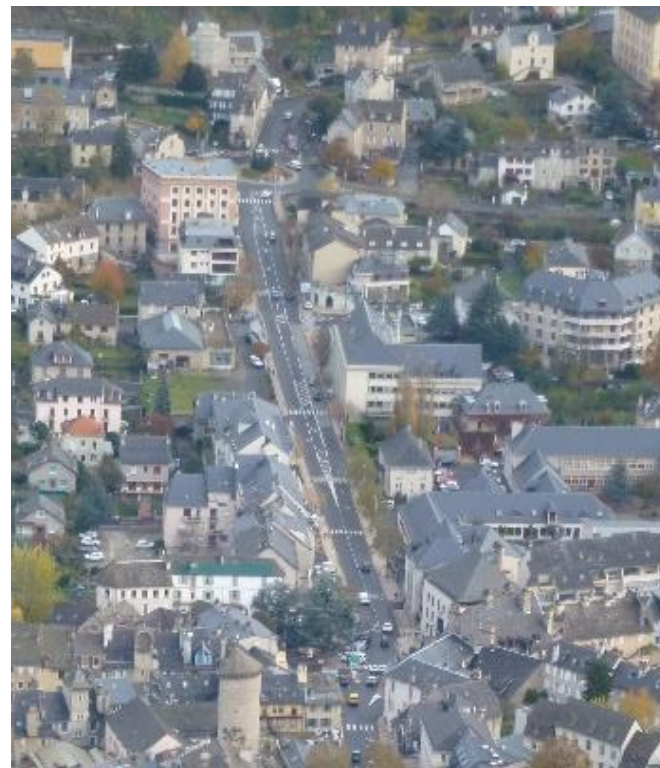


4 - Les Allées Piencourt

François-Placide de Baudry de Piencourt est évêque de Mende entre 1677 et 1707.

Durant son épiscopat, il aménage la partie de la ville d'une allée bordée de peupliers noir d'Italie qui depuis porte son nom, située entre le Lot (aujourd'hui le pont de Berlière) et la place d'Angiran (devenue Place Charles de Gaulle). Cette allée Piencourt a longtemps été le lieu de promenade des Mendois. Elle longeait deux prés, le pré claux et le pré vival, qui étaient des possessions du diocèse.

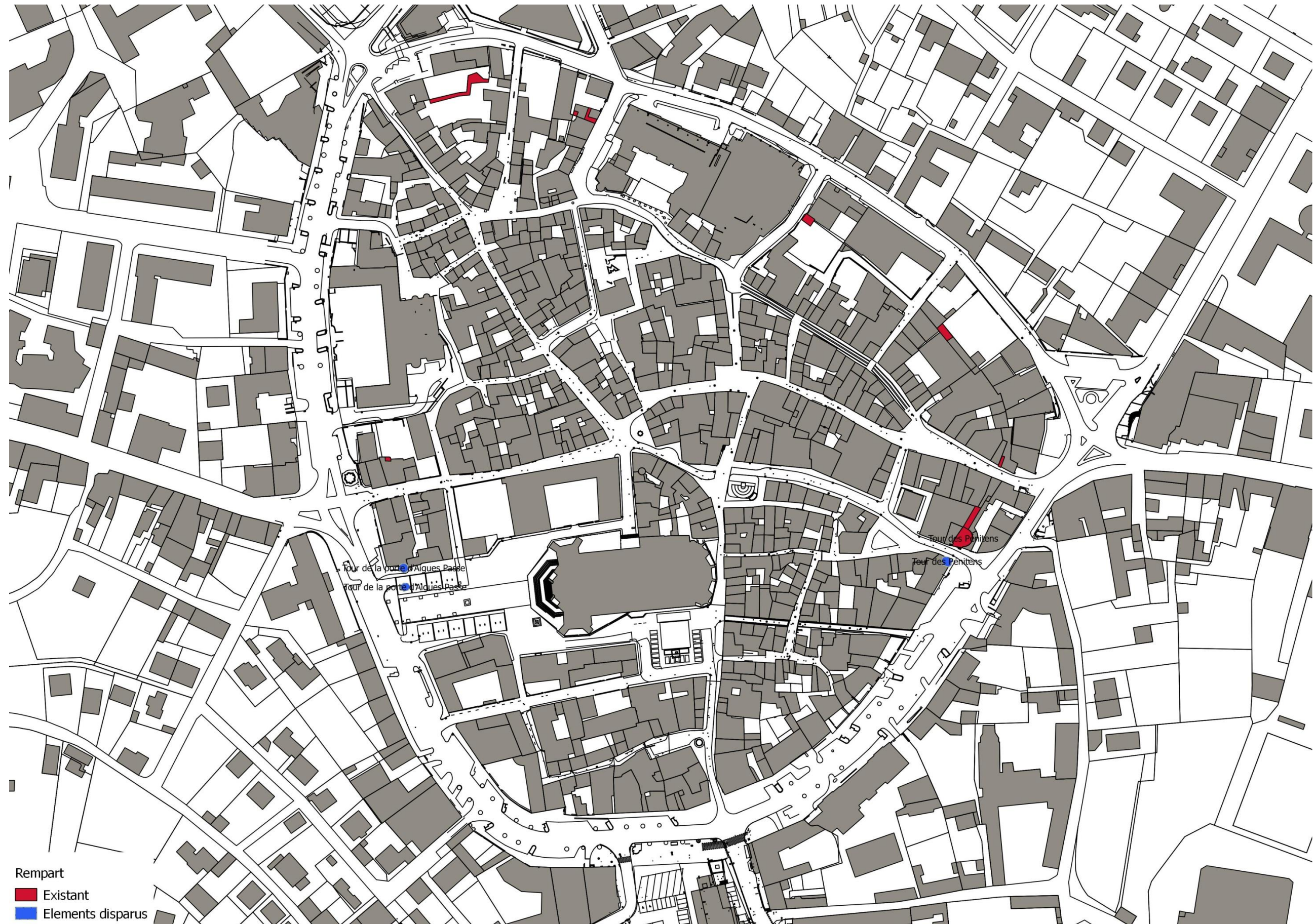
Classée comme site protégé, l'alignement a dû cependant être abattu en 1954, les racines ayant été mise au jour par les crues successives du Lot. Il a été remplacé par un alignement discontinu d'érables.



III – LES ESPACES EXTERIEURS – COURS & JARDINS



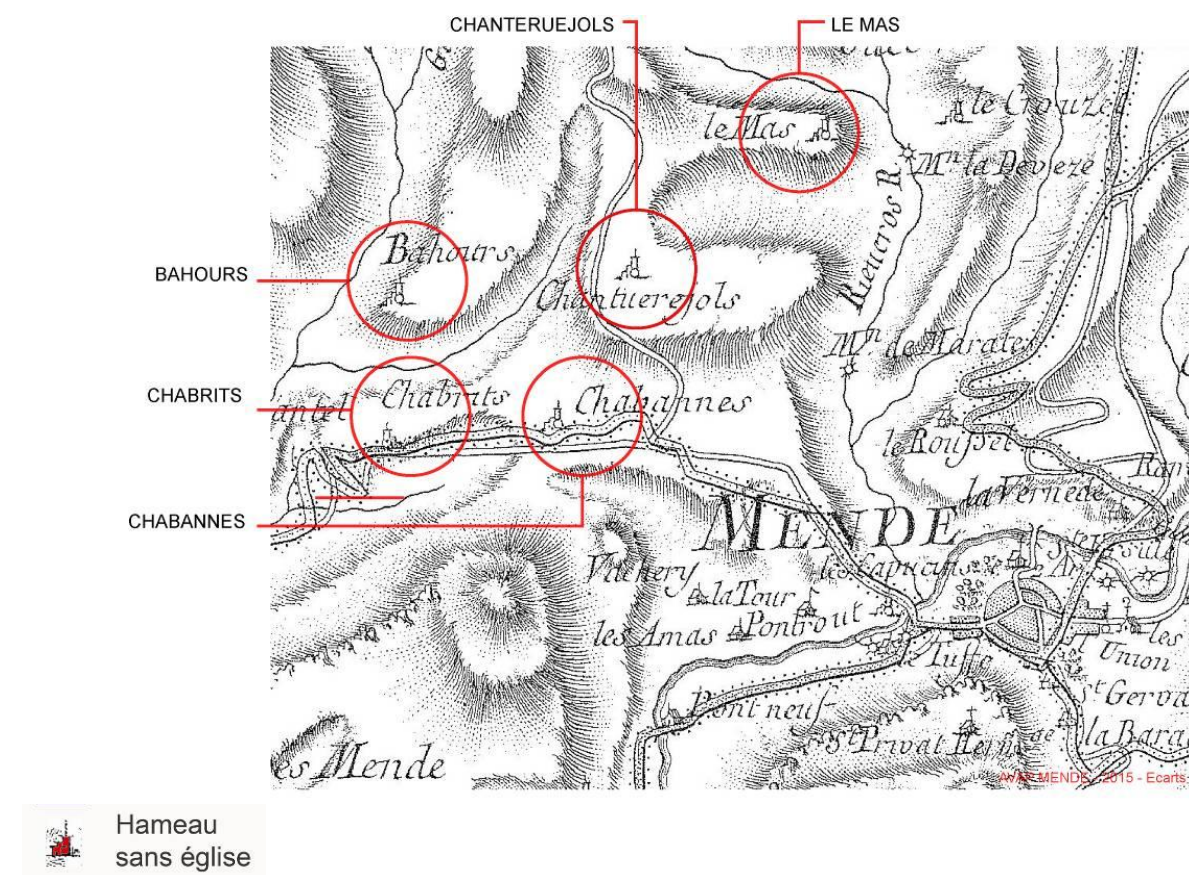
IV – LES REMPARTS



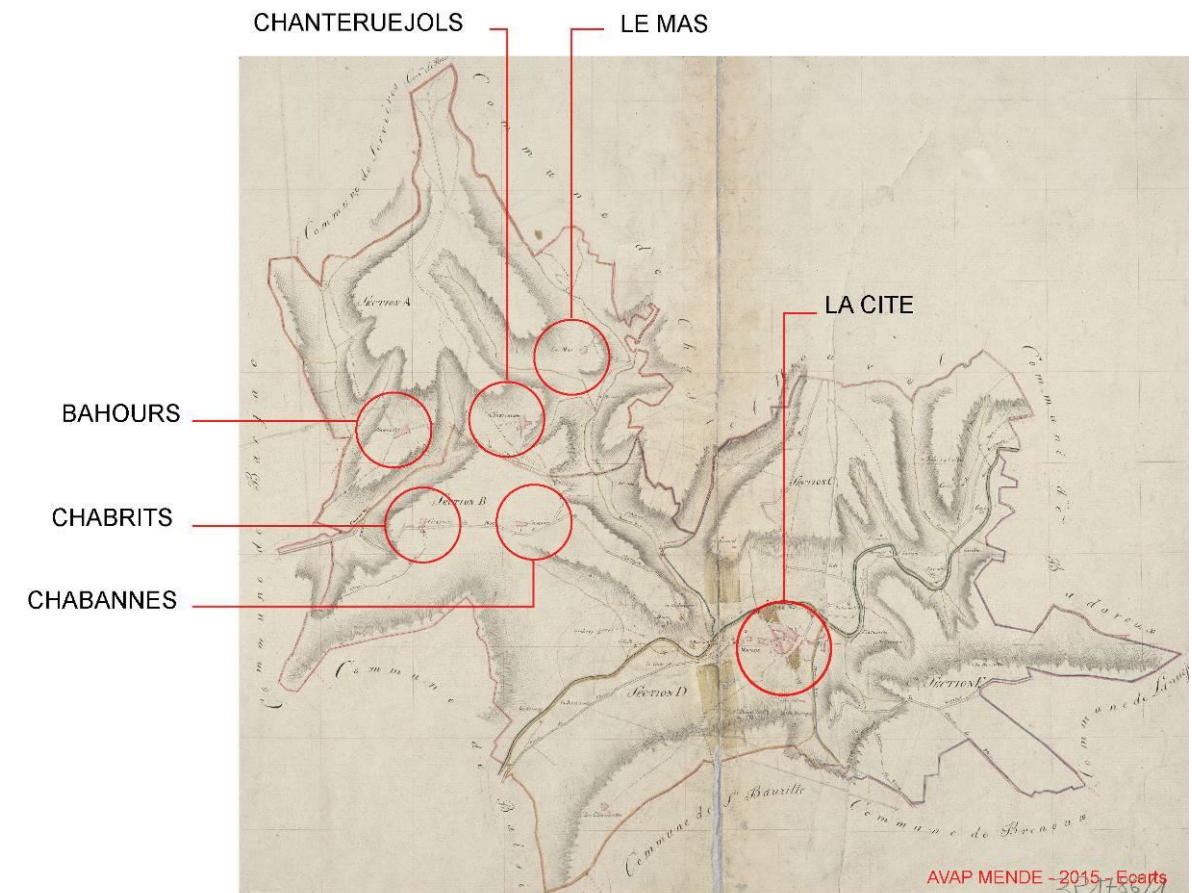
C - LA TYPOLOGIE DU BATI – L'ARCHITECTURE RURALE

Cinq des écarts qui occupent le territoire de la commune présentent un patrimoine architectural de grande qualité. Bahours, Chabrits, Chanteruejols, Le Mas et Chabannes, tous figurés sur la carte de Cassini en tant que hameaux sans église, rassemblent en effet des demeures plus ou moins importantes dont les plus anciennes datent de la seconde moitié du 15^e siècle, soit de la période de construction postérieure à la fin de la guerre de Cent Ans.

Tel est le cas de Bahours, simple hameau linéaire composé de trois fermes avec corps de logis et dépendances dont une évoque une occupation du site à la fin du Moyen Âge et d'une maison forte du 17^e siècle. Chabrits, Chanteruejols et Le Mas se développent plus amplement en ruelles étroites le long desquelles l'habitat s'aligne avec cours et jardins clos de murs de pierre. Chabannes, qui appartenait au chapitre de Mende, a fait l'objet au 20^e siècle d'extensions pavillonnaires ; son centre est constitué de deux grandes demeures de la seconde moitié du 15^e siècle – début du 16^e siècle.



Carte de Cassini, seconde moitié du 18^e siècle. Détail sur les hameaux de Mende.





Chabannes, plan de datation



Chabrits, plan de datation



Chanteruéjols, plan de datation



Le Mas, plan de datation



Bahours, plan de datation

I – LES MAISONS-FORTES, REPAIRES ET LES MANOIRS

De plan rectangulaire, les logis bâtis en maçonneries de moellons disposent d'un ou deux étages. A Chabannes et Chanteruejols, les constructions initiales ont fait l'objet d'extensions organisées autour de cours. Le repaire de Chabannes est doté d'une tour d'escalier desservant les différents niveaux de l'habitation. La maison-forte de Bahours en revanche présente une volumétrie fixée dans la première moitié du 17e siècle. Edifié par le receveur des tailles du diocèse Melchior Roux de Pomeirols à l'emplacement d'une première construction détruite par le chef protestant Mathieu Merle à la fin du 16e siècle, le bâtiment de plan rectangulaire inscrit dans une aire close de murs a perdu de ses dispositions initiales les tourelles d'angle et son échauguette dont on conserve cependant les consoles de pierre.



Bahours, maison-forte de la première moitié du 17e siècle (classée MH). Façade ouest.



Bahours, maison forte du 17e siècle (classé MH). Façade ouest.



Chabannes, manoir du chapitre. Linteau de porte frappé d'un écu.

II – LES CORPS DE LOGIS DES FERMES

Les logis adoptent des plans rectangulaires et se développent sur un étage réservé à l'habitation. Le rez-de-chaussée est destiné à des espaces de stockage ou réservé aux bêtes de l'exploitation. A Bahours et Chabrits, deux logis présentent des façades de composition symétrique axée sur une tourelle dans laquelle s'inscrivent la porte et un pigeonnier.



Bahours, maison forte du 17e siècle édifée par Melchior Roux de Pomeirols, receveur des tailles du diocèse. Façade est.



Chabannes, repaire de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. La tour d'escalier en vis est placée hors œuvre.



Chabannes, manoir du chapitre. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chabannes, manoir du chapitre. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. Détail sur la façade.



Chabannes, manoir des 15e – 16e siècles.



Chanteruejols, ancien manoir ? Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle, remanié au 18e siècle.



Chanteruejols, logis de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. L'habitation à l'étage est desservie par un escalier extérieur.



Chabrits, maison à façade ordonnancée symétrique. 18e siècle ?



Bahours, logis des 15e – 16e siècles remanié et agrandi au 18e siècle.



Bahours, logis du 18e siècle, sur base 15e – 16e siècle ?



Chabrits, logis de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle complété de deux ailes autour d'un jardin.



Bahours, logis des 15e – 16e siècles remanié et agrandi au 18e siècle.



Bahours, logis du 18e siècle, sur base 15e – 16e siècle ? Détail.



Chabrits, logis de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chabrits, porte de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chabrits, Un enduit de chaux et de sable couvre le parement moellonné.



Chanteruéjols, fenêtre de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chanteruéjols, maison des 15e – 16e siècles ? Mur pignon avec cheminée monumentale et son conduit.



Chabrits, porte sous linteau ornée d'un arc en accolade et jour de cave en meurtrière de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chanteruéjols, fenêtre de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Chanteruéjols, fenêtre de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle, gravée de ciseaux.



Le Mas, fenêtre datée de 1750.

III – LES DEPENDANCES

1 - Les granges - étables

Le plus souvent formant avec le logis un plan en L sur cour, la grande-étable est bâtie en moellons de calcaire et de schiste. Les couvertures sont souvent à deux pans initialement en lauzes de schiste, plus rarement en carène.



Le Mas



Le Mas. Grange-étable. Arcade charretière datée de 1769.



Chanteruejols. Grange du 18e siècle.



Chabrits



Bahours. Grange-étable 15e – 16e siècle ?

2 - Les aires de battage ou simple dallage de cour

La qualité des cours des fermes repose souvent sur la présence de sols en dallage de pierre qui peuvent, dans certains cas, correspondre à d'anciennes aires de battage.



Chanteruejols



Chanteruejols



Chanteruejols

3 - Les pigeonniers

Un unique pigeonnier indépendant est répertorié sur la commune. A Chabannes, le bâtiment de plan rectangulaire est associé au manoir appartenant aux 15e – 16e siècles au chapitre de Mende. La couverture en « pied de mulet » résulte vraisemblablement d'un aménagement réalisé au 19e siècle.



Chabannes, pigeonnier (15e – 16e siècles ?), participant au manoir du chapitre.

4 - Les enclos

Les corps de ferme et leurs dépendances s'organisent autour de cours et de jardins clos de murs en pierre. Quelques porches caractérisés par des couvertures en lauzes en commandent l'accès. Les murs d'enclos, plus ou moins hauts, sont le plus souvent simples et sans couronnement. Seuls les murs de l'enclos de la maison forte de Bahours sont pourvus d'un couronnement triangulaire en pierre.



Chabrits. Murs de jardins particuliers.



Chabannes. Porche sous couverture de lauzes.



Chabrits, jardins potagers clos de murs.



Bahours, maison forte. Mur d'enclos à couronnement de pierres triangulaires.



Le Mas. Enclos de ferme en pierre sèche.



Bahours, maison forte. Portail charretier.



Chabannes. Murs d'enclos en pierre.



Chabrits, cour fermée d'un mur bas en pierre.

5 - Les fours à pain

Petits bâtiments de plan rectangulaire, les fours à pain sont voûtés et couverts de lauzes.



Bahours, four à pain. Four banal ?



Bahours, four à pain.



Chabrits, four à pain banal.



Chabrits, four à pain banal. Intérieur.

6 - Les couvertures

Les toitures à deux pans sont traditionnellement couvertes de lauzes de schiste souvent à lignolet croisé. Les avant-toits sont constitués de chevrons de fortes sections ; deux granges à Chanteruejols et à Chabrits ont la particularité de posséder des charpentes dont la sablière de rive située à l'extérieur est supportée par une série de corbeaux en pierre. Les toits carénés concernent quelques granges-étables des 18e – 19e siècles. Au Mas et à Chanteruejols les faîtages sont agrémentés d'épis de faîtage en schiste ajourés de motifs de croix.



Chabrits. Couverture à deux pans en lauzes de schiste à lignolet croisé.



Chabrits, toit en carène.

7 - Les croix de chemin

Quelques croix de chemin en pierre sont conservées à Chabannes et à Chanteruéjols.



Chabannes, souche de cheminée à redents. 15e – 16e siècles ?



Chanteruéjols. Couverture à deux pans en lauzes de schiste.



Croix en pierre à Chanteruéjols.



Croix en pierre à Chabannes portant le monogramme du Christ, IHS.



Le Mas. Epis de faîtage en schiste.



Chanteruéjols. Epis de faîtage en schiste.



Chabrits, grange-étable. Sablière de rive et corbeaux en pierre.



Chanteruéjols, grange-étable. Sablière de rive et corbeaux en pierre. 18e siècle ?



Chabannes, croix de pierre portant l'inscription IHS (Jésus sauveur des hommes) plantée sur un socle daté de 1669.

8 - Les lavoirs - fontaines

Les lavoirs - fontaines, bâtis sous la République, sont réalisés sur un même modèle de plan rectangulaire allongé. La fontaine en position centrale alimente les abreuvoirs d'où l'eau s'évacue dans les bassins destinés à la lessive.



Le Mas, le lavoir de 1890.



Le Mas, le lavoir de 1890. Les bassins



Chabrits, le lavoir de 1879.



Chabrits, le lavoir de 1879. Vue des bassins



Chanteruejols, le lavoir de 1890.



Chanteruejols, le lavoir de 1890. Les bassins.

D - LA TYPOLOGIE DU BATI – L'ARCHITECTURE URBAINE

I – LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LEUR MISE EN ŒUVRE

1.1 - La maçonnerie moellonnée

Les murs sont réalisés en appareils de moellons calcaires destinés à recevoir un enduit amorti au niveau des encadrements des portes, des fenêtres et des cordons d'appui lorsque ceux-ci soulignent les registres des ouvertures. Les enduits composés de chaux et de sable fin sont pelliculaires et sont parfois ornés de chaînes d'angles en faux-appareil de pierre.



Place Urbain V. Maçonnerie moellonnée enduite. A droite, immeuble, rue Traversière Notre-Dame, en maçonnerie moellonnée jointoyée.



Impasse d'Aigues-Passes



Rue du Collège



Rue Basse.



Place du Mazel. Enduit tout début XXe siècle.

1.2 - La maçonnerie en pierre de taille

Les murs en pierre de taille sont plus rares. Les parements à joints fins sont traités comme les encadrements des baies.



Rue d'Aigues-Passes, 17e siècle.



Rue d'Aigues-Passes, 17e siècle. Détail sur le parement du mur et le cordon d'appui.



Rue Basse. Immeuble de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue Léon Boyer. 19e siècle.

1.3 - Le pan de bois

Une grande partie des maisons et plus particulièrement des immeubles des 15e – 16e siècles possèdent des façades réalisées en pan de bois, avec ou sans encorbellement. Les ossatures se composent de poteaux tendus entre des sablières. Les hourdis, remplissage entre poteaux, sont montés en moellons de travertin, matériau résistant et léger.

Les structures ont la particularité d'inclure des larmiers de travertin disposés horizontalement sur les sablières afin de les abriter de la pluie.

Nombre de pan de bois sont disposés en encorbellement sur la rue. Les ossatures bois sont soit en saillie des murs de refend, soit calées entre des têtes de refend en encorbellement - l'exemple est fourni par un vestige conservé place de la République.



Rue de l'Arjal. Seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle. Maison rue de l'Epine. Seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle.



Rue du Fournet. Seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle. A droite, solives supportant l'encorbellement.



Rue Droite – rue de l'Orange. Sablière de plancher et abouts de solives moulurés de chanfreins et de congés en cuiller. Seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle. A droite, maison, rue de l'Arjal. Solives supportant l'encorbellement de l'étage. Les abouts sont moulurés de chanfreins et de congés en cuiller.



Rue Notre-Dame. La sablière de chambrée et le pan de bois de l'étage de la seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle, à l'origine en encorbellement sur la rue, ont été déplacés en retrait. Le hourdis se compose de moellons équarris en travertin.



Rue de la Liberté. A droite, rue d'Angiran. Façades des 15e16e siècles remaniées au 18e siècle.



Rue de l'Épine. Seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle.



Rue de l'Épine. Seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle.



Place Chaptal



Place Chaptal



Rue du Collège. 17e siècle ?



Rue Notre-Dame. Seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle. Larmier en travertin protégeant la sablière du pan de bois.



Place de la République. Maison de la seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle. Le pan de bois à trois niveaux d'encorbellement est calé à droite sur un mur de refend en saillie appartenant à la maison mitoyenne – la façade de cette dernière ayant été rebâtie en retrait de la rue au 19e siècle.

II – LA MAISON URBAINE

1 - Maison urbaine et immeuble en maçonnerie

Les façades en mur gouttereau sont soit « plates » sans élément de modénature, soit structurées de cordons d'appui soulignant les registres des ouvertures. Elles sont composées en travées de fenêtres, associées souvent à une demi-travée constituée par la porte d'entrée latérale dans l'axe de laquelle s'inscrivent des jours d'escalier. Cette demi-travée peut être couronnée d'une lucarne feunière en bois. Les cordons d'appui taillés dans le travertin ou le calcaire se développent sur la largeur de la façade et soulignent les registres des ouvertures hautes dont ils constituent les appuis.

Façade en mur gouttereau



Rue de l'Abbaye



Rue du Faubourg Montbel



Rue d'Angiran. 17e siècle.



Rue d'Angiran. Façade du 19e siècle.



Boulevard du Soubeyran. 19e siècle.

Façade en gouttereau et travée d'escalier latérale sommée d'une lucarne feunière



Rue Henri Rivière.



Rue d'Angiran.

Façade à cordons d'appui



Rue Léopold Monestier. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue Basse. Façade du 16e siècle.



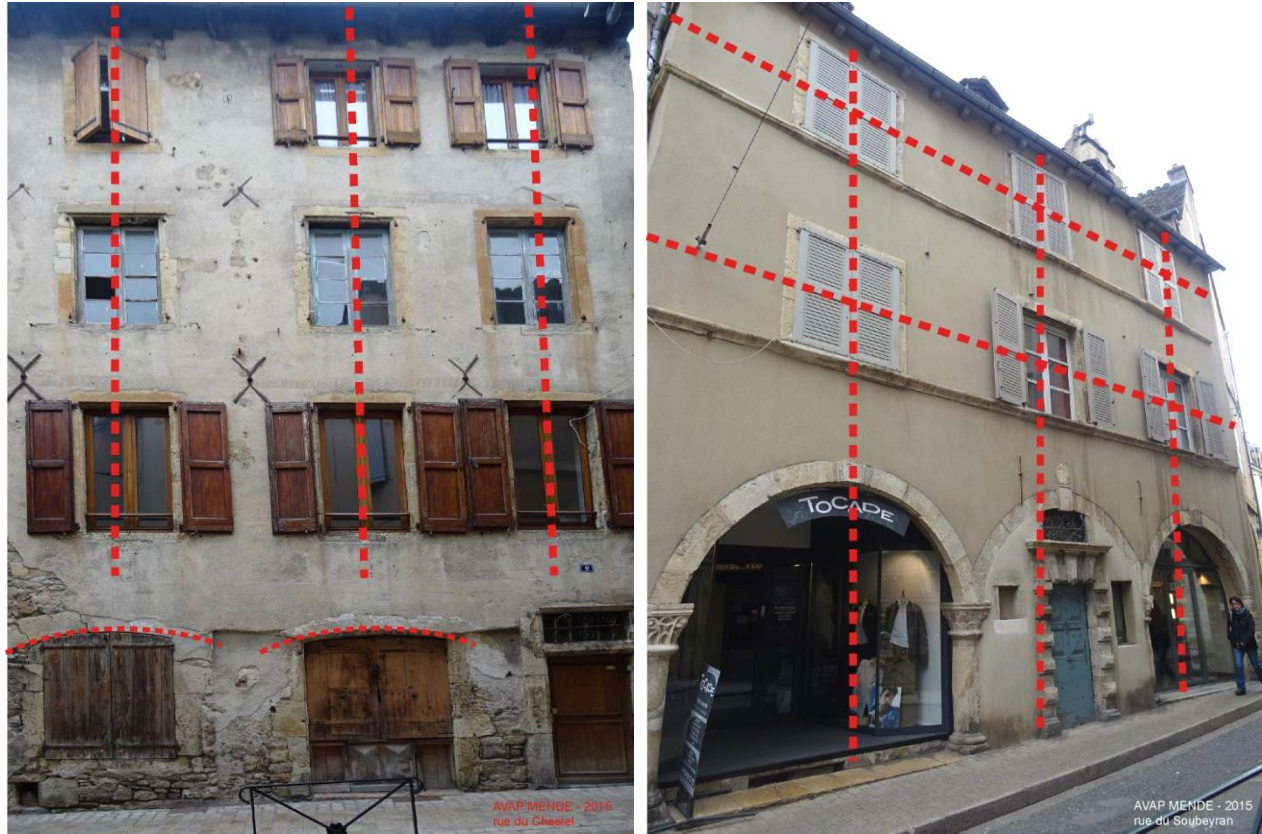
Rue Basse.



Rue Basse.

Façade composée en travées

La composition des façades privilégie généralement les axes verticaux matérialisés par des travées de fenêtres/portes et fenêtre/baies de devantures. Dans les cas de façades incluant des cordons d'appui ou d'allège filants sur toute la longueur de la façade, les ouvertures s'alignent selon des axes verticaux (travées) et horizontaux.



Rue du Chastel. Façade du 17^e siècle. Composition en travées. A droite, Rue du Soubayran. Façade des 15^e – 16^e siècles remaniée au 17^e siècle. Composition croisée : axes verticaux et horizontaux.

Façade pignon

Les façades pignon sont généralement représentatives de la fin de la période médiévale. Le dernier niveau couvert d'une toiture à deux pans appartient aux combles dont l'éclairage est assuré par un jour rectangulaire de dimensions modestes.



Rue du Collège. Façade pignon de la seconde moitié du 15^e siècle – début 16^e siècle.



Rue de la Jarretière. Maison des 15^e – 16^e siècles remaniée au 19^e siècle.



Rue Amédée Monteils. Seconde moitié du 15^e siècle – début 16^e siècle.

2 - La maison urbaine à façade en pan de bois en encorbellement

Les façades en pan de bois à simple ou double encorbellement caractérisent l'architecture des maisons de la fin du Moyen Age. Ces dernières, implantées sur des parcelles en lanière et perpendiculaires aux rues, gagnent ainsi en superficie aux étages. Les abouts des solives des planchers servent de support aux ossatures de bois (poteaux) et de travertin en saillie. Ces éléments porteurs peuvent être complétés par des consoles d'angle en pierre (rue Notre-Dame).



Rue de l'Épine. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. A droite, maison, rue Notre-Dame. Seconde moitié 15e siècle –début 16e siècle.



Rue de l'Abbaye



Rue d'Angiran. Façade des 15e – 16e siècles dont le pan de bois en encorbellement (présence du refend) a été mis en recul ultérieurement (17e – 18e siècles ?)



Rue Droite – rue de l'Orange. Maison de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue du Fournet. Seconde moitié 15e siècle –début 16e siècle.



Rue Notre-Dame. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.

3 - La maison urbaine à façade en pan de bois sans encorbellement

A partir du 17^e siècle, les structures en bois, autrefois en encorbellement, sont placées dans l'axe du plan du rez-de-chaussée pour ne devenir qu'un simple mode constructif rapide et économique.



Rue des Finets. 15^e – 16^e siècles. Le pan de bois des étages, à l'origine en encorbellement, a été disposé dans le plan du rez-de-chaussée. A droite, maison rue du Collège. Façade pignon de la seconde moitié du 15^e siècle – début 16^e siècle.

2 - Les cages d'escalier

Dans l'œuvre ou semi hors-œuvre, les cages d'escalier se signalent en façade par une travée constituée de la porte et de jours d'éclairage.



Rue d'Angiran. Seconde moitié du 15^e siècle – début du 16^e siècle. Tour d'escalier dans l'œuvre. A droite, tour d'escalier semi hors-œuvre du 16^e siècle, rue des Ecoles (Faubourg de la Vabre).

III – LES ELEMENTS SPECIFIQUES

1 - Les colonnes

Trois cas d'insertion de colonnes en pierre caractérisent des immeubles en pan de bois et en maçonnerie. Ces éléments en pierre participent à la structure porteuse des murs. Les exemples rue Basse pourraient évoquer d'anciens couverts ouverts sur rue.



Rue du Soubeyran. 17^e siècle ?



Rue Basse. 17^e siècle ?



Rue Basse, structure de colonnes antérieure au 17^e siècle ?



Rue d'Aigues-Passe. Tour d'escalier semi hors-œuvre.



Rue Chaptal. Tour d'escalier dans l'œuvre. 15^e – 16^e siècles.



Rue du Collège. 15^e – 16^e siècles. Tour d'escalier semi-hors-œuvre.

3 - Les portes et portails

Les portes et portails en arcades en arc brisé



Rue de l'Ange. 14e siècle.



Rue d'Aigues-Passes. 14e siècle.



Rue Notre-Dame. Seconde moitié 15e – début 16e siècle.

Les portes à encadrement rectangulaire – piédroits en pierre et linteau bois (sablère)

Ces ouvertures sont caractéristiques de l'architecture en pan de bois des 15e et 16e siècles. La sablière du pan de bois sert de linteau à la porte.



Rue du Chastel. Porte de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle



Rue des Finets. Porte de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle



Impasse Saint-Privat. Porte de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle

Les portes et portails sous linteau droit en pierre



Rue de l'Ancienne Maison consulaire. Seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle



Rue d'Angiran. 17e siècle.



Rue de la Liberté. Porte à imposte, 17e siècle.



Rue de l'Arjal. Porte du 17e siècle sous fronton triangulaire en encadrée par deux colonnes à chapiteaux toscans.



Rue de l'Arjal. Portail du 17e siècle. Hôtel du bailli.



Rue d'Aigues-Passes. Portail du 17e siècle.

Les portes et portails sous arc en plein cintre ou sous linteau en arc segmentaire



Rue de la Jarretière. 17e siècle.



Rue de l'Arjal. Encadrement de porte du 18e siècle.



Rue Basse. Portail du 18e siècle.

4 - Les fenêtres en pierre

Les plus anciennes fenêtres repérées dans le cœur de ville appartiennent à la période du 14e siècle – début 16e siècle. Les fenêtres à meneau et les fenêtres à traverse en pierre des 15e et 16e siècles possèdent des encadrements profilés de chanfreins ou de moulures (gorges, cavets, tores croisés) reçus à la base des piédroits par des congés. Des cordons moulurés individuels ou communs à plusieurs baies servent d'appui aux ouvertures et soulignent la composition de la façade. Avec le 17e siècle, les encadrements de forme rectangulaire sont généralement privés de modénature et adoptent des tableaux lisses. Au 18e siècle, la fenêtre à la française à deux battants est caractérisée par des ouvertures couvertes d'un linteau en arc segmentaire. Vers 1770, les fenêtres jusque-là fermées par des volets intérieurs, sont complétées de contrevents extérieurs en bois (à lames larges ou persiennés) rabattus sur le tableau en pierre dans une feuillure. Même si le linteau cintré perdure au 19e siècle, c'est le tableau de forme rectangulaire qui s'impose en façade.



Rue du Chastel. Fenêtre à meneau et fenêtres à traverse du 16e siècle soulignées d'un cordon d'appui mouluré.



Rue de l'Ange. Jour trilobé du début du 14e siècle.



Rue de l'Ancienne Maison consulaire. Fenêtre à meneau à moulures croisées Seconde moitié 15e siècle – début 16e siècle. Le meneau et les croisillons disparus ont été remplacés par des éléments en bois.



Rue d'Angiran. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue d'Angiran. Fenêtre à traverse. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue d'Angiran. Fenêtre à meneau. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. Façade sur cour.



Rue d'Angiran. Demi-croisée. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. Façade sur cour. A droite, Traverse du Chastel. Demi-croisée du 17e siècle.



Rue de la Jarretière. 17e siècle.



Rue du Chastel. Fenêtre de la seconde moitié du 18e siècle.



Rue Basse. Fenêtre du 19e siècle.

5 - Les fenêtres en bois

Fenêtres à meneaux et fenêtres à traverse moulurées d'un simple chanfrein reçu par des congés s'inscrivent sur les façades des 15e et 16e siècles. Les encadrements en bois sont placés au nu de la façade ; seuls leurs appuis moulurés constituent des éléments en débord. A partir du 18e siècle, les fenêtres à la française (à double ouvrant) adoptent des formes rectangulaires privés de modénature saillante. Des « lindages » (cadre en bois en applique sur le tableau de la baie), significatifs d'aménagements dès le 19e siècle, favorisent l'amortissement de l'enduit du parement sur la baie.



Rue de l'Arjal. Fenêtre à meneau. Seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle.



Rue de l'Epine, fenêtre à meneau. La division en bois a été supprimée au 18e siècle au profit d'une menuiserie à la française à deux battants à petits carreaux



Rue de l'Epine, fenêtre à traverse.



Rue d'Angiran. « Lindages » de fenêtres moulurées. Cadre en bois fixé sur le tableau en bois de l'ouverture contre lequel s'appuie l'enduit de façade

6 - Les devantures et leurs menuiseries

Les plus anciennes devantures des anciens ouvriers (ateliers et échoppes) identifiables dans la ville sont datables de la seconde moitié du 15e siècle – début 16e siècle. Dans les immeubles à pan de bois, elles se développent auprès de la porte et sous une sablière de plancher commune avec la baie piétonne.



Baies d'ouvriers de la rue Notre-Dame. Celle de gauche, non remaniée, est l'exemple type de la devanture de la fin du Moyen Age.

Au 18e siècle, les ouvertures rectangulaires sont associées à des étals maçonnés, uniques ou doubles. Des contrevents en bois, parfois pliants, permettent leur fermeture.



Rue Saint-Privat. 18e siècle.



Rue Léopold Monestier. 18e siècle.



Rue d'Auriac. 18e siècle ?

Vers 1900, apparaissent les vitrines en bois en applique contre les ouvertures (porte et devanture) aménagées dans la façade.



Rue Notre-Dame. Vitrine en applique. Première moitié du XXe siècle ?



Place de la République.



Rue Chalier Hugonnet. Vitrine en plaquage. 20e siècle



Place au Beurre. Début 20e siècle.



Rue du Fournet. Début 20e siècle.

7 - Les menuiseries des fenêtres

Les menuiseries à petits bois du 18e siècle constituent, semble-t-il aujourd'hui, les exemples les plus anciens du cœur ancien de la ville. Elles sont adaptées à d'anciennes fenêtres à meneau ou participent à des fenêtres à la française. Dans le dernier quart du 18e siècle, apparaissent les contrevents qui permettent d'occulter les ouvertures depuis l'extérieur - jusque-là, sont utilisés des volets intérieurs en bois. Au 19e siècle et au début du 20e siècle, les persiennes en bois concurrencent les contrevents en bois plein.



Rue de l'Epine. Menuiseries à petits carreaux adaptées à une fenêtre à meneau après disparition de la division initiale en bois.



Rue de l'Abbaye. Contrevents en bois à lames larges et intérieur à cadres. 19e siècle.



Place du Mazel. Contrevents à lames larges en bois.



Rue d'Angiran. Fenêtre du 19e siècle et ses persiennes en bois.

8 - Les menuiseries des portes, portails et baies charretières

Les vantaux constituent un atout patrimonial majeur. Les exemples les plus anciens appartiennent au 17e siècle. Plus ou moins complexes, ils sont composés de panneaux à lames larges cloutés, pour les plus simples, à montants verticaux agrémentés de caissons en pointes de diamant ou de chevrons pour les plus riches. A partir du 18e siècle, les portes présentent des doubles vantaux à cadres rectangulaires simples ou à moulures chantournées complétés d'impôtes vitrées ajourées de ferronneries.



Rue d'Aigues-Passes. Vantaux en pointes de diamant.



Rue d'Angiran. Vantaux du 17e siècle à motifs de chevrons.



Rue Basse. Vantaux du 17e siècle (?) adapté à un encadrement de porte du 15e siècle.



Rue de l'Arjal. Double vantaux de style Louis XV. 18e siècle. Au centre, Place du Mazel. Vantaux à lames larges horizontales. A droite, place du Mazel. Vantaux et impôte en ferronnerie fin 18e – début 19e siècle.

9 - Les couvertures, souches de cheminées et les avant-toits

Les couvertures sont généralement à deux pans de faible pente et constituées de lauzes de schiste épaisses puis, à partir du 19e siècle, parfois d'ardoises. Quelques cas de couvertures à brisis et terrassons (à la Mansart) sont reconnus dans la ville. Les charpentes carénées (à la Philibert de l'Orme) sont plus ponctuelles. Les souches de cheminées en pierre, positionnées sur les refends peuvent être de dimensions monumentales. Certaines sont à redents et larmiers de pierre. Les épis de faîtage taillés dans des lauzes de schiste caractérisent, comme dans les écarts, quelques couvertures des quartiers extra-muros, dont celui de la Vabre.



Rue du Pont Notre-Dame. Couvertures de lauzes à deux pans. Souche de cheminée à redents.



Rue du Pont Notre-Dame. Couverture de lauzes de schiste à brisis et terrasson.



Couverture à la Philibert Delorme (couverture carénée). Rue de l'Épine. Couverture de lauzes.



Rue Saint-Gervais et rue du Faubourg la Vabre. Quartier de la Vabre. Epi de faîtage.



Souche de cheminée, place au Blé et rue Basse.



Les avant-toits sont portés par des abouts de solives très débordants moulurés parfois de chanfreins et de congés en cuiller (15e – 16e siècle), ou en sifflet. Ce n'est qu'à partir du 19e siècle, qu'apparaissent sur les plus beaux immeubles les corniches moulurées en pierre.



Rue d'Angiran. Abouts de solives profilés de chanfreins et de congés en cuiller.



Rue d'Angiran. 15e – 16e siècles. Abouts de solives d'avant-toit profilés de chanfreins et de congés en cuiller.



Rue du Pont Notre-Dame. Couverture de lauzes de schiste à brisis et terrasson. About de solives d'avant-toit en sifflet.



Rue de l'Épine. 15e – 16e siècles. Abouts de solives d'avant-toit moulurés de chanfreins.



Boulevard Henri Bourrillon. Corniche en pierre moulurée. 19e siècle.

10 - Les ferronneries

Les éléments de ferronneries concernent les impostes des portes et portails dès le 18e siècle. Au 19e siècle, les garde-corps des balcons et des fenêtres se dotent de grilles plus ou moins complexes et ornementées.



Rue Basse, ferronnerie d'imposte de porte du 18e siècle.



Boulevard du Soubeyran. Ferronnerie d'imposte du 19e siècle.



Boulevard du Soubeyran, garde-corps du 19e siècle.



Boulevard du Soubeyran. Balcon en ferronnerie de style Art nouveau



Rue d'Angiran. Œil de bœuf et sa ferronnerie en volutes. 16e – 17e siècles ?

11 - Les lucarnes

Les lucarnes en bois ou en pierre à fronton sous deux pans de couvertures de lauzes ou d'ardoises s'inscrivent généralement dans l'axe des travées de la façade – dans quelques rares cas comme dans la rue des Bains, elles sont disposées entre les travées. Les plus simples, souvent en bois, correspondent à des niveaux de combles destinés au stockage ou au séchage de denrées ou de matériaux et s'accompagnent de poulies. Dans les immeubles « bourgeois », les ouvertures sont traitées en maçonnerie. L'exemple d'une maison de la rue Henri Rivière introduit dans le paysage urbain une forme de toiture à une pente.



Rue d'Angiran. Lucarne feunière en bois.



Rue des Bains. Lucarne feunière en bois et sa poulie de levage.



Place du Mazel. Lucarne en bois à joues en ardoises.



Rue Basse. Lucarne latérale en bois.



Lucarne du 19e siècle ? Lucarnes en pierre.
Rue Henri Rivière



Rue des Ecoles. 19e siècle. Lucarnes en pierre.

12 - Les escaliers sur rue

Simple emmarchement ou volées droites de plus de cinq marches, les escaliers extérieurs en pierre caractérisent nombre d'immeubles anciens. Eléments du pittoresque des ruelles étroites, ils sont axés sur la porte piétonne derrière laquelle se développe l'escalier desservant les étages. D'étroits soupiraux peuvent y être aménagés pour ventiler un niveau de cave.



Rue d'Auriac. Escalier extérieur en pierre (19e siècle).



Rue Saint-Privat. Escalier extérieur d'une maison de la seconde moitié du 15e siècle – début du 16e siècle.



Rue Notre-Dame. 15e – 16e siècles.



Rue Notre-Dame. Emmarchement extérieur en pierre dans lequel s'ouvre le soupirail de la cave.

13 - Les jardins, les cours et leurs clôtures

Hormis quelques jardins clos de murs sis sur le boulevard Lucien Arnault, les espaces libres dans l'intra-muros sont soit des cours autour desquelles s'ordonnent les bâtiments, soit des cours de faibles superficies aménagées sur le devant de quelques immeubles des boulevards Lucien Arnault, du Soubeyran et Henri Bourrillon. Une cour délimitée par un mur en pierre et sa grille représente un des rares exemples de la ville intra-muros (rue Chaptal). Dans le faubourg de la Vabre, le tissu urbain plus lâche parce que plus rural s'accompagne de nombreux jardins clos de murs hauts.



Boulevard Henri Bourrillon. Portail du 19e siècle.



Rue Chaptal. 19e siècle.



Rue du Faubourg de la Vabre.



Rue du Faubourg de la Vabre



Rue Saint-Gervais. Faubourg de la Vabre.



Boulevard Lucien Arnault. Mur de clôture d'un hôtel particulier du 18e siècle de la rue Basse.



Boulevard Lucien Arnault. Mur de clôture de jardin.



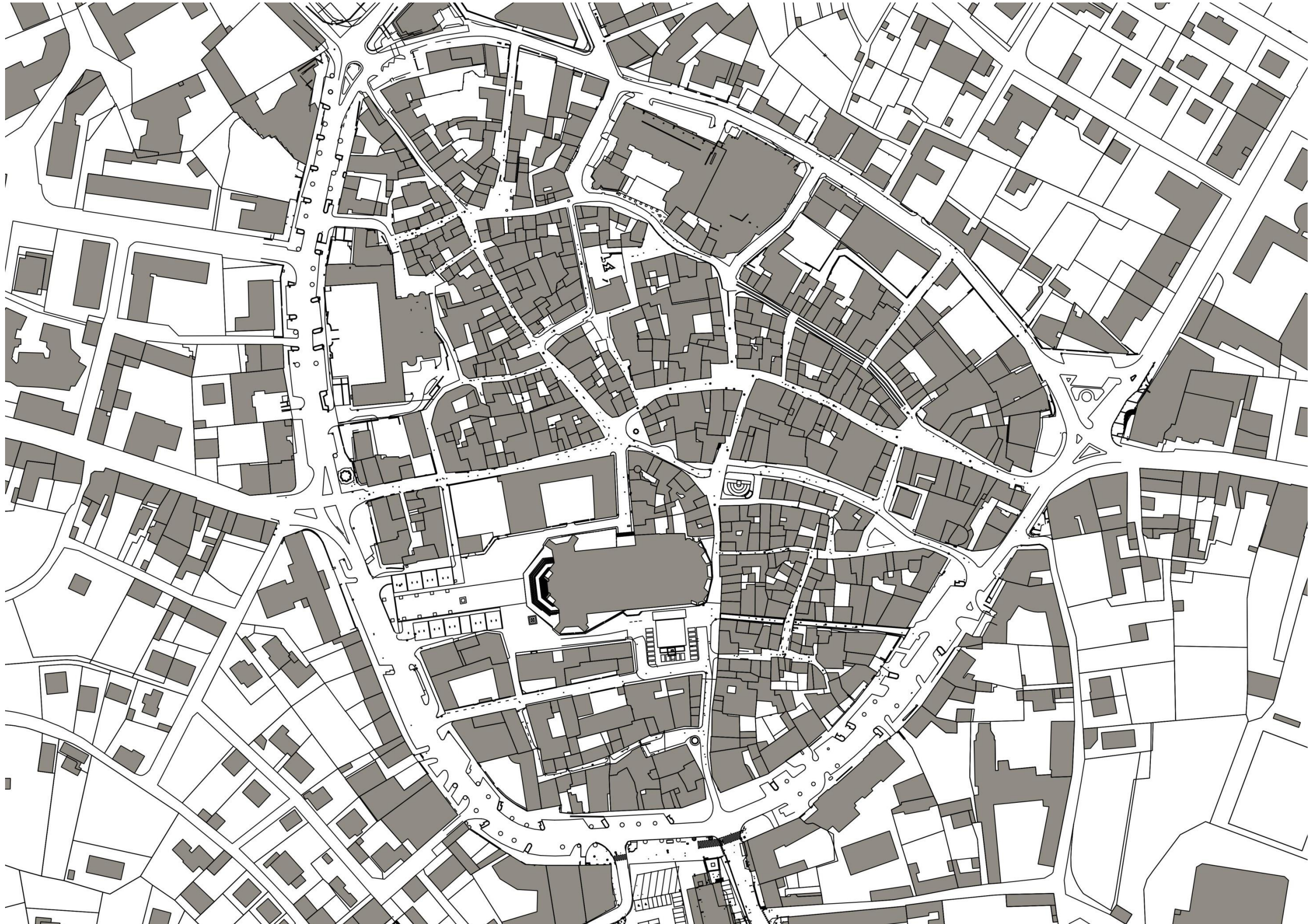
Boulevard du Soubeyran. Mur et grille, vers 1900.



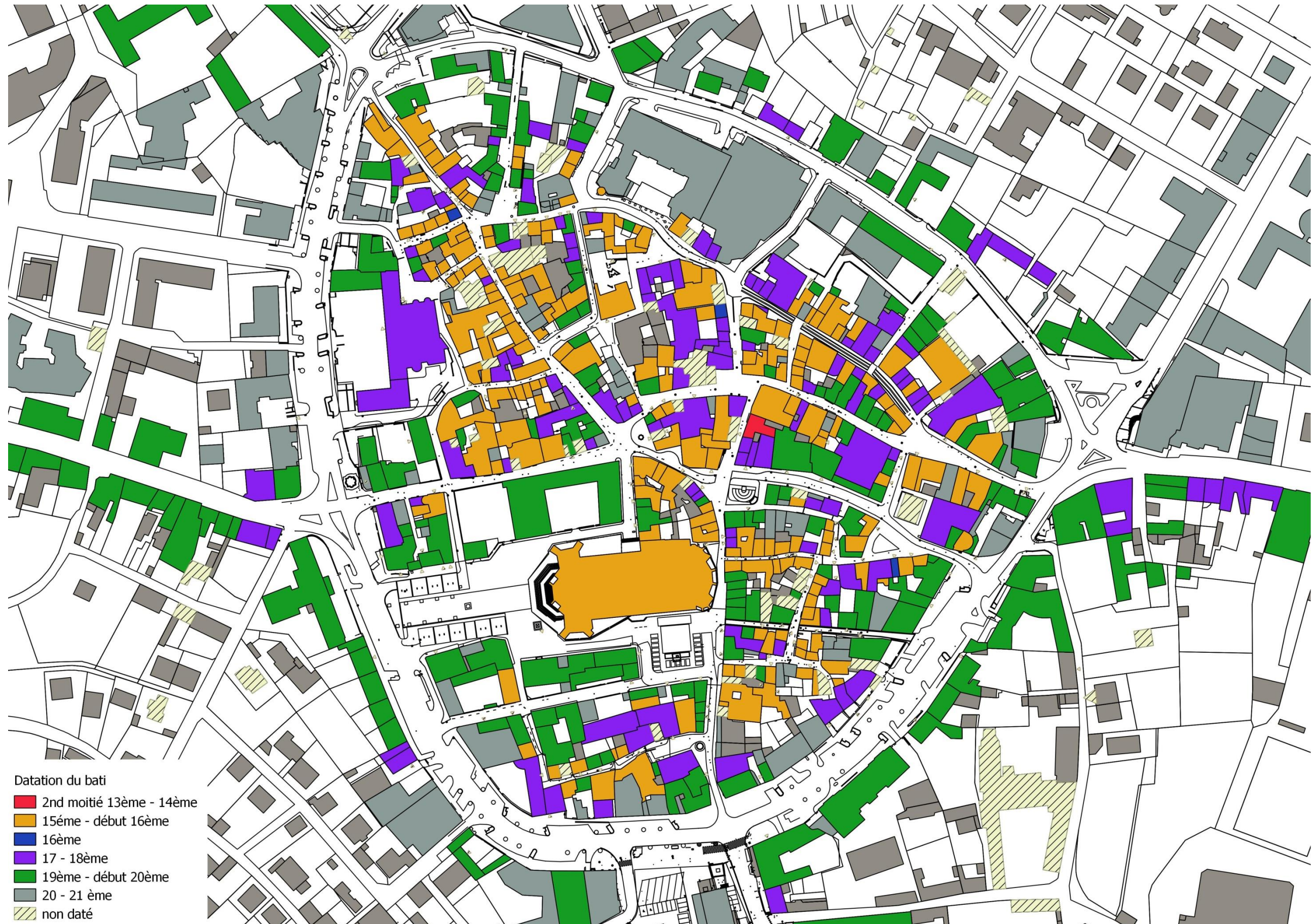
Boulevard Lucien Arnault. Mur et grille.

E - ANALYSE ARCHITECTURALE

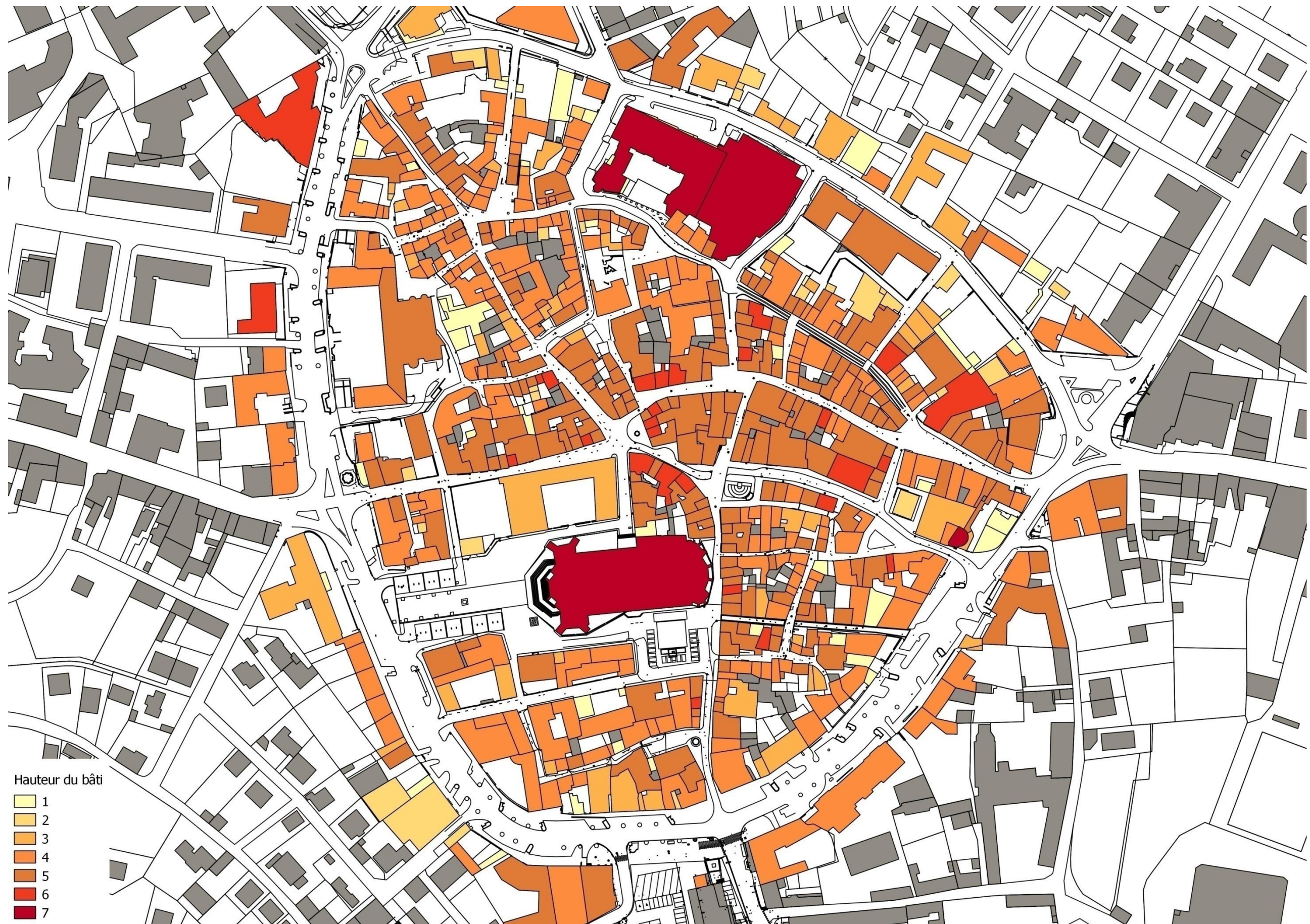
I – LE BÂTI



II – DATATION DU BÂTI



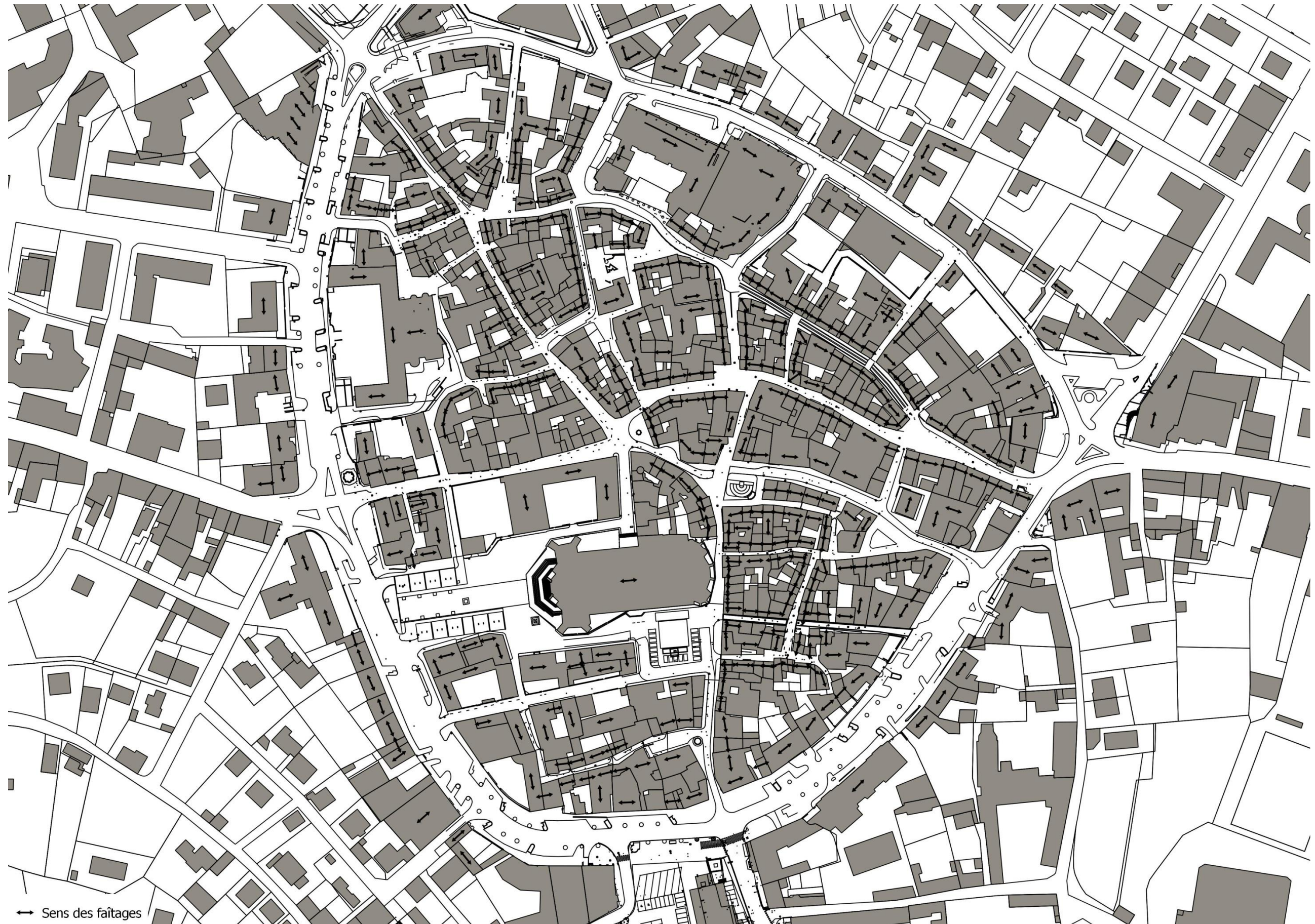
III – HAUTEUR DU BÂTI



IV – QUALITE ARCHITECTURALE



V – SENS DES FAÎTAGES



F - ANNEXES

1 - Bibliographie sommaire

Sources imprimées

Barbot Marcel, Six cents logis du XIIIe siècle mendois. Société des Lettres, Sciences et Arts de la Lozère, 1959.
Bardy Benjamin, Mende, Ed. SAEP, Colmar-Ingersheim, 1973, 99 p.
Bardy Benjamin, Promenades dans Mende, Imp. H. Chaptal, Mende, 1972, 52 p.
Bruguerolles Antoine, Révision de la ZPPAUP de Mende, devenu SPR conformément à la loi, rapport de présentation, 2006.
Causse Louis, Ville de Mende. Histoire d'une forme urbaine et directions d'avenir. Ecole nationale des Beaux-Arts, Paris, 1974.
Laissez-vous conter Mende en Gévaudan – Ses moulins. Ministère de la Culture et de la Communication – Pays d'art et d'histoire.
Mende, 2000 ans d'histoire, Ed. Privat, 2003
Un siècle d'images mendoises, Ville de Mende, Imp. Maury, 1974, Rééd. 1986,

Sources planimétriques

Carte dite « de Cassini ». Seconde moitié du XVIIIe siècle.

Archives départementales de la Lozère

Plan de la ville de Mende en 1789. Restitution de 1822. 1FiMende, 141.
Plan de la traverse de la ville de Mende et du faubourg d'Aigues-Passes, routes royales n°106 et 127, 1822. 1Fi197.
Plan cadastral de 1809. Section D 1. 3 P 1786
Plan de la ville de Mende en 1789. Restitution de 1822. 1 Fi 140.

Archives municipales de Mende

Plan Barrier, 1889.

Bibliothèque nationale de France (Gallica)

Gallia Braccata seu narbonensis in tres provincias distributa. Nolin, Jean-Baptiste (1657-1708), cartographe. Berey, Claude-Auguste (1651-1732). Graveur. Paris. 1650-1700.

Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (48)

Plan de la ville de Mende. 1814 ?

Les sources iconographiques

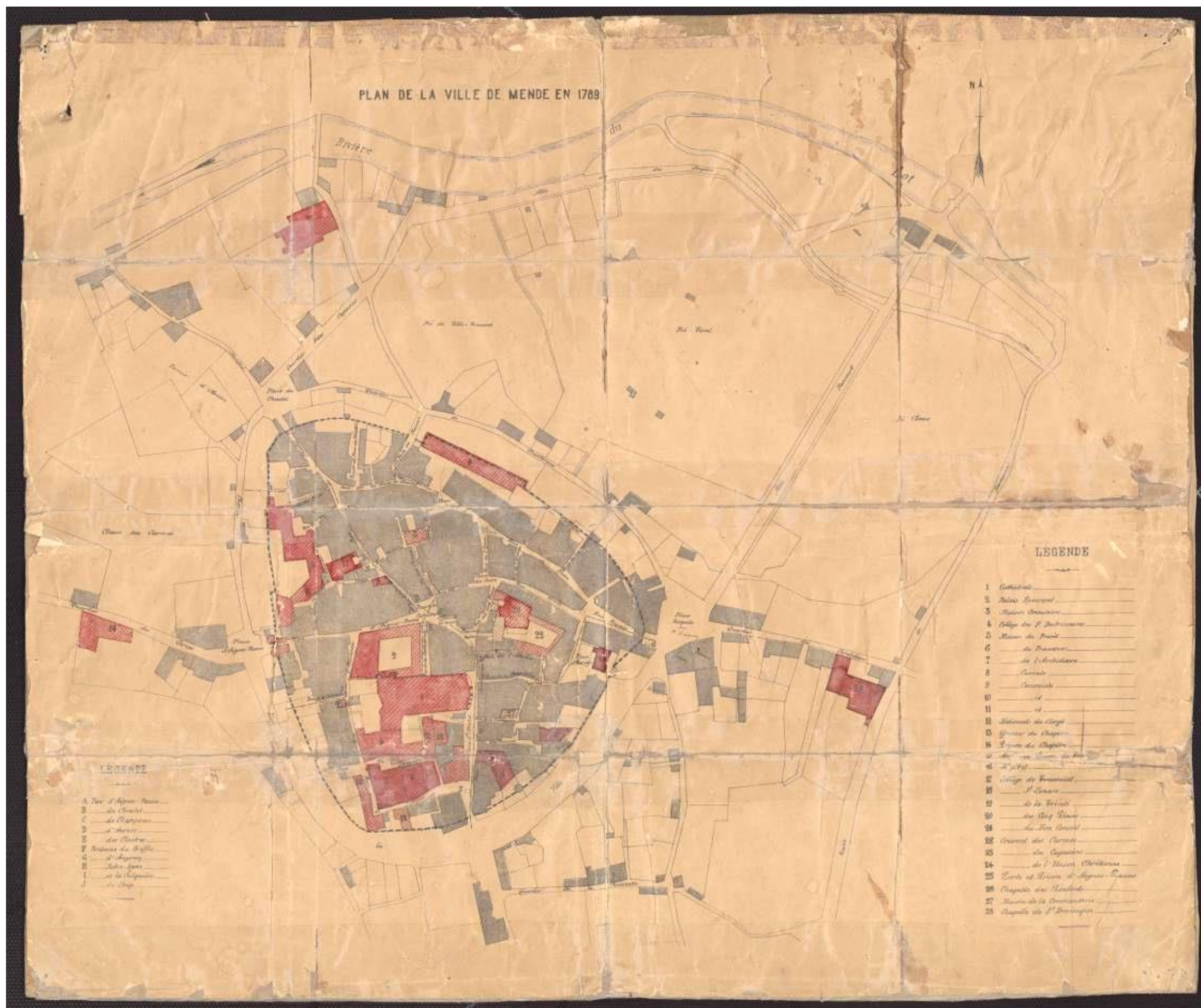
Cartes postales (vers 1900)

La halle et la tour des Pénitents.
La gare de Mende (1884).

Conseil Général de la Lozère

La préfecture après l'incendie du 20 mai 1887. Photographie.

2 - plan de la ville de Mende en 1789



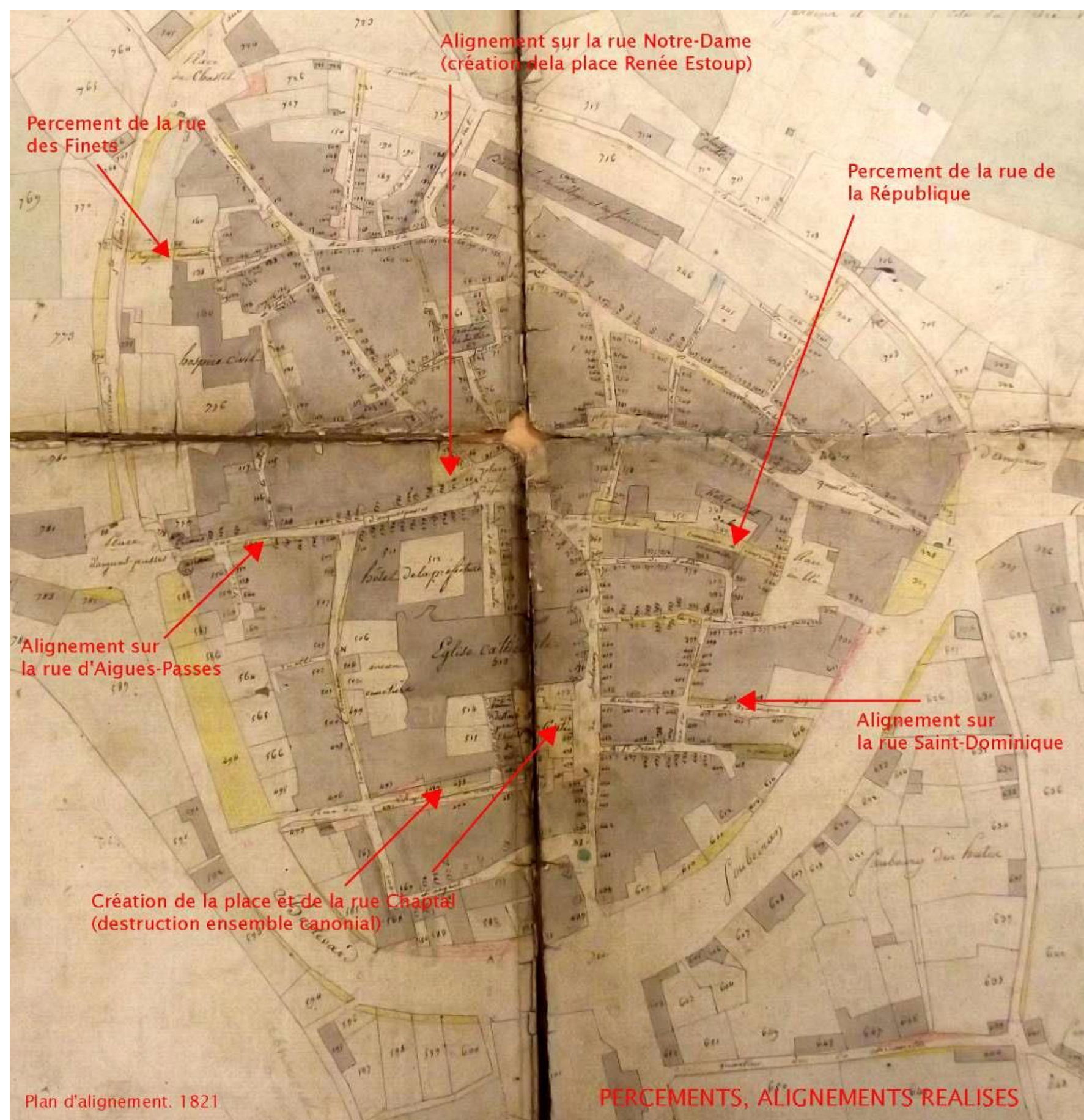
3 - Plan cadastral de 1809





5 - Plan géométrique de la ville de Mende

Projet général d'alignement et d'ouverture de rues, places, boulevards dressé en exécution de la loi du 15 juillet 1807.





Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère



A.V.A.P. AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

Devenue

SPR : Site patrimonial remarquable

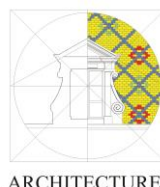
loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)

DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL

Dossier d'approbation

Étude réalisée par :

PRONAOS



ARCHITECTURE

SARL d'Architecture PRONAOS
Philippe BLONDIN, Architecte spécialiste du Patrimoine
Rue du Castellas - 12330 VALADY
Tél : 05 65 71 86 95
Courriel : philippe.blondin@pronaos.fr
Site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET
Archéologue du Bâti
16, rue Saint Maurice - 46000 CAHORS
Tél : 05 65 21 44 74 – 06 74 18 05 94
Courriel : valerie.rousset3@wanadoo.fr

Amélie Vidal
Ingénieur Paysagiste
Aujals - 46120 Saint Maurice en Quercy
Tél. : 09 75 22 86 23 - 06 16 09 00 86
Courriel : amelievidal.paysagiste@gmail.com
Blog: <http://vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.com/>

L'APPROCHE ENVIRONNEMENTALE

SOMMAIRE

I - LA COMMUNE	3
1 - Géologie.....	4
2 - Réseau hydrographique.....	5
3 - Facteurs climatique.....	5
II - LES MATÉRIAUX	6
III - LES ÉLÉMENTS DE PATRIMOINE AGRICOLE ET NATUREL	7
IV - ESPACES VÉGÉTALISÉS ET BIODIVERSITÉ	8
V - POINTS DE VUES ET COVISIBILITE	9
VI - LA VALLÉE DU RIEUCROS	11
VII - LES HAMEAUX	12
1 - Chabrits.....	13
2 - Chabannes.....	15
3 - Bahours.....	17
4 - Chanteruéjols.....	20
5 - Le Mas.....	22
VIII - RAPPEL DES GRANDES ORIENTATIONS DU PADD	28

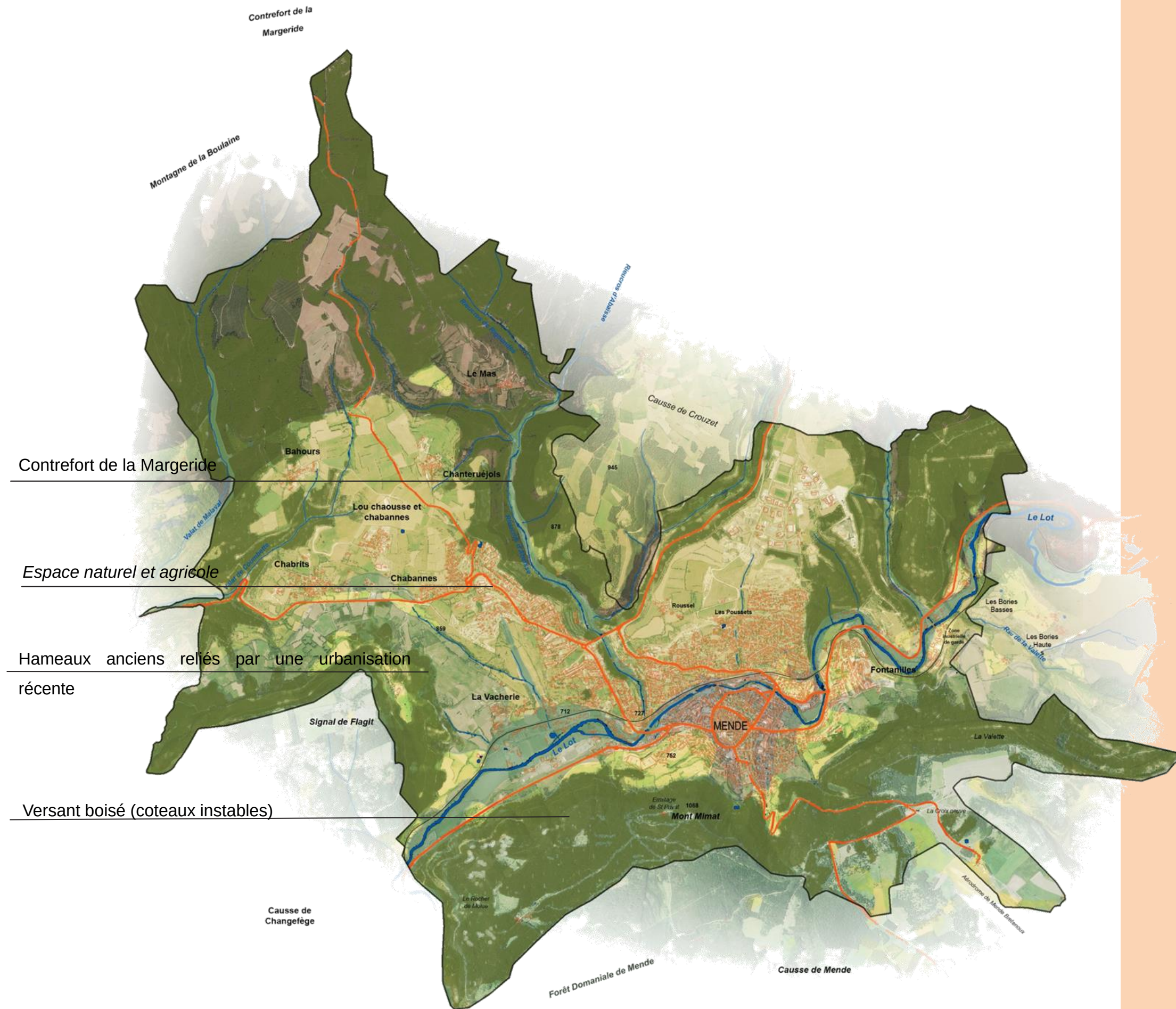
I - LA COMMUNE

Mende, préfecture de la Lozère, compte 11 908 habitants au recensement de 2012. Mende est située dans la haute vallée du Lot, en zone de moyenne montagne. La ville s'est d'abord développée en fond de vallée, au bord du Lot, sur un affleurement calcaire de la rive gauche. Du fait du relief instable au sud, la ville s'est finalement étendue sur la rive droite sur un versant orienté au sud.

Le Mont Mimat surplombe la ville au sud et offre un large point de vue sur l'ensemble de la commune de Mende.

Le causse du mont Mimat a été entièrement reboisé en pin noir d'Autriche au début du XXe siècle.

La commune de Mende est soumise au risque inondation (risque de crue par débordement du Lot et ses affluents), au risque de mouvement de terrain, au risque de feux de forêt, au risque industriel et risque de transport de matières dangereuses. Tous ces éléments sont pris en compte dans le PLU.



1 - Géologie

La commune de Mende se situe à cheval sur le plateau granitique de la Margeride et le massif calcaire du Causse de Mendès.

La roche métamorphique au nord, avec la présence de micaschiste, de nombreux affleurements et des pentes abruptes.

La roche sédimentaire et le calcaire jaunâtre magnésien, avec des bancs (minces lits calcaire) Un relief orienté vers le sud et la présence d'éboulis de pierrailles sur les versants les plus abrupts.

La vallée du *Rieucros* façonnée à travers les micaschistes quartzeux puis le calcaire avant de se jeter dans *le Lot*, fait le lien entre ces différentes entités paysagères de la rive droite.

Sur la rive gauche *du Lot*, l'extrémité nord du Causse de Mende et son Calcaire blanc.

Dans les pentes et en bordure de plateau des marnes grises et calcaires, des éboulis de blocs et des brèches de pente.

Et des formations résiduelles de "Terre du Causse".



2 - Réseau hydrographique

La vallée du Lot, traverse la commune de Mende d'est en ouest.

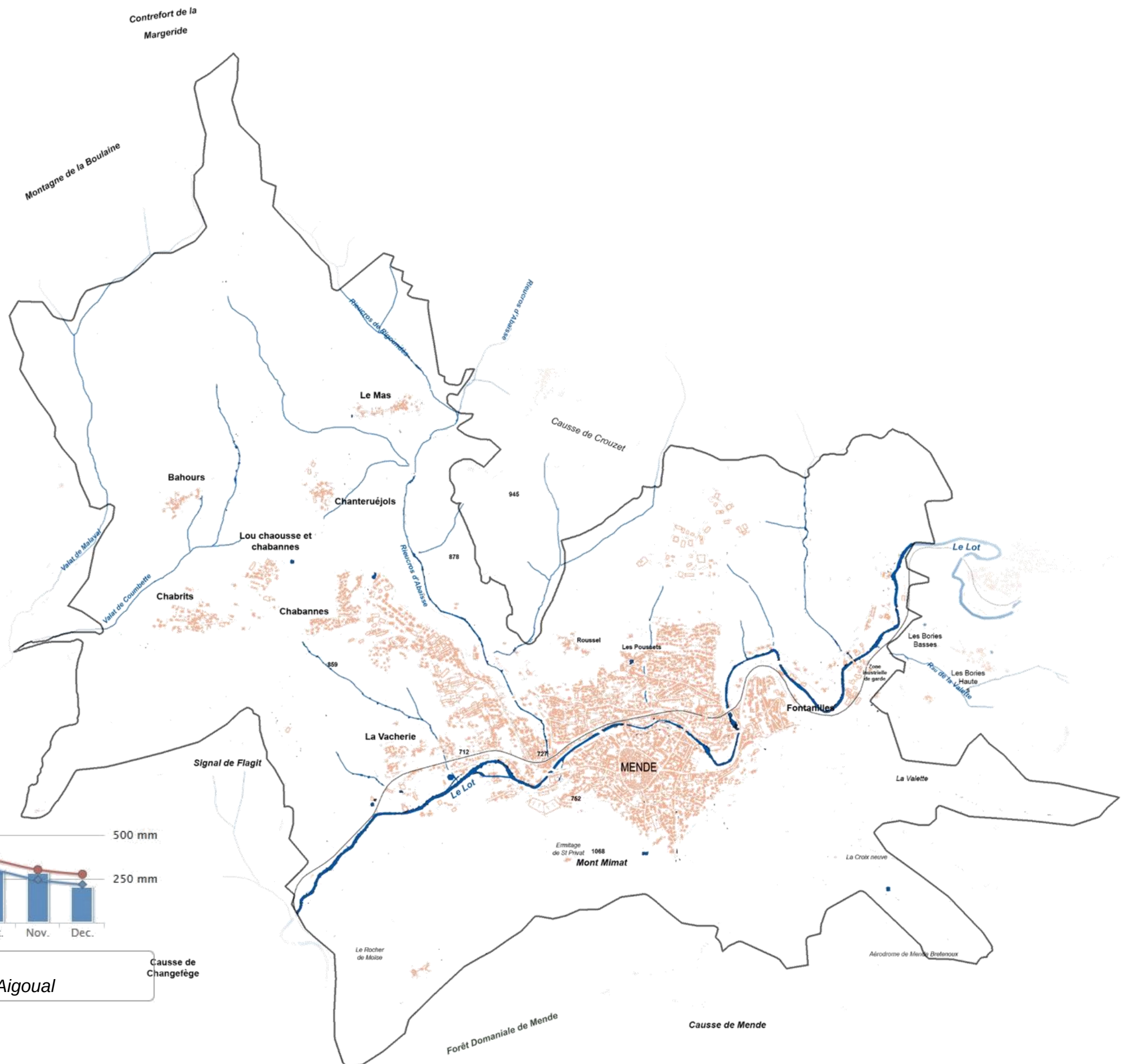
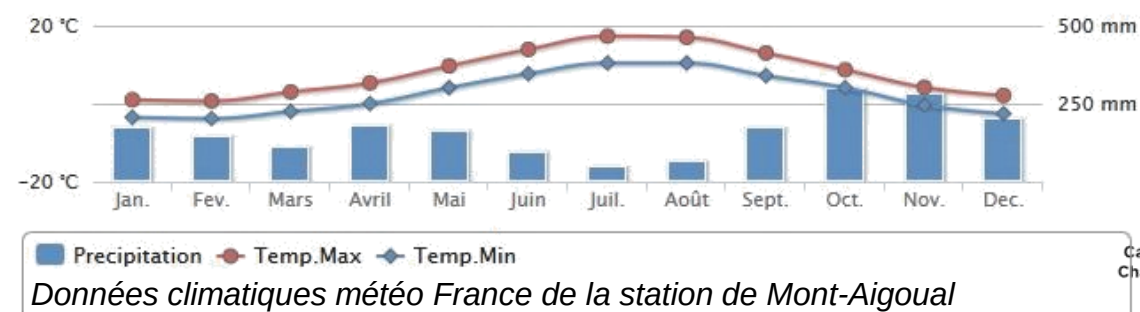
C'est à proximité de *Mende* que la vallée offre son plus vaste élargissement entouré du *Causse de Mende*, du *Causse de Changefège* et des contreforts de la *Margeride*.

La rivière a creusé une vallée asymétrique, avec au sud un coteau escarpé et instable, creusé dans les marnes et au nord un large plateau calcaire entaillé par les Rieucros et les Valats.

3 - Facteurs climatique

Mende est soumise à un flux océanique qui arrive depuis l'Aubrac et à un flux méditerranéen en provenance des Cévennes. Le département de la Lozère, et Mende en particulier, bénéficient d'un ensoleillement similaire à celui de Toulouse avec environ 2 069 heures de soleil par an. La ville, à l'abri des montagnes qui l'entourent, possède un climat plus protégé que les hautes terres du Gévaudan : ainsi les températures moyennes oscillent entre 1 °C et 17 °C. Les précipitations annuelles atteignent 200 mm d'eau par an en moyenne.

Les hivers sont rigoureux avec des chutes de neiges régulières et du vent du nord.



II - LES MATÉRIAUX

Les caractéristiques géologiques des sols s'affichent dans les matériaux de construction, sur les façades, les murs de clôture, les revêtements de sol.

Calcaires



Bahours



Chanteruéjols
(aire à battre)

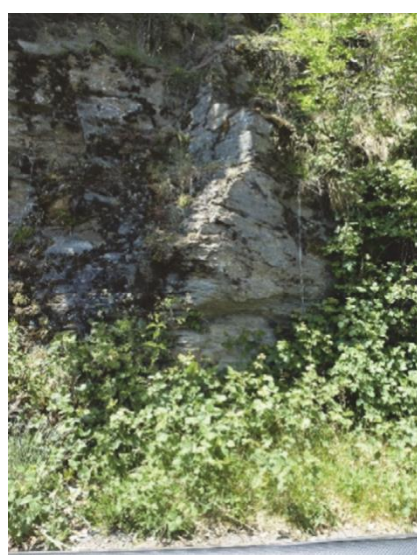
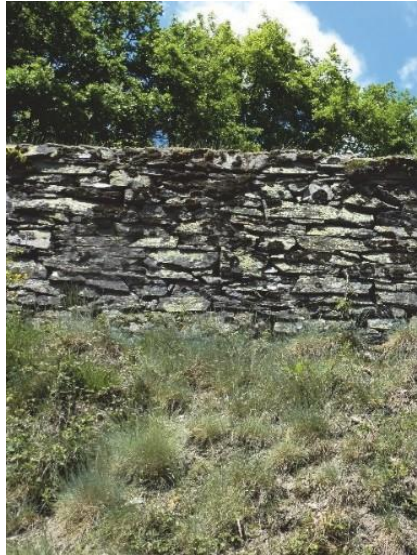


Chabannes



Chabrits

Micaschistes



Le Mas

III - LES ÉLÉMENTS DE PATRIMOINE AGRICOLE ET NATUREL

Une identité architecturale et paysagère contrastée, reliées par un patrimoine rural commun.

A Mende, le Lot et ses affluents ont modelé les avants-causses et dégagé de multiples strates géologiques; du calcaire, du schiste et du granite, des marnes...

L'imbrication des vallées et des plateaux dessine des identités propres qui transparaissent dans les végétaux, les matériaux et l'architecture.

L'activité agricole est essentiellement sur le plateau calcaire, liée à l'élevage, il y a peu de culture hormis des cultures fourragères.

L'activité sylvicole reste à pérenniser sur les fronts boisés des Causses de Mende et de Changefège.

La topographie et l'orientation de la vallée du Rieucros ont permis l'implantation de vergers mieux protégés des aléas hivernaux que les plateaux.

Dans le PLU, les coteaux boisés de la vallée du Rieucros sont classés en espace naturel à préserver, le fond de vallée est en zone agricole.

Sur le plateau, les parcelles agricoles sont bordées de haies bocagères (à dominante de frênes)

Autour des hameaux des murs en pierre marquent les limites de parcelles.



IV - ESPACES VÉGÉTALISÉS ET BIODIVERSITÉ

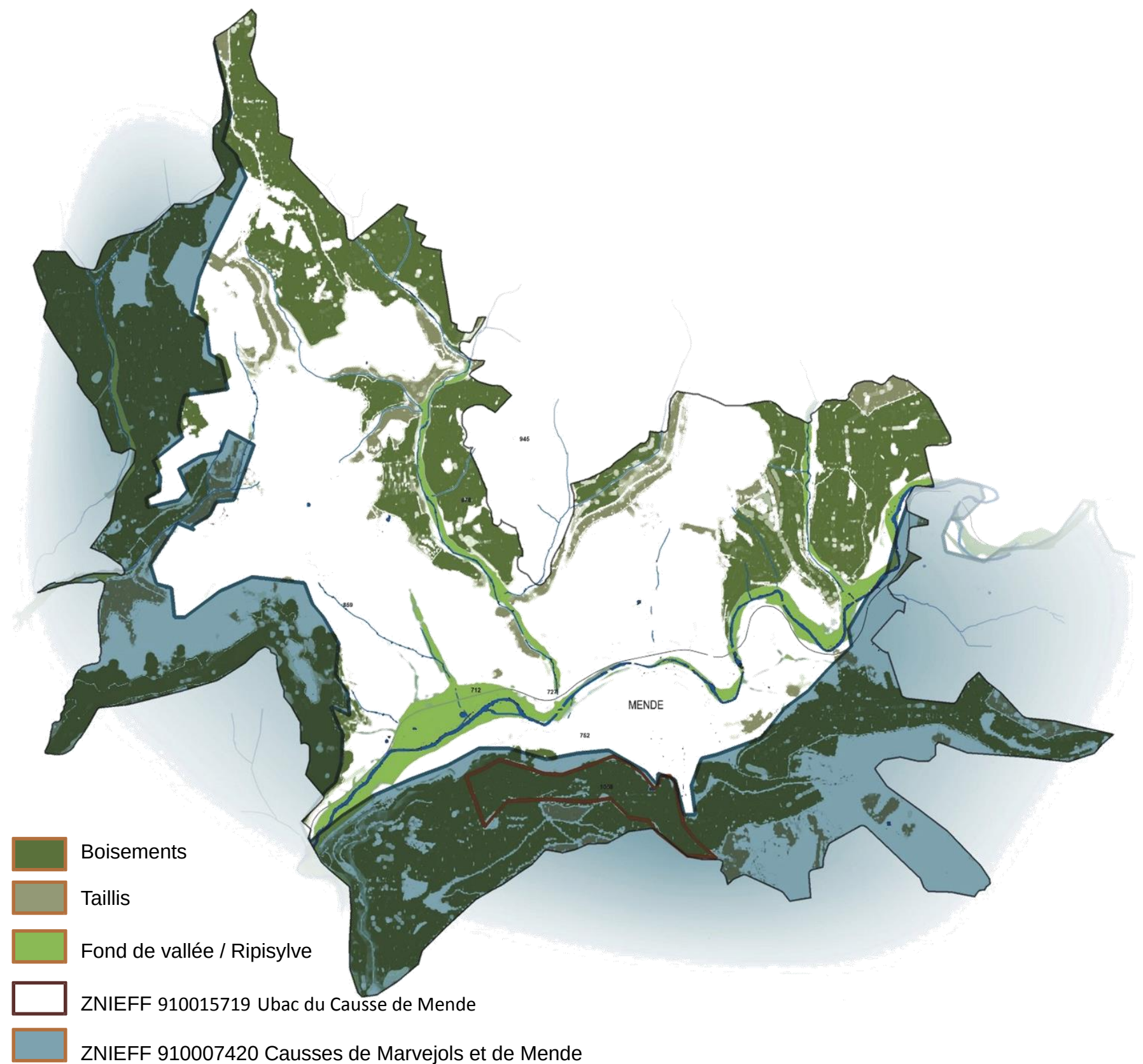
Le concept de «biodiversité» est récent et regroupe l'ensemble du domaine du vivant, du gène au paysage en passant par l'espèce.

« La biodiversité, contraction de biologique et de diversité, représente la diversité des êtres vivants et des écosystèmes : la faune, la flore, les bactéries, les milieux mais aussi les races, les gènes et les variétés domestiques. Nous autres, humains appartenons à une espèce – Homo sapiens – qui constitue l'un des maillons de cette diversité biologique.

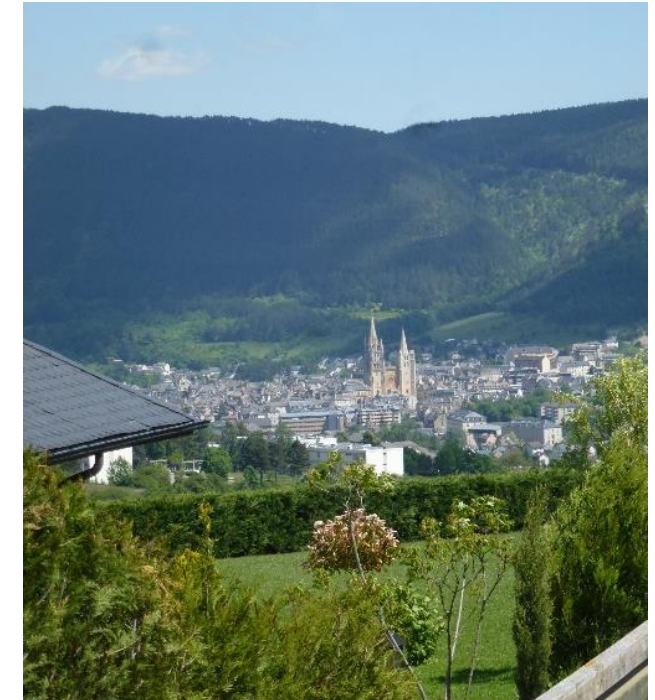
Mais la biodiversité va au-delà de la variété du vivant ! Cette notion intègre les interactions qui existent entre les différents organismes précités, tout comme les interactions entre ces organismes et leurs milieux de vie. D'où sa complexité et sa richesse. »

Définition du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie :

L'AVAP ne peut directement émettre de prescriptions sur la protection de la faune et de la flore, les biotopes et les corridors écologiques, mais il s'agit bien là de facteurs environnementaux qui peuvent interagir avec des objectifs du PADD comme la préservation des espaces agricoles et naturels et dont on doit avoir connaissance afin de s'assurer que les dispositions de celle-ci ne portent pas atteintes aux milieux et aux habitats concernés. La mise en valeur et la pérennisation d'espaces végétalisés sur le territoire communal, qu'ils soient à grande échelle (vallée du Lot), moyenne échelle (le plateau de Changefège) ou petite échelle (des jardins privatifs aux « mauvaises herbes » des pieds de murs), contribuent en soi au maintien des espèces.



V - POINTS DE VUES ET COVISIBILITE



La topographie offre des points de vue multiples sur le paysage et plus largement le grand paysage.
On observe une covisibilité importante entre le paysage naturel et le paysage urbain.

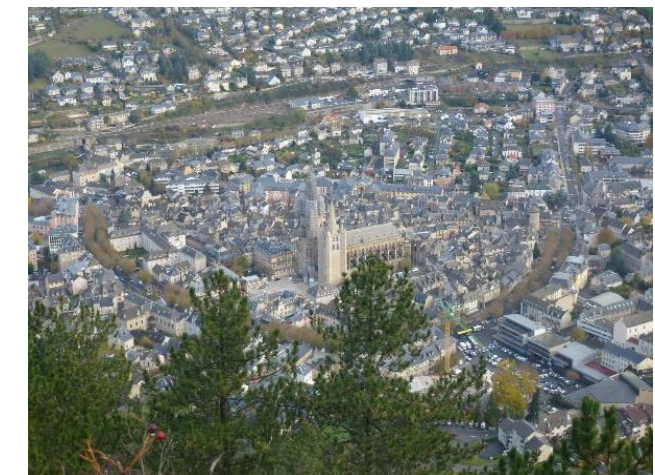
Les points de vue au dessus de 1000 mètres d'altitude permettent de distinguer les entités paysagères du causse et du massif central.

Le plus remarquable de ces points de vue se situe sur le Mont Mimat (1068m d'alt.) au sud du Lot,
Il offre un panorama sur l'ensemble de la commune.

Un espace aménagé permet de découvrir :

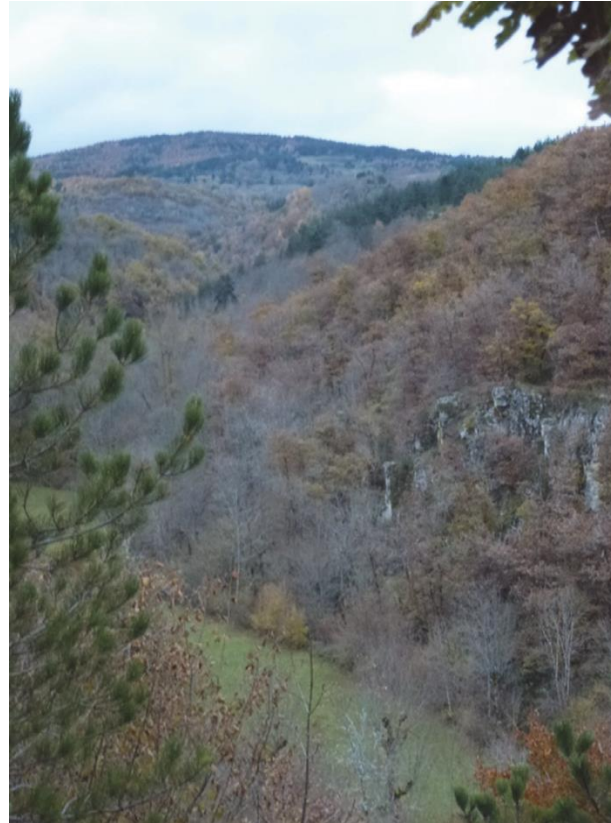
- le centre ancien en vue plongeante (situé 300 mètres plus bas).
- l'urbanisation pavillonnaire située sur l'adret du Lot.
- les espaces agricoles des plateaux
- la vallée du Rieucros
- les massifs boisés d'altitude.

Le Mont Mimat est visible depuis le boulevard circulaire et le versant adret de la vallée.



VI - LA VALLÉE DU RIEUCROS

Espace naturel sensible



Les terrains fertiles du fond de vallée et des combes affluents sont utilisés pour l'élevage et arboriculture. Les versants pentus et rocaillieux sont boisés d'essences locales endémiques. Les versants les plus accessibles sont plantés de résineux. Les affleurements calcaires portent les traces de la présence d'anciennes carrières. L'entrée dans le faubourg de Mende constitue une séquence minérale qui contraste avec l'amont de la vallée et son caractère « naturel ». Les murs maçonnés marquent le paysage du fond de vallée. Ils servent à canaliser l'eau du Rieucros et sont aussi visibles en soutènement et en limite de parcelle.

VII - LES HAMEAUX

En fonction de leur situation géographique, les hameaux présentent des identités propres. La couleur du calcaire est différente entre Chabrits et Chanteruéjols, Le hameau du Mas marque l'entrée vers la Margeride et le plateau granitique, contraste. Un élément les relie pourtant tous, la présence d'un Lavoir.



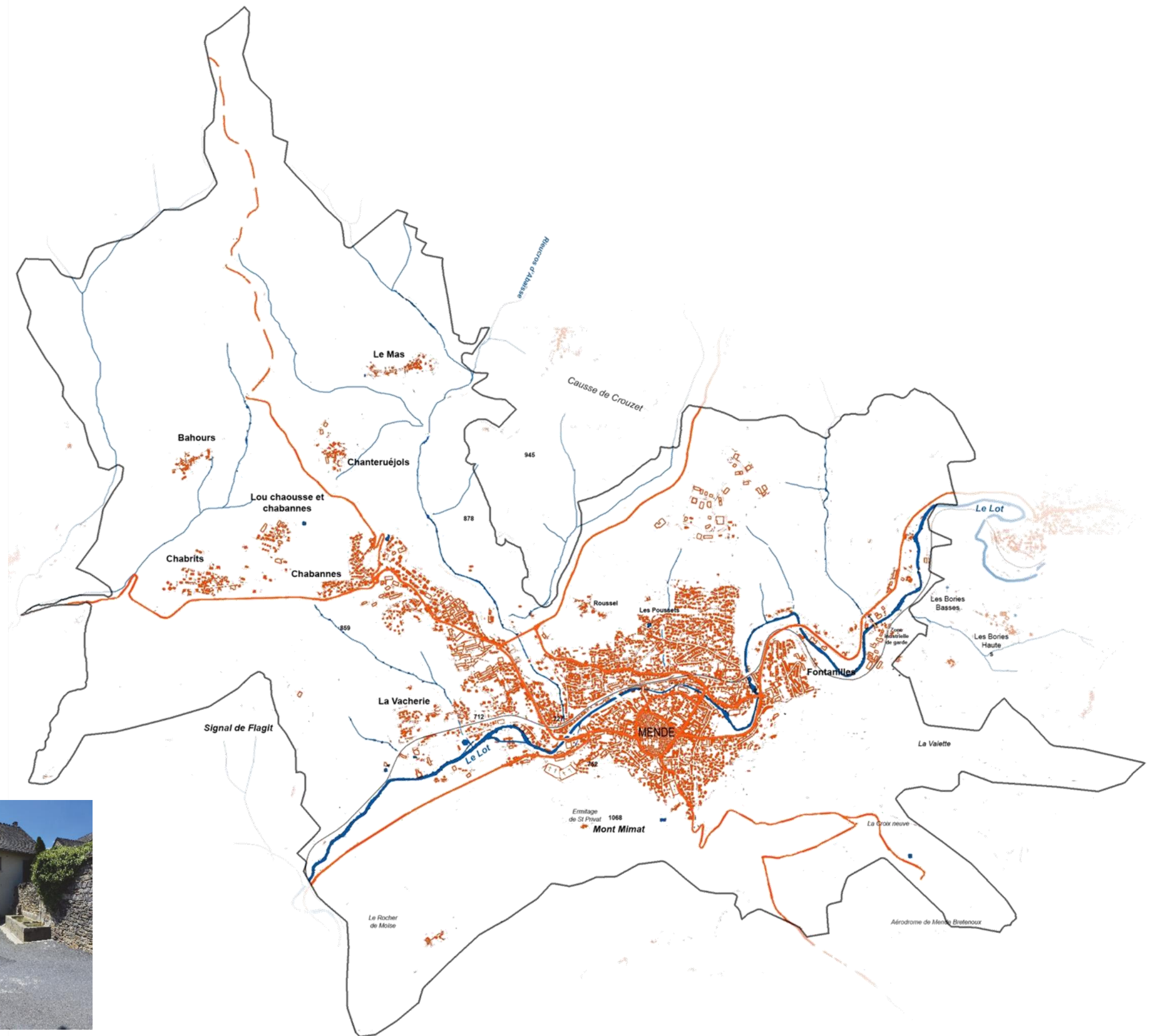
Le Mas



Chanteruéjols



Chabannes



1 - Chabrits



Chabrits est situé au pied du causse de Changefège.
Le hameau présente une physionomie de village, avec un centre historique au bâti dense.
Des parcelles de petite taille, délimitées par des murs en pierres calcaires.
Le long de la rue du Lavoir, les espaces publics sont aménagés et mettent en valeur la présence d'un large lavoir couvert.



Depuis la RD 42, le village offre une physionomie dense et rurale. Depuis le Signal de Flagit, l'urbanisation de Lou Chaousse est visible, le territoire agricole au nord de Chabrits apparaît morcelé. L'interface entre le paysage agricole et le paysage urbain apparaît diffus.



Enjeux :

Maintenir le caractère rural et convivial du hameau

Objectifs :

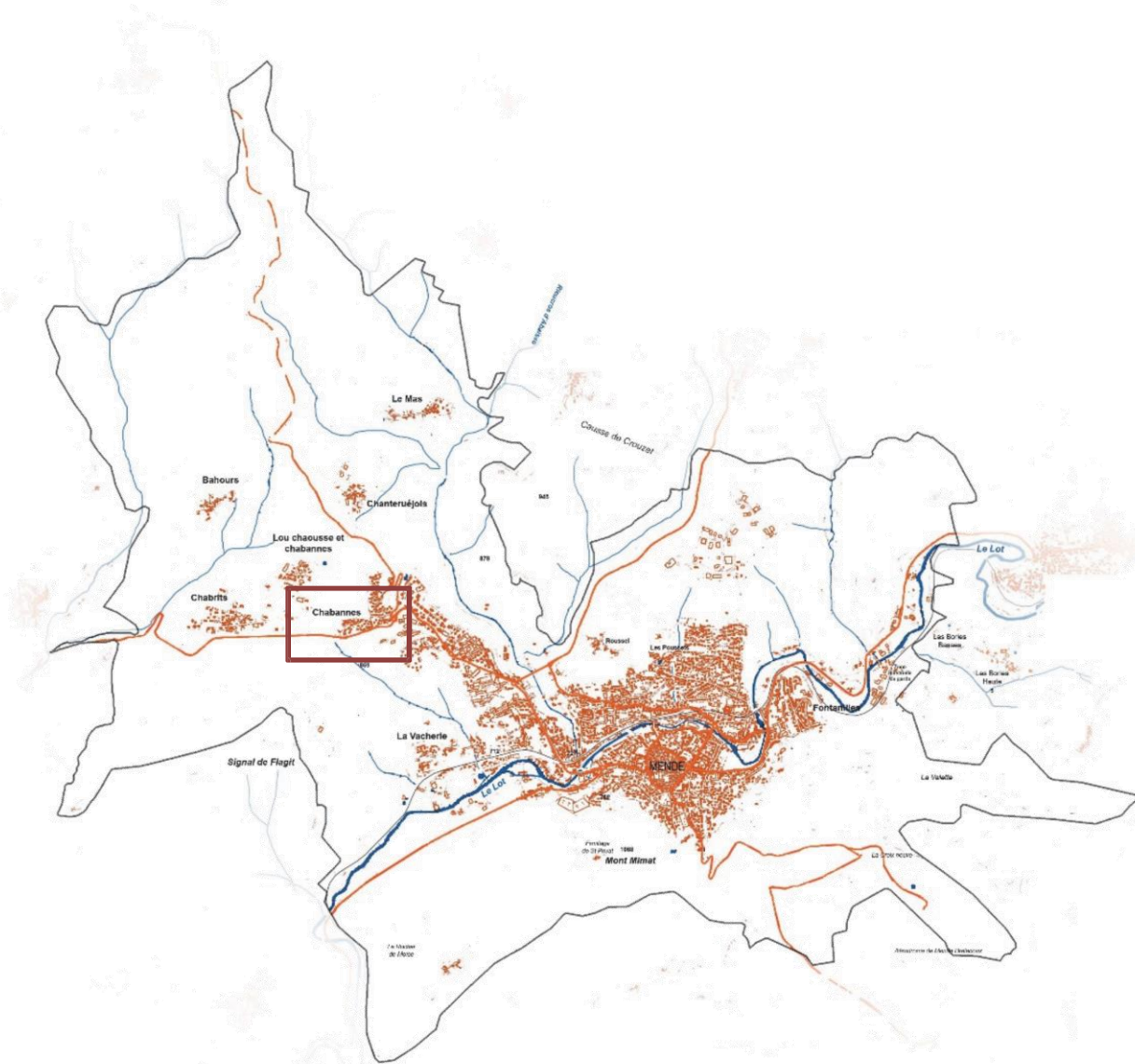
Préserver la silhouette du hameau.

Conforter les espaces « naturels » entre Chabrits et Lou Chaousse, à travers l'aménagement des espaces publics (cheminements piétonniers, stationnements végétalisés, alignements d'arbres)

Préserver la trame paysagère des murets.



2 - Chabannes



Le hameau de Chabannes n'est plus visible en tant que tel «groupement d'habitation rurale ou petit village ». Il a été rattaché à la ville avec le développement des quartiers périurbains, le long de la RD 42.





Enjeux :

Mettre en valeur l'espace public
Simplifier le maillage de voirie

Objectifs :

Accompagner le développement urbain en aménageant des espaces publics de qualités qui intègrent les questions environnementales liées au réchauffement climatique et à la mutation des usages (déplacements, gestion des déchets, parking relais, réduction des zones perméables).

Rationaliser l'emprise et le maillage des voiries, éviter les impasses et permettre le développement des liaisons douces avec la ville et le paysage agricole.

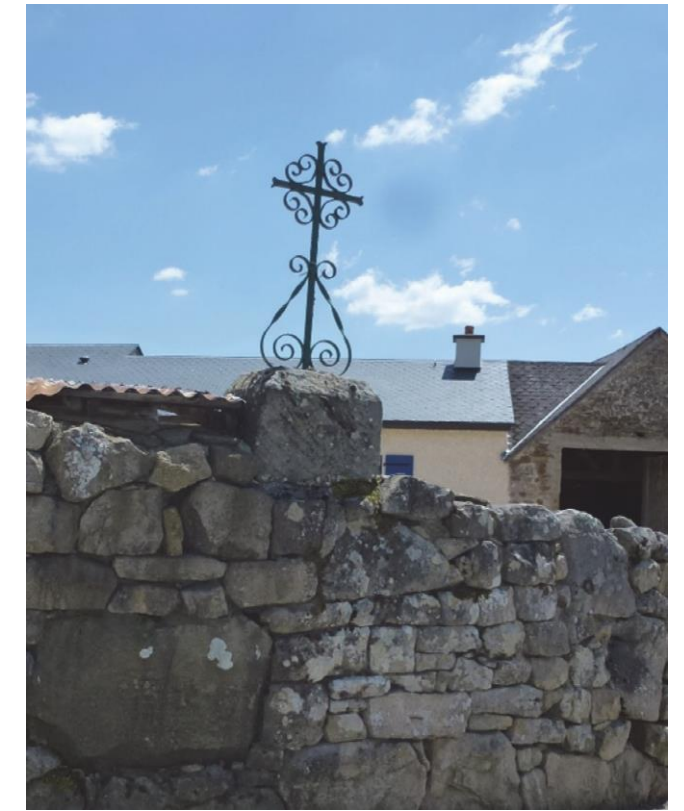
Maintenir une interface marquée entre les espaces agricoles et les espaces à urbaniser.



3 - Bahours



Bahours est implanté au bord du plateau de Chanteruégols. Il occupait une position stratégique de défense au nord-ouest de la cité épiscopale. Maison-forte, village, champs et bois du domaine de Bahours ont été placés depuis l'an 1006 sous la garde et la juridiction du chapitre cathédrale de Mende.





La maison forte de Bahours date de la première moitié du XVII^e siècle. Elle a été édifiée sur un noyau des X^e-XVI^e siècles par Melchior Roux de Pomeirols, receveur des tailles du diocèse. Bahours a produit du plomb argentifère exploité jusqu'au XIX^e siècle. Ses carrières de calcaire blanc ont alimenté le chantier de la cathédrale de Mende dès le X^e siècle.

Le village de Bahours est au cœur d'un paysage de culture, sylviculture et élevage, mais seul l'ouest du village témoigne du caractère rural du bâti.



Bahours s'est développé le long de la voie d'accès à la maison forte.

L'urbanisation récente est de type pavillonnaire.

Au sud/est des bâtiments agricole contribue à l'étalement urbain du hameau.

L'espace public est peu lisible, la présence de haie de thuya et d'un mobilier urbain disparate, contribuent au manque de lisibilité.

Enjeux :

Préserver et valoriser le patrimoine architectural
Accompagner le développement et l'implantation des bâtiments agricoles.

Aménager les espaces publics de qualité

Objectifs :

Préserver la silhouette du hameau

Aménager des espaces publics multifonctions et conviviaux

Prévoir l'enfouissement des réseaux

Rationaliser les surfaces revêtues



4 - Chanteruéjols



Le hameau de Chanteruéjols est implanté sur un socle géologique sédimentaire (calcaire).
Entre un paysage agricole de champs bordés d'arbres têtards au nord et un versant boisé et pentu au sud.
En contre bas du hameau, des murs de soutènement ont permis de maintenir la terre arable dans la pente.



Certains murs de clôture se transforment en murs de soutènement lorsque la pente de la parcelle devient sensible. Ces ouvrages subdivisent les pentes, et recréent ainsi des parcelles exploitables pour la plantation (vignes, vergers, potagers...). Ces ouvrages sont d'une grande importance visuelle.

Les habitations récentes sont implantées sur des terrains en pente en contrebas du hameau. Les voies d'accès sont en impasses.

Sur le haut du hameau se sont les bâtiments agricoles qui occupent des terrains relativement plats.



Enjeux :

Préserver et valoriser le patrimoine architectural et paysager du hameau.

Mettre en valeur les espaces publics

Réduire l'impact des bâtiments agricoles

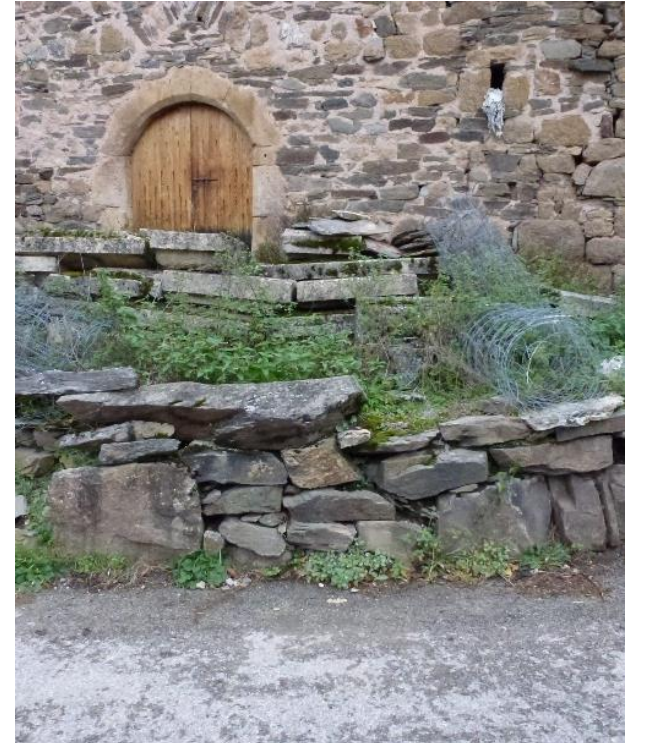
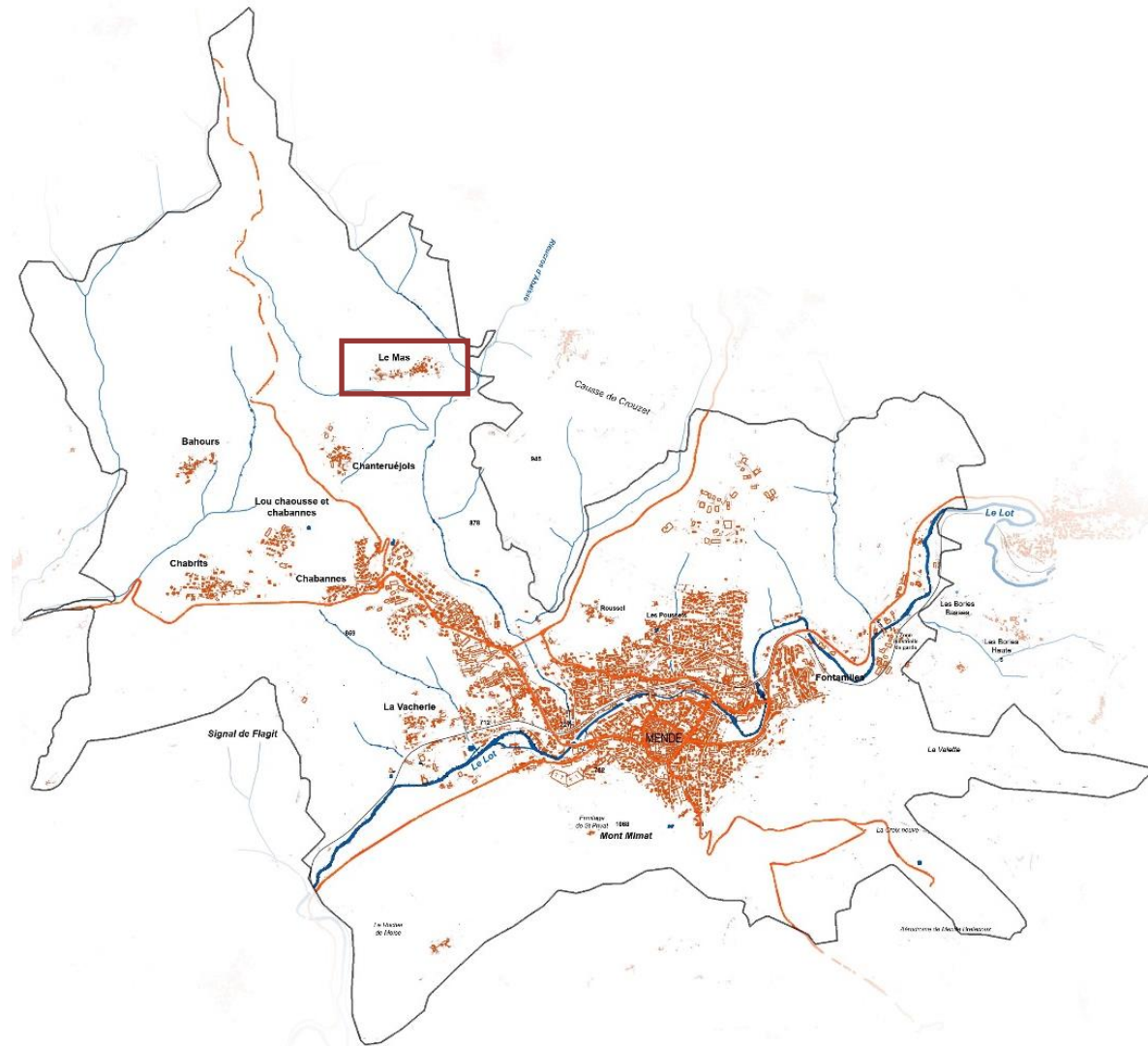
Objectifs :

Rationnaliser les surfaces revêtues. Réduire la largeur des voies de circulation. Ne pas créer d'impasse nouvelle.

Accompagner l'intégration du bâti agricole et des zones de stockage en préservant ou en développant le maillage arboré (arbres têtards)



5 - Le Mas





Le Mas est situé à l'extérieur de l'aire urbaine, au nord de Mende, à environ 900 mètre d'altitude.
Le hameau est implanté dans la pente, en bordure de la vallée du *Rieucros d'Abaïsse*.
C'est un hameau rural qui présente un noyau dense et défensif.
Depuis la rue principale, les accès et les chemins ruraux sont les seules ouvertures sur le grand paysage et le Mont Mimat.
Ces chemins ou venelles permettent d'accéder, en contre bas, aux jardins potagers et aux vergers.
Durant les dernière décennies, le développement a été linéaire, le long de ses voies d'accès, une urbanisation de type pavillonnaire.



Une urbanisation dense et défensive



Après-guerre, le hameau du Mas a encore sa forme urbaine d'origine, avec un faible développement vers le nord, qui ne modifie pas sa silhouette



Lors des dernières décennies, le hameau s'est développé hors de son noyau historique, le long des voies d'accès. On observe alors une urbanisation de type pavillonnaire qui se développe sur des terrains en pente, à grand renfort de terrassement.



Enjeux :

Préserver et valoriser le patrimoine architectural et paysager du hameau.
Maintenir la densité bâtie.

Objectifs :

Mettre en valeur les espaces publics et les cheminements piétons vers le bas du village.
Intégrer et aménager les zones de fonctionnalité (stationnement, ordures ménagères, enfouissement des réseaux...)
Préserver et restaurer la trame des jardins potagers et vivriers en contrebas du hameau.



VIII - RAPPEL DES GRANDES ORIENTATIONS DU PADD

Projet d'aménagement et de développement durable

- Une ville attractive et rayonnante : Permettre un développement économique dynamique pour la ville
- Une ville solidaire : Donner à la ville les moyens d'accueillir la population dans sa diversité
- Une ville fluide: Favoriser son accessibilité
- Une ville de nature: Protéger et gérer les espaces naturels et les ressources

L'AVAP devra nécessairement s'intégrer dans ces orientations de développement durable.

Mais l'AVAP devra également prendre en compte la préservation et mise en valeur du patrimoine bâti traditionnel et du paysage.

Prise en compte des enjeux paysagers

Enjeux dans les hameaux

- Réduire l'imperméabilisation des sols
- Rationaliser l'emprise des voies de circulation
- Mettre en valeur l'espace public
- Préserver les jardins en terrasses et les réseaux de murs en pierre.



Enjeux pour le paysage agricole

- Préserver et développer le maillage des haies arborées (bocage)
- Préserver les terrains agricoles de l'urbanisation.
- Réduire l'impact des zones de stockage et des aménagements extérieur autour des bâtiments agricoles



Enjeux pour le grand paysage

- Intégrer l'implantation des bâtiments agricoles (prise en compte de la topographie, matériaux, orientation, visibilité)





Energies renouvelables

La covisibilité entre le Causse de Mende, le Causse de Changeège et le centre historique rend difficile l'intégration d'installations d'exploitation d'énergies renouvelables classique (photovoltaïque, éolien, panneaux solaire.)

Mais la recherche d'économies d'énergies dans un contexte patrimonial pourra s'appuyer sur des techniques novatrices et intégrables dans le bâti ancien, la prescription doit donc rester prudente et ouverte.

Les matériaux

La densité des constructions et l'emploi de matériaux locaux génère également un environnement climatique positif.

Les essences végétales

Les végétaux contribuent à l'ambiance et l'équilibre des espaces.

Le choix des végétaux devra s'inscrire dans une unité et une identité lozérienne.

Il devra mettre en valeur les espaces et accompagner l'urbanisation et permettre de développer la biodiversité.

Implantation des constructions dans la pente

Les bâtiments anciens ont su s'adapter à ces contraintes de dénivelés en adaptant leur plan, en créant des accès hauts et bas pour minimiser les décaissements

Pour une bonne insertion dans le paysage, les nouvelles constructions doivent adapter leurs plans pour respecter la pente naturelle du terrain :

- pas de décaissements ni de remblais,
- pas de murs hauts aveugles
- pas d'enrochement cyclopéen (gros blocs de rochers).





Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère

A.V.A.P.

AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE
Devenue

SPR : Site patrimonial remarquable

loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)

Dossier d'approbation

REGLEMENT

SOMMAIRE

I - DISPOSITIONS GENERALES	4
Nature juridique de l'A.V.A.P.	4
Contenu de l'AVAP	4
Effets de la servitude	5
II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MENDE	10
Champ d'Application de l'A.V.A.P. sur le territoire de la commune de MENDE	10
PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z1	12
REGLEMENT ZONE Z1	14
1. Toiture et Couverture - Restauration de bâtiments anciens	14
2. Toiture et Couverture - Constructions neuves	18
3. Façades - Restauration des bâtiments anciens	19
4. Façades - Constructions neuves	21
5. Baies - Restauration des bâtiments anciens	22
6. Baies - Constructions neuves	23
7. Menuiseries - Restauration des bâtiments anciens	23
8. Menuiseries - Constructions neuves	25
9. Serrureries et Ferronnerie - Restauration des bâtiments anciens	26
10. Serrureries et Ferronnerie - Constructions neuves	26
11. Eléments d'architecture et équipements en façade	28
12. Limite de parcelle	31
13. Espaces libres, plantations	32
PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z2	35
REGLEMENT ZONE Z2	36
Z2 - 1. Aspect extérieur	36
Z2 - 2. Limite de parcelle	49
Z2 - 3. Espaces libres, plantations	50
PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z3	52
Z3 - 1. Limite de parcelle	52
Z3 - 2. Espaces naturels, plantations	53
Z3 - 3. Trame verte et bleue	53
III - DISPOSITIONS ECOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	54
III.1. Les capteurs solaires photovoltaïques, panneaux, et ardoises solaires	54
III.2. Les capteurs solaires thermiques	56
III.3. Les façades solaires	57
III.4. Les éoliennes	58

III.5. Constructions, installations et travaux favorisant les économies d'énergie	58
III.6. Règles relatives à la prise en compte d'objectifs environnementaux	60
III.7. Préservation de la faune et de la flore	61
ANNEXE	62
Teintes proposées	62
Lexique	63
Dessins	66

I - DISPOSITIONS GENERALES

Nature juridique de l'A.V.A.P.

Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sont régies par :

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite Loi « Grenelle 2 ».

Le Code du Patrimoine : articles L642-1 à L642-10

Les dispositions transitoires de la loi LCAP du 7 juillet 2016, article 112, II.

Une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir, ainsi que l'aménagement des espaces.

Les dispositions réglementaires et le périmètre de l'AVAP ont valeur de servitude d'utilité publique conformément aux articles L 123- 1 et L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Contenu de l'AVAP

L'AVAP est constituée des documents suivants à l'exclusion de tout autre :

Le diagnostic architectural, patrimonial et environnemental :

Le diagnostic fonde l'AVAP et doit traiter dans sa partie patrimoine architectural, urbain, paysager, historique et archéologique de la géomorphologie, de l'histoire et des logiques d'insertion, de la qualité architecturale du bâti, et dans sa partie environnementale, de l'analyse des tissus, une analyse des implantation et matériaux de construction par époque et au regard des objectifs d'économie d'énergies. Ce document n'est pas opposable et n'est pas de nature à remettre en cause la régularité juridique du dossier.

Le rapport de présentation qui identifie :

- d'une part, les objectifs à atteindre en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine ainsi que de qualité de l'architecture et de traitement des espaces ;
- d'autre part, les conditions locales d'une prise en compte des objectifs de développement durable en cohérence avec les objectifs précédents.

Il justifie en conséquence les dispositions retenues et expose, en tant que besoin, les règles permettant de prendre en compte les objectifs de développement durable énoncés attachés à l'aire.

Le règlement qui définit les dispositions à respecter en matière :

- de volumétrie des constructions nouvelles ou de l'extension des constructions existantes,
- de qualité architecturale des constructions nouvelles ou des aménagements des constructions existantes et de conservation ou de mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains,
- d'intégration architecturale des aménagements ou des dispositifs relatifs aux économies d'énergie et d'insertion paysagère des installations d'exploitation des énergies renouvelables.

Ces dispositions peuvent prévoir les conditions dans lesquelles une adaptation mineure peut être consentie, éventuellement après avis de l'instance consultative prévue à l'article L.642-5 du code du patrimoine.

Le document graphique, qui accompagne le règlement, fait apparaître le périmètre de l'aire et établit à partir d'une typologie architecturale notamment en fonction de la composition architecturale des bâtiments, de leur époque de construction, de leur style ou de leurs caractéristiques esthétiques, de leur mode constructif et de l'usage des matériaux, les règles de conservation des immeubles et des espaces et le cas échéant les conditions relatives à l'implantation, à la morphologie et aux dimensions des constructions.

Effets de la servitude

Les dispositions du présent règlement :

- ne sont pas applicables sur les immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques qui sont régis par le Code du Patrimoine, articles L 626-1 à L 624-7.
- suspendent les protections des abords des Monuments Historiques (article L621-30 du Code du Patrimoine) situés à l'intérieur du périmètre de l'AVAP ;
- suspendent les effets des sites inscrits (art. 4 de la loi du 02 mai 1930) pour la partie de ceux-ci qui se trouvent incluses dans l'AVAP.

AVAP et PLU

Le PLU, document d'Urbanisme sur la commune, a été approuvé par délibération en date du .

L'AVAP est une servitude du document d'urbanisme. L'AVAP entretient un rapport de compatibilité avec le PADD du PLU.

AVAP et Monument Historique

Tous travaux, à l'exception des travaux sur un monument historique protégé, ayant pour objet ou pour effet de transformer ou de modifier l'aspect d'un immeuble, bâti ou non, compris dans le périmètre d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine instituée en application de l'article L.642-1, sont soumis à une autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente mentionnée aux articles L.422-1 à L.422-8 du code de l'urbanisme. Cette autorisation peut être assortie de prescriptions particulières destinées à rendre le projet conforme aux prescriptions du règlement de l'aire.

AVAP, abords de Monument Historique et Site Inscrit

Les servitudes d'utilité publique, instituées en application des articles L.621-30-1, L.621-31 et L.621-32 du présent code pour la protection du champ de visibilité des immeubles inscrits ou classés au titre des monuments historiques et de l'article L.341-1 du code de l'environnement relatif aux sites inscrits, ne sont pas applicables dans l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

La servitude de protection des abords des Monuments Historiques (périmètre de 500 m) est conservée au delà du périmètre de l'AVAP, pendant la période transitoire instituée par la loi LCAP.

AVAP et Site Classé

L'AVAP est sans effet sur la législation des sites classés.

AVAP et archéologie

L'AVAP est sans effet sur la législation en matière d'archéologie.

Les dispositions du Code du Patrimoine, Livre 5, relatives à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme, sont applicables à l'intérieur du périmètre de l'AVAP.

Le Service Régional de l'Archéologie sera prévenue préalablement à tous travaux d'affouillement, de démolition, de construction et restauration. Elle sera également avertie de toute découverte de vestiges pouvant la concerner, faite à l'occasion de l'un de ces travaux.

Les sites archéologiques sensibles ne peuvent faire l'objet de travaux susceptibles d'affecter le sous-sol sans accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France et du Service Régional de l'Archéologie. Sondages et études d'impact peuvent être prescrits pour déterminer l'ampleur et l'intérêt des vestiges archéologiques susceptibles d'être mis au jour.

Toute découverte fortuite doit être immédiatement signalée au Maire, à l'Architecte des Bâtiments de France et au Service Régional de l'Archéologie.

Autorisations préalables :

Tous travaux ayant pour objet ou pour effet de transformer ou de modifier l'aspect d'un immeuble, bâti ou non, compris dans le périmètre d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sont soumis à une autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-8 du code de l'urbanisme.

Les projets qui seront par nature soumis au code de l'urbanisme et au code de l'environnement feront l'objet d'un dépôt de déclaration préalable, de permis de construire, de permis de démolir ou de permis d'aménager ou demande d'enseigne.

Les projets non soumis à l'autorisation au titre du code de l'environnement et du code de l'urbanisme feront l'objet d'une autorisation spéciale de travaux à déposer auprès de l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

Ces autorisations peuvent être assorties de prescriptions particulières destinées à rendre le projet conforme aux prescriptions du règlement de l'aire.

En cas de désaccord avec l'avis ou la proposition de l'architecte des bâtiments de France, l'autorité compétente transmet le dossier accompagné de son projet de décision au Préfet de Région qui statue.

La consultation préalable de l'Architecte des Bâtiments de France, territorialement compétent, est vivement conseillée :

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

2 Avenue Georges Clémenceau - 48000 MENDE

tél : 04.66.49.19.13 - courriel : udap48@culture.gouv.fr

Démolitions :

La démolition d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble est subordonnée à l'obtention du permis de démolir conformément aux articles L 430-1 à L 430-9 et R 430-1 à R 430-20 du Code de l'Urbanisme.

Lors des démolitions, tout matériau ou élément architectural ayant une valeur artistique ou archéologique reconnue par l'Architecte des Bâtiments de France, ou des Services Archéologiques compétents, sera conservé ou déposé à fin de réemploi.

Une visite préalable des lieux par l'Architecte des Bâtiments de France ou son représentant peut être nécessaire.

Arrêté de péril :

Conformément à l'article R 430-26 du Code de l'Urbanisme, l'arrêté du Maire, prescrivant la réparation ou la démolition des bâtiments menaçant ruine et faisant l'objet des procédures prévues par les articles L 511-1 à L 511-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ne pourra être pris qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France, qui sera invité à assister à l'expertise prévue à l'article L511-2 du Code de l'Urbanisme mentionné.

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L 511-3 du Code de la Construction et de l'Urbanisme, le Maire en informe l'Architecte des Bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

Publicité :

L'interdiction de la publicité s'applique sur l'ensemble du périmètre de l'A.V.A.P., en application de l'article L-581-8 du Code de l'Environnement.

Il ne peut être dérogé à cette interdiction que dans le cadre d'un règlement local de publicité établi en application de l'article L.581-14.

Installation de caravanes et camping :

L'installation de caravanes, quelle qu'en soit la durée, le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrain de camping, sont interdits dans l'A.V.A.P. (art. R.111-42 du Code de l'Urbanisme).

Modifications ou constructions d'édifices publics ou de programmes de constructions spécifiques

Des dispositions, autres que celles prévues dans le présent règlement, ne pourront être autorisées qu'avec l'accord conjoint de l'Architecte des Bâtiments de France et du maire, dans le cas de modifications ou de constructions d'édifices publics ou de programmes de construction spécifiques (théâtre cinéma...), afin de répondre à des contraintes fonctionnelles et/ou de sécurité ; toutefois, ces constructions devront s'harmoniser ou compléter le tissu urbain existant.

Desserte par les réseaux :

1) Les réseaux aériens :

Les traversées de rues par les câbles sont à dissimuler. Il convient d'envisager l'enfouissement complet des réseaux aériens. Tous les réseaux aériens maintenus doivent être placés de la manière la plus discrète sur les façades.

Pour cela, on cherchera à les regrouper (Téléphonie et Electricité) et à les faire passer sous les débords de toiture et le plus souvent dans l'ombre des éléments d'architecture saillants (balcons, bandeaux, corniches...). Les câbles seront dissimulés sous les descentes d'eaux pluviales (EP) pour les remontées. Lorsqu'ils ne sont pas dissimulés, ils devront être peints dans le ton de la façade.

Les coffrets de raccordements doivent être encastrés dans un mur (bâtiment ou clôture) et doivent être cachés par des portillons en bois pleins, ou en métal, dotés de clés.

Dans les zones agricoles et naturelles, dans le cas où les raccordements sont autorisés, les poteaux seront systématiquement en bois. Les lignes aériennes devront suivre la composition du paysage (topographie, voies existantes) pour une meilleure intégration. Les lignes ne devront être en aucun cas implantées en crête.

2) Raccordement aux réseaux publics :

Les raccordements devront se faire en encastré, sans saillie par rapport au nu extérieur de la façade, ou du mur, en tenant compte de la composition générale des ouvertures. Les points de raccordements (regards, trappes, tampons...) devront être installés dans le sol ou en partie basse des façades, de manière la plus discrète possible. Les fermetures verticales seront en bois, peintes, ou en métal, dissimulant le boîtier du réseau.

La mise en place de toute installation, de tout compteur est à dissimuler.

3) Colonnes montantes :

Les colonnes montantes en façade sont à dissimuler. Elles seront soit ramenées à l'intérieur des bâtiments, soit encastrées.

4) Transformateurs électriques et armoires téléphoniques :

Dans tous les cas, la mise en place d'un transformateur ou d'une armoire téléphonique devra être faite en intégrant l'ensemble dans la construction. Des portes en bois dissimuleront les portes réglementaires.

II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MENDE

Champ d'Application de l'A.V.A.P. sur le territoire de la commune de MENDE

L'A.V.A.P. de MENDE s'applique sur une partie du territoire communal, délimitée sur les documents graphiques sous la légende : « Limite de l'A.V.A.P. ».

Division du territoire en secteurs :

Le périmètre de l'A.V.A.P. comprend différents secteurs caractéristiques de sites paysagers urbains ou naturels :

- | | |
|---|-------------|
| - secteur 1 : « secteur du centre historique » | dénommé Z 1 |
| - secteur 2 : « secteur de zone bâtie de transition » | dénommé Z 2 |
| - secteur 3 : « Secteur de paysages naturels » | dénommé Z 3 |

ZONE Z1 : ZONE AVEC BATI D'INTERET ARCHITECTURAL

CARACTERE DE LA ZONE :

Cette zone comprend le centre historique de la ville, compris à l'intérieur des anciens remparts et ses abords immédiats et les cœurs de hameau. Elle se caractérise par une dominante d'habitat ancien, présentant des similitudes de typologie.

La valorisation de ce bâti est une priorité. Il est donc proposé, d'une manière générale :

- de respecter la volumétrie existante, les rapports et équilibres entre pleins et vides ;
- de conseiller des matériaux en harmonie avec les techniques et les teintes locales;
- de conserver et restaurer tout ouvrage, immeuble ou partie d'immeuble (enduits de façade, maçonnerie,...) ;
- de restituer l'identité première de l'édifice, ou bien, en cas d'évolution, de conserver l'harmonie de l'ensemble ;

ZONE Z2 : ZONE AVEC BATI DE TRANSITION

CARACTERE DE LA ZONE :

Le secteur Z2 comprend :

- des constructions liées au développement de MENDE, après la disparition des remparts.

- des constructions de grande qualité architecturale situées dans les faubourgs.

Ces ensembles constituent une architecture d'accompagnement.

Il est proposé de :

- restaurer à l'identique
- réutiliser ces bâtiments avec de nouvelles fonctions en respectant l'architecture avec apport possible d'éléments contemporains
- respecter l'utilisation des matériaux traditionnels.

Il convient de :

- respecter les volumes existants
- respecter les alignements sur rues existants
- choisir avec soin les teintes et matériaux

Les évolutions du bâti devront être réalisées soit dans un esprit contemporain, soit dans un souci d'intégration.

ZONE Z3: ZONE NATURELLE

CARACTERE DE LA ZONE :

Le secteur Z3 est une zone naturelle et forestière, à protéger en raison :

- de la qualité des sites
- des milieux naturels
- des paysages et de leur intérêt (esthétique, historique ou écologique)

Il est proposé de :

- n'autoriser que les restaurations de bâtiments existants et les extensions modérées
- maintenir et restaurer les murs et murets en pierres

Il convient de :

- préserver ces milieux naturels en interdisant toute construction nouvelle
- respecter l'utilisation des matériaux traditionnels, sans apport de matériaux contemporains.

Eléments à protéger :

D'une manière générale, les éléments protégés au titre de l'AVAP sont tous les éléments anciens présentant un intérêt historique, technique, architectural, esthétique, paysager ou archéologique particulier.

Pour les édifices et éléments architecturaux (voir diagnostic et rapport de présentation) :

- Les façades, les parties ou éléments en pierre de taille, les modénatures en pierre ou en mortier, les moulures, les encadrements, les seuils et emmarchements anciens, les ferronneries extérieures, les menuiseries anciennes, les quincailleries anciennes encore en place, les débords de toits, génoises ou corniches, les ancras de tirants, les enduits :

- Les cours, places, rues et espaces non bâtis ;
- Certaines plantations, alignement et allées d'arbres ;
- Les fontaines, bassins ou puits ;

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z1

REGLES GENERALES:

D'une manière générale, toutes les interventions sur le bâti existant et sur le bâti à créer situés dans le périmètre de l'AVAP devront respecter les principes suivants :

- conservation de la structure parcellaire ancienne (découpage des parcelles, forme, proportions, dimensions et rythme) ;
- prise en compte de traces parcellaires antérieures d'intérêt historique pour l'enrichissement du projet ;
- prise en compte de la topographie (sur le domaine privé et le domaine public) ;
- conservation des alignements sur le domaine public ;
- respect et valorisation des volumétries anciennes existantes ;
- conservation de l'orientation du faîtage
- Toute surélévation ou suppression d'étage ne sont admises que sur justificatifs d'état antérieur (photographies, traces de poutres, traces de solins) ou restitution de l'aspect d'origine du bâtiment (suppressions ou surélévations malencontreuses).
- maintien des pourcentages des pentes et du nombre de versants sauf retour à un état d'origine attesté, amélioration esthétique, cohérence avec le bâti voisin ou raison technique (étanchéité).

- respect et valorisation des ordonnancements et composition des façades anciennes (baies généralement axées par travée et alignées par niveau et lucarnes) ;

Les alignements de baies ou de tout élément de modénature avec les immeubles mitoyens seront privilégiés.

Les choix des matériaux de restauration et leurs mises en œuvre seront définis par les techniques anciennes traditionnelles déjà utilisées.

Tous les travaux projetés doivent garantir l'intégrité et la cohérence de l'ensemble urbain et respecter les caractéristiques architecturales identifiées au document 'Rapport de présentation' - Diagnostic architectural - Typologie du bâti'.

REGLEMENT ZONE Z1

1. Toiture et Couverture - Restauration de bâtiments anciens

1.1 Matériaux de couverture

Les toitures en zone 1 sont essentiellement et traditionnellement en lauzes de schiste (Lachamp ou Tournel) sur charpente et voliges, et lauzes calcaire sur voûte (villages et hameaux). Au 19^{ème} siècle, des ardoises épaisses de Corrèze, Dourgnès et Lacauze ont également été posées.

Pour les bâtiments antérieurs à la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, notamment identifiés "intéressants" ou "remarquables", la lauze de schiste est obligatoire ;

Les ardoises de Corrèze ou de Dourgnès peuvent être acceptées suivant analyse du bâtiment ;

De même, pour les autres bâtiments ou si la solidité de la charpente ne permet pas la pose de schiste épais, une ardoise grise épaisse posée au clou est acceptée ;

Pour les toitures sur voûte, la lauze calcaire est obligatoire ;

Pour les toits mansardés, le brisis est habillé de lauzes de schiste ou ardoises épaisses clouées ; le terrasson est couvert suivant la pente, d'ardoises à fort recouvrement ou de zinc naturel ou pré-patiné ;

Pour les bâtiments ne présentant pas une pente suffisante pour la pose de lauzes ou ardoises épaisses :

- . la pente sera augmentée pour permettre la pose de ces matériaux ;
- . le zinc ou le cuivre pourront être utilisés notamment pour les appentis et petits volumes annexes de cœur d'îlot.

1.2 Pentes et nombre de versants

Les toits de la zone 1 sont de trois ordres :

- toits en bâtière, à deux versants, en règle générale entre 60 et 80 % de pente ;
- toits mansardés à brisis et terrasson, quelquefois à quatre versants (19^{ème} et 20^{ème} siècles) ;
- toits mono-pente entre 60 et 80 % de pente (petits bâtiments, annexes).

Le pourcentage de pente de 60 à 80 % (soit entre 40° et 60°) doit être respecté pour des raisons d'étanchéité des toitures. Une augmentation du pourcentage de pente pour les bâtiments ne présentant pas cette garantie est acceptée si cela permet une mise en harmonie et en cohérence des toitures du quartier.

Pour un même immeuble, n'est admise qu'une seule valeur de pente s'il est composé de plusieurs toits.

1.3 Terrasses

Les terrasses en toiture (crevés de toits) sont strictement interdites.

Les terrasses existantes sur bâti doivent, par leur traitement de sol ou de façades, être discrètes (matériaux locaux, couleurs neutres). Si des pare-soleil sont mis en place, ils le sont sous forme de toile tendue amovible de teinte neutre (gris-beige, blanc cassé). Toute utilisation de stores déroulants à caisson extérieur est interdite.

Les installations de barbecue à cheminée en dur sont interdites.

Des pergolas métalliques peuvent être créées si leur dessin reste simple et leur couleur neutre. Leur végétalisation est souhaitée.

1.4 Faîtage

Sur tous les bâtiments antérieurs à la première moitié du 19^{ème} siècle, le faîtage en lauzes croisées formant lignolet sera seul réalisé.

Sur les bâtiments de la seconde moitié du 19^{ème} siècle et postérieurs, le faîtage sera réalisé en lauzes ou ardoises croisées ou en zinc pré-patiné (suivant état des lieux et analyse du bâtiment). Un faîtage en zinc décoratif (frises faîtières) pourra être utilisé pour les bâtiments publics et les bâtiments dits de "maître" pouvant justifier d'un tel décor, par leur histoire ou leur architecture. Ce type de faîtage sera également utilisé pour les abris de type gloriettes de jardin (épis de faîtage).

(voir dessin dans les annexes)

1.5 Noues

Les noues seront de type "arrondies" ou "tournantes" pour tous les raccords entre versants (toiture principale, lucarnes...) sur les bâtiments antérieurs au 19^{ème} siècle (et suivant état des lieux et analyse du bâtiment).

Pour les bâtiments postérieurs, les tranchis de zinc doivent impérativement être masqués par un rapprochement des matériaux de couvertures.

(voir dessin dans les annexes)

1.6 Arêtières

Les arêtières seront réalisés sans zinc par simple débord des matériaux de couverture d'un versant sur l'autre pour tous bâtiments antérieurs au 20^{ème} siècle. Pour les autres bâtiments, ils peuvent être habillés de zinc naturel ou pré-patiné. (suivant état des lieux et analyse du bâtiment)

1.7 Débords de toitures

Pignon

En pignon, aucun débord de toiture ne doit être réalisé : pannes, chevrons ou voliges ne doivent pas être apparents, l'étanchéité entre matériaux de couverture et maçonnerie étant réalisée au mortier teinté comme la façade.

(voir dessin dans les annexes)

Long pan

Les débords à l'égout (entre 20 et 80 cm suivant les bâtiments), constitués de pièces de bois (corbeaux) plus ou moins moulurées et sculptées et de planches doivent être restaurés à l'identique. Ils font l'objet d'un traitement par huile d'imprégnation ou peinture dans un ton sombre (chêne foncé, châtaignier, noyer).

Les pièces remplacées doivent reprendre le dessin de l'existant.

(voir dessin dans les annexes)

Rehausse

En cas de surélévation de toiture pour isolation, l'habillage du pignon ou du long pan est impérativement réalisé sans pièce rapportée de zinc, acier laqué ou bois, par rehausse au nu de la maçonnerie avec le matériau d'origine (pierre) ou un matériau enduit.

Coyaux

Les coyaux existants doivent obligatoirement être maintenus en cas de restauration de la toiture ou restitués à l'identique.

(voir dessin dans les annexes)

1.8 Cheminées (formes et couronnements)

Les souches de cheminées anciennes à degrés seront impérativement conservées et restaurées. Les autres souches de cheminées anciennes seront conservées sauf si, en raison de leur aspect, leur nombre ou leur position sur la toiture, elles compromettent la lisibilité ou la solidité.

Les souches de cheminée seront en pierre apparente ou enduites et couronnées "à la lozérienne" (4 à 8 plots de pierre supportant des lauzes de couverture ou des lauzes posées en V inversé). Toute souche créée ou modifiée sur un toit doit respecter les critères suivants :

- sortie le plus près possible du faîtage, perpendiculairement ou à cheval sur le faîtage
- habillage du conduit par un ensemble maçonné ou enduit au mortier de chaux de section 50 x 70 cm minimum ;
- couronnement à la lozérienne.

Toute sortie de tube métallique d'évacuation de fumée, aspiration ou extraction, non habillée idem supra, est strictement interdite

(voir dessin dans les annexes)

1.9 Raccordement des cheminées aux versants

Les solins seront réalisés de manière traditionnelle au mortier de chaux hydraulique et noquets invisibles ou selon la méthode traditionnelle de lauzes scellées engagées dans la maçonnerie formant "bardelis"

1.10 Lucarnes

Les lucarnes traditionnelles en retrait sur le versant ou pendantes à l'aplomb de la façade sont de quatre types :

- jacobines (en bâtière), la plus courante,
- capucines (à croupe), sur les bâtiments plus récents,
- rampantes (ou chien couché), sur le brisis de toits mansardés,
- œil de bœuf ou à toit bombé sur certains immeubles fin 19^{ème}-début 20^{ème} siècles.

Les lucarnes existantes doivent être conservées et restaurées dans leur état d'origine sauf aspect altérant la lisibilité de la toiture (cas des grandes lucarnes rampantes du 20^{ème} siècle).

Leur nombre et leurs dimensions doivent être limités, proportionnés et rapportés aux percements des façades (ordonnancement, rythme, taille).

Leurs toitures et le traitement des joues sont réalisés strictement avec le même matériau que celui du versant de toit sur lequel sont placées (pas d'habillage en zinc des joues sauf sur œil de bœuf et lucarnes réalisées en zinc).

(voir dessin dans les annexes)

1.11 Châssis de toit

Les anciens châssis en fonte (tabatière) sont conservés si l'usage des combles le permet (combles non aménagés).

En cas de remplacement, les nouveaux châssis n'excéderont pas 55 cm x 78 cm ou 78 cm x 98 cm et se rapprocheront, par leur aspect, des anciens châssis (découpage du verre en 2 ou 3 parties verticales).

Un seul châssis est accepté par versant sauf si la longueur du versant est supérieure à 10 m, auquel cas un châssis supplémentaire est accepté par tranche de 10 m. Un ordonnancement avec les percements de façade doit être recherché.

(voir dessin dans les annexes)

1.12 Zinguerie

Chéneaux et gouttières pendants seront réalisés en zinc naturel ou cuivre.

Le PVC est interdit.

Les gouttières pendantes seront reportées aux extrémités des façades.

Sur le domaine public, les dauphins pourront avoir une hauteur de 2 mètres, et seront peints dans le ton de la façade.

Les dauphins en fonte seront conservés et restaurés. Les nouvelles descentes sur la voie publique seront équipées de dauphins en fonte.

2. Toiture et Couverture - Constructions neuves

2.1 Formes et pentes

Toute nouvelle toiture doit :

- respecter les orientations, pentes et matériaux de couverture traditionnels qui caractérisent le centre ancien (pentes entre 60 et 80 %, lauzes ou ardoises) ;
- assurer la continuité des faîtages et des lignes d'égout ;
- être parallèle à la direction principale de la voie qui la borde (pour les bâtiments bordant plusieurs voies, la direction retenue est celle des faîtages mitoyens) ;

Des pentes inférieures aux pentes traditionnelles ou des toitures-terrasses végétalisées peuvent exceptionnellement être autorisées sur accord de l'architecte des bâtiments de France pour des bâtiments publics d'expression contemporaine et de volume important, pour lesquels une pente classique serait inadaptée.

2.2 Matériaux de couverture

Les matériaux traditionnels (lauzes ou ardoises naturelles épaisses ou plus fines) doivent être utilisés pour les constructions neuves.

Pour les bâtiments publics présentant une architecture contemporaine ou les bâtiments comportant des pentes insuffisantes et non traditionnelles, zinc naturel ou coloré, ou cuivre, peuvent être utilisés.

Tout usage d'acier laqué, de plaques de fibrociment, de tuiles mécaniques ou autres matériaux industriels est strictement interdit.

2.3 Sorties en toitures

Tous les conduits de fumée, extraction, ventilation, sorties diverses en toiture sont interdits s'ils ne font pas l'objet d'un habillage respectant l'architecture de l'immeuble et la forme du toit.

Tout silo d'ascenseur ne peut faire saillie en toiture que s'il fait l'objet d'une composition et d'un habillage respectant l'architecture de l'immeuble et la forme du toit.

2.4 – Divers

2.4.1 Paraboles et antennes

Paraboles et antennes posées en toiture doivent être placées sur les versants de toit afin d'être non visibles depuis l'espace public et non visibles depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public.

2.4.2 Arrêts de neige

Des arrêts de neige composés de barres horizontales ou d'une grille fine peuvent être placés sur les versants de toit, sous réserve d'être implantés suffisamment en retrait pour rester invisibles de l'espace public.

2.4.3 Panneaux photovoltaïques et panneaux pour chauffage thermique

Les panneaux photovoltaïques sont strictement interdits dans la zone 1 (Z1).

Les panneaux de chauffe-eau thermique ne sont autorisés que sous les conditions suivantes :

- ne pas être posés en toiture ou façades ;
- ne pas être visibles du domaine public, ni des clochers de la cathédrale accessibles au public.

3. Façades - Restauration des bâtiments anciens

3.1 Maçonneries en pierre apparente

Dans la zone 1 du centre ville, seules les maçonneries en pierre de taille peuvent être laissées apparentes. Les joints seront réalisés à la chaux et sable grainé sans élargissement, ni épaufrure de la pierre, au nu de celle-ci et dans sa teinte.

Dans les villages et hameaux composés de bâtiments de type rural, à maçonnerie de moellons, les façades peuvent être enduites ou les pierres peuvent être rejointoyées au mortier de chaux et sable grainé, dans le ton de la pierre et brossé au nu de celle-ci.

3.2 Maçonneries enduites

Dans la zone 1 du centre ville, les façades autres que celles citées ci-dessus, sont enduites à la chaux. La coloration s'obtient par ajout de sables colorés, pigments naturels (terre d'ocre) ou application d'un badigeon de chaux sur enduit de finition. La palette des teintes est jointe en annexe.

3.3 Décors

Les décors existants (chaînes d'angle, bandeaux) principalement de la fin du 19^{ème} siècle doivent être relevés (couleurs, motifs, dimensions) avant décroûtage des façades et restitués à l'identique ou selon un dessin choisi avec l'architecte des bâtiments de France et présentés lors du dépôt de la demande d'autorisation, mais sur les seules façades restituées dans leur aspect fin 19^{ème}-début 20^{ème} siècles.

3.4 Pierre

La pierre utilisée pour les restaurations doit être de même nature, qualité et aspect que la pierre en place. Les dimensions et calepinage des appareils doivent strictement respecter l'existant.

3.5 Modénature et motifs décoratifs en pierre

Les éléments de modénature de façade seront conservés, restaurés et restitués : il s'agit des bandeaux, corniches, moulurations, encadrements, pilastres engagés et tout autre élément saillant ou arasé en pierre non destiné à être enduit.

Ils ne seront pas altérés ou masqués par des aménagements plaqués en façade.

Les éléments de modénature seront restitués lorsque cela sera nécessaire afin de retrouver les continuités horizontales et la composition d'ensemble de la façade.

La restauration des encadrements de portes et portails sculptés doit être réalisée par remplacement en tiroir ou greffe.

Des mortiers spécifiques de ragréage peuvent être utilisés avec parcimonie.

Les mortiers utilisés pour la réalisation d'enduits ne doivent en aucun cas être utilisés pour les ragréages.

3.6 Interdictions

La pierre en placage, la pierre reconstituée, les joints en creux ou en saillie, l'utilisation de mortiers de ciments sont interdits.

3.7 Les badigeons colorés

Les façades déjà badigeonnées, seront protégées, consolidées et restaurées à l'identique.

Les teintes appliquées sur les murs seront toujours en harmonie avec les teintes des encadrements des baies.

Le décor sera soit reproduit à l'identique de l'existant, soit dessiné lors de la demande d'autorisation.

Les teintes grises sont déconseillées.

Les badigeons employés à MENDE participent à la protection des façades contre la rigueur du climat.

Le projet de motifs ornementaux devra être joint à la demande d'autorisation.

3.8 Isolation thermique par l'extérieur

Ce procédé incompatible avec la typologie, la modénature et le mode constructif est strictement interdit sur tous bâtiments identifiés comme remarquables ou intéressants par l'AVAP et déconseillé sur tous autres bâtiments d'avant 1945.

3.9 Façades à pans de bois

Les façades comportant des pans de bois actuellement visibles ou visibles après décroûtage seront conservées avec ossature bois apparente et mise en valeur.

- les encorbellements d'étages doivent être dégagés des habillages et laissés visibles après restauration des solives, corbeaux, sablières... par remplacement, greffe ou consolidation par injection de résines spécifiques
- les colombages seront laissés apparents après remplacement, greffe ou consolidation par injection de résines spécifiques ;
- les remplissages, principalement en tuf, seront enduits à la chaux sans surépaisseur par rapport aux colombages, ou maintenus apparents suivant analyse du bâti et qualité de la pierre.
- l'ensemble des pièces de bois est mis en teinte par huile, badigeon ou peinture pour bois selon des teintes choisies avec l'architecte des bâtiments de France.

Si l'état de l'ossature bois ne permet en aucun cas de la laisser apparente, les façades feront l'objet d'un enduit à la chaux.

4. Façades - Constructions neuves

4.1 Matériaux apparents en façade

Les matériaux et finitions traditionnels seront utilisés de préférence (constructions enduites) dans un objectif d'unité et de cohérence avec l'existant.

Toutefois, la mise en œuvre de matériaux autres de type béton apparent, parements métalliques ou minéraux, sera possible si elle participe à une création contemporaine ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

L'utilisation de bois en parement, incompatible avec l'aspect minéral global de la ville, est interdite.

Les imitations de matériaux (fausse pierre, ...) et l'emploi à nu de matériaux en vue d'être recouverts (parpaings, briques, ...) sont interdits.

4.2 Isolation thermique par l'extérieur

L'isolation thermique par l'extérieur est possible si elle fait l'objet d'un habillage par enduit ou parements ainsi que définis supra.

5. Baies - Restauration des bâtiments anciens

5.1 Généralités

Les baies existantes doivent être conservées. Elles peuvent être modifiées dans leur dessin et dimensions, uniquement si cette modification améliore la lisibilité de la façade et permet notamment une restitution d'un aspect d'origine malencontreusement effacé.

Si des baies sont occultées, leur encadrement doit rester lisible et visible s'il participe à la composition de la façade

Sur les baies Renaissance, la restitution des croisées en pierre disparues et dont la présence est attestée, doit être envisagée à l'occasion du projet de restauration.

5.2 Création de baies

Les nouvelles baies créées doivent respecter, par leur disposition, leur forme et leur dimension, les percements existants (rythme, axe, alignement) sur la façade, et l'équilibre entre les pleins et les vides.

Les matériaux utilisés pour les encadrements seront la pierre en centre ville, la pierre et le bois dans les villages et hameaux selon la nature des encadrements existants.

Les nouveaux encadrements doivent recevoir une patine et les arêtes doivent être non vives.

5.3 Appuis

Les appuis en pierre moulurée existants seront conservés, restaurés ou restitués s'ils sont manquants et si leur présence est attestée.

La création d'appuis en béton et saillants est interdite.

5.4 Tableau de baies

Les tableaux en pierre ou brique seront restaurés avec le matériau d'origine ou par ragréage. Tout placage est interdit.

Pour les tableaux en bois, les pièces abimées sont remplacées ou greffées. Tout placage par une planche est interdit.

5.5 Seuils de portes

Les seuils de portes d'entrée, de service et de garage seront réalisés en pierre calcaire de même nature et grain que les pierres de l'immeuble. La réalisation de seuil en béton ou carrelés est interdite.

6. Baies - Constructions neuves

6.1 Généralités

Les baies d'une construction neuve doivent respecter les formes, les dimensions et la répartition des baies existant sur bâtiments voisins dans un souci d'harmonie.

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité.

6.2 Proportions

Les baies de proportion horizontale (plus longue que haute) ne sont pas acceptées sauf si, dans une architecture contemporaine, elles participent à la fonctionnalité recherchée dans l'immeuble.

6.3 Appuis et tableaux

Les appuis saillants sont interdits.

Les tableaux ne doivent pas restés apparents, ils doivent être traités de la même manière que la façade.

6.4 Seuils

Les seuils et emmarchements doivent être réalisés en pierre calcaire (schiste et granite sont interdits).

Ils peuvent, pour des bâtiments d'architecture contemporaine, être réalisés en béton si celui-ci, par sa texture, sa couleur et sa finition soignée, se rapproche du matériau calcaire.

7. Menuiseries - Restauration des bâtiments anciens

7.1 Matériaux

Sur l'ensemble des immeubles recensés comme intéressants ou remarquables, seules les menuiseries en bois sont acceptées.

Sur les autres immeubles dits d'accompagnement, les menuiseries en bois sont imposées. Néanmoins, d'autres matériaux peuvent être acceptés sur les immeubles isolés du bâti ancien, réalisés après 1945, et ne présentant pas d'intérêt architectural particulier.

7.2 Vitrines

Les vitrines anciennes en bois, en applique ou en feuillure des 19^{ème} et début 20^{ème} siècles doivent être conservées et restaurées à l'identique.

Elles ne peuvent être remplacées par un autre matériau (PVC et alu interdits).

Pour les autres vitrines, le bois est également conseillé.

L'aluminium peut être accepté pour répondre aux contraintes liées à la période hivernale (neige et sel).

7.2 Formes

Les fenêtres et portes doivent respecter les dimensions et formes originelles des baies avec une pose en feuillure, forme cintrée si linteau cintré..., la menuiserie respectera la forme de l'encadrement.

7.3 Profils

Les dormants, ouvrants et petits bois devront présenter des profils moulurés correspondant à l'époque de construction de l'immeuble ou époque dominante.

7.4 Répartition du vitrage - Forme de découpage

Fenêtres et portes-fenêtres, quel que soit le matériau, comporteront un découpage en relief (petit bois) correspondant à l'époque de construction de l'immeuble ou l'époque dominante :

- petit jour jusqu'à 1750,
- moyen jour de 1750 à nos jours,
- Art Déco de 1920 à 1940.

Pour les fenêtres d'époque Renaissance et en présence de croisées (meneau et/ou traverse), les menuiseries pourront être :

- à petits carreaux sertis au plomb,
- à carreaux petit jour,
- à grand jour (exceptionnellement pour gagner en luminosité).

7.5 Portes anciennes

Les portes anciennes seront conservées et restaurées (vantaux et impostes) :

Les portes d'entrée, portes cochères et de service en bois, pleines ou semi-vitrées, doivent être restaurées, restituées à l'identique ou remplacées par des modèles correspondant à l'époque de construction de l'immeuble ou époque dominante.

L'utilisation du bois est obligatoire. Le remplacement par du PVC et/ou aluminium est interdit.

7.6 Couleurs

Toutes les menuiseries en bois doivent être peintes dans des teintes soumises à l'accord de l'architecte des bâtiments de France.

Seules les portes en bois noble (noyer, châtaigner, chêne blanc) peuvent rester couleur bois après imprégnation d'huile ou saturateur.

Le blanc est strictement interdit.

7.7 Quincaillerie

La quincaillerie présente sur les portes doit être préservée et remplacée, dans les cas de restitution de la menuiserie ou de remplacement à l'identique.

Les nouvelles serrures posées sur une porte ancienne doivent être masquées.

7.8 Portes de garage

Elles seront obligatoirement en bois peint à grosses lames inégales assemblées à joints vifs, ouvrant sur l'intérieur, levantes ou coulissantes à l'intérieur.

Elles seront pleines.

La pose de hublots est interdite. Toute pose à l'extérieur (ouvrant ou coulissant) est interdite.

7.9 Contrevents (volets extérieurs)

Seuls deux modèles sont autorisés :

- battants peints à grosses lames larges verticales inégales, assemblées sur cadre dits "à la lozérienne" ; à joints vifs, sans mouchette ni grain d'orge.
- battants peints à persiennes sur des immeubles fin 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Les modèles repliables en tableau (en métal, bois ou PVC) sont interdits.

7.10 Volets roulants

Ils sont interdits sur les immeubles recensés comme remarquables ou intéressants.

Ils ne sont admis sur les autres immeubles que si le caisson est intérieur ou, s'il est extérieur, masqué par un lambrequin en tôle laquée ouvragée, selon un dessin soumis à l'accord de l'architecte des bâtiments de France.

La teinte blanche est strictement interdite.

Si l'immeuble comporte des volets battants, ceux-ci sont obligatoirement conservés ouverts malgré la pose de volets roulants.

8. Menuiseries - Constructions neuves

8.1 Généralités

Pour les constructions neuves d'accompagnement situées au cœur du bâti ancien, les menuiseries seront en bois peint à découpage moyen jour afin d'assurer cohérence et harmonie.

8.2 Matériaux

Si l'immeuble présente une architecture contemporaine et des baies de dimension importante, ces dernières pourront être réalisées en métal et d'aspect grand jour.

Les portes de garage seront en bois sauf si leur dimension et la localisation isolée du bâti ancien de l'immeuble permet l'utilisation du métal.

La création de vitrines sur construction neuve peut faire appel au bois ou à d'autres matériaux.

8.3 Teinte

La teinte blanche est interdite pour l'ensemble de ces menuiseries.

9. Serrureries et Ferronnerie - Restauration des bâtiments anciens

9.1 Généralités

Les serrureries et ferronneries anciennes seront conservées, restaurées et complétées si besoin est.

Serrures, loquets, marteaux, clous en fer forgés doivent être réutilisés en cas de restitution d'une porte ancienne.

9.2 Ferronneries de défense

Les défenses en fonte ou fer forgé existantes sur les portes (portes du 19^{ème} siècle et début 20^{ème}) et protection de baies, doivent être conservées et restaurées (complément et restitution si besoin). Les défenses des portes doivent être remplacées sur les nouvelles portes si ces dernières sont restituées.

(voir dessin dans les annexes)

9.3 Serrurerie

Les pentures des contrevents seront peintes dans le ton de ces dernières. Les modèles anciens (queue de carpe, fleur de lys, à crochets) seront reproduits pour compléter les éléments manquants.

Les arrêts de contrevents de type "queue de cochon" seront également reproduits en cas de manque. Les modèles industriels ne sont pas admis.

Les serrures modernes doivent être masquées.

10. Serrureries et Ferronnerie - Constructions neuves

10.1 Généralités

La reproduction ou réutilisation d'éléments de serrurerie anciens (marteaux, loquets) peut être employée avec parcimonie sur menuiseries contemporaines.

10.2 Grilles d'appuis en tableau :

Les grilles contemporaines seront composées d'une main courante, de traverses horizontales haute et basse de section carrée et de barreaudages verticaux de section ronde ou carrée. Leur hauteur sera de 1,00 mètre après fixation. Elles seront scellées en tableau.

Les grilles seront peintes de même couleur que toutes les autres ferronneries de l'édifice et d'aspect satiné.

10.3 Garde-corps :

Les garde-corps en ferronnerie des balcons à créer seront d'une hauteur totale de 1,00 mètre après fixation. Ils seront composés :

- d'une main courante;
- d'une lisse basse ;
- d'une ou deux lisses hautes à espacer de 11 cm ;
- de montants verticaux pouvant encadrer un ou des motifs.

L'ensemble devra être dans un seul plan, aucun élément saillant n'étant admis.

Les éléments en aluminium, fers creux, bois, ciment, tuiles ne peuvent être utilisés

Dans le centre ancien, les balcons reprendront des dessins simples, seront réalisés avec des barreaux verticaux en fer plein. Les courbes et motifs compris entre les deux lisses hautes seront admis dans un plan vertical. Les ferronneries des balcons seront peintes.

Les garde-corps galbés sont proscris, ainsi que toutes formes se développant hors du plan vertical.

D'autres solutions peuvent être envisagées dans le cadre d'une architecture contemporaine de qualité.

10.4 Lisses, mains courantes en rez-de-chaussée :

Les seuils d'entrée surélevés par rapport au domaine public pourront être accompagnés d'une main courante en ferronnerie.

Sa forme sera simple: elle sera composée d'un unique fer. Les fers creux sont interdits. Aucun motif ornemental (onde, volute, cercle,...) n'est admis.

Les scellements de la main courante seront réalisés dans le mur de façade, hors encadrement en pierre de la baie concernée. Les pattes de scellements ne seront pas visibles.

Deux scellements seront réalisés: 1 scellement en façade et 1 scellement en sol. Le scellement en sol ne dépassera pas l'emprise des emmarchements sur le domaine public.

10.5 Grilles de défense :

Les grilles de défense seront composées de fer plein de section ronde ou carrée.

Les fers plats refendus, disposés verticalement seront utilisés pour les ouvertures de petites dimensions, jusqu'à 50 cm de hauteur.

Les scellements des fers seront réalisés en tableau.

Les éléments en aluminium, fers creux, bois ne sont pas admis.

Les baies de dimensions jusqu'à 1.00 m de haut seront occultées par des grilles à fers verticaux, de section carrée, posées sur l'angle.

Les baies de dimensions supérieures recevront des grilles à fers verticaux, de section carrée, posées sur l'angle et seront maintenues par des fers horizontaux.

10.6 Portails et rideaux métalliques :

Les portails et rideaux métalliques destinés à fermer un rez-de-chaussée d'immeuble sont interdits.

Les portillons métalliques destinés à fermer un passage ouvert entre deux immeubles, murs ou murets sont admis.

Leurs dimensions, formes et styles sont soumis aux caractéristiques de l'immeuble correspondant.

Tous les éléments de composition seront dans un plan vertical.

Les portails seront composés d'une partie basse pleine métallique de même hauteur que les murets adjacents, ou d'une hauteur de 80 cm maximum s'il est bordé d'immeuble et/ou de murs hauts de clôture. Dans ce dernier cas, la partie pleine métallique sera surmontée de barreaudage métallique vertical, de section ronde ou carrée et terminée en pointe.

11. Eléments d'architecture et équipements en façade

Tous les éléments anciens d'architecture ou d'équipement de l'immeuble ayant un intérêt architectural, historique et/ou technique seront maintenus et restaurés. L'abandon de leurs usages ne pourra justifier leur altération ou disparition.

11.1 Poulies de levages :

Restauration de bâtiments existants

Les poulies et potences utilisées anciennement pour le levage des matériels et fournitures agricoles (foin,...) seront conservées.

11.2 Balcons :

Restauration de bâtiments existants

Les balcons anciens d'origine seront conservés, sauf si les balcons ne permettent plus la lisibilité de la façade. Aucune altération de leurs dimensions, formes et modification de leur emplacement en façade n'est admise.

Constructions neuves

Les balcons seront axés sur les baies correspondantes. Ils ne pourront avoir une largeur supérieure à 30cm. Les balcons seront prioritairement disposés sur le premier niveau, puis sur les niveaux suivants: leur implantation hiérarchisée prendra modèle sur les immeubles du 19^{ème} siècle.

Un balcon correspondra à une seule baie: les balcons filants et regroupant plusieurs ouvertures sont interdits, sauf au 1^{er} étage.

Les dalles seront situées au même niveau que les bandeaux et corniches existants; elles seront dans leur continuité horizontale. Les profils des dalles seront identiques aux profils des bandeaux et corniches associées.

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité.

11.3 Auvents :

Restauration de bâtiments existants

- Les auvents et marquises :

Les auvents et marquises anciens seront maintenus et restaurés

Les marquises, en débord sur le domaine public seront déposées.

Constructions neuves

Les auvents à créer s'inspireront des anciens modèles, dans leur matériau, forme et disposition.

Les marquises à créer ne devront pas être en débord sur le domaine public et devront être disposées au-dessus des encadrements en pierre des baies, sans les altérer.

Le matériau de couverture de la marquise sera le verre. Tout autre matériau est proscrit.

11.4 Perrons, escaliers :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les perrons et escaliers devront permettre le bon fonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux de surface. Les écoulements des eaux de pluie ne pourront être entravés par les emmarchements.

Les emmarchements, escaliers seront habillés de pierre, de même nature (dureté, teinte et texture) que la pierre des maçonneries de l'immeuble.

Les revêtements en carrelage ou traitements en ciment ne sont pas admis.

11.5 Ancres de tirants :

Restauration de bâtiments existants

Les ancres anciennes des tirants et plaques de répartition seront conservées et restaurées.

Elles ne pourront être masquées sous un parement de surface, hormis un traitement anticorrosion et une peinture.

Constructions neuves

Les ancres créées seront de forme simple: en 'S', 'X', 'Y' ou 'I'. Les platines de répartition créées et destinées à être laissées visibles devront être décoratives.

Les ancres seront peintes de la même couleur que les ferronneries.

11.6 Boîtes aux lettres :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les boîtes aux lettres devront être encastrées dans les murs de clôture et dans la maçonnerie sans altération des éléments de modénature (encadrements des baies, chaînes d'angle, sculpture...).

Les groupements de boîtes aux lettres seront favorisés.

Elles ne seront pas installées en saillie sur le domaine public.

11.7 Sonnettes, portiers d'immeuble :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Tous les dispositifs de sonnette, portiers d'immeubles seront regroupés et intégrés dans le tableau des portes d'entrée, sans altération des moulurations des encadrements.

Si cela est impossible (étroitesse du tableau), ils seront disposés en façade et encastrés dans la maçonnerie.

11.8 Tableaux, compteurs (électriques,...):

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les armoires des compteurs seront intégrées dans les murs de clôture et les maçonneries sans saillie et sans altération des éléments de modénature (encadrements des baies, chaînes d'angle, sculpture, soubassement...).

Les volets des compteurs seront peints de la couleur de la façade s'ils sont de petites dimensions (inférieurs à 20x20 cm), ou, dans l'hypothèse de la création d'un volet bois ou métal, peints de la couleur des menuiseries.

11.9 Gaines d'appareils de ventilation :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les gaines d'appareils de ventilation sont à encastrer. Les sorties ou prises d'air sont à mettre au niveau supérieur.

Depuis le domaine public ou les espaces privés d'usage public, aucun appareil de ventilation mécanique ou de climatisation ne doit être apparent.

11.10 Appareils de climatisation, Pompe à chaleur:

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les appareils de climatisation et pompe à chaleur devront être rendus parfaitement invisibles, de loin comme de près. Ils seront dissimulés derrière des dispositifs de masquages, en harmonie avec les menuiseries depuis les espaces publics.

Ils seront toujours en retrait de 20 cm minimum.

11.11 Antennes en râteau et paraboliques :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les antennes de télévision et les paraboles ne devront pas être visibles depuis la rue, ni depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public.

Elles ne pourront être accrochées sur les balcons ou aux fenêtres.

11.12 Vitrines commerciales :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les vitrines commerciales seront disposées toujours en retrait par rapport au nu de la façade (minimum 20 cm). Elles devront respecter le rythme des ouvertures des étages et les limites séparatives. Lorsqu'un même local commercial s'étend au rez-de-chaussée de plusieurs édifices, la composition en façade fait apparaître les séparations et l'ordonnancement des différentes façades.

Les vitrines extérieures, accrochées au mur, et les débords de vitrine sont proscrits.

Les vitrines seront protégées par des contrevents mobiles en bois. Les seuils des boutiques sont réalisés en pierre massive, comme pour les portes d'entrées. Les seuils en carrelage visibles depuis l'espace public ne sont pas admis.

Les devantures anciennes en bois seront conservées. De nouvelles devantures en bois pourront être proposées.

Toute modification de vitrine devra faire l'objet d'une demande d'autorisation.

11.13 Numéros d'immeuble et plaques de rue

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les plaques des numéros d'immeubles et noms de rues seront fixées sur les maçonneries des façades, sur les murs de clôture sans altération des éléments de modénature (encadrements des baies, chaînes d'angle, sculpture).

Les modèles existants (tôle émaillée bleue avec indications blanches) seront conservés ou remplacés à l'identique.

12. Limite de parcelle

12.1 Clôtures :

Restauration de bâtiments existants

Tout mur ancien sera préservé, restitué et restauré selon les techniques de mise en œuvre traditionnelles locales. (mur en pierres sèches ou au mortier de chaux)

Pour une restitution de murs anciens, la hauteur originelle sera restituée ou réglée selon celles des murs anciens existants.

Constructions neuves

Les murs de clôtures seront implantés à l'alignement du domaine public. Ils seront de hauteur constante, sans décrochés, crénelages ou percements. Aucun débord n'est permis.

Les murs seront composés de moellons (pierre d'origine locale), montés à sec (murs en pierres sèches) ou hourdés au mortier de chaux.

Les murs de clôture maçonnés seront enduits sur toute leur hauteur.

Leurs couronnements prendront modèle sur les murs existants.

Les matériaux disposés en couronnement tels: tuiles (débordantes ou disposées en ligne), dalles béton, pierres plates sont proscrits.

Toute peinture, coloration, autre que teinte 'pierre naturelle' sera interdite.

Les passages à travers les murs bahuts seront traités en maçonnerie, de la même manière que le mur. Aucun poteau ou élément ponctuel de renfort en béton apparent ne sera accepté.

Au droit des percements, les parties latérales maçonnées seront traitées sous forme de piles pour permettre le scellement des portails.

Elles seront de même épaisseur que le mur bahut de clôture et construite dans leur continuité.

Toute édification; consolidation de mur de clôture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

L'alignement des murs de clôture a pour objectif de maintenir la continuité du bâti sur la rue et d'assurer l'homogénéité de la façade de l'ensemble urbain.

L'implantation des murs de clôture sera fonction de la topographie de la voie ou de l'espace public et de l'espace intérieur privé.

13. Espaces libres, plantations

13.1 Piscines :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les piscines sont autorisées sous réserve :

- de la mise en œuvre d'un revêtement intérieur des bassins de teinte grise, vert pâle, sable ou beige foncé.
- de limiter les parties minérales à la margelle, en utilisant des matériaux d'origines locales, en évitant les matériaux trop clairs. Le bois est admis.
- d'intégrer toutes les dispositions techniques dans l'environnement, soit dans un local existant, soit dans les soutènements des terrasses, soit en les enterrant.
- de ne pas disposer d'éléments brillants.

13.2 Cours :

Sont considérés comme puits de lumière les espaces ouverts, de surface réduite, inclus entre les immeubles et destinés à donner du jour à ceux-ci.

Restauration de bâtiments existants

Les cours privées, existantes, doivent être maintenues dans leur surface et configuration. Elles doivent être conservées, voir dégagées.

Il ne pourra être réalisé de constructions, visant à couvrir même partiellement cet espace.

Constructions neuves

Les cours ayant perdu leur surface et/ou configuration d'origine doivent être restituées et restaurées.

Les sols des cours, puits de lumière et terrasses doivent être soignés. Les sols des puits de lumière devront être revêtus: dalles de pierre, graviers... Le calepinage dessinera des motifs simples et orthogonaux.

13.3 Plantations ornementales :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

On privilégiera des essences végétales rustiques telles que : noyers, frênes, fruitiers, espèces endémiques, arbres de haut jet à feuillage caduque...

13.4. Espaces publics :

Les espaces publics doivent faire l'objet d'une réflexion globale à l'échelle de la ville.

Les principes de nivellement, d'implantation des réseaux d'écoulement des eaux, revêtements de sols, mobiliers, choix de plantations doivent être coordonnés.

Ils doivent prendre en considération les contraintes et risques liés à l'eau, à la sécurité (PPRI) , à la trame verte et bleue et tenir compte des caractéristiques architecturales et urbaines.

Chaque projet portant sur les espaces publics devra prendre en compte les compositions de façades.

Les espaces publics du centre ancien doivent être soignés.

L'occupation du domaine public est soumise à autorisation par arrêté municipal, après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle ne peut être que temporaire (étal de marché, chaises et tables de bar, de restaurant, présentoir....).

Toute implantation de mobilier devra faire l'objet d'un accord préalable de la part de la Commune et de l'architecte des Bâtiments de France.

Les parasols devront être de teinte écru.

Les éléments de planchers (en bois, en béton....) rapportés sur le sol de l'espace public sont déconseillés.

13.4.1 Revêtement des sols :

Les revêtements des sols seront sobres dans leurs aspects et calepinage : ils seront simples dans leur mise en œuvre.

La gamme des revêtements des sols sera limitée et respectera le caractère géologique des lieux. Un effort sera porté sur tous les raccordements de revêtements en limite des domaines public et privé.

Les revêtements de sols tels que pavés de calcaire, granit, porphyre et galets formant des calades seront conservés et restaurés; ils seront intégrés dans de nouveaux aménagements d'espaces publics. Les surfaces engazonnées et les revêtements perméables seront privilégiés (exemple : stationnement en grave enherbée)

13.4.2 Mobiliers urbains (communal et privé):

Le mobilier urbain sera choisi dans une gamme sobre, coordonnée avec les mobiliers d'éclairage.

Les traitements de surface du mobilier urbain seront identiques à celui du mobilier d'éclairage.

Outre le mobilier d'éclairage, le mobilier urbain se compose de: bancs, poteaux, potelets, bornes, barrières, panneaux publicitaires commerciaux et d'information communale.

13.4.3 Mobilier destiné à l'accueil, ou à l'information du public (signalétique):

Le mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public sera conçu dans le cadre d'une étude de coordination générale.

Il sera choisi dans une gamme sobre, coordonnée. Leur nombre sera limité. Les emplacements seront judicieusement retenus pour une parfaite intégration dans le site.

13.4.4 Containers (poubelles) :

Un emplacement ou local spécifique sera prévu pour tous les containers en accord avec les aménagements des espaces publics. Leur accès, remplacement, nettoyage sera facilité.

13.4.5 Plantations et entretien :

Les plantations et alignements d'arbres existants devront faire l'objet de soins adaptés et d'entretien régulier.

En cas de nécessité d'élagage, les arbres feront l'objet d'un élagage dit raisonné. Les arbres isolés seront de haute tige. Le choix des essences sera déterminé par les essences adaptées aux conditions écologiques locales.

Le centre ancien se caractérise par des espaces urbains de dimensions limitées et à dominante minérale (bâti dominant, espace jardiné minoritaire); les plantations sur le domaine public doivent être de type arbre d'alignement ou arbres majestueux en sujet isolé.

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z2

Les règles applicables en Z1 à l'ensemble des bâtiments identifiés remarquables ou intéressants sont applicables aux bâtiments aussi identifiés en zone 2 (se reporter au règlement de la zone 1).

REGLES GENERALES :

D'une manière générale, toutes les interventions sur le bâti existant et sur le bâti à créer situés dans le périmètre de l'AVAP devront respecter les principes suivants :

- conservation de la structure parcellaire ancienne (découpage des parcelles, forme, proportions, dimensions et rythme) ;
- prise en compte de traces parcellaires antérieures d'intérêt historique pour l'enrichissement du projet ;
- prise en compte de la topographie (sur le domaine privé et le domaine public) ;
- conservation des alignements sur le domaine public ;
- respect et valorisation des volumétries anciennes existantes ;
- respect et valorisation des ordonnancements et composition des façades anciennes (baies généralement axées par travée et alignées par niveau et lucarnes) ;
- maintien des éléments de type industriel permettant la lecture et la compréhension du bâti
- maintien des éléments de la trame bleue

Les choix des matériaux de restauration et leurs mises en œuvre seront définis par les techniques anciennes traditionnelles déjà utilisées.

Tous les travaux projetés doivent garantir l'intégrité et la cohérence de l'ensemble urbain et respecter les caractéristiques architecturales identifiées au document 'Diagnostic' - Typologie du bâti - La maison urbaine.

REGLEMENT ZONE Z2

APPLICATION DU REGLEMENT Z2

Le règlement de la zone Z2 s'applique à l'ensemble des constructions existantes ou à réaliser sauf :

- Les bâtiments repérés "remarquables" sur le plan de zonage
- Les immeubles construits avant 1945

Pour lesquels il conviendra de se référer au règlement de la zone Z1

Z2 - 1. Aspect extérieur

1.1 TOITURE ET COUVERTURE :

1.1.1 Faîtage

Restauration de bâtiments existants

Le sens du faîtage sera conservé.

Toute nouvelle toiture devra respecter les orientations, pentes et matériau de couvrement, existant précédemment.

Constructions neuves

La toiture à créer privilégiera l'orientation générale de l'ensemble urbain et assurera les continuités des faîtages et des lignes d'égout.

Les faîtages des constructions nouvelles seront obligatoirement parallèles à la direction principale de la voie qu'ils bordent.

Pour les bâtiments bordant plusieurs voies, la direction retenue sera celle des faîtages mitoyens.

1.1.2 Pente :

Restauration de bâtiments existants

La pente de la toiture sera conservée à l'identique.

Constructions neuves

Les pentes des toitures (hors coyaux) seront identiques aux pentes des toitures existantes voisines et sera comprise entre 40° et 60°

Pour un même immeuble, ne sera admise qu'une seule valeur de pente, s'il est composé de plusieurs toits.

Des pentes différentes pourront être autorisées, pour des raisons de cohérence architecturale et de transition avec les immeubles mitoyens.

Pour les bâtiments publics et les constructions d'expression contemporaine présentant un volume important pour lesquels une pente classique serait inadaptée, une pente différente pourra être proposée

1.1.3 Nature de la couverture :

Restauration de bâtiments existants

Sur les bâtiments identifiés "remarquables" ou "intéressants" et ceux d'avant 1945, les couvertures seront en lauzes.

Si le dimensionnement de la charpente ne permet pas l'utilisation de la lauze, il conviendra d'utiliser de l'ardoise épaisse.(suivant analyse du bâti)

Constructions neuves

Des matériaux différents pourront être proposés. Ils devront respecter les teintes et aspect des toitures traditionnelles.

1.1.4 Débords de toiture :

Restauration de bâtiments existants

Rives :

Les rives seront réalisées sans débord de chevron et volige et sans habillage de type zinc ou autre matériau.

Constructions neuves

Les débords de toits à l'égout prendront modèle sur les immeubles anciens.

1.1.5 Cheminées, souches et solins :

Restauration de bâtiments existants

Les conduits de cheminée seront soit en pierre, soit enduits au mortier de chaux aérienne.

Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction nus sont proscrits.

Constructions neuves

Les souches neuves doivent être de section rectangulaire et doivent être implantées perpendiculairement à la ligne de faîtage, placées près du faîtage, voire à cheval sur le faîtage sauf dispositions d'origine contraires.

Les tourelles d'extraction de ventilation mécanique contrôlée ou similaire, ne devront en aucun cas sortir «nues » des toitures. Elles doivent dans tous les cas faire l'objet d'une étude détaillée.

Couronnement des souches :

Le couronnement des souches sera traité en reprenant les modèles traditionnels locaux ou faire l'objet d'un traitement particulièrement soigné.

Les couronnements en béton préfabriqué, type aspirateur statique, les couronnements et sorties métalliques ou fibre ciment sont interdits.

Ne sont pas admises les souches en briques non enduites, les conduits en fibro ou en métal.

Solins

Les solins seront réalisés de manière traditionnelle avec des noquets invisibles.

1.1.6 Ouvertures en toiture :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les ouvertures en toiture type 'châssis tabatière', encastrées, sont admises.

Il sera autorisé 1 châssis pour 12m² de couverture, par versant.

Les dimensions autorisées sont : 50cm x 80cm avec un maximum de 80cm x 100cm.

1.1.7 Terrasses :

Restauration de bâtiments existants

Les ouvertures de terrasses dans le bâti existant sont interdites.

Constructions neuves

Pour les bâtiments publics et les constructions d'expression contemporaine, des toitures terrasses pourront être proposées.

Elles seront de préférence végétalisées

1.1.8 Lucarnes

Restauration de bâtiments existants

Les lucarnes existantes doivent être maintenues et restaurées.

La création ou la restitution de lucarnes est possible et devra respecter le caractère des lucarnes existantes.

Constructions neuves

La création de lucarnes est possible et devra respecter le caractère des lucarnes existantes

1.2 FACADES :

Les matériaux traditionnels seront utilisés de préférence. Toutefois, la mise en œuvre de matériaux autres que ceux autorisés par le présent règlement (métal, béton...) est possible, si elle participe à une création contemporaine ayant reçu l'accord de

l'Architecte des Bâtiments de France et du Maire. Des échantillons de matériaux devront être remis pour accord de l'Architecte des Bâtiments de France et du Maire, avec ou préalablement au dépôt de la demande administrative.

Les imitations de matériaux et l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts sont interdits dans tous les secteurs .

Toutes les faces d'un même immeuble recevront un traitement identique.

Les façades en moellons de pierre irréguliers seront enduites selon les techniques de mise en œuvre anciennes.

1.2.1 Matériaux de parement :

Restauration de bâtiments existants

Dans les villages et hameaux composés de bâtiments de type rural, à maçonnerie de moellons, les façades peuvent être enduites ou les pierres peuvent être rejointoyées au mortier de chaux et sable grainé, dans le ton de la pierre et brossé au nu de celle-ci.

Sont interdits : la pierre en placage, les imitations de pierre, les joints creusés, les joints saillants, les joints obliques, tout jointoiement réalisé en ciment.

Les finitions des maçonneries sont définies par les modes de mise en œuvre traditionnels. Le jointoiement sera réalisé à la chaux naturelle : chaux grasse (ou chaux aérienne) ou chaux hydraulique.

Constructions neuves

Les matériaux et finitions traditionnels seront utilisés de préférence (constructions enduites) dans un objectif d'unité et de cohérence avec l'existant.

Toutefois, la mise en œuvre de matériaux autres de type béton apparent, parements métalliques ou minéraux, sera possible si elle participe à une création contemporaine ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

L'utilisation de bois en parement, incompatible avec l'aspect minéral global de la ville, est interdite.

Les imitations de matériaux et l'emploi à nu de matériaux en vue d'être recouverts sont interdits.

1.2.1.1 Modénature et motifs décoratifs :

Restauration de bâtiments existants

Les éléments de modénature de façade seront conservés, restaurés et restitués : Il s'agit des bandeaux, corniches, moulurations, encadrements, pilastres engagés, carreaux vernissés et tout autre élément saillant ou arasé en pierre non destiné à être enduit.

Ils ne seront pas altérés ou masqués par des aménagements plaqués en façade.

Les éléments de modénature seront restitués lorsque cela sera nécessaire afin de retrouver les continuités horizontales et la composition d'ensemble de la façade.

Constructions neuves

L'utilisation de décor plaqué est interdite.

1.2.2 Chéneaux et descentes d'eau pluviales :

Restauration de bâtiments existants

Les gouttières et descentes d'eau seront en zinc ou en cuivre. Sur le domaine public, les dauphins pourront avoir une hauteur de 2 mètres, et seront peints dans le ton de la façade.

Les dauphins en fonte seront conservés et restaurés.

Les gouttières et descentes d'eau pluviales seront apparentes en façade, sans altération des éléments de modénature, placées en limite de façade.

Les descentes et gouttières pendantes seront conservées naturelles.

Le projet devra transcrire les tracés des réseaux d'eaux pluviales, qui seront placés verticalement.

Sont interdites: les gouttières et descentes d'eau pluviales en PVC.

Constructions neuves

Les gouttières et descentes d'eau pluviales seront apparentes en façade, la teinte blanche ou crème est interdite.

1.2.3 Isolation thermique par l'extérieur :

Restauration de bâtiments existants

Dans le cas de mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieur (ITE), la réalisation devra respecter les prescriptions des articles 1.2 et 1.2.1 du règlement de la zone Z1.

Constructions neuves

L'isolation thermique par l'extérieur ne devra pas être interrompue, et devra descendre jusqu'au niveau du sol naturel. Elle devra être réalisée sur l'ensemble des façades.

1.3 BAIES :

Restauration de bâtiments existants

La création de baies nouvelles sur un édifice ancien devra respecter les rythmes, les axes et les alignements préexistants.

Les alignements de baies ou de tout élément de modénature avec les immeubles mitoyens seront privilégiés.

Constructions neuves

Les baies des constructions nouvelles devront s'inspirer des baies anciennes (proportions). Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

1.3.1 Proportions, formes et tailles :

Restauration de bâtiments existants

Les créations de baies nouvelles devront être en cohérence avec les percements existants, l'équilibre du dessin de la façade concernée, et la période de production de l'édifice.

Constructions neuves

Les baies d'une construction neuve doivent respecter les formes, dimensions et la répartition des baies existant sur bâtiments voisins dans un souci d'harmonie. Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

1.3.2 Encadrements :

Restauration de bâtiments existants

Les baies nouvelles des constructions anciennes comporteront des encadrements similaires aux autres percements de la façade, pour rester en harmonie.

1.3.3 Appuis de fenêtre :

Restauration de bâtiments existants

Les appuis des baies anciennes seront conservés conformes à l'existant. Toute utilisation de carrelage, faïence, béton est interdite. Les appuis en pierre seront préservés.

Constructions neuves

Les appuis de fenêtres saillants sont admis pour les constructions nouvelles, uniquement s'ils sont de faible épaisseur.

1.3.4 Tableaux de baies :

Restauration de bâtiments existants

Les tableaux des fenêtres, portes et portes-fenêtres seront restaurés et conserver en pierre, enduits ou badigeons. Sont interdits tous les parements en placage ou peinture. Seuls sont admis en tableau les scellements des grilles d'appuis et des menuiseries.

Constructions neuves

Les tableaux ne doivent pas restés apparents, ils doivent être traités de la même manière que la façade (enduit, pierres appareillées ou autres matériaux retenus en parement).

1.3.5 Seuils de porte :

Restauration de bâtiments existants

Les seuils des portes d'entrée, de service et de garages seront habillés de pierre, de même nature (dureté, teinte et texture) que la pierre des maçonneries de l'immeuble.

Les revêtements en carrelage, béton 'mosaïque' des seuils et emmarchements adjoints aux seuils, sont interdits.

Constructions neuves

Les seuils et emmarchements doivent être réalisés en pierre calcaire (schiste et granite sont interdits).

Ils peuvent, pour des bâtiments d'architecture contemporaine, être réalisés en béton si celui-ci, par sa texture, sa couleur et sa finition soignée, se rapproche du matériau calcaire.

1.4 MENUISERIES :

Restauration de bâtiments existants

Les menuiseries anciennes des immeubles existants seront protégées et restaurées : elles seront en bois peint.

Pour les édifices restaurés, les menuiseries en bois apparent ne sont pas admises, sauf porte d'entrée ancienne réalisée en noyer, chêne blanc ou fruitiers.

Seront maintenues les menuiseries en cohérence avec l'édifice (cohérence historique, intérêt architectural et/ou intérêt technique).

Les formes, dimensions des menuiseries nouvelles respecteront les dimensions originelles des baies; elles s'inscriront dans leurs dimensions sans altération profonde des tableaux, encadrements et façades.

Constructions neuves

Les proportions, dessins et modénatures des menuiseries nouvelles seront identiques aux modèles de menuiseries anciennes en place.

Des menuiseries avec d'autres matériaux peuvent être acceptées sur les immeubles qui ne présentent pas d'intérêt architectural particulier.

Les sections, profils, aspect des menuiseries ne répondant pas aux références locales sont interdites.

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

La teinte blanche est interdite.

1.4.1 Volets, contrevents :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les volets intérieurs sont à privilégier.

Les contrevents (volets extérieurs) anciens en bois doivent être maintenus et restaurés. Toutes les fermetures (volets, contrevents) seront en bois peints. Les contrevents seront rabattables en façades.

Les contrevents rabattables en façade seront composés de lames parallèles verticales de largeurs irrégulières (largeur minimale 15 cm) sur cadres ou sur pentures, assemblées à joints vifs, sans mouchette ni grain d'orge.

Les volets roulants de couleur blanche ne sont pas admis.

Les contrevents seront peints, toujours dans un ton en harmonie avec celui des fenêtres qu'ils obstruent.

Les contrevents traditionnels anciens existants seront pris pour modèle:

- volets à lames croisées-cloutées;
- volets à lames verticales sur cadres ou cadre rapporté tourné à l'intérieur;
- volets à lames verticales sur pentures.

1.4.2 Fenêtres :

Restauration de bâtiments existants

Les fenêtres devront suivre la forme de la baie. Elles seront cintrées si les baies sont cintrées.

Les fenêtres seront formées de préférence de deux vantaux, en bois peint.

La subdivision des vantaux en carreaux prendra modèle sur les fenêtres anciennes existantes. On évitera les vitrages à petits carreaux.

Constructions neuves

Si l'immeuble présente une architecture contemporaine et des baies de dimension importante, ces dernières pourront être réalisées en métal et d'aspect grand jour.

1.4.3 Portes :

Restauration de bâtiments existants

Les portes anciennes seront conservées et restaurées (vantaux et impostes) :

Les portes nouvelles (portes manquantes à réaliser ou création contemporaine) seront réalisées selon les modèles anciens (antérieurs au 20^{ème} siècle) toujours en place. Elles seront peintes. La couleur de la porte devra être plus sombre que celle des fenêtres et contrevents :

Teinte suggérée : Voir annexe

Les portes en noyer, chêne blanc ou bois fruitier ne seront pas peintes, mais huilées.

Constructions neuves

Les portes devront être en harmonie avec l'architecture du bâtiment.

1.4.4 Portails et portes de service en Rez-de-chaussée :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les réalisations contemporaines devront prendre modèle sur les ouvrages antérieurs au 20^{ème} siècle : les portails seront composés de lames de bois, de largeurs irrégulières (largeur minimale 15cm), assemblées à joints vifs. Les lames seront clouées sur cadres ou sur pentures.

Les portails seront composés de 2 vantaux si la largeur de la baie est supérieure à 1,3 mètre.

Les portails devront avoir la même teinte que les portes d'entrée.

Ne sont pas admis :

- les portails disposés au nu de la façade;
- les portails sur rails disposés en façade ;
- les fermetures en volets roulants*.

Les portails existants, anciens, en bois, en harmonie avec les façades, seront conservés et restaurés dans la mesure du possible.

Les portes de garage seront en bois sauf si leur dimension et la localisation isolée de l'immeuble permet l'utilisation de métal.

La création de vitrines sur construction neuve peut faire appel à d'autres matériaux.

1.4.5 Coffres de volets roulants :

Restauration de bâtiments existants

Les coffres de volets roulants ne pouvant être intégrés dans la maçonnerie, seront dissimulés par des lambrequins ouvragés en bois peint ou en métal.

Constructions neuves

Les volets roulants seront intégrés à la maçonnerie, et ne pourront être de couleur blanche.

1.4.6 Vitrages :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les vitrages seront transparents. Les colorations, ainsi que les vitrages 'miroirs' réfléchissants ne sont pas admis.

Les formes et dimensions des vitrages sont définies par les châssis des fenêtres: formes carrées ou rectangulaires disposées verticalement.

1.5 SERRURERIES ET FERRONNERIES

Les serrureries et ferronneries d'origine, anciennes, (antérieures au 20^{ème} siècle) seront conservées et restaurées.

Toute création contemporaine sera de forme sobre et simple, réalisée en fer plein, de section carrée ronde ou en fer plat.

Les ferronneries seront peintes et d'aspect satiné. Les teintes proposées sont en annexe.

Les motifs décoratifs respecteront les époques de construction de l'immeuble et seront en accord avec le style de l'édifice.

1.5.1 Grilles d'appuis en tableau :

Restauration de bâtiments existants

Les grilles d'appuis anciennes seront conservées et restaurées.

Constructions neuves

Les grilles seront peintes de même couleur que toutes les autres ferronneries de l'édifice et d'aspect satiné.

1.5.2 Garde-corps :

Restauration de bâtiments existants

Les garde-corps en ferronnerie des balcons existants seront restaurés et pourront être complétés d'une lisse simple pour être d'une hauteur totale de 1,00 mètre après fixation.

Les ferronneries des balcons seront peintes en harmonie avec les menuiseries.

La teinte "noir ferronnerie" est interdite.

Les garde-corps galbés sont proscris, ainsi que toutes formes se développant hors du plan vertical.

Constructions neuves

Les garde-corps des balcons à créer seront d'une hauteur totale de 1,00 mètre après fixation. Ils seront réalisés en ferronnerie ou autres matériaux dans le cadre d'une architecture contemporaine de qualité.

1.5.3 Lisses, mains courantes en rez-de-chaussée :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les seuils d'entrée surélevés par rapport au domaine public pourront être accompagnés d'une main courante en ferronnerie.

1.5.4 Grilles de défense :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les grilles de défense seront composées de fer plein de section ronde ou carrée.

Les scellements des fers seront réalisés en tableau.

Les éléments en aluminium, fers creux, bois ne sont pas admis.

1.5.5 Portails et rideaux métalliques :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les portillons métalliques destinés à fermer un passage ouvert entre deux immeubles, murs ou murets sont admis.

Leurs dimensions, formes et styles sont soumis aux caractéristiques de l'immeuble correspondant.

Tous les éléments de composition seront dans un plan vertical.

Les portails seront composés d'une partie basse pleine métallique de même hauteur que les murets adjacents, ou d'une hauteur de 80 cm maximum s'il est bordé d'immeuble et/ou de murs hauts de clôture. Dans ce dernier cas, la partie pleine métallique sera surmontée de barreaudage métallique vertical, de section ronde ou carrée et terminée en pointe.

1.6 ELEMENTS D'ARCHITECTURE ET EQUIPEMENTS EN FACADE :

Tous les éléments anciens d'architecture ou d'équipement de l'immeuble ayant un intérêt architectural, historique et/ou technique seront maintenus et restaurés. L'abandon de leurs usages ne pourra justifier leur altération ou disparition.

1.6.1 Balcons :

Restauration de bâtiments existants

Les balcons anciens d'origine seront conservés. Aucune altération de leurs dimensions, formes et modification de leur emplacement en façade n'est admise.

Constructions neuves

Les balcons des constructions nouvelles seront axés sur les baies correspondantes.

Les balcons des constructions nouvelles seront prioritairement disposés sur le premier niveau, puis sur les niveaux suivants: leur implantation hiérarchisée prendra modèle sur les immeubles du 19^{ème} siècle.

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

1.6.2 Auvents :

Restauration de bâtiments existants

- Les auvents et marquises :

Les auvents et marquises anciens seront maintenus et restaurés

Les marquises, en débord sur le domaine public seront déposées.

Constructions neuves

Les auvents à créer s'inspireront des anciens modèles, dans leur matériau, forme et disposition.

Les marquises à créer ne devront pas être en débord sur le domaine public et devront être disposées au-dessus des encadrements, sans les altérer.

Le matériau de couverture de la marquise sera le verre. Tout autre matériau est pros crit.

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

1.6.3 Perrons, escaliers :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les perrons et escaliers devront permettre le bon fonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux de surface. Les écoulements des eaux de pluie ne pourront être entravés par les emmarchements.

Les emmarchements, escaliers seront habillés de pierre, de même nature (dureté, teinte et texture) que la pierre des maçonneries de l'immeuble.

Les revêtements en carrelage ou traitements en ciment ne sont pas admis.

1.6.4 Boîtes aux lettres :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les boîtes aux lettres devront être encastrées dans les murs de clôture et dans la maçonnerie sans altération des éléments de modénature (encadrements des baies, chaînes d'angle, sculpture...).

Les groupements de boîtes aux lettres seront favorisés.

Elles ne seront pas installées en saillie sur le domaine public.

1.6.5 Tableaux, compteurs (électriques,...):

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les armoires des compteurs seront intégrées dans les murs de clôture et les maçonneries sans saillie et sans altération des éléments de modénature (encadrements des baies, chaînes d'angle, sculpture, soubassement...).

Les volets des compteurs seront peints de la couleur de la façade s'ils sont de petites dimensions (inférieurs à 20x20 cm), ou, dans l'hypothèse de la création d'un volet bois ou métal, peints de la couleur des menuiseries.

1.6.6 Appareils de climatisation, Pompe à chaleur:

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les appareils de climatisation et pompe à chaleur devront être rendus parfaitement invisibles, de loin comme de près. Ils seront dissimulés derrière des dispositifs de masquages, en harmonie avec les menuiseries depuis les espaces publics.

Ils seront toujours en retrait de 20 cm minimum.

1.6.7. Panneaux photovoltaïques et panneaux pour chauffage thermique

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les panneaux photovoltaïques et les panneaux de chauffe-eau thermique ne sont autorisés que sous les conditions suivantes :

- ne pas être posés en toiture ou façades ;
- ne pas être visibles du domaine public, ni des clochers de la cathédrale accessibles au public.

1.6.8. Antennes en râteau et paraboliques :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les antennes de télévision et les paraboles ne devront pas être visibles depuis la rue.

Dans le cas d'une fixation sur couverture, celles-ci seront placées sur le versant le moins visible. Les paraboles et antennes ne devront pas être implantées sur le faîtage.

Pour les paraboles fixées en toiture, elles seront de la même teinte que la couverture

1.6.9. Support d'éclairage public :

Les supports d'éclairage public disposés en façade des édifices respecteront leurs compositions architecturales et leurs matériaux. Les altérations des modénatures ne sont pas admises.

1.7 Commerces, devantures :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les vitrines commerciales seront disposées toujours en retrait par rapport au nu de la façade (minimum 20 cm). Elles devront respecter le rythme des ouvertures des étages et les limites séparatives. Lorsqu'un même local commercial s'étend au rez-de-chaussée de plusieurs édifices, la composition en façade fait apparaître les séparations et l'ordonnancement des différentes façades.

Les vitrines extérieures, accrochées au mur, et les débords de vitrine sont proscrits.

Les seuils des boutiques sont réalisés en pierre massive, comme pour les portes d'entrées. Les seuils en carrelage visibles depuis l'espace public ne sont pas admis.

Toute modification de vitrine devra faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Z2 - 2. Limite de parcelle

2.1 Clôtures :

Restauration de bâtiments existants

Tout mur ancien sera préservé, restitué et restauré selon les techniques de mise en œuvre traditionnelles locales.

Les murs seront composés de moellons (pierre d'origine locale), montés à sec (murs en pierres sèches) ou hourdés au mortier de chaux.

Pour une restitution de murs anciens, la hauteur originelle sera restituée ou réglée selon celles des murs anciens existants.

Constructions neuves

Les murs de clôtures seront implantés à l'alignement du domaine public. Ils seront de hauteur constante, sans décrochés, crénelages ou percements. Aucun débord n'est permis.

Les murs de clôture maçonnés seront enduits sur toute leur hauteur.

Leurs couronnements prendront modèle sur les murs existants.

Les matériaux disposés en couronnement tels: tuiles (débordantes ou disposées en ligne), dalles béton, pierres plates sont proscrits.

Toute peinture, coloration, autre que teinte 'pierre naturelle' sera interdite.

Les passages à travers les murs bahuts seront traités en maçonnerie, de la même manière que le mur. Aucun poteau ou élément ponctuel de renfort en béton apparent ne sera accepté.

Au droit des percements, les parties latérales maçonnées seront traitées sous forme de piles pour permettre le scellement des portails.

Elles seront de même épaisseur que le mur bahut de clôture et construite dans leur continuité.

Toute édification; consolidation de mur de clôture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

L'alignement des murs de clôture a pour objectif de maintenir la continuité du bâti sur la rue et d'assurer l'homogénéité de la façade de l'ensemble urbain.

L'ajustement des murs de clôture sera fonction de la topographie de la voie ou de l'espace public et de l'espace intérieur privé.

Z2 - 3. Espaces libres, plantations

3.1 Piscines :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

Les piscines sont autorisées sous réserve :

- de la mise en œuvre d'un revêtement intérieur des bassins de teinte grise, vert pâle, sable ou beige foncé.
- de limiter les parties minérales à la margelle, en utilisant des matériaux d'origines locales, en évitant les matériaux trop clairs. Le bois est admis.
- d'intégrer toutes les dispositions techniques dans l'environnement, soit dans un local existant, soit dans les soutènements des terrasses, soit en les enterrant.
- de ne pas disposer d'éléments brillant.

3.2. Plantations ornementales :

Restauration de bâtiments existants et Constructions neuves

La végétation sera celle qui se développe naturellement sur la zone et qui pourra être utilisée localement à des fins ornementales.

3.4. ESPACES PUBLICS :

Les espaces publics doivent faire l'objet d'une réflexion globale à l'échelle de la zone.

Les principes de nivellement, d'implantation des réseaux d'écoulement des eaux, revêtements de sols, mobiliers, choix de plantations doivent être coordonnés.

Ils doivent prendre en considération les contraintes et risques liés à l'eau, à la sécurité (PPRI), à la trame verte et bleue et tenir compte des caractéristiques architecturales et urbaines.

Chaque projet portant sur les espaces publics devra prendre en compte les compositions de façades.

Les parasols devront être de teinte écru.

Les éléments de planchers (en bois, en béton....) rapportés sur le sol de l'espace public sont déconseillés.

3.4.1 Containers (poubelles) :

Un emplacement ou local spécifique sera prévu pour tous les containers en accord avec les aménagements des espaces publics. Leur accès, remplacement, nettoyage sera facilité.

3.4.2 Plantations et entretien :

Les plantations et alignements d'arbres existants devront faire l'objet de soins adaptés et d'entretien régulier.

En cas de nécessité d'élagage, les arbres feront l'objet d'un élagage dit raisonné. Les arbres isolés seront de haute tige. Le choix des essences sera déterminé par les essences adaptées aux conditions écologiques locales.

On privilégiera la conservation des perspectives sur les ensembles bâtis et on évitera les plantations d'alignement formant des masques. On pourra choisir, entre autres genres :

- pour les arbres isolés: platanes, tilleuls, chênes, érables...
- pour les alignements: platanes, érables, peupliers en bord du Lot
- pour les haies, plantations d'arbustes de type cornouillers, viornes, noisetiers, laurier noble..., les haies mono spécifiques d'arbres persistants de type thuya ou laurier cerise sont à proscrire.

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SECTEUR Z3

REGLEMENT ZONE Z3

Aménagement des espaces publics

- L'aménagement des espaces publics (stationnements, aire de jeux, arrêt de bus...) devra s'intégrer au paysage géologique décrit dans le diagnostic, respecter les principes de la trame verte et bleue et ne pas contribuer à l'artificialisation des sols et du paysage.

Les stationnements devront être accompagnés d'arbres de haute tige.

Constructions existantes

La restauration des constructions existantes est autorisée et devra respecter la réglementation de la zone Z1.

Constructions neuves

Peuvent être autorisées les constructions nécessaires au fonctionnement des services publics et les constructions strictement nécessaires aux exploitations agricoles, pastorales et forestières ou à l'entretien de ces secteurs. Dans ce cas, il sera fait application du règlement de la zone Z1 pour les constructions neuves.

Z3 - 1. Limite de parcelle

1.1 Clôtures : Maintenir la trame parcellaire agricole et les éléments constituant ce paysage (haies, arbres d'alignements, murets,...)

Tout mur ancien sera préservé, restitué et restauré selon les techniques de mise en œuvre traditionnelles locales.

Les murs seront composés de moellons (pierre d'origine locale), montés à sec (murs en pierres sèches).

Leurs couronnements prendront modèle sur les murs existants.

Les matériaux disposés en couronnement tels: tuiles (débordantes ou disposées en ligne), dalles béton, pierres plates sont proscrits.

Les passages à travers les murs bahuts seront traités en maçonnerie, de la même manière que le mur. Aucun poteau ou élément ponctuel de renfort en béton apparent ne sera accepté.

Au droit des percements, les parties latérales maçonnées seront traitées sous forme de piles pour permettre le scellement des portails.

Elles seront de même épaisseur que le mur bahut de clôture et construite dans leur continuité.

Toute édification; consolidation de mur de clôture doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

L'ajustement des murs de clôture sera fonction de la topographie de la voie ou de l'espace public et de l'espace intérieur privé.

Pour une restitution de murs anciens, la hauteur originelle sera restituée ou réglée selon celles des murs anciens existants.

1.2 Terrasses

Les terrasses doivent être maintenues. Il est interdit de supprimer les murs de soutènements ou de les remplacer par des talus ou des enrochements.

Z3 - 2. Espaces naturels, plantations

2.1 Plateaux calcaire

Les plateaux calcaires ne doivent pas recevoir de plantations forestières. Ils doivent être maintenus pour les cultures fourragères ou céréalières.

Les plantations de frênes ou d'espèces endémiques en limite de parcelles sont autorisées.

2.2 Coteaux

Les coteaux doivent être maintenus en exploitation forestière ou en boisements endémiques.

Les coupes à blanc ou défrichements ne sont pas autorisés

Z3 - 3. Trame verte et bleue

Les berges et ripisylves existantes doivent être préservés et entretenus.

Les continuités écologiques, lieux de vie et de passages terrestres et aquatiques nécessaires à la survie des espèces végétales et animales seront maintenues et confortées.

III - DISPOSITIONS ECOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Règles relatives a l'intégration architecturale et a l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, installations ou travaux visant tant a l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie qu'a la prise en compte d'objectifs environnementaux.

III.1. Les capteurs solaires photovoltaïques, panneaux, et ardoises solaires

a- Zone Z1 et Z2 :

Les installations en ajout sur les bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant, son interdites en façades et toitures, au sol, dans les espaces libres visibles de l'espace public et depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public.

Les ardoises solaires sont interdites sur les bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant.

Adaptation mineure :

Dans le cas d'immeubles identifiés et protégés au titre de l'AVAP, il pourra être envisagé la construction d'une annexe, dans les conditions fixées dans le présent règlement destinée à recevoir des capteurs solaires à condition qu'elle ne nuise pas à la qualité architecturale du bâti.

b. Bâti existant non protégé :

L'installation de panneaux ou de tuiles photovoltaïques est admise, sur les couvertures non visibles de l'espace public et depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture et de former l'ensemble du pan de couverture de manière homogène.

c. Bâti neuf :

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'architecte des bâtiments de France et de la commune.

c. Dans tous les cas :

Moyens et modes de faire :

- On privilégiera la pose sur un appentis, une annexe ou au sol.

Lorsque les capteurs sont implantés au sol, ils ne doivent pas être disposés entre la façade et l'alignement pour les bâtiments implantés en recul d'alignement.

Dans le cas d'une implantation au sol, les dispositifs devront être positionnés en cohérence avec le bâtiment, ses ouvertures, ses volumes...

Lorsque c'est possible, on cherchera à les adosser à un autre élément.

Lorsque le dispositif est implanté sur une toiture en pente, le projet sera défini :

- en conservant la pente de toiture existante même si cette pente n'est pas optimale pour les capteurs solaires,
- la composition des panneaux photovoltaïques doit s'adapter à la forme et aux dimensions de la couverture : la structure doit s'étendre du faîtage à l'égout et à la rive de toit,
- On cherchera à minimiser l'impact visuel du dispositif en toiture en remplaçant les ardoises par un panneau solaire lorsque c'est possible.

Le nu extérieur du panneau ne doit pas dépasser le nu de l'ardoise (pas de saillie des cadres),

- les profils doivent être de couleur foncée.

Lorsque le dispositif est implanté en toiture terrasse :

Lorsque la couverture est une terrasse, l'installation de panneaux est admise, à condition que leur point le plus haut ne dépasse pas de plus de 0,50 m le niveau de l'acrotère périphérique à la terrasse.

Le projet sera défini en recherchant :

- la mise en place des capteurs en composant une « 5^{ème} façade » : alignement, proportion...,
- l'équilibre visuel en positionnant chaque rangée de capteurs à équidistance,
- une mise en œuvre en continuité de la composition de la façade, derrière un acrotère, ou en prolongement...

Le cas échéant, un habillage métallique ou en bois des façades arrières et latérales des capteurs rendra l'ensemble plus esthétique.

De plus, dans tous les cas, on doit :

- éviter l'effet de surbrillance et de reflet,
- choisir des coloris pour les éléments techniques en harmonie avec la couleur de la toiture

III.2. Les capteurs solaires thermiques

a. Zone Z1 et Z2 :

Les installations en ajout sur les bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant, sont interdites, en façades et toitures, au sol dans les espaces libres visibles de l'espace public et depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public..

b. Bâti existant non protégé :

L'installation de panneaux est admise, sur les toitures non visibles de l'espace public et depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture.

c. Bâti neuf

Des règles différentes pourront être acceptées en présence d'une architecture contemporaine de qualité ayant reçu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France et de la commune.

d. Dans tous les cas :

Moyens et modes de faire :

- On privilégiera la pose sur un appentis, une annexe ou au sol.

Lorsque les capteurs sont implantés au sol, ils ne doivent pas être disposés entre la façade et l'alignement pour les bâtiments implantés en recul d'alignement.

- Lorsque le dispositif est implanté sur une toiture en pente, le projet sera défini :

- en conservant la pente de toiture existante ;
- les éléments doivent être de couleur foncée.

De plus, on doit :

- éviter l'effet de surbrillance et de reflet,
- choisir des coloris pour les éléments techniques en harmonie avec la couleur de la toiture
- Lorsque la couverture est une terrasse, l'installation de panneaux est admise, à condition que leur point le plus haut ne dépasse pas de plus de 0,50 m le niveau de l'acrotère périphérique à la terrasse.

III.3. Les façades solaires

Double peau avec espace tampon, en matériaux verriers avec ou sans capteurs intégrés

a. Zone Z1 et Z2:

La pose de capteurs solaires en façade sur les bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant est interdite.

Adaptation mineure :

Pour les façades arrière (non visibles de l'espace public et depuis les clochers de la cathédrale accessibles au public.) des immeubles qui ne présenteraient pas d'intérêt architectural majeur, les façades solaires pourront être autorisées sous réserve de la qualité architecturale du projet et d'une insertion satisfaisante dans le site.

b. Bâti existant non protégé construit après 1945 :

La pose de capteurs solaires est autorisée, sauf sur les toits en lauzes et sous réserve de leur intégration dans un projet architectural d'ensemble.

Sur l'existant, on doit privilégier une implantation en toiture, lorsque c'est possible, plutôt qu'en façade.

La fermeture de loggias ou la création de vérandas en bow-window sur les façades des édifices non protégés peut être admise si elles contribuent à une création architecturale valorisant ces édifices et à condition d'un traitement cohérent et concomitant des travées, loggias ou balcons sur l'ensemble de la façade concernée.

c. Bâti neuf :

Les façades solaires sont autorisées sur les constructions neuves et les extensions de constructions.

La façade doit alors s'inscrire dans un projet architectural ;

Elle doit être implantée à l'alignement ou au recul imposé par rapport à l'alignement.

Lorsque le bâti neuf s'inscrit dans une séquence bâtie homogène, la création d'une façade solaire créant une rupture dans l'unité urbaine ne sera pas autorisée.

d. Dans tous les cas :

Moyens et modes de faire :

Il sera recherché :

- une cohérence de composition de façade avec les éléments : fenêtre, garde-corps, auvent...
- une couverture de la totalité de la façade,
- la réalisation d'un calepinage régulier qui compose la façade.

L'installation solaire peut se confondre avec des ouvertures existantes ou avec celles à créer dans une composition et un dessin rigoureux.

Dans le cas de bâti neuf, les capteurs solaires doivent être intégrés au projet architectural:

- L'installation des panneaux solaires sera prise en compte dès la conception du projet.
- Les panneaux seront considérés comme des éléments d'architecture à part entière.

III.4. Les éoliennes

L'installation d'éoliennes domestiques est interdite dans les secteurs de l'AVAP.

III.5. Constructions, installations et travaux favorisant les économies d'énergie

III.5.1. DOUBLAGE EXTERIEUR DES FACADES ET TOITURES

RAPPELS :

Performances thermiques du bâti ancien :

L'amélioration la plus importante des performances thermiques d'un bâti ancien s'obtient par le renforcement de l'isolation de la toiture.

a. Zone Z1 et Z2:

Le doublage extérieur (ITE : isolation thermique par l'extérieur) des façades des bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant est interdit.

b. Bâti existant non protégé :

Le doublage des façades peut être admis si l'aspect fini et la couleur du parement s'intègrent en termes de continuité avec l'aspect des autres façades de l'immeuble et des immeubles mitoyens.

Le doublage de façade doit se présenter comme la réalisation d'un projet architectural d'ensemble.

L'aspect du parement extérieur des façades doit être :

- soit enduit
- soit constitué de bardage en panneaux de zinc, de résine de minéraux.

L'usage du bardage en bois est interdit.

Le choix du parement pourra être imposé en fonction de l'environnement naturel ou bâti.

Un débord de toit à l'égout de 15 cm au minimum devra être préservé.

Le doublage de façade ne doit pas avancer sur l'espace public de plus de 15 cm, sous réserve de maintien de l'accessibilité.

Les toitures végétalisées ne sont autorisées en toitures terrasses que sous réserve d'une architecture contemporaine de qualité et de préférence sur des bâtiments annexes au bâtiment principal.

c. Bâti neuf :

La façade doit s'inscrire dans un projet architectural ; elle doit être implantée à l'alignement ou au recul imposé par rapport à l'alignement.

Le doublage des façades est admis si l'aspect fini et la couleur du parement s'intègrent en termes de continuité avec l'aspect des autres façades de l'immeuble et des immeubles mitoyens.

L'aspect du parement extérieur des façades doit être :

- soit enduit,
- soit constitué de bardage en bois à lames verticales, sur 1/3 au maximum de la surface de la façade.

Le choix du parement pourra être imposé en fonction de l'environnement naturel ou bâti.

Les toitures végétalisées sont autorisées en toitures terrasses.

III.5.2 – MENUISERIES ETANCHES : MENUISERIES DE FENETRES ET VOLETS

RAPPELS :

- Il est possible de réaliser des volets intérieurs, performants en termes d'isolation thermique, ainsi que des fenêtres intérieures.
- Pour une meilleure isolation phonique, on privilégiera des verres d'épaisseur différente.

a. Zone Z1 et Z2:

Les menuiseries anciennes doivent être maintenues lorsqu'il s'agit de menuiseries traditionnelles dont l'état permet la restauration.

Sinon, les menuiseries des bâtiments notés : édifices religieux, monument historique, habitat remarquable et habitat intéressant doivent être remplacées par des menuiseries (forme et matériaux) cohérentes avec la typologie et la date de construction des bâtiments.

Le renouvellement des menuiseries doit se faire sur l'ensemble de la façade ou la partie de façade dont l'aspect présente une cohérence architecturale (façades ordonnancées).

b. Bâti existant non protégé :

Le choix des menuiseries (forme et matériaux) doit être cohérent avec la typologie et la date de construction des bâtiments.

Le renouvellement des menuiseries doit se faire sur l'ensemble de la façade ou la partie de façade dont l'aspect présente une cohérence architecturale (façades ordonnancées).

c. Bâti neuf :

La façade et ses menuiseries doivent s'inscrire dans un projet architectural d'ensemble.

III.5.3 — LES POMPES A CHALEUR

Les ouvrages techniques des pompes à chaleur ainsi que les installations similaires doivent être implantés de manière à ne pas être visibles de l'espace public ; sauf impossibilité technique, ils doivent être, inscrits dans le bâti ou intégrés dans une annexe.

Lorsque les ouvrages techniques ne sont pas inscrits dans un bâti, ils doivent être peints dans la même tonalité que la façade.

III.6. Règles relatives à la prise en compte d'objectifs environnementaux

III.6.1.DENSITE DE CONSRUCTIONS

La densité des constructions dans l'AVAP est limitée par l'obligation de maintien du couvert végétal.

Le maintien du couvert végétal répond à des objectifs de :

- préservation des corridors biologiques,
- maintien des habitats

La limitation de la minéralisation des surfaces répond également à un objectif de gestion équilibrée des eaux pluviales pour favoriser leur infiltration à la parcelle.

III.6.2. PRINCIPES D'ARCHITECTURE BIO-CLIMATIQUE

Les constructions neuves devront mettre en œuvre les principes de l'architecture bioclimatique, dans la mesure où ils ne sont pas contradictoires avec les autres prescriptions du règlement de l'AVAP, afin de favoriser les économies d'énergie et le confort des habitations.

Implantation des constructions

Dans cet esprit, on privilégiera une orientation des constructions favorisant des ouvertures généreuses au Sud pour les pièces de vie.

Les logements traversant (2 orientations principales) favorisent la circulation de l'air.

Ouvertures

La présence d'ouvertures en hauteur (fenêtre à l'étage ou cheminée...) permet d'améliorer la ventilation naturelle des pièces de l'habitation.

Autres éléments architecturaux

Les débords de toiture, balcons..., source d'ombre, permettent de diminuer la température sur les façades de la construction.

III.7. Préservation de la faune et de la flore

Le maintien du couvert végétal est un facteur de préservation de la flore et de la faune (préservation des habitats et maintien des corridors écologiques).

La préservation de la faune est également liée à la préservation de dispositions architecturales traditionnelles comme les débords de toit, supports de la nidification d'oiseaux.

Dans le cas de constructions avec toitures en pente, les débords de toiture sont imposés.

ANNEXE

Teintes proposées

Les teintes sont indiquées selon la norme RAL, comme base de référence.

Toutefois, il convient d'apprécier l'ensemble du bâtiment et son rapport avec les bâtiments proches.

Il est conseillé de procéder à des essais, in situ.

Des nuances proches sont admises.

Porte :

<u>Vert :</u>	Vert ajonc :	RAL 6013	Vert olive:	RAL 6003
	Gris vert	RAL 7009	Gris ciment	RAL 7033
<u>Brun :</u>	Vert brun :	RAL 6008	Olive forêt noire :	RAL 6015
	Brun rouge :	RAL 8012	Gris terre d'ombre	RAL 7022
<u>Rouge :</u>	Rouge oxyde :	RAL 3009	Rouge pourpre :	RAL 3004
<u>Gris :</u>	Gris ardoise :	RAL 7015	Gris souris	RAL 7005

Menuiseries

<u>Vert :</u>	Vert olive	RAL 6003	Verts ajoncs	RAL 6013
	Gris vert	RAL 7009	Gris ciment	RAL 7033
<u>Gris :</u>	Gris fenêtre	RAL 7040	Gris beige	RAL 1019
	Gris souris	RAL 7005	Gris bleu	RAL 7031
	Gris silex	RAL 7032	Gris poussière	RAL 7037
<u>Beige :</u>	Beige	RAL 1001		
<u>Rouge :</u>	Rouge pourpre	RAL 3004	Rouge noir	RAL3007 (brun van Dyck)
	Rouge oxyde	RAL 3009	Rouge vin	RAL 3005
<u>Blanc cassé et gris perle :</u>				
	Blanc perle	RAL 1013	Gris lumière	RAL 7035
	Gris soie	RAL 7044	Gris agate	RAL 7038
	Blanc crème	RAL 9001	Telegris 4	RAL 7047
Ferronnerie :				
<u>Gris :</u>	Gris anthracite :	RAL 7016	Gris noir :	RAL 7021
	Gris terre d'ombre :	RAL 7022	Gris granit :	RAL 7026
<u>Brun noir :</u>	Brun noir :	RAL 8022	Olive brun :	RAL 6022
<u>Bleu :</u>	Bleu noir :	RAL 5004		

Le blanc pur est strictement interdit.

Lexique

- Affichage sauvage : La pose d'une publicité ne peut se faire que sur un emplacement autorisé par le propriétaire avec un contrat établi pour une durée maximale de 6 ans, par écrit.

- Ancre de tirant : Extrémité d'un tirant métallique, plaquée sur une façade

- Anse de panier : Arc surbaissé dessinant un demi-ovale

- Appareil : Caractérise l'aspect des pierres qui composent un mur

Irrégulier : les pierres ne sont pas taillées, ont des formes et tailles variables, et sont disposées sans qu'il soit possible distinguer une assise horizontale.

Régulier : les pierres sont taillées et posées selon une assise horizontale.

- Architecte des Bâtiments de France (ABF) : Recruté par un concours, fait partie du corps des Architectes et Urbanistes de l'Etat. Compétence départementale.

Missions :

Diriger les travaux d'entretien sur les édifices classés Monument Historique appartenant à l'Etat, ou dont le propriétaire reçoit une subvention de l'Etat.

Contrôler les travaux sur les édifices inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Etre conservateur des Monuments Historiques appartenant à l'Etat.

Veiller à l'application de la législation et la réglementation sur l'architecture, l'urbanisme, les espaces protégés, les monuments historiques et leurs abords

Assure la promotion d'une architecture de qualité, la mise en œuvre de l'aide architecturale, la sensibilisation des autorités locales.

Dans les AVAP, dispose d'un pouvoir d'avis conforme

- Architrave : Linteau ou plate-bande portant des supports verticaux.

- Badigeon : Enduit à base de lait de chaux

- Calade : Revêtement de sol, à base de galets de rivière, technique traditionnelle

- Chéneau : Canalisation à la base d'un toit, destinée à recueillir les eaux et à les conduire vers le tuyau de descente

- Coupe à blanc : Dans le domaine de l'exploitation forestière, la coupe à blanc consiste en l'abattage de tous les arbres sans distinction, soit pour utiliser le sol à un autre usage, soit pour replanter.

- Dauphin : Partie terminale d'un tuyau de descente, en forme de bouche recourbée, généralement en fonte.

- Descente E.P. : Tuyau de descente des eaux pluviales vertical ou en pente.

- Draille : Piste ou chemin emprunté par les animaux transhumants.

- Edicule : Petite construction, secondaire
- Entablement : partie supérieure superposant généralement une architrave, une frise et une corniche.
- Enseigne (et pré enseigne) : Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce (différent de la publicité). L'enseigne est un droit. Pré enseigne: Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou s'exerce une activité déterminée.
- Epanelage : Opération qui consiste à tailler un bloc de pierre de manière à esquisser les grandes lignes d'une sculpture.
- Essence : En sylviculture, genre ou espèce d'arbres.
- Etagère : voir terrasse de culture.
- Futaie : Peuplement forestier dont la régénération se fait par semence.
- Immeuble : (Droit Civil). Fonds de terre et ce qui y est incorporé, ainsi que les biens mobiliers qui en permettent l'exploitation (immeubles par destination).
- Jambages : Voir piédroit
- Martelière : Ouverture garnie de vannes pour le passage des eaux.
- Modénature : Effet obtenu par le choix tant des profils que des proportions de la mouluration.
- Monument historique : Immeuble dont la conservation présente, au point de vue de l'Histoire, ou de l'art, un intérêt public (Loi du 31.12.1913).
- Opération programmée pour l'amélioration de l'habitat: (O.P.A.H.). Dispositif d'aide pour la revitalisation de l'habitat.
- Piédroit : Chacun des montants latéral d'une baie (synonyme : jambage)
- Plan local d'Urbanisme (P.L.U.) : Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune. Il comporte :
 - * rapport de présentation, analyse et diagnostic du territoire
 - * règlement : délimite les zones urbaines, à urbaniser, les zones agricoles, les zones naturelles. Précise les règles afférentes.
- Publicité : Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention (le caractère commercial n'est pas obligatoire).
- Réseau viaire : Ensemble des voies de circulation de la commune.
- Solin : Couvre-joint à la jonction d'un versant et du mur contre lequel ce versant s'appuie.
- Tènement : Terre tenue d'un seigneur (Xle de tenir).
- Terrasse : Techniques d'aménagement des pentes pour les rendre accessibles à la culture et lutter contre l'érosion. Connue sous le nom de faïsse, bancau, restanque, étagère...
- Trompe-l'œil : Peinture qui donne à distance l'illusion de la réalité
- Typologie : Etude des traits caractéristiques dans un ensemble de données en vue d'y déterminer des types, des systèmes.

SIGLES :

D.R.A.C. : Direction régionale des Affaires Culturelles

U.D.A.P. : Unité départemental de l'Architecture et du Patrimoine

D.R.E.A.L. : Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

D.D.T. : Direction départementale des Territoires

ACRONYMES :

Z.N.I.E.F.F. : Zone naturelle d'inventaire écologique, floristique et faunistique.

Z.I.C.O. : Zone d'importance communautaire pour les oiseaux

Z.P.S. : Zone de protection spéciale

PLU : Plan Local d'urbanisme

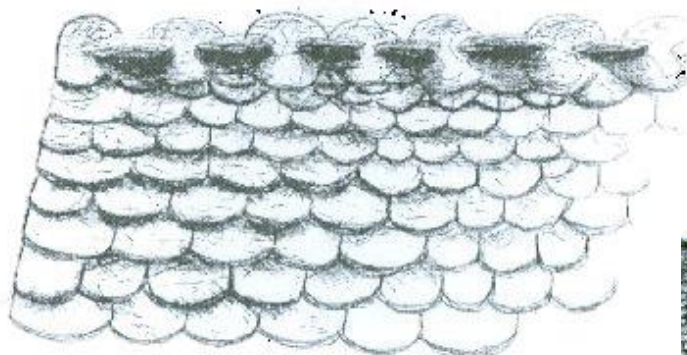
PPRI : Plan de prévention des Risques d'Inondations

ITE : isolation thermique par l'extérieur

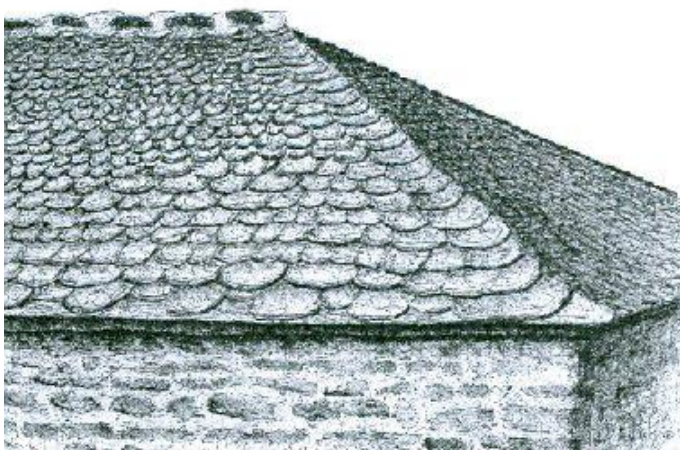
Dessins

Dessins extraits des Cahiers du Patrimoine Lozérien, réalisés par l'UDAP 48.
Ces cahiers sont téléchargeables.

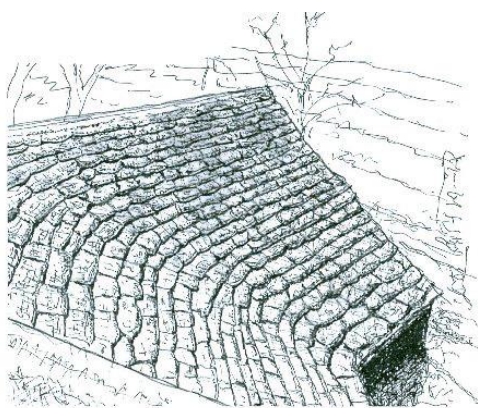
Faîtage :



Faîtage à lignolet



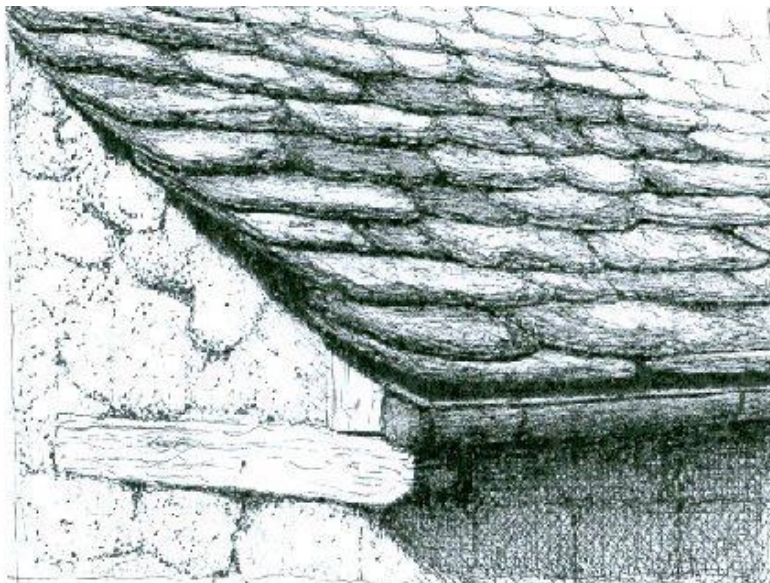
Noue



Noue arrondie et exemple de traitement de la rive en pignon.

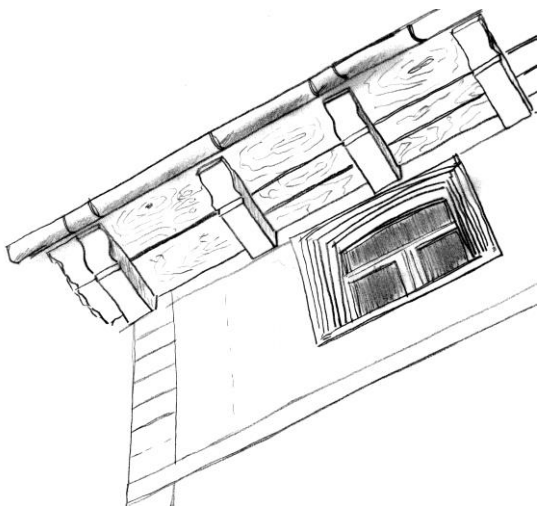


Rive :



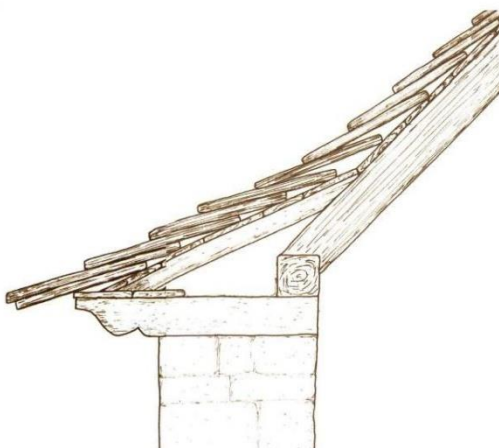
Rive débordante

Débord de toitures sur long pan (mur gouttereau) :



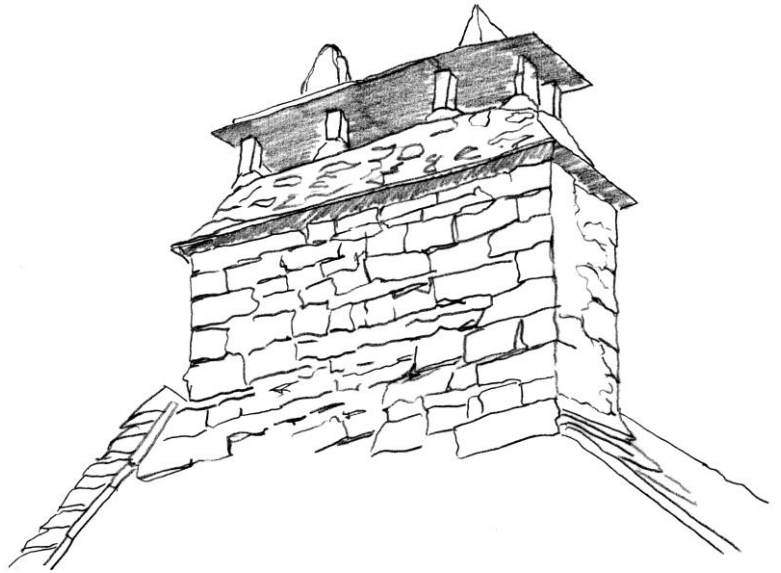
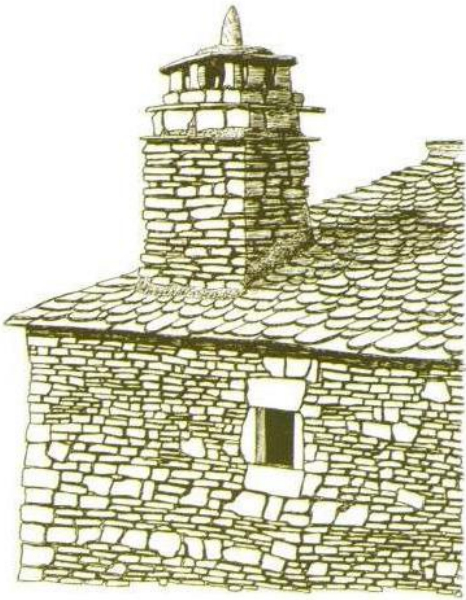
Coyau :

Le coyau est porté par le débord du toit.



Coupe sur coyau

Cheminée :

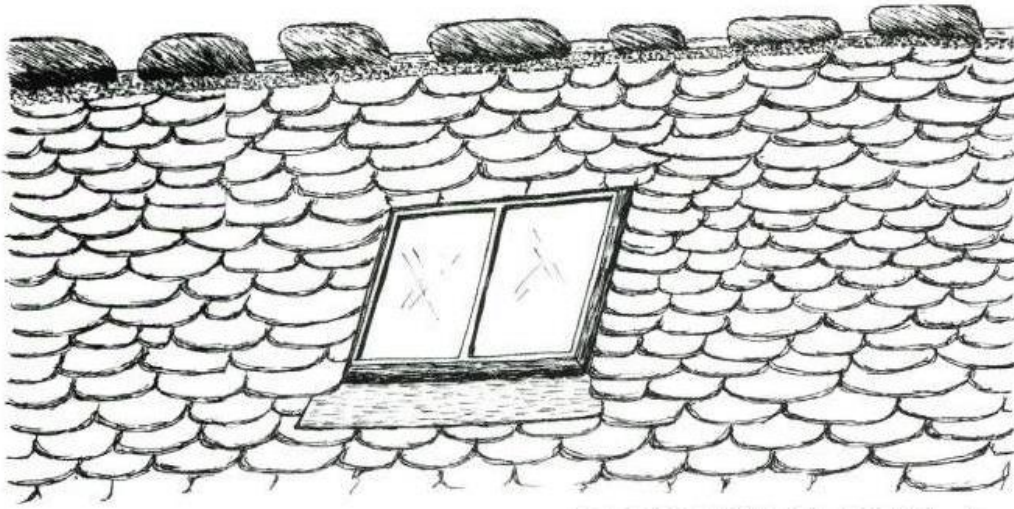


Souche avec pierres encastrées formant protection du solin maçonné.

Lucarnes :

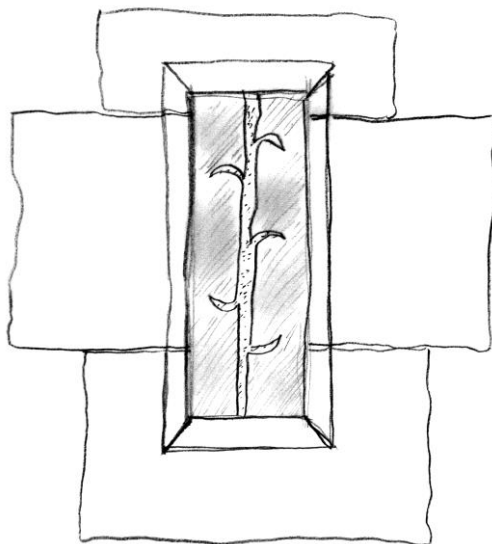


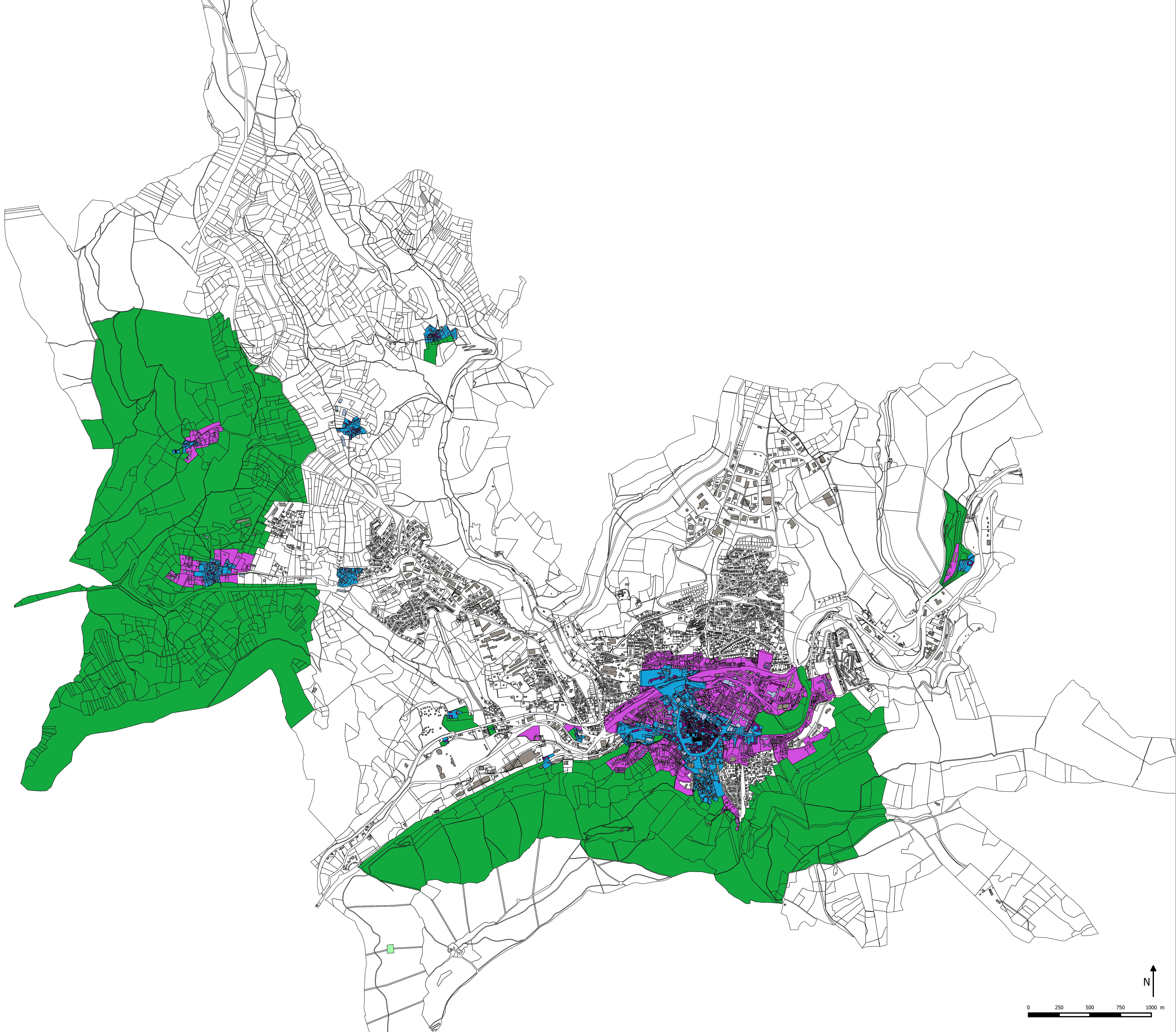
Châssis de toit :



Châssis de toit sous un faîtage à lignolet

Grille de défense :





Légende

Qualité architecturale

- Indifférent
- Intéressant
- Remarquable
- Élément remarquable
- Monuments Historiques
- Site classé
- parc_d
- bati
- chemin de fer
- cours d'eau

Zonage SPR

- Z1
- Z2
- Z3

Département de la Lozère

Ville de Mende



A.V.A.P. :

Aire de mise en Valeur

de l'Architecture et du Patrimoine

Devenue

SPR : Site Patrimonial Remarquable

loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction Régionale des Affaires Culturelles

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère

Novembre 2017

Echelle : 1 / 10 000 °

SARL d'Architecture PRONAOs

Philippe BLONDIN,

Architecte spécialiste du Patrimoine

Rue du Castellat - 12330 VALADY

Tél : 05 65 71 86 95

site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET

Archéologue du Bâti

16, rue Saint Maurice

46000 CAHORS

Fixe : 05 65 21 44 74

Port : 06 74 18 05 94

Amélie VIDAL

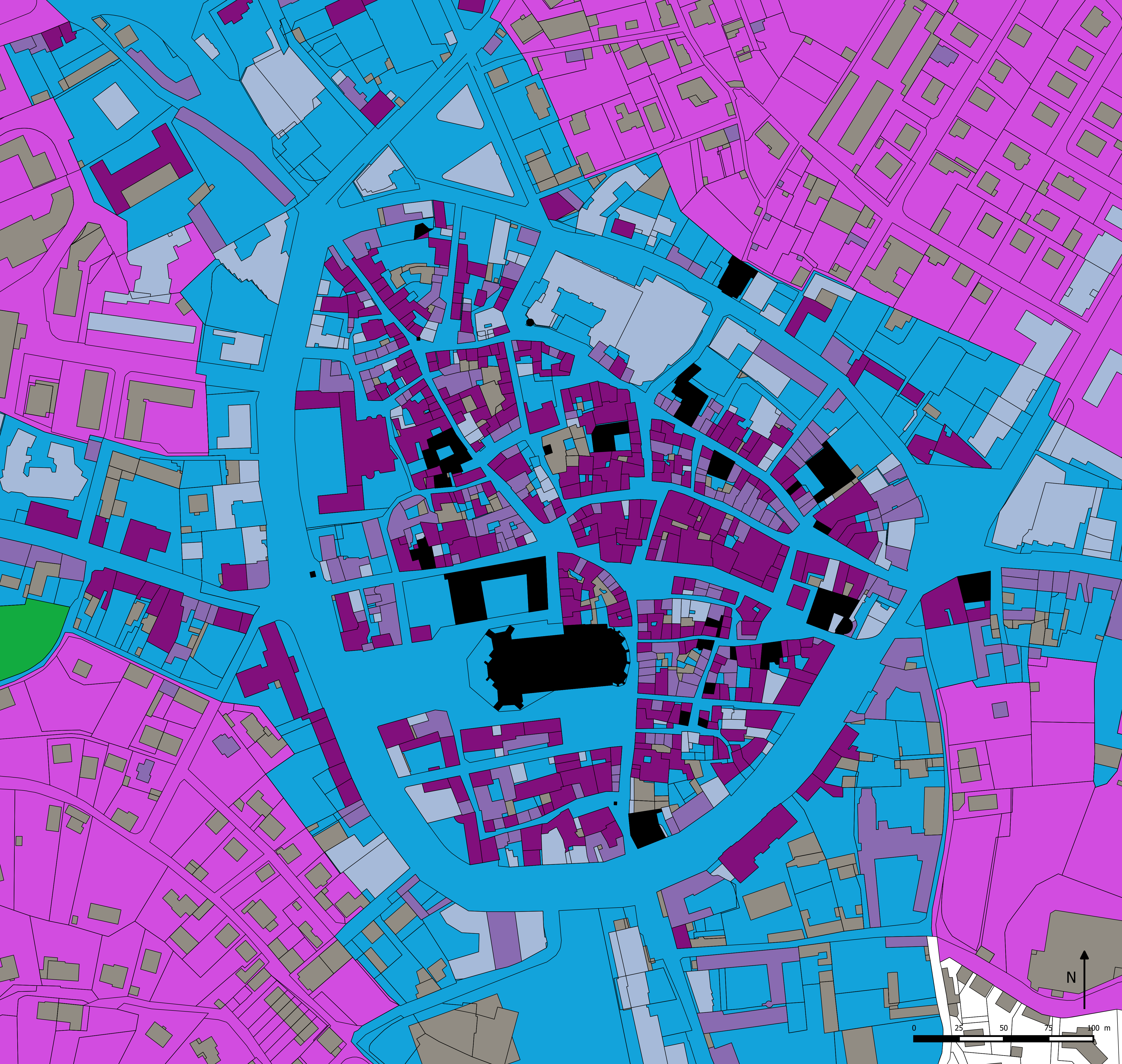
Ingénieur Paysagiste

Aujals 46120 St Maurice en Quercy

Fixe : 05 65 34 62 85

Port : 06 16 09 00 86

vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.fr



Légende

Qualite_architecturale

- Indifférent
- Interessant
- Remarquable
- Elément remarquable
- Monuments Historiques
- Site classé
- bati

Zonage SPR

- Z1
- Z2
- Z3

Département de la Lozère
Ville de Mende



A.V.A.P. :
Aire de mise en Valeur
de l'Architecture et du Patrimoine

Devenue
SPR : Site Patrimonial Remarquable
loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine
(LCAP)

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction Régionale des Affaires Culturelles
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère

Novembre 2017

Echelle : 1 / 10 000 °

SARL d'Architecture PRONAOS
Philippe BLONDIN,
Architecte spécialiste du Patrimoine
Rue du Castellas - 12330 VALADY
Tél : 05 65 71 86 95
site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET
Archéologue du Bâti
16, rue Saint Maurice
46000 CAHORS
Fixe : 05 65 21 44 74
Port : 06 74 18 05 94

Amélie VIDAL
Ingénieur Paysagiste
Aujals 46120 St Maurice en Quercy
Fixe : 05 65 34 62 85
Port : 06 16 09 00 86
vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.fr



Légende

- Datation du bâti
- non daté
 - 2nd moitié 13ème -14ème
 - 15ème - début 16ème
 - 16ème
 - 17 - 18 ème
 - 19ème - début 20ème
 - 20 - 21 ème
 - bati

Département de la Lozère
Ville de Mende



A.V.A.P. :
Aire de mise en Valeur
de l'Architecture et du Patrimoine

Devenue
SPR : Site Patrimonial Remarquable

loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine
(LCAP)

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction Régionale des Affaires Culturelles
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère

Novembre 2017

Echelle : 1 / 10 000 °

SARL d'Architecture PRONAOS
Philippe BLONDIN,
Architecte spécialiste du Patrimoine
Rue du Castellat - 12330 VALADY
Tél : 05 65 71 86 95
site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET
Archéologue du Bâti
16, rue Saint Maurice
46000 CAHORS
Fixe : 05 65 21 44 74
Port : 06 74 18 05 94

Amélie VIDAL
Ingénieur Paysagiste
Aujals 46120 St Maurice en Quercy
Fixe : 05 65 34 62 85
Port : 06 16 09 00 86
vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.fr



Légende

- Monuments Historiques
- Monument Historique inscrit en partie
 - Monument Historique inscrit en totalité
 - Monument Historique classé en totalité
 - bati

Département de la Lozère
Ville de Mende



A.V.A.P. :
Aire de mise en Valeur
de l'Architecture et du Patrimoine

Devenue
SPR : Site Patrimonial Remarquable
loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine
(LCAP)

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction Régionale des Affaires Culturelles
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Lozère

Novembre 2017

Echelle : 1 / 10 000 °

SARL d'Architecture PRONAOS
Philippe BLONDIN,
Architecte spécialiste du Patrimoine
Rue du Castellat - 12330 VALADY
Tél : 05 65 71 86 95
site internet : www.pronaos.fr

Valérie ROUSSET
Archéologue du Bâti
16, rue Saint Maurice
46000 CAHORS
Fixe : 05 65 21 44 74
Port : 06 74 18 05 94

Amélie VIDAL
Ingénieur Paysagiste
Aujals 46120 St Maurice en Quercy
Fixe : 05 65 34 62 85
Port : 06 16 09 00 86
vidal-paysagiste-concepteur.blogspot.fr

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Arrêté du 26 juin 2024 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Mende-Brenoux (Lozère)

NOR : TREA2406905A

Par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires en date du 26 juin 2024, est approuvé, en application des dispositions des articles L. 6351-1 à L. 6351-5 et R. 6351-7 à D. 6351-10 du code des transports, le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Mende-Brenoux.

Les servitudes aéronautiques affectent le territoire des communes suivantes : Badaroux, Balsièges, Brenoux, Chastel-Nouvel, Lanuéjols, Mende, Saint-Bauzile, Saint-Etienne-du-Valdonnez et Sainte-Hélène, situées dans le département de la Lozère.

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement comprend les documents annexés à l'arrêté : le plan d'ensemble n° PSA-A1_SNIA_LFNB_1 à l'échelle 1/15 000 ; la note annexe (1), comprenant la notice explicative, la liste des obstacles donnée à titre indicatif, et l'état des bornes de repérage d'axe et de calage.

(1) Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Mende-Brenoux (le plan et la note annexe) est déposé à la mairie des communes et au siège des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire desquels sont assises les servitudes. Il est tenu à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article D. 6351-9 du code des transports.



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



direction
générale
de l'Aviation
civile

AÉRODROME DE MENDE-BRENOUX (LFNB)

PLAN DES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT

B - NOTE ANNEXE

Approuvé par arrêté ministériel en date du 26 juin 2024

SOMMAIRE

1 - NOTICE EXPLICATIVE	2
I - GÉNÉRALITÉS SUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES	2
I.1 - OBJET ET PROCÉDURE	2
I.2 - BASES RÉGLEMENTAIRES	2
I.3 - CARACTÉRISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES	3
I.4 - FORME GÉNÉRALE DES SERVITUDES	3
I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES	4
I.5.1 - Obstacles mobiles	4
I.5.2 - Balisage des obstacles	4
II - SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE L'AÉRODROME	5
II.1 - PRÉAMBULE	5
II.2 - PLAN DE SITUATION	5
II.3 - CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES	6
II.3.1 - Caractéristiques géométriques	6
II.3.2 - Chiffre de code	6
II.3.3 - Mode d'exploitation de la piste	6
II.4 - SURFACES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT	7
II.4.1 - Trouées d'atterrissage et de décollage	7
II.4.2 - Surfaces latérales	8
II.4.3 - Périmètre d'appui	8
II.4.4 - Surface horizontale intérieure	8
II.4.5 - Surface conique	8
II.4.6 - Croquis des surfaces de dégagement	9
II.4.7 - Enveloppe des surfaces de dégagement	10
II.4.8 - Adaptations des surfaces	11
II.5 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES	14
2 - MISE EN APPLICATION DU PSA	15
I - LISTE DES OBSTACLES DÉPASSANT LES COTES LIMITES AUTORISÉES PAR LES SERVITUDES APRÈS ADAPTATIONS	15
II - TRAITEMENT DES OBSTACLES	16
II.1 - OBSTACLES EXISTANTS	16
II.2 - OBSTACLES À VENIR	16
3 - CALAGE GÉOGRAPHIQUE ET ALTIMÉTRIQUE DES INFRASTRUCTURES	17

1 - NOTICE EXPLICATIVE

I - GÉNÉRALITÉS SUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES

I.1 - OBJET ET PROCÉDURE

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) a pour but de protéger l'emprise et les abords de l'aérodrome contre la présence d'obstacles à la navigation aérienne. Il garantit la pérennité de l'espace aérien nécessaire aux processus d'approche finale et de décollage des aéronefs, et préserve le développement à long terme de la plate-forme aéroportuaire.

Dans l'emprise des servitudes aéronautiques de dégagement, des cotes maximales à ne pas dépasser sont déterminées en tenant compte du relief naturel du terrain. Les surfaces de dégagements aéronautiques ainsi créées délimitent les volumes d'espace qui doivent toujours être libres d'obstacle.

De plus, ce plan identifie et positionne, dans le volume aéronautique couvrant l'aérodrome, les obstacles, naturels ou non, dépassant les servitudes aéronautiques de dégagement. Ceux-ci ont vocation à être diminués ou supprimés, selon leur position vis-à-vis des limites altimétriques applicables à leur emplacement.

Le dossier des servitudes aéronautiques de dégagement (plans et note annexe) fait l'objet d'une procédure d'instruction locale (enquête publique précédée d'une conférence entre services et collectivités intéressés). L'enquête publique n'est pas nécessaire lorsque la modification d'un PSA existant a pour objet de supprimer ou d'atténuer les servitudes prévues par le plan. Il est ensuite approuvé par arrêté ministériel ou par décret en Conseil d'État. Ce document est dès lors juridiquement opposable aux tiers.

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement approuvé est alors déposé à la mairie de chaque commune concernée pour être annexé au plan local d'urbanisme (PLU) ou à la carte communale.

Il permet aux services assurant l'instruction des autorisations d'urbanisme de s'assurer que les constructions envisagées dans le périmètre du plan respectent bien les limitations de hauteur.

Il permet également aux autorités administratives de demander une limitation de hauteur des obstacles dépassant les servitudes aéronautiques de dégagement et la suppression de ceux qui sont dangereux pour la navigation aérienne aux abords de l'aérodrome.

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement permet également d'identifier les obstacles susceptibles de se voir imposer un balisage de jour et/ou de nuit. La nécessité d'un tel balisage est appréciée au cas par cas par les services de l'aviation civile.

I.2 - BASES RÉGLEMENTAIRES

Les servitudes aéronautiques de dégagement sont établies en application :

- du code des transports, en particulier des articles L.6350-1 à L.6351-5 et R.6351-1 à R. 6351-29,
- de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

I.3 - CARACTÉRISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES

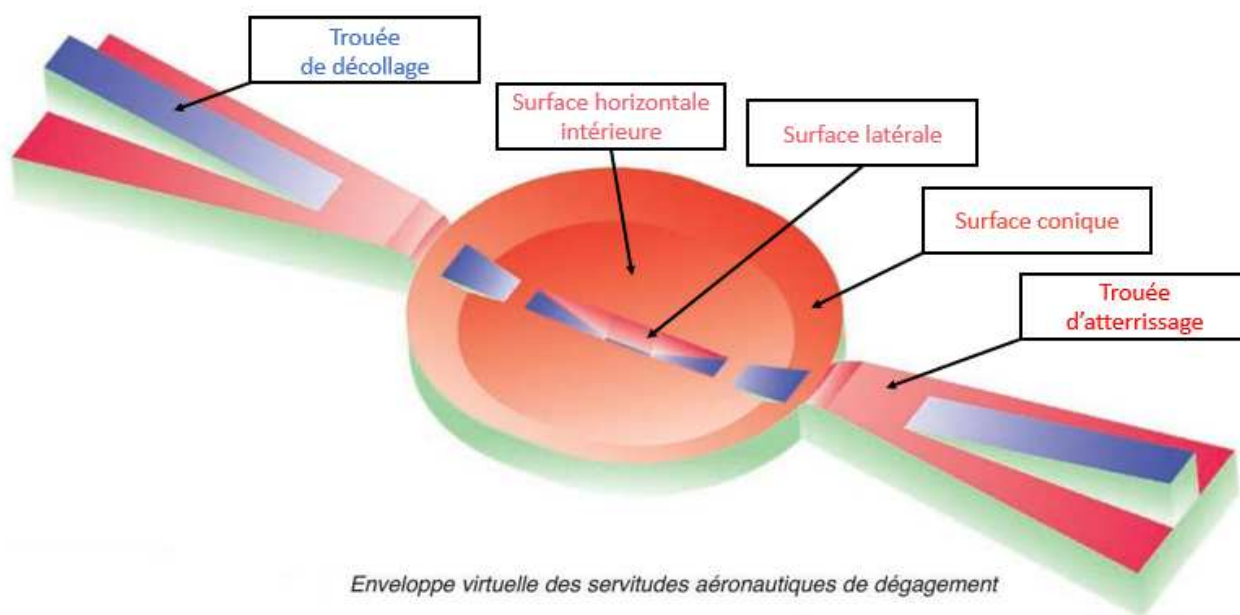
Les spécifications techniques des servitudes aéronautiques de dégagement, fixées par l'arrêté du 7 juin 2007 modifié, sont définies à partir des caractéristiques suivantes :

- les caractéristiques géométriques du système de pistes de l'aérodrome dans son stade ultime de développement,
- le code de référence attribué à chacune des pistes de l'aérodrome concerné,
- les procédures d'approche, d'atterrissage et de décollage (approche à vue de jour, de jour et de nuit, classique, de précision ...),
- les aides visuelles,
- les éventuels obstacles préexistants nécessitant des adaptations des surfaces.

Lorsque plusieurs des spécifications techniques déterminées par cette réglementation s'appliquent en un même point, la spécification la plus contraignante est prise en considération.

I.4 - FORME GÉNÉRALE DES SERVITUDES

Les servitudes aéronautiques sont constituées par diverses surfaces géométriques dont la forme générale figure sur la vue en perspective ci-dessous.



I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES

Les plans des servitudes aéronautiques de dégagement déterminent les altitudes que doivent respecter les constructions ou obstacles de toute nature qu'ils soient fixes ou mobiles.

I.5.1 - Obstacles mobiles

Les règles relatives aux obstacles mobiles ne s'appliquent qu'aux obstacles en dehors de l'emprise aéroportuaire.

Chacune des voies sur lesquelles se déplacent des obstacles canalisés est considérée comme constituant un obstacle dont la hauteur est celle du gabarit qui lui est attaché.

- autoroutes : gabarit de 4,75 m,
- routes de trafic international : gabarit de 4,50 m,
- autres voies routières : gabarit de 4,30 m,
- voies ferrées non électrifiées : gabarit de 4,80 m,
- voies navigables : gabarit de 3,70 m à 7 m suivant le type de voies.

Le gabarit s'appliquant à chaque type de voie est majoré de 2 mètres sur les tronçons couverts par une trouée.

I.5.2 - Balisage des obstacles

Le balisage des obstacles a pour objectif de signaler la présence d'un danger. Il ne supprime pas le danger lui-même.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié, l'obligation du balisage peut être imposée sur les portions de sol situées au-dessous des surfaces opérationnelles de dégagement aéronautique d'un aérodrome, telles que définies dans la réglementation applicable. Les obstacles à baliser sont donc déterminés par rapport aux surfaces basées sur les infrastructures et exploitations existantes qui peuvent être différentes de celles du PSA approuvé, ce dernier étant basé sur le stade ultime de développement de l'aérodrome.

Les obstacles fixes font l'objet d'une distinction entre obstacles massifs, obstacles minces et obstacles filiformes de la manière suivante :

- les obstacles massifs sont constitués par les éminences du terrain naturel, les bâtiments, les forêts, etc.,
- les obstacles minces sont constitués par les pylônes, les cheminées, les antennes, etc. (dont la hauteur est très supérieure aux dimensions horizontales),
- les obstacles filiformes sont constitués par les lignes électriques, les lignes téléphoniques, les caténaires, les câbles de téléphériques, etc.

Les obstacles à baliser sont déterminés au cas par cas. Il est généralement considéré que doivent être balisés ceux dont le sommet dépasse les surfaces de balisage, elles-mêmes situées 10 mètres en dessous des surfaces opérationnelles de dégagement aéronautique pour les obstacles massifs et minces, 20 mètres s'agissant des obstacles filiformes.

Toutefois la nécessité du balisage dépend, entre autres facteurs, de la façon dont se présente l'obstacle pour le pilote, ou de l'existence d'autres obstacles balisés ou non à proximité. La détermination des obstacles à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, doit, pour ces raisons, faire, dans chaque cas, l'objet d'une étude particulière, indépendamment du PSA.

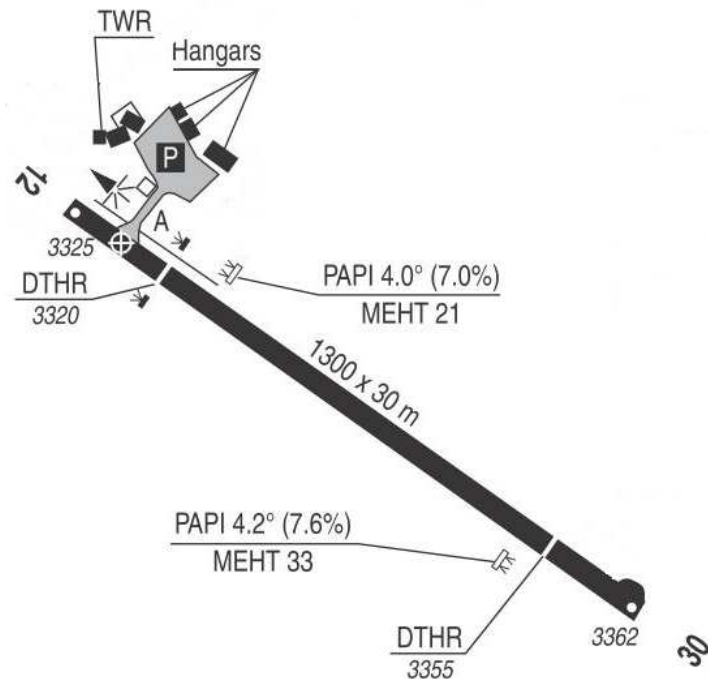
II - SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE L'AÉRODROME

II.1 - PRÉAMBULE

L'aérodrome de Mende-Brenoux est ouvert à la circulation aérienne publique.

En application de l'article L. 6350-1 du code des transports, il convient que cet aérodrome, non encore doté d'un PSA, en soit pourvu.

Les infrastructures sont aujourd'hui les suivantes :



II.2 - PLAN DE SITUATION



II.3 - CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES

II.3.1 - Caractéristiques géométriques

▪ Système de piste

Les orientations et dimensions de la piste de l'aérodrome prises en compte dans son stade ultime de développement, identique au stade existant, sont les suivantes :

- piste principale 12/30¹ revêtue, orientée Nord-Ouest / Sud-Est de 1 300 mètres de long x 30 mètres de large, comportant :
 - un seuil décalé de 206 m au QFU 12,
 - un seuil décalé de 250 m au QFU 30,

Ces caractéristiques sont précisées sur le schéma du paragraphe 3 - Calage géographique et altimétrique des infrastructures.

▪ Altitude de référence

L'altitude de référence de l'aérodrome est le point le plus élevé de la surface de la piste utilisable pour l'atterrissage.

L'aérodrome a une altitude de référence de 1 024,8 mètres NGF. Elle intervient pour fixer l'altitude de la surface horizontale intérieure.

II.3.2 - Chiffre de code

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement dépendent du premier élément du code de référence des infrastructures de l'aérodrome tel qu'il est défini dans la réglementation applicable.

Le premier élément de ce code est un chiffre qui est déterminé par la plus grande des distances de référence des aéronefs auxquels l'infrastructure est destinée.

Le chiffre de code établissant les servitudes aéronautiques de l'aérodrome est 2.

II.3.3 - Mode d'exploitation de la piste

Le mode d'exploitation de la piste, pris en compte dans son stade ultime de développement, détermine, en fonction du chiffre de code, les caractéristiques des servitudes aéronautiques de dégagement.

La piste 12/30 est exploitée de jour uniquement :

- seuil 12 : utilisé en conditions de vol aux instruments avec approche directe dotée, pour chaque catégorie d'aéronef concernée, d'une altitude de descente minimum supérieure à la valeur minimale prescrite pour les manœuvres à vue et d'une portée visuelle de piste requise supérieure à la valeur minimale de visibilité prescrite pour les manœuvres à vue.
Ces critères permettent de retenir les caractéristiques d'une approche à vue pour la trouée d'atterrissage associée à ce seuil.
- seuil 30 : approche à vue.

¹ Les numéros d'identification d'une piste correspondent à ses deux sens d'utilisation ou QFU.

QFU = orientation magnétique de la piste en service, arrondie à la dizaine de degrés le plus proche.

II.4 - SURFACES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT

Les surfaces de base utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome sont établies pour le stade ultime de développement. Elles ont les spécifications techniques définies à l'annexe I de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et précisées ci-dessous.

Ces surfaces correspondent, lorsque les caractéristiques physiques prises en compte ne diffèrent pas du stade actuel, aux surfaces opérationnelles de dégagement aéronautique ou surfaces de limitation d'obstacles (OLS).

II.4.1 - Trouées d'atterrissage et de décollage

Chaque surface de trouée est définie par une largeur à l'origine (bord intérieur), une cote altimétrique à l'origine, un évasement, une pente et une longueur maximale.

Les caractéristiques des trouées sont les suivantes :

Trouées d'atterrissage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Atterrissage QFU 12	Atterrissage QFU 30
Spécifications utilisées	à vue	à vue
Distance au seuil	60 m	60 m
Largeur à l'origine	80 m	80 m
Divergence	10 %	10 %
Cote à l'origine	1 011,8 m NGF	1 022,5 m NGF
Longueur	2 500 m	2 500 m
Pente	4 %	4 %

Trouées de décollage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Décollage QFU 30 (trouée du côté du seuil 12)	Décollage QFU 12 (trouée du côté du seuil 30)
Distance à l'extrémité de la piste	60 m	60 m
Largeur à l'origine	80 m	80 m
Divergence	10 %	10 %
Largeur finale	580 m	580 m
Cote à l'origine	1 013,4 m NGF	1 024,8 m NGF
Pente	4 %	4 %
Longueur totale	2 500 m	2 500 m

II.4.2 - Surfaces latérales

Les surfaces latérales ont une pente de 20%.

Les surfaces latérales associées à chaque seuil d'atterrissage sont prolongées le long de leurs lignes d'appui, dans le sens de l'atterrissage, jusqu'à l'extrémité de la piste utilisable à l'atterrissage.

II.4.3 - Périmètre d'appui

Le périmètre d'appui est le périmètre de la plus petite surface au sol contenant l'ensemble des bords intérieurs des trouées de décollage et d'atterrissage et des lignes d'appui des surfaces latérales et incluant les éventuels raccords rectilignes.

Il est représenté sur le schéma du paragraphe 3 - Calage géographique et altimétrique des infrastructures.

II.4.4 - Surface horizontale intérieure

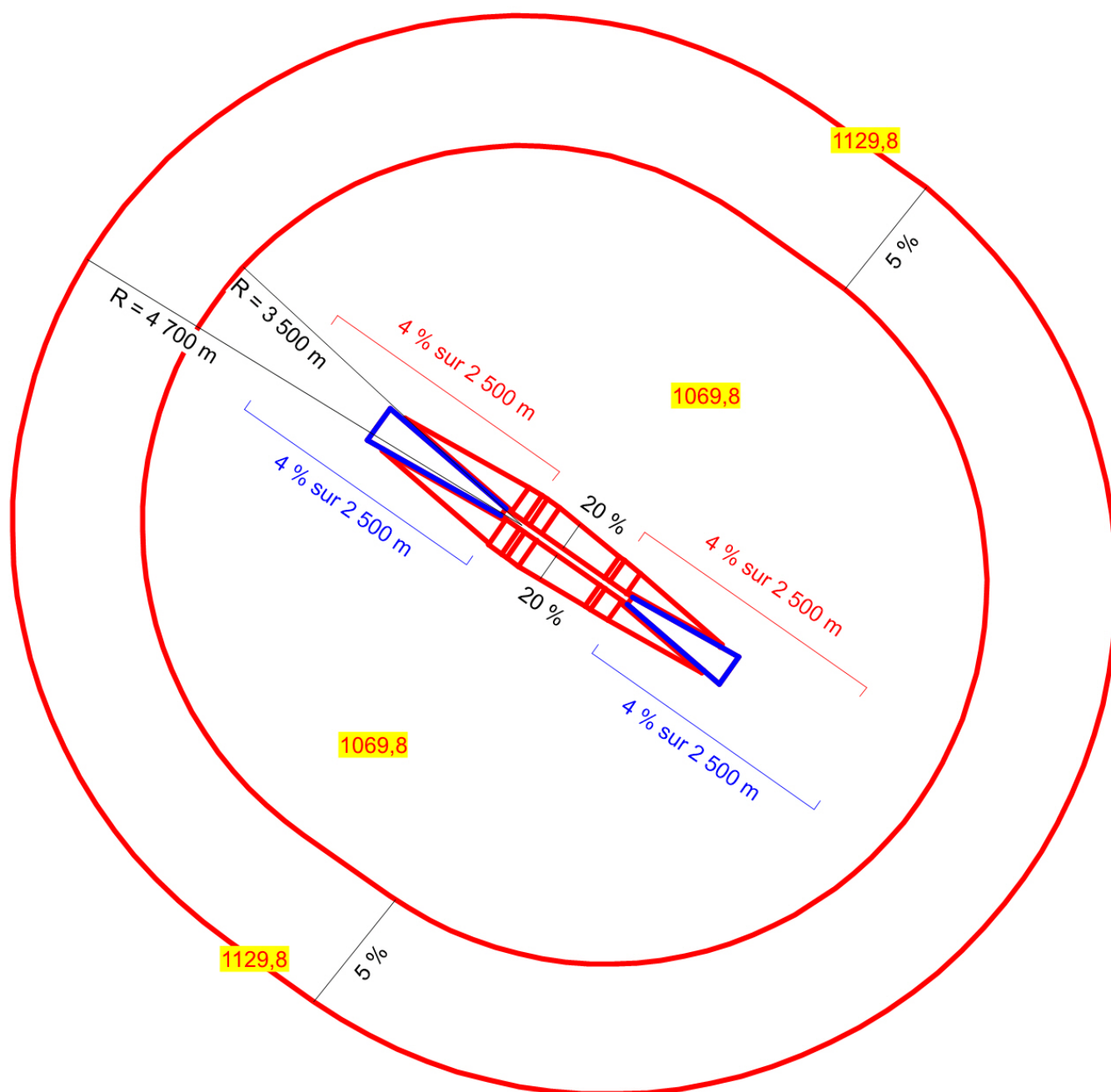
La surface horizontale intérieure, dont la cote est fixée à 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence de l'aérodrome, s'élève à 1 069,8 mètres NGF.

Elle est délimitée par deux demi-circonférences horizontales, centrées chacune par rapport à l'origine des trouées d'atterrissage, de rayon 3 500 mètres et par les tangentes communes à ces deux circonférences.

II.4.5 - Surface conique

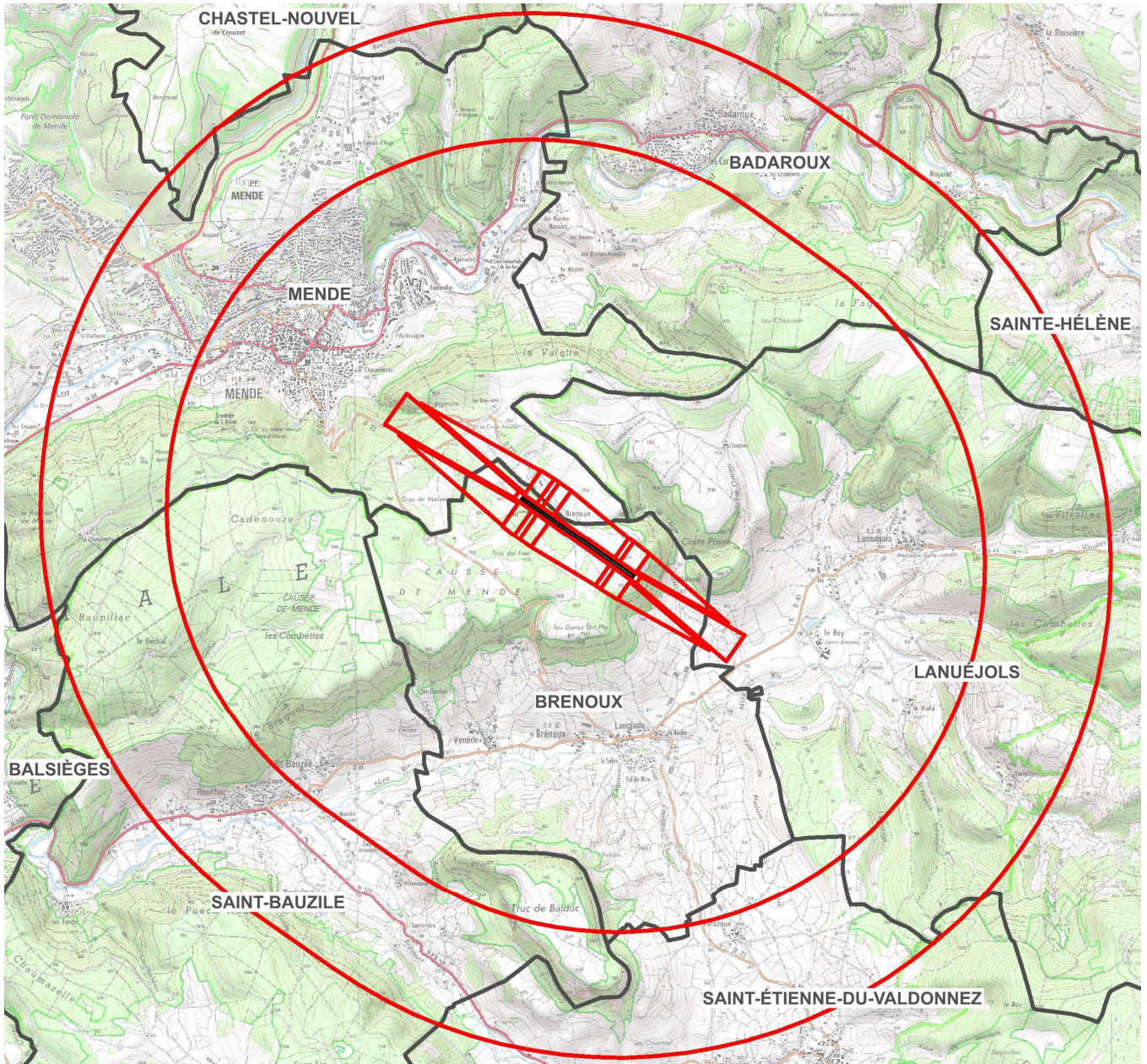
La surface conique a une pente de 5 % et s'élève, à partir du bord extérieur de la surface horizontale intérieure, jusqu'à une hauteur de 60 mètres, soit une cote maximale de 1 129,8 mètres NGF.

II.4.6 - Croquis des surfaces de dégagement



II.4.7 - Enveloppe des surfaces de dégagement

Le schéma ci-après précise l'enveloppe des surfaces de dégagements aéronautiques correspondant au stade ultime de développement de l'aérodrome, ainsi que les limites des communes concernées.



Les communes concernées du département de la Lozère sont les suivantes :

- BADAROUX
- BALSIEGES
- BRENOUX
- CHASTEL-NOUVEL
- LANUEJOLS
- MENDE
- SAINT-BAUZILE
- SAINT-ETIENNE-DU-VALDONNEZ
- SAINTE-HELENE

II.4.8 - Adaptations des surfaces

Lorsque des obstacles préexistants font saillie au-dessus des surfaces aéronautiques de dégagement définies à l'annexe 1 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et qu'il s'avère impossible de les supprimer, ces obstacles sont qualifiés d'irréremédiables et ces surfaces font l'objet d'adaptations.

Ces adaptations figurent sur le plan d'ensemble (A1), elles s'appuient sur une étude d'évaluation des obstacles spécifique au type d'exploitation envisagée et démontrant que la sécurité et la régularité de l'exploitation des aéronefs ne sont pas affectées.

Les adaptations de surface Il est précisé que ces adaptations des surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome ne modifient en rien les servitudes aéronautiques de balisage.

Les adaptations de surface sont soit des adaptations dites globales, soit des adaptations dites ponctuelles.

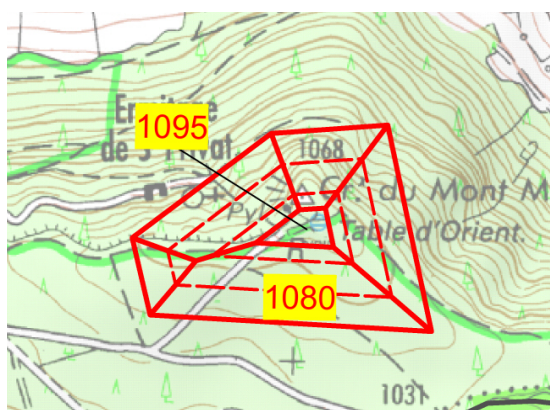
Adaptations globales

Les adaptations globales sont conçues à partir des obstacles existants et définissent les cotes en mètres NGF devant être respectées. Le périmètre de chaque adaptation globale dépend de la hauteur moyenne des obstacles existants dans le secteur concerné.

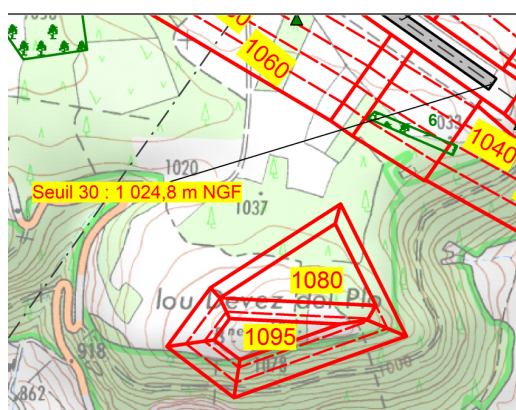
Elles permettent, lorsque le terrain naturel dépasse les surfaces de base, d'accepter les obstacles naturels ou artificiels existants dans le secteur concerné, qui ne sont ainsi pas frappés de servitudes, et tout autre obstacle dont la cote sommitale ne dépasserait pas celles des obstacles environnants existants.

Les surfaces horizontale intérieure et conique font l'objet de cinq adaptations globales, détaillées ci-après, recouvrant un relief important ainsi que les obstacles, de toute nature, qu'il supporte.

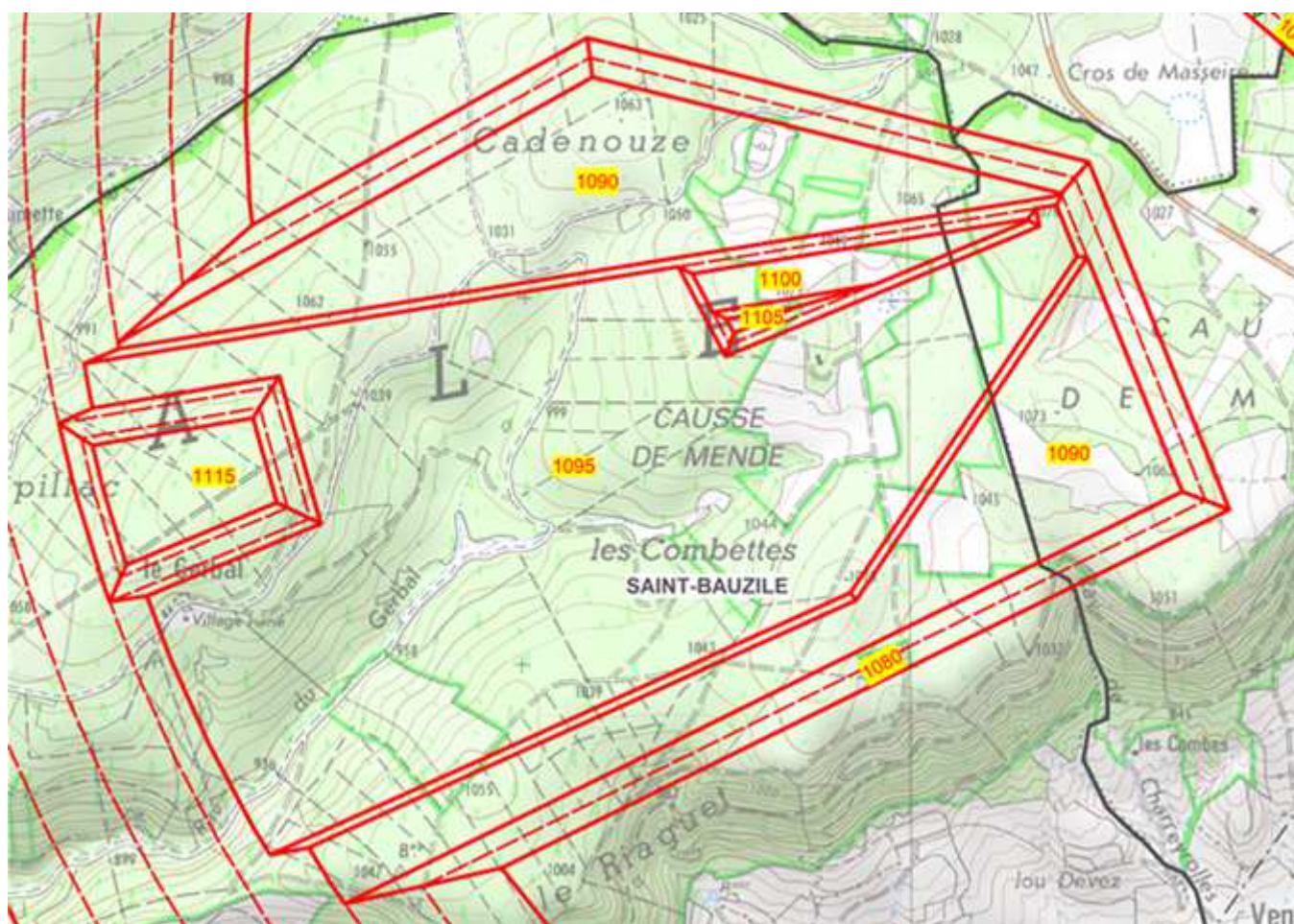
Adaptation 1 (Nord-Ouest):



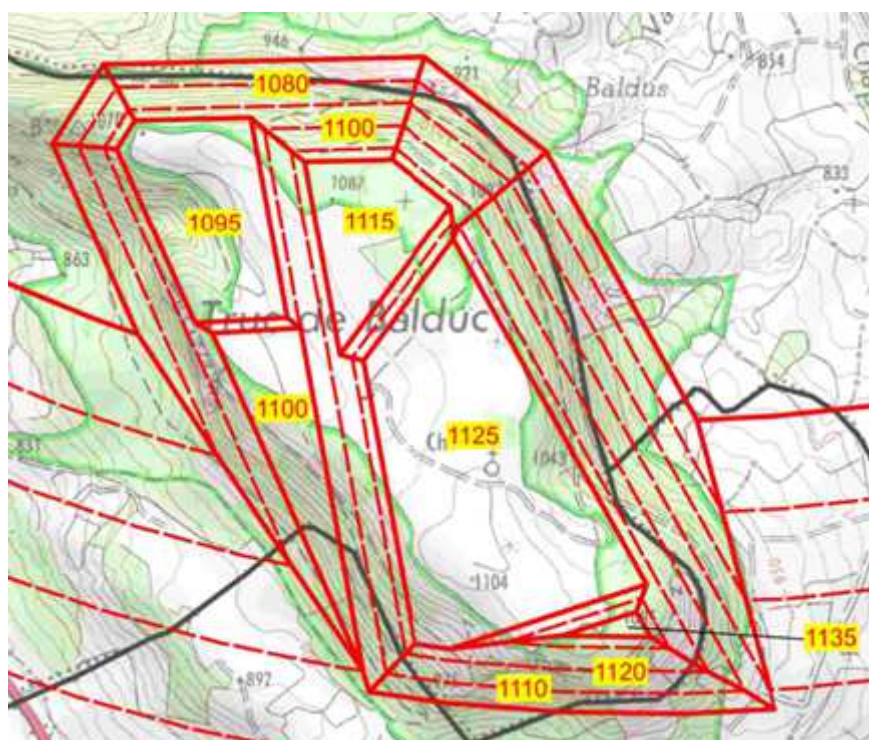
Adaptation 2 (sud de l'extrémité 30) :

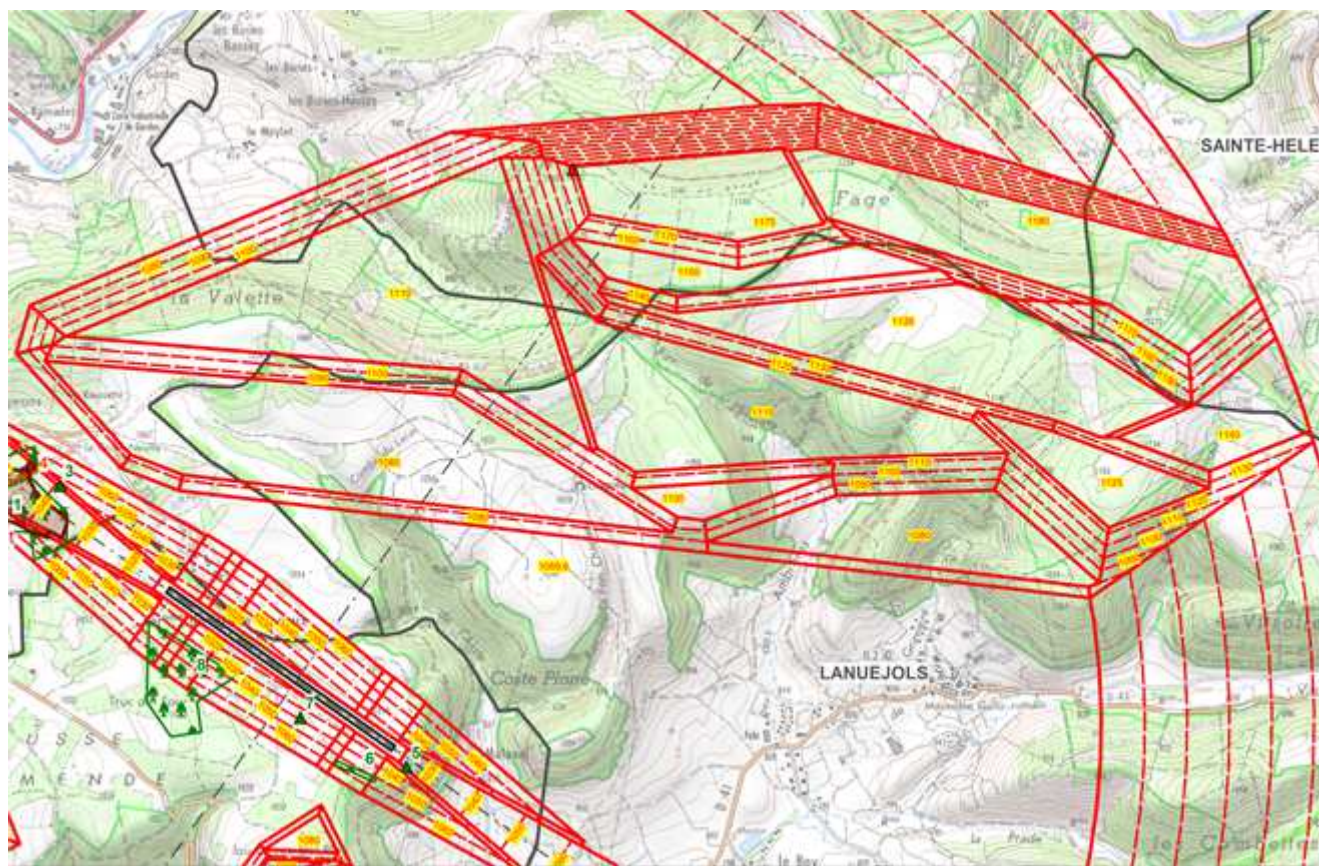


Adaptation 3 (Ouest):



Adaptation 4 (Sud):



Adaptation 5 (Est):**Adaptations ponctuelles**

Le terrain naturel dépassant les trouées d'atterrissage et de décollage, au Nord-Ouest de la piste, fait l'objet d'une adaptation strictement limitée à sa hauteur en surface, identifiée en marron sur le plan A1.

En outre, deux obstacles font l'objet d'une adaptation ponctuelle des surfaces, repérée par une lettre sur le plan A1.

N°	Type	Cote sommitale (en m NGF)	Hauteur de dépassement	Surface concernée
A	Antenne	1183,4	113,6 m 10,5 m / adaptation globale	surface horizontale intérieure
B	RD 25 - gabarit routier 4,3 m (majoré de 2 m sous les trouées)	jusqu'à 1069,5	jusqu'à 13,8 m	trouée d'atterrissage nord-ouest
		jusqu'à 1069,5	jusqu'à 20,3 m	trouée de décollage nord-ouest
		jusqu'à 1066	jusqu'à 5,8 m	surface latérale nord-ouest

II.5 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES

Surfaces dégagées d'obstacles (OCS) des indicateurs visuels de pente d'approche

Les indicateurs visuels de pente d'approche (PAPI) aux seuils décalés 12 et 30 sont protégés par des surfaces OCS (obstacle clearance surface – surface dégagée d'obstacles).

Les caractéristiques de ces surfaces sont les suivantes :

SEUIL	12	30
Pente du PAPI	4 ° (6,99 %)	4,2 ° (7,34 %)
Angle de calage A	3,5 ° (6,11 %)	3,7 ° (6,47 %)
Cote à l'origine	1 011,8 m NGF	1 022,5 m NGF
Largeur à l'origine	80 m	80 m
Distance au seuil	60 m	60 m
Divergence	10 %	10 %
Longueur totale	2 500 m	2 500 m
Pente (angle de calage A - 0.57°)	2,93 ° (5,11 %)	3,13 ° (5,47 %)

Ces surfaces n'étant, en tout point, pas plus contraignantes que les trouées d'atterrissage associées, elles ne sont pas représentées sur les plans.

Deux arbres, identifiés et détaillés dans la liste des obstacles figurant dans la présente note, percent la surface OCS associée au seuil 12.

2 - MISE EN APPLICATION DU PSA

1 - LISTE DES OBSTACLES DÉPASSANT LES COTES LIMITES AUTORISÉES PAR LES SERVITUDES APRÈS ADAPTATIONS

La liste ci-dessous est non limitative et donnée à titre indicatif (article D.6351-6 du code des Transports).

Ces obstacles sont les suivants :

<u>Surface concernée</u> Numéro et nature de l'obstacle	Cote sommitale (en mètres NGF)	Hauteur de dépassement (en mètres)	Commune
<u>Trouée d'atterrissage Nord-Ouest</u> 1 - Arbres 2 - Arbres 3 - Arbre	 jusqu'à 1 076,5 jusqu'à 1 079,2 1 049,2	 jusqu'à 21,9 jusqu'à 22,1 3,4	MENDE
<u>Trouée de décollage Nord-Ouest</u> 1 - Arbres 2 - Arbres	 jusqu'à 1 076,5 jusqu'à 1 072,5	 jusqu'à 28,5 jusqu'à 24,4	
<u>Surface OCS Nord-Ouest</u> 1 - Arbres 2 - Arbres	 jusqu'à 1 076,5 jusqu'à 1 079,2	 jusqu'à 10,1 jusqu'à 9,6	
<u>Surface latérale Nord-Ouest</u> 1 - Arbres 2 - Arbres	 jusqu'à 1 068,5 jusqu'à 1 073,3	 jusqu'à 9,7 jusqu'à 9,6	
<u>Trouée de décollage Sud-Est</u> 5 - Arbre	 1 027,3	 0,9	BRENOUX
<u>Surface latérales Sud</u> 6 - Arbres 7 - Arbre 8 - Arbres	 jusqu'à 1 060,6 1 045,4 jusqu'à 1 056,6	 jusqu'à 4,3 6,5 jusqu'à 10,3	
<u>Surface horizontale Intérieure</u> 1 - Arbres 2 - Arbres 8 - Arbres	 jusqu'à 1 078,6 jusqu'à 1072,8 jusqu'à 1075,1	 jusqu'à 8,8 jusqu'à 3 jusqu'à 5,3	MENDE BRENOUX

II - TRAITEMENT DES OBSTACLES

II.1 - OBSTACLES EXISTANTS

Les obstacles existants, dépassant les cotes limites autorisées des surfaces, le cas échéant adaptées, utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement, peuvent être appelés à être supprimés ou à être mis en conformité avec le plan de servitudes aéronautiques de dégagement qui protège l'aérodrome.

La mise en conformité de l'obstacle par rapport au plan de servitudes aéronautiques approuvé peut être immédiate ou entreprise au fur et à mesure des besoins et des nécessités.

Les modalités d'application des servitudes aéronautiques sont précisées dans les articles L.6351-2 à 5 et R.6351-7 à 29 du code des Transports.

Les articles R.6351-15 à D.6351-17 concernent en particulier la suppression ou la modification des obstacles dépassant les cotes limites.

II.2 - OBSTACLES À VENIR

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) est rendu exécutoire par le décret en Conseil d'Etat ou par l'arrêté ministériel qui l'approuve.

En conséquence, il s'applique à tout obstacle à venir : bâtiment, installation, plantation, etc.

S'il existe un plan local d'urbanisme (PLU) dans les communes concernées, le plan des servitudes aéronautiques lui est annexé.

S'il n'existe pas de PLU, le plan de servitudes aéronautiques s'impose à toute demande de réalisation de projet de nature à constituer un obstacle.

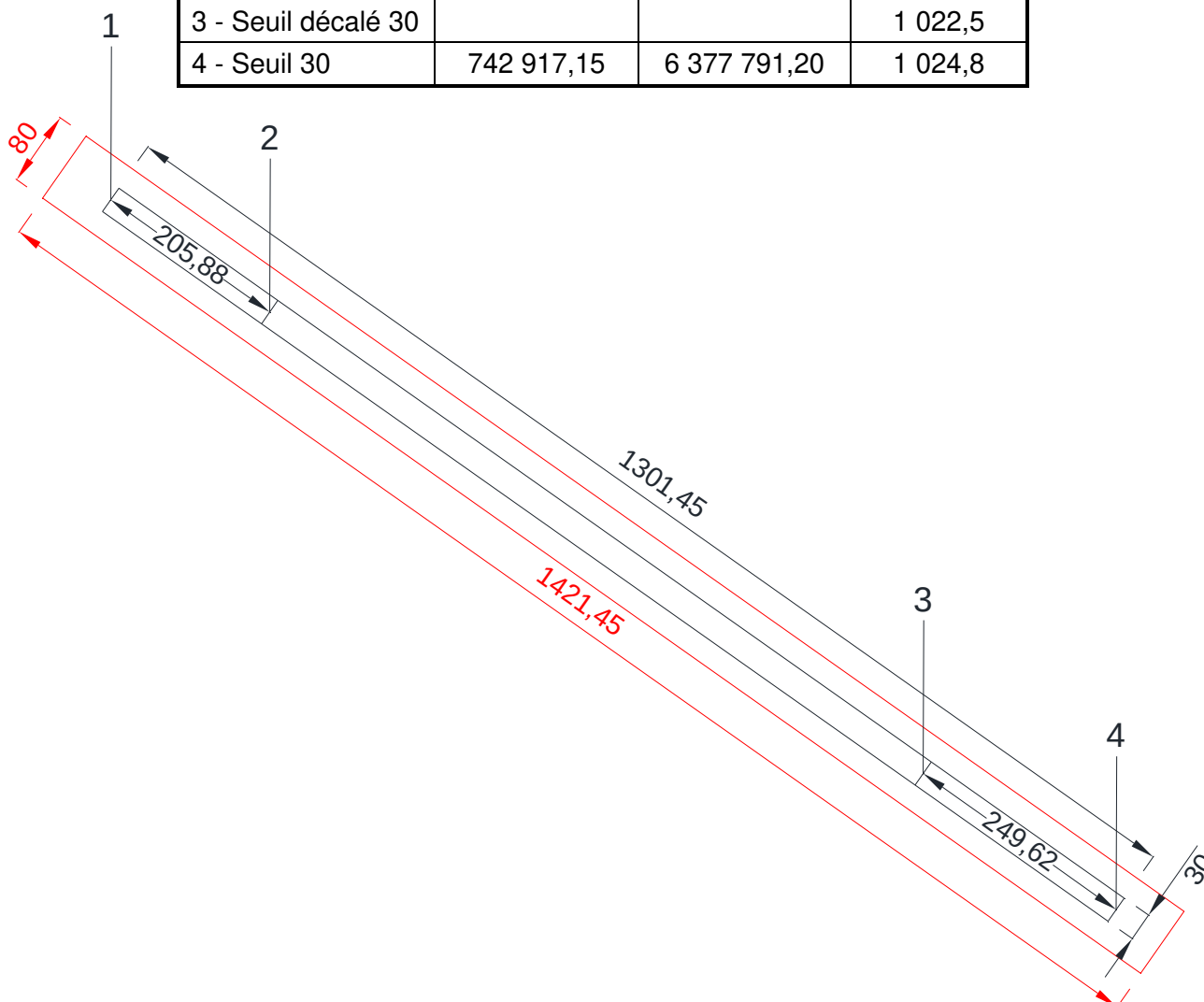
3 - CALAGE GÉOGRAPHIQUE ET ALTIMÉTRIQUE DES INFRASTRUCTURES

Les coordonnées x et y des bornes sont repérées dans le système de référence et de coordonnées planimétrique en vigueur.

SYSTÈME DE RÉFÉRENCE GÉOGRAPHIQUE ET PLANIMÉTRIQUE			
ZONE	SYSTÈME GÉODÉSIQUE	ELLIPSOÏDE ASSOCIÉ	PROJECTION
France Métropolitaine	RGF 93	IAG GRS 1980	Lambert 93
SYSTÈME DE RÉFÉRENCE ALTIMÉTRIQUE			
France Métropolitaine, à l'exclusion de la Corse		NGF - IGN 1969	

Les distances sont exprimées en mètres et calculées en projection planimétrique à partir des coordonnées des points d'infrastructures du système de pistes. Elles peuvent donc différer légèrement des longueurs physiques des infrastructures telles que déclarées sur la publication d'information aéronautique.

	X	Y	Z
1 - Seuil 12	741 852,83	6 378 540,19	1 013,4
2 - Seuil décalé 12			1 011,8
3 - Seuil décalé 30			1 022,5
4 - Seuil 30	742 917,15	6 377 791,20	1 024,8





Direction générale de l'Aviation civile

50, rue Henri Farman

75720 Paris cedex 15

Téléphone : 01 58 09 43 21

www.ecologie.gouv.fr

AÉRODROME DE
MENDE-BRENOUX
(LFNB)

PLAN DE SERVITUDES
AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT

A1 - PLAN D'ENSEMBLE

Numéro	Echelle	Date
PSA-A1_SNIA_LFNB_1	1 : 15 000	Nov. 2023

Approuvé par arrêté ministériel en date du 26 juin 2024

Observations / Modifications :

Actualisation obstacles

Établissement du plan :

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Département Programmation Environnement Aménagement

siège : 82 rue des Pyrénées - 75070 PARIS cedex 20

site Atlantique : 12 avenue de Pythagore - CS 50071 - 33693 MÉRIGNAC cedex

Chef de projet : Fabien ANFRAY

Chargé d'études : Eric MAN

Projection du plan : Lambert 93

Fonds cartographiques : SCAN 25 ©© IGN

Caractéristiques techniques de base

Code de référence de l'aérodrome : 2B

Altitude de référence : 1024,8 mètres NGF

Spécifications techniques utilisées

Approche classique avec trouées à vue

Légende

Piste revêtue : 1301,45 m x 30 m

Limites des servitudes

Intermédiaires des servitudes

Cote altimétrique en mètres NGF

COMMUNE

Commune

Adaptations ponctuelles de surfaces

(avant fait l'objet d'une étude d'évaluation d'obstacle)

Obstacle artificiel isolé

Terrain naturel

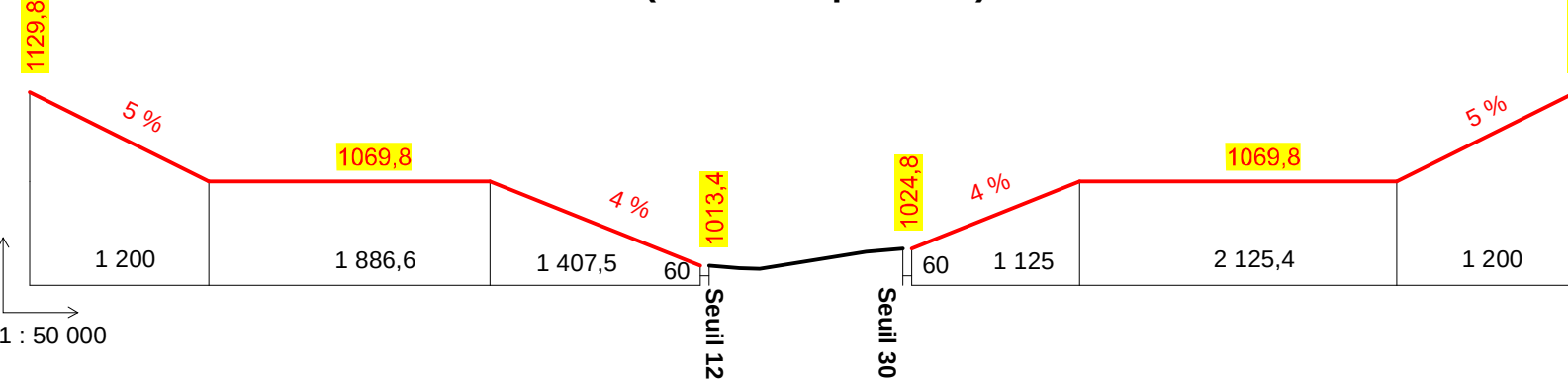
Gabarit routier

Obstacles dépassant les cotes limites autorisées

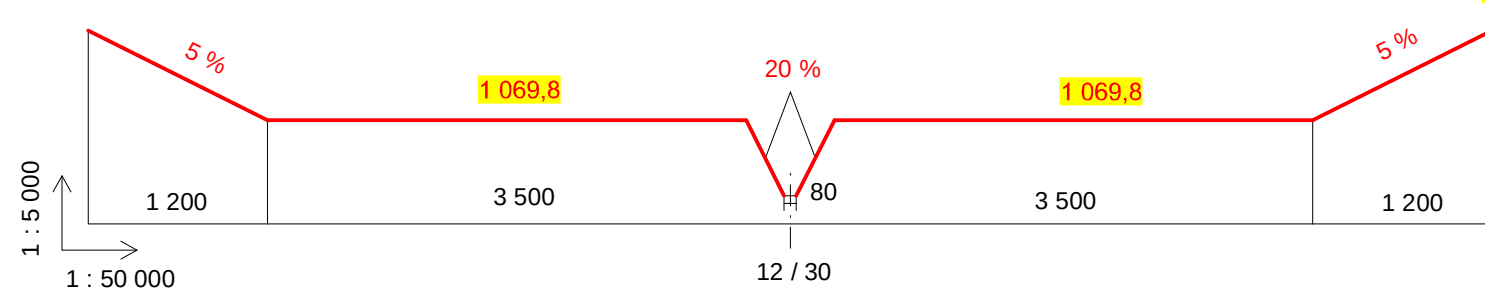
par les servitudes après adaptations (cf. liste dans note annexe)

Arbres

PROFIL EN LONG - COUPE AA'
(Avant adaptations)



PROFIL EN TRAVERS - COUPE BB
(Avant adaptations)



COMMUNES CONCERNÉES :

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

BADAROUX
BALSIEGES
CHASTEL-NOUVEL
LANUEJOLS
MENDE
SAINT-BAUZILE
SAINT-ETIENNE-DU-VALDONNEZ
SAINTE-HELENE

